
JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

VOLUME LXVIII

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DU 9 JANVIER AU 20 AVRIL 1934

Dans la vingt-quatrième année du règne de Sa Majesté

LE ROI GEORGE V

TROISIÈME SESSION DE LA DIX-HUITIÈME LÉGISLATURE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

SESSION 1934

Imprimé par ordre de l'Assemblée législative



IMPRIMÉ PAR RÉDEMPTI PARADIS
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

Volume LXVIII

ANNO DOMINI 1934



PROCLAMATION

CANADA,
Province de Québec.
[L. S.]

H.-G. CARROLL.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes :

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le NEUF JANVIER prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.
TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. HENRY GEORGE CARROLL, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce VINGT-SIX-IÈME jour d'OCTOBRE, l'an de grâce mil neuf cent trente-trois et de Notre règne le vingt-quatrième.

Par ordre,
Le greffier de la couronne en chancellerie, à Québec.

L.-P. GEOFFRION.

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

24 GEORGE V, 1934

MARDI 9 JANVIER 1934

La législature ayant été, par proclamation (ci-annexée), convoquée pour ce jour pour l'expédition des affaires,
Et les députés de la Chambre étant réunis en séance;

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

M. l'Orateur,

"Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif."

En conséquence, M. l'Orateur suppléant et les députés se rendent auprès de Son Honneur dans la salle des séances du Conseil.

Et, à leur retour,

M. l'Orateur suppléant informe la Chambre que, à la réception des notifications suivantes, M. l'Orateur a adressé au greffier de la couronne en chancellerie des mandats lui enjoignant d'émettre de nouveaux brefs portant convocation des collèges électoraux de Jacques-Cartier, de Nicolet et de Wolfe.

Québec, le 25 octobre 1933.

A Monsieur l'Orateur

de l'Assemblée législative de Québec.

Nous avons l'honneur de vous informer que, par suite du décès de Joseph-Alcide Savoie et de l'acceptation par M. J.-P. Cyrinus Lemieux d'une charge permanente à laquelle sont attachés un traitement et des émoluments provenant de la Province, les districts électoraux de Nicolet et de Wolfe se trouvent sans représentant dans l'Assemblée législative de Québec dont nous faisons partie.

L.-A. TASCHEREAU,

député de Montmorency,

HONORÉ MERCIER,

député de Châteauguay.

Québec, le 2 novembre 1933.

A Monsieur l'Orateur

de l'Assemblée législative de Québec.

Nous avons l'honneur de vous informer que, par suite de la nomination de l'honorable M. Victor Marchand au Conseil législatif de Québec, le district électoral de Jacques-Cartier se trouve sans représentant dans l'Assemblée législative de Québec dont nous faisons partie.

L.-A. TASCHEREAU,

député de Montmorency,

HONORÉ MERCIER,

député de Châteauguay.

M. l'Orateur suppléant informe la Chambre que M. l'Orateur a reçu du greffier de la couronne en chancellerie les certificats d'élection suivants:

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, le 9 janvier 1934.

A Monsieur l'Orateur

de l'Assemblée législative de Québec.

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-cinq octobre mil neuf cent trente-trois et adressé à M. J.-Alfred Foucault, aubergiste et officier-rapporteur résidant à Saint-Léonard-d'Aston, M. Alexandre Gaudet, négociant de la paroisse de Saint-Raphaël-d'Aston, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Nicolet à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Joseph-Alcide Savoie, décédé.

Le greffier de la couronne en chancellerie,

L.-P. GEOFFRION.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, le 9 janvier 1934.

A Monsieur l'Orateur

de l'Assemblée législative de Québec.

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-cinq octobre mil neuf cent trente-trois et adressé à M. Donat Manseau, régistrateur et officier-rapporteur résidant à Ham-Sud, M. Thomas-Hercule Lapointe, cultivateur de D'Israéli, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Wolfe à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Joseph-Pierre-Cyrinus Lemieux, qui a accepté une charge rémunérée par la Province.

Le greffier de la couronne en chancellerie.

L.-P. GEOFFRION.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, le 9 janvier 1934.

A Monsieur l'Orateur

de l'Assemblée législative de Québec.

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le neuf novembre mil neuf cent trente-trois et adressé à M. Adolphe Robert, courtier d'assurances et officier-rapporteur résidant à Lachine, M. Théodule Rhéaume, avocat à Montréal, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Jacques-Cartier à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de l'honorable M. Victor Marchand, nommé membre du Conseil législatif de Québec.

Le greffier de la couronne en chancellerie,

L.-P. GEOFFRION.

M. Alexandre Gaudet, député du collège électoral de Nicolet, M. Thomas-Hercule Lapointe, député du collège électoral de Wolfe, et M. Théodule Rhéaume, député du collège électoral de Jacques-Cartier, ayant respectivement prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi, sont présentés et prennent séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 1) intitulé: "Loi relative à la prestation des serments d'office".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

M. l'Orateur suppléant s'exprime comme suit:

J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de lire un discours à l'adresse des deux chambres de la législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

L'année qui vient de finir appartient encore à la période de dépression qui s'est appesantie sur le monde entier. Je suis cependant heureux de voir poindre une aurore nouvelle. La confiance renaît, le commerce et l'industrie sont plus actifs, nos banques ont conservé toute leur stabilité, le chômage diminue en plusieurs endroits, et l'on comprend mieux que le travail et l'économie, tant pour les gouvernements que pour les

familles et les individus, sont encore les meilleurs et peut-être les seuls facteurs décisifs du retour à la prospérité. La convalescence sera longue, mais elle est commencée.

Notre province fut rudement atteinte, pas au même degré peut-être que les provinces sœurs, mais sa vie économique, dans tous les domaines, a été affectée; et, si de louables initiatives ont dû être ajournées, moins à cause de la nécessité d'économiser que par suite de la diminution considérable des revenus, elles sont encore au premier plan du programme d'action et de progrès que des jours meilleurs nous permettront d'exécuter dans toute son étendue.

Beaucoup de gouvernements ont voulu compenser par de nouvelles taxes la décroissance de leurs revenus. Le gouvernement de Québec a cru que le fardeau dont les contribuables sont chargés est suffisamment lourd sans qu'on l'augmente encore, et il a préféré accuser courageusement un déficit pour l'exercice expiré que d'ajouter aux impôts, estimant que les générations futures qui profiteront de nos progrès devront assumer leur part des sacrifices de l'heure présente.

J'ignore ce que l'année nouvelle nous réserve; quoi qu'il en soit, cependant, le gouvernement se refuse de recourir à l'imposition de tous nouveaux impôts.

Malgré la crise économique, des progrès notables ont cependant été réalisés dans la Province.

Le retour à la terre est certainement le meilleur remède au chômage. L'habitude des secours directs détruit tout esprit d'initiative et répugne de plus à la fierté du travailleur canadien. Ce mouvement vers la terre a pris beaucoup d'ampleur, car 3,500 familles, soit au moins 17,000 personnes, sont devenues des colons. L'année courante a même vu s'accroître l'exode des villes vers les campagnes.

Notre industrie minière a bénéficié d'une activité sans précédent, grâce à la diminution de la royauté exigible et à la construction de chemins qui ont rendu facile aux mineurs l'accès des mines.

En dépit de la dépression, le gouvernement a cru qu'il fallait maintenir en bon état les chemins construits pendant les jours de prospérité, afin de conserver ce précieux capital; il a cru aussi qu'il était nécessaire de rendre ces voies attrayantes aux touristes et agréables à nos gens. Durant l'année écoulée, 157 milles de chemins ont été construits; 260 sont en préparation.

Nous avons généreusement contribué à l'avancement de l'agriculture, et le rendement de la récolte a été supérieur à celui de l'année antérieure.

Les octrois aux écoles, tant supérieures que primaires, n'ont pas été réduits; et, si les revenus de l'Assistance publique sont moindres, la caisse de ce service a été remplie à même les fonds généraux de la province. De ce seul chef, nos institutions de bienfaisance ont reçu au delà de \$5,000,000.

Mais de nouveaux problèmes vont surgir, au cours de cette période de reconstruction économique.

Législation sociale et ouvrière, aide à la colonisation et à l'agriculture, développement de nos richesses naturelles, instruction publique, hygiène, mines et pêcheries, voilà autant de questions que vous aurez à étudier.

Le gouvernement vous soumettra des projets de lois permettant aux municipalités, dans leurs territoires respectifs, de municipaliser les systèmes d'énergie électrique, si tel est le désir des contribuables.

Il vous demandera également de l'autoriser à créer et à maintenir des fermes où les malheureux, au sortir de la prison, au lieu d'être déversés sans moyens de subsistance dans les grandes villes où ils n'ont souvent pour toute ressource que de retomber dans le crime, pourront refaire leur vie et reprendre une place honorable dans la société.

Le gouvernement vous présentera en outre un projet de loi pour contrôler le prix du lait, de manière à rendre l'industrie laitière plus rémunératrice pour le cultivateur, mais sans ajouter aux charges du consommateur. Cette loi assurera également la pureté des produits laitiers.

Enfin, vous devrez étudier une loi des assurances qui, je l'espère, mettra fin au conflit entre le Dominion et les Provinces.

Diverses autres mesures d'un intérêt général vous seront aussi soumises. Je les mentionne succinctement :

La protection des bûcherons dans la forêt; le contrôle des taux électriques; le contrôle du transport par camions; la refonte de nos lois de police, afin de procurer à notre Sûreté provinciale l'avantage d'une direction unique; la permanence des droits de coupe de bois accordés aux concessionnaires qui se seront conformés aux exigences de leurs permis; l'extension juridique de la convention collective du travail, système hautement réclamé par nos unions ouvrières.

L'étude de ces projets de lois demandera de votre part tout le travail et tout le soin que, je le sais, vous voudrez leur donner. Ces lois sont importantes et contribueront au progrès de la Province, au retour à une vie économique plus stable et au bonheur de notre population.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Il vous incombera de voter les crédits nécessaires pour le prochain exercice. Les comptes publics du dernier exercice vous seront soumis.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je prie la Divine Providence de vous éclairer et de bénir vos travaux au cours de cette session que j'ai l'honneur d'inaugurer au nom de Sa Majesté le Roi.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que la prise en considération du discours du Trône ait lieu à la prochaine séance.

Résolu que les comités permanents suivants soient institués, savoir :

1. un comité des privilèges et élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du Code municipal;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la bibliothèque de la législature;
11. un comité des impressions législatives.

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui lui seront renvoyées par la Chambre, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières, et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin;

Résolu qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour dresser et présenter, avec toute la diligence possible, une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents dont la Chambre a décidé la formation;

Ordonné que les honorables MM. Taschereau, Mercier et Dillon, MM. Bédard, Côté (Bonaventure), Delisle, Drouin, Duplessis, Élie, Plante et Smart forment ledit comité spécial.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, transmet les deux messages suivants de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec que M. l'Orateur suppléant lit :

H. G. CARROLL.

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation,

puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts.

Hôtel du Gouvernement,

Québec, ce 9 janvier 1934. (*Document de la session No 3.*)

H. G. CARROLL.

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative, copie des rapports de l'honorable Conseil Exécutif concernant certaines nominations dans le service civil.

Hôtel du Gouvernement,

Québec, ce 9 janvier 1934. (*Document de la session No 4.*)

L'honorable M. Perrault dépose sur le bureau de la Chambre:
Rapport du Ministre de la voirie, 1933.

(*Document de la session No 5.*)

Rapport du Ministre des Mines de la province de Québec, 1932-33.

(*Document de la session No 6.*)

L'honorable M. Laferté dépose sur le bureau de la Chambre:

Rapport général du ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries, province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1933.

(*Document de la session No 7.*)

L'honorable M. Francœur dépose sur bureau de la Chambre, le document suivant:

Rapport général du Ministre des Travaux Publics de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1933.

(*Document de la session No 8.*)

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par M. Duplessis, il est—

Résolu que la Chambre s'ajourne maintenant par respect pour la mémoire de l'honorable M. Jules Tessier, ancien orateur de cette Chambre.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 10 JANVIER 1934

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

L'honorable M. Taschereau, du comité spécial chargé de préparer et de soumettre une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a choisi, comme devant faire partie des divers comités permanents de la Chambre, les membres dont les noms suivent :

Comité des règlements:

Les honorables MM. Dillon, Laferté, Lapierre, Stockwell; MM. Authier, Bédard, Bélanger, Côté (Bonaventure), Delisle, Drouin, Duplessis, Fisher, Guertin, Rochette, Samson, Sauvé.

Comité des bills privés en général:

Les honorables MM. Taschereau, Arcand, David, Dillon, Francœur, Godbout, Laferté, Lapierre, Mercier, Moreau, Perrault, Stockwell; MM. Authier, Bachand, Barré, Bastien, Bédard, Bélique, Bélanger, Bercovitch, Bertrand, Bergeron, Bissonnet, Bouthillier, Caron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Crête, Dansereau, Delisle, Desmarais, Drouin, Duffy, Dufour, Dugas, Duval, Duplessis, Élie, Farand, Fauteux, Fillion (Lac-St-Jean), Fillion (Laval), Fisher, Fortier, Fortin, Francœur (Montréal-Dorion), Frigon, Gabias, Gagnon (Kamouraska), Gagnon (Frontenac), Gaudet, Gault, Gauthier, Giguère, Grant, Guertin, Lafleur, Lahaie, Lamoureux, Lapointe, Legault, Lortie, McDonald, Messier, Moreault (Rimouski), Morel, Paquet, Phaneuf, Piché, Plante, Poulin, Power, Reed, Rhéaume, Rochette, Sabourin, Saintonge, Samson, Saurette, Sauvé, Smart, Taschereau (Bellechasse), Thisdel, Turcotte, Vautrin.

Comité des Chemins de fer et autres moyens de communication:

Les honorables MM. Taschereau, Arcand, David, Dillon, Francœur, Godbout, Lapierre, Mercier, Moreau; MM. Authier, Bachand, Bélique, Bercovitch, Bergeron, Bissonnet, Caron, Charbonneau, Cohen, Delisle, Desmarais, Duffy, Dufour, Duplessis, Élie, Farand, Fisher, Fortier, Francœur (Montréal-Dorion), Frigon, Gabias, Gagnon (Kamouraska), Gault, Gauthier, Guertin, Lafleur, Lahaie, Lamoureux, Legault, Lortie, Paquet, Phaneuf, Piché, Poulin, Reed, Rhéaume, Sauvé, Smart, Taschereau (Bellechasse), Turcotte.

Comité des comptes publics:

Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Francœur, Godbout, Lapierre, Mercier, Moreau, Perrault, Stockwell; MM. Authier,

Bastien, Bédard, Béïque, Bélanger, Bercovitch, Bertrand, Casgrain, Cohen, Côté (Bonaventure), Drouin, Dugas, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Grant, Guertin, Lafleur, McDonald, Saintonge, Sauvé, Smart, Taschereau (Bellechasse), Turcotte, Vautrin.

Comité des bills publics en général:

Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Francœur, Laferté, Mercier, Perrault, Stockwell; MM. Authier, Bachand, Bastien, Bédard, Béïque, Bélanger, Bercovitch, Bergeron, Caron, Casgrain, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Drouin, Dugas, Duplessis, Élie, Fauteux, Fortin, Gault, Gauthier, Guertin, Lafleur, Moreault (Rimouski), Plante, Poulin, Rhéaume, Rochette, Saintonge, Sauvé, Smart, Taschereau (Bellechasse), Vautrin.

Comité de l'Agriculture, de l'Immigration et de la Colonisation:

Les honorables MM. Godbout, Laferté, Moreau, Perrault; MM. Authier, Barré, Bastien, Béïque, Bergeron, Bouthillier, Charbonneau, Chouinard, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Crête, Dansereau, Delisle, Desmarais, Duffy, Dufour, Duplessis, Duval, Élie, Farand, Fillion (Lac-St-Jean), Fillion (Laval), Fisher, Fortin, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Grant, Guertin, Lahaie, Lamoureux, Lapointe, Lortie, Messier, Morel, Phaneuf, Piché, Sabourin, Samson, Saurette, Sauvé, Thisdel.

Comité des Industries et du Commerce:

Les honorables MM. Lapierre, Moreau; MM. Bastien, Béïque, Bertrand, Bissonnet, Dansereau, Delisle, Desmarais, Drouin, Duffy, Duplessis, Fillion (Lac-St-Jean), Fillion (Laval), Fisher, Fortier, Francœur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gault, Giguère, Grant, Guertin, Lafleur, Lahaie, Lamoureux, Lortie, McDonald, Messier, Paquet, Piché, Power, Reed, Samson, Sauvé, Saurette, Smart, Turcotte, Vautrin.

Comité des privilèges et élections:

Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Laferté, Mercier, Perrault; MM. Bédard, Bercovitch, Caron, Casgrain, Cohen, Côté (Bonaventure), Delisle, Dugas, Duplessis, Gault, Guertin, Sauvé, Taschereau (Bellechasse).

Comité du Code Municipal:

Les honorables MM. Taschereau, David, Godbout, Laferté, Moreau, Perrault; MM. Bachand, Bédard, Béïque, Bélanger, Bergeron, Caron, Casgrain, Chouinard, Côté (Bonaventure), Delisle, Dugas, Duplessis, Élie, Farand, Fisher, Fortin, Frigon, Gabias, Gauthier, Lamoureux, Legault, Rochette, Saintonge, Samson, Sauvé, Thisdel, Turcotte.

Résolu que la Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre:

Rapport du Surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'année 1932-33. (*Document de la session No 9.*)

État financier du Surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

(*Document de la session No 10.*)

Rapport du Directeur de l'Assistance Publique, pour l'année finissant le 30 juin 1933. (*Document de la session No 11.*)

M. Rhéaume propose, secondé par M. McDonald, que l'Adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec:

A Son Honneur

le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

La motion est mise en délibération et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—
Ordonné que le débat soit ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 11 JANVIER 1934

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De Dame M.-H.-Eugénie Starnes et autres, demandant l'adoption d'une loi validant certains actes concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque.—M. Bercovitch.

De la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Guertin.

Du Révérend Père Philémon Bourassa et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la corporation des "Révérends Pères Oblats de l'Immaculée Conception de Marie" et permettant à cette dernière de changer son nom corporatif en celui de "Les Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée".—M. Taschereau (Bellechasse).

De Andrew Dawes Porteous, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom de Andrew Dawes Porteous en celui de Andrew Dawes.—M. Taschereau (Bellechasse).

De "International Advent Christian Conference", demandant l'adoption d'une loi étendant ses pouvoirs et lui accordant le droit de tenir des registres de l'état civil.—M. Taschereau (Bellechasse).

De la Commission des Écoles Catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et l'autorisant à faire un emprunt.—M. Vautrin.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a choisi l'honorable M. Taschereau pour son président, et il recommande de réduire le quorum à cinq.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Delisle, du comité des règlements, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a choisi M. Delisle pour son président et recommande de réduire le quorum à quatre.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a choisi M. Cohen pour son président et recommande de réduire le quorum à sept.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Mercier, du comité des privilèges et élections, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a choisi l'honorable M. Mercier pour son président, et il recommande de réduire le quorum à sept.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Godbout, du comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a choisi l'honorable M. Godbout pour son président, et il recommande de réduire le quorum à cinq.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Côté (Bonaventure), du comité du Code municipal, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a choisi M. Côté (Bonaventure), pour son président, et il recommande de réduire le quorum à cinq.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Bercovitch, du comité spécial des comptes publics, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a choisi M. Bercovitch pour son président et recommande de réduire le quorum à dix.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Reed, du comité des industries et du commerce, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a choisi M. Reed pour son président et recommande de réduire le quorum à six.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Francœur, du comité des chemins de fer et autres moyens de communication, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a choisi l'honorable M. Francœur pour son président et il recommande de réduire le quorum à cinq.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Taschereau dépose sur le bureau de la Chambre :

Rapport du Ministre des Affaires Municipales de la province de Québec, 1932-1933.

(*Document de la session No 14.*)

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre :

Rapport du Secrétaire et Régistrare de la Province de Québec, 1932-1933.

(*Document de la session No 12.*)

Listes des concession de Terres de la Couronne de la province de Québec, 1932-1933.

(*Document de la session No 13.*)

L'honorable M. Stockwell dépose sur le bureau de la Chambre :

État des Cautionnements fournis par les Officiers du Gouvernement de la province de Québec, du 11 janvier 1933, au 9 janvier 1934, tel que requis par chapitre 9, article 41, S.R.Q., 1925.

(*Document de la session No 15.*)

**ÉTAT DES MANDATS SPÉCIAUX ÉMIS EN VERTU DE RAPPORTS DU CONSEIL ET DE
L'ART. 10, CHAP. 21 DES STATUTS REFONDUS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC,
PENDANT LA VACANCE DU PARLEMENT, PRÉPARÉ PAR L'AUDITEUR DE LA
PROVINCE.**

SERVICE ET RAPPORT DU CONSEIL	Montant	Dépensé	Non dépensé
1.—DIVERS SERVICES:—			
Agriculture:—			
Grains de semence.....	\$ 185,000.00	\$ 184,991.39	\$ 8.61
Colonisation, chasse et pêcheries:—			
Grains de semence..... (O.C. No 901, 5 mai 1933).	175,000.00	161,756.09	13,243.91
2.—DIVERS SERVICES:—			
Travaux publics:—			
Ponts-routes.....	6,375.00	.....	6,375.00
Agriculture:—			
Ecoles d'agriculture, Ecole de médecine vétérinaire et Ecole de laiterie de la pro- vince de Québec.....	80,000.00	79,997.89	2.11
Ecoles de réforme et d'industrie.....	64,577.52	.....	64,577.52
Gouvernement civil—Salaires:—			
Bureau du Lieutenant-Gouverneur..... (O. C. No 1257, 15 juin 1933).	200.00	200.00	.....
3.—DIVERS SERVICES:—			
Instruction publique:—			
Ecoles normales.....	15,337.23	15,337.23	.....
Publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'instruction publique.	1,369.42	1,369.42	.....
Colonisation, Chasse et pêcheries:—			
Chemins de colonisation et aide à la coloni- sation.....	10,000.00	.....	10,000.00
Affaires municipales:—			
Bureau des statistiques de Québec..... (O. C. No 1380, 27 juin 1933)	3,719.77	3,719.77	.....
4.—DIVERS SERVICES:—			
Instruction publique:—			
Ecole des beaux-arts, Québec et Montréal..	289.48	289.48	.....
Colonisation, chasse et pêcheries:—			
Jardin Zoologique de Québec— Administration et entretien.....	7,940.48	7,940.48	.....
Travaux publics:—			
Entretien de certains édifices publics.....	34,147.72	26,912.07	7,235.65
Nettoyage des bureaux, édifices de la légis- lature et des départements..... (O. C. No 1417, 28 juin 1933)	982.64	959.29	23.35

**ÉTAT DES MANDATS SPÉCIAUX ÉMIS EN VERTU DE RAPPORTS DU CONSEIL ET DE
L'ART. 10, CHAP. 21 DES STATUTS REFONDUS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC,
PENDANT LA VACANCE DU PARLEMENT, PRÉPARÉ PAR L'AUDITEUR DE LA
PROVINCE.—(Suite).**

SERVICE ET RAPPORT DU CONSEIL	Montant	Dépensé	Non dépensé
5.—COLONISATION, CHASSE ET PECHERIES:—			
Pour placer 1,071 familles de chômeurs sur des terres— (Dépenses d'administration et autres)... (O. C. No 1737, 10 août 1933).	30,000.00	9,633.01	20,366.99
6.—DIVERS SERVICES:—			
Colonisation, chasse et pêcheries:—			
Amélioration et entretien des parcs.....	20,000.00	9,975.94	10,024.06
Chemins de colonisation et aide à la coloni- sation.....	16,000.00	16,000.00	.....
Services divers:—			
Aide aux esquimaux indigents de la pro- vince.....	6,622.79	6,622.79	.....
Gouvernement civil—Contingents:—			
Dépt. du Trésor..... (O. C. No 2450, 3 nov. 1933)	10,000.00	2,263.19	7,736.81
7.—COLONISATION, CHASSE ET PECHERIES:—			
Achat de laine pour les colons..... (O. C. No 2515, 9 nov. 1933)	4,000.00	.....	4,000.00
8.—COLONISATION, CHASSE ET PECHERIES:—			
Colons sinistrés le 9 juin 1933, comté de Lotbinière (Val Alain, Joly et Ste. Fran- çoise Romaine..... (O. C. No 2586, 15 nov. 1933)	22,768.28	19,320.25	3,448.03
9.—PROPRIÉTÉ PORTANT LES NUMÉROS 714-726 RUE ST-JACQUES-OUEST, MONTREAL:—			
Capital de l'hypothèque et intérêts ainsi que taxes civiques re-succession vacante Catherine Shannon..... (O. C. No. 2724, 30 novembre. 1933)	36,092.03	36,092.03	.....
10.—GOUVERNEMENT CIVIL—CONTINGENTS:—			
Dépt. du Secrétaire provincial..... (O. C. No 31, 4 janvier 1934)	4,000.00	.....	4,000.00
11.—SECRÉTAIRE PROVINCIAL:—			
Musée de la Province:—Collection de beaux-arts..... (O.C. No 55, 8 janvier 1934)	10,000.00	.....	10,000.00
	\$ 744,422.36	\$ 583,380.32	\$ 161,042.04

Département du Trésor,
Bureau de l'Auditeur.

Québec, 11 janvier 1934.

EDGAR VÉZINA,
Auditeur de la province.

(Document de la session No 16.)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi 10 janvier courant :

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec :

A Son Honneur

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir arrêter, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et la motion étant mise aux voix est adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Godbout, il est—

Résolu que le 23 janvier courant cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Résolu que le 23 janvier courant cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

M. l'Orateur suppléant informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit :

CONSEIL LÉGISLATIF

Le 10 janvier, 1934.

Résolu qu'il soit nommé une commission permanente pour assister l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif comme membres de la commission mixte des deux Chambres, au sujet de la bibliothèque et que cette commission soit composée des honorables MM. Bryson, Chapais, Choquette, Daniel, Girouard, Kelly, Power et Simard.

Ordonné que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

Ordonné que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau, ait la permission de présenter un bill (No 9) intitulé: "Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile concernant les jours fériés."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 2) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant les compagnies de télégraphe et de téléphone."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Godbout, il est—

Ordonné que l'honorable M. Stockwell ait la permission de présenter un bill (No 3) intitulé: "Loi concernant certains actes et documents dans les comtés de Bonaventure et Gaspé."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Godbout, il est—

Ordonné que l'honorable M. Stockwell ait la permission de présenter un bill (No 5) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques concernant les heures de fermeture."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Perrault, secondé par l'honorable M. Dillon, il est—

Ordonné que l'honorable M. Perrault ait la permission de présenter un bill (No 10) intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 16) intitulé: "Loi concernant la contribution du gouvernement pour assurer le succès des fêtes du troisième centenaire de la fondation de la cité des Trois-Rivières."

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 12) intitulé: "Loi modifiant la Loi des jurés relativement à leur indemnité."

Sur la motion de l'honorable M. Perrault, secondé par l'honorable M. Dillon, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 10) intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines."

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 16 JANVIER 1934

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De Marcel Poulin, demandant l'adoption d'une loi autorisant le barreau de la Province de Québec à l'admettre à l'étude de la profession d'avocat sans examen.—M. Casgrain.

De la Cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Crête.

De Jalmor Frederick Susta, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom en celui de Charles Jalmor Frederick Anderson.—M. Drouin.

De "Church Society of the Diocese of Quebec", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte dans le but de définir clairement ses pouvoirs relativement à certains fonds possédés et gérés par elle.—M. Gault.

M. Delisle, du comité des Règlements, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De Dame M.-H.-Eugénie Starnes et autres, demandant l'adoption d'une loi validant certains actes concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque.

De la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Du Révérend Père Philémon Bourassa et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la corporation des "Révérends Pères Oblats de l'Immaculée Conception de Marie" et permettant à cette dernière de changer son nom corporatif en celui de "Les Missionnaires Oblats de Marie Immaculée."

De Andrew Dawes Porteous, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom de Andrew Dawes Porteous en celui de Andrew Dawes.

De "International Advent Christian Conference", demandant l'adoption d'une loi étendant ses pouvoirs et lui accordant le droit de tenir des registres de l'état civil.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu:

Que les délais fixés pour la présentation des pétitions introductives de bills privés soient prolongés au 25 janvier 1934.

Que les délais fixés pour la réception des pétitions introductives de bills privés soient prolongés au 31 janvier 1934.

Et que les pétitionnaires qui profiteront de ces prolongations de délais ne soient soumis au paiement d'aucun droit additionnel.

Ordonné que M. Taschereau (Bellechasse) ait la permission de présenter un bill (No 79) intitulé: "Loi étendant les pouvoirs de "The International Advent Christian Conference".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Taschereau (Bellechasse) ait la permission de présenter un bill (No 104) intitulé: "Loi modifiant la charte de la corporation des révérends Pères Oblats de l'Immaculée Conception de Marie."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Taschereau (Bellechasse) ait la permission de présenter un bill (No 87) intitulé: "Loi pour changer le nom de Andrew Dawes Porteous en celui de Andrew Dawes."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Guertin ait la permission de présenter un bill (No 80) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Hull."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 85) intitulé: "Loi validant certains actes concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Godbout, secondé par l'honorable M. Stockwell, il est—

Ordonné que l'honorable M. Godbout ait la permission de présenter un bill (No 11) intitulé: "Loi modifiant la Loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 13) intitulé: "Loi modifiant la Loi des convictions sommaires de Québec concernant la comparution des prisonniers."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Godbout, il est—

Ordonné que l'honorable M. Stockwell ait la permission de présenter un bill (No 15) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gazoline."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 21) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique concernant la perception des taxes scolaires."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 22) intitulé: "Loi concernant la municipalisation de l'électricité."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Fisher, secondé par M. Duplessis, il est—

Ordonné que M. Fisher ait la permission de présenter un bill (No 152) intitulé: "Loi relative à l'enregistrement en vertu de la Loi des automobiles, d'un véhicule automobile non utilisé."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Bertrand, secondé par M. Élie, il est—

Ordonné que M. Bertrand ait la permission de présenter un bill (No 150) intitulé: "Loi modifiant la loi 23 George V, chapitre 98, ayant pour but de rétablir certaines indemnités."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Bertrand, il est—

Ordonné que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 151) intitulé: "Loi modifiant la loi 23 George V, chapitre 98, ayant pour but de rétablir le droit qu'avait l'accidenté de choisir son médecin."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 18) intitulé: "Loi modifiant la Loi des convictions sommaires de Québec concernant les comparutions."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Arcand, il est—

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 23) intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés historiques."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Arcand dépose sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Rapport général du Ministre du Travail de la Province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1933.

(Document de la session No 17.)

L'honorable M. Godbout dépose sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Rapport du Ministre de l'Agriculture de la Province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1933. *(Document de la session No 18.)*

L'honorable M. Stockwell, trésorier de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

État des Comptes Publics de la Province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1933. *(Document de la session No 19.)*

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 7) intitulé: "Loi modifiant la Loi des huissiers."

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 2) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant les compagnies de télégraphe et de téléphone."

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 8) intitulé: "Loi modifiant l'article 599 du Code de procédure civile concernant l'insaisissabilité de certains traitements et salaires."

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 9) intitulé: "Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile concernant les jours fériés."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 3) intitulé: "Loi concernant certains actes et documents dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé."

L'honorable M. Stockwell propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 5) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques concernant les heures de fermeture."

L'honorable M. Stockwell propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Bertrand, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 25 janvier 1933, inclusivement, jusqu'au 10 janvier 1934, inclusivement, et se rapportant au maintien, à l'augmentation ou à la réduction des droits de coupe payables à la province.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Bertrand, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les règlements adoptés par le bureau de la Trésorerie de cette province, depuis le 19 février 1933, inclusivement, jusqu'au 10 janvier 1934.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Bertrand, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous rapports, faits par l'Auditeur de la province, en vertu de l'article 8, chapitre 21 des Statuts refondus de Québec, 1925, depuis le 19 février 1933 inclusivement, jusqu'au 10 janvier 1934.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Bertrand, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous rapports au lieutenant-gouverneur en Conseil, en vertu de l'article 9, du chapitre 21 des Statuts refondus de Québec, 1925, depuis le 19 février 1933, inclusivement, jusqu'au 10 janvier 1934.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Bertrand, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1er février 1933, inclusivement jusqu'au 10 janvier 1934, inclusivement, et se rapportant aux emprunts temporaires contractés par la province.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Bertrand, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 25 janvier 1933, inclusivement, jusqu'au 10 janvier 1934, inclusivement, et se rapportant au maintien, à l'augmentation ou à la réduction de la rente foncière payable à la province.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Bertrand, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1er février 1933, inclusivement, jusqu'au 10 janvier 1934, inclusivement, et se rapportant à la concession ou au renouvellement de concessions de limites forestières en cette province.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Bertrand, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1er janvier 1933, inclusivement, jusqu'au 10 janvier 1934, inclusivement, et se rapportant à l'exportation du bois ou de la pulpe aux États-Unis.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Bertrand, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province relativement aux mandats spéciaux émis depuis le 10 janvier 1933, inclusivement, jusqu'au 10 janvier 1934, inclusivement.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Bertrand, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province et se rapportant à la remise ou à la réduction des taxes ou des pénalités imposées par la loi de la taxe sur les corporations, depuis le 10 janvier 1933, inclusivement, jusqu'au 10 janvier 1934, inclusivement.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Bertrand, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 15 janvier 1933 inclusivement au 10 janvier 1934 inclusivement, et se rapportant au chapitre 26, Statuts de Québec, 21 Geo. V.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par M. Duplessis, il est—

Résolu que la Chambre s'ajourne maintenant à mardi, le 23 janvier, par respect pour la mémoire de madame Télesphore-Damien Bouchard, épouse de M. l'Orateur de cette Assemblée, et dont les funérailles auront lieu demain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 23 JANVIER 1934

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De monsieur l'abbé Alfred Boulet et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "L'Orphelinat Agricole de Saint-Ferdinand-d'Halifax".—M. Bélanger.

De Monseigneur Auguste Boulet, demandant l'adoption d'une loi refondant la charte de la "Corporation du Collège de Sainte-Anne de la Pocatière", définissant mieux les droits de cette corporation et lui accordant de plus amples pouvoirs.—M. Casgrain.

De Monseigneur Auguste Boulet, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation "L'École Supérieure d'Agriculture de Sainte-Anne de la Pocatière", définissant ses fins, pouvoirs et droits ordinairement accordés à telles corporations et lui permettant d'assumer des obligations relativement à certains droits acquis.—M. Casgrain.

De l'Association des Optométristes et Opticiens de la Province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Crête.

De la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Gabias.

De Dame Marie-Louise-Évelina Pratt et autres; de G.-Édouard-J.-H. Pratt; de Marguerite Pratt; de Emilie-Murielle Pratt; de J.-C.-Émile Bourdon et autre, demandant l'adoption d'une loi modifiant la Loi concernant la succession de feu John Pratt.—M. Gabias.

De Thomas-Joseph McNally, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des Chirurgiens-Dentistes à l'admettre au nombre de ses membres, après examen final.—M. Gault.

De Dame Berthe Montbriand et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Madame Fortunate Blanchard.—M. Plante.

De M. Docteur David Law Hodges Forbes et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant en une municipalité de ville certaine partie du canton de Bourlamaque, sous le nom de "Ville de Lamaque".—M. Taschereau (Bellechasse).

M. Delisle, du comité des Règlements, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après :

De Marcel Poulin, demandant l'adoption d'une loi autorisant le barreau de la Province de Québec, à l'admettre à l'étude de la profession d'avocat sans examen.

De la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De Jalmor Frederick Susta, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom en celui de Charles Jalmor Frederick Anderson.

De "Church Society of the Diocese of Quebec", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte dans le but de définir clairement ses pouvoirs relativement à certains fonds possédés et gérés par elle.

Ordonné que M. Dugas ait la permission de présenter un bill (No 101) intitulé: "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Marcel Poulin à l'étude de la profession d'avocat, sans examen."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Gault ait la permission de présenter un bill (No 96) intitulé: "Loi oncernant "The Church Society of the Diocese of Quebec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Crête ait la permission de présenter un bill (No 99) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Grand'Mère."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Drouin ait la permission de présenter un bill (No 75) intitulé: "Loi permettant à Jalmor Frederick Susta, de changer son nom en celui de Charles Jalmor Frederick Anderson."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Godbout, il est—

Ordonné que l'honorable M. Stockwell ait la permission de présenter un bill (No 4) intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences en ce qui regarde les lieux d'amusements."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Godbout, il est—

Ordonné que l'honorable M. Stockwell ait la permission de présenter un bill (No 6) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec, en ce qui regarde l'ajustement des réclamations."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Élie, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné que M. Élie ait la permission de présenter un bill (No 153) intitulé: "Loi modifiant la Loi des salaires de certains officiers de justice et la Loi des palais de justice et prisons."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné que M. Sauvé ait la permission de présenter un bill (No 154) intitulé: "Loi relative à la préférence visée par l'article 2124 du Code civil."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné que M. Sauvé ait la permission de présenter un bill (No 155) intitulé: "Loi abrogeant la loi 21 George V, chapitre 36."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Béïque, il est—
Ordonné que M. Sauvé ait la permission de présenter un bill (No 156) intitulé: "Loi abrogeant la loi 21 George V, chapitre 105."
En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois."
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—
Ordonné que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 157) intitulé: "Loi modifiant l'article 716 du Code de procédure civile."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—
Ordonné que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 158) intitulé: "Loi modifiant la loi 23 George V, chapitre 77, intitulée: "Loi modifiant la loi 16 George V, chapitre 55, imposant une taxe d'hôpital".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—
Ordonné que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 159) intitulé: "Loi relative au fonds de l'assistance publique."
En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Onzième rapport annuel du Service Provincial d'hygiène pour l'année 1932-33 et de la démographie pour l'année 1932.

(Document de la session No 20).

L'honorable M. Francœur dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

Rapports des Chemins de fer pour l'année expirée le 31 décembre 1932, conformément aux dispositions de l'article 4, chapitre 31, des Statuts refondus de la province de Québec, de 1925.

(Document de la session No 21).

Rapports des Chemins de fer, états, rapports et statistiques pour l'année expirée le 31 décembre 1932, conformément aux dispositions de l'article 187, chapitre 230, des Statuts refondus de la province de Québec, 1925.

(Document de la session No 22).

Question par M. Fisher.—Depuis le 1er janvier 1920, inclusivement, jusqu'au 1er janvier 1934, inclusivement, quel a été le montant des octrois accordés chaque année par le gouvernement de cette province pour les expositions agricoles: *a.* de Québec; *b.* des Trois-Rivières; *c.* de Sherbrooke; *d.* de Valleyfield; *e.* de Ormstown?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

	<i>a.</i>	<i>b.</i>	<i>c.</i>	<i>d.</i>	<i>e.</i>
	Québec:	Tr.-Rivières:	Sherbrooke:	Valleyfield:	Ormstown:
			<i>Automne</i>	<i>Hiver</i>	
1920.....	\$ 8,000.00	\$ 5,000.00	\$ 10,000.00	\$ 3,000.00	\$ 3,000.00
1921.....	11,750.00	7,000.00	10,000.00	3,000.00	3,000.00
1922.....	10,250.00	7,500.00	10,000.00	3,000.00	4,000.00
1923.....	9,892.00	8,500.00	10,000.00	3,000.00	5,000.00
1924.....	10,108.00	6,000.00	9,950.00	3,000.00	5,000.00
1925.....	9,950.00	14,000.00	10,800.00	5,000.00	5,000.00
1926.....	10,050.00	7,500.00	10,685.00	5,000.00	5,000.00
1927.....	10,000.00	10,000.00	10,812.00	5,000.00	6,000.00
1928.....	10,000.00	15,000.00	10,722.00	5,000.00	6,000.00
1929.....	10,000.00	8,825.52	10,772.00	5,000.00	6,000.00
1930.....	10,000.00	9,784.17	10,867.50	\$ 4,203.00	6,000.00
1931.....	10,000.00	7,000.00	10,937.50	4,819.00	10,000.00
1932.....	11,250.27	10,500.00	10,000.00	5,000.00	8,319.20
1933.....	6,498.75		3,217.77	5,908.25	3,000.00
	\$ 137,749.02	\$ 116,609.69	\$ 138,763.77	\$ 19,930.25	\$ 71,177.86
					\$ 70,000.00
			Total:.....	\$ 158,694.02	

Question par M. Duplessis.—Relativement aux diverses sommes que le Gouvernement a reçues de la Commission des Liqueurs, à quelque titre que ce fût, du 1er juillet 1932, inclusivement, jusqu'au 1er juillet 1933, exclusivement:

1. A quelle date chacune de ces sommes a-t-elle été reçue et quel en était le montant?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1.—1932:—

Juillet,	9.....	\$ 11,325.45
"	23.....	12,541.30
Août,	6.....	12,246.90
"	20.....	13,495.90
Septembre,	3.....	13,260.50
"	17.....	13,754.30
Octobre,	6.....	12,778.90
"	6.....	500,000.00
"	17.....	13,529.60
"	28.....	12,459.05
Novembre,	12.....	11,788.40
"	18.....	500,000.00
"	25.....	11,460.00
Décembre,	12.....	13,316.00
"	24.....	14,733.80

1933:—

Janvier,	10.....	27,009.70
"	21.....	14,827.60
Février,	6.....	10,892.00
"	18.....	11,540.90
"	22.....	500,000.00
Mars,	4.....	10,738.40
"	17.....	9,356.60
"	31.....	9,564.95
Avril,	21.....	9,122.40
"	29.....	10,846.30
Mai,	2.....	1,500,000.00
"	13.....	10,224.50
"	29.....	10,616.45
Juin,	12.....	10,709.55
"	26.....	10,009.75
"	30.....	3,000,000.00

Question par M. Duplessis.—Depuis le 1er juillet 1932, inclusive-ment, jusqu'au 1er juillet 1933, exclusivement, combien de timbres prévus par le chapitre 32, Statuts de Québec, 22 Geo. V. ont été imprimés ?

2. Pour quelle somme totale ?

3. Ladite somme a-t-elle été payée :

Dans l'affirmative : a. Quand ; b. A-t-elle été payée par la province ou par la Commission des Liqueurs ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell :

1. \$4,825,000.

2. Coût de la fabrication de ces timbres, \$2,983.75.

3. Oui : a. le 12 novembre 1932, \$1,540.00 ; le 31 août, 1933, \$1,443.75 ; b. par la province.

Question par M. Duplessis.—Depuis le 1er juillet 1932, inclusive-ment, jusqu'au 1er juillet 1933, exclusivement :

1. Quelle est la quantité de timbres prévus par le chapitre 32, Statuts de Québec, 22 Geo. V, qui ont été apposés conformément à ladite loi ?

2. Quelle somme globale représentent lesdits timbres ainsi apposés ?

3. Pour quelle somme totale la Commission des Liqueurs de Québec a-t-elle acheté desdits timbres ?

4. Combien la Commission des Liqueurs de Québec a-t-elle payé au Trésor de cette province pour l'achat desdits timbres ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell :

1. 3,783,163.

2. \$321,939.85.

3. Le Trésorier de la province a fourni la quantité de timbres demandés par la Commission des Liqueurs de Québec et lui en a chargé la valeur nominale.

4. \$322,149.20, comprenant des timbres fournis par le Trésorier de la province durant l'année fiscale précédente.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 11) intitulé: "Loi modifiant la Loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 21) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'Instruction publique concernant la perception des taxes scolaires."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 23) intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés historiques."

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 79) intitulé: "Loi étendant les pouvoirs de la "The International Advent Christian Conference."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 104) intitulé: "Loi modifiant la charte de la corporation des Révérends Pères Oblats de l'Immaculée Conception de Marie."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 87) intitulé: "Loi changeant le nom de Andrew Dawes Porteous en celui de Andrew Dawes."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 80) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Hull."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 85) intitulé : "Loi validant certains actes concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre :

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1er janvier 1921, inclusivement, jusqu'au 31 décembre 1926, inclusivement et se rapportant aux octrois spéciaux à diverses institutions, provenant des fonds publics et mentionnés à l'état No 5 des Comptes Publics de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre :

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1er janvier 1927, inclusivement, jusqu'au 31 décembre 1931, inclusivement, et se rapportant aux octrois spéciaux, à diverses institutions, provenant des fonds publics et mentionnés à l'état No 5 des Comptes Publics de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre :

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1er janvier 1932, inclusivement, jusqu'au 10 janvier 1934, inclusivement, et se rapportant aux octrois spéciaux, à diverses institutions, provenant des fonds publics et mentionnés à l'état No 5 des Comptes Publics de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre :

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 30 mars 1933, inclusivement, et se rapportant à l'article 10 de la Loi modifiant la Loi des Accidents du Travail, 1931, 23 George V, chap. 98.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 30 mars 1931 et se rapportant à la contribution annuelle n'excédant pas \$100,000 prévue par l'article 72 du chap. 100, 21 Geo. V.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 30 mars 1933, inclusivement, et se rapportant à l'article 1 de la loi modifiant la Loi pour promouvoir l'utilisation des produits forestiers, 23 George V, chap. 21.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1er février 1931, et se rapportant à l'article 72 du chapitre 100, 21 Geo. V, intitulé Loi des Accidents du Travail, 1931.

Sur la motion de M. Élie, secondé par M. Béïque, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1er janvier 1933, inclusivement, et se rapportant au placement ou à l'établissement des fils de cultivateurs, dans cette province.

Sur la motion de M. Élie, secondé par M. Béïque, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1er avril 1927, inclusivement, et se rapportant à la loi concernant la vente des produits agricoles, 17 Geo. V, chap. 24.

Sur la motion de M. Béïque, secondé par M. Élie, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 4 avril 1929, inclusivement, et se rapportant à la loi relative aux passages à niveaux, 19 Geo. V, chap. 8.

Sur la motion de M. Élie, secondé par M. Béique, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 4 mars 1930, jusqu'au 10 janvier 1934, et se rapportant à l'article 2, chapitre 7, 20 Geo. V.

Sur la motion de M. Élie, secondé par M. Béique, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 4 avril 1930, inclusivement, et se rapportant à la somme de sept cent cinquante mille dollars relative à la Société Coopérative Fédérée des agriculteurs de la province de Québec, et prévue à l'article 3, chapitre 7, 20 Geo. V.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 24 JANVIER 1934

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De la ville de Hampstead, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Bercovitch.

De "The Montreal Cottons, Limited", demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.—M. Bercovitch.

Des Commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice, dans le comté de Saint-Jean, demandant l'adoption d'une loi modifiant les limites du territoire de la corporation scolaire de ladite paroisse.—M. Bouthillier.

De la Maison Protestante d'Industrie et de Refuge de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Cohen.

De la Ville de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Dansereau.

De Prosper St-Aubin et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la ville de Mont-Royal.—M. Francœur (Montréal-Dorion).

De la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Lafleur.

De Dame Marie-Anne Gendron, en religion Sœur Marie-François-Xavier et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "L'Institut des Sœurs Notre-Dame de Mont-Laurier.—M. Lortie.

De L'Œuvre et Fabrique de la paroisse de l'Ascension, de Westmount, demandant l'adoption d'une loi constituant et définissant les pouvoirs d'une corporation devant être connue sous le nom de "Syndics de l'église de l'Ascension de Notre-Seigneur, Westmount.—M. Smart.

M. Delisle, du comité des Règlements, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après :

De Monseigneur Auguste Boulet, demandant l'adoption d'une loi refondant la charte de la "Corporation du Collège de Sainte-Anne de la Pocatière", définissant mieux les droits de cette corporation et lui accordant de plus amples pouvoirs.

De Monseigneur Auguste Boulet, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation "L'école Supérieure d'Agriculture de Sainte-Anne de la Pocatière" définissant ses fins, pouvoirs et droits ordinairement accordés à telles corporations et lui permettant d'assumer des obligations relativement à certains droits acquis.

De L'Association des Optométristes et Opticiens de la Province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De Dame Marie-Louise-Évelina Pratt et autres; de G.-Édouard-J.-H. Pratt; de Marguerite Pratt; de Émilie-Murielle Pratt; de J.-C.-Émile Bourdon et autre, demandant l'adoption d'une loi modifiant la Loi concernant la succession de feu John Pratt.

De Dame Berthe MontBriand et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Madame Fortunate Blanchard.

Du M. Docteur David Law Hodges Forbes et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant en une municipalité de ville certaine partie du canton de Bourlamaque, sous le nom de "Ville de Lamaque".

Ordonné que M. Gabias ait la permission de présenter un bill (No 89) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la succession de feu John Pratt."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Crête ait la permission de présenter un bill (No 76) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Casgrain ait la permission de présenter un bill (No 82) intitulé: "Loi refondant la charte de la Corporation du collège de Sainte-Anne de la Pocatière."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Casgrain ait la permission de présenter un bill (No 83) intitulé: "Loi constituant en corporation l'École supérieure d'agriculture de Sainte-Anne de la Pocatière."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Plante ait la permission de présenter un bill (No 98) intitulé: "Loi concernant la succession de feu dame Fortunate Blanchard."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Taschereau (Bellechasse) ait la permission de présenter un bill (No 91) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Lamaque."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Moreau, il est—

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 28) intitulé: "Loi concernant la distribution de circulaires, dans les cités et villes, pour fins d'assemblées publiques".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Moreau, il est—

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 29) intitulé: "Loi concernant les concours physiques".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Duplessis.—A partir du 1er janvier 1933, inclusivement, jusqu'au 9 janvier 1934, inclusivement:

1. Le gouvernement de cette province a-t-il accordé des réductions quant aux droits de coupe payables à la province?

Dans l'affirmative:

2. Quand?

3. A combien se chiffre le montant total des réductions ainsi accordées?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. Oui.

2. et 3. a. Réductions aux concessionnaires forestiers:

1. sur les droits de coupe de 1931-32 accordées par arrêtés-en-conseil Nos 1791 du 24 juillet, 1931, 2011 du 30 juillet, 1931, 2102, du 5 août, 1931..... \$ 116,561.95

2. Réductions sur les coupes de 1932-33 accordées par arrêtés-en-conseil Nos 2060 du 25 août 1932, 2,682 du 10 novembre, 1932, 2,745 du 17 novembre, 1932, 2,895 du 10 déc. 1932, 1,952 du 15 septembre, 1933..... 407,989.93

b. Il est impossible d'établir dans le moment les montants des réductions qui seront accordées (arrêtés-en-conseil No 1797 du 24 août, 1933), aux concessionnaires forestiers pour les coupes de 1933-34, car ces opérations ne sont pas encore terminées.

c. Exemptions accordées aux indigents et aux chômeurs:

1. Pour les bois de sciage.....	\$3,221.41
2. Pour traverses de chemin de fer.....	1,800.00
3. Pour piquets de clôture.....	22.50
4. Pour bois de chauffage.....	9,085.00

Question par M. Duplessis.—A partir du 1er janvier 1933, inclusive-ment, jusqu'au 9 janvier 1934, inclusivement:

1. Le gouvernement de cette province a-t-il accordé des réductions quant à la rente foncière payable à cette province?

Dans l'affirmative:

2. Quand?

3. A combien se chiffre le montant total des réductions ainsi accordées?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. Oui.

2. Le 18 avril, 1933, arrêté-en-conseil No 691.

3. \$233,304.00.

Question par M. Duplessis.—1. Relativement aux emprunts temporaires contractés par la province depuis le 20 mars 1933, inclusivement, jusqu'au 10 janvier 1934, exclusivement: a. Quel est le montant de chaque emprunt; b. Quelle est la date de chaque emprunt; c. Quelle est la date de remboursement de chaque emprunt; d. Quel est le taux d'intérêt chargé pour chaque emprunt; e. Quel est le montant d'intérêt payé sur chaque emprunt?

2. Quel était le déficit du fonds consolidé du revenu à la date de chacun de ces emprunts?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. a. 1. \$6,000,000.00; 2. \$5,000,000.00; 3. \$10,000,000.00.

b. 1. Le 30 juin 1933; 2. Le 4 août 1933; 3. Le 5 décembre 1933.

c. 1. Le 28 septembre 1933 (payé le 4 août 1933); 2. Le 5 décembre 1933; 3. Le 7 avril 1934.

d. 1. 5%; 2. 4½%; 3. 4½%.

e. 1. \$28,767.12; 2. \$75,821.90; 3. \$151,643.82.

2. Aucun déficit dans le fonds consolidé du revenu. Ces emprunts sont des emprunts temporaires pour remplacer des avances d'argent.

Question par M. Duplessis.—A combien se chiffre le total des contributions, à la charge des municipalités de cette province, en vertu de la loi de l'Assistance publique de Québec:

a. Du 1er juillet 1931, inclusivement, jusqu'au 1er janvier 1933, exclusivement;

b. Du 1er janvier 1933, inclusivement, jusqu'au 10 janvier 1934, inclusivement?

Réponse par l'honorable M. David:

a. \$2,298,567.81.

b. Le Service de l'Assistance publique n'ayant pas reçu les comptes de toutes les institutions d'Assistance publique pour les derniers six mois de 1933, et ne pouvant par conséquent établir les contributions dues à la charge des municipalités pour cette période et à plus forte raison jusqu'au 10 janvier 1934, il est impossible de répondre à cette question.

Question par M. Duplessis.—Du 1er janvier 1933, inclusivement, jusqu'au 1er janvier 1934, inclusivement, combien a été payé à la *Gazette officielle de Québec* pour avis ou publications parus dans ladite Gazette et se rapportant:

a. A la vente de propriétés pour taxes municipales et scolaires, en cette province;

b. Aux faillites ou Cessions de biens, en cette province;

c. Aux ventes de propriétés sous l'autorité du shérif, en cette province?

Réponse par l'honorable M. David:

a. \$25,180.21.

b. \$8,555.11.

c. \$33,106.30.

Question par M. Duplessis.—Depuis le 1er janvier 1921, à combien s'élève le total des contributions des municipalités de cette province relativement à la construction ou à l'agrandissement:

a. Des hôpitaux, hospices ou orphelinats, situés dans cette province, qui ont été ou qui sont subventionnés par la province;

b. Des asiles d'aliénés, écoles d'industrie, écoles de réforme, situés dans cette province, qui ont été ou qui sont subventionnés par la province?

Réponse par l'honorable M. David:

a. et b. Le gouvernement n'est pas au courant du total des contributions des municipalités de cette province relativement à la construction ou à l'agrandissement des institutions visées par la question.

M. Barré propose, secondé par M. Guertin :

Que, vu la recommandation de la commission des assurances sociales au gouvernement de la province de Québec d'instituer un régime d'assistance aux mères nécessiteuses; cette Chambre est d'avis que ce régime peut et doit être institué au plus tôt; et invite le gouvernement à présenter dès cette session la législation nécessaire.

La motion est mise en délibération.

Un débat s'élève.

Sur la motion de M. Gauthier, secondé par M. Saurette, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Sur la motion de M. Duplessis secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province et se rapportant à la loi de l'Aide aux Chômeurs, 1930, 21 Geo. V, chap. 2.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province et se rapportant à la loi de l'Aide aux Chômeurs, 1931, 22 Geo. V, chap. 2.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province et se rapportant à l'article 14 de la loi de l'Aide aux chômeurs, 1931, 22 Geo. V, chap. 2.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province et se rapportant à la loi de l'Aide aux Chômeurs, 1933, 23 Geo. V, chap. 2.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 15 mars 1933, inclusivement, et se rapportant au chapitre 76, 23 Geo. V, Loi modifiant la Loi de l'Assistance Publique de Québec relativement aux fonds de l'Assistance Publique.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 152) intitulé: "Loi relative à l'enregistrement en vertu de la Loi des automobiles, d'un véhicule automobile non utilisé".

M. Fisher propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Barré,
Bêïque,
Bertrand,
Duplessis,
Élie,
Fisher,*

*Gault,
Guertin,
Lafleur,
Sauvé,
Smart.—11.*

CONTRE

Messieurs:

*Arcand,
Bachand,
Bastien,
Bédard,
Bélanger,
Bercovitch,
Bergeron,
Bouthillier,
Caron,
Casgrain,
Charbonneau,
Cohen,
Côté (Bonaventure),
Dansereau,
David,
Drouin,
Duffy,
Dugas,
Duval,*

*Farand,
Filion (Laval),
Fillion (Lac-St-Jean),
Fortier,
Fortin,
Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),
Frigon,
Gagnon (Frontenac),
Gagnon (Kamouraska),
Gaudet,
Gauthier,
Giguère,
Godbout,
Grant,
Laferté,
Lahaie,
Lamoureux,
Lapierre,*

Lapointe,
Legault,
Lortie,
McDonald,
Mercier,
Messier,
Moreau (Roberval),
Morel,
Paquet,
Perrault,
Phaneuf,
Piché,

Plante,
Power,
Reed,
Sabourin,
Saintonge,
Saurette,
Stockwell,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Turcotte,
Vautrin.—62.

La motion est ainsi rejetée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 154) intitulé: "Loi relative à la préférence visée par l'article 2124 du Code civil".

M. Sauvé propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 157) intitulé: "Loi modifiant l'article 716 du Code de procédure civile".

M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 13) intitulé: "Loi modifiant la Loi des convictions sommaires de Québec concernant la comparution des prisonniers."

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier.

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 4) intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences en ce qui regarde les lieux d'amusements".

L'honorable M. Stockwell propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 101) intitulé: "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Marcel Poulin à l'étude de la profession d'avocat, sans examen".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 96) intitulé: "Loi concernant "The Church Society of the Diocese of Quebec".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 99) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Grand'Mère".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 75) intitulé: "Loi permettant à Jalmor Frederick Susta, de changer son nom en celui de Charles Jalmor Frederick Anderson".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 25 JANVIER 1934

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

Une pétition est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De L.-Jules-B. Gaudry dit Bourbonnière, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de Louis-Jules Gaudry dit Bourbonnière.—M. Bachand.

Des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes, dans le diocèse de Joliette, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes.—M. Dugas.

De la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Phaneuf.

De Oscar Mathieu et J.-C. Lamothe, demandant l'adoption d'une loi concernant la charte de la cité de Montréal.—M. Rhéaume.

M. Delisle, du comité des Règlements, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De "The Montreal Cottons, Limited", demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield".

Des Commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice, dans le comté de Saint-Jean, demandant l'adoption d'une loi modifiant les limites du territoire de la corporation scolaire de ladite paroisse.

De la ville de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De Prosper St-Aubin et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la ville de Mont-Royal.

De la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 2.—Loi modifiant les lois concernant les compagnies de télégraphe et de téléphone.

Bill 3.—Loi concernant certains actes et documents dans les comtés de Bonaventure et Gaspé.

Bill 5.—Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques concernant les heures de fermeture.

Bill 7.—Loi modifiant la Loi des huissiers.

Bill 9.—Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile concernant les jours fériés.

Bill 21.—Loi modifiant la Loi de l'instruction publique concernant la perception des taxes scolaires.

Bill 23.—Loi modifiant la Loi des sociétés historiques.

Ordonné que M. Dansereau ait la permission de présenter un bill (No 84) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 86) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry de Valleyfield".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Francœur (Montréal Dorion) ait la permission de présenter un bill (No 81) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Mont-Royal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Lafleur ait la permission de présenter un bill (No 95) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bouthillier ait la permission de présenter un bill (No 108) intitulé: "Loi modifiant les limites du territoire de la municipalité scolaire de la paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice, dans le comté de Saint-Jean".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. David dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 23 janvier 1934, pour copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1er janvier 1933, inclusivement, et se rapportant au placement ou à l'établissement des fils de cultivateurs, dans cette province.

(Document de la session No 23.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 16 janvier 1934, pour copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province et se rapportant à la remise ou à la réduction des taxes ou des pénalités imposées par la loi de la taxe sur les corporations, depuis le 10 janvier 1933, inclusivement, jusqu'au 10 janvier 1934, inclusivement.

(Document de la session No 24.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 16 janvier 1934, pour copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 25 janvier 1933, inclusivement, jusqu'au 10 janvier 1934, inclusivement, et se rapportant au maintien, à l'augmentation ou à la réduction de la rente foncière payable à la province.

(Document de la session No 25.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 23 janvier 1934, pour copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 30 mars 1933, inclusivement, et se rapportant à l'article 1 de la loi modifiant la Loi pour promouvoir l'utilisation des produits forestiers, 23 George V, chap. 21.

(Document de la session No 26.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 16 janvier 1934, pour copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1er janvier 1933, inclusivement,

vement jusqu'au 10 janvier 1934, inclusivement, et se rapportant à l'exportation du bois ou de la pulpe aux États-Unis.

(Document de la session No 27.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 16 janvier 1934, pour copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 25 janvier 1933, inclusivement, jusqu'au 10 janvier 1934, inclusivement, et se rapportant au maintien, à l'augmentation ou à la réduction des droits de coupe payables à la province.

(Document de la session No 28.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 16 janvier 1934, pour copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1er février 1933, inclusivement, jusqu'au 10 janvier 1934, inclusivement, et se rapportant à la concession ou au renouvellement de concessions de limites forestières en cette province.

(Document de la session No 29.)

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 6) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec, en ce qui regarde l'ajustement des réclamations".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill.

Ordonné que le bill soit renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 12, intitulé: "Loi modifiant la Loi des jurés relativement à leur indemnité".

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra adopter et, de temps à autre, modifier et abroger des règlements pour déterminer, dans tout district, l'indemnité que doit recevoir chaque juré en tenant compte des circonstances particulières à chaque district, de même que des circonstances spéciales résultant de l'époque de la comparution des jurés, du lieu de leur résidence, des facilités ou des difficultés de commu-

nication entre les localités de leur domicile et le palais de justice, de leur incapacité totale ou partielle de vaquer à leurs occupations à raison de leur absence totale ou partielle de leur domicile ou de leur place d'affaires et que cette indemnité sera payée au juré par le shérif sur le certificat du greffier de la paix ou du greffier de la couronne, suivant le cas.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture de ladite résolution ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 153) intitulé: "Loi modifiant la Loi des salaires de certains officiers de justice et la Loi des palais de justice et prisons".

M. Élie propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 155) intitulé: "Loi abrogeant la loi 21 George V, chapitre 36".

M. Sauvé propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et la rejette.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 156) intitulé: "Loi abrogeant la loi 21 George V, chapitre 105".

M. Sauvé propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et la rejette.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 26 JANVIER 1934

Onze heures du matin.

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

De la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Filion (Laval).

M. Delisle, du comité des Règlements, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après :

De Oscar Mathieu et J.-C. Lamothe, demandant l'adoption d'une loi concernant la charte de la cité de Montréal.

Ordonné que M. Rhéaume ait la permission de présenter un bill (No 102) intitulé : "Loi concernant la charte de la cité de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Francœur, il est—

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 31) intitulé : "Loi modifiant la Loi de l'hygiène publique de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 36) intitulé : "Loi modifiant la Loi de l'adoption relativement à l'entrée du jugement d'adoption au registre de l'état civil".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Caron, secondé par M. Bachand, il est—

Ordonné que M. Caron ait la permission de présenter un bill (No 160) intitulé : "Loi modifiant l'article 27 de la Loi des véhicules automobiles relativement aux bicycles."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Caron, secondé par M. Samson, il est—

Ordonné que M. Caron ait la permission de présenter un bill (No 161) intitulé : "Loi modifiant l'article 27 de la Loi des véhicules automobiles relativement à certains véhicules".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Caron, secondé par M. Samson, il est—
Ordonné que M. Caron ait la permission de présenter un bill (No 162) intitulé: "Loi modifiant l'article 53 de la Loi des véhicules automobiles".
En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Bédard, secondé par M. Saurette, il est—
Ordonné que M. Bédard ait la permission de présenter un bill (No 163) intitulé: "Loi modifiant l'article 123 de la Loi des cités et villes".
En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

État financier des Corporations scolaires pour l'année finissant le 30 juin 1932.
(*Document de la session No 31.*)

Statistiques de l'Enseignement pour l'année scolaire 1932-33.
(*Document de la session No 30.*)

Question par M. Lafleur.—1. Quel est le pourcentage des contributions scolaires payées pendant l'exercice fiscal commençant le 1er juillet 1931 et se terminant le 30 juin 1932: *a.* par les contribuables; *b.* par la province?

2. Quel est le pourcentage des contributions scolaires payées pendant l'exercice fiscal commençant le 1er juillet 1932 et se terminant le 30 juin 1933: *a.* par les contribuables; *b.* par la province?

Réponse par l'honorable M. David:

1. En 1931-32: *a.* par les contribuables, 76%; *b.* par la province, 24%

2. En 1932-33: Les statistiques des contribuables ne sont pas prêtes.

Question par M. Lafleur.—1. Combien a coûté au cours de l'année fiscale commençant le 1er juillet 1932 et finissant le 30 juin 1933, chaque unité sanitaire: *a.* au gouvernement; *b.* au comté ou groupe de comtés où elle a été établie?

2. Depuis la date couverte par la réponse parue dans les Journaux de l'Assemblée législative, le 9 février 1933, combien d'unités sanitaires ont-elles été établies dans la province?

3. Quand chacune d'elles a-t-elle été établie?

4. De combien de membres se compose chacune de ces unités sanitaires et quel est le traitement de chacun d'eux?

Réponse par l'honorable M. David:

1.—	a.	b.
Argenteuil.....	\$ 9,328.46	\$ 1,051.00
Beauce.....	12,286.45	4,189.29
Bonaventure.....	14,944.15	1,500.00
Champlain.....	11,698.18	1,774.48
Châteauguay-Laprairie-Napierville.	10,536.86	2,774.27
Chicoutimi.....	16,272.33	891.98
Gaspé-Est.....	14,644.15	812.61
Gaspé-Ouest.....	9,329.88	.....
Joliette.....	13,408.81	1,800.00
Kamouraska-L'Islet.....	11,419.53	3,075.13
Labelle.....	13,328.49	800.00
Lac-St-Jean.....	14,090.35	4,724.45
L'Assomption-Montcalm.....	13,027.37	1,642.72
Laviolette.....	15,613.09	714.74
Lévis.....	11,620.83	1,950.91
Lotbinière.....	9,239.74	2,712.69
Matane.....	10,570.68	1,548.80
Matapédia.....	10,989.21	500.00
Mégantic.....	13,471.75	1,218.70
Nicolet.....	14,592.56	1,103.20
Papineau.....	10,205.50	1,634.42
Rimouski.....	12,923.53	500.00
St-Hyacinthe-Rouville.....	10,512.39	3,982.17
St-Jean-d'Iberville.....	11,970.05	1,685.64
St-Maurice.....	18,541.83	1,542.77
Témiscamingue.....	11,112.38	2,093.00
Témiscouata.....	13,867.18	4,532.35
Terrebonne.....	9,224.96	7,106.71

2. Une.—Iles-de-la-Madeleine.

3. Le 1er octobre 1933.

4. Un officier médical à \$2,000.00 par année. Deux infirmières à \$900.00 par année. Une secrétaire à \$480.00.

Question par M. Lafleur.—Combien les unités sanitaires ont-elles coûté à date: *a.* au gouvernement; *b.* aux comtés ou groupe de comtés où elles ont été établies?

Réponse par l'honorable M. David:

a. \$1,461,896.35; *b.* \$313,568.37.

Question par M. Élie.—1. Quels sont les ponts qui, d'après le rapport du ministre des Travaux publics, 1933 (page 22), ont été construits depuis le 1er juillet 1932 jusqu'au 1er juillet 1933 et subventionnés par le gouvernement et dans quels municipalité et comté est situé chacun d'eux?

2. Combien a coûté chacun de ces 24 ponts?

3. Quelles ont été: *a.* les subventions du gouvernement; *b.* la contribution des municipalités dans chaque cas?

Réponse par l'honorable M. Francœur :

1.— <i>Comtés et municipalités</i>	1. <i>Rivières ou nom du pont</i>	2. <i>Coût ou estimé du pont</i>	3a. <i>Subvention du gou- vernement</i>	3b <i>Cont. des muni- cipalités</i>
<i>Arthabaska:—</i>				
Victoriaville ..	Nicolet.....	\$ 27,902.50	\$ 18,136.63	\$ 9,765.87
<i>Bellechasse:—</i>				
St-Nérée	P. Labrecque...	2,583.00	1,937.25	645.75
<i>Brome:—</i>				
Adamsville ...	Yamaska	8,915.35	8,023.82	891.53
<i>Dorchester:—</i>				
Ste-Justine ...	Laroche.....	7,039.65	5,279.73	1,759.92
<i>Drummond:—</i>				
Durham & Melbourne..	Noire	17,745.49	12,421.84	5,323.65
<i>Frontenac:—</i>				
Mégantic.....	Chaudière	21,307.20	18,101.12	3,206.08
<i>Gaspé:—</i>				
Ste-Adélaïde- de Pabos ...	Pabos	46,990.12	39,941.60	7,048.52
<i>Huntingdon:—</i>				
Hemmingford.	Des Anglais....	8,250.75	6,600.60	1,650.15
<i>Montmagny:—</i>				
Ste-Euphémie.	Du-Sud	11,186.75	9,508.04	1,678.71
<i>Papineau:—</i>				
Templeton-Est.	Blanche	20,485.25	15,985.25	4,500.00
<i>Portneuf:—</i>				
St-Casimir. ...	Ste-Anne.....	66,094.20	52,875.36	13,218.84
Lac-aux-Sables.	Propre	25,061.50	18,796.43	6,265.07
<i>Richelieu:—</i>				
Sorel	Richelieu	745,266.27	745,266.27	.....
<i>Rimouski:—</i>				
Ste-Cécile-du- Bic	Du Bic.....	9,796.55	6,857.58	2,938.97
<i>St-Maurice:—</i>				
St-Barnabé & Yamachiche.	Yamachiche....	14,056.50	10,542.37	3,514.13
St-Sévère.....	Ruisseau	13,295.00	9,971.25	3,323.75
<i>Shefford:—</i>				
Warden	Yamaska	3,242.00	2,269.40	972.60

1.— <i>Comtés et municipalités</i>	1. <i>Rivières ou nom du pont</i>	2. <i>Coût ou estimé du pont</i>	3a. <i>Subvention du gou- vernement</i>	3b <i>Cont. des muni- cipalités</i>
<i>Soulanges:—</i>				
Ste-Claire- d'Assise	Beaudette	10,291.80	9,791.80	500.00
<i>Témiscouata:—</i>				
St-Pierre- d'Estcourt	Pohénagamooke	63,819.08	62,819.08	1,000.00
Riv.-du-Loup	Du-Loup	28,827.85	18,737.90	10,089.95
<i>Vaudreuil:—</i>				
Ste-Madeleine Raquette		5,938.10	5,938.10	.....
Ste-Madeleine Raquette		5,776.00	3,465.60	2,310.40
<i>Yamaska:—</i>				
Yamaska Est & Ouest	Yamaska	352,653.86	352,653.86	.....
St-François du Lac & Pierre- ville	St-François	417,311.12	417,311.12	.....

Question par M. Élie.—1. Quels sont les ponts qui, d'après le rapport du ministre des Travaux publics 1933 (page 22), étaient en construction au 1er juillet 1933 ?

2. Quel est le coût de chacun d'eux ?

3. Quelles sont : a. les subventions du gouvernement ; b. la contribution des municipalités dans chaque cas ?

4. Quels ponts sont actuellement terminés ?

Réponse par l'honorable M. Francœur :

1.	1.	2.	3a.	3b.	4.
<i>Comtés et Municipalités</i>	<i>Rivières ou nom du pont</i>	<i>Coût ou estimé du pont</i>	<i>Subvention du gouvernement</i>	<i>Cont. des munic.</i>	<i>—</i>
<i>Chicoutimi:—</i>					
Entre Chicoutimi et Ste-Anne:	Saguenay.	1,203,212.38	1,203,212.38	.....
<i>Dorchester:—</i>					
Entre Ste-Rose & Ste-Germaine:	Famine.	2,016.50	.....	2,016.50	x
<i>Maskinongé:—</i>					
St-Justin:	Bois Blanc.	6,089.75	5,176.29	913.46	x
<i>Montcalm:—</i>					
Rawdon:	Pont Lane.	6,967.00	.....	6,967.00	x
<i>Quebec:—</i>					
Entre St-Grégoire de Montmorency & Ste-Pétronille:	St-Laurent.	3,000,000.00	3,000,000.00	.....
<i>St-Maurice:—</i>					
St-Mathieu:	Pont Blais.	17,772.75	15,106.73	2,666.02	x

x Ponts terminés.

Question par M. Duplessis.—Relativement aux gages ou salaires des fonctionnaires ou employés de la province attachés au service de l'Assistance Publique, à combien s'élève la somme totale payée ou payable à même le fonds de l'Assistance Publique :

a. Du 1er janvier 1931, inclusivement, au 31 décembre 1931, inclusivement;

b. Du 1er janvier 1932, inclusivement, au 31 décembre 1932, inclusivement;

c. Du 1er janvier 1933, inclusivement, au 31 décembre 1933, inclusivement ?

Réponse par l'honorable M. David :

a. b. et c. Aucun fonctionnaire du Service de l'Assistance publique ne reçoit de salaire payé à même le fonds de l'Assistance publique.

Question par M. Élie.—Du 1er janvier 1933, inclusivement, au 31 décembre 1933, inclusivement, relativement aux ponts de péage ci-après, appartenant à la province, quels ont été :

a. Les revenus bruts;

b. Les revenus nets:

1. Du Pont Taschereau, reliant l'Ile Perrot à Dorion ?

2. Du Pont Galipeault, reliant l'Ile Perrot à l'Ile de Montréal ?

3. Du Pont de Batiscan, à St-François-Xavier de Batiscan ?

4. Du Pont de Sorel, reliant Sorel à St-Joseph de Sorel ?

5. Du Pont de St-François, reliant Pierreville à St-François du Lac ?

6. Du Pont de Yamaska, reliant Yamaska-Est à Yamaska-Ouest ?

Réponse par l'honorable M. Francœur :

	a. Bruts	b. Nets
1.—Taschereau	\$ 62,006.87	\$ 51,138.68
2.—Galipeault	74,582.44	60,047.75
3.—Batiscan.	44,426.84	36,134.09
4.—Sorel	17,352.10	5,837.54
5.—St-François	8,441.05	1,218.88
6.—Yamaska	8,966.91	823.57

L'ordre du jour appelle la seconde lecture de la résolution relative au bill (No 12) intitulé: "Loi modifiant la Loi des jurés relativement à leur indemnité".

L'honorable M. Taschereau propose que la résolution soit maintenant lue une seconde fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte. La résolution est, en conséquence, lue une seconde fois.

Ordonné que l'adoption de ladite résolution ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 2) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant les compagnies de télégraphe et de téléphone".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 3) intitulé: "Loi concernant certains actes et documents dans les comtés de Bonaventure et Gaspé".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 5) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques concernant les heures de fermeture".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 9) intitulé: "Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile, concernant les jours fériés."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 21) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique concernant la perception des taxes scolaires".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 23) intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés historiques".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 18) intitulé: "Loi modifiant la Loi des convictions sommaires de Québec concernant les comparutions".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill 89.—Loi modifiant la Loi concernant la succession de feu John Pratt.

Bill 76.—Loi modifiant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill 82.—Loi refondant la charte de la Corporation du collège de Sainte-Anne de la Pocatière.

Bill 83.—Loi constituant en corporation l'École supérieure d'agriculture de Sainte-Anne de la Pocatière.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 98) intitulé: "Loi concernant la succession de feu dame Fortunate Blanchard".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill 91.—Loi constituant en corporation la ville de Lamaque.

Bill 86.—Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry de Valleyfield.

Bill 81.—Loi modifiant la charte de la ville de Mont-Royal.

L'honorable M. David dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 23 janvier, 1934, pour:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1er janvier 1921, inclusivement, jusqu'au 31 décembre 1926, inclusivement et se rapportant aux octrois spéciaux à diverses institutions, provenant des fonds publics et mentionnés à l'état No 5 des Comptes Publics de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1933. (*Document de la session No 32.*)

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 30 JANVIER 1934

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

Sur la motion de M. Gault, secondé par M. Guertin, il est—

Ordonné que l'article 510 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "The Trafalgar Institute" demandant l'adoption d'une loi pour changer son nom en celui de "Trafalgar School for Girls".

La dite pétition est, en conséquence, présentée.

Sur la motion de M. Fauteux, secondé par M. Grant, il est—

Ordonné que l'article 510 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "L'Hôpital Notre-Dame de la cité de Montréal" demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

La dite pétition est, en conséquence, présentée.

Sur la motion de M. Fauteux, secondé par M. Grant, il est—

Ordonné que l'article 510 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de l'Association Professionnelle des Coiffeurs pour Dames de la province de Québec, Inc.", demandant l'adoption d'une loi aux fins de confirmer l'existence corporative de l'Association Pétitionnaire et de lui donner certains pouvoirs spéciaux.

La dite pétition est, en conséquence, présentée.

Sur la motion de M. Fauteux, secondé par M. Grant, il est—

Ordonné que l'article 510 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "Aimé Geoffrion, avocat et conseiller du roi, l'honorable William L. Bond, juge de la Cour du Banc du Roi,

et le major Georges P. G. Dunlop, tous de la cité et du district de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Charles Colmore Grant, Baron de Longueuil.

La dite pétition est, en conséquence, présentée.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :
De "The Better Business Bureau of Montreal, Inc.", demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation.—M. Cohen.

M. Delisle, du comité des Règlements, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après :

De Monsieur l'Abbé Alfred Boulet et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "L'orphelinat Agricole de Saint-Ferdinand-d'Halifax."

De Thomas-Joseph McNally, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des Chirugiens Dentistes à l'admettre au nombre de ses membres, après examen final.

De la ville de Hampstead, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de l'Ascension, de Westmount, demandant l'adoption d'une loi constituant et définissant les pouvoirs d'une corporation devant être connue sous le nom de "Syndics de l'église de l'Ascension de Notre-Seigneur, Westmount."

De L.-Jules-B. Gaudry dit Bourbonnière, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de Louis-Jules Gaudry dit Bourbonnière.

De la Commission des Écoles Catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et autorisant à faire un emprunt.

De la Maison Protestante d'Industrie et de Refuge de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants :

Bill 18.—Loi modifiant la loi des convictions sommaires de Québec concernant les comparutions.

Bill 96.—Loi concernant "The Church Society of the Diocese of Quebec".

M. Cohen, du comité des bills privés en général présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, les bills suivants :

Bill 87.—Loi changeant le nom de Andrew Dawes Porteous en celui de Andrew Dawes.

Bill 101.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre Marcel Poulin, des cité et district de Montréal, à l'étude de la profession d'avocat, sans examen.

Ordonné que M. Bélanger ait la permission de présenter un bill (No 105) intitulé: "Loi constituant en corporation "L'Orphelinat Agricole de Saint-Ferdinand-d'Halifax".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Smart ait la permission de présenter un bill (No 107) intitulé: "Loi établissant et définissant les pouvoirs d'une corporation devant être connue sous le nom de "Syndics de l'Église de l'Ascension de Notre-Seigneur, Westmount."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Vautrin ait la permission de présenter un bill (No 90) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bachand ait la permission de présenter un bill (No 110) intitulé: "Loi concernant le testament de Louis-Jules Gaudry dit Bourbonnière".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Gault ait la permission de présenter un bill (No 77) intitulé: "Loi autorisant le collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec, à admettre Thomas Joseph McNally au nombre de ses membres".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 109) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Hampstead".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Cohen ait la permission de présenter un bill (No 88) intitulé: "Loi concernant la Maison Protestante d'Industrie et de Refuge de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Godbout, il est—

Ordonné que l'honorable M. Stockwell ait la permission de présenter

un bill (No 14) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Godbout, il est—

Ordonné que l'honorable M. Stockwell ait la permission de présenter un bill (No 30) intitulé: "Loi modifiant la Loi des véhicules automobiles".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Arcand, secondé par l'honorable M. Stockwell, il est—

Ordonné que l'honorable M. Arcand ait la permission de présenter un bill (No 37) intitulé: "Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 38) intitulé: "Loi concernant l'établissement de fermes pour y recevoir les personnes à leur sortie de prison".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. David dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 23 janvier 1934, pour:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1er janvier 1932, inclusivement, jusqu'au 10 janvier 1934, inclusivement, et se rapportant aux octrois spéciaux, à diverses institutions, provenant des fonds publics et mentionnés à l'état No 5 des Comptes Publics de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1933. (*Document de la session No 33.*)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 23 janvier 1934, pour:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 30 mars 1933, inclusivement, et se rapportant à l'article 10 de la Loi modifiant la Loi des Accidents du Travail, 1931, 23 George V, chap. 98. (*Document de la session No 34.*)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 23 janvier 1934, pour:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gou-

vernement de cette province depuis le 4 avril 1929, inclusivement, et se rapportant à la loi relative aux passages à niveaux, 19 Geo. V, chap. 8.
(*Document de la session No 35.*)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 23 janvier 1934, pour:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1er janvier 1927, inclusivement, jusqu'au 31 décembre 1931, inclusivement, et se rapportant aux octrois spéciaux, à diverses institutions, provenant des fonds publics et mentionnés à l'état No 5, des Comptes Publics de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1933. (*Document de la session No 36.*)

Question par M. Béïque.—1. A même la somme de \$300.00 prévue par la loi relative aux passages à niveau, 19 Geo. V, ch. 8, combien la province a-t-elle dépensé:

a. Du 4 avril 1929, inclusivement, au 31 décembre 1929, inclusivement;

b. Du 1er janvier 1930, inclusivement, au 31 décembre 1930, inclusivement;

c. Du 1er janvier 1931, inclusivement, au 31 décembre 1931, inclusivement;

d. Du 1er janvier 1932, inclusivement, au 31 décembre 1932, inclusivement;

e. Du 1er janvier 1933, inclusivement, au 10 janvier 1934.

2. A combien s'élève le total des contributions assumées par les municipalités, en vertu de l'art. 5 de ladite loi?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. a. \$28,214.56; b. \$57,788.77; c. \$55,858.31; d. \$10,871.33; e. Rien.

2. Aucune contribution municipale.

Question par M. Fisher.—1. Quel est le revenu brut provenant des licences d'autobus en vertu de l'article 5 de la loi des véhicules-automobiles, chapitre 35, Statuts refondus, 1925, du 1er janvier 1933 inclusivement au 31 décembre 1933 inclusivement?

2. Quel est le nombre d'autobus pour lesquels ces licences ou permis ont été payés?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. \$48,176.75.

2. 494.

Question par M. Duplessis.—1. Depuis le 30 mars 1931, à même la somme n'excédant pas \$100,000 annuellement, à combien s'élève le total des contributions de la province, pour les dépenses de la Commission des Accidents du Travail de Québec, en vertu de l'article 72 de la Loi des Accidents du Travail, 21 Geo. V, chap. 100?

2. Lesdites contributions de la province ont-elles été remboursées par ladite Commission des Accidents du Travail?

Dans l'affirmative:

a. Quand ?

Réponse par l'honorable M. Arcand:

1. La Commission des Accidents du Travail n'a reçu aucune contribution du gouvernement de la province de Québec en vertu de l'article 72 de la loi.

2.

a.

Question par M. Lafleur.—Quelle somme globale les vendeurs de gazoline dans la province qui perçoivent la taxe sur la gazoline pour le gouvernement, ont-ils perçus en vertu de ladite taxe; a. du premier janvier 1933 inclusivement au 30 juin 1933 inclusivement; b. du 1er juillet 1933 inclusivement au 31 décembre 1933 inclusivement ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

Somme globale perçue et remise: a. \$2,077,984.23; b. \$3,169,672.17.

Question par M. Lafleur.—1. Combien y a-t-il de vendeurs de gazoline dans la province de Québec qui perçoivent la taxe sur la gazoline pour le gouvernement ?

2. Sur ce nombre, combien dans la cité de Montréal ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. 31 sous arrangement.

2. 18 “ “

Question par M. Lafleur.—1. Combien a coûté le restaurant de la Commission des Liqueurs, au Pied-du-Courant, du 1er mai 1932 inclusivement au 30 avril 1933 inclusivement et combien a-t-il rapporté ?

2. Combien a coûté le restaurant de la Commission des Liqueurs, au Pied-du-Courant, du 1er mai 1933 inclusivement à date ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. \$2,412.49. Rien.

2. \$1,485.70.

Question par M. Lafleur.—Au cours de l'année fiscale commençant le 1er juillet 1932 et finissant le 30 juin 1933, quels montant provenant des droits perçus pendant la même période: a. dans la cité de Montréal; b. dans toute la province y compris Montréal, ont été versés au département du Trésor provincial pour faire partie du fonds spécial désigné sous le nom de “fonds de l'assistance publique”, en vertu des dispositions de la section VI, du chapitre 189, volume III des Statuts refondus, 1925, article 547 ?

2. Quels ont été les droits perçus: a. dans la cité de Montréal; b. dans toute la province y compris Montréal, au cours de l'année fiscale commençant le 1er juillet 1932 et finissant le 30 juin 1933 en vertu des dispositions de la section VI du chapitre 189, volume III des Statuts refondus, 1925, article 54, comprenant la part des municipalités et les frais de perception et autres encourus par la province ou par les municipalités ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1.—	a.	b.
Droits du pauvre	\$ 316,780.35	\$ 423,744.56
“ “ (surtaxe)	232,284.63	299,404.67
Licences de lieux d'amusements	36,337.41	70,073.76
Champs de courses:—		
Licences	7,142.00	39,413.55
Droits d'entrée	10,913.10	55,701.25
Enregistrement des appareils	220.00	950.00
Paris ou gageures (moins rembours.)..	21,795.15	65,164.16
Total	\$ 625,472.64	\$ 954,451.95

2.—	a.	b.
Droits du pauvre	\$ 633,560.70	\$ 847,489.12
“ “ (surtaxe)	236,930.32	305,382.76
Licences de lieux d'amusements	36,337.41	70,073.76
Champs de courses:—		
Licences	7,142.00	39,413.55
Droits d'entrée	10,913.10	55,701.25
Enregistrement des appareils	220.00	950.00
Paris ou gageures (moins rembours.)..	21,795.15	65,164.16
Total	\$ 946,898.68	\$ 1,384,174.60

Question par M. Lafleur.—Qu'a rapporté à la province dans le district de Montréal: *a.* au cours de l'exercice finissant le 30 juin 1933; *b.* du 1er juillet 1933 inclusivement au 31 décembre 1933 inclusivement, chacune des sources de revenus comprises sous la rubrique générale: "Licences d'hôtels, restaurants, etc." et formant un total de \$203,659.55 pour le district de Montréal, tel qu'il appert à la page 38 des Comptes publics 1932-1933?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

	1932-33	1er juillet 1933 au 31 déc. 1933
	a.	b.
Hôtels	\$ 18,509.85	\$ 1,670.55
Restaurants	47,957.79	9,683.83
Maisons de logement	4,540.40	1,320.75
Échanges de films	3,063.32	205.00
Encanteurs	6,445.97	2,923.90
Colporteurs	2,954.10	519.25
Billards et jeux de quilles	33,486.60	18,953.40
Buanderies publiques	17,893.15	9,258.55
Courtiers	63,218.37	7,040.00
Prêteurs sur gages	4,020.00	.....
Regrattiers	1,415.00	2,450.00
Amendes	155.00	.....
Total	\$ 203,659.55	\$ 54,025.23

Question par M. Lafleur.—Qu'a rapporté à la province: *a.* au cours de l'exercice finissant le 30 juin 1933, chacune des sources de revenus comprises sous la rubrique générale: "Licences d'hôtels, restaurants, etc.", tel qu'il appert à la page 15 des Comptes Publics 1932-1933; *b.* du 1er juillet 1933 inclusivement au 31 décembre 1933 inclusivement?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

	1932-33	1er juillet 1933 au 31 déc. 1933.
	<i>a.</i>	<i>b.</i>
Hôtels.....	\$ 60,365.23	\$ 12,245.96
Restaurants.....	56,337.66	12,914.78
Maisons de logement.....	6,171.09	1,797.55
Échanges de films.....	3,063.32	.....
Encanteurs.....	8,851.58	3,836.35
Colporteurs.....	16,736.85	5,020.50
Billards et jeux de quilles.....	52,001.95	24,763.38
Buanderies publiques.....	20,751.65	11,005.55
Courtiers.....	63,218.37	7,040.00
Bureaux de prêts.....	100.00	.....
Prêteurs sur gages.....	4,020.00	205.00
Regrattiers.....	1,799.35	2,738.00
Amendes, licences.....	654.35	265.00
Total.....	\$ 294,071.40	\$ 81,832.07

Question par M. Élie.—Quelle somme globale représentant, dans chacun des comtés de la province, les primes de défrichement et de labour dont le paiement a été recommandé par les inspecteurs du ministère de la colonisation, durant l'année fiscale commençant le 1er juillet 1932 et finissant le 30 juin 1933?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

Primes payés du 1er juillet 1932 au 30 juin 1933:

Abitibi, \$144,116.50; Argenteuil, \$284.00; Arthabaska, \$2,256.00; Beauce, \$5,504.55; Bellechasse, \$528.50; Berthier, \$566.00; Bonaventure, \$23,649.00; Charlevoix, \$9,485.00; Chicoutimi, \$67,391.66; Compton, \$695.50; Dorchester, \$3,195.00; Drummond, \$926.00; Frontenac, \$7,989.00; Gaspé-Nord, \$4,485.50; Gaspé-Sud, \$13,632.00; Gatineau, \$3,753.80; Kamouraska, \$3,097.00; Labelle, \$24,023.00; Lac St-Jean, \$21,054.00; Laviolette, \$4,128.00; L'Islet, \$1,868.00; Lotbinière, \$34,235.50; Maskinongé, \$48.00; Matane, \$9,586.00; Matapédia, \$52,716.50; Mégantic, \$4,697.50; Montcalm, \$3,418.50; Montmagny, \$3,336.00; Nicolet, \$612.00; Papineau, \$1,914.00; Pontiac, \$2,226.00; Portneuf, \$212.00; Richmond, \$487.00; Rimouski, \$26,552.75; Riv.-du-Loup, \$6,368.00; Roberval, \$126,695.44; St-Maurice, \$24.00; Sherbrooke, \$4,139.00; Saguenay, \$15,985.00; Témiscamingue, \$21,573.70; Témiscouata, \$34,860.00; Terrebonne, \$688.00; Wolfe, \$2,997.00.—Total: \$696,000.00.

Question par M. Elie.—Durant l'année fiscale commençant le 1er juillet 1932 et finissant le 30 juin 1933, combien de lots ont été accordés par la province dans chacun des comtés de la province; *a.* à des colons des régions de colonisation; *b.* à des nouveaux venus dans ces régions?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

Nombre de lots accordés pour fins de culture dans chaque comté de la province de Québec, durant l'exercice de 1932-1933:

Abitibi, 566; Argenteuil, 5; Arthabaska, 8; Beauce, 6; Bellechasse, 38; Berthier, 3; Bonaventure, 110; Charlevoix, 5; Chicoutimi, 38; Compton, 1; Dorchester, 16; Drummond, 3; Frontenac, 49; Gaspé-Nord, 55; Gaspé-Sud, 90; Gatineau, 14; Hull, 1; Joliette, 8; Kamouraska, 59; Labelle, 114; Lac-St-Jean, 34; Laviolette, 24; L'Islet, 16; Lotbinière, 70; Maskinongé, 29; Matane, 80; Matapédia, 201; Mégantic, 37; Montcalm, 7; Montmagny, 17; Nicolet, 7; Papineau, 7; Pontiac, 8; Portneuf, 33; Québec, 2; Rimouski, 72; Sherbrooke, 1; Témiscamingue, 107; Témiscouata, 98; Terrebonne, 5; Wolfe, 14; Saguenay, 99.—Total: 2157.

a. et *b.* Il n'est pas tenu compte dans les documents officiels du lieu de provenance des colons.

Question par M. Sauvé.—Quel était le nombre des véhicules-moteurs enregistrés en cette province:

- a.* En 1928;
- b.* En 1929;
- c.* En 1930;
- d.* En 1931;
- e.* En 1932;
- f.* En 1933?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

- a.* En 1928: 148,090.
- b.* En 1929: 169,105.
- c.* En 1930: 178,548.
- d.* En 1931: 177,485.
- e.* En 1932: 165,730.
- f.* En 1933: 160,012.

Sur la motion de l'honorable M. Francœur, secondé par l'honorable M. David, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 35) intitulé: "Loi concernant le pont de la baie de Gaspé".

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Godbout, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 14) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations".

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Godbout, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 30) intitulé: "Loi modifiant la Loi des véhicules automobiles".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 38) intitulé: "Loi concernant l'établissement de fermes pour y recevoir les personnes à leur sortie de prison".

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution relative au bill (No 12) intitulé: "Loi modifiant la Loi des jurés relativement à leur indemnité".

L'honorable M. Taschereau propose que la résolution soit maintenant adoptée.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte. La résolution est, en conséquence, adoptée.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 12) intitulé: "Loi modifiant la Loi des jurés relativement à leur indemnité".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 7) intitulé: "Loi modifiant la Loi des huissiers".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 28) intitulé: "Loi concernant la distribution de circulaires, dans les cités et villes, pour fins d'assemblées publiques".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement un comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait un rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill.

Ordonné que le bill soit renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 29) intitulé: "Loi concernant les concours physiques".

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill 84.—Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme.

Bill 108.—Loi modifiant les limites du territoire de la municipalité scolaire de la paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice, dans le comté de Saint-Jean.

Bill 102.—Loi concernant la charte de la cité de Montréal.

Sur la motion de M. Élie, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques des certificats du ministre de l'Agriculture, émis en vertu de l'article 2, chapitre 7, 20 Geo. V.

Sur la motion de M. Élie, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques des certificats du ministre de l'Agriculture, depuis le 4 avril 1930, et se rapportant à la somme de six cent mille dollars, affectée à l'établissement, l'agrandissement, à l'aménagement et l'outillage d'écoles d'agriculture dans la province de Québec, en vertu de l'article 1 du chapitre 7, 20 Geo. V.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous documents et de toute correspondance échangés, depuis le 1er février 1933, inclusivement, entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou aucun de ses employés, et toutes personnes, corporations ou compagnies, et se rapportant aux octrois promis et impayés par le gouvernement de cette province et payables à même le fonds de l'Assistance Publique.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copies de toutes les listes de paye, du département de la Voirie, concernant les travaux exécutés dans la paroisse de Saint-Placide, comté des Deux-Montagnes, sous la direction ou la surveillance de Monsieur Almyra Vaillancourt, de ladite paroisse, et cela à partir du 1er janvier 1930 à date.

Question par M. Élie.—Le gouvernement de cette province, directement ou indirectement, depuis le 1er septembre 1931, inclusivement, a-t-il subventionné la Coopérative Avicole du district des Trois-Rivières ?

Dans l'affirmative :

a. Quand ?

b. Pour quelle somme totale ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

a.	b.
17 décembre 1932.....	\$ 264.40
11 janvier 1933.....	100.00
27 janvier 1933.....	266.11
20 février 1933.....	220.65
13 mars 1933.....	215.00
28 avril 1933.....	100.00
12 mai 1933.....	91.80
12 juin 1933.....	196.80
13 juillet 1933.....	257.50
2 août 1933.....	241.70
8 septembre 1933.....	252.65
18 septembre 1933.....	571.66
10 octobre 1933.....	159.50
7 décembre 1933.....	332.30
4 janvier 1934.....	87.60
	<hr/>
	\$ 3,357.67

Question par M. Élie.—Relativement à la loi concernant la vente des produits agricoles, 17 Geo. V, chap. 24, quand ont été dépensés les argents dépensés par la province, et à qui ont été payés lesdits argents :

a. Du 1er avril 1927, inclusivement, au 31 décembre 1927, inclusivement ;

b. Du 1er janvier 1928, inclusivement, au 31 décembre 1928, inclusivement ;

c. Du 1er janvier 1929, inclusivement, au 31 décembre 1929, inclusivement ;

d. Du 1er janvier 1930, inclusivement, au 31 décembre 1930, inclusivement ;

e. Du 1er janvier 1931, inclusivement, au 31 décembre 1931, inclusivement ;

f. Du 1er janvier 1932, inclusivement, au 31 décembre 1932, inclusivement ;

g. Du 1er janvier 1933, inclusivement, au 10 janvier 1934 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

a.—24 août 1927, Chas-A. Harrison.....	\$ 2,500.00
19 oct. " " ".....	1,000.00
18 nov. " " ".....	1,000.00
19 déc. " " ".....	1,000.00
	<hr/>
	\$5,500.00

b.—	20 janv. 1928,	Chas-A. Harrison	\$ 1,000.00
	24 fév.	“ “ “	1,000.00
	27 mars	“ “ “	572.83
	8 mai	“ “ “	932.68
	30 juin	“ “ “	994.49
	30 juin	Coopérative Fédérée de Qué.	2,407.33
	27 août	Chas-A. Harrison	700.11
	27 août	Cyrille Vaillancourt	1,200.00
	17 sept.	Chas-A. Harrison	701.21
	19 oct.	“ “ “	1,053.25
	22 nov.	“ “ “	731.28
	20 déc.	“ “ “	718.28

\$12,011.46

c.—	21 janv. 1929,	Chas-A. Harrison	\$ 1,190.18
	26 fév.	“ “ “	775.28
	22 mars	“ “ “	675.44
	30 mars	Mechanics Supply Co.	3,099.60
	5 avril	“ “ “	10,000.00
	8 avril	“ “ “	4,700.40
	8 avril	W. T. Beath & Son, Ltd	1,155.75
	24 avril	Chas-A. Harrison	1,006.91
	10 mai	W. T. Beath & Son, Ltd	575.00
	21 mai	Chas-A. Harrison	814.59
	31 mai	C. Guy Bishop	3,700.00
	27 juin	Chas-A. Harrison	750.32
	29 juin	“ “ “	883.15
	22 juil.	“ “ “	92.07
	21 août	“ “ “	941.76
	25 sept.	“ “ “	696.99
	19 oct. 1929,	Les Prod. de Sucre d'Erable	
		de Québec	15,000.00
	23 oct.	Chas.-A. Harrison	913.15
	29 oct.	Les Prod. de Sucre d'Erable	
		de Québec	14,185.00
	21 nov.	Chas.-A. Harrison	764.24
	12 déc.	Les Prod. de Sucre d'Erable	
		de Québec	1,831.46
	23 déc.	Chas.-A. Harrison	784.76

\$64,536.05

d.— 11 janv. 1930, Les Prod. de Sucre d'Erable

		de Québec	8,377.50
21 janv.	"	Chas.-A. Harrison	1,148.25
22 fév.	"	" "	702.75
26 mars	"	" "	1,045.00
23 avril	"	" "	1,126.05
31 mai	"	" "	933.38
27 juin	"	" "	1,016.15
30 juin	"	" "	441.49
23 juil.	"	" "	584.17
8 août	"	Soc. Coop. Agr. de tabac du district de Joliette	10,000.00
12 août	"	Chas.-A. Harrison	833.44
13 sept.	"	" "	1,014.35
11 oct.	"	Soc. Coop. Agric. de tabac du district de Joliette	28,000.00
20 oct.	"	Chas.-A. Harrison	1,229.66
26 nov.	"	" "	953.85
22 déc.	"	" "	1,044.79
			<hr/> \$58,450.83

e.— 23 janv. 1931, Chas.-A. Harrison \$1,383.43

12 fév.	"	" "	972.89
8 mars	"	" "	702.35
27 avril	"	" "	1,758.40
5 mai	"	Rock City Tobacco Co.	10.53
26 mai	"	Chas.-A. Harrison	1,340.81
30 juin	"	" "	171.33
3 juil.	"	" "	1,095.20
29 juil.	"	" "	1,467.07
20 août	"	Les Prod. de Sucre d'Erable de Québec	1,034.87
28 août 1931,	"	Chas.-A. Harrison	1,416.64
26 sept.	"	" "	941.92
30 sept.	"	" "	82.95
19 oct.	"	" "	1,331.33
25 nov.	"	" "	1,156.74
18 déc.	"	" "	1,041.35
			<hr/> \$15,907.81

f.— 22 janv. 1932, Chas.-A. Harrison \$1,159.42

26 janv.	"	Coop. Fédérée de Québec . . .	3,144.27
7 fév.	"	" " " "	714.28
9 mars	"	Chas.-A. Harrison	1,290.39
16 mars	"	Les Prod. de Sucre d'Erable de Québec	175.00

g.— 19 janv. 1933, J. Howitt & Son, Ltd.	\$ 675.54
25 janv. " Chas.-A. Harrison	1,121.48
9 fév. " Les Prod. de Sucre d'Erable de Québec	5,087.64
16 fév. " Chas.-A. Harrison	913.54
18 fév. " Les Prod. de Sucre d'Erable de Québec	3,000.00
4 mars " Marcelle Gagnon	150.00
9 mars " Chas.-A. Harrison	47.67
13 mars " Les Prod. de Sucre d'Erable de Québec	59.72
14 mars " Chas.-A. Harrison	731.54
18 mars " Abattoir de Princeville	11,300.00
24 mars " Les Product. de Sucre d'Era- ble de Québec	350.00
4 avril " Véronique Durand	326.43
4 avril " Jeanne Drouin	349.96
12 avril " Cyrille Vaillancourt	358.30
25 avril " Marcelle Gagnon	138.94
27 avril " Chas.-A. Harrison	1,284.67
8 mai " " "	349.58
11 mai " La Cie de l'Événement	200.00
27 mai " Chas.-A. Harrison	950.30
2 juin " Coop. Agric. des Prod. de Lin de Vaudreuil & Soulanges	1,000.00
5 juin " Marcelle Gagnon	149.96
30 juin " Chas.-A. Harrison	723.26
30 juin 1933, Les Prod. de Sucre d'Erable de Québec	500.00
30 juin " Gazette Printing Co.	1,470.00
30 juin " Les Prod. de Sucre d'Erable de Québec	56.47
30 juin " Edmond Chassé	250.00
26 juil. " Chas.-A. Harrison	1,221.13
24 août " " "	1,386.27
2 sept. " Les Prod. de Sucre d'Erable de Québec	2,527.05
22 sept. " " " "	4,035.12
23 sept. " Chas.-A. Harrison	836.07
17 oct. " " "	1,369.23
7 nov. " Cooper & Co. Stores, Ltd. ...	5,877.06
22 nov. " Chas.-A. Harrison	1,366.84
22 déc. " " "	1,021.58
8 janv. 1934, Les Prod. de Sucre d'Erable de Québec	5,000.00
8 janv. " La Cie de l'Événement	400.00
9 janv. " Le Soleil, Ltée.	150.00
	<hr/>
	\$56,735.35

Question par M. Élie.—Relativement à la loi concernant la vente des produits agricoles, 17 Geo. V, chap. 24, combien la province a-t-elle dépensé ?

a. Du 1er avril 1927, inclusivement, au 31 décembre de la même année, inclusivement;

b. Du 1er janvier 1928, inclusivement, au 31 décembre 1928, inclusivement;

c. Du 1er janvier 1929, inclusivement, au 31 décembre 1929, inclusivement;

d. Du 1er janvier 1930, inclusivement, au 31 décembre 1930, inclusivement;

e. Du 1er janvier 1931, inclusivement, au 31 décembre 1931, inclusivement;

f. Du 1er janvier 1932, inclusivement, au 31 décembre 1932, inclusivement;

g. Du 1er janvier 1933, inclusivement, au 10 janvier 1934 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

a. \$5,500.00.

b. \$12,011.46.

c. \$64,536.05.

d. \$58,450.83.

e. \$15,907.81.

f. \$57,395.19.

g. \$56,735.35.

Question par M. Élie.—A même la somme de six cent mille dollars mentionnée à l'article 1 du chapitre 7, 20 Geo. V, combien la province a-t-elle dépensé :

a. Du 4 avril 1930, inclusivement, au 4 avril 1931, exclusivement ?

b. Du 4 avril 1931, inclusivement, au 4 avril 1932, exclusivement ?

c. Du 4 avril 1932, inclusivement, au 10 janvier 1934 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

a. \$121,475.26.

b. \$384,840.96.

c. \$193,683.78.

Note:—Le montant autorisé a été porté à \$700,000.00 par Loi 21 Geo. V, chap. 44.

Question par M. Élie.—A même le montant de cinq cent mille dollars, affecté à la construction d'entrepôts pour l'emmagasiner des produits agricoles, en vertu de l'article 2, chapitre 7, 20 Geo. V. :

1. Combien la province a-t-elle dépensé, du 4 avril 1930, inclusivement, au 10 janvier 1934 ?

2. La province a-t-elle construit un ou plusieurs desdits entrepôts, dont la construction était autorisée par le susdit article ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. \$9,500.00.

2. Aucun.

Question par M. Élie.—Du 1er juillet 1933 inclusivement au 31 décembre 1933, combien Le Journal d'Agriculture a-t-il coûté à la province ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :
\$33,739.98.

Question par M. Élie.—Pour quel montant la province est-elle gagnante auprès des créanciers de la Coopérative Fédérée de Québec ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :
\$660.000.00.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 31 JANVIER 1934

Prière.

Sur la motion de M. Gault, secondé par M. Lafleur, il est—

Ordonné que l'article 510 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "The Sisters of Service of Canada", demandant l'adoption d'un amendement au bill de la cité de Montréal, à l'effet de changer l'article 362*b* de la charte de la cité de Montréal et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

La dite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De "The Trafalgar Institute", demandant l'adoption d'une loi pour changer son nom en celui de "Trafalgar School for Girls".—M. Gault.

De l'Hôpital Notre-Dame de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Fauteux.

De l'Association Professionnelle des Coiffeurs pour Dames de la province de Québec, Inc., demandant l'adoption d'une loi aux fins de confirmer l'existence corporative de l'Association Pétitionnaire et de lui donner certains pouvoirs spéciaux.—M. Fauteux.

De Aimé Geoffrion, avocat et conseiller du roi, l'honorable William L. Bond, juge de la Cour du Banc du Roi, et le major Georges P. G. Dunlop, tous de la cité et du district de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Charles Colmore Grant, Baron de Longueuil.—M. Fauteux.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants :

Bill 85.—Loi validant certains actes concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque.

Bill 29.—Loi concernant les concours physiques.

M. Cohen, du comité des bills privés en général présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant :

Bill 79.—Loi étendant les pouvoirs de la "International Advent Christian Conference."

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le 30 janvier 1934.

Résolu qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative l'informant que le Conseil législatif consent à se joindre à elle, selon la demande qui lui en a été faite, pour former une commission mixte qui s'occupe des impressions législatives, et que la commission nommée pour surveiller les impressions du Conseil législatif durant la présente session, et composée des honorables MM. Bryson, Garneau, Grothé, Létourneau, Marchand, Martin, Roberge, Roy et Scott, soit chargée de représenter cette Chambre dans ladite commission mixte.

Ordonné que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant :

Réponse supplémentaire à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 23 janvier 1934, pour :

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1er janvier 1921, inclusivement, jusqu'au 31 décembre 1926, inclusivement et se rapportant aux octrois spéciaux à diverses institutions, provenant des fonds publics et mentionnés à l'état No 5 des Comptes Publics de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1933. (*Document de la session No 37.*)

Question par M. Élie.—Quelle est la somme totale de tous les subsides et de tous les octrois payés par le gouvernement fédéral au gouvernement de cette province du 1er janvier 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

Subside (Basé sur la population) et intérêt	\$ 2,652,929.67
Aide aux chômeurs (pour distribution aux municipalités)	4,115,022.49
Mouvement du retour à la terre (pour distribution aux municipalités).	76,000.39
Agriculture (transport d'engrais, et de bétail)	6,125.32
Bureau de placement pour ouvriers.	36,591.24
Voirie—Suppression des passages à niveau	22,301.34

Total \$ 6,908,970.45

Question par M. Lafleur.—1. Combien la Commission des Liqueurs de la province de Québec a-t-elle dépensé pour le compte du gouvernement depuis la date couverte par la réponse du 30 mars 1933 ?

2. Pour quels travaux, construction, etc., ces sommes ont-elles été dépensées et combien dans chaque cas ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell.

1. Rien.
2. Rien.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi le 24 janvier courant :

Que, vu la recommandation de la commission des assurances sociales au gouvernement de la province de Québec d'instituer un régime d'assistance aux mères nécessiteuses; cette Chambre est d'avis que ce régime peut et doit être institué au plus tôt; et invite le gouvernement à présenter dès cette session la législation nécessaire.

Et le débat se continue.

L'honorable M. David propose, secondé par l'honorable M. Francœur :

Que les mots après "aux mères nécessiteuses" soient retranchés et remplacés par les suivants :

"Cette Chambre est d'avis qu'aussitôt que la position financière de la province le permettra, le gouvernement considère la possibilité de créer ce régime d'assistance aux mères nécessiteuses".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

Arcand,
Authier,
Bachand,
Bastien,
Bédard,

Bélanger,
Bercovitch,
Casgrain,
Charbonneau,
Chouinard,

Cohen,
Côté (Bonaventure),
Côté (Gaspé-Nord),
Dansereau,
David,
Delisle,
Desmarais,
Dufour,
Dugas,
Duval,
Farand,
Fauteux,
Filion (Laval),
Fillion (Lac St-Jean),
Fortier,
Francœur (Lotbinière),
Frigon,
Gabias,
Gagnon (Frontenac),
Gagnon (Kamouraska),
Gaudet,
Gauthier,
Giguère,
Godbout,

Grant,
Laferté,
Lahaie,
Lapierre,
Lapointe,
McDonald,
Mercier,
Moreau (Roberval),
Morel,
Perrault,
Phaneuf,
Piché,
Plante,
Power,
Rochette,
Sabourin,
Saintonge,
Saurette,
Stockwell,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Turcotte,
Vautrin.—58.

CONTRE

Messieurs:

Barré,
Béïque,
Bertrand,
Duplessis,
Élie,
Fisher,

Francœur (Montréal-Dorion),
Gault,
Guertin,
Lafleur,
Sauvé.—11.

L'amendement est ainsi adopté.

Et la motion principale ainsi amendée étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Arcand,
Authier,
Barré,
Bastien,
Bédard,

Bélanger,
Bercovitch,
Casgrain,
Charbonneau,
Chouinard,

Cohen,
Côté (Bonaventure),
Côté (Gaspé-Nord),
Dansereau,
David,
Desmarais,
Dufour,
Dugas,
Duval,
Farand,
Fauteux,
Filion (Laval),
Fillion (Lac St-Jean),
Fortier,
Francaeur (Lotbinière),
Francaeur (Montréal-Dorion),
Gabias,
Gagnon (Frontenac),
Gagnon (Kamouraska),
Gaudet,
Gault,
Gauthier,
Giguère,
Godbout,
Grant,

Guertin,
Laferté,
Lahaie,
Lapierre,
Lapointe,
McDonald,
Mercier,
Moreau (Roberval),
Morel,
Perrault,
Phaneuf,
Piché,
Plante,
Power,
Rochette,
Sabourin,
Saintonge,
Saurette,
Stockwell,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Turcotte,
Vautrin.—59.

CONTRE

Messieurs

Béique,
Bertrand,
Duplessis,
Élie,

Fisher,
Lafleur,
Sauvé.—7.

La motion est ainsi adoptée.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Fisher, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, entre le gouvernement ou tout ministre ou fonctionnaire et monsieur Almyra Vaillancourt, depuis le 1er janvier 1930 à date, relativement à tous travaux de voirie relevant du ministère de la Voirie ou en vertu de la Loi du chômage.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Fisher, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:—

Copie de toute correspondance entre le gouvernement ou tout ministre ou fonctionnaire et toute autre personne, depuis le 1er janvier 1930, relativement au troupeau de Monsieur Emile Groulx, de Saint-Eustache, comté des Deux-Montagnes.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 87) intitulé: "Loi changeant le nom de Andrew Dawes Porteous en celui de Andrew Dawes".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 101) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Marcel Poulin, des cité et district de Montréal, à l'étude de la profession d'avocat, sans examen".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 96) intitulé: "Loi concernant "The Church Society of the Diocese of Quebec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill 95.—Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.

Bill 105.—Loi constituant en corporation "L'Orphelinat Agricole de Saint-Ferdinand-d'Halifax".

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill 107.—Loi établissant et définissant les pouvoirs d'une corporation devant être connue sous le nom de "Syndics de l'Église de l'Ascension de Notre-Seigneur, Westmount".

Bill 90.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Bill 110.—Loi concernant le testament de Louis-Jules Gaudry dit Bourbonnière.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill 77.—Loi autorisant le collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec, à admettre Thomas-Joseph McNally au nombre de ses membres.

Bill 109.—Loi modifiant la charte de la ville de Hampstead.

Bill 88.—Loi concernant la Maison Protestante d'Industrie et de Refuge de Montréal.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No12) intitulé: "Loi modifiant la Loi des jurés relativement à leur indemnité".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est en conséquence, lu une deuxième fois.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 1er FÉVRIER 1934

Prière.

M. Delisle, du comité des Règlements, présente le huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De L'Association Professionnelle des Coiffeurs pour Dames de la province de Québec, Inc., demandant l'adoption d'une loi aux fins de confirmer l'existence corporative de l'Association pétitionnaire et de lui donner certains pouvoirs spéciaux.

De Aimé Geoffrion, avocat et conseiller du roi, l'honorable William L. Bond, juge de la Cour du Banc du Roi, et le major Georges P. G. Dunlop, tous de la cité et du district de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Charles Colmore Grant, Baron de Longueuil.

De "The Better Business Bureau of Montreal, Inc.," demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation.

De l'Hôpital Notre-Dame de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 89.—Loi modifiant la Loi concernant la succession de feu John Pratt."

Ordonné que M. Cohen ait la permission de présenter un bill (No 78) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Better Business Bureau of Montreal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Fauteux ait la permission de présenter un bill (No 94) intitulé: "Loi concernant la Succession de feu Charles Colmore Grant, Baron de Longueuil".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Fauteux ait la permission de présenter un bill (No 106) intitulé: "Loi concernant les Coiffeurs pour Dames de la province de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Fauteux ait la permission de présenter un bill (No 93) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Hôpital Notre-Dame, à Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Duplessis.—Relativement à la construction du pont appelé Pont Caughnawaga et aux travaux accessoires qui s'y rapportent: a. Combien a été dépensé à date; b. Combien a été payé à date; c. A combien se chiffre le total des montants prévus aux contrats accordés; d. Quel en sera le coût total lorsque ledit pont sera construit et lorsque seront complétés lesdits travaux accessoires?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

a. \$2,400,965.14. Dans cette somme est incluse la retenue de 10% qui ne doit être payée que lorsque les travaux de construction seront terminés et acceptés définitivement.

b. \$2,148,685.54.

c. \$2,576,336.36.

d. La Corporation du Pont du Lac St-Louis estime que le coût total, lorsque le pont sera construit et les travaux accessoires terminés, ne dépassera pas le montant autorisé par la loi.

Question par M. Duplessis.—Relativement à la construction du pont appelé Pont Caughnawaga:

1. Des soumissions ont-elles été demandées?

Dans l'affirmative: a. Ces soumissions ont-elles été demandées par la voix des journaux; b. Quel est le nom de chaque soumissionnaire et le montant de chaque soumission?

2. A qui a été accordé le contrat pour lesdits travaux et quel est le montant prévu audit contrat?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

1. Oui.

a. Non.

b. Trois compagnies ont soumissionné pour la superstructure, et quatre pour la sous-structure. Soit:

1°—Pour la superstructure:—

Canadian Vickers, Ltd.—

Plan No 21-A.....	\$ 818,292.00
Plan No 21-B, avec travée fixe.....	828,732.00
Plan No 21-B, avec travée mobile....	1,260,872.00

Dominion Bridge Co., Ltd:—

Plan No 21-A.....	\$ 768,263.00
Plan No 21-B, avec travée fixe.....	773,243.00
Plan No 21-B, avec travée mobile....	1,104,308.00

Eastern Canada Steel Co.:—

Plan No 21-A.....	\$ 909,550.00
Plan No 21-B, avec travée fixe.....	914,750.00
Plan No 21-B, avec travée mobile....	Nihil.

2° Pour la sous-structure:—

A. Janin, Limitée.....	\$ 1,841,185.63
Atlas Construction Co., Ltd.....	1,924,341.35
Northern Construction & J. W. Stewart, Ltd.....	1,875,772.40
Foundation Co. of Canada, Ltd.....	1,863,032.26

2. Pour la sous-structure, à la Compagnie

A. Janin, Limitée.....	\$ 1,803,093.36
Pour la superstructure à la Dominion Bridge Company, Ltd.....	\$ 773,243.00

Question par M. Sauvé.—Depuis la date couverte par la réponse du 31 mars 1933 (Journaux Assemblée législative, Vol. LXVII, page 276), à date: a. Combien de contrats ont été accordés, combien d'entreprises ont été données par l'administration provinciale et relatifs au département de la voirie; b. A combien se chiffre la somme totale de tous lesdits contrats et entreprises; c. Combien desdits contrats ou entreprises ont été donnés après demandes de soumissions publiques et à combien se chiffre leur somme totale; d. Combien sans soumission et pour quelle somme totale?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

a. Vingt-quatre; b. \$639,275.09; c. trois; d. \$94,573.15.

Question par M. Béique.—Qu'ont coûté:

a. A la province;

b. Aux municipalités: en construction, réfection, amélioration, entretien et réparations les 18,806 milles de chemins de terre améliorés, mentionnés à la page 18 du Rapport du Ministère de la Voirie, 1933?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

a. et *b.* Le département de la voirie n'a rien payé pour la construction, la réfection, l'amélioration ou l'entretien des 18,806 milles de chemins de terre améliorés, mentionnés à la page 18 du rapport du ministère de la voirie, 1933, et il ignore ce que les municipalités ont pu dépenser.

Question par M. Béique.—1. Relativement aux 16,292 milles de "chemins améliorés de façon permanente" mentionnés à la page 18 du Rapport du ministère de la Voirie, 1933: *a.* A la construction de combien de milles, les municipalités ont-elles contribué; *b.* Quel a été le coût total de cette construction pour les municipalités?

2. Sur ces 16,292 milles de chemins, combien ont dû être refaits?

3. A la réfection de combien de milles, les municipalités ont-elles contribué; *b.* Quel a été le coût total de cette réfection pour les municipalités?

4. Combien de municipalités ont reçu de la part du gouvernement des lettres d'avocats pour lesdits travaux de voirie et pour quelle somme globale?

5. Combien de municipalités ont été poursuivies par le gouvernement pour lesdits travaux de voirie et pour quelle somme globale?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. *a.* et *b.* Le gouvernement l'ignore.

2. Des revêtements de surface ont été faits sur 1653.62 milles.

3. *a.* et *b.* Le gouvernement l'ignore.

4. Une seule lettre d'avocat a été adressée, depuis la réponse faite le 5 février 1930 et qui apparaît aux journaux de l'Assemblée législative, page 90, vol. LXIV.

5. Aucune municipalité n'a été poursuivie, depuis la réponse faite le 5 février 1930 et qui apparaît aux journaux de l'Assemblée législative, page 90, vol. LXIV.

Question par M. Béique.—1. Qu'a coûté:

1. à la province,

2. aux municipalités,

la construction: *a.* des 5,447 milles de chemins de première classe améliorés de façon permanente; *b.* des 5,528 milles de chemins de deuxième classe; *c.* des 5,364 milles de chemins de troisième classe mentionnés à la page 18 du Rapport du ministère de la Voirie, 1933?

2. Combien de milles de chemins ont dû être refaits: *a.* dans la première classe; *b.* dans la deuxième classe; *c.* dans la troisième classe?

3. Qu'a coûté:

1. à la province,

2. aux municipalités,

la réfection: *a.* des chemins de première classe améliorés de façon permanente; *b.* des chemins de deuxième classe; *c.* des chemins de troisième classe?

4. Qu'ont coûté à la province l'entretien et la réparation: *a.* des chemins de première classe améliorés de façon permanente; *b.* des chemins de deuxième classe; *c.* des chemins de troisième classe?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

1. Ces chemins ont coûté au département de la voirie: *a.* \$36,354.-639.75; *b.* \$27,671,440.50; *c.* \$17,900,256.62.

2. Des revêtements de surface ont été faits sur: *a.* 1131.78 milles; *b.* 521.84 milles; *c.* rien.

3. Les revêtements de surface ont coûté au département de la voirie: *a.* \$19,238,025.40; *b.* \$4,352,061.69; *c.* rien.

4. L'entretien a coûté au département de la voirie: *a.* \$25,039,-849.79; *b.* \$10,128,448.81; *c.* \$4,872,407.03.

Le gouvernement ignore ce que tous ces travaux ont coûté aux municipalités.

Question par M. Fisher.—Du 1er janvier 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement :

1. Quel revenu le gouvernement a-t-il perçu de l'enregistrement des véhicules automobiles ?

2. Quel revenu des véhicules automobiles privés ?

3. Quel revenu des taxis ?

4. Quel revenu des véhicules de commerce ?

5. Quel revenu des motocyclettes ?

6. Quel revenu des autobus ?

7. Quel revenu de la taxe sur la gazoline ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell :

1. 2. 3. 4. 5. et 6. Dans les livres de comptes, à la branche du revenu du département du Trésor, les revenus provenant de la Loi des véhicules automobiles ne sont pas divisés d'après le genre de véhicules, mais sont divisés comme suit :

1er compte:— comprend honoraires d'enregistrement, droits de licences, des conducteurs et chauffeurs, licences de garages, honoraires de transport ;

2ème compte:—comprend la taxe de parcours sur certains véhicules publics ;

3ème compte:—comprend un double des certificats ;

4ème compte:—comprend les amendes ;

5ème compte:—comprend le coût des copies de la liste officielle des noms des propriétaires ;

6ème compte:—comprend les honoraires de licence des mécaniciens de véhicules automobiles.

7. \$5,247,656.40.

L'honorable M. Stockwell, trésorier de la province, transmet à M. l'Orateur suppléant et celui-ci lit à la Chambre le message suivant de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province :

H.-G. CARROLL,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le

30 juin 1935, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Québec, le 1er février 1934. (*Document de la session No 1.*)

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Godbout, il est—

Ordonné que ledit message, avec le budget qui l'accompagne, soit renvoyé au comité des subsides.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité des subsides.

L'honorable M. Stockwell propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la motion étant mise en délibération, un débat s'élève.

Sur la motion de M. Fisher, secondé par M. Sauvé, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 29) intitulé: "Loi concernant les concours physiques".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois", est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 16, intitulé: "Loi concernant la contribution du gouvernement pour assurer le succès des fêtes du troisième centenaire de la fondation de la cité des Trois-Rivières".

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder un octroi de cent mille dollars, pour assurer le succès des fêtes du troisième centenaire de la fondation de la cité des Trois-Rivières, pourvu que le gouvernement du Dominion du Canada ait affecté, aux mêmes fins, une somme égale à celle ci-dessus mentionnée.

Résolu, 2.—Que le paiement de l'octroi autorisé par la résolution précédente sera fait par le trésorier de la province, à même le fonds consolidé du revenu, suivant les instructions du lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 16) intitulé: "Loi concernant la contribution du gouvernement pour assurer le succès des fêtes du troisième centenaire de la fondation de la cité des Trois-Rivières".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 85) intitulé: "Loi validant certains actes concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 79) intitulé: "Loi étendant les pouvoirs de la "International Advent Christian Conference".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 2 FÉVRIER 1934

Onze heures du matin.

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

M. Delisle, du comité des Règlements, présente le neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après :

De la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Votre comité est aussi d'opinion que les pétitions de "Dame Marie-Anne Gendron, en religion Sœur Marie-François-Xavier et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "L'Institut des Sœurs Notre-Dame de Mont-Laurier" et de "The Trafalgar Institute", demandant l'adoption d'une loi pour changer son nom en celui de "Trafalgar School for Girls", sont régulières et suffisantes, que les bills qui ont été déposés par les pétitionnaires sont réguliers et conformes aux pétitions et aux avis qui en ont été donnés, que ces pétitions n'ont pas été suffisamment annoncées et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Ordonné que M. Lortie ait la permission de présenter un bill (No 111) intitulé : "Loi constituant en corporation "L'Institut des Sœurs de Notre-Dame de Mont-Laurier".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Gault ait la permission de présenter un bill (No 114) intitulé : "Loi changeant le nom de "The Trafalgar Institute".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Gabias ait la permission de présenter un bill (No 100) intitulé : "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Godbout, secondé par l'honorable M. Stockwell, il est—

Ordonné que l'honorable M. Godbout ait la permission de présenter un bill (No 39) intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Bertrand, il est—

Ordonné que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 164) intitulé: "Loi modifiant la Loi des accidents du travail, 1931, concernant les indemnités payables aux enfants orphelins".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Élie, il est—

Ordonné que M. Sauvé ait la permission de présenter un bill (No 165) intitulé: "Loi modifiant la Loi des accidents du travail, 1931, pour rétablir, en faveur de l'accidenté, le recours de droit commun contre une personne autre que son employeur".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Élie, il est—

Ordonné que M. Sauvé ait la permission de présenter un bill (No 166) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques concernant la recherche des infractions".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Duplessis.—Relativement à la somme de \$1,190,-746.27 mentionnée à l'état No 34 des Comptes Publics de la Province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933, sous la rubrique "Avances au fonds de l'Assistance Publique", 23 Geo. V, c. 76;

1. A quelle date a été avancée ladite somme ?

2. Ladite somme a-t-elle été avancée à même le fonds consolidé du revenu ou au moyen d'emprunt ?

3. Ladite somme a-t-elle été remboursée ?

Dans l'affirmative:

a. Quand ?

b. A-t-elle été remboursée à même le fonds de l'Assistance Publique ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. Le 4 mai 1933.
 2. L'avance a été faite à même le fonds consolidé du revenu de la province.
 3. Non.
-

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 89) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 78) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Better Business Bureau of Montreal".

M. Cohen propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 94) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Charles Colmore Grant, Baron de Longueuil".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill 106.—Loi concernant les Coiffeurs pour Dames de la Province de Québec.

Bill 93.—Loi modifiant la charte de l'Hôpital Notre-Dame, à Montréal.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 6 FÉVRIER 1934

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants :

Bill 4.—Loi modifiant la Loi des licences en ce qui regarde les lieux d'amusements.

Bill 11.—Loi modifiant la Loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres."

Et avec amendements :

Bill 28.—Loi concernant la distribution de circulaires dans les cités et villes, pour fins d'assemblées publiques.

Le bill suivant a été rejeté :

Bill 154.—Loi relative à la préférence visée par l'article 2124 du Code civil.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants :

Bill 82.—Loi refondant la charte de la Corporation du Collège de Sainte-Anne de la Pocatière".

Bill 83.—Loi constituant en corporation l'École Supérieure d'Agriculture de Sainte-Anne de la Pocatière.

Bill 105.—Loi constituant en corporation "L'Orphelinat agricole de Saint-Ferdinand d'Halifax."

Bill 75.—Loi permettant à Jalmor Frederick Susta, de changer son nom en celui de Charles Jalmor Frederick Anderson.

Et avec amendements le bill suivant :

Bill 77.—Loi autorisant le Collège des Chirurgiens-Dentistes de la province de Québec, à admettre Thomas Joseph McNally au nombre de ses membres.

M. Delisle, du comité des Règlements, présente le dixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après :

Des curé et marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes, dans le diocèse de Joliette, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes.

De la cité de St-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Ordonné que M. Phaneuf ait la permission de présenter un bill (No 103) intitulé: "Loi refondant la charte de la cité de St-Hyacinthe".
En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Dugas ait la permission de présenter un bill (No 112) intitulé: "Loi concernant la paroisse de Notre-Dame de Lourdes".
En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Francœur, secondé par l'honorable M. Moreau, il est—

Ordonné que l'honorable M. Francœur ait la permission de présenter un bill (No 26) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la prévention des incendies".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Francœur, secondé par l'honorable M. Moreau, il est—

Ordonné que l'honorable M. Francœur ait la permission de présenter un bill (No 27) intitulé: "Loi modifiant la Loi des enquêtes sur les incendies".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Francœur, il est—

Ordonné que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill (No 42) intitulé: "Loi modifiant la Loi du régime des eaux courantes relativement à certaines expropriations".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Francœur, il est—

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 32) intitulé: "Loi concernant le bureau central des écoles protestantes de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. David, il est—

Ordonné que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill (No 44) intitulé: "Loi relative aux opérations forestières et aux bûcherons".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable Stockwell, secondé par l'honorable M. Arcand, il est—

Ordonné que l'honorable M. Stockwell ait la permission de présenter un bill (No 34) intitulé: "Loi prolongeant d'une année la Loi des assurances de Québec, 1933, (dispositions temporaires)".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Arcand, il est—

Ordonné que l'honorable M. Stockwell ait la permission de présenter un bill (No 40) intitulé: "Loi modifiant la Loi des employés publics relativement au cautionnement de ceux qui sont salariés par le gouvernement".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Béïque.—Au cours de l'exercice finissant le 30 juin 1933, qu'ont coûté à la province la publicité et les annonces faites par le ministère de la voirie:

a. Dans les quotidiens, journaux, revues, magazines, guides et autres publications du Canada?

b. Dans les quotidiens, journaux, revues, magazines, guides et autres publications des États-Unis?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

a. \$7,910.00.

b. \$59,538.22.

Question par M. Béïque.—Qu'a dépensé la province pour être représentée par le ministère de la voirie:

a. A l'exposition du tourisme et de l'hôtellerie tenue au Grand Central Palace, à New-York, au mois de novembre 1932?

b. A l'exposition sportive de la Nouvelle-Angleterre, tenue à Boston au mois de février 1933?

c. A l'exposition internationale du tourisme, tenue au Grand Central Palace, à New-York, à la fin d'avril et au commencement de mai 1933?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

a. \$4,000.00.

b. \$4,000.00.

c. \$4,000.00.

Question par M. Élie.—Relativement à la construction du pont de l'Ile d'Orléans et aux travaux accessoires qui s'y rapportent:

a. Combien a été dépensé à date par cette province?

b. Combien a été payé à date par cette province?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

a. \$1,129,815.77.

b. \$1,076,536.77.

Question par M. Duplessis.—A la connaissance du gouvernement ou d'aucun des départements de l'administration provinciale, depuis le 1er janvier 1931, à combien s'élève le total des contributions des municipalités de cette province relativement à la construction ou à l'agrandissement:

a. Des hôpitaux, hospices ou orphelinats, situés dans cette province, qui ont été ou qui sont subventionnés par la province;

b. Des asiles d'aliénés, écoles d'industrie, écoles de réforme, situés dans cette province, qui ont été ou qui sont subventionnés par la province?

Réponse par l'honorable M. David:

a. et b. Le gouvernement l'ignore.

Question par M. Fisher.—Relativement à la réponse du gouvernement consignée aux journaux de l'Assemblée législative du 26 janvier 1934 et d'après laquelle les unités sanitaires auraient coûté \$1,461,896.35 à la province:

1. Cette somme comprend-elle les octrois accordés à la province à ce sujet: par: a. la Fondation Rockefeller; b. la Fondation Carnegie?

Dans l'affirmative:

2. A même ce montant de \$1,461,896.35, à combien s'élève la contribution à ce sujet, faite et payée par: a. la Fondation Rockefeller; b. la Fondation Carnegie?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Non.

2. Répondu par 1.

Question par M. Élie.—1. A qui a été concédé le lot 2/5 d'Estcourt, de Sully, dans le comté de Témiscouata?

2. Le concessionnaire actuel était-il déjà détenteur d'un lot et, dans l'affirmative, de quel lot?

3. D'autres colons ou aspirant-colons qui n'étaient encore détenteurs d'aucun lot, ont-ils demandé au ministère de la colonisation que le lot 2/5 d'Estcourt leur soit concédé?

4. Dans l'affirmative, lequel ou lesquels?

5. Pourquoi la concession dudit lot a-t-elle été faite au détenteur actuel de préférence aux autres pétitionnaires?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

1. A MM. Joseph Bourque et Joseph Potvin.

2. Non.

3. Oui. Un.

4. M. Paul Raymond.

5. La demande de MM. Bourque et Potvin était antérieure à celle de M. Raymond.

Question par M. Gagnon (Kamouraska).—1. Le gouvernement a-t-il reçu une demande pour faire exécuter des travaux de chômage, sur la route No 51, dans les cantons Park et Pohénégamooke ?

2. Quand cette demande a-t-elle été soumise au Gouvernement Fédéral pour approbation ?

3. Cette demande a-t-elle été approuvée ?

Si oui; à quelle date ?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

1. Oui.

2. Le 10 août, 1933.

3. Non.

Question par M. Authier.—Quelles sommes d'argent ont été dépensées pour toutes les fins de la colonisation depuis le début de la Confédération jusqu'au 1er juillet 1920, et

Quelles sommes d'argent ont été dépensées pour les mêmes fins depuis le 1er juillet 1920 jusqu'au 1er juillet 1933 ?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

De 1867 à 1920: \$7,738,208.95.

De 1920 à 1933: \$23,295,568.94.

Exclusion faite dans les deux cas des montants dépensés pour fins de classification et d'arpentage.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Arcand, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 15) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gazoline".

Ordonné que M. Filion (Laval) ait la permission de présenter un bill (No 113) intitulé: "Loi refondant la charte de la ville de Montréal-Est".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi, 1er février courant: Que M. l'Orateur quitte le fauteuil (pour que la Chambre se forme en comité des subsides).

Et le débat se continue.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

Les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill 111.—Loi constituant en corporation "L'Institut des Sœurs de Notre-Dame de Mont-Laurier".

Bill 114.—Loi changeant le nom de "The Trafalgar Institute".

La Chambre continue le débat sur la motion, qui était en discussion à six heures du soir, ce jour, (pour que la Chambre se forme en comité des subsides).

Et le débat se continue.

M. Élie propose en amendement, secondé par M. Béïque:

Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant tous les mots après que, et en y ajoutant les mots suivants:

Tout en étant prête à voter à Sa Majesté les subsides nécessaires:

Cette Chambre estime que l'établissement de la jeunesse de notre province, notamment de nos fils de cultivateurs, constitue, depuis quelques années, un problème urgent, à la solution duquel il est du devoir du Gouvernement de consacrer les ressources nécessaires;

Recommande au Gouvernement:

D'augmenter considérablement et sans plus de retard les subsides à l'Agriculture et à la Colonisation;

D'assurer le maintien des cultivateurs sur la terre;

D'appliquer une politique agricole, familiale;

De mettre en vigueur un système de colonisation complètement libre, débarrassé de toute préoccupation de parti, d'après un plan d'ensemble réparti sur plusieurs années;

D'ouvrir à la colonisation les terres propres à l'agriculture, en faisant disparaître les entraves actuelles provenant du ministère des Terres, de certains marchands de bois et de certains propriétaires de domaines seigneuriaux.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR :

Messieurs :

*Barré,
Béïque,
Duplessis,
Élie,
Fisher,*

*Gault,
Guertin,
Lafleur,
Sauvé.—9.*

CONTRE

Messieurs :

<i>Arcand,</i>	<i>Gaudet,</i>
<i>Authier,</i>	<i>Gauthier,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Giguère,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Grant,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Laferté,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Lapierre,</i>
<i>Chouinard,</i>	<i>Lapointe,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>David,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Duval,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Fauteux,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Plante,</i>
<i>Fillion (Lac-St-Jean),</i>	<i>Power,</i>
<i>Fortier,</i>	<i>Rhéaume,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Francaeur (Lotbinière),</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Francaeur Montréal-Dorion,</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Gagnon (Kamouraska),</i>	<i>Vautrin.—42.</i>

L'amendement est ainsi rejeté.

Et le débat se continue sur la motion principale, laquelle est mise aux voix, et la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur, S.R., 1925, c. 3, a. 13, amendé par 18 Geo. V., c. 12, s. 1, (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur, S.R., 1925, c. 3, a. 43, amendé par 18 Geo. V., c. 12, s. 2, allocation de logement de \$1,000.00 incluse, (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 30 janvier 1934 pour copies de toutes les listes de paye, du département de la Voirie, concernant les travaux exécutés dans la paroisse de Saint-Placide, comté des Deux-Montagnes, sous la direction ou la surveillance de Monsieur Almyra Vaillancourt, de ladite paroisse, et cela à partir du 1er janvier 1930 à date.

(Document de la session No 38.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 31 janvier 1934 pour copie de toute correspondance, entre le gouvernement ou tout ministre ou fonctionnaire et monsieur Almyra Vaillancourt, depuis le 1er janvier 1930 à date, relativement à tous travaux de voirie relevant du ministère de la Voirie ou en vertu de la Loi du chômage.

(Document de la session No 39.)

L'honorable M. Mercier dépose sur le bureau de la Chambre:

Rapport du Ministre des Terres et Forêts de la province de Québec pour les douze mois expirés le 30 juin 1933.

(Document de la session No 40.)

Question par M. Élie.—Relativement au Jardin Zoologique de Québec:

1. Combien la province a-t-elle dépensé à date: *a.* Quant au terrain; *b.* Quant aux constructions; *c.* Quant à l'ameublement et à l'aménagement?

2. Combien la province a-t-elle payé à date?

3. Les travaux sont-ils terminés?

4. D'après les estimations que possède le gouvernement à combien s'élèvera le coût total de cette entreprise?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

1. \$180,928.51. *a.* Coût du terrain: \$18,467.30; *b.* Coût des constructions \$98,440.70; *c.* Ameublement des constructions et aménagement du terrain, y compris l'achat de quelques animaux: \$64,020.51.

2. \$100,000 en vertu de 20 Geo. V, ch. 44, \$75,000 en vertu de 21 George V, ch. 2, et \$5,928.51 sur l'item "administration" du budget.

3. Provisoirement, oui, sauf quant aux travaux d'entretien.

4. Tout dépendra de l'importance que, dans l'avenir, l'on jugera à propos d'attacher à cette institution au point de vue touristique, éducationnel et scientifique.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 31) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'hygiène publique de Québec".

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 36) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'adoption relativement à l'entrée du jugement d'adoption au registre de l'état civil".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 160) intitulé: "Loi modifiant l'article 27 de la Loi des véhicules automobiles relativement aux bicycles".

M. Caron propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 7 FÉVRIER 1934

Prière.

Sur la motion de M. Saintonge, secondé par M. Bachand, il est—

Ordonné que, les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "l'Union des Municipalités de la Province de Québec, demandant l'adoption d'une loi pour créer un fonds incessible et insaisissable" et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

La dite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 107.—Loi établissant et définissant les pouvoirs d'une corporation devant être connue sous le nom de "Syndics de l'église de l'Ascension de Notre-Seigneur de Westmount".

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 84.—Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme.

M. l'Orateur communique à la Chambre le document suivant:

Rapport du Bibliothécaire de la Législature de Québec, janvier à décembre 1933.
(*Document de la session No 41.*)

Question par M. Duplessis.—Relativement à la loi imposant des taxes sur les corporation, compagnie, sociétés, associations, raisons sociales et personnes (S.R.Q. 1925, chap. 26, et ses amendements), à combien s'élève le total des remises ou réductions, de taxes ou pénalités imposées par lesdites lois:

1. Du 1er janvier 1930, inclusivement, au 31 décembre, 1930, inclusivement ?

2. Du 1er janvier 1931, inclusivement, au 31 décembre, 1931, inclusivement ?

3. Du 1er janvier 1932, inclusivement, au 31 décembre 1932, inclusivement ?

4. Du 1er janvier 1933, inclusivement, au 31 décembre 1933, inclusivement ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

Aucune remise des taxes dues n'a été faite durant ces années, mais des ajustements ont été accordés en vertu des dispositions de cette loi. Il est impossible cependant de dire à quelle somme totale ces réductions se sont élevées, car les livres de comptes ne mentionnent au débit que le montant auquel la taxe a été réduite par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Aucune pénalité n'a été imposée durant ces années.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre, copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 4 avril 1931, inclusivement, et se rapportant au chapitre 28, 21 Geo. V.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 82) intitulé: "Loi refondant la charte de la Corporation du Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 77) intitulé: "Loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre Thomas-Joseph McNally au nombre de ses membres".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 150) intitulé: "Loi modifiant la loi 23 George V, chapitre 98, ayant pour but de rétablir certaines indemnités".

M. Bertrand propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Béique,
Bertrand,
Duplessis,
Élie,
Fisher,*

*Gault,
Lafleur,
Sauvé,
Smart.—9.*

CONTRE

Messieurs:

*Arcand,
Authier,
Bachand,
Bastien,
Bélanger,
Bouthillier,
Casgrain,
Chouinard,
Cohen,
Côté (Bonaventure),*

*Crête,
Dansereau,
David,
Dillon,
Duffy,
Farand,
Fauteux,
Filion (Laval),
Fillion (Lac-St-Jean),
Fortin,*

Frigon,
Gabias,
Gagnon (Kamouraska),
Gaudet,
Giguère,
Godbout,
Grant,
Laferté,
Lahaie,
Lapierre,
Lapointe,
Lortie,
McDonald,
Mercier,
Messier,
Moreau (Roberval),

Moreault (Rimouski),
Morel,
Perrault,
Plante,
Power,
Reed,
Rhéaume,
Rochette,
Sabourin,
Saintonge,
Saurette,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Turcotte,
Vautrin.—52.

La motion est ainsi rejetée.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 82) intitulé: "Loi refondant la Charte de la Corporation du collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 83) intitulé: "Loi constituant en corporation l'École Supérieure d'Agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 161) intitulé: "Loi modifiant l'article 27 de la Loi des véhicules automobiles relativement à certains véhicules".

M. Caron propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Gagnon (Kamouraska) propose par voie d'amendement, que la motion en discussion soit amendée en remplaçant les mots "lu une seconde fois" par les mots "renvoyé au comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Authier,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Béïque,</i>	<i>Grant,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Laferté,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Lapierre,</i>
<i>Chouinard,</i>	<i>Lapointe,</i>
<i>Côté (Bonaventure),</i>	<i>Lortie,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Moreault (Rimouski),</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Morel,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Farand,</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Fillion (Lac-St-Jean),</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Smart,</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	<i>Thisdel.—31.</i>
<i>Gagnon (Kamouraska),</i>	

CONTRE

Messieurs:

<i>Arcand,</i>	<i>Gabias,</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Gault,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Giguère,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Lahaie,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Cohen,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Power,</i>
<i>David,</i>	<i>Reed,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Rhéaume,</i>
<i>Fauteux,</i>	<i>Rochette,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Francœur (Lotbinière),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Francœur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Vautrin.—32.</i>

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs :

<i>Arcand,</i>	<i>Gault,</i>
<i>Bachand,</i>	<i>Giguère,</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Lahaie,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Cohen,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>David,</i>	<i>Power,</i>
<i>Dillon,</i>	<i>Reed,</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Rhéaume,</i>
<i>Fauteux,</i>	<i>Rochette,</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Smart,</i>
<i>Francœur (Lotbinière),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Francœur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Vautrin.—35.</i>
<i>Gabias,</i>	

CONTRE

Messieurs :

<i>Authier,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Grant,</i>
<i>Béïque,</i>	<i>Laferté,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Lapierre,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Lapointe,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lortie,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Chouinard,</i>	<i>Moreault (Rimouski),</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Morel,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Farand,</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Fillion (Lac-St-Jean),</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Turcotte.—31.</i>
<i>Gagnon (Kamouraska),</i>	

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 35, intitulé: "Loi concernant le pont de la baie de Gaspé."

L'honorable M. Francœur propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Francœur informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Attendu que le pont de la Baie de Gaspé, entre la municipalité du village de Gaspé et l'endroit appelé *Gaspé Harbour*, dans le comté de Gaspé, tel que projeté dans la loi 20 George V, chapitre 4, a été construit par La compagnie du pont de Gaspé, limitée, et que ladite compagnie l'exploite depuis le huit octobre, 1932;

Attendu que le ministre des travaux publics a été autorisé, en vertu de ladite loi, à s'engager, par contrat avec la compagnie, qui construirait le pont, aux fins, entre autres choses, d'assumer l'obligation de payer soixante-quinze pour cent des frais nets d'exploitation, y compris les charges fixes, de la compagnie, tel que prévu dans ladite loi;

Attendu qu'il a été de plus stipulé que le gouvernement de cette province, pourrait acheter et prendre à sa charge ledit pont, mais seulement après l'expiration de dix ans à compter de la date du parachèvement de la construction, et, alors, sur paiement du coût total plus une prime de dix pour cent;

Attendu que la compagnie susdite a maintenant offert en vente ledit pont au gouvernement, faisant valoir qu'elle est prête à renoncer au délai de dix ans et, aussi à certains autres paiements y compris plus particulièrement la prime de dix pour cent, et convenant d'accepter la valeur du coût de ce pont, telle que vérifiée et apurée par le gouvernement et telle que déjà fixée par arrêté en conseil pour les fins de la loi ci-dessus mentionnée, plus l'intérêt au taux de quatre et demi pour cent par année sur ladite valeur du coût, à compter du huitième jour d'octobre, 1932; et

Attendu qu'il est à propos et dans l'intérêt de la province que le gouvernement prenne possession dudit pont et en acquière la pleine propriété, de la manière et aux conditions ci-après indiquées et telles que prévues dans un contrat à intervenir à cette fin, et qu'il soit en conséquence:

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, conformément à la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, autoriser le ministre des travaux publics, nonobstant toutes dispositions à ce con-

traire contenues dans la loi 20 George V, chapitre 4, et dans le contrat ou les contrats y projetés, à passer un contrat avec La compagnie du pont de Gaspé, limitée, pour l'acquisition, par le gouvernement, du pont construit par ladite compagnie et projeté dans ladite loi, aux termes et conditions ci-après mentionnés.

Résolu, 2.—Que ce contrat devra pourvoir:

a. A ce qu'il soit substitué, lui-même, aux lieu et place du contrat ou des contrats prévus dans l'article 2 de la loi 20 George V, chapitre 4;

b. A ce que ledit pont soit acquis par le gouvernement et le prix devant être payé par le gouvernement, soit en argent ou en obligations émises sous l'autorité de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, n'excède pas la somme de sept cent huit mille trois cents dollars, avec intérêt au taux de quatre et demi pour cent par année à compter du huit octobre, 1932, date de la mise en exploitation du pont;

c. A ce que la susdite compagnie abandonne tous ses droits quelconques sur ledit pont et en particulier renonce aux dispositions du paragraphe h de l'article 2 de la loi ci-dessus mentionnée quant au délai de dix ans antérieurs à l'acquisition et, par suite, quant au paiement de la prime de dix pour cent;

d. A ce que ladite compagnie assume également, en pleine et entière quittance en faveur du gouvernement, tous les frais d'exploitation, sauf les taxes municipales et scolaires, encourus depuis ladite date du huit octobre, 1932, ainsi que toutes les réclamations pour intérêts dus ou toutes autres dépenses imputables audit pont antérieurement;

e. A ce que la compagnie abandonne sa charte et remette au gouvernement tous ses bons autorisés ou émis, et toutes les parts de son capital-actions, autorisées ou émises, que le gouvernement jugera nécessaire;

f. A ce que les taxes scolaires et municipales, restant non payées par la compagnie à la date dudit contrat, soient, avec les municipalités intéressées, réglées par le gouvernement;

g. A toutes les conditions, non contraires à celles ci-dessus établies, que le ministre des travaux publics pourra juger utile ou nécessaires pour l'accomplissement des dispositions de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, pourvu que telles conditions soient approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolu, 3.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à faire les paiements prévus par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions et, à cette fin, contracter un emprunt au moyen de l'émission d'obligations, faite sur le crédit de la province, jusqu'à concurrence du montant requis et que ces obligations devront porter intérêt au taux n'excédant pas quatre et demi pour cent par année et seront pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra déterminer, et seront payables, capital et intérêt, à l'endroit ou aux endroits qu'il aura indiqués.

Résolu, 4.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil, au cours des négociations dudit emprunt, pourra aussi autoriser le trésorier de la province à avancer, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes d'argent nécessaires pour la mise à exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Résolu, 5.—Qu'il pourra être chargé et perçu des péages sur ledit pont, et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire, modifier et remplacer un tarif des taux de péage exigibles.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Francœur ait la permission de présenter un bill (No 35) intitulé: "Loi concernant le pont de la baie de Gaspé".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

La motion "que le bill soit maintenant lu une deuxième fois", étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 105) intitulé: "Loi constituant en corporation "L'Orphelinat agricole de Saint-Ferdinand-d'Halifax".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 2, intitulé: "Loi modifiant les lois concernant les compagnies de télégraphe et de téléphone".

Bill No 3, intitulé: "Loi concernant certains actes et documents dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé".

Bill No 9, intitulé: "Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile concernant les jours fériés."

Bill No 23, intitulé: "Loi modifiant la loi des sociétés historiques".

Question par M. Élie.—1. Combien de fermes dans cette province ont été fermes de démonstration et ont cessé de l'être?

2. Combien ces fermes ont-elles coûté à la province?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. 21.

2. \$155,532.47.

Question par M. Élie.—1. Combien y a-t-il à date de fermes de démonstration dans la province et qu'ont-elles coûté au gouvernement?

2. Combien ont été établies par le gouvernement depuis la date couverte par la réponse parue dans les Journaux de l'Assemblée législative, le 14 février 1933?

3. Quels sont les noms des propriétaires, des paroisses et comtés où ces fermes sont situées?

4. Qu'a coûté au gouvernement chacune de ces fermes jusqu'à date?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. 50. \$230,860.28.

2. 6.

3. et 4. MM.

J.-Nap. Francœur, St-Félix-de-Kingsey, Drummond.	\$185.00
Joseph Martin, Garthby, Wolfe.....	.....
Pierre Tellier, Ste-Elisabeth, Joliette.....	67.12
Les Clercs de St-Viateur, St-Rémi, Napierville.....	123.43
Orphelinat Agricole, St-Ferd.-d'Halifax, Mégantic....	545.18
Séminaire St-Joseph, Mont-Laurier, Labelle.....	499.99

Question par M. Élie.—1. Depuis la date couverte par la réponse parue dans les Journaux de l'Assemblée législative du 14 février 1933, à combien d'animaux le gouvernement de cette province a-t-il fait subir l'épreuve de la tuberculine dans chaque comté?

2. Combien d'animaux ont été condamnés dans chaque comté?

3. Depuis la date couverte par la réponse parue dans les Journaux de l'Assemblée législative du 22 mars 1933, quelle est la somme totale de l'indemnité que la province a payée, en vertu de la compensation-argent décrite à la page 86 des Journaux de l'Assemblée législative de Québec, 2ième session de la 18ième législature de Québec, à ceux dont les animaux ont été condamnés après l'épreuve de la tuberculine?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. et 2. Du 31 janvier 1933 au 31 janvier 1934, toutes les épreuves à la tuberculine furent faites par les médecins vétérinaires du Ministère de l'Agriculture du Gouvernement Fédéral, avec les résultats suivants:

<i>COMTÉ</i>	<i>Nombre animaux éprouvés par le Fédéral</i>	<i>Animaux trouvés tuberculeux par le Fédéral</i>
Abitibi.....	7,876	47
Argenteuil.....	23,316	46
Arthabaska.....	8,869	174
Bagot.....	6,231	354
Beauce.....	19,630	311
Beauharnois.....	12,701	94
Bellechasse.....	12,286	886
Berthier.....	3,557	119
Bonaventure.....	1,053	...
Brome.....	4,649	16
Chambly.....	21	...
Champlain.....	4,739	247
Charlevoix-Saguenay.....	4,171	78
Châteauguay.....	21,805	184
Chicoutimi.....	661	...
Compton.....	30,404	4,649
Deux-Montagnes.....	7,296	326
Dorchester.....	20,077	217
Drummond.....	8,560	535
Frontenac.....	13,077	263
Gaspé-Nord.....	477	...
Gaspé-Sud.....	162	...
Gatineau.....	5,462	39
Huntingdon.....	16,713	243
Iberville.....	2,283	41
Jacques-Cartier.....	794	5
Joliette.....	3,460	93
Kamouraska.....	10,693	159
Labelle.....	1,695	23
Lac-St-Jean.....	558	20
L'Assomption.....	2,681	25
Laval.....	629	59
Laviolette.....	1,324	89
Lévis.....	4,532	291
L'Islet.....	5,910	63
Lotbinière.....	7,558	136
Maskinongé.....	791	40
Matane.....	3,297	18
Matapédia.....	2,513	9

<i>COMTÉ</i>	<i>Nombre animaux éprouvés par le Fédéral</i>	<i>Animaux trouvés tuberculeux par le Fédéral</i>
Mégantic.....	5,151	108
Missisquoi.....	2,399	29
Montcalm.....	1,011	35
Montmagny.....	8,941	444
Montmorency.....	814	59
Napierreville-Laprairie.....	27	.....
Nicolet.....	14,633	292
Papineau.....	3,283	23
Pontiac.....	6,805	134
Portneuf.....	2,927	80
Québec.....	1,011	24
Richelieu.....	3,175	256
Richmond.....	22,961	1,975
Rimouski.....	3,293	19
Rivière-du-Loup.....	4,924	4
Roberval.....	572	3
Rouville.....	22,990	264
St-Hyacinthe.....	2,394	86
St-Jean.....	422	.....
St-Maurice.....	2,221	80
Shefford.....	6,036	109
Sherbrooke.....	4,452	127
Stanstead.....	5,563	20
Soulanges.....	12,209	10
Témiscamingue.....	4,651	93
Témiscouata.....	705	5
Terrebonne.....	1,374	35
Trois-Rivières.....	40	5
Vaudreuil.....	3,751	11
Verchères.....	165	.....
Wolfe.....	6,060	637
Yamaska.....	2,061	99
	439,532	14,965

3. \$122,516.46.

Question par M. Fisher.—1. Combien d'exemplaires du manuel de "Women's Institute of Quebec Province" ont été imprimés à compter du premier janvier, 1933, au 31 décembre, 1933, inclusivement?

2. Combien d'exemplaires du rapport annuel de "Women's Institute of Quebec Province" ont été imprimés pour l'année finissant le 31 mars 1932?

3. Quel a été le coût d'impression de ces rapports?

4. La "Women's Institute of Quebec Province" contribue-t-elle financièrement à cette impression?

5. A quelle date le rapport annuel de "Women's Institute of Quebec Province", pour l'année finissant le 31 mars 1932, était-il prêt à être distribué ?

6. Le rapport annuel de "Women's Institute of Quebec Province", pour l'année finissant le 31 mars 1933, a-t-il été imprimé; dans la négative quand sera-t-il prêt ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. 3,000 copies.
2. 2,000 copies.
3. \$1,059.47 pour les deux rapports.
4. Non.
5. Fin d'avril 1933.
6. a. Non; b. Nous n'avons pas encore reçu la copie pour l'impression de ce rapport.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 113) intitulé : "Loi refondant la charte de la ville de Montréal-Est".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 8 FÉVRIER 1934

Prière.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant :

Bill 86.—Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Votre comité recommande de prolonger au 28 février prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement, les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Delisle, du comité des Règlements, présente le onzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après :

De l'Union des Municipalités de la Province de Québec, demandant l'adoption d'une loi pour créer un fonds incessible et insaisissable.

Votre comité recommande de prolonger au 28 février prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que la Chambre adopte le dit rapport.

Sur la motion de M. Saintonge, secondé par M. Bachand, il est—

Ordonné que l'article 516 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 97, intitulé : "Loi relative à l'administration de certains biens de l'Union des municipalités de la province de Québec", et que le dit bill soit lu la première fois à la présente séance.

M. Saintonge, en conséquence, présente le bill (No 97) intitulé : "Loi concernant l'administration de certains biens de l'Union des municipalités de la province de Québec", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Bachand, secondé par M. Saintonge, il est—

Ordonné que M. Bachand ait la permission de présenter un bill (No 168) intitulé : "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à la vente en bloc de certains immeubles".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Plante, secondé par M. Authier, il est—

Ordonné que M. Plante ait la permission de présenter un bill (No 169) intitulé : "Loi modifiant la Loi du salaire minimum des femmes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant :

Bill No 21, intitulé : "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique concernant la perception des taxes scolaires".

Question par M. Lafleur.—Quel est l'état des recettes et déboursés en argent de la province de Québec pour les six premiers mois de l'exercice en cours, comprenant les mandats autorisés mais non payés au commencement et à la fin de ces six mois ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

Recettes ordinaires	\$13,721,672.17
Dépenses ordinaires	19,842,913.89
Mandats autorisés mais non payés au 30 juin 1933	6,510,533.09
Mandats autorisés mais non payés au 31 déc. 1933	4,890,197.40

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 35) intitulé: "Loi concernant le pont de la baie de Gaspé".

L'honorable M. Francœur propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 11) intitulé: "Loi modifiant la Loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 15) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gasoline".

L'honorable M. Stockwell propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 15, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gasoline".

L'honorable M. Stockwell propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Stockwell informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet

de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, -- Que le produit communément appelé "huile de charbon", ne sera pas compris dans la définition du mot gazoline, à moins qu'il soit mélangé ou préparé pour être mélangé avec le liquide communément appelé gazoline.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première fois.

Ordonné que la seconde lecture de ladite résolution ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 37) intitulé: "Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme en comité, à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Élie, secondé par M. Sauvé, il est—

Résolu que, vu que les frais d'enregistrement ainsi que le coût des recherches aux bureaux d'enregistrement et des certificats émis par les bureaux d'enregistrement sont trop élevés et tendent à diminuer le crédit de ceux qui ont besoin d'emprunter:

Vu qu'il est urgent de venir en aide aux cultivateurs et de faciliter l'obtention du crédit qui leur est nécessaire;

Cette Chambre recommande au gouvernement d'adopter sans plus de retard, les mesures nécessaires pour diminuer les frais d'enregistrement ainsi que le coût des recherches aux bureaux d'enregistrement et des certificats émis par les bureaux d'enregistrement en ce qui concerne les emprunts par les cultivateurs et pour les besoins de leurs fermes.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 26) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la prévention des incendies".

L'honorable M. Francœur propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que la troisième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

Annuaire Statistique de Québec 1933.

(Document de la session No 42.)

Statistiques Municipales pour l'année civile 1932.

(Document de la session No 43.)

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 85) intitulé: "Loi validant certains actes concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 75) intitulé: "Loi permettant à Jalmor Frederick Susta de changer son nom en celui de Charles Jalmor Frederick Anderson".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 100) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 112) intitulé: "Loi concernant la paroisse de Notre-Dame de Lourdes".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publiques en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 32) intitulé: "Loi concernant le bureau central des écoles protestantes de Montréal".

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Pépinières de Berthier: entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service d'hydroplans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Arpentages, (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté trois résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions No 1 et No 2 sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

La résolution No 3 est lue une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture de la dite résolution soit remise à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 9 FÉVRIER 1934

Prière.

Onze heures du matin.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Francœur, il est—

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 41) intitulé: "Loi autorisant l'organisation d'une loterie pour fins éducationnelles et d'assistance publique".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 52) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement à la signature de certains jugements".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Fauteux, secondé par M. Grant, il est—

Ordonné que M. Fauteux ait la permission de présenter un bill (No 170) intitulé: "Loi modifiant la loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 158) intitulé: "Loi modifiant la loi 16 George V, chapitre 55, imposant une taxe d'hôpital".

L'honorable M. Taschereau soulève un point d'ordre et objecte que ce bill est irrégulier, parce qu'il porte affectation de deniers publics et qu'aux termes de l'article 670 du règlement, l'objet en devrait être recommandé par le Lieutenant-Gouverneur.

M. l'Orateur réserve sa décision.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 159) intitulé: "Loi relative au fonds de l'assistance publique".

L'honorable M. Taschereau, soulève un point d'ordre et objecte que ce bill est irrégulier, parce qu'il porte affectation de deniers publics et qu'aux termes de l'article 670 du règlement, l'objet en devrait être recommandé par le Lieutenant-Gouverneur.

M. l'Orateur réserve sa décision.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Franceur, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 41) intitulé: "Loi autorisant l'organisation d'une loterie pour fins éducationnelles, et d'assistance publique".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution du budget, se lisant comme suit:

Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages (Terres et Forêts), pour l'exercice

finissant le 30 juin 1935, rapportée du comité des subsides et lue la première fois, le jeudi le 8 février courant.

Ladite résolution est lue une deuxième fois.

Ordonné que l'adoption de ladite résolution soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 26) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la prévention des incendies".

Sur la motion de l'honorable M. Francœur, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit maintenant renvoyé au comité de la Chambre.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois.

Ordonné que la seconde lecture de l'amendement soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 18) intitulé: "Loi modifiant la Loi des convictions sommaires de Québec concernant les comparutions".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 27) intitulé: "Loi modifiant la Loi des enquêtes sur les incendies".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'honorable M. David dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 7 février 1934 pour copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par

le gouvernement de cette province, depuis le 4 avril 1931, inclusivement, et se rapportant au chapitre 28, 21 Geo. V.

(Document de la session No 44.)

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 13 FÉVRIER 1934

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 36.—Loi modifiant la Loi de l'adoption relativement à l'inscription du jugement d'adoption au registre de l'état civil.

Bill 110.—Loi concernant le testament de L.-J. Gaudry dit Bourbonnière.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 111.—Loi constituant en corporation "l'Institut des Sœurs de Notre-Dame de Mont-Laurier".

Bill 114.—Loi changeant le nom de "The Trafalgar Institute".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. David, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 46) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. David, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 48) intitulé: "Loi concernant l'approbation de certains plans et livres de renvoi par les autorités municipales".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. David, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 49) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. David, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 50) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Commission municipale de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. David, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 51) intitulé: "Loi concernant les conventions des corporations municipales ou scolaires avec leurs créanciers".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Casgrain, secondé par M. Poulin, il est—

Ordonné que M. Casgrain ait la permission de présenter un bill (No 167) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, et le Code municipal concernant l'éligibilité aux charges municipales".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Caron, secondé par M. Rochette, il est—

Ordonné que M. Caron ait la permission de présenter un bill (No 171) intitulé: "Loi modifiant l'article 1150 du Code de procédure civile".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Arcand, secondé par l'honorable M. Stockwell, il est—

Ordonné que l'honorable M. Arcand ait la permission de présenter un bill (No 20) intitulé: "Loi modifiant la Loi des établissements industriels".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Arcand, secondé par l'honorable M. Stockwell, il est—

Ordonné que l'honorable M. Arcand ait la permission de présenter un bill (No 25) intitulé: "Loi modifiant la Loi des mécaniciens de machines fixes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Arcand, secondé par l'honorable M. Stockwell, il est—

Ordonné que l'honorable M. Arcand ait la permission de présenter un bill (No 33) intitulé: "Loi modifiant la Loi du salaire minimum des femmes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Arcand, secondé par l'honorable M. Stockwell, il est—

Ordonné que l'honorable M. Arcand ait la permission de présenter un bill (No 45) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les poseurs de tuyauterie".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. David, il est—

Ordonné que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill (No 43) intitulé: "Loi pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Stockwell, trésorier de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Commission des Liqueurs de Québec, douzième rapport annuel 1932-1933.
(*Document de la session No 45.*)

L'honorable M. Taschereau dépose sur le bureau de la Chambre:
Vingt-quatrième rapport annuel de la Commission des Services Publics de Québec.
(*Document de la session No 46.*)

Question par M. Béïque.—1. La province a-t-elle commencé ou exécuté des travaux de réfection, ou d'élargissement, ou de réparation, ou de reconstructions, ou de déviation, quant à la route Montréal-Sherbrooke, entre Magog et Granby, depuis le 25 mai 1930, inclusivement?

Dans l'affirmative:

- a. Quand ont commencé lesdits travaux;
- b. Combien ont coûté à date lesdits travaux;

- c. A combien s'élèvera le coût total desdits travaux;
- d. A qui et pour quel prix ont été confiés lesdits travaux;
- e. Des soumissions ont-elles été demandées au sujet de tous et chacun desdits travaux;
- f. Des soumissions ont-elles été demandées par les journaux au sujet de tous et chacun desdits travaux?
- g. Sur quelle longueur de chemin ont été commencés ou exécutés lesdits travaux?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Oui.

a. Les travaux d'arpentage pour l'élargissement de cette route ont été faits en 1930, et les travaux de réfection et d'élargissement ont ensuite été commencés le 10 août 1931.

b. \$687,727.08.

c. A la somme de \$1,662,000.00.

d. Les travaux préliminaires, c'est-à-dire tous les travaux d'élargissement, redressement, drainage, ponceaux en ciment, fondation en gravier, etc., ont été confiés à "Canadian Rock Products, Limited", à des prix unitaires formant un total approximatif de \$734,025.85; les travaux de pavage en béton bitumineux "macurban-macasphalt", à "Macurban Asphalt, Limited", à des prix unitaires formant un total approximatif de \$590,309.20.

e. Oui, sauf quant aux travaux faits à la journée par le département de la voirie et quant aux travaux de pavage en béton bitumineux.

f. Non.

g. Les travaux préliminaires ont été entièrement exécutés sur la longueur totale prévue au contrat de 30.3 milles; les travaux de pavage sur 6.7 milles.

Question par M. Béïque.—Depuis la date couverte par la réponse parue dans les Journaux de l'Assemblée législative, le 10 février 1933, page 77, combien la province a-t-elle dépensé, par l'entremise du ministère de la Voirie, pour l'exécution de travaux publics qui ont été accordés sans demandes de soumissions?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

\$852,292.32.

Question par M. Duplessis.—Relativement aux comptes de banque de la province, depuis le 10 février 1933, inclusivement, jusqu'au 29 janvier 1934, inclusivement:

1. Quelle est la somme la plus élevée pour laquelle lesdits comptes ont été soutirés?

2. Pendant combien de temps lesdits comptes ont-ils été soutirés pour ladite somme?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. \$10,387,619.71.

2. Une journée.

Question par M. Duplessis.—Relativement aux comptes de banque de la province, depuis le 10 février 1933, inclusivement, jusqu'au 29 janvier 1934, inclusivement:

1. Lesdits comptes de banque ont-ils été soutirés ?

Dans l'affirmative:

a. Pendant combien de temps ?

b. Pour quelle somme totale ?

2. A combien se chiffre le total des intérêts payés ou payables par la province, au sujet desdits comptes ?

3. Quel est le taux d'intérêt payé ou payable par la province au sujet desdits comptes ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. Oui.

a. 339 jours.

b. Le montant varie de jour en jour.

2. \$209,522.21.

3. Taux maximum de 5½% par année; taux minimum (taux actuel) 5% par année.

Question par M. Duplessis.—A part la somme de \$2,298,567.81, mentionnée à la réponse du gouvernement, consignée aux Journaux du 24 janvier 1934, à combien se chiffre le total des contributions à la charge des municipalités de cette province, en vertu de la Loi de l'Assistance Publique de Québec, du 1er juillet 1931, inclusivement, jusqu'au 1er juin 1933, exclusivement ?

Réponse par l'honorable M. David:

Le travail de vérification n'étant pas complété quant aux charges de certaines municipalités pour l'année 1933, il est impossible de donner un état absolument exact des sommes dues par les municipalités de cette province au Service de l'Assistance publique pour les premiers six mois de 1933. Ces charges sont approximativement de \$925,000.00. Le Service de l'Assistance publique sera sous peu en position de donner des chiffres exacts non seulement pour cette période, mais pour toute l'année 1933.

Question par M. Duplessis.—Les comptes de banque de la province ont-ils été soutirés, et dans l'affirmative, de combien:

a. Le 23 juin 1933;

b. Le 24 juin 1933;

c. Le 26 juin 1933;

d. Le 27 juin 1933;

e. Le 28 juin 1933;

f. Le 29 juin 1933;

g. Le 30 juin 1933 ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

- a. Oui, \$8,746,835.33.
- b. Oui, \$8,746,835.33.
- c. Oui, \$8,907,115.41.
- d. Oui, \$8,680,555.88.
- e. Oui, \$10,387,619.71.
- f. Oui, \$10,194,950.32.
- g. Non.

Question par M. Lafleur.—1. Au 31 décembre 1933, quelle somme représentaient les mandats émis et non payés pour les premiers six mois de l'exercice en cours ?

2. Quelle était la balance en banque le 31 décembre 1933 ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

- 1. \$4,651,615.71.
- 2. \$5,096,761.72 de déficit.

Question par M. Lafleur.—1. Quels ont été les droits perçus au cours de l'année fiscale, commençant le 1er juillet 1932 et finissant le 30 juin 1933: a. dans la cité de Montréal; b. dans toute la province, y compris Montréal, pour les licences des lieux d'amusements, conformément à la loi des licences de Québec ?

2. Quels ont été les droits perçus au cours de l'année fiscale commençant le 1er juillet 1932 et finissant le 30 juin 1933: a. dans la cité de Montréal; b. dans toute la province y compris Montréal, pour les licences de pistes de courses et les droits d'entrées aux pistes de courses, conformément à la loi des licences de Québec ?

3. Quel a été le revenu au cours de l'année fiscale commençant le 1er juillet 1932 et finissant le 30 juin 1933: a. dans la cité de Montréal; b. dans toute la province y compris Montréal, provenant des honoraires de l'enregistrement des appareils employés pour les paris ou gageures sur les pistes de courses et les droits imposés sur lesdits paris ou gageures, conformément à la loi des licences de Québec ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

Les montants provenant de ces sources de revenu font partie du fonds de l'assistance publique, en vertu des dispositions de la section VI, du chapitre 189, volume III des Statuts refondus, 1925, article 54, et ces renseignements ont déjà été donnés à la Chambre le 30 janvier 1934.

Question par M. Lafleur.—Relativement aux droits du pauvre imposés et perçus par chaque municipalité en vertu des dispositions de la loi des droits sur les divertissements (S.R.Q., 1925, chap. 125) au cours de l'année fiscale commençant le 1er juillet 1932 et finissant le 30 juin 1933: a. combien de droits la cité de Montréal a-t-elle perçus; b. combien a-t-elle transmis au trésorier de la province pour être affecté au service de l'assistance publique; c. quels ont été les frais de perception et autres encourus par la cité de Montréal ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

a. et b. Ces renseignements ont déjà été donnés à la Chambre, le 30 janvier, 1934, en réponse à une question concernant les montants versés au Trésor provincial et perçus dans la cité de Montréal pour le fonds de l'assistance publique.

c. Le gouvernement l'ignore.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Godbout, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 54) intitulé: "Loi concernant le rachat des obligations de la province pour lesquelles aucun fonds d'amortissement n'a été établi."

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Godbout, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 43) intitulé: "Loi pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant".

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Godbout, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 58) intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions".

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution du budget "Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Arpentages (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935", laquelle résolution avait été rapportée du Comité des subsides le jeudi 8 février courant, lue une première fois, le même jour, et une seconde fois, le vendredi 9 février courant.

Ladite résolution est, en conséquence, adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de l'amendement apporté par le comité plénier au bill (No 26) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la prévention des incendies", lequel amendement a été lu une première fois, le vendredi 9 février courant.

L'amendement est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné que l'adoption dudit amendement soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 52) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement à la signature de certains jugements".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 163) intitulé: "Loi modifiant l'article 123 de la Loi des cités et villes".

M. Bédard propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 168) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à la vente en bloc de certains immeubles".

M. Bachand propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

M. Guertin propose, secondé par M. Gault:

"Que, vu que le rapport majoritaire de la commission des assurances sociales recommande à la province, lorsque la chose sera possible, d'accepter comme mesure temporaire et transitoire, la mise en vigueur de la loi fédérale des Pensions de vieillesse: Cette Chambre est d'avis qu'il est possible d'instituer ce système de pensions de vieillesse dès maintenant et invite le gouvernement à présenter la législation nécessaire à la présente session."

Un débat s'élève.

Sur la motion de M. Authier, secondé par M. Plante, il est—
Ordonné que le débat soit ajourné.

Sur la motion de M. Béique, secondé par M. Élie, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les actes, contrats, conventions intervenus entre le gouvernement de cette province, aucun de ses ministres ou officiers et toutes personnes, compagnies ou corporations, depuis le 25 mai 1930, inclusivement, et se rapportant aux travaux exécutés ou à exécuter quant à la route Montréal-Sherbrooke, entre Magog et Granby.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques des certificats du ministre ou du sous-ministre de la Voirie, depuis le 4 avril 1929, inclusivement, jusqu'au 1er janvier 1934 et se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie".

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Ordonné que'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie authentique du contrat ou de l'acte intervenu entre la "Lake St. John Power & Paper Company, Limited" et le ministre des Terres et Forêts de cette province et se rapportant à l'ordre-en-conseil adopté par le gouvernement de cette province, en date du 3 mars 1933 et portant le numéro 379.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Gault, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de tout ordre-en-conseil, correspondance, rapports et autres documents relativement à un emprunt temporaire de la cité de Hull au montant de \$42,000.00 autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil, le ou vers le 1er septembre 1931.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 97) intitulé: "Loi relative à l'administration de certains biens de l'Union des Municipalités de la province de Québec".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copie authentique de l'ordre-en-conseil adopté par le gouvernement de cette province, en date du 8 janvier 1934, portant le numéro 55, et se rapportant à la collection des Beaux-Arts, de même que copies authentiques de tous comptes et de tous rapports relativement audit ordre-en-conseil.

Question par M. Élie.—Quels sont les comtés de la province qui sont considérés par le gouvernement comme comtés de colonisation ?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

Le tableau No 1, à la page 4 du rapport du ministre de la Colonisation, pour l'année 1933, indique les comtés où il y a des possibilités

plus ou moins grandes et où, par conséquent, il se fait de la colonisation sur une plus ou moins grande échelle, indépendamment de certains comtés qui ne sont plus de colonisation mais où le département peut être appelé à construire des ponts en bois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement les bills suivants:

Bill 7, intitulé: "Loi modifiant la loi des huissiers".

Bill 16, intitulé: "Loi concernant la contribution du gouvernement pour assurer le succès des fêtes du troisième centenaire de la fondation de la cité des Trois-Rivières".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 40) intitulé: "Loi modifiant la Loi des employés publics relativement au cautionnement de ceux qui sont salariés par le gouvernement".

L'honorable M. Stockwell propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que la Chambre se forme maintenant en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 14 FÉVRIER 1934

Prière.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 93.—Loi modifiant la charte de l'Hôpital Notre-Dame, à Montréal.

Question par M. Béique.—Outre les \$2,150,442.57 qu'ont coûté à la province les 9.31 milles du "Boulevard Alexandre Taschereau", d'après une réponse consignée dans les Journaux de l'Assemblée législative du 14 février 1933, quelles dépenses a faites le gouvernement de cette province depuis cette date, en rapport avec ledit "Boulevard Alexandre Taschereau" ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:
\$14,778.25.

Question par M. Béique.—1. Qu'ont coûté à la province les subventions ou octrois accordés et les travaux faits par chacun des ministères du gouvernement dans le comté de Wolfe:

- a. Du 25 octobre 1933 au 5 novembre 1933;
- b. Le 6 novembre 1933;
- c. Le 7 novembre 1933;
- d. Le 8 novembre 1933;
- e. Le 9 novembre 1933;
- f. Le 10 novembre 1933;
- g. Le 11 novembre 1933;
- h. Le 12 novembre 1933;
- i. Le 13 novembre 1933;
- j. Le 14 novembre 1933;
- k. Le 15 novembre 1933;
- l. Le 16 novembre 1933;
- m. Le 17 novembre 1933;
- n. Le 18 novembre 1933 ?

2. Toutes les sommes dues ou promises par le gouvernement concernant ces subventions ou octrois, et travaux ont-elles été payées ?

3. Dans la négative, quel montant est encore dû par la province et combien par chaque ministère intéressé ?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

Pour la partie concernant le département de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries:

1. a. \$361.30.
b. \$53.80.
c. \$46.60.
d. \$59.80.
e. \$74.80.
f. \$59.60.
g. \$49.60.
h. Rien.
i. Rien.
j. Rien.
k. Rien.
l. Rien.
m. Rien.
n. Rien.
2. Oui.
3. Rien.

Question par M. Béïque.—Relativement aux obligations contractées depuis le 3 avril, 1912, par les municipalités de cette province en vertu de la Loi des bons chemins:

A combien s'élève le total des contributions qu'il reste à verser à la province par les municipalités de chacun des comtés de la province, en intérêts ou autrement, en plus des montants déjà payés?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

Abitibi, \$10.12; Argenteuil, \$4,170.50; Beauce, \$1,422.20; Bellechasse, \$9,018.29; Chambly, \$1,642.38; Charlevoix-Saguenay, \$939.00; Chicoutimi, \$21,780.39; Deux-Montagnes, \$541.77; Dorchester, \$1,830.47; Frontenac, \$24,013.78; Gaspé-Sud, \$2,408.36; Gatineau, \$38,469.66; Hull, \$398.36; Joliette, \$31.00; Labelle, \$24,565.13; Lac-St-Jean, \$3.126.32; L'Assomption, \$948.87; Lévis, \$4,268.90; Lotbinière, \$395.96; Laviolette, \$393.23; Matapédia, \$85.42; Mégantic, \$1,375.54; Montcalm, \$1,866.63; Montmagny, \$11,147.82; Montmorency, \$5,064.49; Nicolet, \$1,240.43; Papineau, \$26,473.53; Québec, \$48,357.73; Richelieu, \$50,182.17; Rouville, \$1,091.40; Roberval, \$14,504.93; Rivière-du-Loup, \$224.93; Sherbrooke, \$1,106.50; St-Jean, \$168.49; Témiscamingue, \$1,350.45; Vaudreuil, \$25.00; Verchères, \$189.50; Wolfe, \$525.80; Yamaska, \$1,120.32.

Question par M. Béïque.—Relativement aux obligations contractées depuis le 3 avril, 1912, par les municipalités de cette province en vertu de la loi des bons chemins:

A combien s'élève le total des contributions qu'il reste à verser à la province par les municipalités de la province, en intérêts ou autrement, en plus des montants déjà payés?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

\$306,475.77.

Question par M. Béïque.—1. Combien chacun des ministères du gouvernement a-t-il eu d'employés surnuméraires et temporaires à son service dans le comté de Yamaska pour tous travaux qu'il a fait exécuter:

- a. Du 1er au 15 octobre 1933;
- b. Le 16 octobre 1933;
- c. Le 17 octobre 1933;
- d. Le 18 octobre 1933;
- e. Le 19 octobre 1933;
- f. Le 20 octobre 1933;
- g. Le 21 octobre 1933;
- h. Le 22 octobre 1933;
- i. Le 23 octobre 1933;
- j. Le 24 octobre 1933;
- k. Le 25 octobre 1933;
- l. Le 26 octobre 1933;
- m. Le 27 octobre 1933;
- n. Le 28 octobre 1933?

2. Quel est le montant global des salaires ainsi payés ou à être payés depuis le premier octobre 1933 inclusivement au 28 octobre 1933 inclusivement ?

3. Quel montant global de salaires restait à payer le 29 octobre 1933 ?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

Pour la partie concernant le département de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries:

1. *a.* 22; *b.* 15; *c.* 18; *d.* 19; *e.* 14; *f.* 14; *g.* 17; *h.* Aucun; *i.* 8; *j.* 16; *k.* 8; *l.* 8; *m.* 7; *n.* 5;

2. et 3. \$812.40.

Question par M. Béique.—1. Combien chacun des ministères du gouvernement a-t-il eu d'employés surnuméraires et temporaires à son service dans le comté de Wolfe pour tous travaux qu'il a fait exécuter:

a. Du 25 octobre 1933 au 5 novembre 1933;

b. Le 6 novembre 1933;

c. Le 7 novembre 1933;

d. Le 8 novembre 1933;

e. Le 9 novembre 1933;

f. Le 10 novembre 1933;

g. Le 11 novembre 1933;

h. Le 12 novembre 1933;

i. Le 13 novembre 1933;

j. Le 14 novembre 1933;

k. Le 15 novembre 1933;

l. Le 16 novembre 1933;

m. Le 17 novembre 1933;

n. Le 18 novembre 1933 ?

2. Quel est le montant global des salaires ainsi payés ou à être payés depuis le 25 octobre 1933 inclusivement au 18 novembre 1933 inclusivement ?

3. Quel montant global de salaires restait-il à payer le 19 novembre 1933 ?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

Pour la partie concernant le département de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries:

1. *a.* 41; *b.* 30; *c.* 27; *d.* 34; *e.* 32; *f.* 27; *g.* 25; *h, i, j, k, l, m* et *n* aucun.

2. \$661.80.

3. \$661.80.

Question par M. Béique.—1. Qu'ont coûté à la province les subventions, octrois accordés et les travaux faits par chacun des ministères du gouvernement dans le comté d'Yamaska:

a. Du 1er octobre au 15 octobre 1933;

b. Le 16 octobre 1933;

c. Le 17 octobre 1933;

- d. Le 18 octobre 1933;
- e. Le 19 octobre 1933;
- f. Le 20 octobre 1933;
- g. Le 21 octobre 1933;
- h. Le 22 octobre 1933;
- i. Le 23 octobre 1933;
- j. Le 24 octobre 1933;
- k. Le 25 octobre 1933;
- l. Le 26 octobre 1933;
- m. Le 27 octobre 1933;
- n. Le 28 octobre 1933;

2. Toutes les sommes dues ou promises par le gouvernement concernant ces subventions ou octrois et travaux ont-elles été payées ?

3. Dans la négative, quel montant est encore dû par la province et combien par chaque ministère intéressé ?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

Pour la partie concernant le département de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries:

- 1. a. \$429.20.
- b. \$36.80.
- c. \$45.20.
- d. \$42.20.
- e. \$37.60.
- f. \$36.80.
- g. \$47.20.
- h. Rien.
- i. \$24.40.
- j. \$44.80.
- k. \$20.60.
- l. \$20.40.
- m. \$15.40.
- n. \$13.40.

2. Oui.

3. Rien.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 161) intitulé: "Loi modifiant l'article 27 de la Loi des véhicules automobiles relativement à certains véhicules".

M. Caron propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Fortin propose, par voie d'amendement, secondé par M. Côté (Bonaventure):

Que tous les mots après "Que" soient remplacés par les suivants:

Le bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de l'amender de façon à excepter les voitures d'hiver de l'obligation d'être munies d'une lanterne et de façon aussi à ne faire entrer la loi en vigueur que le premier avril 1935.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Arcand,
Bachand,
Bélanger,
Bercovitch,
Bissonnet,
Bouthillier,
Caron,
Cohen,
Côté (Bonaventure),
Dansereau,
David,
Delisle,
Dillon,
Duffy,
Fauteux,
Filion (Laval),
Fisher,*

*Fortier,
Fortin
Francœur (Lotbinière),
Gabias,
Gault,
Giguère,
Guertin,
Lahaie,
Mercier,
Plante,
Power,
Rhéaume,
Rochette,
Saintonge,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Vautrin.—34.*

CONTRE

Messieurs:

*Authier,
Barré,
Bédard,
Bergeron,
Bertrand,
Casgrain,
Charbonneau,
Chouinard,
Côté (Gaspé-Nord),
Desmarais,
Dufour,
Dugas,
Duplessis,
Duval,
Élie,
Farand,
Fillion (Lac-St-Jean),
Frigon,
Gagnon (Frontenac),
Gagnon (Kamouraska),
Gaudet,
Gauthier,*

*Godbout,
Laferté,
Lamoureux,
Lapierre,
Lapointe,
Lortie,
McDonald,
Messier,
Moreau (Roberval),
Moreault (Rimouski),
Morel,
Paquet,
Perrault,
Piché,
Reed,
Sabourin,
Sauvé,
Smart,
Stockwell,
Thisdel,
Turcotte.—43.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

Arcand,
Bachand,
Bélanger,
Bercovitch,
Bissonnet,
Bouthillier,
Caron,
Cohen,
Côté (Bonaventure),
Dansereau,
David,
Delisle,
Dillon,
Duffy,
Fauteux,
Filion (Laval),
Fisher,
Fortier,

Fortin,
Francœur (Lotbinière),
Gabias,
Gault,
Giguère,
Guertin,
Lahaie,
Mercier,
Plante,
Power,
Reed,
Rhéaume,
Rochette,
Smart,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Vautrin.—35

CONTRE

Messieurs :

Authier,
Barré,
Bédard,
Bergeron,
Bertrand,
Casgrain,
Charbonneau,
Chouinard,
Côté (Gaspé-Nord),
Desmarais,
Dufour,
Dugas,
Duplessis,
Duval,
Élie,
Farand,
Fillion (Lac-St-Jean),
Frigon,
Gagnon (Frontenac),
Gagnon (Kamouraska),
Gaudet,

Gauthier,
Godbout,
Laferté,
Lamoureux,
Lapierre,
Lapointe,
Lortie,
McDonald,
Messier,
Moreau (Roberval),
Moreault (Rimouski),
Morel,
Paquet,
Perrault,
Piché,
Sabourin,
Saintonge,
Sauvé,
Stockwell,
Thisdel,
Turcotte.—42.

Et la motion est ainsi rejetée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 171) intitulé: "Loi modifiant l'article 1150 du Code de procédure civile".

M. Caron propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le mardi 13 février courant:

"Que, vu que le rapport majoritaire de la commission des assurances sociales recommande à la province, lorsque la chose sera possible, d'accepter comme mesure temporaire et transitoire, la mise en vigueur de la loi fédérale des Pensions de vieillesse: Cette Chambre est d'avis qu'il est possible d'instituer ce système de pensions de vieillesse dès maintenant et invite le gouvernement à présenter la législation nécessaire à la présente session."

Et le débat se continue.

L'honorable M. David propose par voie d'amendement, secondé par l'honorable M. Mercier:

Que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre:

ATTENDU qu'elle ne juge pas opportun d'accepter à titre temporaire et transitoire une loi où s'accusent maints périls, dangers et incertitudes;

ATTENDU que le Gouvernement à cause de sa position financière ne peut assumer non plus que faire assumer par les municipalités les charges extraordinaires qui découleraient de l'acceptation de la loi fédérale de Pension de Vieillesse;

ATTENDU que le Gouvernement doit caractériser aujourd'hui plus que jamais sa législation par une prévoyance et une prudence absolues;

ATTENDU qu'encouragés par des allocations substantielles du gouvernement, les hospices et les refuges de la province se transforment pour recevoir les vieux couples mariés et leur permettre de vivre en commun;

EXPRIME LE VŒU que le Gouvernement continue son encouragement au moyen d'allocations aux refuges et hospices et de la sorte reconnaisse les services rendus à la Province par nos institutions charitables et religieuses.

Et le débat se continue sur l'amendement.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Fisher, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 28) intitulé: "Loi concernant la distribution de circulaires, dans les cités et villes, pour fins d'assemblées publiques."

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Francœur, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 36) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'adoption relativement à l'inscription du jugement d'adoption au registre de l'état civil".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 107) intitulé: "Loi établissant et définissant les pouvoirs d'une corporation devant être connue sous le nom de "Syndics de l'Église de l'Ascension de Notre-Seigneur de Westmount".

Sur la motion de M. Smart, secondé par M. Duplessis, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills publics en général.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 5, intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques concernant les heures de fermeture".

Bill No 12, intitulé: "Loi modifiant la Loi des jurés relativement à leur indemnité."

Bill No 27, intitulé: "Loi modifiant la Loi des enquêtes sur les incendies."

Bill No 79, intitulé: "Loi étendant les pouvoirs de la "International Advent Christian Conference."

Bill No 96, intitulé: "Loi concernant "The Church Society of the Diocese of Quebec."

Bill No 101, intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Marcel Poulin, des cités et district de Montréal, à l'étude de la profession d'avocat, sans examen."

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 84) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 110) intitulé: "Loi concernant le testament de Louis-Jules Gaudry dit Bourbonnière".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 111) intitulé: "Loi constituant en corporation "l'Institut des Sœurs de Notre-Dame de Mont-Laurier".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

Bill No 29, intitulé: "Loi concernant les concours physiques."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 29) intitulé: "Loi concernant les concours physiques", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 114) intitulé: "Loi changeant le nom de "The Trafalgar Institute".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois, et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

*Barré,
Béique,
Duplessis,
Élie,
Gault,*

*Guertin,
Lafleur,
Power,
Sauvé.—9.*

CONTRE

Messieurs :

*Arcand,
Authier,
Bachand,
Bastien,
Bélanger,
Caron,
Charbonneau,
David,
Dugas,
Duval,
Fauteux,
Filion (Laval),
Fillion (Lac-St-Jean),
Fortier,
Francœur (Montréal-Dorion),
Frigon,
Gagnon (Frontenac),
Gaudet,
Gauthier,
Giguère,
Godbout,*

*Laferté,
Lahaie,
Lapierre,
Lapointe,
McDonald,
Mercier,
Moreau (Roberval),
Morel,
Paquet,
Perrault,
Phaneuf,
Piché,
Rhéaume,
Sabourin,
Saintonge,
Samson,
Stockwell,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Turcotte.—42.*

La motion est, en conséquence, rejetée.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Stockwell propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la motion étant mise en délibération, un débat s'élève.

Sur la motion de M. Gauthier, secondé par M. Paquet, il est—
Ordonné que le débat soit ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 15 FÉVRIER 1934

Prière.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 95.—Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.

Bill 109.—Loi modifiant la charte de la ville de Hampstead.

Bill 84.—Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 76.—Loi modifiant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec.

Bill 94.—Loi concernant la succession de feu Charles Colmore Grant, Baron de Longueuil.

Et avec amendements:

Bill 90.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

M. l'Orateur rend la décision qu'il a réservée le 9 février au sujet des bills 158 et 159.

Le vendredi, 9 février 1934, l'ordre du jour numéro 32, seconde lecture du bill numéro 158, "Loi modifiant la loi 16 George V, chapitre 55, imposant une taxe d'hôpital" étant appelé, l'honorable monsieur Taschereau opine que cette procédure est hors d'ordre et que ce bill devrait être mis de côté parce qu'il n'est pas conforme aux règlements de la Chambre, attendu que d'après les articles 447, 670 et 671, de ces règlements, il aurait dû être précédé d'une résolution ayant le même objet et recommandée par le Lieutenant-Gouverneur, passée en comité plénier et agréée par la Chambre.

Un débat s'ensuit auquel prennent part l'honorable monsieur Taschereau et monsieur Duplessis.

Au cours de ce débat, l'honorable monsieur Taschereau fait les mêmes objections contre le bill numéro 159, "Loi relative au fonds de l'Assistance Publique."

Les articles 670 et 671 se lisent comme suit:—

"Article 670.—Aucune proposition portant affectation de deniers publics ou imposition de charges nouvelles ou additionnelles sur le peuple ne peut être votée à moins que le lieutenant-gouverneur n'en ait recommandé l'objet pendant la session en cours."

"Article 671.—Toute proposition portant affectation de deniers publics ou imposition de charges nouvelles ou additionnelles sur le peuple doit être votée en premier lieu en comité plénier."

L'article 447 concerne plus spécialement les bills publics et se lit comme suit :

"Article 447.—Quand un bill public a pour objet principal "l'exécution de quelques travaux publics, l'allocation de quelque "subvention en argent, l'imposition de quelque charge nouvelle ou "additionnelle sur les revenus publics ou sur le peuple, la remise "totale ou partielle de quelque somme due à la couronne, la conces- "sion de quelques biens appartenant à la couronne, ou l'autorisation "de consentir quelque emprunt ou obligation engageant le crédit "de la province, il ne peut être présenté qu'après qu'une résolution "ayant le même objet a été recommandé par le lieutenant-gouver- "neur, prise en comité plénier et agréée par la Chambre."

Cet article est suivi de la note suivante :

"1. Sont sujets aux dispositions de l'article 447:—

"b. Les bills autorisant quelque dépense à même les fonds de la "province;

"c. Les bills autorisant le paiement de droits, etc., si ces droits "doivent être versés au Trésor de la Province;

"d. Les bills dont les dispositions impliquent ou entraînent le "paiement de quelque somme à même les fonds de la Province;"

L'objet du bill numéro 159 est d'abolir un fonds spécial alimenté par des revenus spéciaux pour le bénéfice d'une classe particulière de citoyens et de faire entrer les revenus alimentant cette caisse particulière dans le fonds consolidé du revenu de la Province; ces revenus deviennent essentiellement des deniers publics et le bill 159, par la dernière phrase du deuxième article "quittes à être employés par l'Assistance Publique et pour subvenir au maintien des institutions d'Assistance Publique," constitue à mon sens une affectation de deniers publics.

Il en est ainsi de l'article 3, du bill 158 dont le deuxième paragraphe se lit comme suit:—

"5. Le produit de cette taxe doit être employé entièrement pour "l'Assistance Publique et le maintien des institutions d'Assistance "Publique."

Ces deux bills se complètent l'un par l'autre et en les considérant conjointement, il est clair que leur objet est de constituer une affectation de deniers publics tirés du fonds consolidé de la Province pour une fin spéciale, celle de l'Assistance Publique.

C'est pourquoi, dans mon opinion, l'objection faite par l'honorable monsieur Taschereau à l'effet que ces deux bills ne sont pas conformes aux règlements de la Chambre, est bien fondée. Il n'est cependant pas en mon pouvoir de mettre de côté, à ce stage de la procédure, les bills numéros 158 et 159.

L'article numéro 449 des règlements de la Chambre laisse à la Chambre elle-même le soin d'en ordonner le retrait. Cet article se lit comme suit:—

"Article 449.—Quand un bill public qui a été présenté n'est pas "conforme à l'ordre d'autorisation et aux règlements, la chambre en "ordonne le retrait."

Cet article est suivi dans notre codification du règlement annoté, de l'observation suivante:—

“2. Une fois présenté, le bill ne peut être mis de côté par l'Orateur”;

Cette note réfère elle-même à l'article 438 du règlement qui se lit comme suit:—

“Article 438.—Une fois présentés, les bills ne peuvent être “modifiés ou retirés qu'avec l'autorisation de la Chambre.”

Pour faire disparaître ces bills de l'ordre du jour, la procédure serait d'obtenir la révocation des ordres décrétant leur seconde lecture et d'adopter ensuite une motion en demandant le retrait.

Question par M. Duplessis.—Depuis le 1er janvier 1921, inclusivement, jusqu'au 1er janvier 1934:

1. Combien de règlements municipaux au sujet des emprunts municipaux ont été autorisés ou approuvés par le ministère des Affaires Municipales de cette province?

2. Combien de ces règlements se rapportaient à des contributions des corporations municipales de cette province, relativement à la construction ou à l'agrandissement:

a. Des hôpitaux, hospices ou orphelinats, situés dans cette province, qui ont été ou qui sont subventionnés par la province;

b. Des asiles d'aliénés, écoles d'industrie, écoles de réforme, situés dans cette province, qui ont été ou qui sont subventionnés par la province?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Du 1er juillet 1920 au 1er janvier 1934: 1,898.

2. a. 9; b. 1.

Question par M. Duplessis.—Relativement à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulée: “Loi modifiant la Loi de la Voirie”:

1. Depuis le 4 avril 1929, inclusivement, jusqu'au 1er janvier 1934, combien la province a-t-elle dépensé?

2. Combien la province a-t-elle dépensé depuis le 15 avril 1932, inclusivement, jusqu'au 1er décembre 1933?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. \$12,424,258.64.

2. \$3,806,347.85.

Question par M. Élie.—Durant l'année fiscale commençant le 1er juillet 1932 et finissant le 30 juin 1933:

a. Combien de primes de défrichement;

b. Combien de primes de labour;

ont été accordés dans chacun des comtés de la province?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

Primes payées du 1er juillet 1932 au 30 juin 1933.—

<i>Comtés.</i>	<i>Abatis:</i>	<i>Labour:</i>
Abitibi.....	\$ 93,329.50	\$ 50,787.00
Argenteuil.....	260.00	24.00
Arthabaska.....	1,557.00	699.00
Beauce.....	3,638.55	1,866.00
Bellechasse.....	452.00	76.50
Berthier.....	284.00	282.00
Bonaventure.....	17,947.50	5,701.50
Charlevoix.....	5,605.00	3,880.00
Chicoutimi.....	52,059.16	15,332.50
Compton.....	634.00	61.50
Dorchester.....	2,775.00	420.00
Drummond.....	808.00	118.00
Frontenac.....	6,886.00	1,103.00
Gaspé-Nord.....	3,393.50	1,092.00
Gaspé-Sud.....	9,124.00	4,508.00
Gatineau.....	2,653.50	1,100.30
Kamouraska.....	2,552.50	544.50
Labelle.....	18,023.50	5,999.50
Lac-St-Jean.....	14,127.00	6,927.00
Laviolette.....	2,490.00	1,638.00
L'Islet.....	1,611.50	256.50
Lotbinière.....	23,598.50	10,637.00
Maskinongé.....	48.00	.....
Matane.....	7,483.00	2,103.00
Matapédia.....	35,636.90	17,079.60
Mégantic.....	3,049.00	1,648.50
Montcalm.....	2,457.00	961.50
Montmagny.....	2,937.00	399.00
Nicolet.....	408.00	204.00
Papineau.....	1,552.50	361.50
Pontiac.....	1,484.00	742.00
Portneuf.....	152.00	60.00
Richmond.....	307.00	180.00
Rimouski.....	19,668.75	6,884.00
Rivière-du-Loup.....	5,392.00	976.00
Roberval.....	86,429.04	40,266.50
St-Maurice.....	.....	24.00
Sherbrooke.....	3,381.00	758.00
Saguenay.....	10,936.50	5,048.50
Témiscamingue.....	15,066.70	6,507.00
Témiscouata.....	28,199.00	6,661.00
Terrebonne.....	568.00	120.00
Wolfe.....	2,623.50	373.50
Total.....	\$ 491,588.60	\$ 204,411.40

Question par M. Fisher.—Du 1er janvier 1933 au 31 décembre inclusivement, quels revenus provenant de la Loi des véhicules moteurs le gouvernement a-t-il perçus: d'après chacun des six comptes des "livres de comptes, à la branche du revenu de département du Trésor", mentionnés dans la réponse consignée aux Journaux de l'Assemblée législative du 1er février 1934?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1er compte:—Honoraires d'enregistrement, honoraires de licences des conducteurs et chauffeurs, licences de gages, honoraires de transports: \$5,037,247.75;

2ème compte:—Taxe par mille sur certains véhicules publics: \$22,947.13.

3ème compte:—Double des certificats: \$1,669.63;

4ième compte:—Amendes: \$28,736.42;

5ième compte:—Prix des copies de la liste officielle des noms des propriétaires: \$500.50;

6ième compte:—Honoraires de licences des machinistes des véhicules-automobiles: \$3.00.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Dillon, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 40) intitulé: "Loi modifiant la Loi des employés publics relativement au cautionnement de ceux qui sont salariés par le gouvernement."

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné le mercredi 14 février courant sur l'amendement de l'honorable M. David à la motion de M. Guertin proposant:

"Que, vu que le rapport majoritaire de la commission des assurances sociales recommande à la province, lorsque la chose sera possible, d'accepter comme mesure temporaire et transitoire, la mise en vigueur de la loi fédérale des Pensions de vieillesse: Cette Chambre est d'avis qu'il est possible d'instituer ce système de pensions de vieillesse dès maintenant et invite le gouvernement à présenter la législation nécessaire à la présente session."

Lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre:

ATTENDU qu'elle ne juge pas opportun d'accepter à titre temporaire et transitoire une loi où s'accusent maints périls, dangers et incertitudes;

ATTENDU que le Gouvernement à cause de sa position financière ne peut assumer non plus que faire assumer par les municipalités les charges extraordinaires qui découleraient de l'acceptation de la loi fédérale de Pension de Vieillesse;

ATTENDU que le Gouvernement doit caractériser aujourd'hui plus que jamais sa législation par une prévoyance et une prudence absolues;

ATTENDU qu'encouragés par des allocations substantielles du gouvernement, les hospices et les refuges de la province se transforment pour recevoir les vieux couples mariés et leur permettre de vivre en commun;

EXPRIME LE VŒU que le Gouvernement continue son encouragement au moyen d'allocations aux refuges et hospices et de la sorte reconnaisse les services rendus à la Province par nos institutions charitables et religieuses.

Et le débat se continue.

M. Sauvé propose en sous-amendement, secondé par M. Béïque:

Que tous les mots après les mots "CETTE CHAMBRE", dans l'amendement en discussion, soient remplacés par les suivants:

"Attendu que les institutions charitables et religieuses rendent à notre population des services inappréciables et indispensables;

"Attendu que le régime qui fonctionne chez nous ne suffit cependant pas à résoudre entièrement le problème de la protection à accorder aux vieillards indigents;

"Attendu que, par suite du retard du Gouvernement à accepter, même transitoirement, la mise en vigueur chez nous de la loi fédérale des pensions de vieillesse, notre population se trouve à contribuer largement à un système dont elle se bénéficie aucunement;

"EXPRIME L'AVIS:

"1° Que le Gouvernement de Québec doit aider généreusement aux institutions de charité et de bienfaisance, en cette province, et payer régulièrement les subsides et octrois promis afin de leur permettre de poursuivre l'œuvre d'assistance qu'elles accomplissent depuis longtemps chez nous, particulièrement en faveur des vieillards indigents;

"2° Que le Gouvernement de Québec a en outre le devoir de se prévaloir, sans plus de retard, et ce sans mettre les municipalités à contribution, des avantages que la loi fédérale des pensions de vieillesse, votée en 1927 sur l'initiative du gouvernement King, présente maintenant, depuis que le gouvernement Bennett l'a fait modifier en 1931, de façon à la rendre de moitié moins onéreuse pour la province.

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Béïque,
Duplessis,
Élie,
Fisher,*

*Lafleur,
Sauvé,
Smart.—7.*

CONTRE

Messieurs :

<i>Authier,</i>	<i>Gaudet,</i>
<i>Bachand,</i>	<i>Gauthier,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Giguère,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Guertin,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Laferté,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Lahaie,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lamoureux,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Lapointe,</i>
<i>Chouinard,</i>	<i>Lortie,</i>
<i>Cohen,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Côté (Bonaventure),</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Côté (Gaspé-Nord),</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Crête,</i>	<i>Moreault (Rimouski),</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>David,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Delisle,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Dillon,</i>	<i>Power,</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Samson,</i>
<i>Duval,</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Fillion (Lac-St-Jean),</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Francaeur (Lotbinière),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Francaeur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	<i>Turcotte.—55.</i>
<i>Gagnon (Kamouraska),</i>	

Le sous-amendement est ainsi rejeté.

Et le débat se continue.

M. Barré propose en sous-amendement, secondé par M. Plante :

Que tous les mots après les mots "CETTE CHAMBRE", dans l'amendement en discussion, soient remplacés par les suivants :

"Attendu que les institutions charitables et religieuses rendent à notre population des services inappréciables et indispensables ;

"Attendu que le régime qui fonctionne chez nous ne suffit cependant pas à résoudre entièrement le problème de la protection à accorder aux vieillards indigents ;

"Attendu que, par suite du retard du Gouvernement à accepter, même transitoirement, la mise en vigueur chez nous de la loi fédérale des pensions de vieillesse, notre population se trouve à contribuer largement à un système dont elle ne bénéficie aucunement ;

"EXPRIME L'AVIS :

"1° Que le Gouvernement de Québec doit aider généreusement aux institutions de charité et de bienfaisance, en cette province, et payer

régulièrement les subsides et octrois promis afin de leur permettre de poursuivre l'œuvre d'assistance qu'elles accomplissent depuis longtemps chez nous, particulièrement en faveur des vieillards indigents;

“2° Que le Gouvernement de Québec a en outre le devoir de se prévaloir sans plus de retard des avantages de la loi fédérale des pensions de vieillesse.”

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

*Barré,
Béique,
Duplessis,
Élie,
Fisher,*

*Guertin,
Lafleur,
Sauvé,
Smart.—9.*

CONTRE

Messieurs :

*Authier,
Bachand,
Bélanger,
Bercovitch,
Bergeron,
Caron,
Casgrain,
Charbonneau,
Chouinard,
Cohen,
Côté (Bonaventure),
Côté (Gaspé-Nord),
Crête,
Dansereau,
David,
Delisle,
Desmarais,
Dillon,
Duffy,
Dufour,
Dugas,
Duval,
Fillion (Lac-St-Jean),
Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),
Gagnon (Frontenac),
Gagnon (Kamouraska),*

*Gaudet,
Gauthier,
Giguère,
Godbout,
Laferté,
Lahaie,
Lamoureux,
Lapointe,
Lortie,
McDonald,
Mercier,
Moreau (Roberval),
Moreault (Rimouski),
Paquet,
Perrault,
Piché,
Plante,
Power,
Sabourin,
Saintonge,
Samson,
Saurette,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Turcotte.—53.*

Le sous-amendement est ainsi rejeté.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

<i>Authier,</i>	<i>Gaudet,</i>
<i>Bachand,</i>	<i>Gauthier,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Giguère,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Laferté,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Lahaie,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lamoureux,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Lapointe,</i>
<i>Chouinard,</i>	<i>Lortie,</i>
<i>Cohen,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Côté (Bonaventure),</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Côté (Gaspé-Nord),</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Crête,</i>	<i>Moreault (Rimouski),</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>David,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Delisle,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Dillon,</i>	<i>Power,</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Samson,</i>
<i>Duval,</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Fillion (Lac-St-Jean),</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Francaeur (Lotbinière),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Francaeur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	<i>Turcotte.—53.</i>
<i>Gagnon (Kamouraska),</i>	

CONTRE

Messieurs :

<i>Barré,</i>	<i>Guertin,</i>
<i>Béïque,</i>	<i>Laflleur,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Smart.—9.</i>
<i>Fisher,</i>	

L'amendement est ainsi adopté.

Et la motion principale telle qu'amendée étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

<i>Authier,</i>	<i>Gaudet,</i>
<i>Bachand,</i>	<i>Gauthier,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Giguère,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Laferté,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Lahaie,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lamoureux,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Lapointe,</i>
<i>Chouinard,</i>	<i>Lortie,</i>
<i>Cohen,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Côté (Bonaventure),</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Côté (Gaspé-Nord),</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Crête,</i>	<i>Moreault (Rimouski),</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>David,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Delisle,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Dillon,</i>	<i>Power,</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Samson,</i>
<i>Duval,</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Fillion (Lac-St-Jean),</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Francaeur (Lotbinière),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Francaeur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	<i>Turcotte.—53.</i>
<i>Gagnon (Kamouraska),</i>	

CONTRE

Messieurs :

<i>Barré,</i>	<i>Guertin,</i>
<i>Béïque,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Smart.—9.</i>
<i>Fisher,</i>	

La motion principale, telle qu'amendée, est ainsi adoptée.

Question par M. Élie.—A combien s'élève la publicité payée ou due au Journal d'Agriculture par la Coopérative Fédérée de Québec ou par le Trésor de la province pour la Coopérative Fédérée de Québec durant : *a.* juillet 1933; *b.* août 1933; *c.* septembre 1933; *d.* octobre 1933; *e.* novembre 1933; *f.* décembre 1933 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

a. *b.* *c.* *d.* et *e.* \$250.00 chaque mois; *f.* Rien.

Question par M. Élie.—1. Combien le gouvernement a-t-il dépensé pour les fermes de démonstration pendant les six premiers mois de l'exercice en cours ?

2. Combien pour champs de démonstration de toutes sortes ?

3. Combien pour l'industrie des conserves alimentaires ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. \$4,283.41.

2. \$4,578.15.

3. Rien.

Question par M. Lafleur.—Quel est le montant provenant des ventes de la Commission des Liqueurs de Québec; *a.* Du 1er mai 1932 au 30 avril 1933 inclusivement; *b.* Du 1er mai 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement ?

2. Quel montant la Commission des Liqueurs a-t-elle perçu des brasseries pour licences, permis, etc.; *a.* Du 1er mai 1932 au 30 avril 1933 inclusivement; *b.* Du 1er mai 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement ?

3. Quel montant ont rapporté les licences de tavernes, d'hôtels, de restaurants, de clubs, etc.; *a.* Du 1er mai 1932 au 30 avril 1933 inclusivement; *b.* Du 1er mai 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement ?

4. Quel est le montant des amendes perçues en vertu de la loi des liqueurs; *a.* Du 1er mai 1932 au 30 avril 1933 inclusivement; *b.* Du 1er mai 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement ?

5. Quel montant ont rapporté les saisies en vertu de la loi des liqueurs; *a.* Du 1er mai 1932 au 30 avril 1933 inclusivement; *b.* Du 1er mai 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell :

1. *a.* \$12,702,927.96; *b.* \$8,138,482.71.

2. *a.* 46,025.00; *b.* 41,000.00.

3. *a.* 949,932.61; *b.* 876,530.87.

4. *a.* 50,251.22; *b.* 35,074.40.

5. *a.* 11,633.33; *b.* 8,613.84.

Question par M. Lafleur.—1. Quel est le montant provenant des ventes de la Commission des Liqueurs de Québec dans la cité de Montréal; *a.* Du 1er mai 1932 au 30 avril 1933 inclusivement; *b.* Du 1er mai 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement ?

2. Quel montant la Commission des Liqueurs a-t-elle perçu des brasseries pour licences, permis, etc., dans la cité de Montréal; *a.* Du 1er

mai 1932 au 30 avril 1933 inclusivement; b. Du 1er mai 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement?

3. Quel montant ont rapporté les licences de tavernes, d'hôtels, de restaurants, de clubs, etc., dans la cité de Montréal: a. Du 1er mai 1932 au 30 avril 1933 inclusivement; b. Du 1er mai 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement?

4. Quel est le montant des amendes perçues en vertu de la loi des liqueurs dans la cité de Montréal: a. Du 1er mai 1932 au 30 avril 1933 inclusivement; b. Du 1er mai 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement?

5. Quel montant ont rapporté les saisies en vertu de la loi des liqueurs dans la cité de Montréal: a. Du 1er mai 1932 au 30 avril 1933 inclusivement; b. Du 1er mai 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

- | | | | |
|-------|-----------------|----|-----------------|
| 1. a. | \$7,495,325.45; | b. | \$4,645,550.61. |
| 2. a. | 15,000.00; | b. | 15,000.00. |
| 3. a. | 599,121.72; | b. | 535,237.17. |
| 4. a. | 19,902.87; | b. | 13,672.30. |
| 5. a. | 5,053.30; | b. | 3,301.17. |

L'honorable M. David dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 23 janvier 1934 pour copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1er avril 1927, inclusivement, et se rapportant à la loi concernant la vente des produits agricoles, 17 Geo. V, chap. 24. (*Document de la session No 47.*)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 23 janvier 1934 pour copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 4 mars 1930, jusqu'au 10 janvier 1934, et se rapportant à l'article 2, chapitre 7, 20 Geo. V. (*Document de la session No 48.*)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 23 janvier 1934 pour copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 4 avril 1930, inclusivement, et se rapportant à la somme de sept cent cinquante mille dollars relative à la Société Coopérative Fédérée des agriculteurs de la province de Québec, et prévue à l'article 3, chapitre 7, 20 Geo. V. (*Document de la session No 49.*)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 13 février 1934 pour copie de tous ordres-en-conseil, correspondance, rapports et autres documents relativement à un emprunt temporaire de la cité de Hull au montant de \$42,000.00 autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil, le ou vers le 1er septembre 1931. (*Document de la session No 50.*)

Question par M. Béique.—Depuis le 3 avril 1912, à combien s'élève le total des contributions des municipalités de cette province, à quelque titre que ce soit, en vertu de la Loi des bons chemins ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:
\$10,462,185.51.

Question par M. Béique.—Depuis le 3 avril 1912, à combien s'élève le total des contributions des municipalités de chacun des comtés de cette province, à quelque titre que ce soit, en vertu de la Loi des bons chemins ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

Abitibi, \$5,877.98; Argenteuil, \$169,673.30; Arthabaska, \$101,695.-94; Bagot, \$122,809.39; Beauce, \$141,293.95; Beauharnois, \$248,594.41; Bellechasse, \$40,282.87; Berthier, \$141,762.21; Bonaventure, \$28,231.88; Brome, \$102,098.86; Chambly, \$476,588.62; Champlain, \$100,839.01; Charlevoix-Saguenay, \$165,041.21; Châteauguay, \$387,021.74; Chicoutimi, \$353,176.28; Compton, \$181,026.33; Deux-Montagnes, \$303,844.28; Dorchester, \$71,096.90; Drummond, \$77,758.61; Frontenac, \$160,076.59; Gaspé, \$12,808.07; Gatineau, \$208,841.68; Hochelaga, \$1,631.60; Hull, \$47,063.31; Huntingdon, \$420,332.92; Iberville, \$100,358.13; Iles-Madeleine, \$1,321.77; Joliette, \$90,245.36; Kamouraska, \$65,033.82; Jacques-Cartier, \$211,118.66; Labelle, \$94,480.61; Lac-St-Jean, \$120,313.71; L'Assomption, \$120,798.57; Laval, \$651,055.54; Laviolette, \$76,377.07; Lévis, \$132,950.53; L'Islet, \$58,469.49; Lotbinière, \$154,708.63; Maskinongé, \$38,414.55; Matane, \$5,348.16; Matapédia, \$40,887.11; Mégantic, \$150,477.96; Missisquoi, \$143,581.64; Montcalm, \$86,836.34; Montmagny, \$57,827.08; Montmorency, \$140,537.36; Napierville-Laprairie, \$329,845.55; Nicolet, \$122,045.35; Papineau, \$123,097.13; Pontiac, \$105,250.82; Portneuf, \$272,158.19; Québec, \$299,411.46; Richelieu, \$52,400.21; Richmond, \$154,206.10; Rimouski, \$25,155.28; Rivière-du-Loup, \$81,148.94; Roberval, \$216,323.51; Rouville, \$220,133.44; Shefford, \$116,359.41; Sherbrooke, \$58,006.55; Soulanges, \$77,898.55; Stanstead, \$130,153.18; St-Hyacinthe, \$54,944.40; St-Jean, \$112,997.19; St-Maurice, \$109,542.13; Témiscamingue, \$11,239.76; Témiscouata, \$29,855.52; Terrebonne, \$344,552.99; Trois-Rivières, \$16,710.28; Vaudreuil, \$292,071.35; Verchères, \$275,416.42; Wolfe, \$117,531.43; Yamaska, \$103,120.34.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le mercredi le 14 février courant: que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération le bill 86.—Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Et la motion "que cette Chambre se forme immédiatement en comité plénier" est soumise à la Chambre qui l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 93) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Hôpital Notre-Dame, à Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 103) intitulé: "Loi refondant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 26) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la prévention des incendies".

L'honorable M. Francœur propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le mercredi 14 février courant: que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme en comité des subsides).

Et le débat se continue.

M. Sauvé propose, secondé par M. Élie:

Que tous les mots après "que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:—

"Attendu que nos ressources forestières constituent une partie très importante de notre patrimoine national;

"Attendu que nos forêts doivent être exploitées pour le bénéfice de notre population, et qu'il est intolérable que nos forêts servent à exploiter notre population;

"Attendu que le gouvernement a accordé une réduction considérable des droits de coupe et de la rente foncière, laquelle réduction se chiffre à plusieurs millions de dollars dont le Trésor de la Province est en conséquence privé;

“Attendu qu’il est d’élémentaire justice que nos bûcherons, en cette province, reçoivent un traitement et un salaire raisonnables;

“Attendu qu’une saine exploitation de nos forêts intéresse au plus haut point la classe ouvrière ainsi que les cultivateurs et les colons;

“Attendu que pendant la saison des chantiers sur le point de se terminer, un très grand nombre de bûcherons ont été injustement traités;

“Attendu qu’il est urgent de réprimer ces abus et de réparer ces injustices;

“CETTE CHAMBRE recommande au Gouvernement d’adopter, sans plus de retard, les mesures nécessaires pour faire réparer les injustices dont les bûcherons ont été les victimes en cette province et pour leur assurer un salaire raisonnable pour le travail accompli, au moins quant à ce qui concerne la saison des chantiers 1933-1934”.

L’honorable M. Taschereau objecte que l’amendement est irrégulier parce qu’il se rattache à une affaire inscrite au feuillet et contrevient ainsi à l’article 322 du règlement.

M. l’Orateur réserve sa décision.

Ordonné que le débat soit ajourné.

Sur la motion de l’honorable M. Taschereau, secondé par l’honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s’ajournera, aujourd’hui, elle soit ajournée à demain, à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s’ajourne.

VENDREDI 16 FÉVRIER 1934

Onze heures du matin.

Le greffier informe la Chambre que M. l’Orateur est absent et M. l’Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

Sur la motion de M. Fortier, secondé par M. Francœur (Montréal-Dorion), il est—

Ordonné que M. Fortier ait la permission de présenter un bill (No 172) intitulé: “Loi concernant la validation d’un règlement de la cité de Sherbrooke”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Élie.—Quel montant a été payé ou accordé par la province à la Coopérative Fédérée de Québec, directement ou indirectement, comme octrois, pour propagande publicité, etc., à quelque titre que ce soit: *a.* durant l'année fiscale commençant le 1er juillet 1932 et finissant le 30 juin 1933; *b.* depuis l'organisation de la Coopérative Fédérée de Québec à date?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

a. \$122,556.72; *b.* \$1,074,367.36.

Question par M. Guertin.—Quelles sont les sommes dues à date à la cité de Montréal pour: *a.* secours directs; *b.* travaux de chômage; pour chacun des mois de mai à décembre 1933, les deux inclusivement.

Réponse par l'honorable M. Francœur:

	<i>1933</i>	<i>a.</i>	<i>b.</i>
Mai:		Les réclamations approuvées par les deux gouvernements ont été payées.	Aucune réclamation.
Juin:		Les réclamations n'ont pas été approuvées par les autorités fédérales.	“ “
Juillet:		Aucune somme due; l'audition des réclamations n'étant pas terminée, elles n'ont pas été transmises aux autorités fédérales.	Aucune somme due, l'audition des réclamations n'étant pas terminée, elles n'ont pas été transmises aux autorités fédérales.
Août:		“ “ “	“ “ “
Septembre:		“ “ “	“ “ “
Octobre:		Aucune réclamation.	“ “ “
Novembre:		“ “ “	“ “ “
Décembre:		“ “ “	“ “ “

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 76) intitulé: “Loi modifiant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion “que le bill soit maintenant lu une troisième fois” est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 94) intitulé: “Loi concernant la succession de feu Charles Colmore Grant, baron de Longueuil”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 109) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Hampstead".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 84) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 158) intitulé: "Loi modifiant la loi 16 George V, chapitre 55, imposant une taxe d'hôpital".

L'honorable M. Taschereau propose, secondé par l'honorable M. Mercier, que l'ordre soit révoqué.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

L'ordre est, en conséquence, révoqué.

L'honorable M. Taschereau propose, secondé par l'honorable M. Mercier:

Que le bill soit retiré.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, retiré.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 159) intitulé: "Loi relative au fonds de l'assistance publique".

L'honorable M. Taschereau propose, secondé par l'honorable M. Mercier, que l'ordre soit révoqué.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

L'ordre est, en conséquence, révoqué.

L'honorable M. Taschereau propose, secondé par l'honorable M. Mercier:

Que le bill soit retiré.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.
Le bill est, en conséquence, retiré et mis de côté.

Question par M. Élie.—Depuis le 1er juillet 1933 au 31 janvier 1934 inclusivement, quelle somme globale de salaire a été payée aux gardiens ou préposés à la perception des taux de péage pour chacun des six ponts de péage appartenant à la province:

a. Pendant la période où le gouvernement entretient les chemins d'hiver pour la circulation des véhicules-moteurs;

b. Avant cette période?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

	a.	b.
Pont Taschereau	\$833.34	\$3,541.66
Pont Galipeault	833.34	3,541.66

Ces deux ponts sont les seuls dont les chemins d'hiver sont entretenus pour la circulation des véhicules-moteurs.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 20 FÉVRIER 1934

Prière.

Sur la motion de M. Fortin, secondé par M. Casgrain, il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Joseph-Henri Desrochers, M.D., demandant l'adoption d'une "Loi autorisant le changement d'un des co-exécuteurs testamentaires à la succession de feu Dame Marie-Blanche Rolland, épouse de Joseph-Henri Desrochers, M.D.," et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

La dite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le dixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 107.—Loi établissant et définissant les pouvoirs d'une corporation devant être connue sous le nom de "Syndics de l'église de l'Ascension de Notre-Seigneur de Westmount."

Bill 168.—Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à la vente en bloc de certains immeubles.”

Bill 171.—Loi modifiant l'article 1150 du Code de procédure civile. Le bill suivant est rapporté à la Chambre:

Bill 157.—Loi modifiant l'article 716 du Code de procédure civile.

M. Cohen, du comité des bills privés en général présent le dixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 113.—Loi refondant la charte de la ville de Montréal-Est.

Bill 80.—Loi modifiant la charte de la cité de Hull.

Bill 106.—Loi concernant les coiffeurs pour dames de la province de Québec.

Sur la motion de M. Dugas, secondé par M. Casgrain, il est—

Ordonné que M. Dugas ait la permission de présenter un bill (No (173) intitulé: “Loi modifiant la Loi de l'instruction publique concernant les ventes d'immeubles pour taxes”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 57) intitulé: “Loi relative aux taux d'électricité”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 61) intitulé: “Loi modifiant la Loi de la police et du bon ordre relativement à la prévention et à la répression d'infractions à des lois particulières”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 62) intitulé: “Loi modifiant la Loi du département du procureur général relativement à la direction des poursuites pour infractions à des lois particulières”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Lafleur, il est—

Ordonné que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill

(No 174) intitulé: "Loi relative à l'émission de bons, obligations et débentures".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Fauteux, secondé par M. Bastien, il est—

Ordonné que M. Fauteux ait la permission de présenter un bill

(No 175) intitulé: "Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur rend la décision suivante au sujet de l'amendement proposé par M. Sauvé le 16 de ce mois à la motion: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour se former en comité des subsides:

Le point d'ordre soulevé par l'honorable Monsieur Taschereau au sujet de la motion proposée par monsieur Sauvé ayant trait au traitement des bûcherons de la Province, m'ayant été référé pour étude et décision, j'en suis venu à la conclusion suivante:

L'honorable monsieur Taschereau s'est objecté à l'amendement en déclarant qu'il était en contravention à l'article 322 du règlement de cette Chambre vu qu'il se rattache à une affaire inscrite au feuilletton. Cette affaire inscrite au feuilletton est la "loi relative aux opérations forestières et aux bûcherons". La question est de savoir si l'amendement se rattache à cette affaire.

L'amendement a trait à la condition faite dans les chantiers aux bûcherons de la Province qui seraient l'objet de mauvais traitements et qui reçoivent un salaire injuste et il recommande au gouvernement d'adopter les mesures nécessaires pour faire réparer ces injustices et assurer un salaire raisonnable pour le travail accompli, au moins quant à ce qui concerne la saison des chantiers 1933-34.

En examinant le bill numéro 44, "loi relative aux opérations forestières et aux bûcherons" qui est l'affaire inscrite au feuilletton, on trouve que ce bill est précisément une mesure pour remédier à la mauvaise situation faite aux bûcherons dans la Province. L'objet de ce bill est de créer une commission qui aura pouvoir de faire enquête sur les griefs contenus dans l'amendement Sauvé et cette loi donne un recours spécial aux bûcherons dans les cas où leurs gages ou leurs salaires sont inférieurs à ceux prévus dans les détails concernant les opérations forestières qui doivent être soumis à la dite commission. L'amendement concerne non seulement des faits passés mais aussi des faits futurs puisque la saison 1933-34 qui y est mentionnée n'est pas encore terminée. C'est pourquoi je suis d'opinion que l'amendement se rattache à une affaire inscrite au feuilletton.

Je maintiens donc l'objection de l'honorable Premier Ministre et je déclare l'amendement Sauvé hors d'ordre.

L'honorable M. Taschereau dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 30 janvier, 1934, pour: copies authentiques de tous documents et de toute correspondance échangés, depuis le 1er février 1933, inclusivement, entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou aucun de ses employés, et toutes personnes, corporations ou compagnies, et se rapportant aux octrois promis et impayés par le gouvernement de cette province et payables à même le fonds de l'Assistance Publique.

(Document de la session No 51.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 16 janvier, 1934, pour: copies authentiques de tous rapports au lieutenant-gouverneur en Conseil, en vertu de l'article 9, du chapitre 21 des Statuts refondus de Québec, 1925, depuis le 19 février 1933, inclusivement, jusqu'au 10 janvier 1934.

(Document de la session No 52.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 16 janvier, 1934, pour: copies authentiques de tous rapports, faits par l'Auditeur de la province, en vertu de l'article 8, chapitre 21 des Statuts refondus de Québec, 1925, depuis le 19 février 1933 inclusivement, jusqu'au 10 janvier 1934.

(Document de la session No 53.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 16 janvier, 1934 pour: copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province relativement aux mandats spéciaux émis depuis le 10 janvier 1933, inclusivement, jusqu'au 10 janvier 1934, inclusivement.

(Document de la session No 54.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 23 janvier, 1934 pour: copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1er février 1931, et se rapportant à l'article 72 du chapitre 100, 21 Geo. V, intitulé: Loi des Accidents du Travail, 1931.

(Document de la session No 55.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 23 janvier, 1934 pour: copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 30 mars 1931 et se rapportant à la contribution annuelle n'excédant pas \$100,000 prévue par l'article 72 du chap. 100, 21 Geo. V.

(Document de la session No 56.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 16 janvier, 1934 pour: copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 15 janvier 1933 inclusivement au 10 janvier 1934 inclusivement, et se rapportant au chapitre 26, Statuts de Québec, 21 Geo, V

(Document de la session No 57)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 16 janvier, 1934 pour: copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1er février 1933, inclusive-

ment jusqu'au 10 janvier 1934, inclusivement, et se rapportant aux emprunts temporaires contractés par la province

(*Document de la session No 58*)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 13 février, 1934 pour: copie authentique de l'ordre-en-conseil, adopté par le gouvernement de cette province, en date du 8 janvier 1934, portant le numéro 55, et se rapportant à la collection des Beaux-Arts, de même que copies authentiques de tous comptes et de tous rapports relativement audit ordre-en-conseil.

(*Document de la session No 59.*)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 13 février, 1934 pour: copies authentiques de tous les actes, contrats, conventions intervenus entre le gouvernement de cette province, aucun de ses ministres ou officiers et toutes personnes, compagnies ou corporations, depuis le 25 mai 1930, inclusivement, et se rapportant aux travaux exécutés ou à exécuter quant à la route Montréal-Sherbrooke, entre Magog et Granby.

(*Document de la session No 60.*)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 16 janvier, 1934 pour: copies authentiques de tous les règlements adoptés par le bureau de la Trésorerie de cette province, depuis le 19 février 1933, inclusivement, jusqu'au 10 janvier 1934. (*Document de la session No 61.*)

Sur la motion de M. Duplessis, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Un état indiquant: Quel prix a été payé par la province, relativement au fonds d'amortissement placé par la province, et concernant toutes et chacune des débetures mentionnées à l'état No 2 des Comptes Publics de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

L'honorable M. Stockwell depose sur le bureau de la Chambre. Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date de ce jour, étant un état indiquant: Quel prix a été payé par la province, relativement au fonds d'amortissement placé par la province, et concernant toutes et chacune des débetures mentionnées à l'état No 2 des Comptes Publics de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

(*Document de la session No 62.*)

Question par M. Duplessis.—Le 20 janvier 1934, à combien s'élevait le total:

- a. Des droits de coupe payables à la province et impayés ?
- b. De la rente foncière payable à la province et impayée ?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

- a. \$578,265.04.
- b. \$27,708.93.

Question par M. Élie.—Quelles sont les 21 fermes dans cette province qui ont été fermes de démonstration et qui ont cessé de l'être et dans quels paroisses et comtés était située chacune d'elles ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

MM. Ernest Auger, Lotbinière, Lotbinière; Jos.-P. Beauchemin, Verchères, Verchères; François Beaulieu, Ste-Flavie, Matane; Welly Bigué, Ste-Anne-de-la-Pérade, Champlain; Antoine Caron, Notre-Dame-du-Lac, Témiscouata; Joseph Dupaul, St-Wenceslas, Nicolet; Mme Cyrille Duquet, Ste-Claire, Dorchester; Rufus-O. Ellis, Bury, Compton; Evariste Forget, Mont-Laurier, Labelle; Delphis Groulx, Ste-Anne-des-Plaines, Terrebonne; Damien Lachapelle, St-Esprit, Montclam; Roméo Leblanc, Victoriaville, Arthabaska; Georges Lehouillier, Ham-Nord, Wolfe; Alphonse Paquet, St-Nicolas, Lévis; Ferdinand Perras, Thurso, Papineau; Henri-B. Perron, La Sarre, Abitibi; Noé Provencher, Plessisville, Mégantic; Augustin Rainville, St-Prime, Roberval; Alphonse Roy, St-Frédéric, Beauce; Ludovic Roy, Cap-Chat, Gaspé; RR. FF. des Écoles Chrétiennes, St-Jérôme, Terrebonne.

Question par M. Élie.—Relativement à la section de Contrecoeur de la route No 3, Lévis-Saint-Lambert-Dundee, qui, d'après le rapport du ministère de la voirie, 1933 (page 38), a été redressée, élargie, et gravelée en vue d'un pavage futur, sur une longueur de 8.3 milles :

1. Quelle somme la province a-t-elle dépensée de ce fait ?
2. Quelle somme le gouvernement a-t-il payée à date ?
3. Quelle somme le gouvernement a-t-il convenu de payer à chacun des propriétaires riverains en expropriations, pour terrain, déplacements de bâtisses ou autrement ?
4. Quelle somme chacun desdits propriétaires riverains avait-il reçue le 31 décembre 1933 ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

1. \$117,730.95.
2. \$73,158.11.
3. J.-Alfred Gervais, \$251.22; Harris Gervais, \$954.27; Ovila Gervais, \$184.02; Adam Bouthillette, \$271.55; Adolphe Bouthillette, \$165.35; Jos. Bonin, \$127.38; F.-X. Dansereau, \$489.94; Jos. Girard, \$663.21; Étienne Tétreault, \$209.14; Irénée Hébert, \$116.40; Jos. Berthiaume, \$179.72; Adrien Berthiaume, \$533.40; Aldéas Berthiaume, \$1,461.18; Dame Veuve Pierre Daignault, \$790.20; Armand Dansereau, \$1,494.47; Émile Dansereau, \$861.51; J.-B. Dansereau, \$226.24; Commission scolaire de Contrecoeur, \$300.00; Jos. Gervais, \$882.28; Edmond Giard, \$1,148.31; J.-B. Giard, \$415.00; Henri Lacroix, \$469.10; Donat Lavigne, \$521.15; Armand Mandeville, \$1,238.24; Jos. Piché, \$3,666.10; Wilfrid Piché, \$554.77; Ulric Piché, \$429.00; G.-Étienne Palardy, \$1,054.56; Dame Veuve Aimé Palardy, \$1,065.34; Arthur Mandeville, \$724.32; Jos. Lamoureux, \$652.00; Arthur Hurteau, \$584.37; J.-Arthur Dansereau, \$1,316.22; Stanislas Auger, \$75.00; Jos. Berthiaume, \$250.00;

Ovide Boisselle, \$75.00; Georges Cabana, \$50.00; Mme Jeanne Cartier, \$479.74; Eugène Courcelles, \$800.00; J.-B. Deslauriers, \$20.00; Gilbert Duhamel, \$125.00; J.-B. Dupré, \$125.00; J.-O. Fortin, \$75.00; Zotique Giguère, \$295.28; Jos. Guyon, \$125.00; Samuel Laporte, \$50.00; C.-O. Ménard, \$100.00; Ephrem Hurteau, \$162.50; J.-Arsène Roy, \$111.00; Frédéric Viau, \$25.00; Ovide St-Onge, \$75.00; Émile Dupuy, \$1,507.04; Félix Robert, \$1,410.60; Mme Ovide Millette-Duhamel, \$130.00; Vital Gervais, \$226.96; Louis Provost, \$479.74.

4. Harris Gervais, \$727.50; F.-X. Dansereau, \$215.60; Dame Veuve Pierre Daignault, \$165.00; Armand Dansereau, \$472.50; Émile Dansereau, \$584.80; J.-B. Giard, \$415.00; Armand Mandeville, \$922.00; Ulric Piché, \$429.00; G.-Étienne Palardy, \$740.60; Dame veuve Aimé Palardy, \$723.50; Arthur Mandeville, \$425.00; Jos. Lamoureux, \$100.00; Arthur Hurteau, \$320.00; J.-Arthur Dansereau, \$712.80; Stanislas Auger, \$75.00; Jos. Berthiaume, \$250.00; Eugène Courcelles, \$800.00; C.-O. Ménard, \$75.00; Ephrem Hurteau, \$162.50; Frédéric Viau, \$25.00; Mme. Ovide Millette-Duhamel, \$130.00.

Sur la motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Francœur, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 44) intitulé: "Loi relative aux opérations forestières et aux bûcherons".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 61) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la police et du bon ordre relativement à la prévention et à la répression d'infractions à des lois particulières".

M. Vautrin propose, secondé par M. Bachand:

QUE CETTE CHAMBRE:—

ATTENDU que l'intention évidente des Pères de la Confédération a été de répartir les sources de revenu de façon que les Provinces fussent en état de remplir les fonctions qu'on leur attribuait;

ATTENDU que c'est pour donner suite à cette intention qu'on a procédé, en 1907, à rajuster les subsides annuels payés aux Provinces en vertu de l'acte constitutionnel de 1867;

ATTENDU que les Provinces ont à répondre à des besoins qui ne se faisaient pas sentir en 1907 et qui obèrent de plus en plus leurs budgets;

ATTENDU que le Dominion a reconnu à maintes reprises la nécessité de venir au secours des Provinces, soit en mettant à leur disposition des subventions spéciales, soit en leur accordant des aides particulières;

ATTENDU que ces subventions et ces aides, outre qu'elles ne sont pas toujours distribuées au *prorata* de la population des différentes Provinces, sont quelquefois subordonnées à des conditions difficiles à remplir pour quelques-unes des Provinces, particulièrement pour celle de Québec;

EXPRIME L'AVIS:

1° Que le temps est venu de procéder à un nouveau rajustement des subsides annuels payables aux Provinces par le Dominion;

2° Que toutes subventions ou aides spéciales accordées aux Provinces par le Dominion devraient être réparties au *prorata* de la population de celles-ci et sujettes seulement à des conditions acceptables pour chacune;

3° Qu'un comité spécial de cette Chambre devrait être immédiatement chargé de rédiger une adresse priant Son Excellence le Gouverneur Général du Canada de prendre les mesures nécessaires pour donner suite à l'avis ci-dessus exprimé.

La motion est mise en délibération.

Un débat s'élève.

Sur la motion de M. Lafleur, secondé par M. Bertrand, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Barré, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copies de toutes correspondances, résolutions, etc., entre le gouvernement ou l'un de ses membres et toutes personnes relativement à la division du comté de Hull pour fins électorales ainsi qu'à la création d'une nouvelle division d'enregistrement pour le comté de Gatineau.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 90) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 95) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun"

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution relative au bill No 15, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gasoline", laquelle résolution a été lue la seconde fois le mercredi 14 février courant.

L'honorable M. Stockwell propose "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" laquelle est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 15) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gasoline".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 54, intitulé: "Loi concernant le rachat des obligations de la province pour lesquelles aucun fonds d'amortissement n'a été établi".

L'honorable M. Stockwell propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Stockwell informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à se procurer, au moyen d'emprunt sur le crédit de la province, la somme ou les sommes d'argent nécessaires de temps à autre pour le rachat de cette partie de la dette consolidée de la province, existante à la date de l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur la présente résolution, pour laquelle des fonds d'amortissement n'ont pas été créés, et, à cette fin, à émettre de temps à autre un montant suffisant de nouvelles obligations dans telle forme, pour telles sommes distinctes, à tel taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent et à tels autres termes et conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra approuver, avec une disposition quant au fonds d'amortissement, et sujet à tels règlements qu'il jugera convenable de faire; et que le principal et l'intérêt de ces nouvelles obligations seront à la charge du fonds consolidé du revenu de la province.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption de ladite résolution ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 48) intitulé: "Loi concernant l'approbation de certains plans et livres de renvoi par les autorités municipales".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 49) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 46) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 4) intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences en ce qui regarde les lieux d'amusements".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 51) intitulé: "Loi concernant les conventions des corporations municipales ou scolaires avec leurs créanciers".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 33) intitulé: "Loi modifiant la Loi du salaire minimum des femmes".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives aux bill No 43, intitulé: "Loi pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant".

L'honorable M. Mercier propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Mercier informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 172) intitulé: "Loi concernant la validation d'un règlement de la cité de Sherbrooke".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 21 FÉVRIER 1934

Prière.

L'honorable M. David propose, secondé par l'honorable M. Francœur: Que le bill 59.—Loi modifiant la Loi de l'assistance publique, soit présenté et lu la première fois.

M. Duplessis objecte que ce bill ne peut être présenté tant qu'il n'aura pas été rédigé.

M. l'Orateur, se fondant sur l'article 445 du règlement, maintient l'objection soulevée et déclare la motion irrégulière.

Question par M. Guertin.—Par qui étaient dues les sommes apparaissant dans le rapport de MM. Price Waterhouse en date du 8 octobre 1931, au chapitre des comptes recevables, comme réserve pour montants non-percevables pour chacune des montants et ministères suivants:

Terres & Forêts	\$ 450,250.22
Commission Eaux Courantes.....	793,151.83
Revenu	1,613,403.19
Secrétaire Provincial	429,521.59
Colonisation	534,345.85
Voirie.....	244,369.29

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

Dans leur rapport, MM. Price Waterhouse & Cie, ont certifié ces totaux mais n'ont pas fourni un état détaillé des réserves faites pour comptes douteux.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 170) intitulé: "Loi modifiant la loi électorale de Québec, relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité".

M. Fauteux propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois. Et un débat s'élève.

M. Béique propose par voie d'amendement, secondé par M. Lafleur:

Que tous les mots après "bill" dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants: "soit renvoyé au comité des bills publics en général."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

*Bastien,
Béique,
Bercovitch,
Bertrand,
Bissonnet,
Cohen,
David,
Dillon,
Drouin,
Duplessis,
Élie,
Fauteux,*

*Fisher,
Francœur (Lotbinière),
Gauthier,
Guertin,
Lafleur,
Lahaie,
Lapointe,
Plante,
Rhéaume,
Rochette,
Sauvé,
Smart.—24.*

CONTRE

Messieurs:

*Arcand,
Bachand,
Barré,
Bélanger,
Bergeron,
Bouthillier,
Casgrain,
Charbonneau,*

*Chouinard,
Côté (Bonaventure),
Côté (Gaspé-Nord),
Crête,
Dansereau,
Delisle,
Desmarais,
Dufour,*

<i>Dugas,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Duval,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Farand,</i>	<i>Moreault (Rimouski),</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Morel,</i>
<i>Fillion (Lac-St-Jean),</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Fortier,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Phaneuf,</i>
<i>Francœur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Piché,</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Gabias,</i>	<i>Power,</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	<i>Reed,</i>
<i>Gagnon (Kamouraska),</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Gaudet,</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Giguère,</i>	<i>Samson,</i>
<i>Godbout,</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Laferté,</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Lapierre,</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Lortie,</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>McDonald,</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Mercier,</i>	<i>Vautrin.—56.</i>

L'amendement est ainsi rejeté.

Et le débat se continue.

M. Fortin propose par voie d'amendement, secondé par M. Côté (Bonaventure), que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots: "dans six mois".

Et l'amendement étant aux mis voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Bachand,</i>	<i>Duval,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Farand,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Filion (Laval),</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Fillion (Lac-St-Jean),</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Fortier,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Fortin,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Francœur (Montréal-Dorion),</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Frigon,</i>
<i>Côté (Bonaventure),</i>	<i>Gagnon (Frontenac),</i>
<i>Côté (Gaspé-Nord),</i>	<i>Gagnon (Kamouraska),</i>
<i>Crête,</i>	<i>Gaudet,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Giguère,</i>
<i>Delisle,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Guertin,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Lortie,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>McDonald,</i>

*Messieur,
Moreau (Roberval),
Moreault (Rimouski),
Morel,
Paquet,
Perrault,
Phaneuf,
Piché,
Poulin,
Reed,*

*Sabourin,
Saintonge,
Samson,
Saurette,
Sauvé,
Stockwell,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Turcotte.—52.*

CONTRE

Messieurs :

*Arcand,
Bastien,
Béïque,
Bercovitch,
Bissonnet,
Chouinard,
Cohen,
David,
Dillon,
Drouin,
Duplessis,
Élie,
Fauteux,*

*Fisher,
Laferté,
Lafleur,
Lahaie,
Lapointe,
Mercier,
Plante,
Power,
Rhéaume,
Rochette,
Smart,
Vautrin.—25.*

L'amendement est ainsi adopté.

Ordonné que le bill soit lu une deuxième fois dans six mois.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 60) intitulé : "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 107) intitulé : "Loi établissant et définissant les pouvoirs d'une corporation devant être connue sous le nom de "Syndics de l'église de l'Ascension de Notre-Seigneur de Westmount".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 113) intitulé: "Loi refondant la charte de la ville de Montréal-Est".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 80) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Hull".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 35, intitulé: "Loi concernant le pont de la baie de Gaspé".

Bill No 75, intitulé: "Loi permettant à Jalmor Frederick Susta de changer son nom en celui de Charles Jalmor Frederick Anderson."

Bill No 77, intitulé: "Loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre Thomas Joseph McNally au nombre de ses membres."

Bill No 82, intitulé: "Loi refondant la charte de la Corporation du Collège de Sainte-Anne de la Pocatière."

Bill No 83, intitulé: "Loi constituant en corporation l'École supérieure d'agriculture de Sainte-Anne de la Pocatière".

Bill No 105, intitulé: "Loi constituant en corporation "L'Orphelinat Agricole de Saint-Ferdinand-d'Halifax".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements, qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 85, intitulé: "Loi validant certains actes concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque".

Bill No 87, intitulé: "Loi changeant le nom d'Andrew Dawes Porteous en celui de Andrew Dawes."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 85) intitulé: "Loi validant certains actes concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste La-

rocque", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 87) intitulé: "Loi changeant le nom d'Andrew Dawes Porteous en celui de Andrew Dawes", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 22 FÉVRIER 1934

Prière.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Barré, il est—

Ordonné que M. Guertin ait la permission de présenter un bill (No 176) intitulé: "Loi modifiant la Loi des agents de recouvrement".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Francœur, il est—

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 60) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'Instruction publique".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Élie.—Quels sont les comtés de la province qui ne sont plus de colonisation mais où le département de la colonisation peut être appelé à construire des ponts en bois, d'après la réponse consignée aux Journaux de l'Assemblée législative, séance du 13 février 1934?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

Ayant un personnel technique spécialisé dans la construction des ponts en bois, le Département peut être sollicité de construire, avec ou sans contribution municipale, suivant le cas, des ponts dans tous les comtés ruraux où les conditions du trafic local ne justifient pas encore la construction d'un pont en fer et où, par conséquent, il est plus économique, quant au coût de la construction et de l'entretien, d'avoir un pont en bois.

Question par M. Duplessis.—Relativement à la réponse du Gouvernement en date du 15 février 1934, Journaux de l'Assemblée législative de la présente session de la Législature, depuis le 1er juillet 1920 au 1er janvier 1934:

A combien se chiffre le total des subventions, des corporations municipales de cette Province, autorisées par les règlements approuvés par le ministère des Affaires Municipales de cette Province et se rapportant à la construction ou à l'agrandissement des hôpitaux, hospices, orphelinats, asiles d'aliénés, écoles d'industrie, écoles de réforme, situés en cette Province et qui ont été ou qui sont subventionnés par cette Province?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:
\$1,308,100.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu que cette Chambre:—

ATTENDU que le 28 mars 1931, cette Chambre a adopté la résolution suivante:

“Cette Chambre exprime l'avis que la violation répétée ou générale de la Loi du dimanche, outre qu'elle contribue, dans l'industrie, à amener la surproduction, est propre, toujours, à diminuer le respect des autorités et des lois, tant civiles que religieuses, et à favoriser la propagande des idées bolchévistes; que cette Chambre remercie le gouvernement de s'être rendu à la demande qui lui avait été faite de veiller à l'observance de ladite loi, et d'avoir nommé deux inspecteurs pour cette fin; que de plus, elle estime que le gouvernement devrait nommer autant d'inspecteurs qualifiés et raisonnablement rémunérés qu'il en est besoin pour faire respecter cette loi fondamentale et qu'elle invite respectueusement le gouvernement à poursuivre les transgresseurs avec plus de rigueur que jamais”;

ATTENDU que la Loi du dimanche n'est pas encore respectée comme elle devrait l'être;

ATTENDU que pour obtenir les résultats désirables il faudrait nommer en nombre suffisant des inspecteurs compétents et raisonnablement rémunérés;

ATTENDU que de bons inspecteurs d'établissements industriels pourraient veiller à la sécurité des employés des usines et exercer la surveillance qui s'impose quant au respect de la Loi du dimanche;

Invite respectueusement le gouvernement à nommer, en nombre suffisant, des inspecteurs compétents, raisonnablement rémunérés, tant pour exercer une surveillance efficace, afin d'assurer la sécurité des employés dans les usines, que pour obtenir l'observance de la Loi du dimanche.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 20) intitulé: “Loi modifiant la Loi des établissements industriels”.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et que le travail avance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que le bill soit renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 168) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à la vente en bloc de certains immeubles".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 171) intitulé: "Loi modifiant l'article 1150 du Code de procédure civile".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 173) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique concernant les ventes d'immeubles pour taxes".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 106) intitulé: "Loi concernant les coiffeurs pour dames de la province de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill (No 60) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique".

L'honorable M. David propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. David informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur, en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le fonds de pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire sera administré par une commission administrative composée du surintendant, comme président, et de cinq délégués nommés comme suit: un par la conférence des instituteurs catholiques romains de Montréal; un par la conférence des instituteurs catholiques romains de Québec; un par l'Alliance catholique des professeurs de Montréal, et deux par l'Association provinciale des instituteurs protestants.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption de ladite résolution ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution relative au bill (No 54) intitulé: "Loi concernant le rachat des obligations de la province pour lesquelles aucun fonds d'amortissement n'a été établi".

Ladite résolution est, en conséquence, adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, il est:—

Ordonné que l'honorable M. Stockwell ait la permission de présenter un bill (No 54) intitulé: "Loi concernant le rachat des obligations de la province pour lesquelles aucun fonds d'amortissement n'a été établi".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le jeudi le 1er février courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" (pour que la Chambre se forme en comité des subsides).

Et le débat se continue.

M. Lafleur propose par voie d'amendement, secondé par M. Bertrand:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"Attendu que nos ressources forestières constituent une partie très importante de notre patrimoine national;

“Attendu que nos forêts doivent être exploitées pour le bénéfice de notre population et qu’il est intolérable que nos forêts servent à exploiter notre population;

“Attendu que le Gouvernement de la Province a accordé une réduction considérable des droits de coupe et de la rente foncière, réduction se chiffrant à plusieurs millions de dollars dont le Trésor de la Province est, en conséquence, privé;

“Attendu qu’une saine exploitation de nos forêts intéresse au plus haut point la classe ouvrière, ainsi que les cultivateurs et les colons;

“Attendu que nos bûcherons, dans cette Province, conformément aux principes élémentaires de la justice auraient dû recevoir un traitement et un salaire raisonnables;

“Attendu que, depuis la réduction des droits de coupe et de la rente foncière et jusqu’à ce jour, un très grand nombre de bûcherons ont été injustement traités;

“Attendu qu’il est urgent de réparer ces injustices;

“Cette Chambre exprime l’avis que le Gouvernement de la Province aurait dû et aurait pu prévenir ces abus, et recommande au Gouvernement d’adopter, sans plus de retard, les mesures nécessaires pour faire réparer les injustices passées dont les bûcherons ont été victimes en cette province pendant la période actuellement expirée de la saison des chantiers 1933-1934.”

Et l’amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu’il suit :

POUR

Messieurs :

<i>Barré,</i>	<i>Élie,</i>
<i>Béïque,</i>	<i>Guertin,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé.—8.</i>

CONTRE

Messieurs :

<i>Arcand,</i>	<i>Lapointe,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Morel,</i>
<i>Crête,</i>	<i>Plante,</i>
<i>David,</i>	<i>Power,</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Rochette,</i>
<i>Françœur (Lotbinière),</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	<i>Taschereau (Bellechasse),</i>
<i>Gauthier,</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Laferté,</i>	<i>Vautrin.—22.</i>

L’amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l’adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Institutions protestantes, S.R., 1925, c. 133, a. 464 et c. 134, a. 5, tel que modifié par les lois 17 Geo. V, c. 40, s. 1, 19 Geo. V, c. 51 et 21 Geo. V, c. 67 et 68, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles primaires élémentaires et primaires complémentaires catholiques romaines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université Laval de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin, 1935.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "McGill University", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université de "Bishop's College", Lennoxville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "High Schools", Québec et Montreal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Majesté pour École polytechnique, Montréal, en vertu de 57 Vict. c. 23, a. 17, tel que modifié par les lois 17 Geo. V, c. 45, s. 2 et 20 Geo. V, c. 62, s. 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles techniques en dehors des cités de Québec, Montréal et Hull et pour cours professionnels, S.R., 1925, c. 136, a. 2, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Montreal Technical Institute", pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Inspecteur des écoles supérieures protestantes—Traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Allocation spéciale à l'enseignement protestant dans la province, pour être appliquée tel que recommandé par une résolution du comité protestant du conseil de l'Instruction publique. (Paiement sujet à un arrêté ministériel), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinq mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles des sourds-muets et des aveugles: Ins. cath. pour garçons, Montréal, 25,000.00; Inst. cath. pour filles,

Montréal, \$25,000.00; Institut Nazareth, Montréal, \$40,000.00; Institut McKay, Montréal, \$4,600.00; "Montreal Ass'n for the Blind", \$8,000.00; "Quebec Ass'n for the Blind", \$2,500.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Octroi spécial aux municipalités scolaires, pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour L'enseignement du français, par des spécialistes français, dans les académies protestantes, conformément aux recommandations du comité protestant du conseil de l'Instruction publique, tel qu'approuvé par un arrêté ministériel, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Instituteurs à la retraite, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association des instituteurs protestants, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Encouragement à la littérature et aux beaux-arts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

19. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Conseil de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

20. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Comité protestant du conseil de l'instruction publique, aide supplémentaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

21. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'instruction publique, aux conditions et de la manière à être fixées par le secrétaire de la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

22. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Gratification pour 10 et 15 ans d'enseignement (provenant autrefois du fonds des écoles élémentaires), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

23. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi du Mérite scolaire, 18 Geo. V, c. 46, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

24. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Économie domestique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

25. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour centralisation des écoles protestantes rurales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

26. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Cours d'été pour professeurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

27. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université McGill:—Aide re-construction d'un édifice neurologique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

28. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles du soir et écoles de coupe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

29. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Musée provincial et Archives de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

30. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles d'arts et métiers, 18 Geo. V, c. 47, s. 39m, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

31. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Certificats d'écoles primaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

32. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Conservatoire Lassalle, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

33. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Directeur de bourses pour aider les élèves gradués à suivre des cours additionnels en Europe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

34. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles des beaux-arts de Québec et de Montréal, 12 Geo. V, c. 55, a. 12, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 23 FÉVRIER 1934

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le onzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 97.—Loi concernant l'administration de certains biens de l'Union des municipalités de la province de Québec.

Bill 31.—Loi modifiant la Loi de l'hygiène publique de Québec.

Bill 20.—Loi modifiant la Loi des établissements industriels.

Sans amendement:

Bill 172.—Loi concernant la validation d'un règlement de la cité de Sherbrooke.

L'honorable M. Stockwell propose, secondé par l'honorable M. Laferté, que le bill 58—Loi modifiant la loi des pensions soit présenté et lu la première fois.

M. Duplessis objecte que le bill ne peut être présenté avant qu'une résolution, recommandée par le Lieutenant-Gouverneur, ait été votée en comité plénier par la Chambre.

M. l'Orateur réserve sa décision.

Sur la motion de M. Phaneuf, secondé par M. Drouin, il est—

Ordonné que M. Phaneuf ait la permission de présenter un bill (No 177) intitulé: "Loi détachant certains lots de la paroisse de Saint-Ours, dans le district électoral de Richelieu, et les annexant à la paroisse de Saint-Bernard, dans le district électoral de Saint-Hyacinthe, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Dugas, secondé par M. Fortin, il est—

Ordonné que M. Dugas ait la permission de présenter un bill (No 178) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux ventes à tempérament."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Lafleur, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant: A quelle date ont été payées les diverses sommes que "Le Soleil, Limitée" a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1932-33 avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé.

L'honorable M. Stockwell dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date de ce jour, demandant un état indiquant: A quelle date ont été payées les diverses sommes que "Le Soleil, Limitée" a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1932-33 avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé.

(Document de la session No 63.)

Question par M. Élie.—Quand aux grains de semence, du 1er janvier 1933 inclusivement au 31 décembre 1933 inclusivement :

1. Quel est le montant total dépensé par la province ?
2. Quel est le montant total dépensé dans chacun des comtés de la province ?
3. Combien la province a-t-elle payé à date ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell :

1. \$335,093.76.
2. Abitibi, \$35,983.40; Argenteuil, \$1,178.85; Arthabaska, \$4,400.-41; Bagot, \$2,004.13; Beauce, \$2,551.12; Bellechasse, \$2,592.68; Berthier, \$4,329.19; Bonaventure, \$21,411.85; Brome, \$3,496.28; Chambly, \$69.22; Champlain, \$2,904.79; Charlevoix-Saguenay, \$9,663.73; Chicoutimi, \$34,923.60; Compton, \$2,416.27; Dorchester, \$5,257.24; Drummond, \$3,826.26; Frontenac, \$5,087.06; Gaspé-Nord, \$5,424.52; Gaspé-Sud, \$9,958.71; Gatineau, \$6,684.65; Iberville, \$522.76; Îles de la Madeleine, \$785.51; Jacques-Cartier, \$103.20; Joliette, \$2,507.54; Kamouraska, \$2,308.23; Labelle, \$8,989.77; L'Assomption, \$1,113.07; Laviolette, \$2,261.12; Lévis, \$1,113.35; L'Islet, \$3,964.19; Lotbinière, \$11,294.35; Maskingoué, \$3,065.87; Matane, \$6,859.84; Matapédia, \$11,561.19; Mégantic, \$4,950.52; Missisquoi, \$543.47; Montcalm, \$3,081.30; Montmagny, \$9,697.99; Montmorency, \$145.31; Napierville, \$25.50; Nicolet, \$3,525.55; Papineau, \$4,892.45; Pontiac, \$2,498.36; Portneuf, \$2,943.02; Québec, \$714.91; Richelieu, \$2,023.09; Richmond, \$1,977.25; Rimouski, \$7,706.70; Rivière-du-Loup, \$3,060.87; Roberval, \$27,036.35; Rouville, \$310.22; Shefford, \$2,285.03; Sherbrooke, \$2,376.28; Stanstead, \$2,613.-66; St-Hyacinthe, \$1,515.74; St-Jean, \$131.87; St-Maurice, \$2,852.13; Témiscamingue, \$7,728.94; Témiscouata, \$10,835.45; Terrebonne, \$3,277.-45; Verchères, \$937.00; Wolfe, \$3,608.60; Yamaska, \$1,184.80.
3. \$335.093.76.

Question par M. Lafleur.—1. D'après les statistiques que possède le gouvernement, combien y a-t-il eu de faillites dans la province de Québec, du 1er janvier 1933 inclusivement au 31 décembre 1933 inclusivement ?

2. Sur ce nombre, combien de faillites de fabricants ?
3. Combien de faillites de négociants ?
4. Combien de faillites de cultivateurs ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. 935.
2. 175.
3. 496.
4. 1.

Question par M. Élie.—Quelle était : a. en 1925; b. en 1930; c. en 1931; d. en 1932 la surface des acres de terrains améliorés dans cette province ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Terrains améliorés (en acres):—

a. 1925.....	9,380,656
b. 1930.....	9,248,612
c. 1931.....	9,210,525
d. 1932.....	9,097,996

Question par M. Elie.—Quels étaient dans cette province: a. en 1928; b. en 1929; c. en 1930; d. en 1931; e. en 1932:

1. La population des municipalités?
2. Le nombre de cultivateurs?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1.—*Population*:—

a. 1928.....	2,988,329
b. 1929.....	3,028,618
c. 1930.....	3,089,911
d. 1931.....	3,146,452
e. 1932.....	2,876,518 (1)

2.—*Cultivateurs*:—

a. 1928.....	145,693
b. 1929.....	143,259
c. 1930.....	142,689
d. 1931.....	141,002
e. 1932.....	141,754

(1) Jusqu'en 1932, la population de la cité de Montréal était extraite du bottin Lovell. Pour 1932, les données ont été fournies par le Bureau de Santé, de cette cité et l'estimation de ce département est inférieure de 327,183 à celle du bottin Lovell.

Question par M. Duplessis.—Relativement aux comptes de banque de la province qui ont été soutirés pendant 339 jours, en moins d'un an savoir: depuis le 10 février 1933, inclusivement, jusqu'au 29 janvier 1934, inclusivement d'après une réponse consignée aux Journaux de l'Assemblée législative de la session de 1934:

1. Quelle est la somme moyenne pour laquelle lesdits comptes ont été soutirés pendant ladite période;
2. Pendant combien de temps et sur quelle somme totale la province a-t-elle payé 5½ pour cent d'intérêt par année;
3. Ladite période de 339 jours inclut-elle les dimanches et jours de fête légale?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. \$5,082,162.00.
2. a. 80 jours; b. multipliez No 1.
3. Naturellement.

Question par M. Duplessis.—1. La somme de \$723,172.65, qui, d'après les Comptes publics de 1932-33, paraît avoir été dépensée pour la

construction de ponts-routes a-t-elle été payée à même le fonds consolidé du revenu ?

2. Sinon, à même quel fonds a-t-elle été payée ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell :

1. Oui.

Question par M. Duplessis.—1. La somme de \$6,174,347.46, qui, d'après les Comptes publics de 1932-33, paraît avoir été dépensée pour l'aide aux chômeurs a-t-elle été payée à même le fonds consolidé du revenu ?

2. Sinon, à même quel fonds a-t-elle été payée ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell :

1. Oui.

Question par M. Duplessis.—1. La somme de \$190,191.15 qui, d'après les Comptes publics de 1932-33, paraît avoir été dépensée pour promouvoir le retour à la terre a-t-elle été payée à même le fonds consolidé du revenu ?

2. Sinon, à même quel fonds a-t-elle été payée ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell :

1. Oui.

Question par M. Élie.—Depuis le 1er juillet 1933 au 31 janvier 1934 inclusivement, quelle somme globale de salaires a été payée pour chaque mois aux gardiens ou préposés à la perception des taux de péage pour chacun des ponts de péage appartenant à la province ?

Réponse par l'honorable M. Francœur :

1933:—	Batiscan	Taschereau	Galipeault	St-François	Yamaska	Sorel
Juillet.....	\$ 508.32	\$ 600.00	\$625.00	\$ 466.66	\$ 466.66	\$ 633.32
Août.....	516.92	600.00	625.00	466.66	466.66	633.32
Septembre....	491.70	625.00	625.00	466.68	466.68	633.36
Octobre.....	508.32	625.00	625.00	466.66	466.66	633.32
Novembre....	508.32	625.00	625.00	466.66	466.66	633.32
Décembre....	508.36	625.00	625.00	466.68	466.68	633.36
1934:—						
Janvier.....	508.32	625.00	625.00	466.66	466.66	633.32

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 167) intitulé : "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, et le Code municipal concernant l'éligibilité aux charges municipales".

M. Casgrain propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois. Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 34) intitulé : "Loi prolongeant d'une année la Loi des assurances de Québec, 1933, (dispositions temporaires)".

L'honorable M. Stockwell propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Arcand, secondé par l'honorable M. Stockwell, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 45) intitulé: "Loi modifiant la Loi des poseurs de tuyauterie".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 42) intitulé: "Loi modifiant la Loi du régime des eaux courantes relativement à certaines expropriations".

L'honorable M. Mercier propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 15) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gazoline".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 39) intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles".

L'honorable M. Godbout propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Arcand,
Authier,
Bédard,

Bélanger,
Chouinard,
Crête,

Filion, (Laval),
Francaeur (Lotbinière),
Francaeur (Montréal-Dorion),
Gagnon (Kamouraska),
Gauthier,
Giguère,
Godbout,
Laferté,
Morel,

Paquet,
Piché,
Power,
Saintonge,
Samson,
Stockwell,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel.—24.

CONTRE

Messieurs :

Barré,
Bertrand,
Duplessis,

Élie,
Guertin,
Sauvé.—6.

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre pour étude à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 25) intitulé : "Loi modifiant la Loi des mécaniciens de machines fixes".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre pour étude à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 45) intitulé : "Loi modifiant la Loi concernant les poseurs de tuyauterie".

L'honorable M. Arcand propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre pour étude à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 60) intitulé : "Loi modifiant la Loi de l'Instruction publique".

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 27 FÉVRIER 1934

Prière.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le onzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 88.—Loi concernant la Maison protestante d'Industrie et de refuge de Montréal".

M. l'Orateur rend la décision suivante:

A la séance de vendredi, le 23 février, l'honorable M. Stockwell a proposé qu'il lui fut permis de présenter le bill No 58, intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions", et M. Duplessis a objecté que le bill de l'honorable M. Stockwell tombait sous le coup de la prohibition établie dans l'article 447 du règlement et ne pouvait être présenté tant qu'une résolution ayant le même objet et recommandée par Son Honneur le lieutenant-gouverneur n'aurait pas été votée en comité plénier et agréée par la Chambre.

La question de règlement m'ayant été déférée, j'ai examiné le bill présenté et voici la décision à laquelle je suis arrivé.

Il s'agit tout simplement de savoir si, dans le bill présenté, la disposition qui est imprimée entre doubles crochets est principale ou secondaire. Si elle est principale, le bill tombe sous le coup de la prohibition de l'article 447 et ne peut pas être présenté pour le moment; si elle n'est que secondaire, le bill, ainsi que le prescrit l'article 448 du règlement, peut être présenté en la manière ordinaire. Or il me paraît évident que la disposition imprimée entre doubles crochets dans l'article 1 du bill est l'objet principal de celui-ci; les abrogations prévues dans les articles 2 et 3 ne seront, en effet, que la conséquence de l'adoption de l'article 1. C'est donc l'article 447 du règlement, et non l'article 448, qu'il faut appliquer dans le cas du bill No 58, et, en conséquence, je déclare la motion de l'honorable M. Stockwell irrégulière.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 19) intitulé: "Loi modifiant la loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires et concernant la vente obligatoire de certains immeubles pour taxes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Arcand, il est—

Ordonné que l'honorable M. Stockwell ait la permission de présenter un bill (No 17) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques

pour confier au procureur général la surveillance et la poursuite des infractions”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

179) *Ordonné* que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No intitulé: “Loi relative au fonds de l’Assistance publique”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Paquet, secondé par M. Drouin, il est—

180) *Ordonné* que M. Paquet ait la permission de présenter un bill (No intitulé: “Loi détachant certains lots du deuxième rang du canton d’Armagh, dans le district électoral de Bellechasse, et les annexant à la paroisse de Saint-François, dans le district électoral de Montmagny, pour toutes les fins”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Poulin, secondé par M. Casgrain, il est—

181) *Ordonné* que M. Poulin ait la permission de présenter un bill (No intitulé: “Loi modifiant le Code civil relativement aux baux de maisons”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Poulin, secondé par M. Casgrain, il est—

183) *Ordonné* que M. Poulin ait la permission de présenter un bill (No intitulé: “Loi modifiant le Code de procédure civile concernant l’expulsion de locataires dans certains cas”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l’honorable M. Taschereau, secondé par l’honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l’honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 65) intitulé: “Loi concernant le rachat de terrains détenus en vertu d’un contrat de louage, d’un bail à rente ou constitué dans certains districts électoraux”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l’honorable M. Taschereau, secondé par l’honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l’honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 66) intitulé: “Loi concernant la ville de Black-Lake”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Lafleur, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état démontrant: Depuis la date couverte par le document No 70 de la deuxième session de la dix-huitième Législature de la province de Québec jusqu'au 30 juin 1933 inclusivement: 1. Quels sont les noms des journaux, corporations, compagnies et personnes auxquels le gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces, de publicité, d'impression et de reliure; 2. Combien a-t-il payé ou avancé à chacun: *a.* pour frais d'impression et de reliure; *b.* pour frais d'annonces et de publicité; *c.* pour autres frais divers et subventions quelconques.

L'honorable M. Stockwell dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date de ce jour, demandant un état démontrant: Depuis la date couverte par le document No 70 de la deuxième session de la dix-huitième Législature de la province de Québec jusqu'au 30 juin 1933 inclusivement: 1. Quels sont les noms des journaux, corporations, compagnies et personnes auxquels le gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces, de publicité, d'impression et de reliure; 2. Combien a-t-il payé ou avancé à chacun: *a.* pour frais d'impression et de reliure; *b.* pour frais d'annonces et de publicité; *c.* pour autres frais divers et subventions quelconques.

(Document de la session No 64.)

Sur la motion de M. Lafleur, il est:

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état démontrant: 1. Quels sont les noms des journaux, corporations, compagnies et personnes auxquels le gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces, de publicité, d'impression et de reliure, pendant les six premiers mois de l'exercice en cours. 2. Combien a-t-il payé ou avancé à chacun: *a.* pour frais d'impression et de reliure; *b.* pour frais d'annonces et de publicité; *c.* pour d'autres frais divers et subventions quelconques.

L'honorable M. Stockwell dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date de ce jour, demandant un état démontrant: 1. Quels sont les noms des journaux, corporations, compagnies et personnes auxquels le gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces, de publicité, d'impression et de reliure, pendant les six premiers mois de l'exercice en cours. 2. Combien a-t-il payé ou avancé à chacun: *a.* pour frais d'impression et de reliure; *b.* pour frais d'annonces et de publicité; *c.* pour d'autres frais divers et subventions quelconques.

(Document de la session No 65.)

Question par M. Duplessis.—Relativement au cartel ou merger connu sous le nom de "Consolidated Paper Corporation, Limited", depuis le 1er juin 1931:

1. Quelles sont les compagnies ou corporations qui ont fait partie de ce cartel ou merger?

2. Quelle est l'étendue du domaine de la Couronne possédé en cette province par chacune desdites compagnies ou corporations:

- a. A titre de concessionnaire de coupes de bois;
- b. A titre de premier acquéreur;
- c. A tout autre titre?

3. A combien s'élève la somme totale payée, à titre de primes de transfert, par chacune desdites compagnies ou corporations, relativement audit cartel ou merger?

Réponse par l'honorable M. Mercier?

1. D'après les transferts enregistrés au ministère des Terres & Forêts, les concessionnaires suivants font maintenant partie du groupement appelé "Consolidated Paper Corporation"; Belgo Canadian Pulp Co.; Laurentide Co., Laurentide-Ottawa Co., Wayagamack Pulp & Paper Co., St. Maurice Valley Corpn., Menjobagus Lumber Co. et Port Alfred & Paper Corpn.

2.—Compagnies:	a.	b.	c.
Belgo Canadian P. & P. Co.	3092 m.c.	991 m.c.	2099
Laurentide Co.	3073 "		3614
Laurentide-Ottawa Co.	1436 "		1436
Wayagamack P. & P. Co.	1657 "		1657
St. Maurice Valley Corpn.	2409 "		2432
Menjobagus Lumber Co.	557 "		557
Port Alfred P. & Paper Co.	2473 "	2072 m.c.	380

3. En vertu des arrêtés-en-conseil Nos 9199 du 18 mai et 3057 du 28 décembre 1932, le transfert de toutes les concessions forestières affermees aux diverses sociétés énumérées plus haut a été autorisé moyennant le paiement d'un montant de \$5,000. et de l'abandon, à titre gratuit, d'un bloc de forêt d'une superficie totale de 4,313 acres renfermant les lots 509, 510, 512, 513, 515, 516, 517, 755, 756, 550 et toute la partie S.-E. des lots 751, 551, 552, 553, 554 y compris toutes les bâtisses qui se trouvent sur ces lots ainsi que tout le contenu d'icelles. De plus, chacune de ces compagnies a payé au gouvernement des primes de transfert pour les concessions acquises d'autres concessionnaires dont le total est indiqué dans la réponse "2" à savoir: Belgo Canadian P. & P. Co. a payé \$41,980.00; Laurentide Co. a payé \$62,536.00; Wayagamack P. & P. Co. a payé \$7,800.00; Port Alfred P. & P. Co. a payé \$7,600.00; St. Maurice Valley Corpn., a payé \$48,680.00; Laurentide-Ottawa Co., a payé \$4,860.00 et la Menjobagus Lumber Co. a payé \$11,140.00 pour les transferts.

Question par M. Duplessis.—Relativement au cartel ou merger connu sous le nom de "St. Maurice Valley Corporation", depuis le 1er septembre 1925:

1. Quelles sont les compagnies ou corporations qui ont fait partie de ce cartel ou merger?

2. Quelle est l'étendue du domaine de la Couronne possédé en cette province par chacune desdites compagnies ou corporations:

- a. A titre de concessionnaire de coupes de bois;
- b. A titre de premier acquéreur;
- c. A tout autre titre?

3. A combien s'élève la somme totale payée, à titre de primes de transfert, par chacune desdites compagnies ou corporations, relativement audit cartel ou merger ?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. La St. Maurice Paper Co. Limited est le seul concessionnaire qui ait sollicité un transfert de ses concessions pour faire partie de ce groupement.

2. a. 2,409 milles carrés déduction faite des lots vendus pour fins de colonisation, etc.

b. Aucun.

c. 2,432 milles carrés.

3. La St. Maurice Paper Co. Limited a payé des primes s'élevant à \$18,656.00 pour le transfert des 2,432 milles carrés de concessions forestières qu'elle a acquises successivement: en 1916, de la "Gres Falls Co., de la Charlemagne & Lac Ouara Co. et de la St. Gabriel Lumber Co."; en 1921, de la Laurentide Co. et en 1924, de l'Union Bag Paper Corp.

Question par M. Duplessis.—Relativement au cartel ou merger connu sous le nom de "Canada Power & Paper Corporation", depuis le 30 novembre 1927;

1. Quelles sont les compagnies ou corporations qui ont fait partie de ce cartel ou merger ?

2. Quelle est l'étendue du domaine de la Couronne possédé en cette province par chacune desdites compagnies ou corporations:

a. A titre de concessionnaire de coupes de bois;

b. A titre de premier acquéreur;

c. A tout autre titre ?

3. A combien s'élève la somme totale payée, à titre de primes de transfert, par chacune desdites compagnies ou corporations, relativement audit cartel ou merger ?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. 2. et 3. La Canada Power & Paper Corporation avait acquis successivement le contrôle de toutes les compagnies qui furent réunies le 1er janvier 1932 sous le nom de "Consolidated Paper Corporation". Seulement, comme chacune de ces compagnies ou concessionnaires avait conservé son identité distincte dans cette organisation le transfert des concessions forestières qui avaient été affermées ou transférées à chacune d'elles ne fut jamais sollicité du ministère des Terres et Forêts.

Question par M. Béïque.—Quel montant a été exigé par le gouvernement de chacune des différentes corporations scolaires autorisées à faire des emprunts en 1932-33 jusqu'à concurrence de \$920,343.72, tel qu'il apparaît à la page 231 de l'Annuaire Statistique de Québec de 1933 ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Cités:—

Chicoutimi, \$250.00; Grand'Mère, \$25.00; Lachine, \$55.00; Longueuil, \$175.00; Montréal, \$1,300.00; Montréal, Commission métropolitaine, \$105.00; Rivière-du-Loup, \$588.50; St-Hyacinthe, \$130.00; St-

Lambert, \$392.50; Salaberry-de-Valleyfield, \$100.00; Sorel, \$120.00; Sherbrooke, \$575.00; Trois-Rivières, \$50.00; Verdun, \$437.50.

Villes:—

Amos, \$10.00; Buckingham, \$72.50; Dorval, \$120.00; Drummondville, \$251.00; Hampstead, \$242.50; Lachute, \$30.00; L'Assomption, \$65.00; Lauzon, \$130.00; Louiseville, \$45.00; Montréal-Est, \$10.00; Mont-Royal, \$10.15; Plage-Laval, \$73.00; St-Laurent, \$20.00; Ste-Thérèse, \$45.00; St-Tite, \$165.00; Terrebonne, \$63.25; Trois-Pistoles, \$45.00; Victoriaville, \$116.50.

Village:—

Almaville, \$45.00; Beebe Plain, \$45.00; Bernierville, \$35.00; Charlesbourg, \$55.00; Delson, \$30.00; Deschaillons, \$45.00; Ferme Neuve, \$10.00; Maniwaki, \$25.00; Mont-Laurier, \$25.00; Nouveau-Salaberry, \$30.00; Plessisville, \$25.00; Pointe-à-Gatineau, \$45.00; Rivière-du-Moulin, \$45.00; Ste-Adèle, \$45.00; St-Benoît, \$10.00; St-Casimir, \$20.00; St-Georges-de-Beauce-Est, \$55.00; St-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, \$35.00; Ste-Marie, \$30.00; St-Moïse, \$20.00; St-Thècle, \$65.00; Thurso, \$74.35; Val-Barrette, \$45.00; Yamachiche, \$25.00.

Paroisses:—

L'Annonciation, \$77.50; St-Ange-Gardien, \$60.00; St-Barthélemy-de-Dusablé, \$141.45; St-Cajetan-d'Armagh, \$35.75; Ste-Claire-d'Assise, \$35.00; St-Colomb-de-Sillery, \$120.00; Ste-Geneviève-de-Batiscan, \$46.00; St-Isidore, \$45.00; St-Joseph-de-Deschambault, \$120.00; St-Laurent, \$30.00; St-Léon-de-Marston, \$10.00; St-Philémon, \$30.00; St-Pierre-de-Vérone-à-Pike-River, \$45.00; Saint-Sauveur, \$30.00.

Cantons:—

Bouchette, \$30.00; Carpentier & Courville, \$30.00; Chesham, \$30.00; Doncaster, \$20.00; Langelier, \$20.00; Onslow, ptie sud; Robertson & Pope, \$35.00; Roxton, \$55.00; Warwick, \$10.00.

Municipalités rurales:—

Bolton-Est, \$72.50; Cap-Santé, \$10.00; East-Broughton, \$35.00; Grande-Rivière-Ouest, \$10.00; Grenville et Augmentation, \$20.00; Issoudun, \$25.00; Notre-Dame-du-Nord, \$10.00; St-François-de-Pabos, \$10.00; St-Jean-des-Piles, \$10.00; Ste-Monique, \$10.00; Villeroy, \$30.00.

Question par M. Béique.—Quel montant a exigé le gouvernement de chacune des différentes municipalités autorisées à faire des emprunts en 1932-33 jusqu'à concurrence de \$32,486,877.25 tel qu'il apparaît à la page 220 de l'Annuaire Statistique de Québec, 1933 ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Palmarolle, \$35.00; Lachute, \$100.00; Salaberry-de-Valleyfield, \$35.00; St-Barthélemi, \$37.00; Paspébiac, \$10.15; Longueuil, \$35.00; Pointe-au-Pic, \$10.00; Orsmon, \$60.00; Jonquière, ville, \$110.00; Cookshire, \$10.00; Ste-Scholastique, \$67.50; St-Prosper, \$10.00; Grande-Rivière, \$20.00; Bouchette, \$20.00; Hull, \$232.50; Ste-Anne-de-Sabrevois, \$10.00; Mont-Royal, \$92.50; Lac-des-Iles, \$20.00; St-François-de-

Sales, \$10.00; St-Félicien, \$10.00; Charlemagne, \$30.00; Laurentides, \$10.00; Montréal-Est \$193.00; Almaville, \$35.00; Lauzon, \$10.00; Notre-Dame-de-la-Victoire, \$10.00; St-Jérôme, village, \$60.00; St-Octave, \$10.00; Ste-Florence-de-Beaurivage, \$30.00; Ste-Margeurite-Marie, \$10.00; St-Raphael-d'Albertville, \$20.00; Phillipsburg, village, (prot.) \$20.00; St-Philippe-de-Phillipsburg, \$10.00; Verdun, cité, \$233.50; Nicolet, ville, \$30.00; Rimouski, paroisse, \$35.00; Baie-de-Shawinigan, \$45.00; Dixville, \$10.00; Notre-Dame-de-la-Merci, diss., \$35.00; St-François-Xavier-de-Shefford, \$25.00; St-Benoît-Abbé, \$10.00; Ste-Anne-des-Plaines, \$20.00; Ste-Thérèse, ville, \$25.00; Val-Morin, \$10.00.

Question par M. Béique.—Relativement aux travaux de réfection et d'élargissement de la route Montréal-Sherbrooke, entre Magoget Granby, depuis le commencement desdits travaux, savoir le 10 août 1931, jusqu'au premier décembre, 1933:

1. Des sous-contrats ont-ils été accordés par les entrepreneurs principaux?

Dans l'affirmative:

a. A qui a été accordé chacun des sous-contrats?

b. Quelle somme totale représente chacun des sous-contrats?

c. A quel travail ou à quel objet particuliers se rapporte chacun des sous-contrats?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Le département de la voirie n'a pas été informé qu'un ou des sous-contrats avaient été accordés.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 54) intitulé: "Loi concernant le rachat des obligations de la province pour lesquelles aucun fonds d'amortissement n'a été établi".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 172) intitulé: "Loi concernant la validation d'un règlement de la cité de Sherbrooke".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 54) intitulé: "Loi concernant le rachat des obligations de la province pour lesquelles aucun fonds d'amortissement n'a été établi".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et agréé.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mardi le 20 février courant, proposant qu'attendu que l'intention évidente des Pères de la Confédération a été de répartir les sources de revenu de façon que les Provinces fussent en état de remplir les fonctions qu'on leur attribuait;

ATTENDU que c'est pour donner suite à cette intention qu'on a procédé, en 1907, à rajuster les subsides annuels payés aux Provinces en vertu de l'acte constitutionnel de 1867;

ATTENDU que les Provinces ont à répondre à des besoins qui ne se faisaient pas sentir en 1907 et qui obèrent de plus en plus leurs budgets;

ATTENDU que le Dominion a reconnu à maintes reprises la nécessité de venir au secours des Provinces, soit en mettant à leur disposition des subventions spéciales, soit en leur accordant des aides particulières;

ATTENDU que ces subventions et ces aides, outre qu'elles ne sont pas toujours distribuées au *pro rata* de la population des différentes Provinces, sont quelquefois subordonnées à des conditions difficiles à remplir pour quelques-unes des Provinces, particulièrement pour celle de Québec;

EXPRIME L'AVIS:

1° Que le temps est venu de procéder à un nouveau rajustement des subsides annuels payables aux Provinces par le Dominion;

2° Que toutes subventions ou aides spéciales accordées aux Provinces par le Dominion devraient être réparties au *pro rata* de la population de celles-ci et sujettes seulement à des conditions acceptables pour chacune;

3° Qu'un comité spécial de cette Chambre devrait être immédiatement chargé de rédiger une adresse priant Son Excellence le Gouverneur Général du Canada de prendre les mesures nécessaires pour donner suite à l'avis ci-dessus exprimé.

Et le débat se continue.

M. Lafleur propose en amendement, secondé par M. Bertrand:

Que tous les mots après "CETTE CHAMBRE", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"ATTENDU que les provinces canadiennes, en s'unissant pour former une fédération, se sont réservé des fonctions importantes, essentielles même dans les rouages de la constitution qui nous régit et qui, à bon droit, est diamétralement opposée à l'union législative;

“ATTENDU que l'indépendance financière des provinces vis-à-vis des autorités fédérales est une garantie du maintien et du bien-être de la Confédération;

“ATTENDU que le paiement de subsides par le gouvernement central aux différentes provinces a été décrété, dans l'acte constitutionnel de 1867, en compensation de l'abandon qu'elles ont alors fait au gouvernement central de plusieurs sources de revenu, particulièrement des droits de douanes et d'accise;

“ATTENDU que, depuis 1867, les subsides payés aux provinces n'ont pas augmenté dans la proportion du revenu provenant des droits de douane et d'accise;

“ATTENDU que la population des anciennes provinces, particulièrement celle de Québec, a contribué et contribue encore très largement au développement de la Confédération en général, et spécialement à celui des nouvelles provinces;

“ATTENDU qu'il convient de rechercher, non seulement s'il y a lieu de rajuster les subsides payables aux provinces, mais aussi s'il ne serait pas plus équitable d'établir une nouvelle répartition des sources de revenu entre le gouvernement central et les autorités provinciales;

“ATTENDU que, dans la répartition des subventions et subsides fédéraux aux provinces, il convient de tenir compte, et des moyens du gouvernement central et du chiffre de la population des différentes provinces, de même que des besoins actuels de chaque province ainsi que des sacrifices passés de sa population;

“ATTENDU que ces questions doivent être envisagées sans préoccupation électorale et qu'il faut se garder d'obérer le trésor fédéral de charges nouvelles, qui ne manqueraient pas de retomber surtout sur la population de Québec et de l'Ontario;

“ATTENDU que le pacte de 1867 ne doit pas être modifié sans le consentement de toutes les provinces;

“EXPRIME L'AVIS:—

“1.—Que le gouvernement de Québec devrait d'abord, en temps opportun, convoquer une conférence de tous les gouvernements provinciaux afin que ceux-ci, dans un esprit de conciliation et d'harmonie, recherchent ensemble le meilleur moyen de remédier à la situation actuelle et considèrent spécialement s'il n'y a pas lieu de modifier le mode de répartition des subsides fédéraux ainsi que des sources de revenu;

“2.—Que le gouvernement de Québec, en donnant son adhésion à tout nouveau mode de répartition des subsides fédéraux ou des sources de revenu, ne devrait ni ignorer les sacrifices considérables que la population de Québec a dû s'imposer pour aider au maintien, au développement de la Confédération et de quelques provinces sœurs, ni, non plus, renoncer au droit que notre province possède de demander, lorsque l'occasion en sera favorable, une juste compensation de ces sacrifices”.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Bachand secondé par M. Saintonge, il est—
Ordonné que le débat soit ajourné.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 30 janvier 1934, pour copies authentiques des certificats du ministre de l'Agriculture, émis en vertu de l'article 2, chapitre 7, 20 Geo. V.

(Document de la session No 66.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 30 janvier 1934 pour copies authentiques des certificats du ministre de l'Agriculture, depuis le 4 avril 1930, et se rapportant à la somme de six cent mille dollars, affectée à l'établissement, l'agrandissement, à l'aménagement et l'outillage d'écoles d'agriculture dans la province de Québec, en vertu de l'article 1 du chapitre 7, 20 Geo. V. *(Document de la session No 67.)*

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 13 février 1934 pour copie authentique du contrat ou de l'acte intervenu entre la "Lake St. John Power & Paper Company, Limited" et le ministre des Terres & Forêts de cette province et se rapportant à l'ordre-en-conseil adopté par le gouvernement de cette province, en date du 3 mars 1933 et portant le numéro 379. *(Document de la session No 68.)*

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 13 février 1934, pour copies authentiques des certificats du ministre ou du sous-ministre de la Voirie, depuis le 4 avril 1929, inclusivement, jusqu'au 1er janvier 1934 et se rapportant à la somme de \$17,000,000, mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie".

(Document de la session No 69.)

Sur la motion de M. Bélanger, secondé par M. Lapointe, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 105 intitulé: "Loi constituant en corporation l'Orphelinat Agricole de St-Ferdinand-d'Halifax", a pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Barré, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copies de toutes correspondances, listes de paye, documents, etc., entre le gouvernement de cette province ou aucun de ses membres avec la Municipalité de Messines, comté de Gatineau, ou aucun de ses officiers relativement à un montant de \$397.30 payé par le Ministre de la Colonisation, au mois d'octobre 1931, pour des travaux sur le chemin entre les rangs 4 et 5, lot 37-38-39, du canton de Messines.

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution relative au bill No 60, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'Instruction publique", rapportée du comité plénier, et lue la première et la seconde fois, le jeudi 22 février courant.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 60): "Loi modifiant la loi de l'Instruction publique".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 31) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'hygiène publique de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 10, intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines".

L'honorable M. Perrault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Perrault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen de la résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 26, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la prévention des incendies".

Bill No 36, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'adoption relativement à l'inscription du jugement d'adoption au registre de l'état civil".

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 10, intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines".

En conséquence, la Chambre se forme en Comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, Que tout propriétaire de concession minière qui affecte tout ou partie de son terrain à des fins de construction devra, avant de pouvoir disposer d'aucun lopin de terre à cette fin, ou permettre ou tolérer qu'on y érige des maisons d'habitation ou autres constructions, faire approuver un plan de subdivision par le ministre des mines et lui payer, en sus du prix déjà donné pour la concession minière, une somme de vingt-cinq dollars pour chaque lot de subdivision ne dépassant pas cinq mille pieds de superficie indiqué sur le plan et que toute vente, location, transport ou cession de lopins de terre, qui ne sera pas fait conformément aux dispositions ci-dessus sera nul, et le propriétaire de la concession minière sera passible d'une amende de cinquante dollars pour chaque lopin de terre vendu, loué, transporté ou cédé ou sur lequel il aura permis ou toléré l'érection de maisons d'habitation ou autres constructions contrairement auxdites dispositions.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption de ladite résolution ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 10) intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines".

L'honorable M. Perrault propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité plénier.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 45, intitulé: "Loi modifiant la Loi des poseurs de tuyauterie".

L'honorable M. Arcand propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Arcand informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que les dispositions de la Loi des poseurs de tuyauterie (Statuts refondus, 1925, chapitre 176A) ayant trait aux droits d'émission de licences et de leur renouvellement, comprendront les cas visés par les modifications apportées à l'article 2 de ladite loi, par la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Résolu, 2.—Que les entrepreneurs, compagnons et apprentis occupés à des travaux tels que définis par le sous-paragraphe *d*, du paragraphe 2^o de l'article 2 de ladite Loi des poseurs de tuyauterie ne seront pas soumis aux dispositions de ladite loi, si la municipalité où ils résident, par voie de règlement adopté avant l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions, les met déjà sous licence à la suite d'un examen de qualification technique, et que les licences émises pour tels entrepreneurs, compagnons et apprentis, ne seront valables que dans les limites de ladite municipalité.

Résolu, 3.—Que les dispositions dudit article 5 s'appliqueront même dans les municipalités de 10,000 âmes ou moins, si les travaux déterminés par les sous-paragraphes *a*, *b*, *c* et *d* de l'article 2, sont exécutés dans des édifices publics ou des établissements industriels, tels que définis par les sous-paragraphes 5 et 6 de l'article 2 de la Loi des appareils sous pression (Statuts refondus, 1925, chapitre 182A).

Résolu, 4.—Que nonobstant toute disposition à ce contraire de ladite Loi des poseurs de tuyauterie, toute personne, compagnie, association ou corporation qui fera affaires comme entrepreneur ou quiconque travaillera comme compagnon ou apprenti, ne sera pas assujetti aux dispositions de ladite loi, si le travail qu'elle entreprendra ou fera est un travail effectué sur des locomotives, des voitures de chemin de fer ou des bateaux.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption desdites résolutions ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 177) intitulé: "Loi détachant certains lots de la paroisse de Saint-Ours, dans le district électoral de Richelieu, et les annexant à la paroisse de Saint-Bernard, dans le district électoral de Saint-Hyacinthe, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement".

M. Phaneuf propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 178) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux ventes à tempérament".

L'honorable M. Dugas propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 28 FÉVRIER 1934

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le douzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 98.—Loi concernant la succession de feu dame F. Blanchard.

Bill 52.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement à la signature de certains jugements.

Et sans amendement:

Bill 48.—Loi relative à l'approbation des subdivisions de terrains par les autorités municipales en ce qui concerne les rues et ruelles.

Bill 163.—Loi modifiant l'article 123 de la Loi des cités et villes.

Le bill suivant est rapporté à la Chambre:

Bill 167.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, et le Code municipal, concernant l'éligibilité aux charges municipales.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le douzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 103.—Loi refondant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Votre comité recommande de prolonger au 15 mars prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le para-

graphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Delisle, du comité des Règlements, présente le douzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande de prolonger au 15 mars prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Moreau (Roberval), il est—

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 59) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'assistance publique de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Taschereau (Bellechasse), secondé par M. Moreault (Rimouski), il est—

Ordonné que M. Taschereau (Bellechasse) ait la permission de présenter un bill (No 182) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement à la qualité d'électeur".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 93, intitulé: "Loi modifiant la charte de l'hôpital Notre-Dame, à Montréal".

Bill No 94, intitulé: "Loi concernant la succession de feu Charles Colmore Grant, baron de Longueuil."

Bill No 109, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Hampstead."

Bill No 114, intitulé: "Loi changeant le nom de "The Trafalgar Institute."

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill No 45, intitulé: "Loi modifiant la Loi des poseurs de tuyauterie".

L'honorable M. Arcand propose "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill No 45, intitulé: "Loi modifiant la Loi des poseurs de tuyauterie".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 45) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les poseurs de tuyauterie".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé par M. Lafleur, le mardi 27 février courant, à la motion de M. Vautrin proposant que cette Chambre:—

ATTENDU que l'intention évidente des Pères de la Confédération a été de répartir les sources de revenu de façon que les Provinces fussent en état de remplir les fonctions qu'on leur attribuait;

ATTENDU que c'est pour donner suite à cette intention qu'on a procédé, en 1907, à rajuster les subsides annuels payés aux Provinces en vertu de l'acte constitutionnel de 1867;

ATTENDU que les Provinces ont à répondre à des besoins qui ne se faisaient pas sentir en 1907 et qui obèrent de plus en plus leurs budgets;

ATTENDU que le Dominion a reconnu à maintes reprises la nécessité de venir au secours des Provinces, soit en mettant à leur disposition des subventions spéciales, soit en leur accordant des aides particulières;

ATTENDU que ces subventions et ces aides, outre qu'elles ne sont pas toujours distribuées au *pro rata* de la population des différentes Provinces, sont quelquefois subordonnées à des conditions difficiles à remplir pour quelques-unes des Provinces, particulièrement pour celle de Québec;

EXPRIME L'AVIS:

1° Que le temps est venu de procéder à un nouveau rajustement des subsides annuels payables aux Provinces par le Dominion;

2° Que toutes subventions ou aides spéciales accordées aux Provinces par le Dominion devraient être réparties au *pro rata* de la population de celles-ci et sujettes seulement à des conditions acceptables pour chacune;

3° Qu'un comité spécial de cette Chambre devrait être immédiatement chargé de rédiger une adresse priant Son Excellence le Gouverneur Général du Canada de prendre les mesures nécessaires pour donner suite à l'avis ci-dessus exprimé.

Lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "CETTE CHAMBRE", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

“ATTENDU que les provinces canadiennes, en s'unissant pour former une fédération, se sont réservé des fonctions importantes, essentielles même dans les rouages de la constitution qui nous régit et qui, à bon droit, est diamétralement opposée à l'union législative;

“ATTENDU que l'indépendance financière des provinces vis-à-vis des autorités fédérales est une garantie du maintien et du bien-être de la Confédération;

“ATTENDU que le paiement de subsides par le gouvernement central aux différentes provinces a été décrété, dans l'acte constitutionnel de 1867, en compensation de l'abandon qu'elles ont alors fait au gouvernement central de plusieurs sources de revenu particulièrement des droits de douanes et d'accise;

“ATTENDU que depuis 1867, les subsides payés aux provinces n'ont pas augmenté dans la proportion du revenu provenant des droits de douane et d'accise;

“ATTENDU que la population des anciennes provinces, particulièrement celle de Québec, a contribué et contribue encore très largement au développement de la Confédération en général, et spécialement à celui des nouvelles provinces;

“ATTENDU qu'il convient de rechercher, non seulement s'il y a lieu de rajuster les subsides payables aux provinces, mais aussi s'il ne serait pas plus équitable d'établir une nouvelle répartition des sources de revenu entre le gouvernement central et les autorités provinciales;

“ATTENDU que, dans la répartition des subventions et subsides fédéraux aux provinces, il convient de tenir compte, et des moyens du gouvernement central et du chiffre de la population des différentes provinces, de même que des besoins actuels de chaque province ainsi que des sacrifices passés de sa population;

“ATTENDU que ces questions doivent être envisagées sans préoccupation électorale et qu'il faut se garder d'obérer le trésor fédéral de charges nouvelles, qui ne manqueraient pas de retomber surtout sur la population de Québec et de l'Ontario;

“ATTENDU que le pacte de 1867 ne doit pas être modifié sans le consentement de toutes les provinces;

“EXPRIME L'AVIS:—

“1.—Que le gouvernement de Québec devrait d'abord, en temps opportun, convoquer une conférence de tous les gouvernements provinciaux afin que ceux-ci, dans un esprit de conciliation et d'harmonie, recherchent ensemble le meilleur moyen de remédier à la situation actuelle et considèrent spécialement s'il n'y a pas lieu de modifier le mode de répartition des subsides fédéraux ainsi que des sources de revenu;

“2.—Que le gouvernement de Québec, en donnant son adhésion à tout nouveau mode de répartition des subsides fédéraux ou des sources de revenu, ne devrait ni ignorer les sacrifices considérables que la population de Québec a dû s'imposer pour aider au maintien, au développement de la Confédération et de quelques provinces sœurs, ni, non plus, renoncer au droit que notre province possède de demander, lorsque l'occasion en sera favorable, une juste compensation de ces sacrifices”.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs:

*Barré,
Béique,
Bertrand,
Duplessis,*

*Fisher,
Lafleur,
Sauvé,
Smart.—8.*

CONTRE

Messieurs:

*Arcand,
Authier,
Bachand,
Bastien,
Bélanger,
Bergeron,
Bouthillier,
Caron,
Casgrain,
Charbonneau,
Chouinard,
Cohen,
Côté (Bonaventure),
Crête,
Dansereau,
David,
Desmarais,
Dillon,
Drouin,
Duffy,
Dugas,
Duval,
Farand,
Fauteux,
Filion (Laval),
Fortier,
Fortin,
Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),
Frigon,
Gabias,
Gagnon (Frontenac),*

*Gagnon (Kamouraska),
Gaudet,
Gauthier,
Giguère,
Godbout,
Grant,
Laferté,
Lahaie,
Lapierre,
Lapointe,
Lortie,
McDonald,
Mercier,
Messier,
Moreau (Roberval),
Moreault (Rimouski),
Morel,
Paquet,
Perrault,
Phaneuf,
Piché,
Poulin,
Power,
Rochette,
Sabourin,
Saintonge,
Samson,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Turcotte,
Vautrin.—64.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

M. Vautrin propose, secondé par M. Bachand:

Qu'un comité spécial de cette Chambre soit chargé de rédiger une adresse priant Son Excellence le Gouverneur Général du Canada de prendre les mesures nécessaires pour donner suite à l'avis exprimé dans la résolution qui vient d'être adoptée, et que ce comité spécial soit composé des honorables MM. Perrault, David et Dillon et de MM. Bachand, Duplessis, Sauvé, Smart, Cohen, Rochette et Vautrin.

Un débat s'élève.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Fisher, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 15) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gasoline".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution relative au bill No 10, intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines"

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix, et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill No 10, intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines".

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 10) intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 14, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci

n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 66) intitulé: "Loi concernant la ville de Black-Lake".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

M. Gauthier propose, secondé par M. Drouin:

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toutes correspondances échangées avec le gouvernement depuis 1922 jusqu'aujourd'hui, au sujet de la production et de la vente du charbon de bois dans la Province.

La motion étant mise en délibération.

Un débat s'élève.

Sur la motion de M. Giguère, secondé par M. Sabourin, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

M. Barré propose, secondé par M. Guertin:

Que, attendu que les argents fournis par le crédit agricole fédéral coûtent 6½% d'intérêt, annuellement;

Attendu que le gouvernement de cette province peut se procurer l'argent à un taux moindre par l'établissement d'un système semblable à celui établi dans l'Ontario en 1922, sous le nom de "Ontario Saving Office";

Cette Chambre exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour instituer dès cette année un crédit agricole provincial alimenté en tout ou en partie par un système semblable à celui mentionné plus haut; et que l'octroi de 1½% actuellement accordé en réduction du taux exigé par le crédit agricole fédéral devrait être appliqué à réduire le taux d'intérêt que coûteraient les argents ainsi obtenus par le gouvernement.

La motion étant mise en délibération.

Un débat s'élève.

Sur la motion de M. Dugas, secondé par M. Phaneuf, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 175) intitulé: "Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec".

M. Fauteux propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 181) intitulé : "Loi modifiant le Code civil relativement aux baux de maisons".

M. Poulin propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 183) intitulé : "Loi modifiant le Code de procédure civile concernant l'expulsion de locataires dans certains cas".

M. Poulin propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 1er MARS 1934

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le treizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant :

Bill 66.—Loi concernant la ville de Black Lake.

Et avec des amendements :

Bill 112.—Loi concernant la paroisse de Notre-Dame de Lourdes.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer les bills suivants :

Bill No 86, intitulé : "Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield".

Bill No 89, intitulé : "Loi modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt."

Bill No 110, intitulé : "Loi concernant le testament de Louis-Jules Gaudry dit Bourbonnière."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 89) intitulé : "Loi modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 110) intitulé: "Loi concernant le testament de Louis-Jules Gaudry dit Bourbonnière", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 86) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 10) intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines".

L'honorable M. Perrault propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 52) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement à la signature de certains jugements".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 48) intitulé: "Loi relative à l'approbation des subdivisions de terrains par les autorités municipales en ce qui concerne les rues et ruelles".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 162) intitulé: "Loi modifiant l'article 53 de la Loi des véhicules automobiles".

Sur la motion de M. Caron, secondé par M. Rochette, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 44) intitulé: "Loi relative aux opérations forestières et aux bûcherons".

L'honorable M. Mercier propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Mercier informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps: puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

Sur la motion de M. Filion (Laval), secondé par M. Duffy, il est—

Ordonné que toutes les règles se rapportant aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés soient suspendues;

Qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

Que ladite pétition soit lue et reçue à la présente séance; que le règlement 498 soit suspendu;

Qu'il lui soit permis de présenter le bill No 116, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Laval-des-Rapides" comme s'il avait été déposé dans les délais prescrits par l'article 497 dudit règlement et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Filion (Laval), en conséquence, présente le bill (No 116) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Laval-des-Rapides", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 88) intitulé: "Loi concernant la Maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 98) intitulé: "Loi concernant la succession de feu dame Fortunat Blanchard".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 163) intitulé: "Loi modifiant l'article 123 de la Loi des cités et villes".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 65) intitulé: "Loi concernant le rachat de terrains détenus en vertu d'un contrat de louage, d'un bail à rente ou constitut dans certains districts électoraux".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'honorable M. Mercier dépose sur le bureau de la Chambre: Rapport de MM. Maxime Morin et Louis Morin au sujet d'une grève de bûcherons, à Rouyn.
(*Document de la session No 70*).

M. Vautrin propose, secondé par M. Dugas:

Que toutes les règles se rapportant aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés soient suspendues: Qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Gustave Hardy demandant l'adoption d'une loi légalisant l'adoption de Rosa Mongrain;

Que ladite pétition soit lue et reçue à la présente séance; que le règlement 498 soit suspendu; Qu'il lui soit permis de présenter le bill No 117, intitulé: "Loi concernant l'adoption de Rosa Mongrain, comme s'il avait été déposé dans les délais prescrits par l'article 497 dudit règlement et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Vautrin, en conséquence, présente le bill (No 117) intitulé: "Loi concernant l'adoption de Rosa Mongrain", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 182) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement à la qualité d'électeur".

M. Taschereau (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 25) intitulé: "Loi modifiant la Loi des mécaniciens de machines fixes".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec des amendements dans le titre et le dispositif.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption des amendements soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 33) intitulé: "Loi modifiant la Loi du salaire minimum des femmes".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et agréés.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 2 MARS 1934

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le quatorzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 46.—Loi modifiant le Code municipal.

Bill 49.—Loi modifiant la Loi des cités et villes.

Sur la motion de M. Casgrain, secondé par M. Dugas, il est—

Ordonné que M. Casgrain ait la permission de présenter un bill (No 184) intitulé: “Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement aux droits annuels ou taxes sur certains commerces”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Fauteux, il est—

Ordonné que M. Guertin ait la permission de présenter un bill (No 185) intitulé: “Loi modifiant la Loi du salaire minimum des femmes”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Bédard, secondé par M. Saurette, il est—

Ordonné que M. Bédard ait la permission de présenter un bill (No 186) intitulé: “Loi modifiant l'article 227 du Code municipal”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Mercier dépose sur le bureau de la Chambre, copie d'une lettre de M. l'abbé F. Poirier, curé de Duhamel, à M. P.-B. Bourget, gérant de la compagnie “Singer”, à Thurso, en date du 2 février 1934.
(*Document de la session, No 71*).

Question par M. Élie.—A combien s'élève la publicité payée ou due par chacun des ministères du gouvernement de la province au Journal d'Agriculture durant: *a.* juillet 1933; *b.* août 1933; *c.* septembre 1933; *d.* octobre 1933; *e.* novembre 1933; *f.* décembre 1933?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:
Rien.

Question par M. Élie.—A quel montant s'élève les achats de marchandises faits à la Coopérative Fédérée de Québec par chacun des ministères de la province durant l'année fiscale commençant le 1er juillet 1932 et finissant le 30 juin 1933?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:
\$129,562.91.

Question par M. Élie.—Depuis le 1er juillet 1933 au 31 janvier 1934, inclusivement, de quelle date à quelle date le gouvernement de la province a-t-il entretenu les chemins d'hiver pour la circulation des véhicules-moteurs sur la route Dorion-frontière d'Ontario (route No 2)?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

Le département de la voirie entretient comme chemins d'hiver la route Dorion-Rivière Beaudette depuis le 21 décembre 1933.

Question par M. Duplessis.—Quelle était, à la fin de chaque mois écoulé depuis le 1er juillet 1932, le montant non placé des fonds d'amortissement de la dette de la province ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell :

1932:—Juillet, \$76,234.01; Août, \$73,415.33; Septembre, 94,170.33; Octobre, \$92,303.43; Novembre, 92,303.43; Décembre, \$91,824.68.

1933:—Janvier, \$91,824.68; Février, \$89,822.28; Mars, \$89,822.28; Avril, \$91,035.98; Mai, \$97,586.33; Juin, \$1,630,532.15; Juillet, \$1,518,001.75; Août, \$1,518,001.75; Septembre, \$958,151.25; Octobre, \$958,173.87; Novembre, \$909,867.82; Décembre, \$901,500.79.

1934:—Janvier, \$891,236.74.

Question par M. Duplessis.—Relativement à la réponse du gouvernement, en date du 23 février 1934, et se rapportant aux comptes de banque de la province, qui ont été soutirés, pendant 339 jours, dans moins d'un an, savoir du 10 février 1933, inclusivement, au 29 janvier 1934, inclusivement :

1. Quelles sont les dates auxquelles les comptes de banque de la province n'ont pas été soutirés, pendant la période de temps mentionnée ci-dessus ?

2. Quels sont les 80 jours mentionnés dans ladite réponse du gouvernement en date du 23 février, 1934 ?

3. A combien se chiffre le total des intérêts payés au taux de $5\frac{1}{2}\%$ au sujet desdits comptes soutirés pendant ladite période de temps ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell :

1. 30 juin 1933; 1er juillet 1933; 2 juillet 1933; 3 juillet 1933; 4 juillet 1933; 5 juillet 1933; 6 juillet 1933; 7 juillet 1933; 8 juillet 1933; 9 juillet 1933; 10 juillet 1933; 4 août 1933; 5 août 1933; 6 août 1933; 7 août 1933.

2. Du 10 février 1933 au 30 avril 1933, les deux inclusivement.

3. \$61,231.61.

Question par M. Duplessis.—1. Les \$32,000,000.00 que le trésorier de la province a empruntés temporairement sur bons du Trésor pendant l'exercice 1932-33 ont-ils été versés au fonds consolidé du revenu ?

2. Sinon, à quel fonds ont-ils été versés ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell :

1. Oui.

Question par M. Duplessis.—1. Les \$61,921.16 qui paraissent avoir été dépensés par le bureau de l'imprimeur du Roi pendant l'exercice 1932-33 ont-ils été payés à même le fonds consolidé du revenu ?

2. Sinon, à même quel fonds ont-ils été payés ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell :

1. Oui.

Question par M. Duplessis.—1. Les \$773,572.56 de recettes provenant de la vente des timbres de loi pendant l'exercice 1932-33 ont-ils été versés au fonds consolidé du revenu ?

2. Sinon, à quel fonds ont-ils été versés ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. Oui.

Question par M. Duplessis.—1. La somme de \$150,000.00 qui, d'après les comptes publics de 1932-33, paraît avoir été dépensée pour couvrir partie du déficit des opérations du pont Montréal-Longueuil pour l'année 1932 a-t-elle été payée à même le fonds consolidé du revenu ?

2. Sinon, à même quel fonds ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. Oui.

Question par M. Duplessis.—1. Les \$583,764.49 que les municipalités ont payés et les \$95,484.61 que les patients ont payés, au gouvernement, pour les asiles d'aliénés et les \$146,961.95 que les municipalités ont payés au gouvernement pour les écoles de réforme pendant l'exercice 1932-33 ont-ils été versés au fonds consolidé du revenu ?

2. Sinon, à quel fonds ont-ils été versés ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. Oui.

Question par M. Guertin.—1. Sur quelles données, MM. Price, Waterhouse se sont-ils basés pour arriver aux montants de réserve pour sommes non-percevables, comprises dans les comptes recevables, tel que mentionnés aux Journaux de l'Assemblée législative du 21 février 1934 ?

2. Le gouvernement a-t-il demandé à ces vérificateurs de leur fournir un état détaillé de ces montants ?

3. Sinon pourquoi ?

4. Comment pourra-t-il juger des montants à écrire pour mauvaises dettes, sans ces renseignements ?

5. Par qui et depuis quelles dates sont dus les dix plus anciens comptes à percevoir par chacun des ministères mentionnés dans la question apparaissant aux Journaux de l'Assemblée législative du 21 février 1934 ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. 2. 3. 4. et 5. On a demandé à MM. Price, Waterhouse & Co. d'agir comme vérificateurs indépendants et au gré de leur jugement dans l'appréciation des valeurs recevables, c'est pourquoi nous n'avons pas ces détails. Le gouvernement s'en rapportera au jugement de ses propres officiers quant à la portion assignée pour les mauvaises créances.

Question par M. Guertin.—Combien de fermes ont été achetées par le gouvernement de cette province depuis la mise en vigueur de la Loi pour promouvoir le retour à la terre chapitre 41, 22 George V ?

Quelle somme globale le gouvernement a-t-il déboursé à cet effet ?

Ces terres, achetées par le gouvernement, ont-elles été vendues ?
Dans l'affirmative, le gouvernement en a-t-il disposé au prix d'achat ?

Réponse par l'honorable M. Laferté :

1. 264.
2. \$19,808.87.
3. Oui.
4. Non. \$0.30 de l'acre.

Question par M. Guertin.—1. Quels ont été les droits perçus en 1932-1933: *a.* dans le comté de Hull; *b.* dans le comté de Gatineau, pour les licences de lieux d'amusements, conformément à la Loi des licences de Québec ?

2. Quels ont été les droits perçus en 1932-1933: *a.* dans le comté de Hull; *b.* dans le comté de Gatineau, pour les licences de pistes de course et les droits d'entrée aux pistes de courses, conformément à la Loi des licences de Québec ?

3. Quel a été le revenu en 1932-1933, dans le comté de Gatineau, provenant des honoraires de l'enregistrement des appareils employés pour les paris ou gageures sur les pistes de courses et les droits imposés sur lesdits paris ou gageures, conformément à la Loi des licences de Québec ?

4. Quels ont été les droits du pauvre perçus en 1932-1933: *a.* dans le comté de Hull; *b.* dans le comté de Gatineau, en vertu des dispositions de la section VI, chapitre 189, du volume III des Statuts refondus, 1925, article 49 ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell :

1. 2. 3. et 4. Les livres de comptes au Bureau du revenu, Département du trésor, ne sont pas tenus par comtés, mais par districts de revenu pour ces perceptions et pour les fins de la Loi des licences, chapitre 25, S.R.Q., 1925, auxquelles elles se rapportent.

1. Dans le district de revenu de Hull, les droits perçus et remis au Trésorier de la Province, en 1932-33, pour les licences de lieux d'amusements, conformément à la Loi des licences de Québec, ont été de \$357.80.

2. Dans le district de revenu de Hull, les droits perçus et remis au Trésorier de la Province, en 1932-1933, pour les licences de pistes de courses, ont été de \$7,010.00, et pour les droits d'entrée aux pistes de courses, de \$3,556.22.

3. Dans le district de revenu de Hull, le revenu en 1932-1933, provenant des honoraires de l'enregistrement des appareils employés pour les paris ou gageures sur les pistes de courses, ont été de \$200.00, et pour les droits imposés sur lesdits paris ou gageures, de \$38,365.36, ce dernier montant étant sujet à une remise de 50%.

4. Dans le district de revenu de Hull, les droits du pauvre, y compris la surtaxe, perçus en 1932-1933, ont été de \$15,810.32, dont \$9,317.44 ont été remis soit au Secrétaire de la Province, soit au Trésorier de la Province, selon la loi.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 167) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, et le Code municipal concernant l'éligibilité aux charges municipales".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 174) intitulé: "Loi relative à l'émission de bons, obligations et débetures".

M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Béïque,
Bertrand,
Drouin,
Duplessis,*

*Élie,
Fisher,
Sauvé,
—7.*

CONTRE

Messieurs:

*Arcand,
Authier,
Bachand,
Bastien,
Bédard,
Bélanger,
Chouinard,
Côté (Bonaventure),
Crête,
Delisle,
Dufour,
Dugas,
Fauteux,
Filion (Laval),
Fillion (Lac-St-Jean),
Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),
Frigon,
La motion est ainsi rejetée.*

*Gagnon (Kamouraska),
Gauthier,
Giguère,
Godbout,
Laferté,
Mercier,
Moreau (Roberval),
Paquet,
Perrault,
Piché,
Rochette,
Saintonge,
Samson,
Saurette,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Vautrin.—36.*

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 179) intitulé: "Loi relative au fonds de l'Assistance publique".

M. l'Orateur signale à la Chambre que le bill lui paraît contrevenir à l'article 447 du règlement, et, après discussion, il réserve sa décision sur la question de savoir si le bill est régulier ou non.

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements apportés par le comité plénier au bill 25.—“Loi modifiant la Loi des mécaniciens de machines fixes”.

Les amendements sont, en conséquence, agréés.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 14, intitulé: “Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 86.—Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield”.

M. Bercovitch propose “que cette Chambre adopte maintenant les amendements” et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 112) intitulé: “Loi concernant la paroisse de Notre-Dame de Lourdes”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 116) intitulé: “Loi modifiant la charte de la ville de Laval-des-Rapides”.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 117) intitulé: “Loi concernant l'adoption de Rosa Mongrain”.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

M. l'Orateur donne communication à la Chambre de la lettre suivante:

CONSULAT GÉNÉRAL DE BELGIQUE.

MONTREAL, le 28 février 1934.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous remercier bien sincèrement pour la sympathie que vous avez bien voulu, au nom du Parlement Provincial, manifester à l'occasion de la mort de S. M. Albert, mon Auguste Souverain.

Je n'ai pas manqué, Monsieur le Président, de prier M. le Ministre des Affaires Étrangères à Bruxelles, de faire connaître à la famille Royale la part que l'Assemblée Législative a bien voulu prendre à notre deuil national, en se faisant représenter par une délégation au service solennel qui a été célébré à Montréal pour le repos de l'âme de Sa Majesté.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

M. HEYNE,

Consul Général de Belgique f.f.

L'Honorable T.-D. BOUCHARD,

Président de l'Assemblée Législative, Québec.

L'Ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 52) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement à la signature de certains jugements".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 66) intitulé: "Loi concernant la ville de Black Lake".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et des départements, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Assurance des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix-neuf mille trois cent vingt-quatre dollars et quatre-vingt-cinq cents soit ouvert à Sa Majesté, pour Taxe d'eau sur les édifices parlementaires, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Inspections, explorations, etc., (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureau de poste: traitements, dépenses contingentes, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'honorable M. Taschereau dépose, sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 27 février 1934 pour: Copies de toutes correspondances, listes de paye, documents, etc., entre le gouvernement de cette province ou aucun de ses membres avec la municipalité de Messines, comté de Gatineau ou aucun de ses officiers, relativement à un montant de \$397.30 payé par le Ministère de la Colonisation au mois d'octobre 1931 pour les travaux sur le chemin entre les rangs 4 et 5 lots 37-38-39 du canton de Messines.

(Document de la session No 72.)

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que l'orsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 6 MARS 1934

Prière.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le treizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant :

Bill 104.—Loi modifiant la charte de la corporation des révérends Pères Oblats de l'Immaculée Conception de Marie.

Sur la motion de M. Dugas, secondé par M. Casgrain, il est—

Ordonné que M. Dugas ait la permission de présenter un bill (No 187) intitulé : "Loi modifiant l'article 83 du Code, de procédure civile".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Lafleur, il est—

Ordonné que M. Duplessis, ait la permission de présenter un bill (No 188) intitulé : "Loi modifiant l'article 286 du Code de procédure civile concernant l'examen préalable".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Desmarais, secondé par M. Gagnon (Kamou-raska), il est—

Ordonné que M. Desmarais ait la permission de présenter un bill (No 189) intitulé : "Loi modifiant le Code civil concernant la prescription en matière commerciale".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Arcand, il est—

Ordonné que l'honorable M. Stockwell ait la permission de présenter un bill (No 68) intitulé : "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec relativement aux sociétés de secours mutuels".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 69) intitulé : "Loi modifiant la Loi du prêt agricole de Québec pour diminuer les frais d'enregistrement des actes et les frais sur les procédures".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Arcand, il est—

Ordonné que l'honorable M. Stockwell ait la permission de présenter un bill (No 70) intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences relativement aux distributeurs automatiques".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Duplessis.—1. Les comptes de banque de la province ont-ils été soutirés depuis le 30 janvier 1934, inclusivement, jusqu'au dimanche 18 février 1934, exclusivement?

Dans l'affirmative:

a. pendant combien de temps;

b. quand;

c. pour quelle somme chaque jour?

2. Quel est le taux d'intérêt payé ou payable par la province au sujet desdits comptes, pour chacun desdits jours?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. a, b. et c. Oui, comme suit:

Janvier 30:	\$6,220,124.12	Février 9:	\$7,199,197.76
31:	6,297,986.39	10:	7,228,660.90
Février 1:	6,664,569.98	11:	7,228,660.90
2:	6,810,358.44	12:	7,373,040.76
3:	6,844,322.05	13:	7,283,325.98
4:	6,844,322.05	14:	7,435,017.36
5:	6,950,405.82	15:	7,559,780.79
6:	6,975,501.53	16:	7,737,503.35
7:	7,044,290.27	17:	7,939,922.27
8:	7,136,164.77		

2. Cinq pour cent par année.

Sur motion de M. Duplessis, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état indiquant: Relativement à la somme de \$12,424,258.64 dépensée par la province en vertu de la "Loi modifiant la Loi de la Voirie", depuis le 4 avril 1929, inclusivement, jusqu'au 1er janvier 1934, d'après une réponse du gouvernement en date du 15 février 1934: 1. A qui a été payée ladite somme; 2. Quelle somme totale représente le coût des travaux exécutés sans qu'il y ait eu demande de soumissions par la voie des journaux.

L'honorable M. Perrault dépose, sur le bureau de la Chambre:
Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date de ce jour, demandant un état indiquant: Relativement à la somme de \$12,424,258.64 dépensée par la province en vertu de la "Loi modifiant la Loi de la Voirie", depuis le 4 avril 1929, inclusivement, jusqu'au 1er janvier 1934: 1. A qui a été payée ladite somme; 2. Quelle somme totale représente le coût des travaux exécutés sans qu'il y ait eu demande de soumissions par la voie des journaux.

(Document de la session No 73.).

Question par M. Guertin.—Combien y a-t-il eu de feux de forêts du 1er janvier 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement?

Que représente en acres la perte causée par ces feux de forêts?

A combien estime-t-on la perte en argent causée par ces feux?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. 1,553.

2. 113,358 acres.

3. \$373,132.69.

Question par M. Guertin.—Relativement aux garde-feux:

Quelle était l'échelle de salaire payée: *a.* en 1933; *b.* en 1932; *c.* en 1931?

Même question pour les journaliers à l'emploi du Département de la Voirie pour constructions, réparations ou entretien?

Quelles étaient les heures réglementaires de travail dans chaque cas:

a. par jour; *b.* par semaine?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. *a.* en 1933: \$55.00 à \$100.00 par mois; *b.* en 1932: \$55.00 à \$100.00 par mois; *c.* en 1931: \$65.00 à \$115.00 par mois.

2. Les heures et les jours de travail sont réglés par la température et les feux.

Réponse à la même question par l'honorable M. Perrault:

Le salaire des journaliers était: *a.* \$0.20 par heure; *b.* \$0.20 par heure; *c.* \$0.25 par heure.

Le salaire des journaliers avec un cheval était: *a.* \$0.30 par heure; *b.* \$0.30 par heure; *c.* \$0.35 par heure.

Le salaire des journaliers avec deux chevaux était: *a.* \$0.40 par heure; *b.* \$0.40 par heure; *c.* \$0.45 par heure.

Les heures réglementaires étaient: *a.* en 1931 et 1932: 10 heures; en 1933: 8 heures; *b.* en 1931 et 1932: 60 heures; en 1933: 48 heures.

Question par M. Guertin.—Quel est le montant total provenant des ventes faites par les magasins de la Commission des liqueurs, dans la ville de Hull, pour l'année 1932-1933?

Quel montant ont rapporté les licences de tavernes, d'hôtels, de restaurants, de clubs, etc., dans le comté de Hull, pour l'année 1932-1933 ?

Quel est le montant des amendes perçues en vertu de la Loi des liqueurs dans le district de Hull pour l'année 1932-1933 ?

Quel montant ont rapporté les saisies en vertu de la Loi des liqueurs dans le district de Hull, pour l'année 1932-1933 ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. \$621,862.10;
2. \$13,662.00.
3. \$781.00.
4. Nil.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Arcand, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 6) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec, en ce qui regarde l'évaluation des réclamations".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 69) intitulé: "Loi modifiant la Loi du prêt agricole de Québec pour diminuer les frais d'enregistrement des actes et les frais sur les procédures".

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Arcand, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 70) intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences relativement aux distributeurs automatiques".

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 25) intitulé: "Loi modifiant la Loi des mécaniciens de machines fixes".

L'honorable M. Arcand propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 46) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier du bill (No 49) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 186) intitulé: "Loi modifiant l'article 227 du Code municipal".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi 28 février dernier:

Qu'un comité spécial de cette Chambre soit chargé de rédiger une adresse priant Son Excellence le Gouverneur-Général du Canada de prendre les mesures nécessaires pour donner suite à l'avis exprimé dans la résolution qui vient d'être adoptée, et que ce comité spécial soit composé des honorables MM. Perrault, David et Dillon, et de MM. Bachand, Duplessis, Sauvé, Smart, Cohen, Rochette et Vautrin.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte et la motion doit se lire ainsi qu'il suit:

Qu'un comité spécial de cette Chambre soit chargé de préparer et de rapporter un projet d'adresse priant Son Excellence le Gouverneur-Général du Canada de prendre les mesures nécessaires pour donner suite à l'avis exprimé dans la résolution qui vient d'être adoptée, et que ce comité spécial soit composé des honorables MM. Perrault, David et Dillon, et de MM. Bachand, Duplessis, Sauvé, Smart, Cohen, Rochette et Vautrin.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi 28 février dernier:

Que, attendu que les argents fournis par le crédit agricole fédéral coûtent 6½% d'intérêt annuellement,;

Attendu que le gouvernement de cette province peut se procurer l'argent à un taux moindre par l'établissement d'un système semblable à celui établi dans l'Ontario en 1922, sous le nom de "Ontario Saving Office";

Cette Chambre exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour instituer dès cette année un crédit agricole provincial alimenté en tout ou en partie par un système semblable à celui

mentionné plus haut; et que l'octroi de 1½% actuellement accordé en réduction du taux exigé par le crédit agricole fédéral devrait être appliqué à réduire le taux d'intérêt que coûteraient les argents ainsi obtenus par le gouvernement.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Paquet, secondé par M. Bouthillier, il est—
Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi 28 février dernier:

Qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie de toutes correspondances échangées avec le gouvernement depuis 1922 jusqu'aujourd'hui, au sujet de la production et de la vente du charbon de bois dans la Province.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 20) intitulé: "Loi modifiant la Loi des établissements industriels".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

Bill No 34, intitulé: "Loi prolongeant d'une année la Loi des assurances de Québec, 1933, (dispositions temporaires)."

M. Francœur (Montréal-Dorion) propose, secondé par M. Saint-onge:

QUE CETTE CHAMBRE:

CONSIDÉRANT que nombre d'employeurs profitent du chômage actuel pour payer à leurs employés des salaires minimes, dérisoires même;

CONSIDÉRANT qu'il importe de mettre fin à ces abus, à cette exploitation de la misère humaine;

EXPRIME l'avis que le Gouvernement devrait prendre des mesures immédiates pour assurer un salaire équitable aux journaliers en général, de même qu'aux hommes et aux femmes qui travaillent pour les établissements industriels ou pour les maisons de commerce.

Et un débat s'élève.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 97) intitulé: "Loi concernant l'administration de certains biens de l'Union des municipalités de la province de Québec."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 103) intitulé: "Loi refondant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption de l'amendement soit remise à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion en discussion, à 6 heures, ce jour:

QUE CETTE CHAMBRE:

CONSIDÉRANT que nombre d'employeurs profitent du chômage actuel pour payer à leurs employés des salaires minimes, dérisoires même;

CONSIDÉRANT qu'il importe de mettre fin à ces abus, à cette exploitation de la misère humaine;

EXPRIME l'avis que le Gouvernement devrait prendre des mesures immédiates pour assurer un salaire équitable aux journaliers en général, de même qu'aux hommes et aux femmes qui travaillent pour les établissements industriels ou pour les maisons de commerce.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Turcotte, secondé par M. Mercier, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles normales: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureaux du gouvernement, Montréal: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

La résolution No 1 est lue une première et une seconde fois et agréée.

La résolution No 2 est lue une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption de la dite résolution soit remise à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 7 MARS 1934

Prière.

Sur la motion de M. Plante, secondé par M. Delisle, il est—

Ordonné que tous les règles se rapportant aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés soient suspendues;

Qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Corporation de Crédit et d'Entreposage, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

Que ladite pétition soit lue et reçue à la présente séance; que le règlement 498 soit suspendu;

Qu'il lui soit permis de présenter le bill No 118, intitulé: "Loi modifiant la charte de la corporation de crédit et d'entreposage", comme s'il avait été déposé dans les délais prescrits par l'article 497 dudit règlement et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Plante, en conséquence, présente le bill (No 118) intitulé: "Loi modifiant la charte de la corporation de crédit et d'entrepasage", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le quinzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 182.—Loi modifiant le Code municipal relativement à la qualité d'électeur.

Bill 186.—Loi modifiant l'article 227 du Code municipal.

Et avec des amendements:

Bill 11.—Loi modifiant la Loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres.

M. Delisle, du comité des Règlements, présente le treizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition de Joseph-Henri Desrochers, M.D., demandant l'adoption d'une loi autorisant le changement d'un des co-exécuteurs testamentaires à la succession de feu Dame Marie-Blanche Rolland, épouse de Joseph-Henri Desrochers, M.D., est régulière et suffisante; que le bill qui a été déposé par le pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et à l'avis qui en a été donné, que cette pétition n'a pas encore été suffisamment annoncée mais que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence votre comité recommande de suspendre le règlement à l'égard de cette insuffisance des annonces et de permettre au pétitionnaire de présenter immédiatement le bill qu'il a déposé.

Ordonné que l'adoption dudit rapport ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 80, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Hull."

Bill No 111, intitulé: "Loi constituant en corporation "l'Institut des Sœurs de Notre-Dame-de-Mont-Laurier".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 4, intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences en ce qui regarde les lieux d'amusements."

Bill No 15, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gazoline."

Bill No 48, intitulé: "Loi relative à l'approbation des subdivisions de terrains par les autorités municipales en ce qui concerne les rues et ruelles."

Bill No 54, intitulé: "Loi concernant le rachat des obligations de la province pour lesquelles aucun fonds d'amortissement n'a été établi."

Sur un message reçu de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province transmis par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la Verge noire, M. l'Orateur et les députés de la Chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province veut bien donner au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- 2 Loi modifiant les lois concernant les compagnies de télégraphe et de téléphone.
- 3 Loi concernant certains actes et documents dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé.
- 4 Loi modifiant la Loi des licences en ce qui regarde les lieux d'amusements.
- 5 Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques concernant les heures de fermeture.
- 7 Loi modifiant la Loi des huissiers.
- 9 Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile concernant les jours fériés.
- 12 Loi modifiant la Loi des jurés relativement à leur indemnité.
- 15 Loi modifiant la Loi de la gazoline.
- 16 Loi concernant la contribution du gouvernement pour assurer le succès des fêtes du troisième centenaire de la fondation de la cité des Trois-Rivières.
- 21 Loi modifiant la Loi de l'instruction publique concernant la perception des taxes scolaires.
- 23 Loi modifiant la Loi des sociétés historiques.
- 26 Loi modifiant la Loi de la prévention des incendies.
- 27 Loi modifiant la Loi des enquêtes sur les incendies.
- 29 Loi concernant les concours physiques.
- 34 Loi prolongeant d'une année la Loi des assurances de Québec, 1933, (dispositions temporaires).
- 35 Loi concernant le pont de la baie de Gaspé.
- 36 Loi modifiant la Loi de l'adoption relativement à l'inscription du jugement d'adoption au registre de l'état civil.
- 48 Loi relative à l'approbation des subdivisions de terrains par les autorités municipales en ce qui concerne les rues et ruelles.
- 54 Loi concernant le rachat des obligations de la province pour lesquelles aucun fonds d'amortissement n'a été établi.
- 75 Loi permettant à Jalmor Frederick Susta de changer son nom en celui de Charles Jalmor Frederick Anderson.

-
- 77 Loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre Thomas Joseph McNally au nombre de ses membres.
- 79 Loi étendant les pouvoirs de la "International Advent Christian Conference."
- 80 Loi modifiant la charte de la cité de Hull.
- 82 Loi refondant la charte de la Corporation du Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière.
- 83 Loi constituant en corporation l'École supérieure d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière.
- 85 Loi validant certains actes concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque.
- 86 Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.
- 87 Loi changeant le nom de Andrew Dawes Porteous en celui de Andrew Dawes.
- 89 Loi modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt.
- 93 Loi modifiant la charte de l'Hôpital Notre-Dame, à Montréal.
- 94 Loi concernant la succession de feu Charles Colmore Grant, baron de Longueuil.
- 96 Loi concernant "The Church Society of the Diocese of Quebec."
- 101 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Marcel Poulin, des cité et district de Montréal, à l'étude de la profession d'avocat, sans examen.
- 105 Loi constituant en corporation "L'Orphelinat agricole de Saint-Ferdinand d'Halifax".
- 109 Loi modifiant la charte de la ville de Hampstead.
- 110 Loi concernant le testament de Louis-Jules Gaudry dit Bourbonnière.
- 111 Loi constituant en corporation "l'Institut des Sœurs de Notre-Dame-de-Mont-Laurier".
- 114 Loi changeant le nom de "The Trafalgar Institute".
- La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:
- "Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."
- Et à leur retour.
-

Question par M. Duplessis.—1. A quelles banques étaient déposés le 30 juin 1933:

- a. Les dépôts judiciaires ?
 - b. Les fonds d'amortissement non placés de la dette de la province ?
 - c. Les fonds d'amortissements municipaux *re* construction de logements ouvriers ?
 - d. Les taxes sur les corporations pour l'année 1933-34 ?
2. A quel montant s'élevait chaque dépôt et quel numéro portait le compte de ce dépôt ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. a. Banque Royale du Canada,	Québec	\$ 15,433.45
Banque de Montréal,	Montréal	16,117.11
Banque Canadienne Nationale,	St-Joseph, Bce ...	2,615.84
Banque Canadienne Nationale,	Mont-Laurier ...	1,792.00
Banque Canadienne Nationale,	Sherbrooke	11,973.81
Banque Canad. du Commerce,	Cowansville	7,891.36
Banque Royale du Canada,	Trois-Rivières ...	13,750.79
Banque Canadienne Nationale,	Québec	50,934.57
Banque Canadienne Nationale,	Sorel	5,283.92
Banque Canadienne Nationale,	Joliette	4,279.49
Banque Canadienne Nationale,	Hull	14,948.98
Banque de Montréal,	Drummondville ..	310.32
Banque de Montréal,	Arthabaska	2,621.20
Banque de la Nouvelle-Écosse,	New-Carlisle ...	1,399.60
Banque Canadienne Nationale,	Amos	1,464.59
Banque Canadienne Nationale,	Chicoutimi	2,355.61
Banque Canadienne Nationale,	Montréal	76,875.22
Banque de Montréal,	Rivière-du-Loup ..	4,698.21
Banque Canadienne Nationale,	Montmagny	2,288.50
Banque Canadienne Nationale,	Malbaie	1,149.26
Banque Canadienne Nationale,	Valleyfield	15,789.91
Banque Canadienne Nationale,	Rimouski	1,449.52
Banque de la Nouvelle-Écosse,	Campbell's Bay ...	3,544.18
Banque de Montréal,	St-Jérôme	158.24
Banque Canadienne Nationale,	St-Jérôme	7,626.16
Banque Canadienne Nationale,	St-Jean, Québec ..	15,834.40
Banque Canadienne Nationale,	St-Hyacinthe ...	12,171.58
Banque Canadienne Nationale,	Percé	495.36
Banque Canadienne Nationale,	Roberval	24,231.48
Banque Canadienne Nationale,	Baie-St-Paul	149.92
Banque Canadienne Nationale,	Nicolet	351.09
Banque Canadienne Nationale,	Berthierville	77.86
Banque Canadienne Nationale,	Rouyn	0.42
Banque de Montréal,	Québec	500,000.00
b. et c. Banque de Montréal,	Québec.	
d. La Banque Canadienne Nationale,	Québec.	

2. Tous les montants furent déposés au nom du Trésorier de la Province de Québec.

Sur la motion de M. Duplessis, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant: Relativement aux valeurs que le département du trésor a achetées depuis le 1er juillet 1932 pour placer des fonds d'amortissement de la dette de la province: 1. Quelles sont ces valeurs; 2. De qui chacune de ces valeurs a été achetée; 3. A quelle date chacune de ces valeurs a été achetée; 4. Quel prix par cent piastres et quelle somme totale chacune de ces valeurs a été payée; 5. Quelle commission a été payée dans chaque cas et à qui.

L'honorable M. Stockwell dépose, sur le bureau de la Chambre: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date de ce jour, demandant un état indiquant: Relativement aux valeurs que le département du trésor a achetées depuis le 1er juillet 1932 pour placer des fonds d'amortissement de la dette de la province: 1. Quelles sont ces valeurs; 2. De qui chacune de ces valeurs a été achetée; 3. A quelle date chacune de ces valeurs a été achetée; 4. Quel prix par cent piastres et quelle somme totale chacune de ces valeurs a été payée; 5. Quelle commission a été payée dans chaque cas et à qui.

(Document de la session No 74.)

Question par M. Smart.—La Commission des Liqueurs de Québec a-t-elle contracté des emprunts:

1. Du 1er janvier 1930 inclusivement au 31 décembre 1930 inclusivement;

2. Du 1er janvier 1931 inclusivement au 31 décembre 1931 inclusivement;

3. Du 1er janvier 1932 inclusivement au 31 décembre 1932 inclusivement;

4. Du 1er janvier 1933 inclusivement au 31 décembre 1933 inclusivement;

Dans l'affirmative:

a. Pour quelle somme chacune desdites années;

b. Pour combien de temps, chacune desdites années?

c. A quel taux d'intérêt, pour chacune desdites années?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. 2. 3. et 4. Non.

M. Chouinard propose, secondé par M. Côté (Gaspé-Nord):

Que cette Chambre est d'opinion qu'il est urgent de prendre tous les moyens nécessaires afin d'établir pour nos Pêcheries, la coopération fédérale-provinciale, dès le début de la saison de pêche 1934, et sur le même plan que le système d'administration qui régit le service d'Agriculture de notre Province.

Et la motion étant mise en délibération.

Un débat s'élève.

Sur la motion de M. Béique, secondé par M. Élie, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 44, intitulé: "Loi relative aux opérations forestières et aux bûcherons".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau à la présente séance.

Ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle l'adoption de l'amendement apporté par le comité plénier au bill (No 103) intitulé: "Loi refondant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe".

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant l'amendement" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

L'amendement est, en conséquence, adopté.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 104) intitulé: "Loi modifiant la charte de la corporation des révérends pères Oblats de l'Immaculée Conception de Marie".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 44, intitulé: "Loi relative aux opérations forestières et aux bûcherons".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors la Chambre s'ajourne.

JEUDI 8 MARS 1934

Prière.

Sur la motion de M. Bercovitch, secondé par M. Cohen, il est—

Ordonné que toutes les règles se rapportant aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés soient suspendues;

Qu'il lui soit permis de présenter la pétition de M. Samuel Julius Smilovitz, demandant l'adoption d'une loi pour changer son nom en celui de Samuel Julius Smiley;

Que ladite pétition soit lue et reçue à la présente séance; que le règlement 498 soit suspendu;

Qu'il lui soit permis de présenter le bill No 119, intitulé: "Loi permettant à Samuel Julius Smilovitz de changer son nom de famille en celui de Samuel Julius Smiley, comme s'il avait été déposé dans les délais prescrits par l'article 497 dudit règlement et que ce bill soit maintenant lu la première fois.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Bercovitch, en conséquence, présente le bill No 119, intitulé: "Loi permettant à Samuel Julius Smilovitz de changer son nom de famille en celui de Samuel Julius Smiley", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Bercovitch, secondé par M. Cohen, il est—

Ordonné que toutes les règles se rapportant aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés soient suspendues;

Qu'il lui soit permis de présenter la pétition de M. Max Schwartz, demandant l'adoption d'une loi pour changer son nom en celui de Max Herman Swards;

Que ladite pétition soit lue et reçue à la présente séance; que le règlement 498 soit suspendu;

Qu'il lui soit permis de présenter le bill No 120, intitulé: "Loi permettant à Max Schwartz de changer son nom de famille en celui de Max Herman Swards, comme s'il avait été déposé dans les délais prescrits par l'article 497 dudit règlement et que ce bill soit maintenant lu la première fois.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Bercovitch, en conséquence, présente le bill No 120, intitulé: "Loi permettant à Max Schwartz de changer son nom de famille en celui de Mac Herman Swards" qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le seizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rejeter le bill suivant:

Bill 78.—Loi constituant en corporation "The Better Business Bureau of Montreal".

M. Cohen, du comité des bills privés en général présente le quatorzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 99.—Loi modifiant la charte de la cité de Grand'Mère.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 76, intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec."

Bill No 90, intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal."

Bill No 113, intitulé: "Loi refondant la charte de la ville de Montréal-est."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 76) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 90) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 113) intitulé: "Loi refondant la charte de la ville de Montréal-Est", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption desdits amendements soit remise à la séance de mardi prochain.

L'ordre du jour appelle l'adoption du treizième rapport du comité des règlements relatif à la pétition de Joseph-Henri Desrochers, M. D., demandant l'adoption d'une loi autorisant le changement d'un des

co-exécuteurs testamentaires à la succession de feu Dame Marie-Blanche Rolland, épouse de Joseph-Henri Desrochers, M.D.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant le rapport" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le rapport est, en conséquence, adopté.

Sur la motion de M. Fortin, il est—

Ordonné que l'article 516 du règlement soit suspendu :

Qu'il lui soit permis de présenter le bill No 115, intitulé: "Loi autorisant le changement d'un des co-exécuteurs testamentaires à la succession de feu Dame Marie-Blanche Rolland, épouse de Joseph-Henri Desrochers, M.D."

M. Fortin, en conséquence, présente le bill (No 115) intitulé: "Loi autorisant le changement d'un des co-exécuteurs testamentaires à la succession de feu Dame Marie-Blanche Rolland, épouse de Joseph-Henri Desrochers, M.D."

La motion "que le bill soit maintenant lu une première fois" est mise aux voix, et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Casgrain, secondé par M. Dugas, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 82, intitulé: "Loi refondant la charte de la Corporation du collège de Sainte-Anne de la Pocatière", a pour objet de favoriser la diffusion de l'instruction publique en général, les droits que les promoteurs ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Casgrain, secondé par M. Dugas, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 83, intitulé: "Loi constituant en corporation l'École Supérieure d'Agriculture de Sainte-Anne de la Pocatière", a pour objet de favoriser la diffusion de la science agricole, les droits que les promoteurs ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Question par M. Élie.—Relativement aux primes de défrichement et de labour au montant de \$95,213.23 payées durant l'année fiscale commençant le 1er juillet 1932 et finissant le 30 juin 1933, d'après les Comptes publics 1932-33, page 303:

1. Ce montant est-il compris dans la somme mentionnée à la réponse consignée aux Journaux de l'Assemblée législative de la séance du 15 février 1934?

2. Dans la négative, pourquoi?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

1. Ce montant n'est pas compris dans la somme mentionnée précédemment et doit y être ajouté.

2. Par suite d'une erreur de transcription.

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution du Budget rapportée du comité des subsides et lue la première et la seconde fois le mardi 6 mars courant: "Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le bureau du gouvernement, Montréal: entretien et réparations (Travaux Publics)".

Et la motion "que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 44, intitulé: "Loi relative aux opérations forestières et aux bûcherons".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

L'honorable M. Taschereau dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 31 janvier 1934, pour: Copie de toute correspondance entre le gouvernement ou tout ministre ou fonctionnaire et toute autre personne, depuis le 1er janvier 1930, relativement au troupeau de Monsieur Émile Groulx, de Saint-Eustache, comté des Deux-Montagnes.

(Document de la session No 75.)

Question par M. Élie.—1. Depuis la sanction en 1909 de la Loi des sociétés coopératives agricoles, dans cette province, combien desdites sociétés coopératives ont été incorporées?

2. Combien y avait-il, le 31 décembre 1933, de sociétés coopératives agricoles dans cette province?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. 489.

2. Le département n'ayant pas de rapport précis, sur les sociétés qui ont été dissoutes, ne peut donner le nombre exact des sociétés existantes au 31 décembre, 1933.

Question par M. Élie.—Avant le 15 février 1934, conformément à l'article 22 du chapitre 57 des Statuts refondus de la province de Québec, 1925, combien de sociétés coopératives agricoles ont transmis au ministre de l'agriculture une copie de l'état de leurs affaires pour leur exercice terminé le 31 décembre 1933?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

134.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 186) intitulé: "Loi modifiant l'article 227 du Code municipal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 180) intitulé: "Loi détachant certains lots du deuxième rang du canton d'Armagh, du district électoral de Bellechasse, et les annexant à la paroisse de Saint-François, dans le district électoral de Montmagny, pour toutes les fins".

M. Paquet propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 188) intitulé: "Loi modifiant l'article 286 du Code de procédure civile concernant l'examen préalable".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 44, intitulé: "Loi relative aux opérations forestières et aux bûcherons".

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer une commission composée de deux membres, dont l'un sera désigné comme président, et appelée "Commission des opérations forestières de Québec" et que les membres de cette commission seront nommés durant bon plaisir et leur rémunération sera déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolu, 2.—Que, dans le cas où un ou les membres de la commission sera ou seront dans l'incapacité d'agir en raison de maladie, d'absence ou d'autre cause, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer une ou deux personnes, selon le cas, pour agir à la place de ce ou de ces membres; et que toute personne ainsi nommée pourra com-

pléter une affaire non terminée à laquelle elle aura pris part, même si le membre de la commission qu'elle aura remplacé sera revenu ou devenu habile à agir.

Résolu, 3.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera les localités où la commission devra siéger et où elle devra avoir son bureau et qu'il devra aussi mettre un local convenable à la disposition de la commission afin qu'elle puisse y tenir ses séances et y transiger ses affaires en général.

Résolu, 4.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera un secrétaire de la commission et déterminera sa rémunération; que ce secrétaire occupera sa charge durant bon plaisir et que ses devoirs seront ceux déterminés par la commission.

Résolu, 5.—Que les rémunérations ci-dessus, et toutes les dépenses encourues par la commission dans l'exécution de ses devoirs et de ses attributions, y compris tous les frais raisonnables de voyage réellement encourus par les personnes visées par l'article 11 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, seront payées à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Et la Chambre continue à siéger après minuit, vendredi matin.

Vendredi, 9 mars 1934.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

Ordonné que la seconde lecture des résolutions ait lieu à la prochaine séance.

Et la Chambre ayant continué à siéger jusqu'à minuit et quinze minutes, vendredi matin, s'ajourne à ce jour.

VENDREDI 9 MARS 1934

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le dix-septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 8.—Loi modifiant l'article 599 du Code de procédure civile concernant l'insaisissabilité de certains traitements et salaires.

Bill 32.—Loi concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal.

Et avec des amendements:

Bill 60.—Loi modifiant la Loi de l'instruction publique.

Le bill suivant a été rejeté:

Bill 153.—Loi modifiant la Loi des salaires de certains officiers de justice et la loi concernant les palais de justice et les prisons.

Sur la motion de M. Desmarais, secondé par M. Dufour, il est—

Ordonné que M. Desmarais ait la permission de présenter un bill (No 190) intitulé: "Loi modifiant la Loi des exemptions de taxes municipales".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. David dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 24 janvier 1934, pour: Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 15 mars 1933, inclusivement, et se rapportant au chapitre 76, 23 Geo. V, Loi modifiant la Loi de l'Assistance Publique de Québec relativement aux fonds de l'Assistance Publique.
(*Document de la session No 76.*)

L'honorable M. Mercier dépose sur le bureau de la Chambre:

Vingt-deuxième rapport de la Commission des Eaux Courantes de Québec, 1933.
(*Document de la session No 77.*)

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$25,000.00 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après l'ordre en conseil approuvé le 13 juillet, 1933, par le lieutenant-gouverneur, et portant le numéro 1495:

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$25,000.00 ?

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$25,000.00 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après l'ordre en conseil approuvé le 17 janvier, 1934, par le lieutenant-gouverneur, et portant le numéro 133 :

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$25,000.00 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout aux questions qui précèdent :

BUDGET 1933-1934 :

Ordre en Conseil No 1495 du 13 juillet 1933 :	\$ 25,000.00
Ordre en Conseil No 133 du 17 janvier 1934	25,000.00
	<hr/>
	\$50,000.00
26 juil., Chas-A. Harrison, agent commercial, sal. et dép. juin.	\$2,221.13
24 août, Chas-A. Harrison, agent commercial, sal. et dép. juil.	1,386.27
2 sept., Producteurs de Sucre d'Erable, Sal. de propagandiste.	225.00
2 sept., Les Producteurs de Sucre d'Erable, annonces	2,302.05
22 sept., Les Producteurs de Sucre d'Erable, expéd. de sucre. .	159.42
22 sept., Les Producteurs de Sucre d'Erable, 50% des déboursés, <i>re</i> démonstrations à Montréal.	275.70
22 sept., Les Producteurs de Sucre d'Erable, a-c subvention 1933-1934	1,800.00
22 sept., Les Producteurs de Sucre d'Erable, bal. subvention 1933-1934	1,800.00
23 sept., Chas-A. Harrison, agent commercial, sal. et dép. août	836.07
17 oct., Chas-A. Harrison, agent commercial, sal. et dép. sept.	1,369.23
7 nov., Cooper & Co. Stores, Ltd, règlement <i>re</i> vente du miel.	5,877.06
22 nov., Chas-A. Harrison, agent commercial, sal. et dép. oct. .	1,366.84
22 déc., Chas-A. Harrison, agent commercial, sal. et dép. nov.	1,021.58
8 janv., Les Producteurs de Sucre d'Erable, subvention spéc.	5,000.00
8 janv., La Cie de l'Événement Publicité, propagande Agric. .	400.00
9 janvier, Le Soleil, Ltée, Publicité, propagande agricole.	150.00
19 janv., Chas-A. Harrison, agent commercial, sal. et dép. déc	1,796.38
22 fév., Chas-A. Harrison, agent commercial, sal. et dép., janv	1,045.72
	<hr/>
Dépensé à date	\$28,032.45

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$50,000.00 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après l'ordre en conseil approuvé le 21 juillet, 1932, par le lieutenant-gouverneur, et portant le numéro 1786:

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$50,000.00 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

BUDGET 1932-1933:

Ordre en Conseil No 1786 du 21 juillet 1932 \$ 50,000.00

19 juil., L'Agence Canadienne de Publicité, dessins, patates . .	\$ 200.00
1 août, Chas-A. Harrison, agt comm., sal. et dép., juin	1,232.54
25 août, Véronique Durand, frais de voyage en Europe	200.00
25 août, Jeanne Drouin, frais de voyage en Europe	200.00
25 août, Cy. Vaillancourt, frais de voyage en Europe	500.00
30 août, Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., juillet . .	598.77
2 sept., Soc. Coop. des Producteurs de Lin, de Vaudreuil et Soulanges, sub., pour entrepôt	1,000.00
9 sept., Cy. Vaillancourt, frais de voyage en Europe	1,000.00
9 sept., Véronique Durand, frais de voyage en Europe	500.00
9 sept., Jeanne Drouin, frais de voyage en Europe	500.00
10 sept., Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., août . . .	853.12
15 sept., Chas-A. Harrison, agt.-comm., propagande	774.00
20 sept., Coopérative Fédérée de Québec, sal. et dép. des prop.	1,242.74
18 oct., Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., sept.	1,217.32
10 nov., Cy. Vaillancourt, frais de voyage en Europe	400.00
21 nov., Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., octobre . .	996.40
30 nov., Soc. Coop. Agricole de Val-d'Espoir, expédition de pois verts aux Etats-Unis	2,576.62
9 déc., Les Producteurs de Sucre d'Erable, march. aux expos. .	887.63
21 déc., Chas.-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., novembre	809.64
30 déc., Véronique Durand, bulletin recettes culinaires	175.00
31 déc., The Gazette Printing Co., Imp. et buvards	2,432.34

19 janv., J. Howitt & Son, Ltd., impressions	675.54
25 janv., Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., décembre	1,121.48
9 fév., Les Producteurs de Sucre d'Erable, subvention spéciale	4,200.00
9 fév., Les Producteurs de Sucre d'Erable, march. aux exposi.	706.97
9 fév., Les Producteurs de Sucre d'Erable, march. aux expos.	180.67
16 fév., Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., janvier	913.54
18 fév., Les Producteurs de Sucre d'Erable, subvention	3,000.00
4 mars, Marcelle Gagnon, frais de voyage	150.00
9 mars, Chas-A. Harrison, agt.-comm., frais de démonstration <i>re</i> sucre d'érable	47.67
13 mars, Les Producteurs de Sucre d'Erable, dépt. exposition à Montréal	59.72
14 mars, Chas-A. Harrison, agt.-comm. sal. et dép., février	731.54
18 mars, Coopérative Fédérée de Québec, subv. <i>re</i> abattoir de Princeville	11,300.00
24 mars, Les Producteurs de Sucre d'Erable, subv. <i>re</i> propag.	350.00
4 avril, Véronique Durand, frais de voyage	326.43
4 avril, Jeanne Drouin, frais de voyage	349.96
12 avril, Cy. Vaillancourt, frais de voyage	358.30
25 avril, Marcelle Gagnon, frais de voyage	138.94
27 avril, Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., mars	1,284.67
8 mai, Chas-A. Harrison, agt.-comm., démonstration des pro- duits de l'Erable	349.58
11 mai, La Cie de l'Événement, propagande spéciale	200.00
27 mai, Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., avril	950.30
2 juin, Soc. Coop. des Producteurs de Lin, Vaudreuil et Sou- langes, subvention spéciale	1,000.00
5 juin, Marcelle Gagnon, frais de voyage	149.96
30 juin, Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép. mai	723.26
30 juin, Les Producteurs de Sucre d'Erable, Subve. spéciale <i>re</i> Publicité	500.00
30 juin, The Gazette Printing Co., Impressions	1,470.00
30 juin, Les Producteurs de Sucre d'Erable, marchandises	56.47
30 juin, Edmond Chassé, publicité pour propag. agricole	250.00

\$49,841.12

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$50,000.00 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après l'ordre en conseil approuvé le 9 juillet, 1931, par le lieutenant-gouverneur, et portant le numéro 1838:

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$50,000.00 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

BUDGET 1931-1932:

Ordre en Conseil No 1838 du 9 juillet 1931	\$ 50,000.00
3 juil., Chas-A. Harrison, agt.-comm., bal. sal. et dép., mai . . .	\$ 1,095.20
29 juil., Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép. juin	1,467.07
20 août, Les Producteurs de Sucre d'Erable, pour échantillons aux expositions.	1,034.87
25 août, Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., juillet . . .	1,416.64
30 sept., Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., août	82.95
26 sept., Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., août	941.92
19 oct., Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., septembre .	1,331.33
25 nov., Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., octobre . .	1,156.74
18 déc., Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., novembre	1,041.35
22 janv., Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., décembre	1,159.42
26 janv., Coopérative Fédérée de Québec, publi. <i>re</i> patates . . .	3,144.27
7 fév., Coopérative Fédérée de Québec, publicité <i>re</i> patates . . .	714.28
9 mars, Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., janvier . . .	1,290.39
16 mars, Les Producteurs de Sucre d'Erable, analyses et rech.	175.00
4 avril, Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., février . . .	955.86
12 avril, Coopérative Fédérée de Québec, déficit <i>re</i> expo. from.	3,188.18
20 avril, Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., mars	1,062.07
30 avril, Cie d'Imprimerie et de Lithographie Canadienne, Ltée, impression de brochures	1,300.00

2 mai, Les Producteurs de Sucre d'Erable, recherches et anal..	175.00
23 mai, Cie d'Imprimerie et de Lithographie Canadienne, Ltée, dessins	245.00
26 mai, Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., avril	997.56
6 juin, Les Producteurs de Sucre d'Erable, analyses et rech...	175.00
20 juin, Coopérative Fédérée de Québec, publicité <i>re</i> patates..	158.60
21 juin, Les Producteurs de Sucre d'Erable, subvention	5,000.00
25 juin, Les Producteurs de Sucre d'érable, subvention	150.00
25 juin, Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., mai	883.75
25 juin, Les Producteurs de Sucre d'Erable, prêt	10,000.00
25 juin, Les Producteurs de Sucre d'Erable, subv. spéciale....	4,000.00
25 juin, Soc. Coop. Agricole, Abitib-Est, subv. spéciale	3,000.00
25 juin, Soc. Coop. Agricole de Grondines, subv. spéciale....	780.00
30 juin, Soc. Coop. Agricole de Cap-d'Espoir, subv. spéciale..	538.77
30 juin, J.-W. Delaney, fret <i>re</i> exp. de patates	5.92

\$48,667.14

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$50,000.00 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après l'ordre en conseil approuvé le 7 août, 1930, par le lieutenant-gouverneur, et portant le numéro 1708:

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$50,000.00 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

BUDGET 1930-1931:

Ordre en Conseil No 1708 du 7 août 1930. \$ 50,000.00

23 juil., Chas-A. Harrison, agt.-comm., bal. sal. et dép., juin ..	\$ 584.17
8 août, Soc. Coop. des Tabacs de Joliette, acompte, subvent ..	10,000.00
12 août, Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., juil.	833.44

13 sept., Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép. août.	1,014.35
11 oct., Soc. Coop. des Tabacs de Joliette, balance subvention	28,000.00
20 oct., Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., sept.	1,229.66
26 nov., Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., octobre . .	953.85
22 déc., Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., novembre	1,044.79
23 janv., Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., décembre	1,383.43
12 fév., Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., janvier . . .	972.89
8 mars, Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., février. . . .	702.35
27 avril, Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép. mars-avril	1,758.40
5 mai, Rock City Tobacco, Cigars, échantil. pour bureau de Londres	10.53
26 mai, Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., avril.	1,340.81
30 juin, Chas-A. Harrison, agt.-comm., a-c., sal. et dép. mai . .	171.33
	<hr/>
	\$50,000.00

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$8,000.00 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après l'ordre en conseil approuvé le 8 février, 1930, par le lieutenant-gouverneur, et portant le numéro 220:

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$8,000.00 ?

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$10,000.00 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après l'ordre en conseil approuvé le 5 septembre, 1929, par le lieutenant-gouverneur, et portant le numéro 1760:

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$10,000.00 ?

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$32,000.00 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après l'ordre en conseil approuvé le 16 octobre, 1929, par le lieutenant-gouverneur, et portant le numéro 2118:

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$32,000.00 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout aux questions précédentes :

BUDGET 1929-1930:

Ordre en Conseil No 1760 du 5 septembre 1929 . . .	\$ 10,000.00
Ordre en Conseil No 2118 du 16 octobre 1929.	32,000.00
Ordre en Conseil No 220 du 8 février 1930.	8,000.00
	<hr/>
	\$ 50,000.00

22 juil., Chas-A. Harrison, agt.-comm., bal. sal. et dép., juin . . .	92.07
21 août, Chas-A. Harrison, agt.-comm., bal. et dép., juillet . . .	941.76
25 sept., Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., août . . .	696.99
19 oct., Les Producteurs de Sucre d'Erable, acompte, subvent. . .	15,000.00
23 oct., Chas-A. Harrison, agt.-comm.,sal. et dép., sept.	913.15
29 oct., Les Producteurs de Sucre d'Erable, bal. subvention . .	14,185.00
21 nov., Chas-A. Harrison, agt.-comm., bal. et dép., octobre . .	764.24
12 déc., Les Producteurs de Sucre d'Erable, subvention spéc. .	1,831.46
23 déc., Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., novembre .	784.76
21 janv., Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., décembre .	1,148.25
11 fév., Les Producteurs de Sucre d'Erable, subv. spéciale. . . .	8,377.50
22 fév., Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., janvier . .	702.75
26 mars, Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., février . .	1,045.00
23 avril, Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., mars . . .	1,126.05
31 mai, Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., avril	933.38
27 juin, Chas.-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., mai	1,016.15
30 juin, Chas-A. Harrison, agt.-comm., ac. sal. et dép. juin . . .	441.49
	<hr/>
	\$50,000.00

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$575.00 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après l'ordre en conseil approuvé le 6 juin, 1929, par le lieutenant-gouverneur, et portant le numéro 1057:

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$575.00 ?

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$22,655,75 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après l'ordre en conseil approuvé le 24 avril, 1929, par le lieutenant-gouverneur et portant, le numéro 759:

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$22,655.75 ?

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$10,000.00 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après l'ordre en conseil approuvé le 14 septembre, 1928, par le lieutenant-gouverneur, et portant le numéro 1713:

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$10,000.00 ?

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$1,200.00 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après l'ordre en conseil approuvé le 6 septembre, 1928, par le lieutenant-gouverneur, et portant le numéro 1654:

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$1,200.00 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout aux questions précédentes:

BUDGET 1928-1929:

Ordre en Conseil No 1654 du 6 septembre 1928 . . .	\$ 1,200.00
Ordre en Conseil No 1713 du 14 septembre 1928 . .	10,000.00
Ordre en Conseil No 759 du 24 avril 1929	22,655.75
Ordre en Conseil No 1057 du 6 juin 1929	575.00
	<hr/>
	\$34,430.75

27 août, Chas.-A. Harrison, agt.-comm., pour la prov. de Québec, sal. et dép. juillet	\$ 700.11
17 sept., Chas.-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., août . . .	701.21
27 août, Cy. Vaillancourt, frais de voyage, congr. apicole . . .	1,200.00

19 oct., Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., septembre	1,053.25
22 nov., Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., octobre . .	731.28
20 déc., Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., novembre	718.28
21 janv., Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., décembre	1,190.18
26 février, Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., janvier	775.28
22 mars, Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., février . .	675.44
24 avril, Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., mars . . .	1,006.91
30 mars, Mechanic Supply, barils pour sirop d'érable	10,000.00
5 avril, Mechanics Supply, barils pour sirop d'érable	3,099.60
8 avril, Mechanics Supply, barils pour sirop d'érable	4,700.40
8 avril, W. D. Brath & Son Ltd., barils pour sirop d'érable . . .	1,155.75
21 mai, Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., avril	814.59
31 mai, C.-Guy Bishop, barils pour sirop d'érable	3,700.00
27 juin, Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., mai	750.32
10 mai, W. D. Brath & Son Ltd., barils pour sirop d'érable . . .	575.00
29 juin, Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép., juin.	883.15
	<hr/>
	\$34,430.75

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$2,407.33 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après l'ordre en conseil approuvé le 5 mars, 1928, par le lieutenant-gouverneur, et portant le numéro 344:

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$2,407.33 ?

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$10,000.00 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après l'ordre en conseil approuvé le 24 août, 1927, par le lieutenant-gouverneur, et portant le numéro 1435:

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$10,000.00 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout aux questions précédentes:

BUDGET 1927-1928:

Ordre en Conseil No 1435 du 24 août 1927	\$10,000.00
Ordre en Conseil No 344 du 5 mars 1930	2,407.33
	<hr/>
	\$12,407.33
24 août, Chas-A. Harrison, agt.-comm., pour la province de Québec, sal. et dép	\$ 2,500.00
19 oct., Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép	1,000.00
18 nov., Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép	1,000.00
19 déc., Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép	1,000.00
20 janv., Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép	1,000.00
24 fév., Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép	1,000.00
27 mars, Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép	572.83
8 mai, Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép	932.68
30 juin, Chas-A. Harrison, agt.-comm., sal. et dép	642.23
30 juin, Coopérative Fédérée de Québec, acompte frais de voyage de MM. J.-Arthur Paquet et Paul Caron, <i>re</i> nouveaux marchés à la Jamaïque	2,000.00
30 juin, Coopérative Fédérée de Québec, balance, ditto	407.33
30 juin, Chas-A. Harrison, agt.-comm., acc. sal. et dép. juin ..	352.26
	<hr/>
	\$12,407.33

Question par M. Guertin.—1. Le gouvernement a-t-il conclu un arrangement avec le gouvernement fédéral relativement à la Loi fédérale désignée sous le nom de “Loi de l’enseignement professionnel, 1931”?

2. Dans la négative, des négociations ont-elles été commencées dans l’intention de conclure un tel arrangement?

3. Dans la négative, le gouvernement a-t-il étudié l’opportunité d’un tel arrangement, afin que tous les avantages accordés par le gouvernement fédéral aux provinces profitent aux habitants de cette Province?

4. Le gouvernement a-t-il l’intention de profiter de cette Loi?

5. Dans l’affirmative, quand?

Réponse par l’honorable M. David:

1. Non.

2. Non.

3. Oui mais les règlements prévus par l’article 5 de la dite loi n’ont pas encore été formulés par le Gouverneur-Général en conseil et aucun arrangement n’a été conclu avec aucune province.

4. Oui.

5. Dès que les dispositions nécessaires auront été prises par le gouvernement fédéral.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 99) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Grand-Mère".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 118) intitulé: "Loi modifiant la charte de la corporation de crédit et d'entrepasage".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 119) intitulé: "Loi permettant à Samuel Julius Smilovitz de changer son nom de famille en celui de Samuel Julius Smiley".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 120) intitulé: "Loi permettant à Max Schwartz de changer son nom de famille en celui de Max Hellman Swards".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 115) intitulé: "Loi autorisant le changement d'un des co-exécuteurs testamentaires à la succession de feu Dame Marie-Blanche Rolland, épouse de Joseph-Henri Desrochers, M.D.".

M. Fortin propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions relatives au bill No 44, intitulé: "Loi relative aux opérations forestières et aux bûcherons".

L'honorable M. Mercier propose: "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" et la motion est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

Ordonné que l'adoption desdites résolutions ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 44) intitulé: "Loi relative aux opérations forestières et aux bûcherons".

L'honorable M. Mercier propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission avoir de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 182) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement à la qualité d'électeur".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que la troisième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 50) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Commission municipale de Québec".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 33) intitulé: "Loi modifiant la Loi du salaire minimum des femmes".

L'honorable M. Arcand propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Bertrand propose par voie d'amendement, secondé par M. Élie:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les mots suivants: "le bill soit renvoyé de nouveau en comité plénier, avec instruction de l'amender de façon à protéger le dénonciateur."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 14, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations".

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'au lieu d'imposer les taxes spécifiées à l'article 5 de la Loi de la taxe sur les corporations (Statuts refondus, 1925, chapitre 26) sur toute compagnie de chemin de fer urbain ou de tramway exploitant une ligne de chemin de fer ou de tramway dans la province, ces taxes seront imposées sur chaque compagnie de tramway exploitant une ligne de tramway ou de véhicules non sur rails, ou les deux.

Résolu, 2.—Que les taxes spécifiées dans l'article 5 de ladite loi de la taxe sur les corporations sont, à compter du premier juillet, 1933, exigibles et dues par le syndic, fidéicommissaire, liquidateur ou receveur qui continue en cette qualité les opérations dans cette province de toute corporation, compagnie, société, raison sociale ou association mentionnée dans l'article 3 de la loi susdite.

Résolu, 3.—Que le capital versé d'une compagnie, dont il est question dans l'article 4 de ladite Loi de la taxe sur les corporations, lorsqu'il se rapporte à des actions sans valeur nominale ou au pair, signifiera le capital représenté par les biens de la compagnie, déduction faite de ses dettes telles que démontrées par ses états financiers, pourvu toutefois, que, lorsque ses dettes excèdent ses biens ou leur sont équivalentes, ou lorsque ses biens excèdent ses dettes d'un montant de moins de cinq dollars par action. alors, et dans chacun de ces cas, le capital payé sans valeur nominale ou au pair imposable, sera censé équivaloir à une somme représentant cinq dollars par action.

Résolu, 4.—Qu'au lieu des taxes mentionnées dans la section IX de l'article 5 de ladite loi de la taxe sur les corporations il soit imposé aux compagnies de tramways, où le système de tramways est remplacé, en tout ou en partie, par des véhicules exploités autrement que sur rails, une taxe annuelle de cinquante dollars pour chaque mille ainsi remplacé.

Résolu, 5.—Que la taxe prescrite par la section 5a de ladite Loi de la taxe sur les corporations sera imposée pendant une période de temps comprenant quatre années fiscales consécutives, l'année fiscale en cours le 19 février, 1932, devant, dans chaque cas, compter comme étant la première de ces quatre années.

Résolu, 6.—Que dans tous les cas où il y a défaut de fournir, aux époques déterminées, en vertu de la division IIa de ladite Loi de la taxe sur les corporations, un état ou des renseignements exigés en vertu d'icelle, le trésorier de la province pourra, à sa discrétion, établir le montant qui, pour les fins de ladite division IIa, représentera les profits taxables.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

Ordonné que l'adoption desdites résolutions ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 11) intitulé: "Loi modifiant la Loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 59) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'assistance publique de Québec".

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 58, intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions".

L'honorable M. Stockwell propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Stockwell informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que conformément à l'article 8 de la Loi des pensions (Statuts refondus, 1925, chapitre 11,) tel que modifié par la loi qui accompagne la présente résolution, le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du chef d'un département, pourra ajouter aux années de services effectifs de toute personne mentionnée dans l'article 2 de ladite Loi des pensions, tel autre nombre d'années, n'excédant pas dix, qu'il paraîtra juste de lui accorder.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption de ladite résolution ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 40, intitulé: "Loi modifiant la Loi des employés publics relativement au cautionnement de ceux qui sont salariés par le gouvernement."

L'honorable M. Stockwell propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Stockwell informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à prendre, pour tenir lieu du cautionnement des fonctionnaires ou employés publics, une police collective de garantie, et à acquitter la prime de cette police à même le fonds consolidé du revenu.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première fois.

Ordonné que la seconde lecture de ladite résolution ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas seize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Palais de justice et prisons: assurance, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Palais de justice et prisons: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 68) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec relativement aux sociétés de secours mutuels".

L'honorable M. Stockwell propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 13 MARS 1934

Prière.

Sur la motion de l'honorable M. Godbout, secondé par l'honorable M. Stockwell, il est—

Ordonné que l'honorable M. Godbout ait la permission de présenter un bill (No 64) intitulé: "Loi modifiant la Loi des produits laitiers".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Duplessis.—Depuis le 1er mai 1931, inclusivement, jusqu'au 15 février, 1934, combien la province a-t-elle dépensé, pour l'exécution de travaux publics accordés sans qu'il ait été demandé des soumissions par la voie des journaux :

- a. Par l'entremise du ministère de la Voirie;
- b. Par l'entremise du ministère de la Colonisation;
- c. Par l'entremise du ministère des Travaux publics ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:—

a.—\$4,110,338.11.—Ce montant comprend tous genres de travaux: entretien, réfection, et construction. Toutefois, sur ce montant, des soumissions ont été demandées pour une somme de \$737.862.36, mais non par la voie des journaux.

b.—\$710,785.31.—Ce montant comprend tous genres de travaux, tels que l'ouverture, la construction et la réparation de chemins et ponts y compris l'achat de bois et matériaux, comprenant aussi la construction d'entrepôts frigorifiques et de classification de poisson. Toutefois, sur ce montant des soumissions ont été demandées pour une somme de \$462,367.02, mais non par la voie des journaux.

c.—\$213,291.19 pour ponts-routes et dans chaque cas, le contrat a été accordé à la plus basse soumission.

Question par M. Smart.—1. A combien s'élève la valeur réelle des immeubles appartenant à la Commission des Liqueurs de Québec ?

2. Où se trouvent situés ces immeubles ?
3. Quelle est la valeur réelle de chacun desdits immeubles ?
4. Ces immeubles sont-ils affectés par aucunes charges, privilèges ou hypothèques ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. 2. et 3. En vertu des Statuts refondus de Québec, 1925, chapitre 37, article 19, tous les biens que la Commission a acquis sont la propriété du gouvernement de la province.

Ces propriétés sont situées:

- a. A Montréal, aux Pieds du Courant;
- b. A Québec, rue Dalhousie.

Leur valeur aux registres est de:

- a. \$2,043.203.40;
- b. \$1,461,689.00.

Taxées à:

- a. \$1,328,000.00.
- b. \$1,025,000.00.

4. Non.

Question par M. Élie.—1. A quelle date a été incorporée, en vertu des lois provinciales de Québec "La Cie de Conserves de Napierville, Limitée (Napierville Cannery Co., Limited)" ?

2. Quels ont été les premiers directeurs de cette compagnie ?

3. D'après les rapports fournis au gouvernement, quels ont été, jusqu'à date, les directeurs de ladite compagnie ?

4. Depuis le 1er janvier 1929 jusqu'au 15 février 1934, la province a-t-elle accordé des octrois, subsides ou subventions à ladite compagnie ?

Dans l'affirmative :

a. Combien ?

5. Depuis le 1er janvier 1929 jusqu'au 15 février 1934, la province a-t-elle garanti les dettes ou obligations contractées par ladite compagnie ?

Dans l'affirmative :

a. Quand ?

b. Pour quel montant ?

c. Quelles sont les dépenses faites par la province à ce sujet, depuis le 1er janvier 1929 jusqu'au 15 février 1934 ?

d. Quels sont les déboursés faits par la province à ce sujet, depuis le 1er janvier 1929 jusqu'au 15 février 1934 ?

Réponse par l'honorable M. David :

1. Le 28 février, 1929.

2. Euclide Charbonneau, senior, cultivateur; Arthur-Pierre Beaulieu, régistrateur; Wilfrid Cadoua, maître-boulangier; Jules Bisaillon, maître-boulangier; Jos.-Nap. Hudon, maître-d'hôtel; Ovila Morin, bourgeois; J.-Eucl. Charbonneau, fils, cultivateur.

3. J.-E. Charbonneau, fils, Napierville; A.-P. Beaulieu, Napierville; Ovila Morin, Napierville; Ovila-Isaïe Fortin, Napierville; Jules Bisaillon, Napierville; Alfred Boudreau, Napierville; J.-Armand Pinsonneault, Sherrington; Zénon Isabelle, 10452 Boulevard des Ormes, Montréal.

4. Oui.

4a. \$5,016.64.

5a. Le 5 novembre 1931; le 8 juillet 1932; le 22 avril 1933.

5b. \$45,000.00; \$10,000.00; \$11,000.00.

5c. Aucune.

5d. Aucun.

Question par M. Guertin.—Quel a été le coût mensuel total par personne pour les secours directs chaque mois depuis janvier 1933 dans chacune des villes suivantes: Montréal, Québec, Hull, Sherbrooke, Trois-Rivières, Chicoutimi, Verdun, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan-Falls, Joliette, Lachine, St-Hyacinthe, Sorel, Valleyfield ?

Réponse par l'honorable M. Francœur :

Il n'est pas de l'intérêt public, de fournir les renseignements demandés.

Question par M. Guertin.—Combien a été dépensé pour la construction, l'agrandissement et l'amélioration des écoles élémentaires de cette province en 1932-1933 ?

Quel a été le montant et le pourcentage de la contribution du gouvernement ?

Réponse par l'honorable M. David :

1. \$639,435.00 en dehors de Montréal et Québec.

2. \$479,130.00—soixante-quinze pour cent (75%).

Question par M. Lafleur.—1. Un monsieur Charles Marquette, de Montréal, est-il à l'emploi de la province et dans l'affirmative: *a.* depuis quelle date; *b.* à quel titre?

2. Quelle somme globale a été payée par la province audit Charles Marquette à quelque titre que ce soit:

a. Du 1er janvier 1930 au 31 décembre 1930 inclusivement?

b. Du 1er janvier 1931 au 31 décembre 1931 inclusivement?

c. Du 1er janvier 1932 au 31 décembre 1932 inclusivement?

d. Du 1er janvier 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Non. Le département a retenue en 1931, 1932 et 1933, les services de M. Charles Marquette, pour l'achat des terrains requis aux fins d'élargissement des routes, et afin de déterminer les indemnités à être payées dans les cas de règlements à l'amiable et dans les cas d'expropriations?

a. Rien.

b. \$11,500.00.

c. \$19,640.00.

d. \$22,513.00.

Sur la motion de M. Duplessis, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Un état indiquant: Relativement aux fonds d'amortissement placés par la Province, à quelle date ont été achetées toutes et chacune des débetures mentionnées à l'état No 2 des Comptes Publics de la Province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

L'honorable M. Stockwell dépose, sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date de ce jour, demandant un état indiquant: Relativement aux fonds d'amortissement placés par la Province, à quelle date ont été achetées toutes et chacune des débetures mentionnées à l'état No 2 des Comptes Publics de la Province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

(*Document de la session No 78*).

Sur la motion de l'honorable M. Godbout, secondé par l'honorable M. Stockwell, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 64) intitulé: "Loi modifiant la Loi des produits laitiers".

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill (No 14) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations".

L'honorable M. Stockwell propose "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" et cette motion est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions, sont, en conséquence, adoptées.

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill (No 58) intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions".

L'honorable M. Stockwell propose "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" et cette motion est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 14) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations".

L'honorable M. Stockwell propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité plénier.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture des amendements soit remise à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, il est—

Ordonné que l'honorable M. Stockwell ait la permission de présenter un bill (No 58) intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution relative au bill No 40, intitulé: "Loi modifiant la Loi des employés publics relativement au cautionnement de ceux qui sont salariés par le gouvernement".

La résolution est, en conséquence, lue la deuxième fois.

Ordonné que l'adoption de ladite résolution ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 38, intitulé: "Loi concernant l'établissement de fermes pour y recevoir les personnes à leur sortie de prison".

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le procureur général à organiser une ou des fermes pour recevoir, à leur sortie d'un pénitencier, d'une prison, d'une école de réforme, d'une école d'industrie, d'un asile d'aliénés ou de tout autre lieu de détention ou d'internement, et avec leur consentement, les personnes qui sont dans les conditions voulues par les règlements et que cette ou ces fermes seront organisées et aménagées suivant les plans et devis approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolu, 2.—Que dans le but de se procurer les terrains nécessaires pour l'établissement d'une ou de deux fermes, le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à acquérir à l'amiable ou par expropriation, les immeubles nécessaires, ainsi que tous les droits immobiliers, charges, baux à loyer ou baux emphytéotiques, rentes constituées ou autres droits quelconques affectant ces immeubles et que toute expropriation nécessitée aux fins de la loi qui accompagne les présentes résolutions sera faite conformément à la Loi des chemins de fer de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 230,) *mutatis mutandis*.

Résolu, 3.—Que le coût de l'établissement de chaque ferme, y compris l'acquisition des terrains nécessaires et de l'aménagement, ne devra pas excéder la somme de cinquante mille dollars.

Résolu, 4.—Que pour assurer le paiement du coût des constructions et des travaux nécessaires à l'établissement de ces fermes et de leur aménagement, ainsi que pour pourvoir à l'acquisition des terrains, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à payer, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises, ou il pourra, pour les mêmes fins, autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts, au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province.

Résolu, 5.—Que ces obligations ou rentes inscrites seront émises au taux d'intérêt, pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et seront payables, intérêt et principal, aux époques et à un ou aux endroits qu'il indique.

Résolu, 6.—Que les deniers requis pour les dépenses que nécessite la mise à exécution de la section II de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront payés à même le fonds consolidé du revenu.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 38) intitulé: "Loi concernant l'établissement de fermes pour y recevoir les personnes à leur sortie de prison".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 38) intitulé: "Loi concernant l'établissement de fermes pour y recevoir les personnes à leur sortie de prison".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 182) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement à la qualité d'électeur".

M. Taschereau (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 187) intitulé: "Loi modifiant l'article 83 du Code de procédure civile".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. Francœur (Montréal-Dorion) propose, secondé par M. Saintonge:

Que cette Chambre prie le Gouvernement de rechercher s'il ne serait pas possible de réglementer le travail de façon que dans la commerce et l'industrie, on soit tenu d'employer des pères de famille de préférence aux célibataires, des hommes de préférence aux femmes ou filles qui ne sont pas obligés de subvenir à leur propre subsistance ou à celle de leur famille et de façon que le chômage se trouve ainsi réduit.

Un débat s'élève.

Sur la motion de M. Saintonge, secondé par M. Morel, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné au cours de la présente séance.

L'honorable M. David dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 20 février 1934 pour: Copies de toutes correspondances, résolutions, etc., entre le gouvernement ou l'un de ses membres et toutes personnes relativement à la division du comté de Hull pour fins électorales ainsi qu'à la création d'une nouvelle division d'enregistrement pour le comté de Gatineau.

(Document de la session No 79.)

Rapport de l'archiviste de la province de Québec pour 1932-1933.

(Document de la session No 80.)

M. Fortin propose, secondé par M. Casgrain:

Que toutes les règles se rapportant aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés soient suspendues;

Qu'il lui soit permis de présenter la pétition des Syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions concernant les emprunts faits par les Syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi.

Que ladite pétition soit lue et reçue à la présente séance; que le règlement 498 soit suspendu;

Qu'il lui soit permis de présenter le bill No 121, intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions concernant les emprunts faits par les Syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi, comme s'il avait été déposé dans les délais prescrits par l'article 497 dudit règlement et que ce bill soit maintenant lu la première fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Fortin, en conséquence, présente le bill (No 121) intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions concernant les emprunts faits par les syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi" qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 113) intitulé: "Loi refondant la charte de la ville de Montréal-est".

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu comme suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

Bill No 52, intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement à la signature de certains jugements".

Sur la motion de M. Gault, secondé par M. Guertin, il est—

Ordonné que, vu que le bill numéro 96, intitulé: "Loi concernant la "Church Society of the Diocese of Quebec", a pour objet l'extension d'un culte religieux et le développement d'œuvres publiques et charitables, que les honoraires payés par les promoteurs du bill leur soit remis après déduction de tous les frais d'impression et de traduction.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie ce jour:

Que cette chambre prie le Gouvernement de rechercher s'il ne serait pas possible de réglementer le travail de façon que dans le commerce et l'industrie, on soit tenu d'employer des pères de famille de préférence aux célibataires, des hommes de préférence aux femmes ou filles qui ne sont pas obligées de subvenir à leur propre subsistance ou à celle de leur famille et de façon que le chômage se trouve ainsi réduit.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 32) intitulé: "Loi concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 60) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 8) intitulé: "Loi modifiant l'article 599 du Code de procédure civile concernant l'insaisissabilité de certains traitements et salaires".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill No 44, intitulé: "Loi relative aux opérations forestières et aux buche-rons".

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 176) intitulé: "Loi modifiant la Loi des agents de recouvrement".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 185) intitulé: "Loi modifiant la Loi du salaire minimum des femmes".

M. Guertin propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ponts-routes, \$450,000.00, Moins: Montant applicable au capital, \$200,000.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

La dite résolution est lue une première et une seconde fois.

La motion "que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 14 MARS 1934

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants :

Bill No 10, intitulé : "Loi modifiant la Loi des mines de Québec".

Bill No 45, intitulé : "Loi modifiant la Loi des poseurs de tuyauterie."

Bill No 106, intitulé : "Loi concernant les coiffeurs pour dames de la province de Québec."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 10) intitulé : "Loi modifiant la Loi des mines de Québec", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 45) intitulé : "Loi modifiant la Loi des poseurs de tuyauterie", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 106) intitulé : "Loi concernant les coiffeurs pour dames de la province de Québec", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 165) intitulé : "Loi modifiant la Loi des accidents du travail, 1931, pour établir, en faveur de l'accidenté, le recours de droit commun contre une personne autre que son employeur".

M. Sauvé propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopté.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution relative au bill No 40, intitulé : "Loi modifiant la Loi des employés publics relativement au cautionnement de ceux qui sont salariés par le gouvernement".

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 40) intitulé: "Loi modifiant la Loi des employés publics relativement au cautionnement de ceux qui sont salariés par le gouvernement".

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 40) intitulé: "Loi modifiant la Loi des employés publics relativement au cautionnement de ceux qui sont salariés par le gouvernement".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement dans le titre.

L'amendement est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture de l'amendement soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements apportés par le comité plénier au bill (No 14) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations".

La motion que les amendements soient maintenant lus une deuxième fois est soumise à la Chambre, qui se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois.

Ordonné que l'adoption desdits amendements ait lieu à la prochaine séance.

M. Authier propose, secondé par M. Paquet:

Qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de toute correspondance échangée entre un département quelconque du gouvernement provincial avec le gouvernement fédéral ou avec les autorités du C.N.R. ou du C.P.R. ou toute autre personne relativement au coût du transport des colons, de leurs familles et de leur ménage et tout ce qui a trait généralement aux problèmes de la colonisation.

Et la motion étant mise en délibération.

Un débat s'élève.

Sur la motion de M. Taschereau (Bellechasse), secondé par M. Bédard, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné au cours de la présente séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 49, intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes".

Bill No 88, intitulé: "Loi concernant la Maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal."

Bill No 98, intitulé: "Loi concernant la succession de feu dame Fortunate Blanchard."

Bill No 112, intitulé: "Loi concernant la paroisse de Notre-Dame de Lourdes."

Bill No 163, intitulé: "Loi modifiant l'article 123 de la Loi des cités et villes."

Bill No 171, intitulé: "Loi modifiant l'article 1150 du Code de procédure civile."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 58) intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions".

L'honorable M. Stockwell propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption de l'amendement soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 62) intitulé: "Loi modifiant la Loi du département du procureur général relativement à la direction des poursuites pour infractions à des lois particulières".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit retiré.

Sur la motion de M. Dugas, secondé par M. Fortin, il est—

Ordonné que toutes les règles relatives aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés soient suspendues;

Qu'il lui soit permis de présenter la pétition de l'honorable M. Raoul Ovide Grothé et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les substitutions créées au testament de feu Louis-Ovide Grothé.

Que ladite pétition soit lue et reçue à la présente séance; que le règlement 498 et le deuxième paragraphe du règlement 494 soient suspendus;

Qu'il lui soit permis de présenter le bill No 122, intitulé: "Loi concernant les substitutions créées au testament de feu Louis-Ovide Grothé" comme s'il avait été déposé dans les délais prescrits par l'article 497 dudit règlement et que ce bill soit maintenant lu la première fois.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et recue.

M. Dugas, en conséquence, présente le bill No 122, intitulé: "Loi concernant les substitutions créées au testament de feu Louis-Ovide Grothé", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 121) intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions concernant les emprunts faits par les syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 189) intitulé: "Loi modifiant le Code civil concernant la prescription en matière commerciale".

M. Desmarais propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 190) intitulé: "Loi modifiant la Loi des exemptions de taxes municipales".

M. Desmarais propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, ce jour:

Qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de toute correspondance échangée entre un département quelconque du gouvernement provincial avec le gouvernement fédéral ou avec les autorités du C.N.R. ou du C.P.R. ou toute autre personne relativement aux coût du transport des colons, de leurs familles et de leurs ménages et tout ce qui a trait généralement aux problèmes de la colonisation.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Et la Chambre continue de siéger après minuit, mardi matin.

Mardi, 15 mars 1934.

Résolu qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des différends ouvriers de Québec, S.R., 1925, c. 97: traitement du registraire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à minuit et dix minutes, jeudi matin, s'ajourne à ce jour.

JEUDI 15 MARS 1934

Prière.

M. Rhéaume propose, secondé par M. Morel :

Que toutes les règles relatives aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés soient suspendues;

Qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Eugénie Décarie et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les terres en culture dans la ville de Montréal-Ouest;

Que ladite pétition soit lue et reçue à la présente séance; que le règlement 498 soit suspendu;

Qu'il lui soit permis de présenter le bill No 123, intitulé: "Loi concernant les terres en culture dans la ville de Montréal-Ouest, comme s'il avait été déposé dans les délais prescrits par l'article 497 dudit règlement et que ce bill soit maintenant lu la première fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Rhéaume, en conséquence, présente le bill No 123, intitulé: "Loi concernant les terres en culture dans la ville de Montréal-Ouest", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le quinzième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de faire rapport que le préambule du bill No 108, intitulé: "Loi modifiant les limites du territoire de la corporation scolaire de la paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice dans le comté de Saint-Jean", n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Votre comité recommande de prolonger au 29 mars prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le dix-neuvième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 181.—Loi modifiant le Code civil relativement aux baux de maisons.

Les bills suivants ont été rejetés:

Bill 180.—Loi détachant le deuxième rang du canton d'Armagh, du district électoral de Bellechasse et l'annexant au district électoral de Montmagny, pour faire partie de la paroisse de St-François de la Rivière-du-Sud, pour toutes fins.

Bill 115.—Loi autorisant le changement d'un des co-exécuteurs testamentaires de la succession de feu Dame Marie-Blanche Rolland, épouse de Joseph-Henri Desrochers, médecin.

M. Delisle, du comité des Règlements, présente le quatorzième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande de prolonger au 29 mars prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Sur la motion de M. Taschereau (Bellechasse), secondé par M. Saurette, il est—

Ordonné que M. Taschereau (Bellechasse) ait la permission de présenter un bill (No 191) intitulé: "Loi modifiant la Loi médicale de Québec, relativement à la division de la province pour les fins de l'élection du bureau provincial de médecine".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Lafleur.—Relativement à la taxe dite "Taxe du chômage", imposée par la loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques, 22 George V, chap. 32, et au timbre spécial qui doit être apposé sur chaque bouteille:

Quels sont, pour la province:

1. Les revenus bruts?

2. Les revenus nets?

a. Du 19 février 1932 au 31 décembre 1932 inclusivement?

b. Du 1er janvier 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. a. \$267,062.45; b. \$315,154.15.

2. a. \$267,062.45, moins le coût de l'impression des timbres à raison de 55 cents par mille timbres; b. \$315,154.15, moins le coût de l'impression des timbres à raison de 55 cents par mille timbres.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 10) intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines de Québec".

Et la motion "que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus une seconde fois.

Ordonné que l'adoption desdits amendements ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle l'adoption de l'amendement, apporté par le comité plénier, au bill (No 14) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations".

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant l'amendement", est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

L'amendement est, en conséquence, adopté.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements apportés par le comité plénier au bill (No 58) intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions".

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 41, intitulé: "Loi autorisant l'organisation d'une loterie pour fins éducationnelles, et d'assistance publique".

L'honorable M. David propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. David informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'organiser une loterie appelée "Loterie de la province de Québec," et d'en déterminer la durée, les tirages, les conditions et les modalités.

Résolu, 2.—Que le produit de la loterie, après déduction des montants déterminés pour les lots et de ceux nécessaires pour acquitter les

dépenses d'organisation et de la vente des billets et les autres dépenses incidentes, ainsi que les traitements des officiers et employés nommés en vertu de l'article 3 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, devra être employé exclusivement à des fins éducationnelles ou d'assistance publique, poursuivies dans la province et désignées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolu, 3.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer les officiers et employés nécessaires pour la mise à exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, et que le traitement de ces officiers et employés sera fixé conformément aux dispositions de la Loi du service civil (Statuts refondus, 1925, chapitre 10.)

Résolu, 4.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil, en attendant la perception des sommes provenant de la loterie, pourra autoriser le trésorier de la province, à avancer à même le fonds consolidé du revenu, les deniers requis pour en payer les dépenses d'organisation et de la vente des billets et les autres dépenses incidentes, ainsi que les traitements des officiers et employés nommés en vertu de l'article 3 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, et qu'une comptabilité spéciale de ces avances devra être tenue au département du trésor, et le produit de cette loterie devra d'abord être employé à leur remboursement.

Résolu, 5.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra édicter, amender ou abroger des règlements, en ce qui concerne toutes les matières qui se rattachent à l'organisation de la loterie, et à la mise à exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions non prévues par l'article 1 de ladite loi.

Résolu, 6.—Que le pouvoir attribué au lieutenant-gouverneur en conseil par l'article 1 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, ne sera exercé que si une loterie de la nature de celle visée par ladite loi, n'est pas prohibée par un statut du parlement du Canada et que ce pouvoir ne pourra non plus être exercé, si le parlement du Canada autorise le gouvernement canadien à organiser une loterie générale dans tout le Canada pour des fins semblables à celles prévues par les dispositions précédentes.

Résolu, 7.—Que le secrétaire de la province sera chargé de la mise à exécution de la présente loi.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption desdites résolutions ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le mardi 6 mars courant:

QUE CETTE CHAMBRE:

CONSIDÉRANT que nombre d'employeurs profitent du chômage actuel pour payer à leurs employés des salaires minimes, dérisoires même;

CONSIDÉRANT qu'il importe de mettre fin à ces abus, à cette exploitation de la misère humaine;

EXPRIME l'avis que le Gouvernement devrait prendre des mesures immédiates pour assurer un salaire équitable aux journaliers en général, de même qu'aux hommes et aux femmes qui travaillent pour les établissements industriels ou pour les maisons de commerce.

Et le débat se continue.

M. Guertin propose par voie d'amendement, secondé par M. Barré:

Que tous les mots après "Que cette Chambre" soient remplacés par les suivants:

CONSIDÉRANT que nombre d'employeurs, en commençant par le Gouvernement de cette province, profitent du chômage actuel pour payer à leurs employeurs des salaires minimes, dérisoires même;

CONSIDÉRANT qu'il importe de mettre fin à ces abus, à cette exploitation de la misère humaine;

EXPRIME l'avis que le gouvernement devrait prendre des mesures immédiates pour assurer un salaire équitable à ses employés, afin que son geste puisse servir d'exemple aux patrons exploiters, qui trop souvent s'inspire des salaires en vigueur pour les travaux gouvernementaux.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 106) intitulé: "Loi concernant les coiffeurs pour dames de la province de Québec".

Les amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 122) intitulé: "Loi concernant les substitutions créées au testament de feu Louis-Ovide Grothé".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

La Chambre continue le débat, en cours à 6 heures ce jour, sur l'amendement de M. Guertin à la motion de M. Francœur (Montréal-Dorion):

QUE CETTE CHAMBRE:

CONSIDÉRANT que nombre d'employeurs profitent du chômage actuel pour payer à leurs employés des salaires minimes, dérisoires même;

CONSIDÉRANT qu'il importe de mettre fin à ces abus, à cette exploitation de la misère humaine;

EXPRIME l'avis que le Gouvernement devrait prendre des mesures immédiates pour assurer un salaire équitable aux journaliers en général, de même qu'aux hommes et aux femmes qui travaillent pour les établissements industriels ou pour les maisons de commerce.

Lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "Que cette Chambre" soient remplacés par les suivants:

CONSIDÉRANT que nombre d'employeurs, en commençant par le Gouvernement de cette province, profitent du chômage actuel pour payer à leurs employeurs des salaires minimes, dérisoires même;

CONSIDÉRANT qu'il importe de mettre fin à ces abus, à cette exploitation de la misère humaine;

EXPRIME l'avis que le gouvernement devrait prendre des mesures immédiates pour assurer un salaire équitable à ses employés, afin que son geste puisse servir d'exemple aux patrons exploiters, qui trop souvent s'inspire des salaires en vigueur pour les travaux gouvernementaux.

L'honorable M. Taschereau objecte que l'amendement en discussion est irrégulier parcequ'il contrevient aux articles 140 et 142 du règlement, et M. l'Orateur déclare l'amendement irrégulier pour les raisons susdites.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements apportés par le comité plénier au bill (No 40) intitulé: "Loi modifiant la Loi des employés publics relativement au cautionnement de ceux qui sont salariés par le gouvernement".

La motion "que les amendements soient maintenant lus une deuxième fois", est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus une deuxième fois.

Ordonné que l'adoption des amendements ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier du bill (No 44) intitulé: "Loi relative aux opérations forestières et aux bûcherons".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

L'honorable M. Mercier propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

M. Élie propose, par voie d'amendement, secondé par M. Smart :

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants :

ATTENDU que le domaine forestier fait partie du patrimoine qui, selon l'expression d'un ancien chef du parti libéral, Sir Lomer Gouin, a été "conservé à la race française et au domaine britannique au prix des plus grands sacrifices";

ATTENDU qu'au témoignage de journaux ministériels, de fonctionnaires du gouvernement, de députés libéraux, un grand nombre des bûcherons qui travaillent dans nos forêts sont depuis quelque temps traités de façon odieuse, inhumaine;

ATTENDU qu'il est intolérable que les locataires de notre domaine forestier puissent impunément exploiter ainsi les ouvriers de la forêt, fils des pionniers qui l'ont conservée;

CETTE CHAMBRE regrette que le projet de loi soumis à sa considération par le gouvernement et intitulé: "Loi relative aux opérations forestières et aux bûcherons", ne vise aucunement à punir les exploiters, à réparer les injustices dont les bûcherons ont été victimes, ni même à les protéger efficacement à l'avenir.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR :

Messieurs

*Barré,
Duplessis,
Élie,*

*Guertin,
Smart.—5.*

CONTRE :

Messieurs

*Arcand,
Authier,
Bédard,
Bélanger,
Charbonneau,
Chouinard,
Côté (Gaspé-Nord),
Crête,
David,
Dugas,
Duval,
Francœur (Lotbinière),*

*Francœur (Montréal-Dorion),
Frigon,
Gagnon (Frontenac),
Gagnon (Kamouraska),
Gauthier,
Giguère,
Godbout,
Grant,
Laferté,
Lahaie,
Lamoureux,
Lapierre,*

McDonald,
Mercier,
Moreau (Roberval),
Morel,
Paquet,
Perrault,
Poulin,
Power,
Rochette,

Sabourin,
Saintonge,
Saurette,
Stockwell,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Vautrin.—41.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 16 MARS 1934

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingtième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 59.—Loi modifiant la Loi de l'Assistance publique de Québec.

Bill 190.—Loi modifiant la Loi des exemptions de taxes municipales.

Les bills suivants ont été rejetés:

Bill 183.—Loi modifiant le Code de procédure civile concernant l'expulsion de locataires en certains cas.

Bill 188.—Loi modifiant l'article 286 du Code de procédure concernant l'examen préalable.

Bill 189.—Loi modifiant le Code civil concernant la prescription en matières commerciales.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 63) intitulé: "Loi modifiant la Loi des dettes et des emprunts municipaux concernant les émissions d'obligations".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Godbout, secondé par l'honorable M. Stockwell, il est—

Ordonné que l'honorable M. Godbout ait la permission de présenter un bill (No 73) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Taschereau (Bellechasse), secondé par M. Paquet, il est—

Ordonné que M. Taschereau (Bellechasse) ait la permission de présenter un bill (No 193) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement à la compensation pour l'eau".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Rhéaume, secondé par M. Morel, il est—

Ordonné que M. Rhéaume ait la permission de présenter un bill (No 192) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile concernant les immeubles saisis".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer les bills suivants:

Bill No 33, intitulé: "Loi modifiant la Loi du salaire minimum des femmes."

Bill No 95, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun".

Bill No 160, intitulé: "Loi modifiant l'article 27 de la Loi des véhicules-automobiles relativement aux bicycles."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 33) intitulé: "Loi modifiant la Loi du salaire minimum des femmes", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 160) intitulé: "Loi modifiant l'article 27 de la Loi des véhicules-automobiles relativement aux bicycles", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 95) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que les amendements soient maintenant lus la première fois.

Les amendements sont, en conséquence, lus la première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Question par M. Béïque.—1. Depuis le 1er janvier 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement quelle quantité en tonnes, de produits asphaltiques "Macurban", "Macasphalt" et "Amiesite" a été employée par le ministère de la Voirie?

2. Quelle en a été le coût total?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. et 2.	Nombre de tonnes	Coût total
"Macurban".....	3,334.8	\$ 18,341.40
"Macasphalt".....	1,493.8	8,962.80
"Amiesite".....	Rien.	

Sur la motion de M. Gault, secondé par M. Fauteux, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 114, intitulé: "Loi changeant le nom de "The Trafalgar Institute", a pour objet l'expansion de l'éducation en général, que les honoraires ordinaires et additionnels payés par les promoteurs leurs soient remis, déduction faite des frais d'impression et de traduction".

Sur la motion de M. Dugas, secondé par M. Casgrain, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 112, intitulé: "Loi concernant la paroisse de Notre-Dame de Lourdes", a pour objet de sauvegarder le crédit des contribuables de cette paroisse et de favoriser le développement de cette nouvelle paroisse, les droits et l'amende que les promoteurs de ce bill ont payés leurs soient remboursés, après déduction des frais d'impression et de traduction.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 191) intitulé: "Loi modifiant la Loi médicale de Québec relativement à la division de la province pour les fins de l'élection du bureau provincial de médecine".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 10) intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines de Québec".

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 14) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations".

L'honorable M. Stockwell propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 58) intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions".

L'honorable M. Stockwell propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements apportés par le comité plénier au bill (No 40) intitulé: "Loi modifiant la Loi des employés publics relativement au cautionnement de ceux qui sont salariés par le gouvernement".

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill (No 41) intitulé: "Loi autorisant l'organisation d'une loterie pour fins éducationnelles, et d'assistance publique".

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 41) intitulé: "Loi autorisant l'organisation d'une loterie pour fins éducationnelles, et d'assistance publique".

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 181) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux baux de maisons".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 19) intitulé: "Loi modifiant la loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires et concernant la vente obligatoire de certains immeubles pour taxes".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et un débat s'élève.

M. Bertrand propose par voie d'amendement, secondé par M. Elie:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre se déclare favorable au prolongement du délai quant au paiement des taxes municipales et scolaires, mais elle condamne le bill tel que proposé par le gouvernement et intitulé: "Loi modifiant la Loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires, et concernant la vente obligatoire de certains immeubles pour taxes", parceque, dans son ensemble, ladite loi a pour effet de ruiner le petit propriétaire en décrétant et rendant obligatoire dans la crise que nous traversons, la vente des propriétés affectées, soit pour deux ans et une journée de taxes municipales, soit pour deux ans et une journée de taxes scolaires.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre le rejette.

La motion "que le bill soit maintenant lu une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 39) intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion “que le bill soit maintenant lu une troisième fois” est mise aux voix et la Chambre se divise et l’adopte.

Le bill est en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l’ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le mercredi, 28 février dernier :

Que, attendu que les argents fournis par le crédit agricole fédéral coûtent $6\frac{1}{2}\%$ d’intérêt, annuellement;

Attendu que le gouvernement de cette province peut se procurer l’argent à un taux moindre par l’établissement d’un système semblable à celui établi dans l’Ontario en 1922, sous le nom de “Ontario Saving Office”;

Cette Chambre exprime l’avis que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour instituer dès cette année un crédit agricole provincial alimenté en tout ou en partie par un système semblable à celui mentionné plus haut; et que l’octroi de $1\frac{1}{2}\%$ actuellement accordé en réduction du taux exigé par le crédit agricole fédéral devrait être appliqué à réduire le taux d’intérêt que coûteraient les argents ainsi obtenus par le gouvernement.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Gagnon (Kamouraska), secondé par M. Rochette, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L’ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d’un projet de résolutions relatives au bill No 64, intitulé: “Loi modifiant la Loi des produits laitiers”.

L’honorable M. Godbout propose que M. l’Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L’honorable M. Godbout informe alors la Chambre qu’il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l’Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n’a pas terminé l’examen des résolutions et qu’il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L’ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d’un projet de résolutions relatives au bill No 30, intitulé: “Loi modifiant la Loi des véhicules automobiles”.

L’honorable M. Stockwell propose que M. l’Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Stockwell informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 123) intitulé: "Loi concernant les terres en culture dans la ville de Montréal-Ouest".

M. Rhéaume propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 37) intitulé: "Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail".

Sur la motion de l'honorable M. Arcand, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 30, intitulé: "Loi modifiant la Loi des véhicules automobiles".

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que pour les fins de la Loi des véhicules automobiles (Statuts refondus, 1925, chapitre 35,) le mot "garage" signifiera l'établissement ouvert au public dans le cours ordinaire des affaires où, moyennant considération, les véhicules automobiles sont remisés, réparés ou modifiés, soit qu'une seule ou plus d'une de ces trois opérations soient effectuées.

Résolu, 2.—Que le mot "capacité", tel que défini au paragraphe 15° de l'article 2 de ladite Loi des véhicules automobiles ci-dessus mentionnée signifiera, s'il s'agit d'un tracteur, le poids de la charge qu'il peut traîner.

Résolu, 3.—Que pour les fins de ladite Loi des véhicules automobiles les mots "capacité enregistrée", signifieront le poids de la plus lourde charge que le propriétaire d'un véhicule de commerce ou d'un véhicule

de livraison, ou celui qui en fait usage peut, à son avis, y placer, pendant l'année d'enregistrement, tel que déclaré par celui qui demande l'enregistrement et tel que permis et enregistré par le bureau.

Résolu, 4.—Que pour les fins de ladite Loi des véhicules automobiles, les mots “poids du véhicule automobile” comprendront au complet le poids du moteur, du châssis, de la carrosserie, des roues, des bandages en usage et ceux de rechange, des outils et de tous accessoires requis, pendant le voyage, et tout l'équipement approprié à l'usage du véhicule.

Résolu, 5.—Que les dispositions du premier alinéa du paragraphe 4 de l'article 5 de ladite Loi des automobiles ne s'appliqueront pas lorsque un véhicule automobile visé par le susdit paragraphe 4 circulera sur un chemin public d'une cité ou d'une ville qui a été, en totalité ou en partie, construit, reconstruit ou recouvert à la surface, ou entretenu par le gouvernement de la province, ou circule entre une cité ou une ville de la province et une municipalité voisine dans une autre province.

Résolu, 6.—Que les dispositions de l'article 22 de ladite Loi des véhicules automobiles concernant l'émission de permis de circulation visés par cet article, s'appliqueront aussi à un véhicule de promenade possédé pour des fins de louage ou servant au transport de personnes, moyennant considération pécuniaire et à un véhicule de commerce possédé pour des fins de louage ou servant, moyennant considération pécuniaire, au transport d'effets autres que les produits de la ferme.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture des résolutions ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des établissements industriels, S. R., 1925, c. 182, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture de ladite résolution soit remise à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 20 MARS 1934

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt et unième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 175.—Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec.

Question par M. Lafleur.—Relativement à la taxe sur les repas dite "Taxe d'hôpital", d'après la Loi 16 Geo. V, chapitre 55 et ses amendements:

Quels sont: *a.* les revenus bruts; *b.* les revenus nets concernant cette taxe:

1. Du premier novembre, 1931, inclusivement, au 31 décembre, 1931, inclusivement?

2. Du premier janvier, 1932, inclusivement, au premier janvier, 1933?

3. Du premier janvier, 1933, inclusivement, au premier janvier, 1934?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

	1.	2.	3.
<i>a.</i>	\$23,753.43	\$537,661.72	\$550,265.57
<i>b.</i>	\$23,753.43	\$478,326.79	\$505,686.79

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Arcand, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 250) intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution du budget: Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des établissements industriels, S. R., 1925, c. 182 (Travail), rapportée du comité des subsides et lue la première fois, le vendredi 16 mars courant.

La dite résolution est, en conséquence, lue la deuxième fois et adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions relatives au bill (No 30) intitulé: "Loi modifiant la Loi des véhicules automobiles".

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 30) intitulé: "Loi modifiant la Loi des véhicules automobiles".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 30) intitulé: "Loi modifiant la Loi des véhicules automobiles".

L'honorable M. Stockwell propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 166) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques concernant la recherche des infractions."

M. Sauvé propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Barré,
Béïque,
Bertrand,
Duplessis,
Élie,

Fisher,
Gault,
Lafleur,
Sauvé,
Smart.—10.

CONTRE

Messieurs:

<i>Arcand,</i>	<i>Gagnon (Frontenac),</i>
<i>Authier,</i>	<i>Gagnon (Kamouraska),</i>
<i>Bachand,</i>	<i>Gauthier,</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Giguère,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Grant,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Laferté,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lapierre,</i>
<i>Chouinard,</i>	<i>Lapointe,</i>
<i>Côté (Bonaventure),</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Crête,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Moreault (Rimouski),</i>
<i>Drouin,</i>	<i>Morel,</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Duval,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Farand,</i>	<i>Power,</i>
<i>Fauteux,</i>	<i>Rochette,</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Fillion (Lac-St-Jean),</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Francœur (Lotbinière),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Francœur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Gabias,</i>	<i>Vautrin.—52.</i>

La motion est ainsi rejetée.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 190) intitulé: "Loi modifiant la Loi des exemptions de taxes municipales".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une deuxième fois et adopté. Ordonné que la troisième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 95) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun".

L'honorable M. Taschereau propose, secondé par l'honorable M. Mercier, que les amendements soient maintenant lus une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se vivise et l'adopte. Les amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur la motion de M. Bouthillier, secondé par M. Bédard, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 108, intitulé: "Loi modifiant les limites du territoire de la corporation scolaire de la paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice dans le comté de Saint-Jean", a été rejeté, que les honoraires ordinaires et additionnels, payés par les promoteurs leur soient remboursés, après déduction des frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Taschereau (Bellechasse), secondé par M. Bédard, il est—

Ordonné, que, vu que le bill No 104, intitulé: "Loi modifiant la charte de la corporation des révérends pères Oblats de l'Immaculée Conception de Marie" a pour objet de refondre la charte d'une institution religieuse, tous les droits et amendes que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, déduction faite des droits d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Taschereau (Bellechasse), secondé par M. Bédard, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 79, intitulé: "Loi étendant les pouvoirs de la "International Advent Christian Conference" a pour objet de donner des pouvoirs additionnels à une institution religieuse, tous droits que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, déduction faite des droits d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Smart, secondé par M. Duplessis, il est—

Ordonné vu, que le bill No 107, intitulé: "Loi établissant et définissant les pouvoirs d'une corporation devant être connue sous le nom de "Syndics de l'église de l'Ascension de Notre-Seigneur, Westmount", a pour but d'aider la religion, il serait à propos que les honoraires ordinaires et additionnels, payés par les promoteurs, leur soient remboursés, déduction faite des frais et du coût de la traduction.

Sur la motion de M. Élie, secondé par M. Béïque, il est—

Ordonné que le bill No 153, intitulé: "Loi modifiant la Loi des salaires de certains officiers de justice et la Loi concernant les palais de justice et les prisons" soit inscrit au feuilleton pour étude en comité plénier.

Sur la motion de M. Fortin, secondé par M. Dugas, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 115, intitulé: "Loi autorisant le changement d'un des co-exécuteurs testamentaires de la succession de feu dame Marie-Blanche Rolland, épouse de Joseph-Henri Desrochers,

médecin", a été rejeté, que les honoraires ordinaires et additionnels, payés par le promoteur lui soient remboursés, après déduction des frais d'impression et de traduction.

M. Poulin propose, secondé par M. Dugas:

Que cette Chambre est d'avis que le Gouvernement du Canada devrait encourager la production et l'usage du bois de chauffage en notre province, soit en ordonnant une réduction, en faveur de ce bois, des taux de transport par voies ferrées, soit en accordant aux producteurs du bois de chauffage une prime semblable à celle qu'il paie déjà aux producteurs de blé et de bestiaux des provinces de l'Ouest.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Sur la motion de M. Francœur (Montréal-Dorion), secondé par M. Bachand, il est—

Résolu que cette Chambre a appris avec regret que certaines compagnies de chemin de fer congédient des Canadiens du Québec qu'elles employaient depuis plusieurs années sur leurs trains circulant en cette province et les remplacent par des gens venant d'ailleurs, et elle proteste contre ce favoritisme au détriment des nôtres.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

Bill No 25, intitulé: "Loi modifiant la Loi relative aux mécaniciens de machines fixes."

Question par M. Béique.—1. Depuis le 1er janvier 1929 inclusive-ment jusqu'au 10 mars 1934, inclusivement, quelle quantité: *a.* d'huile; *b.* de gasoline a été vendue à la province par chacune des compagnies suivantes:

c. "Excel Petroleum, Limited".?

d. "Imperial Oil Limited."?

e. "McColl-Frontenac Oil Co., Limited".?

2. A quel prix?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

Excel Petroleum Limited:—

Gazoline: 80,205 gallons à \$0.21, \$0.22, \$0.22½, \$0.23, \$0.23½, \$0.24, \$0.24½, \$0.25, \$0.25½, \$0.26, \$0.26½, \$0.27, \$0.27½, \$0.28, \$0.28½, \$0.29 et \$0.29½ le gallon.

Huile: 17,138 gallons à \$0.73, \$0.85, \$1.00, \$1.10 et \$1.15 le gallon.

Imperial Oil Limited:—

Gazoline: 827,220 gallons à \$0.21, \$0.21½, \$0.22, \$0.22½, \$0.23, \$0.23½, \$0.24, \$0.24½, \$0.25, \$0.25½, \$0.26, \$0.26½, \$0.27, \$0.27½, \$0.28, \$0.28½, \$0.29, \$0.29½, \$0.30, \$0.30½, \$0.31, \$0.32, \$0.32½ et \$0.33 le gallon.

Huile: 17,465 gallons à \$0.45, \$0.48, \$0.50, \$0.55½, \$0.56, \$0.57, \$0.58, \$0.61, \$0.63, \$0.64, \$0.65, \$0.68, \$0.70, \$0.71, \$0.74, \$0.75, \$0.78, \$0.79, \$0.83½, \$0.86, \$0.88, \$0.89, \$0.90, \$0.90½, \$0.91, \$0.92, \$0.94, \$0.97, \$0.98, \$1.00, \$1.01, \$1.04, \$1.06, \$1.08, \$1.10, \$1.13, \$1.14, \$1.15, \$1.20, \$1.25, \$1.30, \$1.35, \$1.40, \$1.45, \$1.60, \$1.75 et \$1.77 le gallon.
McColl-Frontenac Oil Ltd.:—

Gazoline: 187,009 gallons à \$0.21½, \$0.22, \$0.22½, \$0.23, \$0.23½, \$0.24, \$0.24½, \$0.25, \$0.25½, \$0.26, \$0.26½, \$0.27, \$0.27½, \$0.28, \$0.28½, \$0.29, \$0.29½, \$0.30 et \$0.31½ le gallon.

Huile: 5,495 gallons à \$0.77, \$0.83, \$0.90, \$0.98, \$1.00, \$1.01, \$1.05, \$1.07, \$1.20, \$1.25 et \$1.50 le gallon.

Réponse par l'honorable M. Laferté:

Ajoutez à la réponse précédente la suivante:

Excel Petroleum Limited:—

Huile: 7,460 gallons à \$0.10.

Imperial Oil, Limited:—

Huile: 3,257½ gallons à \$0.08½, \$0.10, \$0.10½, \$0.10¾.

Huile à moteur: 524 gallons à \$0.55, \$0.65, \$0.67½, \$0.71½, \$0.75, \$0.78, \$0.80, \$0.82½, \$0.83, \$0.85, \$0.86, \$0.89, \$0.90, \$0.93, \$0.94½, \$0.96, \$1.03, \$1.06, \$1.08, \$1.13.

Huile à éclairer: 1,398 gallons à \$0.16, \$0.17, \$0.19½, \$0.20, \$0.20½, \$0.21, \$0.21½, \$0.22½, \$0.23½.

Gazoline: 8,021½ gallons à \$0.20, \$0.21½, \$0.22½, \$0.23, \$0.23½, \$0.24, \$0.24½, \$0.25, \$0.25½, \$0.26, \$0.26½, \$0.27, \$0.27½, \$0.28, \$0.28½, \$0.29, \$0.29½, \$0.30½, \$0.31, \$0.32½.

McColl Frontenac Oil Co., Limited:—

Huile à moteur: 356 gallons à \$0.59, \$0.65, \$0.90, \$0.93, \$0.96.

Gazoline: 3,330 gallons à \$0.28½ et \$0.29½.

Question par M. Béique.—1. Du 1er janvier 1933 au 31 décembre 1933, quels prix la tonne furent payés par la province, pour les produits bitumineux: a. couche lieuse; b. couche de surface, aux compagnies suivantes:

1. Macurban Asphalt, Ltd ?

2. Amiesite Asphalt Ltd ?

3. Barrett Co. Ltd ?

4. Canadian Bitumuls Co. Ltd ?

2. Quelle quantité de produits bitumineux: a. couche lieuse; b. couche de surface a été employée dans chaque cas ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. et 2.—

Macurban Asphalt Ltd:—

a. 3334.8 tonnes à \$5.50 la tonne;

b. 1493.8 tonnes à \$6.00 la tonne.

Amiesite Asphalt Ltd:—Aucun achat.

Barrett Co. Ltd:—

158,111 gallons à \$0.11, \$0.13 ou \$0.16 le gallon;

4341 livres à \$0.04 la livre.

Canadian Bitumuls Co. Ltd:—

158,986 gallons à \$0.12½, \$0.15, \$0.15½ ou \$0.16 le gallon.

Question par M. Barré.—1. Le gouvernement a-t-il l'intention de continuer par Saint-Hilaire la route Saint-Hyacinthe-Saint-Hubert ?

2. Le tracé fait et les travaux déjà commencés ont-ils été approuvés par le ministère de la Voirie ?

3. Le gouvernement a-t-il l'intention de construire un pont sur la rivière Richelieu entre Saint-Hilaire et Belœil ?

4. Dans l'affirmative, quel sera l'emplacement de ce pont ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

1. Oui.

2. Oui.

3. A l'étude.

4. A l'étude.

Question par M. Barré.—Relativement à la route Shawinigan-Grand'Mère :

1. Le gouvernement a-t-il l'intention de construire une nouvelle route ?

2. Dans l'affirmative, sur les instances de qui cette construction a-t-elle été décidée ?

3. Quelles sont les raisons qui motivent cette nouvelle construction ?

4. Quel est le montant des dépenses prévues en rapport à cette construction : *a.* pour les expropriations ; *b.* pour toutes les autres dépenses ?

5. Toutes les municipalités intéressées ont-elles été averties ou consultées ?

6. Le gouvernement a-t-il obtenu leur consentement ?

7. Y a-t-il eu des protestations ?

8. Si oui, par qui ?

9. Le gouvernement a-t-il l'intention de tenir compte de ces protestations ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

1. Oui.

2. A la demande des cités de Shawinigan-Falls et de Grand'Mère, les principales intéressées.

3. Pour remédier au chômage et améliorer les communications entre les deux villes. Le trajet sera raccourci de 3 milles et des courbes dangereuses disparaîtront. Le chemin actuel est dangereux.

4. *a.* \$9,683.78 ; *b.* Environ \$80,000.00.

5. La municipalité de Ste-Flore n'a pas été consultée. Cette municipalité n'a rien à payer pour la construction de cette route.

6. Répondu au No 5.

7. Oui, environ deux mois après le commencement des travaux.

8. Par un groupe de citoyens de Ste-Flore. Une requête, signée par un certain nombre de contribuables de Ste-Flore, a été transmise au département de la voirie, s'opposant à la construction de la nouvelle route.

9. C'est l'intention du gouvernement de continuer les travaux commencés, dès que le budget du département de la voirie le permettra.

L'honorable M. Perrault dépose une réponse corrigée à une question du 24 janvier 1934, comme suit:

Question par M. Sauvé.—Depuis la date couverte par la réponse du 31 mars 1933 (Journaux Assemblée législative, Vol. LXVII, page 276) à date:

a. Combien de contrats ont été accordés, combien d'entreprises ont été données par l'administration provinciale et relatifs au département de la voirie; *b.* A combien se chiffre la somme totale de tous lesdits contrats ou entreprises; *c.* Combien desdits contrats ou entreprises ont été donnés après demandes de soumissions publiques et à combien se chiffre leur somme totale; *d.* Combien sans soumissions et pour quelle somme totale?

Réponse:

a. Vingt-quatre.

b. \$639,274.99.

c. Vingt et un: \$544,701.84.

d. Trois, \$94,573.15.

Cette réponse rectifie celle donnée le 1er février 1934 et qui apparaît aux Journaux de l'Assemblée législative de la présente session.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 21 MARS 1934

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-deuxième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 173.—Loi modifiant la Loi de l'instruction publique concernant les ventes d'immeubles pour taxes.

Et avec des amendements:

Bill 6.—Loi modifiant la Loi des assurances de Québec, en ce qui regarde l'évaluation des réclamations.

Bill 68.—Loi modifiant la Loi des assurances de Québec relativement aux sociétés de secours mutuels.

Bill 121.—Loi ratifiant certaines résolutions concernant les emprunts faits par les syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le seizième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 119.—Loi permettant à Samuel Julius Smilovitz de changer son nom de famille en celui de Smiley.

Bill 120.—Loi permettant à Max Schwartz de changer son nom de famille en celui de Swards.

L'honorable M. Perrault, du comité spécial du rajustement des subsides, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a tenu trois séances. Il a d'abord choisi l'honorable M. Perrault pour son président; puis, suivant les instructions qu'il avait reçues, il a rédigé un projet d'adresse à Son Excellence le Gouverneur Général du Canada, qui a été adopté sur division.

Votre comité rapporte ce projet avec les présentes:

A SON EXCELLENCE,

LE GOUVERNEUR-GÉNÉRAL DU CANADA.

Excellence,

NOUS, les membres de l'Assemblée législative, de Québec, réunis en sessions, croyons de notre devoir d'exposer respectueusement:

QUE l'intention évidente des Pères de la Confédération a été de répartir les sources de revenu de façon que les Provinces fussent en état de remplir les fonctions qu'on leur attribuait;

QUE c'est pour donner suite à cette intention qu'on a procédé, en 1907, à rajuster les subsides annuels payés aux Provinces en vertu de l'acte constitutionnel de 1907;

QUE les Provinces ont à répondre à des besoins qui ne se faisaient pas sentir en 1907 et qui obèrent de plus en plus leurs budgets;

QUE le Dominion a reconnu à maintes reprises la nécessité de venir au secours des Provinces, soit en mettant à leur disposition des subventions spéciales, soit en leur accordant des aides particulières;

QUE ces subventions et ces aides, outres qu'elles ne sont pas toujours distribuées au prorata de la population des différentes Provinces, sont quelquefois subordonnées à des conditions difficiles à remplir pour quelques-unes des provinces, particulièrement pour celle de Québec;

EN CONSÉQUENCE, nous sommes d'avis:

QUE le temps est venu de procéder à un nouveau rajustement des subsides annuels payables aux Provinces par le Dominion;

QUE toutes les subventions ou aides spéciales accordées aux Provinces par le Dominion, devraient être réparties au prorata de la population de celles-ci, et assujetties seulement à des conditions acceptables pour chacune.

ET nous prions Votre Excellence de bien vouloir faire adopter les mesures nécessaires pour donner suite à l'avis ci-dessus exprimé.

Ordonné que la prise en considération de ce rapport soit remise à la prochaine séance.

M. Plante propose, secondé par M. Bouthillier:

Que toutes les règles se rapportant aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés soient suspendues;

Qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "Montreal Trust Company", demandant l'adoption d'une loi pour amender sa charte;

Que ladite pétition soit lue et reçue à la présente séance; que le règlement 498 soit suspendu;

Qu'il lui soit permis de présenter le bill No 124, intitulé: "Loi amendant la charte du "Montreal Trust Company", comme s'il avait été déposé dans les délais prescrits par l'article 497 dudit règlement et que ce bill soit maintenant lu la première fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Plante, en conséquence, présente le bill No 124, intitulé: "Loi amendant la charte du "Montreal Trust Company", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Guertin.—1. A quelle date a eu lieu la grève des bûcherons de Rouyn?

2. A quelle date a-t-on dépêché la police provinciale?

3. A quelle date a-t-on lu la "Loi des Emeutes"?

4. A quelle date a-t-on dépêché à Rouyn le registraire des différents ouvriers de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 97, article 6)?

5. Quel est le nom de ce registraire?

6. Son rapport sur les troubles de Rouyn a-t-il été corrigé quant aux dates?

7. Si non, quand et comment entend-on procéder pour cette correction?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Le Département du Procureur-Général a été informé de la grève le 28 novembre 1933.

2. Le 28 novembre 1933 et le 2 décembre 1933.

3. Le 11 décembre 1933.

4. Il a reçu instruction le 13 décembre 1933 de se rendre à Ville-Marie et à Rouyn.

5. Maxime Morin, C.R.

6. Oui.

7.

Question par M. Lafleur.—1. Pour le mois de février 1934, y a-t-il des magasins de la Commission des Liqueurs dont les dépenses ont excédé les recettes?

2. Dans l'affirmative quels sont ces magasins et dans quelle cité ou ville est situé chacun d'eux?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. Oui.

2. Magasin No 42, Marieville;

“ “ 53, Berthierville;

“ “ 61, Rigaud;

“ “ 69, Ste-Thérèse de Blainville;

“ “ 95, Trois-Rivières (96a des Forges);

“ “ 107, Ste-Rose.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 160) intitulé: "Loi modifiant l'article 27 de la Loi des véhicules-automobiles relativement aux bicycles."

La motion "que les amendements soient maintenant lus une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 190) intitulé: "Loi modifiant la Loi des exemptions de taxes municipales".

M. Desmarais propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 164) intitulé: "Loi modifiant la Loi des accidents du travail, 1931, concernant les indemnités payables aux enfants orphelins".

M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs

*Barré,
Béïque,
Bertrand,
Duplessis,
Élie,*

*Fisher,
Guertin,
Lafleur,
Sauvé,
Smart.—10.*

CONTRE:

Messieurs

*Arcand,
Bachand,
Bercovitch,
Bissonnet,
Bouthillier,
Caron,*

*Casgrain,
Chouinard,
Cohen,
Côté (Bonaventure),
Côté (Gaspé-Nord),
Dansereau,*

David,
Desmarais,
Dillon,
Duffy,
Dufour,
Dugas,
Duval,
Farand,
Fauteux,
Filion (Laval),
Fillion (Lac-St-Jean),
Fortier,
Fortin,
Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),
Frigon,
Gabias,
Gagnon (Kamouraska),
Gaudet,
Gault,
Gauthier,
Godbout,
Laferté,

Lahaie,
Lapierre,
Lapointe,
Legault,
McDonald,
Mercier,
Messier,
Moreau (Roberval),
Moreault (Rimouski),
Morel,
Paquet,
Perrault,
Phaneuf,
Plante,
Poulin,
Power,
Rochette,
Sabourin,
Saintonge,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Turcotte.—58.

La motion est ainsi rejetée.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 20, intitulé: "Loi modifiant la Loi des établissements industriels."

Bill No 60, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique."

Bill No 84, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme."

Bill No 172, intitulé: "Loi concernant la validation d'un règlement de la cité de Sherbrooke."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 20) intitulé: "Loi modifiant la Loi des établissements industriels", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 172) intitulé: "Loi concernant la validation d'un règlement de la cité de Sherbrooke", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 60) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 84) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le mercredi 28 février dernier:

Que, attendu que les argents fournis par le crédit agricole fédéral coûtent 6½% d'intérêt, annuellement;

Attendu que le gouvernement de cette province peut se procurer l'argent à un taux moindre par l'établissement d'un système semblable à celui établi dans l'Ontario en 1922, sous le nom de "Ontario Saving Office";

Cette Chambre exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour instituer dès cette année un crédit agricole provincial alimenté en tout ou en partie par un système semblable à celui mentionné plus haut; et que l'octroi de 1½% actuellement accordé en réduction du taux exigé par le crédit agricole fédéral devrait être appliqué à réduire le taux d'intérêt que coûteraient les argents ainsi obtenus par le gouvernement.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$18,241.15 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 4 août 1932, et portant le No 124 pour le département :

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$18,241.15 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. et 3. Poudrier & Boulet, Ltée, \$18,190.00. Succession du notaire J.-Alex. Poitevin, \$51.15, services professionnels.
2. Acompte sur contrat *re*: Construction de l'École Ste-Martine.
4. 15 septembre 1932.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$17,846.65 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 11 août 1932, et portant le No 145 pour le département :

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$17,846.65 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. et 3. Institut Agricole d'Oka, \$17,846.65.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000.00 *re*: Agrandissement de l'École et aménagement des laboratoires.
4. 3 février 1933.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$17,000.00 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 20 août 1932, et portant le No 193 pour le département ?

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$17,000.00 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. et 3. Poudrier & Boulet, Ltée, \$17,000.00.
2. Acompte sur contrat *re*: Construction de l'École Ste-Martine.
4. 4 novembre 1932.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$12,754.95 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 31 décembre 1931, et portant le No 401 pour le département:

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$12,754.95 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. et 3. Institut Agricole d'Oka, \$11,754.95; Blaise Marchand, \$1,000.00.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000.00 *re*: Agrandissement de l'École et aménagement des laboratoires. Honoraires pour la préparation des plans et devis *re*: Construction de l'École Ste-Martine.
4. 5 janvier 1932.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$22,392.66 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 23 octobre 1931, et portant le No 231 pour le département:

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$22,392.66 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. et 3. Institut Agricole d'Oka, \$22,392.66.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000.00 *re*: Agrandissement de l'École et aménagement des laboratoires.
4. 27 octobre 1931.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$27,187.43 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 24 novembre 1931, et portant le No 306 pour le département:

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$27,187.43 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. et 3. Institut Agricole d'Oka, \$27,187.43.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000.00 *re*: Agrandissement de l'École et aménagement des laboratoires.
4. 24 novembre 1931.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$24,822.09 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 25 novembre 1931, et portant le No 308 pour le département :

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$24,822.09 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. et 3. École d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière, \$24,822.09.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000.00 *re*: Agrandissement de l'École et aménagement des laboratoires.
4. 25 novembre 1931.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$51,553.30 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 9 septembre 1931, et portant le No 131 pour le département :

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$51,553.30 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. et 3. École d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière, \$26,131.23; Institut Agricole d'Oka, \$25,422.07.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000.00 *re*: Agrandissement de l'École et aménagement des laboratoires;
4. 9 septembre 1931.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$32,758.84 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 15 octobre 1931, et portant le No 213 pour le département :

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$32,758.84 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. et 3. École d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière, \$32,758.84.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000.00 *re*: Agrandissement de l'École et aménagement des laboratoires.
4. 16 octobre 1931.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$21,112.18 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 29 juillet 1931, et portant le No 37 pour le département :

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$21,112.18 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. et 3. École d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière, \$21,112.18.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000.00 *re*: Agrandissement de l'École et aménagement des laboratoires.
4. 29 juillet 1931.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$29,879.18 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 22 décembre 1932, et portant le No 614 pour le département :

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$29,879.18 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. et 3. Institut Agricole d'Oka, \$29,879.18.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000.00 *re*: Agrandissement de l'École et aménagement des laboratoires.
4. 28 février 1933.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$3,521.91 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 23 février 1933, et portant le No 827 pour le département :

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$3,521.91 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. et 3. Hopkins Osborn, Ltd., \$3,521.91.
2. Diverses marchandises *re*: Ameublement de l'École Ste-Martine.
4. 10 mars 1933.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$13,869.43 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 7 mars 1933, et portant le No 858 pour le département:

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$13,869.43 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. et 3. Poudrier & Boulet, Ltée, \$13,869.43.
2. Acompte sur contrat *re*: Construction de l'École Ste-Martine.
4. 21 mars 1933.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$2,840.00 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 7 avril 1933, et portant le No 966 pour le département:

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$2,840.00 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. et 3. Poudrier & Boulet, Ltée, \$2,840.00.
2. Pour réservoir, aqueduc et plancher d'asphalte *re*: Construction de l'École Ste-Martine.
4. 28 avril 1933.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$27,347.37 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 10 août 1933, et portant le No F-23 pour le département:

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$27,347.37 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. et 3. Institut Agricole d'Oka, \$27,347.37.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000.00 *re*: Agrandissement de l'École et aménagement des laboratoires.
4. 17 novembre 1933.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$13,741.09 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 20 octobre 1930, et portant le No 112 pour le département :

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$13,741.09 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. et 3. École d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière, \$13,741.09.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000.00 *re*: Agrandissement de l'École et aménagement des laboratoires.
4. 20 octobre 1930.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$15,814.55 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 20 novembre 1930, et portant le No 161 pour le département :

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$15,814.55 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. et 3. Institut Agricole d'Oka, \$15,814.55.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000.00 *re*: Agrandissement de l'École et aménagement des laboratoires.
4. 21 novembre 1930.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$15,605.36 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 29 novembre 1930, et portant le No 172 pour le département :

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$15,605.36 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. et 3. École d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière, \$15,605.36.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000.00 *re*: Agrandissement de l'École et aménagement des laboratoires.
4. 2 décembre 1930.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$14,675.79 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 26 novembre 1930, et portant le No 167 pour le département :

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$14,675.79 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. et 3. École d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière, \$14,675.79.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000.00 *re*: Agrandissement de l'École et aménagement des laboratoires.
4. 27 novembre 1930.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$19,017.98 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 6 août 1931, et portant le No 56 pour le département :

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$19,017.98 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. et 3. Institut Agricole d'Oka, \$19,017.98.
2. Acompte sur la subvention des \$300,000.00 *re*: Agrandissement de l'École et aménagement des laboratoires.
4. 8 août 1931.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$25,547.52 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 12 août 1931, et portant le No 69 pour le département :

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$25,547.52 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. et 3. École d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière, \$25,547.52.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000.00 *re*: Agrandissement de l'École et aménagement des laboratoires.
4. 13 août 1931.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$22,100.00 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 18 octobre 1932, et portant le No 410 pour le département:

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$22,100.00 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. et 3. Poudrier & Boulet, Ltée, \$22,100.00.
2. Acompte sur contrat *re*: Construction de l'École Ste-Martine.
4. \$2,000.00 le 25 novembre 1932.
2,000.00 le 12 décembre 1932.
8,100.00 le 27 janvier 1933.
10,000.00 le 8 février 1933.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$25,964.91 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 7 décembre 1931, et portant le No 341 pour le département:

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$25,964.91 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. et 3. École d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière, \$25,964.91.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000.00 *re*: Aggrandissement de l'École et aménagement des laboratoires.
4. 10 décembre 1931.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$26,280.72 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 26 janvier 1932, et portant le No 447 pour le département:

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$26,280.72 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. et 3. École d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière, \$26,280.72.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000.00 *re*: Aggrandissement de l'École et aménagement des laboratoires.
4. 25 mai 1932.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$17,258.86 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 19 février 1932, et portant le No 483 pour le département :

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$17,258.86 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. et 3. Institut Agricole d'Oka, \$17,258.86.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000.00 *re*: Agrandissement de l'École et aménagement des laboratoires.
4. 3 mai 1932.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$19,802.00 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 22 juin 1932, et portant le No 783 pour le département :

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$19,802.00 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. et 3. Institut Agricole d'Oka, \$19,802.00.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000.00 *re*: Agrandissement de l'École et aménagement des laboratoires.
4. 15 novembre 1932.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$15,925.00 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 20 juin 1932, et portant le No 776 pour le département :

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$15,925.00 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. et 3. Blaise Marchand, architecte, \$455.00; Poudrier & Boulet, Ltée, \$15,470.00.
2. Surveillance des travaux *re*: Construction de l'École Ste-Martine; Acompte sur contrat *re*: Construction de l'École Ste-Martine.
4. 2 août 1932.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$19,101.34 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 20 juin 1931, et portant le No 566 pour le département :

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$19,101.34 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. et 3. Institut Agricole d'Oka, \$19,101.34.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000.00 *re* : Agrandissement de l'École et aménagement des laboratoires.
4. 22 juin 1931.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$11,929.54 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 18 juin 1931, et portant le No 563 pour le département :

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$11,929.54 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. et 3. École d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière, \$11,929.54.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000.00 *re* : Agrandissement de l'École et aménagement des laboratoires.
4. 19 juin 1931.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$18,023.47 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 20 mai 1931, et portant le No 518 pour le département :

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$18,023.47 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. et 3. École d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière, \$18,023.47.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000.00 *re* : Agrandissement de l'École et aménagement des laboratoires.
4. 20 mai 1931.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$19,182.13 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 19 mai 1931, et portant le No 514 pour le département:

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$19,182.13 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. et 3. Institut Agricole d'Oka, \$19,182.13.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000.00 *re*: Agrandissement de l'École et aménagement des laboratoires.
4. 20 mai 1931.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$9,761.62 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 28 avril 1931, et portant le No 483 pour le département:

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$9,761.62 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. et 3. École d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière, \$9,761.62.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000.00 *re*: Agrandissement de l'École et aménagement des laboratoires.
4. 29 avril 1931.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$25,286.96 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 31 mars 1931, et portant le No 444 pour le département:

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$25,286.96 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. et 3. Institut Agricole d'Oka, \$15,617.71; École d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière, \$9,669.25.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000.00 *re*: Agrandissement de l'École et aménagement des laboratoires.
4. 31 mars 1931.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$12,311.49 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 17 février 1931, et portant le No 281 pour le département:

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$12,311.49 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. et 3. École d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière, \$12,311.49.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000.00 *re*: Agrandissement de l'École et aménagement des laboratoires.
4. 19 février 1931.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$11,664.90 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 16 janvier 1931, et portant le No 233 pour le département:

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$11,664.90 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. et 3. École d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière, \$11,664.90.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000.00 *re*: Agrandissement de l'École et aménagement des laboratoires.
4. 16 janvier 1931.

Question par M. Élie.—Relativement à la somme de \$12,375.12 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 13 janvier 1931, et portant le No 227 pour le département:

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Comment a-t-elle été répartie ?
4. Quand a été payé chacun des item composant ces \$12,375.12 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. et 3. Institut Agricole d'Oka, \$12,375.12.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000.00 *re*: Agrandissement de l'École et aménagement des laboratoires.
4. 14 janvier 1931.

Question par M. Elie.—Relativement à la somme de \$5,016.64 payée à “La Cie de Conserves de Napierville, Limitée (Napierville Cannery Co., Limited)”, conformément à une réponse du gouvernement, en date du 13 mars 1934:

1. Quand cette somme a-t-elle été payée ?
2. A l'ordre de qui le ou les chèques ont-ils été faits ?
3. A qui le ou les chèques ont-ils été transmis ?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1.	2.	3.
17 avril 1931, \$1,016.64.	Cie de Conserves de Napierville, Limitée.	Cie de Conserves de Napierville, Limitée.
17 juil. 1931, \$1,000.00.	Cie de Conserves de Napierville, Limitée.	Cie de Conserves de Napierville, Limitée.
3 mars 1933, \$1,000.00	Cie de Conserves de Napierville, Limitée, représenté par la Banque Canadienne Nationale, Place d'Armes, Montréal.	Banque Canadienne Nationale, Place d'Armes, Montréal.
4 avril 1933, \$1,000.00	“ “ “ “ “	“ “ “ “
9 août 1933, \$1,000.00	“ “ “ “ “	“ “ “ “

L'honorable M. David dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 14 mars 1934 pour: copie de toute correspondance échangée entre un département quelconque du gouvernement provincial avec le gouvernement fédéral ou avec les autorités du C.N.R. ou du C.P.R. ou toute autre personne relativement au coût du transport des colons, de leurs familles et de leur ménage et tout ce qui a trait généralement aux problèmes de la colonisation.
(*Document de la session No 81.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 6, intitulé: “Loi modifiant la Loi des assurances de Québec, en ce qui regarde l'évaluation des réclamations”.

L'honorable M. Stockwell propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Stockwell informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que l'honoraire d'une licence d'estimateur expert visé par la section XVA de la Loi des assurances de Québec (statuts refondus, 1925, chapitre 243,) telle qu'éditée par la section 1 de la loi qui accompagne la présente résolution, devra être celui que détermine le lieute-

nant-gouverneur en Conseil en vertu des dispositions de l'article 278 de cette loi que cet honoraire n'excèdera pas dix dollars, et que la licence pourra, à la discrétion du surintendant des assurances, être ensuite renouvelée annuellement sur paiement d'un honoraire semblable pour chaque renouvellement.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture de la résolution ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 43, intitulé "Loi pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 22 MARS 1934

Prière

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-troisième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 117.—Loi concernant l'adoption de Rosa Mongrain.

Bill 118.—Loi modifiant la charte de la Corporation de crédit et d'entrepasage.

Le bill suivant a été rejeté:

Bill 178.—Loi modifiant le Code civil relativement aux ventes à tempérament.

Sur la motion de M. Bédard, secondé par M. Saurette, il est—

Ordonné que M. Bédard ait la permission de présenter un bill (No 194) intitulé: "Loi modifiant l'article 112 du Code municipal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant :

Bill No 41, intitulé : "Loi autorisant l'organisation d'une loterie pour fins éducationnelles et d'assistance publique."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant :

Bill No 18, intitulé : "Loi modifiant la Loi des convictions sommaires de Québec concernant les comparutions."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 18) intitulé : "Loi modifiant la Loi des convictions sommaires de Québec concernant les comparutions", et lesdits amendements sont lus une première fois.

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Question par M. Béique.—Quelles étaient les sommes dues à chacun des entrepreneurs du ministère de la Voirie :

a. Au 1er mars 1933 ?

b. Au 1er mars 1934 ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

a. Pacifique Baillargeon.....	\$ 15,586.15
Canadian Rock Products.....	134,611.42
Cie des Ingénieurs Entrepreneurs.....	15,491.87
Eastern Townships Paving Co.....	12,895.24
A. Janin & Cie.....	88,202.16
A. Laurendeau & Cie.....	4,598.52
Emery Massicotte.....	8,120.06
MacUrban Asphalt, Ltd.....	191,704.75
Raymond, McDonell & Co.....	151,152.25
Quebec Paving Co.....	38,612.44
E.-R. Truchon.....	12,492.21
P. Fournier.....	100.00
Roberge & Marcotte.....	4,529.53

Bitumen Products Corporation.....	6,759.18
Kennedy Construction Co.....	54,897.93
H. J. O'Connell.....	11,203.32
b. A. Janin & Cie.....	61,438.71
MacUrban Asphalt Ltd.....	62,123.25
Laganière, Houde & Cie.....	6,943.83
E.-R. Truchon.....	41,633.01
Canadian Rock Products Co.....	68,829.35
Raymond, McDonell & Co.....	89,629.92
Bitumen Products Corporation.....	34,494.30
A. Laurendeau & Cie.....	1,371.61
Nap. Trudel & Fils.....	19,867.16
Armand Sicotte.....	5,575.81
H. Marchessault & Fils.....	22,657.64
Eastern Township Paving Co.....	8,629.64
Laflamme & Laflamme.....	1,970.67
The Barrett Co.....	9,853.00
P.-E. Maillet.....	4,669.09
Provincial Construction Co.....	2,568.23
Kennedy Construction Co.....	7,532.45

Question par M. Barré.—1. Combien ont coûté à la Province les bourses octroyées pour aller suivre les cours additionnels à Paris en vertu de 10 George V, chapitre 9, depuis la date de la sanction de cette loi jusqu'au 31 décembre 1933 ?

2. Combien d'élèves en ont bénéficié ?

3. Combien de ces bénéficiaires sont établis ou occupés dans la Province de Québec ?

4. Combien sont restés ou retournés en Europe ?

Réponse par l'honorable M. David :

1. De 1920 à 1933 inclusivement, la somme de \$633,450.00 a été payée aux élèves qui sont allés suivre des cours additionnels à l'étranger.

2. 226 élèves en ont bénéficié.

3. La quasi-totalité.

4. Le Gouvernement n'a pas ce renseignement.

Question par M. Béique.—Combien ont coûté à la province tous les travaux de voirie faits dans la province :

a. Du 1er avril 1930 au 31 octobre 1930 inclusivement ;

b. Du 1er avril 1931 au 31 octobre 1931 inclusivement ;

c. Du 1er avril 1932 au 31 octobre 1932 inclusivement ;

d. Du 1er avril 1933 au 31 octobre 1933 inclusivement ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

a. \$12,241,318.82.

b. \$18,332,544.18.

c. \$ 9,597,207.66.

d. \$ 6,193,730.07.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 60) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique".

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution relative au bill No 6, intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec, en ce qui regarde l'ajustement des réclamations".

La motion "Que la résolution soit maintenant lue une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, lue une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 6) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec, en ce qui regarde l'ajustement des réclamations".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 6) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec, en ce qui regarde l'ajustement des réclamations".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que la troisième lecture du bill soit remise à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le mercredi 28 février dernier:

Que, attendu que les argents fournis par le crédit agricole fédéral coûtent $6\frac{1}{2}\%$ d'intérêt, annuellement;

Attendu que le gouvernement de cette province peut se procurer l'argent à un taux moindre par l'établissement d'un système semblable à celui établi dans l'Ontario en 1922, sous le nom de "Ontario Saving Office";

Cette Chambre exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour instituer dès cette année un crédit agricole provincial alimenté en tout ou en partie par un système semblable à celui mentionné plus haut; et que l'octroi de $1\frac{1}{2}\%$ actuellement accordé en réduction du taux exigé par le crédit agricole fédéral devrait être appliqué

à réduire le taux d'intérêt que coûteraient les argents ainsi obtenus par le gouvernement.

Et le débat se continue.

M. Sauvé propose par voie d'amendement, secondé par M. Béïque:

Que tous les mots après le premier "Que" dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

CONSIDÉRANT qu'il est urgent, pour les cultivateurs de notre province, de pouvoir se procurer, facilement et à bon compte, les fonds qui peuvent leur être nécessaires pour assurer la stabilité, le progrès et la prospérité de l'industrie agricole;

CONSIDÉRANT que le crédit agricole institué par le gouvernement d'Ottawa n'offre pas à nos cultivateurs, même avec la contribution du gouvernement de la province, les facilités et les avantages dont ils ont besoin;

CETTE CHAMBRE invite respectueusement le gouvernement de la province à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour instituer un crédit agricole sous le contrôle d'une commission indépendante, offrant toutes les garanties d'impartialité et de compétence, et possédant, pour se procurer les fonds nécessaires, le pouvoir d'émettre les obligations garanties par la province, de façon à pouvoir faire aux cultivateurs qui offriront des garanties suffisantes, des prêts à un taux d'intérêt ne dépassant pas celui que la commission payera elle-même sur ses propres obligations.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Authier, secondé par M. Plante, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 84) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme".

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 124) intitulé: "Loi amendant la charte du "Montreal Trust Company".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Question par M. Élie.—Relativement à l'autorisation accordée au ministre de l'Agriculture de se porter garant pour un prêt n'excédant pas \$60,000.00 par la Banque Canadienne Nationale à la Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la province de Québec, conformément à la loi 20 George V, chapitre 7, article 3 et approuvée par le lieutenant-

gouverneur, le 9 janvier 1934, par un ordre en conseil portant le numéro 50:

1. Pendant combien de temps le ministre s'est-il porté garant de la dite somme ?
2. Quel est le taux d'intérêt payé par ladite société ?
3. Ladite société s'est-elle engagée à verser chaque année une somme déterminée pour amortir cette dette capitale ?

Dans l'affirmative:

4. A combien s'élève cette somme annuelle ?
5. Pour quelle fin ce prêt a-t-il été contracté ?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. Du 13 janvier 1934, à date.
2. 6%.
3. Non.
4.
5. Pour fins générales.

Question par M. Élie.—Relativement à l'autorisation accordée au ministre de l'Agriculture de se porter garant pour un prêt n'excédant pas \$100,000.00 par la Banque Canadienne Nationale à la Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la province de Québec, conformément à la loi 20 George V, chapitre 7, article 3 et approuvée par le lieutenant-gouverneur, le 18 août 1932, par un ordre en conseil portant le numéro 2800:

1. Pendant combien de temps le ministre s'est-il porté garant de la dite somme ?
2. Quel est le taux d'intérêt payé par ladite société ?
3. Ladite société s'est-elle engagée à verser chaque année une somme déterminée pour amortir cette dette capitale ?

Dans l'affirmative:

4. A combien s'élève cette somme annuelle ?
5. Pour quelle fin ce prêt a-t-il été contracté ?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. Du 7 septembre 1932, à date.
2. 5½% jusqu'au 1er mars, 1933. 6% depuis cette dernière date.
3. Non.
4.
5. Pour fins générales.

Question par M. Élie.—Relativement à l'autorisation accordée au ministre de l'Agriculture de se porter garant pour un prêt n'excédant pas \$500,000.00, par la Banque Canadienne Nationale à la Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la province de Québec, conformément à la loi 20 George V, chapitre 7, article 3 et approuvée par le lieutenant-gouverneur, le 14 février 1931, par un ordre en conseil portant le numéro 453:

1. Pendant combien de temps le ministre s'est-il porté garant de la dite somme ?
2. Quel est le taux d'intérêt payé par ladite société ?

3. Ladite société s'est-elle engagée à verser chaque année une somme déterminée pour amortir cette dette capitale ?

Dans l'affirmative :

4. A combien s'élève cette somme annuelle ?

5. Pour quelle fin ce prêt a-t-il été contracté ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. Du 12 mars 1931, à date.

2. 5½% jusqu'au 1er mars 1933, 6% depuis cette dernière date.

3. Non.

4.

5. Pour fins générales.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 192) intitulé : "Loi modifiant le Code de procédure civile concernant les immeubles saisis".

M. Rhéaume propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Barré, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre :

Copie du rapport du sergent Turnbull, de la Police Provinciale, sur la grève des bûcherons qui a eu lieu à Rouyn, Cté Témiscamingue, au mois de décembre dernier.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 175) intitulé : "Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du premier rapport du Comité spécial concernant le rajustement des subsides fédéraux.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant ledit rapport" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le rapport est, en conséquence, adopté.

M. Vautrin propose, secondé par M. Bachand :

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur pour informer Son Honneur que cette Chambre a voté une adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général du Canada relativement au rajustement des subsides fédéraux aux Provinces et à la répartition

des subventions et aides spéciales aux Provinces et pour prier Son Honneur de vouloir bien transmettre cette adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général du Canada.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Béïque, il est—
Ordonné que le débat soit ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 23 MARS 1934

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 185.—Loi modifiant la Loi du salaire minimum des femmes.

Bill 37.—Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail.

Le bill suivant a été rejeté:

Bill 176.—Loi modifiant la Loi des agents de recouvrement relativement au cautionnement.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le dix-septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 100.—Loi modifiant la charte de la cité de Montréal, votre comité désire recommander que ce bill soit imprimé de nouveau pour les membres de Votre honorable Chambre.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Sur la motion de M. Élie, secondé par M. Béïque, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, un état indiquant: 1. Combien le ministère de la Colonisation a-t-il dépensé dans le comté d'Yamaska du 1er juillet 1932 au 20 juin 1933 inclusivement; 2. a. Quels sont ceux qui ont bénéficié de ces argents octroyés par le ministère de la Colonisation; b. Dans quelle paroisse résidait chacun d'eux; c. Quel montant chacun d'eux a-t-il reçu.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 119) intitulé: "Loi permettant à Samuel Julius Smilovitz de changer son nom de famille en celui de Smiley".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 120) intitulé: "Loi permettant à Max Schwartz de changer son nom de famille en celui de Swards".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 121) intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions concernant les emprunts faits par les syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 118) intitulé: "Loi modifiant la charte de la corporation de crédit et d'entrepôtage".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 117) intitulé: "Loi concernant l'adoption de Rosa Mon-grain".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 6) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec, en ce qui regarde l'ajustement des réclamations".

L'honorable M. Stockwell propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 43, intitulé: "Loi pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

L'honorable M. Taschereau dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 22 mars, 1934, pour: Copie du rapport du sergent Turnbull, de la Police Provinciale, sur la grève des bûcherons qui a eu lieu à Rouyn, Cté Témiscamingue, au mois de décembre dernier. (*Document de la session No 82.*)

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par M. Duplessis, il est—

Résolu que cette Chambre invite le Gouvernement Fédéral à amender le Code criminel du Canada de manière à permettre à cette province d'organiser une loterie pour les fins éducationnelles et de charité.

L'ordre du jour appelle de nouveau, la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 43, intitulé: "Loi pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant".

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'en vertu de l'article 34 de la Loi des terres et forêts (Statuts refondus 1925, chapitre 44,) tel que remplacé par la loi qui accompagne les présentes résolutions, il sera tenu dans le bureau des terres de la couronne, un registre en la forme jugée convenable par le ministre, dans lequel doivent être enregistrés sommairement:

1° A la diligence du ministre, les ventes, concessions, locations, baux ou permis d'occupation consentis sur les terres publiques, et pour lesquels des lettres patentes n'ont pas encore été octroyées;

2° A la diligence des intéressés:

a. Les cessions ou transports, consentis par les premiers acquéreurs ou concessionnaires, des droits qu'ils possèdent sur les terres publiques et les hypothèques et autres droits réels consentis par eux et affectant ces droits;

b. Les cessions, transports, hypothèques et les droits réels consentis par les héritiers ou ayants cause de tels premiers acquéreurs ou concessionnaires;

c. Les cessions ou transports effectués par le moyen de la vente faite sous l'opération du Code municipal pour taxes;

d. Les cessions ou transports effectués par le moyen de vente par autorité de justice, dans les cas où cette vente peut se faire légalement;

Résolu, 2.—Que nul permis de coupe de bois ne sera accordé pour une période de plus de douze mois; mais que tout permis sera sujet à renouvellement conformément aux règlements faits de temps à autre par le lieutenant-gouverneur en conseil; que le renouvellement d'un permis en vertu des dispositions précédentes sera, en ce qui concerne les terrains visés par ce renouvellement, la continuation du permis originairement émis, et que le permis renouvelé, à l'égard de ces terrains, sera censé avoir existé sans interruption depuis la date de l'émission du permis originaire; que si, par suite de quelque inexactitude d'arpentage ou par suite de toute autre erreur ou cause quelconque, un permis se trouve comprendre des terrains déjà désignés dans un permis d'une date antérieure, le dernier permis en date deviendra nul et de nul effet, en autant qu'il peut déroger à celui qui aura été accordé précédemment et que le possesseur ou propriétaire du permis ainsi devenu nul et de nul effet, n'aura aucun recours quelconque contre le gouvernement pour indemnité ou compensation à raison de cette annulation.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture des résolutions ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 64, intitulé: "Loi modifiant la Loi des produits laitiers".

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que toute fabrique, telle que définie à l'article 2 de la Loi des produits laitiers (Statuts refondus 1925, chapitre 63, tel que remplacé par la loi 23 George V, chapitre 24 section 1), sera tenue de se procurer les services d'un essayeur, porteur d'un diplôme et d'un permis d'essayeur; que toute fabrique de beurre ou de fromage devra se procurer, en outre, les services d'un fabricant de beurre ou de fromage, selon le cas, qui devra être porteur d'un diplôme et d'un permis de fabricant de beurre ou de fromage; que l'inspecteur général décerne ces permis, et que l'inspecteur général pourra accorder à une même personne un permis d'essayeur et un permis de fabricant de beurre et de fromage et dans ce cas, cette personne pourra remplir seule les deux fonctions dans une même fabrique.

Résolu, 2.—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'instituer une commission sous le nom de "La Commission de l'industrie laitière de la province de Québec", formée de pas moins de trois et de pas plus de cinq membres; que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera les membres de la commission, lesquels resteront en fonction

durant bon plaisir; qu'il désignera le président de la commission et établira le traitement de chacun des titulaires; que cette commission sera revêtue de tous les droits et pouvoirs appartenant en général aux corporations; que son quorum sera de deux membres si elle est composée de trois membres et de trois membres si elle est composée de plus de trois; qu'elle aura son siège social en la cité de Québec; qu'une vacance parmi les membres de la commission n'aura pas pour effet de la dissoudre; qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de remplir cette vacance et qu'il sera loisible au ministre d'adjoindre à la commission un secrétaire et les autres employés jugés nécessaires.

Résolu, 3.—Que le coût total annuel de la mise à exécution de la Loi des produits laitiers ne devra pas excéder annuellement la somme de deux cent cinquante mille dollars au lieu de la somme de deux cent vingt-cinq mille dollars tel que prévu par l'article 28 de ladite loi, remplacé par la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté trois résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture des résolutions ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 70, intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences relativement aux distributeurs automatiques".

L'honorable M. Stockwell propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Stockwell informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que pour les fins de la section XIV de la Loi des licences (Statuts refondus, 1925, chapitre 25,) telle que modifiée par la loi qui accompagne les présentes résolutions, les mots: "distributeur automatique" désigneront tout appareil, avec ou sans mécanisme, ou tout autre objet ou tout ensemble d'objets, quelle qu'en soit la forme ou quel que soit le nom sous lequel il est communément connu, dont la confection ou l'agencement indique qu'il est destiné à un fonctionnement ou à un usage susceptible, soit automatiquement, soit grâce à un choix fait par l'opérateur, ou soit grâce à l'adresse de celui-ci, de livrer un objet ou une somme d'argent, ou de donner le droit d'en recevoir la livraison, ou de retenir un objet ou une somme d'argent.

Résolu, 2.—Que nul ne pourra avoir en sa possession ou sous son contrôle, à quelque titre ou dans quelque local que ce soit, qu'il en soit fait usage ou non, un distributeur automatique, sauf les exceptions prévues par l'article 118, tel qu'édicte par la loi qui accompagne les pré-

sentes résolutions, sans avoir obtenu une licence annuelle à cet effet, émise sur paiement d'un droit de vingt dollars pour chaque distributeur automatique; et sans apposer et maintenir sur chaque distributeur automatique pour lequel une licence a été ainsi émise, un certificat attestant l'émission de la licence.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture des résolutions ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 59) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'assistance publique de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 173) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique concernant les ventes d'immeubles pour taxes".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 193) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement à la compensation pour l'eau".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 194) intitulé: "Loi modifiant l'article 112 du Code municipal".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 27 MARS 1934

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 191.—Loi modifiant la Loi médicale de Québec relativement à la division de la province pour les fins de l'élection du Bureau Provincial de médecine.

Bill 192.—Loi modifiant le Code de procédure civile concernant les immeubles saisis.

Et avec des amendements:

Bill 50.—Loi modifiant la Loi de la Commission municipale de Québec.

Bill 51.—Loi concernant les conventions des corporations municipales ou scolaires avec leurs créanciers.

Bill 65.—Loi concernant le rachat de terrains détenus en vertu d'un contrat de louage, d'un bail à rente ou constitut dans certains districts électoraux.

Bill 165.—Loi modifiant la Loi des accidents du travail, 1931, pour rétablir, en faveur de l'accidenté le recours de droit commun contre une personne autre que son employeur.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le dix-huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 102.—Loi concernant la charte de la cité de Montréal.

Et sans amendement, le bill suivant:

Bill 123.—Loi concernant les terres en culture dans la ville de Montréal-Ouest.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 71) intitulé: "Loi modifiant la Loi des renseignements sur les compagnies concernant les compagnies de cimetières".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 249) intitulé: "Loi relative à la réception, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Arcand, secondé par l'honorable M. Stockwell, il est—

Ordonné que l'honorable M. Arcand ait la permission de présenter un bill (No 248) intitulé: "Loi modifiant la Loi des syndicats professionnels".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Béïque.—1. Qu'ont coûté à la Province les subventions ou octrois accordés et les travaux faits par le ministère de la Voirie dans le comté de Yamaska ?

a. Du 1er octobre 1933 au 15 octobre 1933 inclusivement ?

b. Du 16 octobre 1933 au 28 octobre 1933 inclusivement ?

2. Toutes les sommes dues ou promises par le gouvernement concernant ces subventions ou octrois et travaux ont-elles été payées ?

3. Dans la négative, quel montant est encore dû par la Province ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. a. \$1,763.48.

b. \$3,116.24.

2. Non, parce que tous les comptes n'ont pas encore été transmis au département.

3. Le département n'a pas reçu tous les comptes.

Question par M. Béïque.—1. Qu'ont coûté à la Province les subventions ou octrois accordés et les travaux faits par le ministère de la Voirie dans le comté de Wolfe ?

a. Du 25 octobre 1933 au 5 novembre 1933 inclusivement ?

b. Du 6 novembre 1933 au 18 novembre 1933 inclusivement ?

2. Toutes les sommes dues ou promises par le gouvernement concernant ces subventions ou octrois et travaux ont-elles été payées ?

3. Dans la négative, quel montant est encore dû par la Province ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. a. \$790.00.

b. \$2,185.26.

2. Oui.

3. Répondu au No 2.

Question par M. Béïque.—1. Combien le ministère de la Voirie a-t-il eu d'employés surnuméraires et temporaires à son service dans le comté de Wolfe pour les travaux qu'il a exécutés:

a. Du 25 octobre 1933 au 3 novembre 1933 inclusivement ?

b. Du 6 novembre 1933 au 18 novembre 1933 inclusivement ?

2. Quel est le montant global des salaires ainsi payés ou à être payés depuis le 25 octobre 1933 inclusivement au 18 novembre 1933 inclusivement ?

3. Quel montant global de salaires restait-il à payer le 19 novembre 1933 ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. a. 127.

b. 284.

2. \$2,975.26.

3. \$2,975.26, les listes de paye n'étant pas alors parvenues au département.

Question par M. Béïque.—1. Combien le ministère de la Voirie a-t-il eu d'employés surnuméraires et temporaires à son service dans le comté de Yamaska pour les travaux qu'il a exécutés:

a. Du 1er octobre 1933 au 15 octobre 1933 inclusivement ?

b. Du 16 octobre 1933 au 28 octobre 1933 inclusivement ?

2. Quel est le montant global de salaires ainsi payés ou à être payés depuis le 1er octobre inclusivement au 28 octobre 1933 inclusivement ?

3. Quel montant global de salaires restait-il à payer le 29 octobre 1933 ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. a. 94.

b. 419.

2. \$3,809.49.

3. \$3,809.49, les listes de paye n'étant pas alors parvenues au département.

Question par M. Béïque.—A combien se chiffre, à date, la somme totale: a. payée; b. payable pour la province en vertu des contrats ou entreprises accordés par l'intermédiaire du ministère de la voirie aux compagnies suivantes:

1. Macurban Asphalt Ltd. ?

2. Macasphalt, Ltd. ?

3. Canadian Rock Products Ltd. ?

4. Eastern Township Paving & Contracting Co. ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. a. Somme payée depuis le 7 juillet 1927 à date: \$3,753,374.08.

b. \$178,341.68.

2. Aucun contrat.

3. a. \$618,897.73.

b. \$115,128.12.

4. a. \$503,618.27.

b. \$15,175.23.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des résolutions relatives au bill No 64, intitulé: "Loi modifiant la Loi des produits laitiers".

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le jeudi, 22 mars courant:

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur pour informer Son Honneur que cette Chambre a voté une adresse à Son Excellence le Gouverneur Général du Canada relativement au rajustement des subsides fédéraux aux Provinces et à la répartition des subventions et aides spéciales aux Provinces et pour prier Son Honneur de vouloir bien transmettre cette adresse à Son Excellence le Gouverneur Général du Canada.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Question par M. Guertin.—1. Le gouvernement a-t-il décidé d'entreprendre la construction de la route allant de Mont-Laurier et Maniwaki vers le nord à Senneterre ou Amos?

2. Quel sera le tracé exact de cette route?

3. Quand les travaux doivent-ils commencer?

4. L'entreprise sera-t-elle faite à forfait ou en régis?

5. Le gouvernement fédéral s'est-il engagé à payer une partie du coût et dans l'affirmative quel pourcentage?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. 2. 3. et 4. Cette question est à l'étude.

5. Non.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 69, intitulé: "Loi modifiant la Loi du prêt agricole de Québec pour diminuer les frais d'enregistrement des actes et les frais sur les procédures."

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen de la résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 69) intitulé: "Loi modifiant la Loi du prêt agricole de Québec pour diminuer les frais d'enregistrement des actes et les frais sur les procédures".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 37) intitulé: "Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier du bill (No 175) intitulé: "Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois.

La motion "Que l'amendement soit maintenant lu une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

L'amendement est, en conséquence, lu la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant l'amendement" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

L'amendement est, en conséquence, adopté.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. Fisher propose, secondé par M. Sauvé:

ATTENDU qu'un grand nombre de propriétaires de véhicules automobiles sont incapables, à cause de la crise, de payer, le 1er mars 1934, le prix des licences exigées par la loi;

ATTENDU que des milliers de véhicules automobiles sont laissés en garage avec, comme conséquence, une perte de revenus pour la province;

ATTENDU qu'afin de faciliter la mise en opération sur nos chemins publics de ces véhicules automobiles dont on ne se sert pas, le gouvernement devrait faire des concessions à certains propriétaires;

CETTE CHAMBRE invite respectueusement le gouvernement à accorder, à partir de cette année, aux automobilistes de cette province ne se servant de leur véhicule automobile que six mois durant l'année, une réduction de 50% du coût des licences de véhicules automobiles émises le ou après le 1er septembre 1934.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

*Bertrand,
Duplessis,
Élie,*

*Fisher,
Gault,
Sauvé.—6.*

CONTRE

Messieurs:

*Arcand,
Bachand,
Bastien,
Bédard,
Bélanger,
Bergeron,
Chouinard,
Cohen,
Côté (Bonaventure),
Côté (Gaspé-Nord),
Crête,
Dansereau,
David,
Desmarais,
Drouin,
Duffy,
Dufour,
Duval,
Farand,
Fauteux,
Filion (Laval),
Fortin,
Francœur (Lotbinière),*

*Francœur (Montréal-Dorion),
Gagnon (Frontenac),
Gagnon (Kamouraska),
Gaudet,
Gauthier,
Godbout,
Grant,
Laferté,
Lahaie,
Lapierre,
Lortie,
McDonald,
Mercier,
Morel,
Paquet,
Perrault,
Power,
Rochette,
Saint-Onge,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Turcotte.—46.*

Et la motion est ainsi rejetée.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Stockwell propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Et un débat s'élève.

M. Élie propose par voie d'amendement, secondé par M. Bertrand:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre est prête à voter à Sa Majesté les subsides nécessaires, mais elle recommande au gouvernement d'établir, sans plus de

retard, un Conseil consultatif, indépendant et impartial, représentant toutes les classes de la société et chargé d'orienter la politique provinciale vers la restauration économique de notre province.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

Bertrand,
Duplessis,
Élie,

Fisher,
Gault,
Sauvé.—6.

CONTRE

Messieurs :

Arcand,
Bachand,
Bastien,
Bédard,
Bélanger,
Bergeron,
Chouinard,
Cohen,
Côté (Bonaventure),
Côté (Gaspé-Nord),
Crête,
Dansereau,
Desmarais,
Duffy,
Dufour,
Duval,
Farand,
Fauteux,
Filion (Laval),
Fortin,
Francœur (Lotbinière),

Francœur (Montréal-Dorion),
Gagnon (Frontenac),
Gagnon (Kamouraska),
Gaudet,
Gauthier,
Laferté,
Lahaie,
Lapierre,
Lortie,
McDonald,
Mercier,
Morel,
Paquet,
Perrault,
Power,
Rochette,
Saintonge,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Turcotte.—42.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

Question par M. Guertin.—1. Le gouvernement possède-t-il maintenant des statistiques sur le nombre d'enfants et de femmes qui vivent dans les chantiers de bois de la province ?

2. Dans l'affirmative, quel était, l'hiver dernier, le nombre d'enfants âgés de moins de 16 ans dans lesdits chantiers ?

3. Combien étaient en âge de fréquenter l'école ?

Réponse par l'honorable M. Mercier :

1. Oui.

2. 1,388.

3. 872.

Question par M. Élie.—Du 1er juillet 1932 au 30 juin 1933, à combien s'élèvent :

a. Les octrois accordés au Bulletin de la Ferme par le ministère de l'Agriculture ?

b. La publicité payée au même journal par le même département pour lui-même ou pour la Coopérative Fédérée ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

a. Aucun octroi n'a été accordé au "Bulletin de la Ferme" par le ministère de l'Agriculture.

b. Aucune publicité n'a été payée au "Bulletin de la Ferme" par le ministère de l'Agriculture, pour lui-même ou pour la Coopérative Fédérée.

Question par M. Guertin.—1. Combien le gouvernement a-t-il de fermes de démonstration dans les comtés : a. Gatineau ; b. Papineau ; c. Pontiac ?

2. Où sont situées ces fermes et qui en sont les propriétaires ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. a. Aucune.

b. 1.

c. 1.

2. Ste-Rose-de-Lima, M. Alcide Charette ; Campbell's Bay, M. J.-Bte Morin.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture de la résolution relative au bill No 70, intitulé : "Loi modifiant la Loi des licences relativement aux distributeurs automatiques".

La motion "Que la résolution soit maintenant lue une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, lue une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 70) intitulé : "Loi modifiant la Loi des licences relativement aux distributeurs automatiques".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 70) intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences relativement aux distributeurs automatiques".

L'honorable M. Stockwell propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Dugas, secondé par M. Fortin, il est—

Ordonné que, vu l'impossibilité où les promoteurs du bill No 122, intitulé: "Loi concernant les substitutions créées au testament de feu Louis-Ovide Grothé", se sont trouvés de présenter cette loi dans les délais requis, tous droits additionnels qu'ils ont payés leur soient remboursés.

Sur la motion de M. Bélanger, secondé par M. Filion (Laval), il est—

Ordonné que le bill No 105, intitulé: "Loi constituant en corporation l'Orphelinat agricole de Saint-Ferdinand-d'Halifax", ayant pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

Sur la motion de M. Fauteux, secondé par M. Grant, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 106, intitulé: "Loi concernant les coiffeurs pour dames de la province de Québec", a été présenté en retard à la suite de circonstances indépendantes de la volonté des promoteurs, qui se sont trouvés par conséquent dans l'impossibilité de présenter cette loi dans les délais requis, tous droits additionnels qu'ils ont payés leur soient remboursés.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Fisher, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre: Copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1er janvier 1933, inclusivement, jusqu'au 20 mars 1934, et se rapportant à l'augmentation ou à la réduction des taxes, permis ou licences concernant les compagnies d'assurances, les agents ou employés de ces compagnies ou les personnes s'occupant d'assurance en cette province.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 73) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 64) intitulé: "Loi modifiant la Loi des produits laitiers".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses administratives, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture desdites résolutions soit remise à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 28 MARS 1934

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-sixième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 64.—Loi modifiant la Loi des produits laitiers.

M. Cohen, du comité des bills privés en général présente le dix-neuvième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 116.—Loi modifiant la charte de la ville de Laval-des-Rapides.

Et sans amendement, le bill suivant:

Bill 81.—Loi modifiant la charte de la ville de Mont-Royal.

Votre comité recommande de prolonger au 12 avril prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Delisle, du comité des Règlements, présente, le quinzième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande de prolonger au 12 avril prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Question par M. Sauvé.—1. Depuis le 1er mars 1933, combien le gouvernement de cette province a-t-il envoyé de jeunes gens en Europe pour y étudier le système des pêcheries?

2. De quelle date à quelle date ont duré ou dureront ces études pour chacun de ces jeunes gens?

3. Quel a été ou sera le coût total pour la province?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

1. Aucun.

2. et 3. Répondu par 1.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 191) intitulé: "Loi modifiant la Loi médicale de Québec relativement à la division de la province pour les fins de l'élection du Bureau provincial de médecine".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 192) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile concernant les immeubles saisis".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 165) intitulé: "Loi modifiant la Loi des accidents du travail 1931, pour rétablir en faveur de l'accidenté, le recours de droit commun contre une personne autre que son employeur".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution du Budget:

"Qu'un crédit n'excédant pas trois cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935," rapportée du comité des subsides le mardi 27 mars courant et lue la première fois, le même jour.

La motion "Que la résolution soit maintenant lue une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, lue la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution du Budget:

"Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Dépenses administratives (Voirie), pour

l'exercice finissant le 30 juin 1935," rapportée du comité des subsides le mardi 27 mars courant et lue la première fois, le même jour.

La motion "Que la résolution soit maintenant lue une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, lue la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 70) intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences relativement aux distributeurs automatiques".

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Arcand, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Question par M. Guertin.—1. Le gouvernement a-t-il fini d'étudier la question de reviser la table de measurement des billots actuellement en usage dans la province?

2. Dans l'affirmative, à quelle conclusion en est-il venu, et quelle décision a-t-il prise?

3. Depuis quand, le gouvernement étudie-t-il cette question?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. et 2. Les officiers du Ministère des Terres et Forêts, qui ont étudié cette question, ont terminé leur travail depuis plusieurs mois. Cependant, le gouvernement a cru devoir suspendre toute décision définitive à cause des difficultés que rencontre l'industrie forestière depuis quelques années. Néanmoins, des démarches se poursuivent auprès d'autres provinces, pour l'adoption, si possible, d'une réglementation uniforme pour le mesurage des bois coupés sur les terres de la Couronne dans l'est du Canada.

3. C'est en 1929 que la question fut confiée, pour étude, à un comité nommé par le Ministre des Terres et Forêts.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 73) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec".

Ce bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions relatives au bill No 43, intitulé: "Loi pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant".

L'honorable M. Mercier propose que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois.

Et un débat s'élève.

M. Duplessis propose par voie d'amendement, secondé par M. Béique:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre refuse d'approuver les résolutions relatives au Bill No 43, intitulé: "Loi pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant", parce que l'adoption de ces résolutions constituerait de nouvelles entraves à l'œuvre de la colonisation et parce que ces résolutions ont comme conséquence de favoriser l'intérêt privé au détriment de l'intérêt public, vu que si ces résolutions devenaient loi, le domaine public pourrait être grevé des dettes de certaines compagnies autorisées à émettre des débetures sur des biens futurs et dont les obligations ou débetures actuellement émises s'élèvent déjà à environ cinq cent millions de dollars représentant en très grande partie le résultat de procédés financiers condamnables."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Béique,
Bertrand,
Duplessis,*

*Élie,
Fisher,
Gault.—6.*

CONTRE

Messieurs:

*Arcand,
Bastien,
Chouinard,
Cohen,
Côté (Gaspé-Nord),
Crête,
Dansereau,
David,*

*Dillon,
Drouin,
Dufour,
Duval,
Farand,
Fauteux,
Francœur (Montréal-Dorion),
Gagnon (Frontenac),*

Gagnon (Kamouraska),
Gauthier,
Grant,
Laferté,
Lapierre,
Lapointe,
McDonald,
Mercier,
Messier,
Morel,
Paquet,
Perrault,

Phaneuf,
Poulin,
Power,
Rochette,
Saintonge,
Samson,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Turcotte,
Vautrin,
—39.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente, mais en sens inverse.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 43) intitulé: "Loi pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant".

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 69, intitulé: "Loi modifiant la Loi du prêt agricole de Québec pour diminuer les frais d'enregistrement des actes et les frais sur les procédures".

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, auprès du conseil provincial visé par l'article 3 de la Loi du prêt agricole de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 51A), un officier dont il déterminera le traitement et que cet officier devra être un avocat ou un notaire et que son traitement sera payé à même le fonds consolidé du revenu.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 69) intitulé: "Loi modifiant la Loi du prêt agricole de Québec pour diminuer les frais d'enregistrement des actes et les frais sur les procédures".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 68) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec relativement aux sociétés de secours mutuels".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu qu'à partir de mardi prochain, le 3 avril, il y ait deux séances par jour, l'une de trois à six heures de l'après-midi, l'autre depuis huit heures et demie du soir jusqu'à l'ajournement.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 102) intitulé: "Loi concernant la charte de la cité de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 123) intitulé: "Loi concernant les terres en culture dans la ville de Montréal-Ouest".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Stockwell propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides:

Et un débat s'élève.

M. Béique propose par voie d'amendement, secondé par M. Élie:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

“Cette Chambre, tout en étant prête à voter les subsides nécessaires à Sa Majesté :

(a) Est d’avis que l’octroi, par le gouvernement, d’entreprises ou de travaux sans demandes préalables de soumissions par les moyens de publicité les plus efficaces, est de nature à provoquer le favoritisme et à occasionner à la province des dépenses exorbitantes qu’il convient d’éviter en tout temps, et aujourd’hui plus que jamais ;

(b) Estime qu’en l’absence de demandes publiques de soumissions, il devient trop facile de stipuler des conditions qui, selon les termes d’un amendement proposé par les libéraux en 1895, “constituent un encouragement à la malhonnêteté” ;

(c) Recommande, en conséquence, au gouvernement, avant d’octroyer ou d’accorder des contrats ou entreprises, de toujours demander des soumissions publiques par la voix des journaux, avec le plus de publicité possible, de façon à assurer les meilleures conditions à la province”.

Et l’amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu’il suit :

POUR

Messieurs :

*Béïque,
Bertrand,
Duplessis,
Élie,*

*Fisher,
Gault,
Sauvé.—7.*

CONTRE

Messieurs :

*Arcand,
Bastien,
Chouinard,
Cohen,
Côté (Gaspé-Nord),
Crête,
Dansereau,
David,
Delisle,
Desmarais,
Dillon,
Drouin,
Duffy,
Dufour,
Duval,
Fauteux,
Filion (Laval),
Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),
Frigon,*

*Gagnon (Frontenac),
Gagnon (Kamouraska),
Gauthier,
Laferté,
Lapierre,
Lapointe,
McDonald,
Mercier,
Messier,
Morel,
Perrault,
Phaneuf,
Poulin,
Power,
Rochette,
Saintonge,
Samson,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Thisdel.—40.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Encouragement au tourisme, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture de ladite résolution soit remise à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain à trois heures de l'après-midi.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 3 AVRIL 1934

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:
Bill 194.—Loi modifiant l'article 112 du Code municipal.

Et avec des amendements:

Bill 69.—Loi modifiant la Loi du prêt agricole de Québec pour diminuer les frais d'enregistrement des actes et les frais sur les procédures.

Sur la motion de M. Piché, secondé par M. Messier, il est—
Ordonné que M. Piché ait la permission de présenter un bill (No 195) intitulé: “Loi modifiant l’article 498*a* du Code municipal”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Élie.—1. Un rapport, mémoire ou requête concernant l’aqueduc de Deschambault, comté de Portneuf, a-t-il été fait au gouvernement de cette province, depuis le 1er janvier 1933?

2. Dans l’affirmative, à quelle date et par qui?

3. A quel département ce rapport, mémoire ou requête a-t-il été fait?

Réponse par l’honorable M. David:

1. Oui.

2. Le 8 septembre 1933 par monsieur Léopold Fontaine, assistant-ingénieur sanitaire et le 20 novembre 1933 par monsieur René Cyr, assistant-ingénieur sanitaire.

3. Au service provincial d’hygiène.

Question par M. Élie.—Relativement au Musée d’Histoire Naturelle, Québec:

1. Combien la province a-t-elle dépensé à date: *a*. Quant au terrain; *b*. Quant aux constructions; *c*. Quant à l’ameublement et à l’aménagement; *d*. Quant aux ouvrages, collections, objets d’art ou autres qui y sont conservés?

2. Combien la province a-t-elle payé à date?

Réponse par l’honorable M. Francœur:

1. *a*. Rien; *b*. \$1,499,978.19; *c*. \$85,395.51; *d*. (Réponse sera donnée par le département du Secrétariat Provincial).

2. *b*. et *c*. \$1,584,163.70. Ce total diffère de \$1,210.00 de celui des argents payés. La différence étant une retenue faite sur le contrat de l’artiste Brunet pour travail à compléter.

L’ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution du budget, se lisant comme suit:

“Qu’un crédit n’excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement au tourisme (Voirie), pour l’exercice finissant le 30 juin 1935”, rapportée du comité des subsides et lue la première fois, le mercredi 28 mars dernier, et dont la deuxième lecture avait été remise à la “prochaine séance”.

La motion “Que la résolution soit maintenant lue la deuxième fois” est mise aux voix, et la Chambre se divise et l’adopte.

La résolution est, en conséquence, lue la deuxième fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix, et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 51) intitulé: "Loi concernant les conventions des corporations municipales ou scolaires avec leurs créanciers".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 71) intitulé: "Loi modifiant la Loi des renseignements sur les compagnies concernant les compagnies de cimetières".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 116) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Laval-des-Rapides".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Fauteux, secondé par M. Lamoureux, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 93, intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Hôpital Notre-Dame, à Montréal", a pour objet de favoriser une institution de bienfaisance publique, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Bachand, secondé par M. Saintonge, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 110, intitulé: "Loi concernant le testament de Louis-Jules Gaudry dit Bourbonnière", a été présenté en retard par suite de circonstances incontrôlables, les amendes que le promoteur de ce bill a payées lui soient remboursées.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 248) intitulé: "Loi modifiant la Loi des syndicats professionnels".

L'honorable M. Arcand propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 63) intitulé: "Loi modifiant la Loi des dettes et des emprunts municipaux concernant les émissions d'obligations".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 43) intitulé: "Loi pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant".

L'honorable M. Mercier propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Arcand,
Authier,
Bélanger,
Bergeron,
Charbonneau,
Chouinard,
Côté (Bonaventure),
Côté (Gaspé-Nord),
Crête,

David,
Delisle,
Desmarais,
Drouin,
Duval,
Fauteux,
Filion (Laval),
Fortin,
Francœur (Lotbinière),

<i>Francœur</i> (Montréal-Dorion),	<i>Moreau</i> (Roberval),
<i>Frigon</i> ,	<i>Moreault</i> (Rimouski),
<i>Gagnon</i> (Frontenac),	<i>Morel</i> ,
<i>Gauthier</i> ,	<i>Paquet</i> ,
<i>Giguère</i> ,	<i>Perrault</i> ,
<i>Grant</i> ,	<i>Power</i> ,
<i>Laferté</i> ,	<i>Rochette</i> ,
<i>Lamoureux</i> ,	<i>Sabourin</i> ,
<i>Lapierre</i> ,	<i>Stockwell</i> ,
<i>McDonald</i> ,	<i>Taschereau</i> (Montmorency),
<i>Mercier</i> ,	<i>Thisdel</i> ,—41.
<i>Messier</i> ,	

CONTRE

Messieurs:

<i>Béïque</i> ,	<i>Gault</i> ,
<i>Bertrand</i> ,	<i>Lafleur</i> ,
<i>Duplessis</i> ,	<i>Sauvé</i> ,—7.
<i>Fisher</i> ,	

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Prière.

Huit heures et demie du soir.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 63) intitulé: "Loi modifiant la Loi des dettes et des emprunts municipaux concernant les émissions d'obligations".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 248) intitulé: "Loi modifiant la Loi des syndicats professionnels".

L'honorable M. Arcand propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 100) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 185) intitulé: "Loi modifiant la Loi du salaire minimum des femmes".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 120) intitulé: "Loi permettant à Max Schwartz de changer son nom de famille en celui de Swards".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 43) intitulé: "Loi pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture des amendements soit remise à la prochaine séance.

L'honorable M. Arcand dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Sixième rapport annuel de la Commission des Accidents du Travail de Québec, 1933. *(Document de la session No 83.)*

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 4 AVRIL 1934

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Fortin, du comité des bills privés en général, présente le vingt-ième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements le bill suivant :

Bill 91.—Loi constituant en corporation la ville de Lamaque.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements le bill suivant :

Bill 28.—Loi concernant la distribution de circulaires, dans les cités et villes, pour fins d'assemblées publiques.

Question par M. Fisher.—En vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par la loi relative au prêt agricole, 18 George V, chapitre 30, sanctionnée le 22 mars 1928 :

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil a-t-il créé un conseil provincial de la Commission du prêt agricole canadien composé de quatre membres et ayant son bureau principal au siège du gouvernement, à Québec, et dans l'affirmative, à quelle date ?

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil a-t-il désigné trois personnes pour faire partie dudit conseil provincial et dans l'affirmative, lesquelles ?

3. Le quatrième membre dudit conseil provincial a-t-il été désigné par les emprunteurs qui résident dans la province de Québec et, dans l'affirmative, qui a été désigné ?

4. Les quatre personnes ainsi désignées pour former le conseil provincial ont-elles été acceptées par la Commission du Prêt agricole canadien et dans l'affirmative à quelle date ?

5. Le lieutenant-gouverneur en conseil a-t-il souscrit au capital-actions de la Commission du prêt agricole canadien et dans l'affirmative à quelle date et pour quels montants dans chaque cas ?

6. Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur demande de la Commission ou du conseil provincial, a-t-il autorisé le trésorier de la province à effectuer telles souscriptions à même le fonds consolidé du revenu de la province et dans l'affirmative à quelles dates et pour quels montants dans chaque cas ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell :

1. En vertu de l'article 3 de la Loi.

2. Oui. J.-B.-T. Lafrenière, N.P.; Robert Ness et Fortunat Bélanger.

3. Non.

4. Les trois personnes mentionnées dans la deuxième réponse ont été acceptées le 26 juin, 1929.

5. et 6. Oui.

Le 16 mai, 1930...	\$10,100.	Le 8 fév. 1932.....	\$ 9,373.
31 juillet, 1930.	22,679.	13 avril, 1932.....	11,362.
16 octobre, 1930	11,317.	15 sept. 1932.....	12,139.
31 janv., 1931..	13,767.	4 nov., 1932.....	4,325.
22 avril, 1931...	13,782.	12 mars, 1933.....	5,750.
12 sept., 1931...	11,408.	31 mai, 1933.....	5,363.
25 nov., 1931...	5,401.	3 août, 1933.....	3,187.

Question par M. Guertin.—A combien se chiffre le coût: a. total; b. quotidien; de la session de 1933 de l'Assemblée législative?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Il n'est pas possible de répondre à cette question.

Question par M. Guertin.—Combien a coûté la préparation et l'impression des procès-verbaux de l'Assemblée législative pour l'année 1933?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

\$5,660.38.

Question par M. Élie.—Relativement à l'octroi de \$6,000. accordé par la province au "Bulletin de la Ferme", ainsi qu'il apparaît à la page 352 des Comptes Publics pour l'exercice finissant le 30 juin 1933:

Pour quelles fins cette somme a-t-elle été octroyée?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Pour fins de propagande agricole.

Sur la motion de M. Béique, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre des états indiquants:

Relativement à la somme de \$150,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 16 août 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie."

1. A qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée?
4. Comment a-t-elle été répartie?
5. Quand a été payé chacun des item la composant?

Relativement à la somme de \$150,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 17 août 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie."

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée ?
4. Comment a-t-elle été répartie ?
5. Quand a été payé chacun des item la composant ?

Relativement à la somme de \$100,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 3 septembre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie."

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée ?
4. Comment a-t-elle été répartie ?
5. Quand a été payé chacun des item la composant ?

Relativement à la somme de \$125,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 5 septembre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie."

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée ?
4. Comment a-t-elle été répartie ?
5. Quand a été payé chacun des item la composant ?

Relativement à la somme de \$100,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 5 septembre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie."

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée ?
4. Comment a-t-elle été répartie ?
5. Quand a été payé chacun des item la composant ?

Relativement à la somme de \$150,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 5 août 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie."

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée ?
4. Comment a-t-elle été répartie ?
5. Quand a été payé chacun des item la composant ?

Relativement à la somme de \$100,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 8 août 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie."

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée ?
4. Comment a-t-elle été répartie ?
5. Quand a été payé chacun des item la composant ?

Relativement à la somme de \$100,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 10 septembre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie."

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée ?
4. Comment a-t-elle été répartie ?
5. Quand a été payé chacun des item la composant ?

Relativement à la somme de \$100,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 21 septembre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie."

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée ?
4. Comment a-t-elle été répartie ?
5. Quand a été payé chacun des item la composant ?

Relativement à la somme de \$100,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 30 septembre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie."

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée ?
4. Comment a-t-elle été répartie ?
5. Quand a été payé chacun des item la composant ?

Relativement à la somme de \$100,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 7 octobre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie."

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée ?
4. Comment a-t-elle été répartie ?
5. Quand a été payé chacun des item la composant ?

Relativement à la somme de \$100,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 15 octobre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie."

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée ?
4. Comment a-t-elle été répartie ?
5. Quand a été payé chacun des item la composant ?

Relativement à la somme de \$160,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 21 octobre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie."

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée ?
4. Comment a-t-elle été répartie ?
5. Quand a été payé chacun des item la composant ?

Relativement à la somme de \$100,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 16 décembre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie."

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée ?
4. Comment a-t-elle été répartie ?
5. Quand a été payé chacun des item la composant ?

Relativement à la somme de \$100,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 23 décembre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie."

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée ?
4. Comment a-t-elle été répartie ?
5. Quand a été payé chacun des item composant ces \$100,000.00 ?

Relativement à la somme de \$100,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 3 janvier 1930, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie."

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée ?
4. Comment a-t-elle été répartie ?
5. Quand a été payé chacun des item la composant ?

Relativement à la somme de \$100,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 9 janvier 1930, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie."

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée ?
4. Comment a-t-elle été répartie ?
5. Quand a été payé chacun des item composant ces \$100,000.00 ?

Relativement à la somme de \$100,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 14 janvier 1930, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie."

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée ?
4. Comment a-t-elle été répartie ?
5. Quand a été payé chacun des item la composant ?

Relativement à la somme de \$135,415.41 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 14 octobre 1933, portant le No R-117 pour le dépt., et se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée ?
4. Comment a-t-elle été répartie ?
5. Quand a été payé chacun des item la composant ?

Relativement à la somme de \$100,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 19 avril 1930, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie."

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée ?
4. Comment a-t-elle été répartie ?
5. Quand a été payé chacun des item la composant ?

Relativement à la somme de \$100,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 28 avril 1930, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie."

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée ?
4. Comment a-t-elle été répartie ?
5. Quand a été payé chacun des item la composant ?

Relativement à la somme de \$110,433.63 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 3 juillet 1930, portant le No R-1 pour le dépt., et se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée ?
4. Comment a-t-elle été répartie ?
5. Quand a été payé chacun des item la composant ?

Relativement à la somme de \$165,364.89 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 4 juillet 1930, portant le No 3 pour le dépt., et se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée ?
4. Comment a-t-elle été répartie ?
5. Quand a été payé chacun des item la composant ?

Relativement à la somme de \$165,031.10 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 19 juin 1931, portant le No R-142 pour le dépt., et se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée ?
4. Comment a-t-elle été répartie ?
5. Quand a été payé chacun des item la composant ?

Relativement à la somme de \$226,330.82 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 22 juin 1931, portant le No R-143 pour le dépt., et se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée ?
4. Comment a-t-elle été répartie ?
5. Quand a été payé chacun des item la composant ?

Relativement à la somme de \$172,402.05 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 8 juillet 1932, portant le No R-285, et se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?

2. Pour quelles fins ?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée ?
4. Comment a-t-elle été répartie ?
5. Quand a été payé chacun des item la composant ?

Relativement à la somme de \$258,484.49 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 19 juillet 1932, portant le No R-288 pour le dépt., et se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée ?
4. Comment a-t-elle été répartie ?
5. Quand a été payé chacun des item la composant ?

Relativement à la somme de \$101,821.12 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 25 août 1932, portant le No R-302 pour le dépt., et se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée ?
4. Comment a-t-elle été répartie ?
5. Quand a été payé chacun des item la composant ?

Relativement à la somme de \$191,538.96 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 11 septembre 1932, portant le No R-308 pour le dépt., et se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée ?
2. Pour quelles fins ?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée ?
4. Comment a-t-elle été répartie ?
5. Quand a été payé chacun des item la composant ?

Sur la motion de M. Gault, secondé par M. Barré, il est—

Ordonné que, vu que le bill 77: "Loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre Thomas Joseph McNally au nombre de ses membres" a été présenté trop tard, par suite de circonstances indépendantes de la volonté du pétitionnaire, tous les frais additionnels qu'il a payés lui soient remboursés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 194) intitulé: "Loi modifiant l'article 112 du Code municipal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements apportés par le comité plénier au bill (No 43) intitulé: "Loi pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant".

La motion "que les amendements soient maintenant lus une seconde fois", étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

L'honorable M. Mercier propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion est mise en délibération.

Un débat s'élève.

M. Duplessis propose par voie d'amendement, secondé par M. Lafleur:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre désapprouve le bill No 43 présenté par le Gouvernement et intitulé: "Loi pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant", et considère que l'adoption de ce bill constituerait une entrave funeste à l'œuvre de la colonisation en cette province;

Que cette Chambre est d'opinion qu'il est contraire à l'intérêt public, a) de décréter la permanence des permis de coupe de bois sur les terres de la Couronne; b) de donner un effet rétroactif au renouvellement de pareils permis; c) d'autoriser la constitution et l'enregistrement des obligations ou hypothèques pour des fins privées, à même les forêts de la province; d) de donner un effet rétroactif à la constitution et à l'enregistrement des obligations ou hypothèques pour des fins d'intérêt privé, à même les forêts de la province;

Que cette Chambre s'oppose à ce que notre domaine forestier serve à garantir et à ratifier, quant au passé, et à encourager, quant à l'avenir, le mouillage et la surcapitalisation des débentures ou hypothèques de compagnies ou corporations privées autorisées par les lois de la province à émettre des débentures ou hypothèques sur des biens futurs."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs :

<i>Béïque,</i>	<i>Fisher,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Laflleur,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Smart.</i> —8.

CONTRE

Messieurs :

<i>Arcand,</i>	<i>Gaudet,</i>
<i>Bachand,</i>	<i>Gauthier,</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Laferté,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Lahaie,</i>
<i>Bissonnet,</i>	<i>Lamoureux,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Lapierre,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Lapointe,</i>
<i>Chouinard,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Côté (Bonaventure),</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Crête,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>David,</i>	<i>Moreault (Rimouski),</i>
<i>Delisle,</i>	<i>Morel,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Drouin,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Phaneuf,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Duval,</i>	<i>Reid,</i>
<i>Farand,</i>	<i>Rochette,</i>
<i>Fauteux,</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Fillion (Lac-St-Jean),</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Fortier,</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Taschereau (Bellechasse),</i>
<i>Francœur (Lotbinière),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Gagnon (Kamouraska),</i>	<i>Vautrin.</i> —56.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné le jeudi, 22 mars dernier, sur l'amendement de M. Sauvé à la motion de M. Barré proposant :

Que, attendu que les argents fournis par le crédit agricole fédéral coûtent 6½% d'intérêt, annuellement;

Attendu que le gouvernement de cette province peut se procurer l'argent à un taux moindre par l'établissement d'un système semblable à celui établi dans l'Ontario en 1922, sous le nom de "Ontario Saving Office";

Cette Chambre exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour instituer dès cette année un crédit agricole provincial alimenté en tout ou en partie par un système semblable à celui mentionné plus haut; et que l'octroi de 1½% actuellement accordé en réduction du taux exigé par le crédit agricole fédéral devrait être appliqué à réduire le taux d'intérêt que coûteraient les argents ainsi obtenus par le gouvernement.

Lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après le premier "Que" dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

CONSIDÉRANT qu'il est urgent, pour les cultivateurs de notre province, de pouvoir se procurer, facilement et à bon compte, les fonds qui peuvent leur être nécessaires pour assurer la stabilité, le progrès et la prospérité de l'industrie agricole;

CONSIDÉRANT que le crédit agricole institué par le gouvernement d'Ottawa n'offre pas à nos cultivateurs, même avec la contribution du gouvernement de la province, les facilités et les avantages dont ils ont besoin;

CETTE CHAMBRE invite respectueusement le gouvernement de la province à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour instituer un crédit agricole sous le contrôle d'une commission indépendante, offrant toutes les garanties d'impartialité et de compétence, et possédant, pour se procurer les fonds nécessaires, le pouvoir d'émettre les obligations garanties par la province, de façon à pouvoir faire aux cultivateurs qui offriront des garanties suffisantes, des prêts à un taux d'intérêt ne dépassant pas celui que la commission payera elle-même sur ses propres obligations.

Et le débat se continue sur l'amendement.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Arcand, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Prière.

Huit heures et demie du soir.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 247), intitulé: "Loi autorisant la cité des Trois-Rivières et certaines autres municipalités à contribuer à la célébration du troisième centenaire de la fondation de Trois-Rivières".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 81) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Mont-Royal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 61) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la police et du bon ordre relativement à la prévention et à la répression d'infractions à des lois particulières".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 65) intitulé: "Loi concernant le rachat de terrains détenus en vertu d'un contrat de louage, d'un bail à rente ou constitut dans certains districts électoraux".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements ont lus une première et une seconde fois et adoptés.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné le jeudi, 22 mars dernier, sur l'amendement de M. Sauvé à la motion de M. Barré proposant:

Que, attendu que les argents fournis par le crédit agricole fédéral coûtent $6\frac{1}{2}\%$ d'intérêt, annuellement;

Attendu que le gouvernement de cette province peut se procurer l'argent à un taux moindre par l'établissement d'un système semblable à celui établi dans l'Ontario en 1922, sous le nom de "Ontario Saving Office";

Cette Chambre exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour instituer dès cette année un crédit agricole provincial alimenté en tout ou en partie par un système semblable à celui mentionné plus haut; et que l'octroi de $1\frac{1}{2}\%$ actuellement accordé en réduction du taux exigé par le crédit agricole fédéral devrait être appliqué à réduire le taux d'intérêt que coûteraient les argents ainsi obtenus par le gouvernement.

Lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après le premier "Que" dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

CONSIDÉRANT qu'il est urgent, pour les cultivateurs de notre province, de pouvoir se procurer, facilement et à bon compte, les fonds qui peuvent leur être nécessaires pour assurer la stabilité, le progrès et la prospérité de l'industrie agricole;

CONSIDÉRANT que le crédit agricole institué par le gouvernement d'Ottawa n'offre pas à nos cultivateurs, même avec la contribution du gouvernement de la province, les facilités et les avantages dont ils ont besoin;

CETTE CHAMBRE invite respectueusement le gouvernement de la province à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour instituer un crédit agricole sous le contrôle d'une commission indépendante, offrant toutes les garanties d'impartialité et de compétence, et possédant, pour se procurer les fonds nécessaires, le pouvoir d'émettre les obligations garanties par la province, de façon à pouvoir faire aux cultivateurs qui offriront des garanties suffisantes, des prêts à un taux d'intérêt ne dépassant pas celui que la commission payera elle-même sur ses propres obligations.

Et le débat se continue.

M. Fortin propose en sous amendement, secondé par M. Côté (Bonaventure):

Que tous les mots après "suivants" dans la deuxième ligne de la motion d'amendement, soient biffés et remplacés par les suivants:

CETTE CHAMBRE, tout en se déclarant prête à contribuer au système du Prêt Agricole Fédéral, aux conditions les plus avantageuses pour les cultivateurs, invite le Gouvernement à étudier les meilleurs moyens pour aider aux caisses populaires et faciliter leurs opérations dans la Province.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Lafleur, secondé par M. Élie, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 64) intitulé: "Loi modifiant la Loi des produits laitiers".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 5 AVRIL 1934

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:
Bill 124.—Loi modifiant la charte de la “Montreal Trust Company”.

Et avec des amendements:

Bill 122.—Loi concernant les substitutions créées au testament de feu L.-O. Grothé.

Bill 19.—Loi modifiant la loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires et concernant la vente obligatoire de certains immeubles pour taxes.

Bill 42.—Loi modifiant la Loi du régime des eaux courantes relativement à certaines expropriations.

Sur la motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. David, il est—

Ordonné que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill (No 246) intitulé: “Loi pour pourvoir à l'échange de certains terrains aux fins d'activer la colonisation”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 39, intitulé: “Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles.”

Bill No 40, intitulé: “Loi modifiant la Loi des employés publics relativement au cautionnement des officiers ou employés publics”.

Bill No 58, intitulé: “Loi modifiant la Loi des pensions.”

Bill No 66, intitulé: “Loi concernant la ville de Black-Lake”.

Bill No 97, intitulé: “Loi concernant l'administration de certains biens de l'Union des municipalités de la province de Québec.”

Bill No 177, intitulé: “Loi détachant certains lots de la paroisse de Saint-Ours, dans le district électoral de Richelieu, et les annexant à la paroisse de Saint-Bernard, dans le district électoral de Saint-Hyacinthe, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement.”

Bill No 182, intitulé: “Loi modifiant le Code municipal relativement à la qualité d'électeur.”

Bill No 186, intitulé: “Loi modifiant l'article 227 du Code municipal.”

Question par M. Fisher.—A la connaissance du gouvernement de cette province du 1er janvier 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement, en vertu de la Loi du prêt agricole canadien (Statuts révisés du Canada, 1927, chapitre 66) et de la Loi relative au prêt agricole (18 George V, chapitre 30), sanctionnée le 22 mars 1928:

1. Combien de cultivateurs de cette province ont fait des demandes d'emprunt?

2. Pour quelle somme globale?

3. Combien de cultivateurs ont eu leurs demandes refusées?

4. Pour quelle somme globale ?

5. A la connaissance du gouvernement, quelle somme représentent les dépôts faits par les cultivateurs de la province dont les demandes d'emprunt ont été refusées ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Le gouvernement n'a pas les renseignements voulus pour pouvoir répondre à cette question. Le Prêt Agricole relève du gouvernement fédéral qui seul a les données complètes sur les opérations du Prêt Agricole.

Question par M. Guertin.—Relativement aux dix plus anciens comptes à percevoir par chacun des ministères mentionnés dans la question apparaissant aux Journaux de l'Assemblée législative de la présente session, 21 février 1934:

1. Par qui sont dues ces sommes ?
2. Quelles sont les montants dans chaque cas ?
3. Depuis quelle date ces montants sont-ils dus ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Il n'est pas dans l'intérêt public de donner les renseignements demandés.

Question par M. Élie.—Relativement au Jardin Zoologique de Québec:

1. Quelle somme la province a-t-elle dépensée jusqu'à date pour l'acquisition d'animaux sauvages ?

2. Quelles espèces ou variétés d'animaux sauvages sont actuellement gardées au Jardin Zoologique de Québec et quel en est le nombre pour chaque espèce ou variété ?

3. Quel a été le coût d'entretien de ce bétail: *a.* Du 1er janvier 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement; *b.* Du 1er janvier 1934 au 31 janvier 1934 inclusivement; *c.* Du 1er février 1934 au 28 février 1934 inclusivement ?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

1. \$1,265.03.

2. *a. Mammifères:—*

Carcajous.....	3	Chevreuils.....	8
Bêtes-puantes.....	5	Orignal.....	1
Ratons-Laveurs...	8	Coyottes.....	3
Chiens-des-prairies	1	Loups.....	5
Marmottes.....	4	Renards.....	36
Ours.....	6	Castors.....	2
Tortues.....	2	Porcs-épics....	24
Écureuils.....	19	Panthères.....	2
Chats.....	3	Loup-cervier...	1
Rats.....	10	Gaufes gris.....	3
Souris.....	12	Lièvres.....	3
Bisons.....	5	Visons.....	11
Mouflons.....	4	Martes.....	12
Wapitis.....	3	Pecans.....	4
		Blaireaux.....	2

b. Oiseaux:—

Alouettes.....	6	Bernaches.....	7
Pinsons.....	40	Butor.....	1
Sizerins.....	30	Héron.....	1
Plectrophane.....	1	Gélinottes.....	15
Goëlands.....	6	Lagopèdes.....	33
Perdrix.....	1	Pigeons.....	50
Gros becs.....	3	Busard.....	1
Geais.....	4	Buse.....	1
Poules.....	7	Aigles.....	2
Canards.....	13	Hiboux.....	9
Oies.....	24		

135

120

Total: 255

Grand total: 457

3. Pour les animaux du jardin et de la ferme expérimentale: *a.* provisions, \$5,572.90 et salaires, \$2,580; *b.* \$238.16 et \$215.; *c.* \$604.68 et \$215.

Question par M. Béïque.—Outre le ministère de la Voirie et le ministère de la Colonisation, quels sont les autres ministères qui ont accordé des subventions ou octrois et fait exécuter des travaux dans le comté de Yamaska: *a.* Du 1er octobre 1933 au 15 octobre 1933 inclusivement; *b.* du 16 octobre 1933 au 28 octobre inclusivement?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

Pour la partie concernant le ministère des Travaux Publics:

1. *a.* et *b.* Aucun montant.

Question par M. Béïque.—Outre le ministère de la Voirie et le ministère de la Colonisation, quels sont les autres ministères qui ont accordé des subventions ou octrois et fait exécuter des travaux dans le comté de Wolfe: *a.* du 25 octobre 1933 au 5 novembre 1933 inclusivement; *b.* du 6 novembre 1933 au 18 novembre 1933 inclusivement?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

Pour la partie concernant le ministère des Travaux Publics:

1. *a.* Le ministère s'est engagé pour un montant de \$12,900.00 à aider la construction d'un pont sur le Lac Aylmer à Disraéli à la suite de démarches faites par la municipalité intéressée et la Province auprès des autorités fédérales vu que la première construction avait été exécutée, en grande partie, par le fédéral. Ce dernier a refusé de reconstruire.

Le pont était dangereux et il y avait urgence de procéder.

b. \$500.00 subvention accordée suivant la Loi de la prévention des incendies.

Question par M. Élie.—Comment le gouvernement de la province explique-t-il la différence entre le montant global de 2,157 lots mentionné à la réponse du gouvernement consignée aux Journaux de l'Assemblée

législative de la session, en date du 30 janvier 1934 et le montant total de 2,134 lots mentionné au rapport du ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries, pour l'exercice 1932-33, à la page 68 dudit rapport sous l'item "nombre de lots mentionnés dans ces ventes" ?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

La différence provient de lots octroyés en vertu de la Loi 9 George V, chapitre 9.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné le mercredi 4 avril courant, sur le sous-amendement de M. Fortin à l'amendement de M. Sauvé à la motion de M. Barré proposant:

Que, attendu que les argents fournis par le crédit agricole fédéral coûtent 6½% d'intérêt, annuellement;

Attendu que le gouvernement de cette province peut se procurer l'argent à un taux moindre par l'établissement d'un système semblable à celui établi dans l'Ontario en 1922, sous le nom de "Ontario Saving Office";

Cette Chambre exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour instituer dès cette année un crédit agricole provincial alimenté en tout ou en partie par un système semblable à celui mentionné plus haut; et que l'octroi de 1½% actuellement accordé en réduction du taux exigé par le crédit agricole fédéral devrait être appliqué à réduire le taux d'intérêt que coûteraient les argents ainsi obtenus par le gouvernement.

Lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après le premier "Que" dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

CONSIDÉRANT qu'il est urgent, pour les cultivateurs de notre province, de pouvoir se procurer, facilement et à bon compte, les fonds qui peuvent leur être nécessaires pour assurer la stabilité, le progrès et la prospérité de l'industrie agricole;

CONSIDÉRANT que le crédit agricole institué par le gouvernement d'Ottawa n'offre pas à nos cultivateurs, même avec la contribution du gouvernement de la province, les facilités et les avantages dont ils ont besoin;

CETTE CHAMBRE invite respectueusement le gouvernement de la province à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour instituer un crédit agricole sous le contrôle d'une commission indépendante, offrant toutes les garanties d'impartialité et de compétence, et possédant, pour se procurer les fonds nécessaires, le pouvoir d'émettre les obligations garanties par la province, de façon à pouvoir faire aux cultivateurs qui offriront des garanties suffisantes, des prêts à un taux d'intérêt ne dépassant pas celui que la commission payera elle-même sur ses propres obligations.

Lequel sous-amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "suivants," dans la deuxième ligne de la motion d'amendement, soient biffés et remplacés par les suivants:

CETTE CHAMBRE, tout en se déclarant prête à contribuer au système du Prêt Agricole Fédéral, aux conditions les plus avantageuses pour les

cultivateurs, invite le Gouvernement à étudier les meilleurs moyens pour aider aux caisses populaires et faciliter leurs opérations dans la Province.

Et le débat se continue.

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

<i>Arcand,</i>	<i>Gagnon (Frontenac),</i>
<i>Bachand,</i>	<i>Gaudet,</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Gauthier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Grant,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Laferté,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Lahaie,</i>
<i>Chouinard,</i>	<i>Lapierre,</i>
<i>Côté (Bonaventure),</i>	<i>Lortie,</i>
<i>Côté (Gaspé-Nord),</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>David,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Delisle,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Morel,</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Duval,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Farand,</i>	<i>Rochette,</i>
<i>Fauteux,</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Fillion (Lac-St-Jean),</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Fortier,</i>	<i>Samson,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Francœur (Lotbinière),</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Francœur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Turcotte.—48.</i>

CONTRE

Messieurs :

<i>Barré,</i>	<i>Guertin,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Lamoureux,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Smart,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Thisdel.—12.</i>

Le sous-amendement est ainsi adopté.

Et l'amendement tel qu'amendé étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR
Messieurs:

<i>Arcand,</i>	<i>Gaudet,</i>
<i>Bachand,</i>	<i>Gauthier,</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Grant,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Laferté,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Lahaie,</i>
<i>Chouinard,</i>	<i>Lapierre,</i>
<i>Côté (Bonaventure),</i>	<i>Lortie,</i>
<i>Côté (Gaspé-Nord),</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>David,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Delisle,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Morel,</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Duval,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Farand,</i>	<i>Rochette,</i>
<i>Fauteux,</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Fillion (Lac-St-Jean),</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Fortier,</i>	<i>Samson,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Francaeur (Lotbinière),</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Francaeur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Turcotte.</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	—47.

CONTRE
Messieurs:

<i>Barré,</i>	<i>Guertin,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Lamoureux,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Smart,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Fisher,</i>	—13.

L'amendement tel qu'amendé est ainsi adopté.

Et la motion principale telle qu'amendée étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR
Messieurs:

<i>Arcand,</i>	<i>Bouthillier,</i>
<i>Bachand,</i>	<i>Caron,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Charbonneau,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Chouinard,</i>

<i>Côté (Bonaventure),</i>	<i>Grant,</i>
<i>Côté (Gaspé-Nord),</i>	<i>Laferté,</i>
<i>Crête,</i>	<i>Lahaie,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Lapierre,</i>
<i>David,</i>	<i>Lapointe,</i>
<i>Delisle,</i>	<i>Lortie,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Duval,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Farand,</i>	<i>Morel,</i>
<i>Fauteux,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Fillion (Lac-St-Jean),</i>	<i>Piché,</i>
<i>Fortier,</i>	<i>Rochette,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Francœur (Lotbinière),</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Francœur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Samson,</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Gaudet,</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Gauthier,</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Godbout,</i>	<i>Turcotte.—52.</i>

CONTRE

Messieurs :

<i>Barré,</i>	<i>Guertin,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Lamoureux,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Smart.</i>
<i>Fisher,</i>	<i>—11.</i>

La motion principale telle qu'amendée est ainsi adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 195) intitulé : "Loi modifiant l'article 498a du Code municipal".

M. Piché propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le bill soit renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Stockwell propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Et un débat s'élève.

M. Smart propose, secondé par M. Lafleur:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

CETTE CHAMBRE est prête à voter à Sa Majesté les subsides nécessaires, mais elle recommande au gouvernement d'adopter sans délai les mesures requises:

a. Pour que les comptes publics de la province, qui constituent la reddition des comptes de l'administration provinciale, soient clarifiés et considérablement simplifiés;

b. Pour que le bilan de la province soit établi, non pas sur les encaissements et les déboursés seulement, mais sur les revenus et les recettes;

c. Pour que l'état financier de la province comprenne l'actif et le passif de la province;

d. Pour que les dépenses capitales soient déterminées, non par une législation, mais par les principes reconnus en comptabilité d'affaires;

e. Pour que l'année fiscale de la Commission des Liqueurs de Québec corresponde exactement à l'année fiscale de la province.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Barré,
Béïque,
Bertrand,
Duplessis,
Élie,*

*Fisher,
Lafleur,
Sauvé,
Smart.
—9.*

CONTRE

Messieurs:

*Arcand,
Bachand,
Bastien,
Bédard,
Bélanger,
Bergeron,
Bouthillier,
Caron,
Charbonneau,
Chouinard,*

*Côté (Bonaventure),
Côté (Gaspé-Nord),
Crête,
Dansereau,
David,
Desmarais,
Duffy,
Dufour,
Duval,
Farand,*

<i>Fauteux,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Fortier,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Francaeur</i> (Montréal-Dorion),	<i>Moreau</i> (Roberval),
<i>Frigon,</i>	<i>Morel,</i>
<i>Gagnon</i> (Frontenac),	<i>Paquet,</i>
<i>Gaudet,</i>	<i>Power,</i>
<i>Gauthier,</i>	<i>Rochette,</i>
<i>Godbout,</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Grant,</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Guertin,</i>	<i>Samson,</i>
<i>Laferté,</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Lahaie,</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Lapierre,</i>	<i>Taschereau</i> (Montmorency),
<i>Lapointe,</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Lortie,</i>	<i>Turcotte.</i> —52.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

M. Samson propose, secondé par M. Power:

Qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de toutes correspondances du Département de l'Agriculture, relativement à la culture de la betterave sucrière et à l'industrie du sucre de betteraves.

Et la motion étant mise en délibération. Un débat s'élève.

Sur la motion de M. Paquet, secondé par M. Saurette, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer les bills suivants:

Bill No 32, intitulé: "Loi concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal."

Bill No 99, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Grand'-Mère."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 99) intitulé: "Loi modifiant la charte de

la cité de Grand'Mère'', et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 32) intitulé: "Loi concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal", et lesdits amendements sont lus une première fois.

La motion "Que les amendements soient maintenant lus la seconde fois", est mise aux voix, et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera à la présente séance, elle soit ajournée à ce jour, à neuf heures et demie ce soir.

Neuf heures et demie du soir.

Prière.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 124) intitulé: "Loi modifiant la charte de la "Montreal Trust Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 122) intitulé: "Loi concernant les substitutions créées au testament de feu Louis-Ovide Grothé".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Élie, secondé par M. Sauvé, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copies authentiques de toute correspondance et de tous documents échangés entre le ministre d'Agriculture, aucun membre du gouvernement provincial ou aucun de ses officiers, et entre la Coopérative Fédérée de Québec, aucun de ses membres, employés ou officiers, quant à la vente et quant à la discontinuation de la vente des grains, depuis le 1er septembre 1933, inclusivement, jusqu'au 1er avril, 1934?

Sur la motion de M. Élie, secondé par M. Sauvé, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copies authentiques du rapport fait le 8 septembre 1933 au Service provincial d'Hygiène concernant l'aqueduc de Deschambault, comté de Portneuf, par Monsieur Léopold Fontaine, assistant ingénieur sanitaire et du rapport fait le 20 novembre 1933, au Service provincial d'Hygiène concernant l'aqueduc de Deschambault, comté de Portneuf, par Monsieur René Cyr, assistant ingénieur sanitaire.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le jeudi 5 avril courant:

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, copie de toutes correspondances du Département de l'Agriculture, relativement à la culture de la betterave sucrière et à l'industrie du sucre de betteraves.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Gauthier, secondé par M. Drouin, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 6 AVRIL 1934

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le trentième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 195.—Loi modifiant l'article 498*a* du Code municipal.

Bill 193.—Loi modifiant le Code municipal relativement à la compensation pour l'eau.

Et avec amendement:

Bill 61.—Loi modifiant la Loi de la police et du bon ordre relativement à la prévention et à la répression d'infractions à des lois particulières.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Francœur, il est—

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 72) intitulé: "Loi concernant la municipalité scolaire de Low-Sud".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les trois messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 8, intitulé: "Loi modifiant l'article 599 du Code de procédure civile concernant l'insaisissabilité de certains traitements et salaires".

Bill No 14, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certain amendement qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

Bill No 181, intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux baux de maisons."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

Bill No 46, intitulé: "Loi modifiant le Code municipal."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 181) intitulé: "Loi modifiant le Code

civil relativement aux baux de maisons", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 46) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Question par M. Élie.—Depuis le 3 avril 1912, combien le ministère de la Colonisation a-t-il dépensé pour l'ouverture des chemins nouveaux dans chacun des comtés de colonisation?

Question par M. Élie.—Depuis le 3 avril 1912, combien le ministère de la Colonisation a-t-il dépensé dans chacun des comtés de la province pour l'amélioration des chemins?

Réponse aux deux questions par l'honorable M. Laferté:

Les statistiques que possède le Département ne permettent pas de dire ce qui a été dépensé séparément soit pour l'ouverture soit pour l'amélioration des chemins. Mais il est possible au Département de donner les renseignements suivants:

Pour l'ouverture, le parachèvement, l'amélioration de chemins et fossés, la construction et la réparation de ponts et ponceaux, dans les comtés suivants:

Abitibi.....	\$ 1,909,087.11
Argenteuil.....	88,406.65
Arthabaska.....	192,794.24
Bagot.....	1,687.00
Beauce.....	257,695.12
Bellechasse.....	154,864.86
Berthier.....	215,837.16
Bonaventure.....	746,564.87
Brome.....	13,232.95
Champlain.....	389,624.12
Charlevoix.....	1,757.45
Charlevoix-Saguenay.....	465,191.75
Chicoutimi-Saguenay.....	11,989.20
Chicoutimi.....	768,469.05
Compton.....	118,778.73
Deux-Montagnes.....	15,601.02
Dorchester.....	170,257.48
Drummond.....	119,667.49
Frontenac.....	203,118.06
Gaspé.....	1,029,573.00
Gaspé-Nord.....	57,328.18
Gaspé-Sud.....	96,186.80

Gatineau.....	41,592.64
Hull.....	161,127.38
Huntingdon.....	2,905.02
Iberville.....	8,603.97
Iles-de-la-Madeleine.....	113,427.34
Joliette.....	130,895.58
Kamouraska.....	220,185.77
Labelle.....	700,100.89
Lac-St-Jean.....	899,905.06
Laprairie.....	2,000.00
L'Assomption.....	2,417.60
Laviolette.....	31,626.20
Lévis.....	7,540.93
L'Islet.....	221,559.44
Lotbinière.....	572,315.69
Maskinongé.....	120,465.14
Matane.....	853,760.97
Matapédia.....	819,785.56
Mégantic.....	232,520.26
Missisquoi.....	3,855.69
Montcalm.....	258,521.17
Montmagny.....	424,918.16
Montmorency.....	79,592.57
Nicolet.....	146,040.67
Ottawa.....	89,466.43
Papineau.....	184,259.61
Pontiac.....	112,659.75
Portneuf.....	147,299.00
Québec.....	132,533.29
Richmond.....	88,442.53
Rimouski.....	461,242.50
Rivière-du-Loup.....	37,736.13
Roberval.....	108,257.19
Rouville.....	3,100.70
Shefford.....	8,452.01
Sherbrooke.....	58,537.97
Stanstead.....	5,384.31
St-Hyacinthe.....	91.00
St-Maurice.....	96,145.70
Témiscamingue.....	2,841,873.10
Témiscouata.....	595,927.74
Terrebonne.....	309,039.07
Trois-Rivières.....	2,304.54
Vaudreuil.....	2,200.00
Verchères.....	8,876.80
Wolfe.....	107,575.90
Yamaska.....	12,667.12

\$18,497,448.38

Question par M. Lafleur.—1. Quelle était en 1933 la population: *a.* des municipalités rurales; *b.* des municipalités urbaines?

2. Pour chaque groupe de 100 personnes, combien y en avait-il, en 1933: *a.* dans les campagnes; *b.* dans les cités et villes?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

La vérification et compilation des rapports municipaux de 1933 se poursuit, et les réponses aux deux questions ci-dessus ne seront pas prêtes avant la fin de l'année courante.

Question par M. Fortin.—A même la somme de \$3,753,374.08 qui a été payée à "Macurban Asphalt, Limited", par le ministère de la Voirie, depuis le 7 juillet 1927 jusqu'au 27 mars 1934, d'après une réponse qui apparaîtrait aux Journaux de cette Chambre, 27 mars 1934, quel montant a été payé à cette compagnie, en vertu d'arrangements pris ou de contrats signés: *a.* Du 7 juillet 1927 au 25 avril 1929; *b.* Du 25 avril 1929 au 27 mars 1934?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

a. \$2,086,286.23.

b. \$1,667,087.85.

Question par M. Béique.—1. Le ministère de la Voirie a-t-il acheté du gravier d'un monsieur Bellefeuille, de Notre-Dame de Pierreville, comté de Yamaska?

2. Dans l'affirmative: *a.* à quelle date; *b.* quelle quantité; *c.* à quel prix la verge?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Oui.

2. *a.* Le 15 novembre 1933; *b.* 643½ verges cubes; *c.* \$0.20.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Francœur, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 249) intitulé: "Loi relative à la réception, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 61, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la police et du bon ordre relativement à la prévention et à la répression d'infractions à des lois particulières".

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet

de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que suivant les dispositions de la section IIIa, de la Loi de la police et du bon ordre, telle qu'éditée par la loi qui accompagne les présentes résolutions, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser l'organisation et le maintien, sous le nom qu'il indiquera, de tout corps de police, sujet au contrôle du procureur général, aux fins d'assurer l'observance d'une ou de plusieurs lois particulières, et de rechercher, prévenir et réprimer les infractions à ces lois.

Résolu, 2.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera, dans chacune des deux divisions de Québec et de Montréal, un officier, lequel, subordonné au chef de la sûreté, aura, sous le titre qui lui est donné, la direction et l'administration dans la division à laquelle il sera assigné, du corps de police et des matières s'y rattachant; que le procureur général nommera les autres officiers et les inspecteurs et constables, et qu'il pourra aussi nommer ces employés à l'essai pour une ou plusieurs périodes et les personnes ainsi nommées auront tous les pouvoirs de celles nommées à titre permanent.

Résolu, 3.—Que, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser la nomination des fonctionnaires, commis et autres employés requis pour la mise à exécution de ladite section IIIa, établir leur traitement ou rémunération, définir leurs devoirs et pouvoirs respectifs, et leur assigner, ainsi qu'aux officiers et aux membres de la police, des titres officiels.

Résolu, 4.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à faire les dépenses nécessitées par l'application des dispositions de l'article 105 de ladite section IIIa.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

Ordonné que la seconde lecture des résolutions ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 69) intitulé: "Loi modifiant la Loi du prêt agricole de Québec pour diminuer les frais d'enregistrement des actes et les frais sur les procédures".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 247) intitulé: "Loi autorisant la cité des Trois-Rivières et certaines autres municipalités à contribuer à la célébration du troisième centenaire de la fondation des Trois-Rivières".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 42) intitulé: "Loi modifiant la Loi du régime des eaux courantes relativement à certaines expropriations".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service des outillages, (Voirie et Mines) pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première fois.

Ordonné que la seconde lecture de ladite résolution soit remise à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Rochette, secondé par M. Samson, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre :

Copie de la correspondance de 1933-34, relativement au congrès annuel des éleveurs de renards, tenu à Québec, en janvier 1934, et copie de la correspondance et des rapports relativement au Service Provincial des Animaux à fourrure et de la Ferme Expérimentale des Animaux à Fourrure de Québec.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 91) intitulé: "Loi constituant en corporation la vile de Lamaque".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement au titre.

L'amendement est lu une première fois et seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant l'amendement", est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

L'amendement est, en conséquence, adopté.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Bélanger,
Dufour,
Fillion (Lac-St-Jean),
Fortin,
Gagnon (Frontenac),
Gauthier,

Giguère,
Godbout,
Grant,
Lortie,
Mercier,
Moreau (Roberval),

*Morel,
Paquet,
Perrault,
Piché,
Rochette,
Saintonge,*

*Samson,
Stockwell,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,—23.*

CONTRE

Messieurs :

*Bertrand,
Duplessis,
Élie,*

*Fisher,
Sauvé.—5.*

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois avec changement dans le titre: "Loi constituant en corporation la ville de Bourlamaque".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 195) intitulé: "Loi modifiant l'article 498a du Code municipal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois, une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 193) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement à la compensation pour l'eau".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture de la résolution: Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service des outillages (Voirie et Mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935, rapportée du comité des subsides et lue une première fois, ce jour.

La motion "Que la résolution soit maintenant lue une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, lue une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements apportés par le Conseil législatif au bill (No 46) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal".

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois est mise aux voix, et la Chambre se divise et l'adopte"

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des résolutions relatives au bill No 61, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la police et du bon ordre relativement à la prévention et à la répression d'infractions à des lois particulières".

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

Ordonné que l'adoption des résolutions ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 72) intitulé: "Loi concernant la municipalité scolaire de Low-Sud".

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 246) intitulé: "Loi pour pourvoir à l'échange de certains terrains aux fins d'activer la colonisation".

L'honorable M. Mercier propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion est mise en délibération.

Un débat s'élève.

Sur la motion de M. Élie, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 64) intitulé: "Loi modifiant la Loi des produits laitiers".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que la troisième lecture du bill soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture de l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill (No 181) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux baux de maisons", et ledit amendement est lu une seconde fois et adopté.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Dépenses générales, (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Et alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 10 AVRIL 1934

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le trente et unième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 72.—Loi concernant la municipalité scolaire de Low-sud.

Bill 124.—Loi modifiant la charte de la "Montreal Trust Company".

Sur la motion de l'honorable M. Godbout, secondé par l'honorable M. Stockwell, il est—

Ordonné que l'honorable M. Godbout ait la permission de présenter un bill (No 245) intitulé: "Loi concernant le prix du lait et de la crème."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Grant, secondé par M. Rochette, il est—

Ordonné que M. Grant ait la permission de présenter un bill (No 196) intitulé: "Loi concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Laferté, il est—

Ordonné que l'honorable M. Stockwell ait la permission de présenter un bill (No 244) intitulé: "Loi concernant l'adoption par les corporations municipales de cités et villes de tarifs affectant certains voituriers publics."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Sauvé.—1. Le département de la Voirie a-t-il fait exécuter des travaux sur la route Montréal-Hull, dans la partie appelée "Petit Brûlé", comté des Deux-Montagnes, au cours de l'été 1931 ?

Dans l'affirmative:

2. Des soumissions ont-elles été demandées par la voie des journaux avant d'accorder les contrats ?

3. A qui les contrats ont-ils été accordés ?

4. Quel a été le coût desdits travaux ?

5. A quelle date ces travaux ont-ils été commencés ?

6. Quand ont-ils été discontinués ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Oui.

2. Non. Les travaux ont été exécutés dans le Petit-Brûlé, partie à la journée par le département de la Voirie, et partie par contrat. Ils étaient la suite de travaux commencés en 1930. Des soumissions n'ont pas été demandées par la voie des journaux parce que le département voulait expérimenter un nouveau procédé de construction de macadam bitumineux à base d'émulsion, et un contrat a été donné à prix unitaires le 2 juillet 1931.

3. A Laurendeau & Cie, Limitée.

4. Les travaux à la journée ont coûté \$9,184.04, et ceux en vertu du contrat, \$26,376.58.

5. Le 9 juillet 1931.

6. Le 10 novembre 1931.

Sur la motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Moreau, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 246) intitulé: "Loi pour pourvoir à l'échange de certains terrains aux fins d'activer la colonisation."

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 50) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Commission municipale de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois", est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le jeudi 5 avril courant:

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, copie de toutes correspondances du Département de l'Agriculture, relativement à la culture de la betterave sucrière et à l'industrie du sucre de betteraves.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le mercredi 7 mars dernier:

Que cette Chambre est d'opinion qu'il est urgent de prendre tous les moyens nécessaires afin d'établir pour nos Pêcheries, la coopération fédérale-provinciale, dès le début de la saison de pêche 1934, et sur le même plan que le système d'administration qui régit le service d'Agriculture de notre Province.

Et le débat se continue.

M. Rochette propose, secondé par M. Bastien:

Que tous les mots après le premier "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

Que cette Chambre exprime l'avis qu'une conférence devrait aussitôt que possible avoir lieu entre les deux Gouvernements Fédéral et Provincial pour déterminer les obligations respectives de chacun et favoriser le développement de nos Pêcheries Maritimes.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de l'honorable M. Laferté, secondé par l'honorable M. Arcand, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 17) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques pour confier au procureur général la surveillance et la poursuite des infractions".

L'honorable M. Stockwell propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu qu'à partir de jeudi prochain, le 12 avril, la Chambre tiendra trois séances tous les jours, excepté le dimanche: la première de onze heures du matin à une heure de l'après-midi; la deuxième de trois à six heures de l'après-midi; et la troisième, de huit heures et demie du soir à l'ajournement; et qu'à chaque séance, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du règlement relatives aux séances du mardi.

Sur la motion de M. Delisle, secondé par M. Authier, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 121, intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions concernant les emprunts faits par les syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier-de-Chicoutimi, a pour objet de favoriser une institution religieuse, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill No 61, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la police et du bon ordre relativement à la prévention et à la répression d'infractions à des lois particulières".

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyés au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 61) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la police et du bon ordre relativement à la prévention et à la répression d'infractions à des lois particulières".

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 196) intitulé: "Loi concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine".

M. Grant propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 64) intitulé: "Loi modifiant la Loi des produits laitiers".

Sur la motion de l'honorable M. Godbout, secondé par l'honorable M. Stockwell, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné, ce jour, à la séance de trois heures de l'après-midi, sur l'amendement de M. Rochette à la motion de M. Chouinard proposant:

Que cette Chambre est d'opinion qu'il est urgent de prendre tous les moyens nécessaires afin d'établir pour nos Pêcheries, la coopération fédérale-provinciale, dès le début de la saison de pêche 1934, et sur le même plan que le système d'administration qui régit le service d'Agriculture de notre Province.

Lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après le premier "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

Que cette Chambre exprime l'avis qu'une conférence devrait aussitôt que possible avoir lieu entre les deux Gouvernements Fédéral et Provincial pour déterminer les obligations respectives de chacun et favoriser le développement de nos pêcheries maritimes.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Et la motion principale telle qu'amendée étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 11 AVRIL 1934

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le trente-deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 17.—Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques pour confier au procureur-général la surveillance et la poursuite des infractions.

Bill 196.—Loi concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 243) intitulé: "Loi pour aider à la mise à effet dans cette province, de toute loi fédérale ayant pour objet d'assurer des débouchés aux produits naturels du Canada et de celle concernant la faillite en ce qui regarde les compromis entre créanciers et débiteurs".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Lafleur, il est—

Résolu QUE CETTE CHAMBRE:—

ATTENDU que les pêcheries constituent une des ressources naturelles les plus importantes de la province;

ATTENDU que le progrès des pêcheries est intimement lié au bien-être d'une partie importante de notre population et au progrès de notre province;

ATTENDU que la coopération entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial est essentielle au maintien de nos pêcheries:

INVITE respectueusement le gouvernement à adopter sans plus de retard les mesures nécessaires pour obtenir la coopération qui s'impose entre les gouvernements fédéral et provincial et afin d'accorder à nos pêcheurs et à l'industrie de la pêche toute la protection et toute l'aide nécessaires.

M. Barré propose, secondé par M. Guertin:

Que cette Chambre:

ATTENDU que la vente en nature des pommes de qualité inférieure a pour effet d'avilir le prix des pommes de bonne qualité;

ATTENDU que, même avec les méthodes modernes de culture, il arrive qu'il se récolte des pommes de qualité inférieure;

ATTENDU que ces pommes de qualité inférieure sont propres à faire une boisson saine et hygiénique: le cidre de pommes;

ATTENDU que, par sa fermentation, ce cidre devient une liqueur alcoolique;

EXPRIME l'avis que le gouvernement devrait, dès cette année, prendre les moyens pour que la fabrication et la vente du cidre, même fermenté, soient permises par les lois et encouragées par le gouvernement.

La motion est mise en délibération.

Un débat s'élève.

Sur la motion de M. Gauthier, secondé par M. Fortin, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 246, intitulé: "Loi pour pourvoir à l'échange de certains terrains aux fins d'activer la colonisation".

L'honorable M. Mercier, propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Mercier informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen de la résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Question par M. Élie.—1. Est-il à la connaissance du gouvernement que la Coopérative Fédérée a cessé la publication des prix des moulées alimentaires dans "Le Journal d'Agriculture", depuis le 23 décembre 1933?

2. Une demande en ce sens a-t-elle déjà été faite au ministère de l'Agriculture?

3. Dans l'affirmative: *a.* par quelles personnes ou délégations?
b. Qui a présenté ladite délégation?

4. Le ministre de l'Agriculture, ou l'un des fonctionnaires de son département a-t-il demandé à la Coopérative Fédérée de cesser la publication des prix des moulées alimentaires?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. Nous avons constaté, en examinant la liste de prix publiée dans le "Journal d'Agriculture" par la Coopérative Fédérée, que cette dernière en avait supprimé certaines moulées alimentaires.

2. 3. et 4. Non.

Question par M. Sauvé.—1. Au cours de son voyage en Europe, en septembre et octobre 1933, Monsieur J.-A. Grenier, sous-ministre de l'Agriculture, s'est-il occupé de trouver un marché pour la vente de la laine produite dans la province de Québec?

Dans l'affirmative:

2. Quel a été le résultat de ses démarches?

3. MM. Harison et Lemieux, les représentants de la province à Londres, ont-ils été mis au courant de ces démarches et de leur résultat?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. Non.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 70, intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences relativement aux distributeurs automatiques."

Bill No 73, intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec."

Bill No 104, intitulé: "Loi modifiant la charte de la corporation des révérends pères Oblats de l'Immaculée Conception de Marie."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

Bill No 38, intitulé: "Loi concernant l'établissement de fermes pour y recevoir les personnes à leur sortie de prison."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 38) intitulé: "Loi concernant l'établissement de fermes pour y recevoir les personnes à leur sortie de prison", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 243) intitulé: "Loi pour aider à la mise à effet dans cette province, de toute loi fédérale ayant pour objet d'assurer des débouchés aux produits naturels du Canada et de celle concernant la faillite en ce qui regarde les compromis entre créanciers et débiteurs."

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 196) intitulé: "Loi concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 246, intitulé: "Loi pour pourvoir à l'échange de certains terrains aux fins d'activer la colonisation".

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que conformément à l'article 26a de la Loi des terres et forêts (Statuts refondus, 1925, chapitre 44,) tel qu'édicte par la loi qui sera basée sur la présente résolution, lorsqu'il considérera que la détention de terrains, par lettres patentes ou par licences de coupe de bois, sera de nature à nuire à la colonisation et au retour à la terre dans une région de la province, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des terres et forêts à conclure des conventions et passer des contrats avec ceux qui détiennent ces terrains aux fins de les échanger pour des terres publiques qui seront détenues par lettres patentes ou par licences de coupe de bois; que la valeur des terrains cédés par ledit ministre ne pourra être supérieure à celle des terrains reçus en échange et qu'elle sera établie par les officiers compétents en tenant compte de la situation respective de ces terrains, de leur étendue et de la quantité de bois qu'ils contiennent et que les dispositions du deuxième alinéa de l'article 25 de ladite Loi des terres et forêts s'appliqueront aux terrains acquis par la couronne en vertu dudit article 26a.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première fois.

Ordonné que la seconde lecture de la résolution ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Fisher, il est—

Ordonné, qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre: Copies authentiques de toutes listes de payé concernant les travaux de voirie exécutés sur la route Montréal-Hull, en 1931, dans la partie appelée "Petit Brûlé", conformément à la réponse consignée aux Journaux de l'Assemblée législative, en date du 10 avril 1934.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas trois millions cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Construction, réparation et entretien des chemins (Voirie et Mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première fois.

Ordonné que la seconde lecture de ladite résolution soit remise à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 12 AVRIL 1934

Onze heures du matin.

Prière.

M. Delisle, du comité des Règlements, présente le seizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité recommande de prolonger au 18 avril prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Dugas, du comité des bills privés en général, présente le vingt et unième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité recommande de prolonger au 18 avril prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

La motion "que cette Chambre adopte ledit rapport" étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le rapport est, en conséquence, adopté.

Sur la motion de M. Casgrain, secondé par M. Dugas, il est—

Ordonné que M. Casgrain ait la permission de présenter un bill (No 197) intitulé: "Loi modifiant les articles 15 et 554 du Code de procédure civile".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 63, intitulé: "Loi modifiant la Loi des dettes et emprunts municipaux concernant les émissions d'obligations."

Bill No 68, intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec relativement aux sociétés de secours mutuels."

Bill No 173, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique concernant les ventes d'immeubles pour taxes."

Bill No 190, intitulé: "Loi modifiant la Loi des exemptions de taxes municipales."

Bill No 191, intitulé: "Loi modifiant la Loi médicale de Québec relativement à la division de la province pour les fins de l'élection du Bureau provincial de médecine."

Bill No 192, intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile concernant les immeubles saisis."

Bill No 248, intitulé: "Loi modifiant la Loi des syndicats professionnels."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 51, intitulé: "Loi concernant les conventions des corporations municipales ou scolaires avec leurs créanciers."

Bill No 121, intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions concernant les emprunts faits par les syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 121) intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions concernant les emprunts faits par les syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 51) intitulé: "Loi concernant les conventions des corporations municipales ou scolaires avec leurs créanciers", et lesdits amendements sont lus une première fois.

La motion "que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'honorable M. David dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 27 mars 1934, pour: copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1er janvier 1933, inclusivement, jusqu'au 20 mars 1934, et se rapportant à l'augmentation ou à la réduction des taxes, permis ou licences concernant les compagnies d'assurances, les agents ou employés de ces compagnies ou les personnes s'occupant d'assurance en cette province.

(Document de la session No 84).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 5 avril 1934, pour: copies authentiques du rapport fait le 8 septembre 1933 au Service provincial d'Hygiène concernant l'aqueduc de Deschambault, comté de Portneuf, par Monsieur Léopold Fontaine, assistant ingénieur sanitaire et du rapport fait le 20 novembre 1933, au Service provincial d'hygiène concernant l'aqueduc de Deschambault, comté de Portneuf, par Monsieur René Cyr, assistant ingénieur sanitaire.

(Document de la session, No 85.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 23 mars 1934, pour: un état indiquant: 1. Combien le ministère de la Colonisation a-t-il dépensé dans le comté d'Yamaska du 1er juillet 1932 au 20 juin 1933, inclusivement: 2. *a.* Quels sont ceux qui ont bénéficié de ces argent octroyés par le ministère de la Colonisation; *b.* Dans quelle paroisse résidait chacun d'eux; *c.* Quel montant chacun d'eux a-t-il reçu.

(Document de la session No 86.)

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution du budget: "Qu'un crédit n'excédant pas trois millions cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour construction, réparation et entretien des chemins (Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935", rapportée du comité des subsides et lue la première fois, le mercredi 11 avril courant.

La résolution est, en conséquence, lue la deuxième fois et adoptée.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 243, intitulé: "Loi pour aider à la mise à effet dans cette province, de toute loi fédérale ayant pour objet

d'assurer des débouchés aux produits naturels du Canada et de celle concernant la faillite en ce qui regarde les compromis entre créanciers et débiteurs."

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que toutes les dépenses encourues par le gouvernement ou par la commission qu'il pourra instituer, en vertu de la loi accompagnant la présente résolution, pour la mise à exécution de ladite loi, seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première fois.

Ordonné que la seconde lecture de la résolution ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 61) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la police et du bon ordre relativement à la prévention et à la répression d'infractions à des lois particulières".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 30) intitulé: "Loi modifiant la Loi des véhicules automobiles".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A une heure, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution relative au bill No 243, intitulé: "Loi pour aider à la mise à effet dans cette province, de toute loi fédérale ayant pour objet d'assurer des débouchés aux produits naturels du Canada et de celle concernant la faillite en ce qui regarde les compromis entre créanciers et débiteurs".

Cette résolution est, en conséquence, lue la deuxième fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 243) intitulé: "Loi pour aider à la mise à effet, dans cette province, de toute loi fédérale ayant pour objet d'assurer des débouchés aux produits naturels du Canada, et de celle concernant la faillite en ce qui regarde les compromis entre créanciers et débiteurs".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 72) intitulé: "Loi concernant la municipalité scolaire de Low-Sud".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill.

Ordonné que le bill soit de nouveau renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 22) intitulé: "Loi concernant la municipalisation de l'électricité".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et un débat s'élève.

M. Sauvé propose par voie d'amendement, secondé par M. Fisher:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre exprime l'avis que la Loi proposée par le Gouvernement, et intitulé: "Loi concernant la municipalisation de l'électricité", entraverait et paralyserait la municipalisation de l'électricité en cette Province et favoriserait l'augmentation des taux; que cette Chambre estime que les droits, accordés à la très grande majorité des municipalités de la province par les lois générales se rapportant à la municipalisation de l'électricité, ne devraient pas être restreints mais, au contraire, devraient être augmentés de façon à s'appliquer à toutes les municipalités de cette province, nonobstant toute loi à ce contraire, et de manière à établir, autant que possible, un système de municipalisation sur les bases du système en vigueur dans la province d'Ontario."

Et un débat s'élève sur l'amendement.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Barré, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution relative au bill No 246, intitulé: "Loi pour pourvoir à l'échange de certains terrains aux fins d'activer la colonisation".

La motion "Que la résolution soit maintenant lue une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, lue une deuxième fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 246) intitulé: "Loi pour pourvoir à l'échange de certains terrains aux fins d'activer la colonisation".

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le vendredi 6 avril courant, proposant que le bill No 246, intitulé: "Loi pour pourvoir à l'échange de certains terrains aux fins d'activer la colonisation" soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion que le bill soit maintenant lu une deuxième fois, est mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 30) intitulé: "Loi modifiant la Loi des véhicules automobiles".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

Sur la motion de M. Samson, secondé par M. Drouin, il est—

Ordonné que toutes les règles relatives aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés (sauf celles qui ont trait aux droits à payer) soient suspendues et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 125, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec".

M. Samson, en conséquence, présente un bill (No 125) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 246) intitulé: "Loi pour pourvoir à l'échange de certains terrains aux fins d'activer la colonisation".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion que le bill soit maintenant lu une troisième fois est mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 243) intitulé: "Loi pour aider à la mise a effet dans cette province, de toute loi fédérale ayant pour objet d'assurer des débouchés aux produits naturels du Canada et de celle concernant la faillite en ce qui regarde les compromis entre créanciers et débiteurs".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Saintonge, secondé par M. Francœur (Mont-réal-Dorion), il est—

Ordonné que, vu que le bill No 97, intitulé: "Loi concernant l'administration de certains biens de l'Union des municipalités de la province de Québec", a pour objet de favoriser une association dont le but est de rendre meilleure l'administration des municipalités de cette province, sans y chercher de gain pécuniaire, mais pour des fins éducationnelles seulement, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs ont payés leur soient remboursés après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 197) intitulé: "Loi modifiant les articles 15 et 554 du Code de procédure civile".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour primes de défrichement, de labour et de résidence, (Colonisation, etc.) pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour publication de cartes et brochures (Colonisation, etc.), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service d'enregistrement (cadastre), pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté trois résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 13 AVRIL 1934

Onze heures du matin.

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le trente-troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 72.—Loi concernant la municipalité scolaire de Low-Sud.

Bill 197.—Loi modifiant les articles 15 et 554 du Code de procédure civile.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 124) intitulé: "Loi modifiant la charte de la "Montreal Trust Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 125) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 57) intitulé: "Loi relative aux taux de l'électricité".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 245) intitulé: "Loi concernant le prix du lait et de la crème".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 19) intitulé: "Loi modifiant la loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires et concernant la vente obligatoire de certains immeubles pour taxes".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A une heure, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 197) intitulé: "Loi modifiant les articles 15 et 554 du Code de procédure civile".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants :

Bill No 65, intitulé : "Loi concernant le rachat de terrains détenus en vertu d'un contrat de louage, d'un bail à rente ou constitut dans certains districts électoraux."

Bill No 69, intitulé : "Loi modifiant la Loi du prêt agricole de Québec pour diminuer les frais d'enregistrement des actes et les frais sur les procédures."

Bill No 71, intitulé : "Loi modifiant la Loi des renseignements sur les compagnies concernant les compagnies de cimetière."

Bill No 118, intitulé : "Loi modifiant la charte de la Corporation de crédit et d'entreposage."

Bill No 187, intitulé : "Loi modifiant l'article 83 du Code de procédure civile."

Bill No 247, intitulé : "Loi autorisant la cité des Trois-Rivières et certaines autres municipalités à contribuer à la célébration du troisième centenaire de la fondation des Trois-Rivières."

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le mercredi 11 avril courant :

Que cette Chambre :

Attendu que la vente en nature des pommes de qualité inférieure a pour effet d'avilir le prix des pommes de bonne qualité ;

Attendu que, même avec les méthodes modernes de culture, il arrive qu'il se récolte des pommes de qualité inférieure ;

Attendu que ces pommes de qualité inférieure sont propres à faire une boisson saine et hygiénique, le cidre de pommes ;

Attendu que, par sa fermentation, ce cidre devient une liqueur alcoolique ;

Exprime l'avis que le gouvernement devrait, dès cette année, prendre les moyens pour que la fabrication et la vente du cidre, même fermenté, soient permises par les lois et encouragées par le gouvernement.

Et le débat se continue.

M. Gauthier propose par voie d'amendement, secondé par M. Drouin :

Que tous les mots après "devrait" dans la première ligne du dernier paragraphe soient biffés et remplacés par les suivants : "Encourager la distribution du cidre par la Commission des Liqueurs, en faisant valoir, par une propagande appropriée, l'excellence de cette boisson hygiénique."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

L'amendement est ainsi adopté.

Et la motion principale telle qu'amendée étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 249, intitulé : "Loi relative à la réception, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu".

L'honorable M. David propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. David informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur d soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le secrétaire de la province à faire avec la Communauté des Sœurs de Charité de la Providence, un contrat pour la réception, les soins, la garde et l'entretien des aliénés dans l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu.

Résolu, 2.—Que ce contrat devra pourvoir à ce que:

a. Ladite Communauté des Sœurs de Charité de la Providence reçoive, loge et entretienne, dans l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu, tous les malades qui leur seront confiés par le gouvernement, leur donne une nourriture saine et suffisante, améliore, suivant les ressources de l'établissement, les services de laboratoire et autres, d'après les données modernes, de façon à favoriser la guérison des malades qui s'y trouvent et le développement de la science des maladies mentales;

b. Les obligations respectives des parties à ce contrat, relativement aux matières et choses visées par le paragraphe a ci-dessus, soient, en substance, semblables à celles stipulées au contrat intervenu entre les mêmes parties et aux mêmes fins, le 21 décembre, 1925, et ratifié par la loi 16 George V, chapitre 8, sauf les dérogations ci-dessous prévues;

c. Le nombre des malades confiés audit hôpital ne soit inférieur à quatre mille;

d. Le montant annuel payable pour chaque malade gardé dans ledit hôpital et pour le temps de l'internement seulement, soit de deux cent seize dollars;

e. Le montant annuel de deux cent seize dollars ci-dessus prévu soit réduit à deux cents dollars pour chaque malade en plus de quatre mille cinq cents malades;

f. Ledit contrat demeure en vigueur durant une période de vingt-six années.

Résolu, 3.—Que le secrétaire de la province pourra ajouter dans ce contrat toutes autres conditions, non contraires à celles ci-dessus prescrites, qu'il jugera utiles ou nécessaires pour la mise à effet de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions pourvu que ces conditions aient été approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolu, 4.—Que l'accomplissement des obligations auxquelles le gouvernement s'engagera en vertu de ce contrat sera subordonné à la condition que la Communauté des Sœurs de Charité de la Providence commencera, dans un délai de soixante jours de la signature du contrat,

et terminera dans un délai raisonnable, les travaux nécessaires pour agrandir l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu actuel ou construire un bâtiment additionnel afin de pouvoir accueillir, hospitaliser et traiter au moins le nombre de malades prévu au paragraphe c de la résolution 2.

Résolu, 5.—Que si, pour exécuter ces travaux d'agrandissement de l'hôpital actuel ou de construction d'un bâtiment additionnel, ladite communauté est dans l'obligation de négocier un emprunt, le trésorier de la province retiendra sur chacun des montants de deux cent seize dollars qui pourront être dus en vertu dudit contrat, la somme suffisante pour acquitter le fonds d'amortissement et les intérêts d'une somme n'excédant pas un million cent mille dollars sur ledit emprunt.

Résolu, 6.—Que la retenue faite par le trésorier de la province en vertu de la résolution précédente sera payée par lui, semi-annuellement, aux prêteurs qui auront effectué le prêt ci-dessus mentionné ou au fiduciaire pour le bénéfice des obligataires en vertu de cet emprunt.

Résolu, 7.—Que les sommes qui pourront être dues par le gouvernement en vertu du contrat ci-dessus prévu, seront payées à même les montants votés chaque année par la Législature pour les asiles d'aliénés.

Résolu, 8.—Qu'à compter de la date que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil, le contrat passé en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions remplacera celui passé entre les mêmes parties le 21 décembre 1925 et qui a été ratifié par la loi 16 George V, chapitre 8.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. David, il est—

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 249) intitulé: "Loi relative à la réception, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Et la motion que le bill soit maintenant lu une deuxième fois est mise aux voix, la Chambre divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 72) intitulé: "Loi concernant la municipalité scolaire de Low-Sud".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois", est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 19) intitulé: "Loi modifiant la Loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires et concernant la vente obligatoire de certains immeubles pour taxes".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et un débat s'élève.

M. Bertrand propose par voie d'amendement, secondé par M. Élie: Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre approuve le prolongement du délai quant au paiement des taxes municipales et scolaires, mais elle s'oppose à l'adoption du bill proposé par le gouvernement et intitulé: "Loi modifiant la loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires et concernant la vente obligatoire de certains immeubles pour taxes", parceque ce bill aurait pour effet:

a. De ruiner le petit propriétaire, facteur de progrès et de paix sociale;

b. De favoriser la concentration de la propriété dans les mains d'un petit nombre;

c. D'occasionner des dommages irréparables à nombre de prêteurs;

d. De diminuer le crédit des petits propriétaires et de décourager les prêts individuels et l'épargne populaire;

e. De déprécier la valeur de la propriété imposable et de tarir une source importante des revenus municipaux et scolaires."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Bertrand,
Duplessis,
Élie,

Fisher,
Sauvé.—5.

CONTRE

Messieurs :

Arcand,
Bédard,
Bergeron,
Chouinard,
Côté (Bonaventure),
Côté (Gaspé-Nord),
David,
Dillon,
Dufour,
Dugas,
Francœur (Lotbinière),
Frigon,
Gagnon (Frontenac),
Gagnon (Kamouraska),
Gauthier,
Giguère,
Godbout,
Grant,

Laferté,
Lapierre,
McDonald,
Mercier,
Moreau (Roberval),
Morel,
Paquet,
Perrault,
Piché,
Rochette,
Sabourin,
Saintonge,
Stockwell,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Vautrin.—35.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Question par M. Lafleur.—Depuis le 1er janvier 1931, inclusivement, jusqu'à date M. James alias Jacques-E. Valentine, de Québec :

1. A-t-il été à l'emploi de la province ?

Dans l'affirmative :

a. A quel titre ?

b. Pendant combien de temps ?

c. A quelles conditions quant au salaire ou aux dépenses ?

2. La province lui a-t-elle payé quelques montants ?

d. Quand ?

e. Quels montants ?

f. Pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell :

1. et 2. Non.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Secrétaire d'État du Canada a accusé réception de l'adresse qu'elle a votée à Son Excellence le Gouverneur-Général du Canada au sujet des subsides fédéraux.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ecoles publiques, (Instruction publique) pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles publiques rurales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ecoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des S. R., 1925, c. 133, a. 456-457, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices, un traitement annuel d'au moins deux cent vingt-cinq dollars, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des S. R., 1925, c. 133, a. 456-457, pourvu, que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices, un traitement annuel d'au moins deux cent cinquante dollars, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des S. R., 1925, c. 133, a. 456-457, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices, un traitement annuel d'au moins deux cent soixante-et-quinze dollars, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des S. R., 1925, c. 133, a. 456-457, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices, un traitement annuel d'au moins trois cent vingt-cinq dollars, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'honorable M. David dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 11 avril, 1934, pour: copies authentiques de toutes listes de paye concernant les travaux de voirie exécutés sur la route Montréal-Hull, en 1931, dans la partie appelée "Petit-Brûlé", conformément à la réponse consignée aux procès-verbaux de l'Assemblée législative, en date du 10 avril 1934.

(Document de la session No 87.)

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

Une pétition est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 37, intitulé: "Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail".

Bill No 59, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'Assistance publique de Québec".

Bill No 103, intitulé: "Loi refondant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe."

Bill No 107, intitulé: "Loi établissant et définissant les pouvoirs d'une corporation devant être connue sous le nom de "Syndics de l'église de l'Ascension de Notre-Seigneur, Westmount."

Bill No 117, intitulé: "Loi concernant l'adoption de Rosa Mongrain."

Bill No 122, intitulé: "Loi concernant les substitutions créées au testament de feu Louis-Ovide Grothé".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 103) intitulé: "Loi refondant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 107) intitulé: "Loi établissant et définissant les pouvoirs d'une corporation devant être connue sous le nom de

“Syndics de l’église de l’Ascension de Notre-Seigneur de Westmount”, et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 117) intitulé: “Loi concernant l’adoption de Rosa Mongrain”, et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 37) intitulé: “Loi relative à l’extension des conventions collectives de travail”, et lesdits amendements sont lus une première fois.

La motion “que les amendements soient maintenant lus une seconde fois” est mise aux voix et la Chambre se divise et l’adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion “Que cette Chambre adopte maintenant les amendements” est mise aux voix et la Chambre se divise et l’adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 59) intitulé: “Loi modifiant la Loi de l’assistance publique de Québec”, et lesdits amendements sont lus une première fois.

La motion “que les amendements soient maintenant lus une seconde fois” est mise aux voix et la Chambre se divise et l’adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion “Que cette Chambre adopte maintenant les amendements” est mise aux voix et la Chambre se divise et l’adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 122) intitulé: “Loi concernant les substitutions créées au testament de feu Louis-Ovide Grothé”, et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L’ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 17) intitulé: “Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques

pour confier au procureur général la surveillance et la poursuite des infractions”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion “que le bill soit maintenant lu une troisième fois” est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 28) intitulé: “Loi concernant la distribution de circulaires, dans les cités et villes, pour fins d'assemblées publiques”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements, dont un dans le titre.

Les amendements sont lus une première fois.

La motion “que les amendements soient maintenant lus une seconde fois” est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion “Que cette Chambre adopte maintenant les amendements” est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

La motion “que le bill soit maintenant lu une troisième fois” est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois avec changement dans le titre: “Loi concernant certaines assemblées publiques dangereuses pour l'ordre public, social ou religieux.”

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 250, intitulé: “Loi modifiant la Loi des droits sur les successions”.

L'honorable M. Stockwell propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Stockwell informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier et inspection des terres \$400,000.00 moins montant applicable au revenu, \$27,000.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est, lue une première et une seconde fois et adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 17 AVRIL 1934

Onze heures du matin.

Prière.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De Dame Rosa Mongrain *alias* Rosa Hardy, épouse de Joseph-Roméo Toupin et ce dernier, demandant à ce qu'ils soient ajoutés comme pétitionnaires au bill No 117, intitulé: "Loi concernant l'adoption de Rosa Mongrain".—M. Vautrin.

M. Fortin, du comité des bills privés en général, présente le vingt-deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant :

Bill 125.—Loi modifiant la charte de la cité de Québec.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 250, intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que, conformément aux sections 1, 2, 4 et 5 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, modifiant respectivement les articles 6, 6a, 27 et 27a de la Loi des droits sur les successions (Statuts refondus, 1925, chapitre 29,) les donations entrevifs stipulées dans un contrat de mariage ne seront plus exemptées de l'application des dispositions de ladite Loi des droits sur les successions telles qu'y prévues.

Résolu, 2.—Que, nonobstant toute disposition de la section I de ladite Loi des droits sur les successions, les polices d'assurance sur la vie, effectuées ou appliquées d'après les dispositions de l'article 3 de la Loi de l'assurance des maris et des parents (Statuts refondus, 1925, chapitre 244,) et toutes autres sommes dues par un assureur à raison du décès d'une personne dont la vie est assurée, lorsqu'elles sont dévolues à titre gratuit, seront sujettes aux droits prévus par l'article 3 de ladite Loi des droits sur les successions, quel que soit le rapport entre l'actif et le passif de la succession.

Résolu, 3.—Que, nonobstant toute disposition de la section II de ladite Loi des droits sur les successions, les polices d'assurance sur la vie, effectuées ou appliquées d'après les dispositions de l'article 3 de ladite Loi de l'assurance des maris et des parents et toutes autres sommes dues par un assureur à raison du décès d'une personne dont la vie est assurée, lorsqu'elles sont dévolues à titre gratuit, seront sujettes aux droits prévus par l'article 24 de ladite Loi des droits, sur les successions quel que soit le rapport entre l'actif et le passif de la succession.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté trois résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

Ordonné que la seconde lecture des résolutions ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Cohen, secondé par M. Bastien, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 88, intitulé: "Loi concernant la Maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal," a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires et spéciaux que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Fisher, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre: copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1er janvier 1931, inclusivement, jusqu'au 1er janvier 1933, et se rapportant à l'augmentation ou à la réduction des taxes, permis ou licences concernant les compagnies d'assurances, les agents ou employés de ces compagnies ou les personnes s'occupant d'assurance en cette province.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 107) intitulé: "Loi établissant et définissant les pouvoirs d'une corporation devant être connue sous le nom de "Syndics de l'église de l'Ascension de Notre-Seigneur de Westmount", et les amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 117) intitulé: "Loi concernant l'adoption de Rosa Mongrain".

La motion "que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix, et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

A une heure, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

L'honorable M. Stockwell, trésorier de la province, transmet à M. l'Orateur et M. l'Orateur lit à la Chambre le message suivant de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur:

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses

pour l'exercice finissant le 30 juin 1934, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1876, et recommande ce budget à la considération de la Chambre:

HOTEL DU GOUVERNEMENT.
Québec, le 17 avril 1934.

H. G. CARROLL.
(Document de la session No 1 A).

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Arcand, il est—

Résolu que le message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 125) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions relatives au bill No 250, intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Arcand,
Bastien,
Bercovitch,
Bissonnet,
Casgrain,
Chouinard,
Côté (Bonaventure),
Côté (Gaspé-Nord),
Dansereau,
David,
Delisle,
Drouin,
Dufour,
Duval,
Farand,

Filion (Laval),
Fillion (Lac-St-Jean),
Fortier,
Fortin,
Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),
Frigon,
Gabias,
Gagnon (Frontenac),
Gaudet,
Gauthier,
Giguère,
Grant,
Laferté,
Lamoureux,

Lapierre,
Messier,
Moreau (Roberval),
Morel,
Paquet,
Perrault,
Phaneuf,
Plante,
Poulin,

Rochette,
Sabourin,
Saurette,
Stockwell,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Turcotte.—47.

CONTRE

Messieurs:

Barré,
Béique,
Bertrand,
Duplessis,
Élie,

Fisher,
Gault,
Lafleur,
Smart.—9.

La motion est ainsi adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre l'adopte sur le même vote.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, il est—

Ordonné que l'honorable M. Stockwell ait la permission de présenter un bill (No 250) intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Bertrand.—A la connaissance officielle du gouvernement de cette province ou de la Commission des Liqueurs de Québec, ou d'aucun des employés dudit gouvernement ou de ladite Commission, combien a été payé à M. Jules Desmarais, avocat de Montréal:

1. Par le gouvernement de cette province;
2. Par la Commission des Liqueurs de Québec;
3. Relativement aux causes pour infractions à la loi des Liqueurs:
 - a. Du 1er janvier 1930 inclusivement, au 31 décembre 1930, inclusivement;
 - b. Du 1er janvier 1931, inclusivement, au 31 décembre 1931, inclusivement;
 - c. Du 1er janvier 1932, inclusivement, au 31 décembre 1932, inclusivement;
 - d. Du 1er janvier 1933, inclusivement, au 31 décembre 1933, inclusivement;
 - e. Du 1er janvier 1934, inclusivement, au 25 mars 1934, inclusivement?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. 2. et 3. Nous n'avons payé aucun montant personnellement à M. Jules Desmarais, avocat, de Montréal, mais les montants suivants ont été payés à MM. Desmarais & DeSerres, avocats, de Montréal:

- a. \$6,217.25.
 - b. \$4,852.00.
 - c. \$4,427.00.
 - d. \$2,580.00.
 - e. \$560.00.
-

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation et aide à la colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour immigration, colonisation et publicité, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service maritime sur la Côte nord et les Iles-de-la-Madeleine: octroi pour 10 ans se terminant à la fermeture de la navigation en 1934, O.C., No 640, 1925, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Clarke Steamship Co., Ltd, octroi re-service heddou-madaire entre Montréal et la Côte de Gaspé: octroi pour 10 ans se terminant à la fermeture de la navigation en 1934, O.C. No 639-1925, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Cie. de Navigation Rimouski-Saguenay, octroi re-service entre Rimouski et la Côte nord, O.C., No 1726-1926, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêche, chasse et pisciculture, élevage des animaux à fourrure et jardin zoologique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des parcs, \$35,000.00, moins montant applicable au capital, \$15,000.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour commission sur perception de royauté et de licences de pêche et de chasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour association de la protection de la chasse et de la pêche: octroi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture desdites résolutions soit remise à la prochaine séance.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

Question par M. Sauvé.—Relativement aux travaux de voirie exécutés sur la route Montréal-Hull, dans la partie appelée "Petit Brûlé", comté des Deux-Montagnes, au cours de l'été 1931, conformément à la réponse consignée aux Journaux de l'Assemblée législative, en date du 10 avril 1934:

1. a. Quelle a été la nature des travaux exécutés à la journée ?
b. Quand ces travaux ont-ils été commencés ?
c. Quand ces travaux ont-ils été discontinués ?
2. a. Quelle a été la nature des travaux exécutés par les contracteurs ?
b. Quand ces travaux ont-ils été commencés ?
c. Quand ces travaux ont-ils été discontinués ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. a. Travaux d'élargissement en gravier; creusage d'une tranchée d'une largeur moyenne de 2 pieds de chaque côté du pavage, par 10 pouces de profondeur, et remplissage de ces tranchées avec du gravier; allongement des ponceaux et remplacement de ceux qui étaient défectueux. Ces travaux étaient faits en vue de la pose d'une surface en macadam bitumineux.

b. Le 3 août 1931.

c. Le 31 août 1931. Quelques travaux ont aussi été exécutés en octobre 1931 pour la mise en place de certains ponceaux.

2. a. Élargissement en gravier du pavage existant: creusage de tranchées; apport de gravier; allongement de ponceaux, et réfection d'une surface en macadam bitumineux Bitumuls.

b. Le 9 juillet 1931.

c. Le 10 novembre 1931.

Question par M. Barré.—En rapport avec l'achat de chlorure de calcium :

1. Quelle quantité le gouvernement a-t-il achetée en 1933 ?
2. Quels sont :
 - a. Les noms des fournisseurs ?
 - b. Les montants payés ou à payer à chacun d'eux ?
3. L'approvisionnement pour 1934 est-il acheté ?
4. Dans l'affirmative :
 - a. Quels sont les noms des fournisseurs ?
 - b. Quels sont la quantité et le prix payé ou à payer dans chaque cas ?
 - c. Quelle est la quantité totale achetée ou commandée ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

1. 9,102.3 tonnes.
2. a. et b. The Dow Chemical Co., \$234,059.80; General Construction Material Co., \$2,600.00.
3. Oui.
4. a. et b. The Dow Chemical Co., 11,249 tonnes à \$26.00 la tonne; Canadian Industries Ltd., 100 tonnes à \$26.00 la tonne.
- c. 11,349 tonnes.

Question par M. Fortin.—1. Le département de la Voirie a-t-il employé, pour abattre la poussière, un autre produit que le chlorure de calcium ?

2. Dans l'affirmative, quel produit a été employé ?
3. Se fabrique-t-il du chlorure de calcium dans la province de Québec ou dans les autres provinces du Canada ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

1. Oui.
2. Huile asphaltique légère et sel Malagash.
3. Non.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution du budget: "Qu'un crédit n'excédant pas six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation et aide à la colonisation pour l'exercice finissant le 30 juin 1935", rapportée du comité des subsides, et lue une première fois, ce jour, à la séance de l'après-midi.

Ladite résolution est, en conséquence, lue la deuxième fois et adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution du budget: "Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour immigration, colonisation et publicité pour l'exercice finissant le 30 juin 1935", rapportée du comité des subsides, et lue une première fois, ce jour, à la séance de l'après-midi.

Ladite résolution est, en conséquence, lue la deuxième fois et adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution du budget: "Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service maritime sur la Côte Nord et les Iles-de-la-Madeleine: octroi pour 10 ans se terminant à la fermeture de la navigation en 1934, O.C., No 640, 1925, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935", rapportée du comité des subsides, et lue une première fois, ce jour, à la séance de l'après-midi.

Ladite résolution est, en conséquence, lue la deuxième fois et adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution du budget: "Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Clarke Steamship Co., Ltd.", octroi re-service hebdomadaire entre Montréal et la Côte de Gaspé; octroi pour 10 ans se terminant à la fermeture de la navigation en 1934, O. C., No 639, 1925 pour l'exercice finissant le 30 juin 1935", rapportée du comité des subsides, et lue une première fois, ce jour, à la séance de l'après-midi.

Ladite résolution est, en conséquence, lue la deuxième fois et adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution du budget: "Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Cie de Navigation Rimouski-Saguenay, octroi re-service entre Rimouski et la Côte Nord, O. C., No 1726, 1926 pour l'exercice finissant le 30 juin 1935", rapportée du comité des subsides, et lue une première fois, ce jour, à la séance de l'après-midi.

Ladite résolution est, en conséquence, lue la deuxième fois et adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution du budget: "Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Pêche, chasse et pisciculture, élevage des animaux à fourrure et jardin zoologique (comptes en suspens \$5,000.00, dépense totale applicable au revenu) pour l'exercice finissant le 30 juin 1935", rapportée du comité des subsides, et lue une première fois, ce jour, à la séance de l'après-midi.

Ladite résolution est, en conséquence, lue la deuxième fois et adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution: Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des parcs, \$35,000.00; Moins: montant applicable au capital, \$15,000.00 pour l'exercice finissant le 30 juin 1935, rapportée du comité des subsides et lue une première fois, ce jour, à la séance de l'après-midi.

M. Duplessis objecte qu'il est irrégulier de ne faire voter qu'un crédit de \$20,000. lorsqu'on déclare dans le budget des dépenses, vouloir dépenser \$35,000.

M. l'Orateur prend l'objection en délibéré.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution du budget: "Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour commission sur perception de royauté et de licences de pêche et de chasse pour l'exercice finissant le 30 juin 1935," rapportée du comité des subsides, et lue une première fois, ce jour, à la séance de l'après-midi.

Ladite résolution est, en conséquence, lue la deuxième fois et adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution: "Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association de la protection de la chasse et de la pêche: octroi pour l'exercice finissant le 30 juin 1935", rapportée du comité des subsides et lue la première fois, ce jour, à la séance de l'après-midi.

Ladite résolution est, en conséquence, lue la deuxième fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

M. Poulin propose, secondé par M. Phaneuf:

Que cette Chambre invite le Gouvernement à faire une enquête sur l'administration des hôpitaux subventionnés par la Province, afin de rechercher:

1. Si ceux-ci n'ont pas abusé de l'assistance et de la charité publique;
2. S'il ne serait pas opportun d'établir chez ces hôpitaux un système de comptabilité uniforme, ainsi qu'un système de contrôle qui empêche l'utilisation des lits publics et des dispensaires par toute personne non indigente;
3. S'il ne serait pas possible et à propos d'ouvrir ces hôpitaux à tout médecin dûment qualifié.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 103) intitulé: "Loi refondant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe".

Sur la motion de M. Phaneuf, secondé par M. Poulin, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill tel qu'amendé par le Conseil législatif soit renvoyé au comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et lesdits amendements et les a adoptés sans amendement.

Ordonné que les amendements apportés par le Conseil législatif audit bill soient maintenant lus une deuxième fois.

Les amendements sont, en conséquence, lus une deuxième fois.

Ordonné que cette Chambre adopte maintenant les amendements.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 244) intitulé: "Loi concernant l'adoption par les corporations municipales de cités et villes de tarifs affectant certains voituriers publics".

L'honorable M. Stockwell propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture des amendements a it lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

Bill No 64, intitulé: "Loi modifiant la Loi des produits laitiers."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 250) intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

L'honorable M. Stockwell propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Arcand,
Bédard,
Bélanger,
Bercovitch,
Bissonnet,*

*Caron,
Casgrain,
Charbonneau,
Chouinard,
Côté (Bonaventure),*

<i>Côté (Gaspé-Nord),</i>	<i>Lapierre,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Lapointe,</i>
<i>David,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Drouin,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Morel,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Farand,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Phaneuf,</i>
<i>Fillion (Lac-St-Jean),</i>	<i>Piché,</i>
<i>Fortier,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Rochette,</i>
<i>Francœur (Lotbinière),</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Francœur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Gaudet,</i>	<i>Taschereau (Bellechasse),</i>
<i>Gauthier,</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Giguère,</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Godbout,</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Grant,</i>	<i>Vautrin.—53.</i>
<i>Laferté,</i>	

CONTRE

Messieurs:

<i>Barré,</i>	<i>Gault,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Guertin,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Smart.—10.</i>

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture des amendements ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Rochette, secondé par M. Bastien, il est—

Résolu que cette Chambre exprime l'avis que la Commission de Géographie de Québec devrait donner au bras de mer entre l'Ile d'Anti-

costi et la Côte Nord, le nom de "détroit de Jacques-Cartier" et à d'autres points géographiques de notre province toutes autres appellations propres à commémorer le quatrième centenaire de l'arrivée de Jacques-Cartier au Canada.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Stockwell propose "que M. l'Orateur quitta maintenant le fauteuil".

Et un débat s'élève.

M. Béique propose par voie d'amendement, secondé par M. Élie:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Tout en étant prête à voter à Sa Majesté les subsides nécessaires, cette Chambre exprime l'avis:

a. Que l'œuvre de la colonisation en cette province est d'une importance vitale;

b. Qu'il est urgent d'assurer le succès de la colonisation en cette province;

c. Qu'il faut assurer à l'œuvre de la colonisation les éléments de permanence et de continuité qui lui sont indispensables;

Que cette Chambre recommande respectueusement au gouvernement de procéder, sans plus de retard, au moyen d'un organisme offrant toutes les garanties de diligence, de compétence et d'impartialité, à séparer complètement et définitivement, du domaine forestier, le domaine propre à la colonisation en cette province."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Barré,
Béique,
Bertrand,
Duplessis,
Élie,*

*Gault,
Guertin,
Lafleur,
Sauvé,
Smart.—10.*

CONTRE

Messieurs:

*Arcand,
Bastien,
Bédard,
Bélanger,*

*Bercovitch,
Bissonnet,
Charbonneau,
Chouinard,*

Côté (Bonaventure),
Côté (Gaspé-Nord),
Dansereau,
David,
Drouin,
Duffy,
Dufour,
Dugas,
Farand,
Filion (Laval),
Fillion (Lac-St-Jean),
Fortier,
Fortin,
Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),
Frigon,
Gagnon (Frontenac),
Gaudet,
Gauthier,
Giguère,
Godbout,
Grant,
Laferté,

Lapierre,
Lapointe,
McDonald,
Mercier,
Messier,
Moreau (Roberval),
Morel,
Paquet,
Perrault,
Phaneuf,
Piché,
Plante,
Rochette,
Sabourin,
Saintonge,
Saurette,
Stockwell,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Turcotte,
Vautrin.—53.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Pêcheries maritimes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

L'honorable M. David dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 5 avril 1934, pour: copies authentiques de toute correspondance et de tous documents échangés entre le ministre d'Agriculture, aucun membre du gouvernement provincial ou aucun de ses officiers, et entre la Coopérative Fédérée de Québec, aucun de ses membres, employés ou officiers, quant à la vente et quant à la discontinuation de la vente des grains, depuis le 1er septembre 1933, inclusivement, jusqu'au 1er avril, 1934.

(Document de la session No 88.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 18 AVRIL 1934

Onze heures du matin.

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 31, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'hygiène publique de Québec".

Bill No 44, intitulé: "Loi relative aux opérations forestières et aux bûcherons."

Bill No 100, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 31) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'hygiène publique de Québec", et lesdits amendements sont lus une première fois.

La motion "que les amendements soient maintenant lus une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus une deuxième fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 44) intitulé: "Loi relative aux opérations forestières et aux bûcherons", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 100) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements apportés par le comité plénier au bill (No 250) intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

La motion "que les amendements soient maintenant lus une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 57 intitulé): "Loi relative aux taux de l'électricité".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Lafleur, secondé par M. Bertrand, il est—

Résolu que cette Chambre exprime l'avis qu'il est important et urgent d'encourager l'établissement et le progrès de scieries ou moulins à scie et l'industrie du bois de sciage, en cette province.

Que cette Chambre recommande respectueusement au gouvernement d'adopter, sans plus de retard, les mesures nécessaires pour assurer l'établissement et le progrès de scieries ou moulins à scie, et pour encourager l'industrie du bois de sciage, en cette province.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration, vente et inspection des terres publiques pour fins d'agriculture, (colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa présente séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution: Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des parcs pour l'exercice finissant le 30 juin 1935, rapportée du comité des subsides et lue la première fois, le mardi 17 avril courant, à la séance de l'après-midi.

La résolution est, en conséquence, lue une deuxième fois et adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements apportés par le comité plénier au bill (No 244) intitulé: "Loi concernant l'adoption par les corporations municipales de cités et villes de tarifs affectant certains voituriers publics".

La motion "que les amendements soient maintenant lus une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Question par M. Gault.—1. Quel montant des obligations de la “Beauharnois Light Heat and Power Company” le Gouvernement a-t-il reçu pour acquit et paiement de certains loyers et autres obligations, le tout tel que prévu par l’acte de fiducie ?

2. De quelle façon a-t-on disposé de ces obligations ?

3. Quel montant la compagnie doit-elle payer chaque année ?

4. Quel est le montant total qui doit être payé ?

Réponse par l’honorable M. Mercier :

1. \$113,300. en obligations de fonds d’amortissement, première hypothèque, de la “Beauharnois Light, Heat and Power Company”, à 5½%, série A. 1er janvier 1973 à 92.45.

2. Elles ont été vendues par le trésorier de la province au prix du marché, et le produit en a été crédité au département des Terres et Forêts.

3. Le montant à recevoir chaque année sera formé du loyer et des royautés. Le loyer est actuellement de \$65,000. et peut augmenter dans quelques années jusqu’à \$87,500. La royauté payée cette année est de \$42,310. et elle est sujette à une augmentation proportionnelle à la production.

4. \$1,352,000.

Sur la motion de M. Samson, secondé par M. Bastien, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 125, intitulé: “Loi modifiant la charte de la cité de Québec”, a été présenté en retard par suite de circonstances incontrôlables, les droits additionnels que le promoteur de ce bill a payés lui soient remboursés.

A une heure, M. l’Orateur prononce l’ajournement.

Trois heures de l’après-midi.

Prière.

L’honorable M. Stockwell dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant :

Rapport annuel du Surintendant des Assurances de la Province de Québec, 1933. (*Document de la session No 89.*)

Question par M. Dugas.—1. La Commission municipale de Québec a-t-elle exigé de la Corporation de la Cité de Joliette qu’elle perçoive immédiatement par quelque moyen que ce soit, toutes taxes ou autres redevances qui sont dues à titre d’arrérages et même pour l’année courante ?

2. Dans l’affirmative, quand la Commission a-t-elle donné de semblables ordres ?

3. En vertu de quelle autorité ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. Non.

La Commission municipale de Québec n'a aucun pouvoir, en vertu de la loi, d'imposer ses vues à la corporation de la cité de Joliette en rapport avec la perception des taxes. Elle ne peut que conseiller aux municipalités, qui ne sont pas en défaut, de s'occuper activement de telle perception.

Sur la motion de M. Rhéaume, secondé par M. Francœur (Montréal-Dorion), il est—

Ordonné que, vu que le bill No 123, intitulé: "Loi concernant les terres en culture dans la ville de Montréal-Ouest", a été présenté en retard par suite de circonstances incontrôlables, les amendes que les promoteurs du bill ont payées leur soient remboursées.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 250) intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

L'honorable M. Stockwell propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 244) intitulé: "Loi concernant l'adoption par les corporations municipales de cités et villes de tarifs affectant certains voituriers publics".

L'honorable M. Stockwell propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le jeudi 12 avril courant, sur l'amendement de M. Sauvé à la motion de l'honorable M. Taschereau proposant la deuxième lecture du bill 22.—
"Loi concernant la municipalisation de l'électricité".

Lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre exprime l'avis que la loi proposée par le gouvernement, et intitulé: "Loi concernant la municipalisation de l'électricité", entraverait et paralyserait la municipalisation de l'électricité en cette province et favoriserait l'augmentation des taux; que cette Chambre estime que les droits accordés à la très grande majorité des municipalités de la province par les lois générales se rapportant à la municipalisation de l'électricité, ne devraient pas être restreints mais, au contraire, devraient être augmentés de façon à s'appliquer à toutes les municipalités de cette province, nonobstant toute loi à ce contraire, et de manière à établir, autant que possible, un système de municipalisation sur les bases du système en vigueur dans la province d'Ontario.

Et le débat se continue.

M. Guertin propose en sous-amendement, secondé par M. Barré:

Que tous les mots après "Cette Chambre" dans la motion d'amendement en discussion soient remplacés par les suivants:

"Est d'avis que le Gouvernement au lieu de restreindre le pouvoir de municipaliser le service d'électricité aux Municipalités qui l'ont déjà, et de conférer un pouvoir restreint à celles qui ne l'ont pas, et afin de donner à ce service sa pleine mesure d'efficacité, devrait prendre les moyens nécessaires pour pourvoir à la création immédiate d'une commission provinciale, ayant mission de diriger et d'alimenter les systèmes électriques des différentes municipalités, le tout dans le genre du système éprouvé en vigueur dans la province d'Ontario depuis 1908.

L'honorable M. Taschereau objecte que le sous-amendement est irrégulier.

M. l'Orateur prend l'objection en délibéré.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour agronomie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service entre les Iles de la Madeleine, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 28, intitulé: "Loi concernant certaines assemblées publiques dangereuses pour l'ordre public, social ou religieux."

Bill No 43, intitulé: "Loi pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant."

Bill No 61, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la police et du bon ordre relativement à la prévention et à la répression d'infractions à des lois particulières."

Bill No 72, intitulé: "Loi concernant la municipalité scolaire de Low-Sud."

Bill No 91, intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Bourlamaque."

Bill No 119, intitulé: "Loi permettant à Samuel Julius Smilovitz de changer son nom de famille en celui de Smiley."

Bill No 120, intitulé: "Loi permettant à Max Schwartz de changer son nom de famille en celui de Swards."

Bill No 185, intitulé: "Loi modifiant la Loi du salaire minimum des femmes."

Bill No 195, intitulé: "Loi modifiant l'article 498a du Code municipal."

Bill No 243, intitulé: "Loi pour aider à la mise à effet, dans cette province, de toute loi fédérale ayant pour objet d'assurer des débouchés aux produits naturels du Canada, et de celle concernant la faillite en ce qui regarde les compromis entre créanciers et débiteurs."

Bill No 245, intitulé: "Loi concernant le prix du lait et de la crème."

Bill No 246, intitulé: "Loi pour pourvoir à l'échange de certains terrains aux fins d'activer la colonisation".

Sur la motion de M. Vautrin, secondé par M. Fortin, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 117, intitulé: "Loi concernant l'adoption de Rosa Mongrain", a été présenté en retard par suite de circonstances incontrôlables, les amendes que les promoteurs du bill ont payées leur soient remboursées.

Sur la motion de M. Lortie, secondé par M. Lahaie, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 111), intitulé: "Loi constituant en corporation "l'Institut des Sœurs de Notre-Dame-de-Mont-Laurier", a pour objet de favoriser la diffusion de l'instruction publique et les œuvres de bienfaisance, tous les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

M. l'Orateur décide que le sous-amendement proposé, ce jour, par M. Guertin à l'amendement de M. Sauvé à la motion de l'honorable M. Taschereau proposant la deuxième lecture du bill 22.—Loi concernant la municipalisation de l'électricité, ne contrevient à aucune disposition du règlement et est en conséquence régulier.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 42, intitulé: "Loi modifiant la Loi du régime des eaux courantes relativement à certaines expropriations."

Bill No 50, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Commission municipale de Québec."

Bill No 102, intitulé: "Loi concernant la charte de la cité de Montréal."

Bill No 123, intitulé: "Loi concernant les terres en culture dans la ville de Montréal-Ouest."

Bill No 249, intitulé: "Loi relative à la réception, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 42) intitulé: "Loi modifiant la Loi du régime des eaux courantes relativement à certaines expropriations", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise au cours de la présente séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 50) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Commission municipale de Québec", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise au cours de la présente séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 102) intitulé: "Loi concernant la charte de la cité de Montréal", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise au cours de la présente séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 123) intitulé: "Loi concernant les terres en culture dans la ville de Montréal-Ouest", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise au cours de la présente séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 249) intitulé: "Loi relative à la réception, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise au cours de la présente séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt-treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles d'agriculture, École de médecine vétérinaire et École de laiterie de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hygiène publique de Québec, S.R., 1925, c. 186, a. 155, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour combattre la tuberculose et la mortalité infantile dans la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-quatre mille sept cent quatre-vingt-dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Octrois à diverses institutions de charité autres que celles reconnues d'assistance publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour achat de vaccin pour Québec et Montréal, y compris \$500. pour inspection, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour maladies vénériennes—Aide à la protection du public contre—, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas un million cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Asiles d'aliénés, y compris le transport de patients des prisons aux asiles et autres dépenses contingentes: \$2,000,000.00, moins remboursements par:—municipalités: \$800,000.00, patients: \$100,000.00 pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour:—Écoles de réforme et d'industrie, y compris dépenses contingentes: \$547,000.00, moins remboursement par les municipalités: \$272,000.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Corporation des écoles techniques ou professionnelles, 16 Geo. V, c. 49, s. 16:—École technique de Québec, \$100,000.00; École technique de Montréal, \$145,000.00; École technique

de Hull, \$60,000.00; École des hautes études commerciales, \$165,000.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles dans les municipalités pauvres, spécialement dans les centres de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Allocation aux municipalités scolaires de village et de la campagne qui emploient des instituteurs porteurs d'un diplôme d'école normale, pour les garçons de 10 à 18 ans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Fonds de pension des instituteurs, au lieu des retenues sur l'allocation de l'éducation supérieure en vertu des S. R., 1925, c. 133, a. 542 et 22 Geo. V, c. 44, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cent trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Industrie animale (Agriculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cent quatre-vingt-onze mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Économie rurale (Agriculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Question par M. Duplessis.—1. Les comptes de banque de la province ont-ils été soutirés, depuis le lundi, 19 février, 1934, inclusivement, jusqu'au 13 mars 1934, inclusivement?

Dans l'affirmative:

a. Pendant combien de temps?

b. Quand?

c. Pour quelle somme chaque jour?

2. Quel est le taux d'intérêt payé ou payable par la province au sujet desdits comptes soutirés, pour chacun desdits jours?

3. A combien se chiffre le total des intérêts payés ou payables par la province au sujet desdits comptes ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. a. b. et c. Oui, comme suit:

Février 19.....	\$ 8,011,509.00	Mars 3.....	\$11,915,075.00
20.....	8,071,197.00	4.....	11,915,075.00
21.....	8,070,972.00	5.....	11,699,550.00
22.....	9,860,488.00	6.....	11,803,980.00
23.....	10,286,895.00	7.....	11,518,147.00
24.....	10,271,806.00	8.....	11,516,604.00
25.....	10,271,806.00	9.....	11,531,886.00
26.....	10,395,797.00	10.....	11,461,935.00
27.....	10,668,563.00	11.....	11,461,935.00
28.....	11,050,060.00	12.....	11,572,862.00
Mars 1.....	11,451,533.00	13.....	11,673,097.00
2.....	11,939,456.00		

2. Cinq pour cent par année.

3. \$32,660.30.

Question par M. Duplessis.—1. Les comptes de banque de la province ont-ils été soutirés, depuis le 13 mars 1934, jusqu'au 2 avril 1934, inclusivement ?

Dans l'affirmative:

a. Pendant combien de temps;

b. Quand;

c. Pour quelle somme chaque jour ?

2. Quel est le taux d'intérêt payé ou payable par la province au sujet desdits comptes soutirés, pour chacun des dits jours ?

3. A combien se chiffre le total des intérêts payés ou payables par la province au sujet desdits comptes ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. a. b. et c. Oui, comme suit:

Mars 14.....	\$ 11,902,695.41	Mars 24.....	\$12,997,807.20
15.....	11,829,309.67	25.....	12,997,807.20
16.....	12,093,425.77	26.....	12,895,914.19
17.....	12,384,109.82	27.....	5,417,776.13
18.....	12,384,109.82	28.....	6,042,091.48
19.....	12,359,832.45	29.....	6,443,623.40
20.....	12,294,539.94	30.....	6,443,623.40
21.....	12,831,222.22	31.....	6,082,262.46
22.....	12,892,949.37	Avril 1.....	6,082,262.46
23.....	12,578,100.19	2.....	6,082,262.46

2. Cinq pour cent par année jusqu'au 31 mars inclusivement et quatre et demi pour cent par année depuis le 1er avril inclusivement.

3. \$27,902.14.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 42) intitulé: "Loi modifiant la Loi du régime des eaux courantes relativement à certaines expropriations".

La motion "que les amendements soient maintenant lus une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 50) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Commission municipale de Québec".

La motion "que les amendements soient maintenant lus une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Conformément à l'ordre à l'ordre du jour, la Chambre reprend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 249) intitulé: "Loi relative à la réception, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu."

La motion "que les amendements soient maintenant lus une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 102) intitulé: "Loi concernant la charte de la cité de Montréal", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No123) intitulé: "Loi concernant les terres en culture dans la ville de Montréal-Ouest", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que cette Chambre s'ajourne maintenant à demain, à dix heures et demie du matin.

JEUDI 19 AVRIL 1934

Dix heures et demie du matin.

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill "B", intitulé: "Loi relative aux arrêtés en conseil mettant à effet la Loi des terres et forêts", pour lequel il demande son concours.

Sur la motion de M. Côté (Bonaventure), il est—

Ordonné que le bill "B" intitulé: "Loi relative aux arrêtés en conseil mettant à effet la Loi des terres et forêts" soit maintenant lu une première fois.

Le bill est, en conséquence, lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour entretien de certains édifices publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent sept mille neuf cent trente et un dollars et quatre cents soit ouvert à Sa Majesté pour frais d'administration (Dette publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente et un mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-trois mille huit cent quarante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux chambres de la Législature, S.R., 1925, c. 3, a. 92, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour achat de livres (Bibliothèque de la Législature) pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille neuf cent soixante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitement, dépenses contingentes, etc., (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le greffier de la couronne en chancellerie et un commis traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression, reliure et distribution des Statuts (Imprimeur du roi), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas neuf mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, S.R., 1925, c. 10, a. 36, remplacé par la loi 16 Geo. V, c. 14, s. 17 (Gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante-deux mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes des départements (Gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas un million seize mille trois cent soixante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour juges de la Cour des sessions de la paix et magistrats de police, constables et messagers à Québec et à Montréal, S.R., 1925, c. 145, a. 219-242, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Les dites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

A une heure, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Question par M. Béïque.—Outre le ministère de la Voirie et le ministère de la Colonisation, quels sont les autres ministères qui ont accordé des subventions ou octrois et fait exécuter des travaux dans le comté de Yamaska: *a.* Du 1er octobre 1933 au 15 octobre 1933 inclusivement; *b.* Du 16 octobre 1933 au 28 octobre inclusivement?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

a. Promesse de payer au Conseil municipal de St-Thomas-de-Pierre-ville 40% du coût des travaux exécutés dans le cours d'eau "Vallée" rang Ste-Anne, jusqu'à concurrence de \$70.00.

b. Aucun montant.

Question par M. Béïque.—Outre le ministère de la Voirie et le ministère de la Colonisation, quels sont les autres ministères qui ont accordé des subventions ou octrois et fait exécuter des travaux dans le comté de Wolfe: *a.* Du 25 octobre 1933 au 5 novembre 1933 inclusivement; *b.* Du 6 novembre 1933 au 18 novembre 1933 inclusivement?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

a. et *b.* Aucun montant n'a été accordé.

M. Béïque propose, secondé par M. Élie:

Que cette Chambre:—

ATTENDU que la loi concernant la faillite, adoptée par le pouvoir fédéral, offre à ceux qui peuvent s'en prévaloir l'avantage d'obtenir du délai, de faire des compromis ou concordats avec leurs créanciers et même l'avantage d'obtenir une libération de leurs dettes;

ATTENDU que, de bonne foi et pour répondre à certaines demandes, cette loi a été amendée de façon à enlever aux cultivateurs de cette province le privilège de se prévaloir de ces avantages;

Recommande respectueusement au gouvernement de cette province de faire, sans délai, les démarches nécessaires auprès des autorités fédérales, pour que les cultivateurs de cette province puissent de nouveau bénéficier du privilège d'obtenir une prolongation de délai quant au paiement de leurs dettes et d'obtenir aussi le privilège de faire des concordats ou des compromis avec leurs créanciers, et afin surtout qu'ils puissent bénéficier des avantages d'obtenir une libération de leurs dettes.

Et un débat s'élève.

L'honorable M. Perrault propose par voie d'amendement, secondé par l'honorable M. Stockwell:

Que tous les mots après "Que cette Chambre", soient retranchés et remplacés par les suivants:

Invite le Gouvernement fédéral à s'enquérir si les conditions ont changé depuis que la loi fédérale a été amendée de manière à ne pas permettre aux cultivateurs de se prévaloir des dispositions de la loi de la faillite.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Arcand,
Bélanger,
Bercovitch,
Bouthillier,
Casgrain,
Charbonneau,
Chouinard,
Cohen,
Côté (Bonaventure),
Crête,
David,
Delisle,
Desmarais,
Dillon,
Drouin,
Dufour,
Dugas,
Duval,
Farand,
Fauteux,
Fillion (Lac-St-Jean),
Francœur (Lotbinière)
Francœur (Montréal-Dorion),
Frigon,

Gagnon (Frontenac),
Gagnon (Kamouraska),
Gaudet,
Gauthier,
Giguère,
Godbout,
Laferté,
Lortie,
Mercier,
Messier,
Morel,
Paquet,
Perrault,
Plante,
Poulin,
Rochette,
Saintonge,
Samson,
Stockwell,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Turcotte,
Vautrin.—48.

CONTRE

Messieurs:

*Barré,
Béique,
Bertrand,
Duplessis,*

*Élie,
Guertin,
Sauvé,
Smart.—8.*

L'amendement est ainsi adopté.

Et la motion principale telle qu'amendée étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 17, intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques pour confier au procureur-général la surveillance et la poursuite des infractions."

Bill No 81, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Mont-Royal."

Bill No 124, intitulé: "Loi modifiant la charte de la "Montreal Trust Company".

Bill No 193, intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement à la compensation pour l'eau."

Bill No 194, intitulé: "Loi modifiant l'article 112 du Code municipal."

Bill No 196, intitulé: "Loi concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine."

Bill No 197, intitulé: "Loi modifiant les articles 15 et 554 du Code de procédure civile."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 11, intitulé: "Loi modifiant la Loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres."

Bill No 116, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Laval-des-Rapides."

Bill No 125, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec."

Bill No 175, intitulé: "Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 175) intitulé: "Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 11) intitulé: "Loi modifiant la Loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres", et lesdits amendements sont lus une première fois.

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 116) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Laval-des-Rapides" et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture desdits amendements soit remise à la présente séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 125) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec" et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture desdits amendements soit remise à la présente séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureau des statistiques de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Inspection des bureaux d'enregistrement, des prisons et autres institutions, S.R., 1925., c. 156, div. VIII et c. 262, div. IX et

amendements, \$15,000.00, moins dépenses applicables contre le revenu des bureaux d'enregistrement 8,000.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Comité France-Amérique, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Comité France-Amérique, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Fondation Strathcona, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Last Post Fund"—(7ième de 10 versements annuels, O. C. 1264-1928), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Maison des Étudiants canadiens à Paris, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Musée Laurier à Arthabaska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Société Provencher d'Histoire Naturelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ass. des Maréchaux Ferrants de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bulletin de la Ferme: octroi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

A six heures M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants :

Bill No 57, intitulé : "Loi relative au taux de l'électricité."

Bill No 244, intitulé : "Loi concernant l'adoption par les corporations municipales de cités et de villes de tarifs affectant certains voituriers publics."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants :

Bill No 19, intitulé : "Loi modifiant la loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires et concernant la vente obligatoire de certains immeubles pour taxes."

Bill No 250, intitulé : "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 19) intitulé : "Loi modifiant la loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires et concernant la vente obligatoire de certains immeubles pour taxes" et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la présente séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 250) intitulé : "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions" et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la présente séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements apportés par le Conseil législatif au bill 100.—"Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

La motion "Que lesdits amendements soient maintenant lus une seconde fois" est proposée.

Et un débat s'élève.

M. Poulin propose par voie d'amendement, secondé par M. Dugas:

Que cette Chambre accepte les amendements du Conseil législatif, mais avec les amendements suivants.

1° Les chiffres et mot "48 et 49", dans la troisième ligne du 14e amendement sont remplacés par les mot et chiffres "et 48";

2° L'article 47 ajouté dans le 14e amendement est retranché;

3° L'article 48 ajouté dans le 14e amendement devient article 47;

4° L'article 49 ajouté dans le 14e amendement devient article 48 et est modifié:

a. En en retranchant les deux premières lignes et les dix premiers paragraphes;

b. En en remplaçant les chiffres "11", dans le paragraphe 11, par la lettre "L" et en ajoutant à la fin de ce paragraphe les mots "est déclaré valide et légal".

5° Les chiffres "50", dans le 15e amendement, sont remplacés par les chiffres "49".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements du Conseil législatif tels qu'amendés sont lus une seconde fois.

Et la motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements tels qu'amendés" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

En conséquence, les amendements du Conseil législatif ainsi amendés sont adoptés.

Ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre accepte leurs amendements avec des amendements pour lesquels l'Assemblée législative demande leur concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 116) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Laval-des-Rapides", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et agréés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 125) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et agréés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 19) intitulé: "Loi modifiant la Loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires et concernant la vente obligatoire de certains immeubles pour taxes".

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 250) intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné le mercredi 18 avril courant sur le sous-amendement de M. Guertin à l'amendement de M. Sauvé à la motion de l'honorable M. Tasche-reau proposant la deuxième lecture du bill 22.—"Loi concernant la municipalisation de l'électricité".

Lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre exprime l'avis que la loi proposée par le gouvernement, et intitulé: "Loi concernant la municipalisation de l'électricité", entraverait et paralyserait la municipalisation de l'électricité en cette province et favoriserait l'augmentation des taux; que cette Chambre estime que les droits, accordés à la très grande majorité des municipalités de la province par les lois générales se rapportant à la municipalisation de l'électricité, ne devraient pas être restreints mais, au contraire, devraient être augmentés de façon à s'appliquer à toutes les municipalités de cette province, nonobstant toute loi à ce contraire, et de manière à établir, autant que possible, un système de municipalisation sur les bases du système en vigueur dans la province d'Ontario.

Lequel sous-amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "Cette Chambre" dans la motion d'amendement en discussion soient remplacés par les suivants:

"Est d'avis que le Gouvernement au lieu de restreindre le pouvoir de municipaliser le service d'électricité aux Municipalités qui l'ont déjà, et de conférer un pouvoir restreint à celles qui ne l'ont pas, et afin de donner à ce service sa pleine mesure d'efficacité, devrait prendre les moyens nécessaires pour pourvoir à la création immédiate d'une commission provinciale, ayant mission de diriger et d'alimenter les systèmes électriques des différentes municipalités, le tout dans le genre du système éprouvé en vigueur dans la province d'Ontario depuis 1908.

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et le rejette.

Et l'amendement de M. Sauvé étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs :

*Barré,
Béïque,
Bertrand,
Duplessis,*

*Élie,
Francœur (Montréal-Dorion),
Sauvé,
Smart.—8.*

CONTRE

Messieurs :

*Arcand,
Bastien,
Bédard,
Bélanger,
Bercovitch,
Charbonneau,
Chouinard,
Côté (Bonaventure),
David,
Dillon,
Dugas,
Duval,
Fauteux,
Filion (Laval),
Fillion (Lac-St-Jean),
Francœur (Lotbinière),
Gagnon (Frontenac),
Gagnon (Kamouraska),
Gaudet,
Gauthier,
Godbou,*

*Grant,
Laferté,
Lahaie,
Lapierre,
Lapointe,
Messier,
Moreau (Roberval),
Morel,
Paquet,
Perrault,
Piché,
Plante,
Power,
Sainonge,
Samson,
Stockwell,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Vautrin.—41.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et le débat se continue sur la motion principale.

M. Gauthier propose, secondé par M. Côté (Bonaventure):

Que le débat sur la motion principale soit ajourné.

Et cette motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le débat est, en conséquence, ajourné.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (B) du Conseil législatif, intitulé: "Loi relative aux arrêtés en conseil mettant à effet la Loi des terres et forêts".

M. Côté (Bonaventure) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

<i>Arcand,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Grant,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Laferrière,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Lahaie,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Lapierre,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Lapointe,</i>
<i>Chouinard,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Côté (Bonaventure),</i>	<i>Messier,</i>
<i>David,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Dillon,</i>	<i>Morel,</i>
<i>Drouin,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Duval,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Fauteux,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Power,</i>
<i>Fillion (Lac-St-Jean),</i>	<i>Samson,</i>
<i>Francœur (Lotbinière),</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Francœur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Taschereau (Bellechasse),</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Gagnon (Kamouraska),</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Gaudet,</i>	<i>Vautrin.—43.</i>
<i>Gauthier,</i>	

CONTRE

Messieurs :

<i>Barré,</i>	<i>Élie,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Smart.—7.</i>
<i>Duplessis,</i>	

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois.

La motion "que l'amendement soit maintenant lu une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

L'amendement est, en conséquence, lu une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant l'amendement", est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

L'amendement est, en conséquence, adopté.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements mais avec un amendement pour lequel elle demande leur concours.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 30) intitulé: "Loi modifiant la Loi des véhicules automobiles".

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Arcand, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit retiré.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Traitements, dépenses, commissions et remboursements se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions, taxes sur les corporations, etc., et inspection des hôtels, restaurants et maisons de logement, \$275,000.00. Moins remboursements applicables au revenu 45,000.00 pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Timbres, licences, etc., \$25,000.00. Moins remboursements d'honoraires perçus en vertu des lois des assurances et de l'incorporation municipale, \$15,000.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Imprimeur du Roi:—"Gazette officielle de Québec," S. R., 1925, c. 18, sec. V, \$65,000.00. Déboursés applicables au revenu, \$61,000.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des véhicules-automobiles, S. R., 1925, c. 35, a. 71, amendé par 18 Geo. V, c. 20, s. 1, \$410,000.00. Dépenses applicables au revenu, \$4,000.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi concernant la gazoline, S. R., 1925, c. 36, a. 13, amendé par 18 Geo. V, c. 20, s. 1 et 22 Geo. V, c. 30, \$455,000.00. Remboursements applicables au revenu, \$425,000.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Divers en général (Services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Agent de la province à Ottawa: traitement, comprenant toutes ses dépenses de voyages et autres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Annuité à Mlle Marie-Regina Drolet, par résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouverts à Sa Majesté pour Société d'archéologie et de numismatique de Montréal—(Résolutions de l'Assemblée législative en date du 30 déc. 1893), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour La Société de géographie de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille neuf cent cinquante dollars et trente et une cents soit ouvert à Sa Majesté pour Traitements, dépenses contingentes, etc., (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Traitements, dépenses contingentes, etc., (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Impression et reliure pour les deux chambres de la législature, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cent quatre-vingt-dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Traitements, dépenses contingentes, etc., (Bibliothèque de la législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Dépenses contingentes des départements (Gouvernement Civil): Département du Conseil exécutif: \$700.00; Département du secrétaire-provincial: \$20,000.00; Département du trésor: Bureau du trésorier: 5,000.00; Département du trésor:—Bureau des assurances: \$4,000.00; Département des travaux publics: \$4,000.00; Département du travail: \$3,000.00; Département de l'Instruction publique: \$14,000.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas treize mille quatre cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ecole des hautes études commerciales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles techniques en dehors des cités de Québec, Montréal et Hull, et pour cours professionnels, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

19. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

20. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille huit cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles des sourds-muets et des aveugles:—Institut Nazareth, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

21. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Fonds des écoles élémentaires en vertu des S. R., 1925, c. 133, a. 474, tel que modifié par 16 Geo. V, c. 43, s. 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

22. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

23. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cent soixante-dix dollars et vingt cents soit ouvert à Sa Majesté pour Publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

24. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Gratification pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

25. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Classes spéciales pour enfants arriérés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

26. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Certificats d'études primaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Les dites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera elle soit ajournée à demain, à dix heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 20 AVRIL 1934

Dix heures du matin.

Prière.

L'honorable M. Mercier dépose, sur le bureau de la Chambre, les document suivants:

Enquête concernant les salaires des ouvriers forestiers—Rapport.
(*Document de la session No 90*).

Enquête concernant les salaires des ouvriers forestiers:—Contrats.
(*Document de la session No 91*).

Enquête concernant les salaires des ouvriers forestiers: entrepreneurs: Prix des marchandises.
(*Document de la session No 92*).

Enquête concernant les salaires des ouvriers forestiers: Feuilles de temps.
(*Documents de la session No 93*)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hygiène publique de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Unités sanitaires de comtés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Entretien de certains édifices publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas seize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et des départements, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Palais de justice et prisons: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Palais de justice, Montréal: préparation de plans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Encouragement à l'agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Économie rurale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Dépenses générales (Terres et forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Arpentages (Terres et forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille cinq cent quatre dollars et cinquante-six cents soit ouvert à Sa Majesté pour Service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Primes de défrichement, de labour et de résidence (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-dix-sept mille quatre cent trente et un dollars et dix-neuf cents soit ouvert à Sa Majesté pour Chemins de colonisation et aide à la colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Amélioration et entretien des parcs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Mouvement du retour à la terre: administration, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Placement sur la terre des fils de cultivateurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

19. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association de tir de la Province de Québec: octroi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées,

A l'exception de la Résolution: Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille cinq cent quatre dollars et cinquante-six cents soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Cette résolution est lue une première fois.

La motion "que cette résolution soit maintenant lue une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, lue la seconde fois.

La motion "que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1934, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$1,799,046.26.

Résolu, 2.—Que pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1935, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$18,273,625.89.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions, et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

Les résolutions sont lues comme suit :

Résolu, 1.—Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1934, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$1,799,046.26.

Résolu, 2.—Que pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1935, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$18,273,625.89.

Lesdites résolutions sont lues la deuxième fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Stockwell ait la permission de présenter un bill (No 24) intitulé: "Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1934 et le 30 juin 1935 et pour d'autres fins du service public".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Bercovitch, secondé par M. Grant, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 119, intitulé: "Loi permettant à Samuel Julius Smilovitz de changer son nom de famille en celui de Smiley", a été présenté en retard par suite de circonstances incontrôlables, les amendes que le pétitionnaire a payées lui soient remboursées.

Sur la motion de M. Bercovitch, secondé par M. Grant, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 120), intitulé: "Loi permettant à Max Schwartz de changer son nom de famille en celui de Swards", a été présenté en retard par suite de circonstances incontrôlables, les amendes que le pétitionnaire a payées lui soient remboursées.

Sur la motion de M. Côté (Gaspé-Nord), secondé par M. Gagnon (Kamouraska), il est—

Résolu que cette Chambre exprime le vœu que tous les membres du Gouvernement et de la Législature de Québec prennent part officielle-ment à la célébration du quatrième centenaire de l'arrivée de Jacques Cartier au Canada et se rendent à Gaspé, le 25 août prochain pour se joindre à la délégation du Gouvernement canadien et à celle du Gouvernement français.

Sur la motion de M. Plante, secondé par M. Delisle, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copies de toutes lettres, correspondances et documents concernant l'admission, en dehors des heures de classe, des enfants à des représentations familiales de vues animées éducationnelles et spécialement censurées pour eux dans des locaux offrant le maximum de sécurité contre les accidents.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 157) intitulé: "Loi modifiant l'article 716 du Code de procédure civile".

M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité plénier.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et la rejette.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 153) intitulé: "Loi modifiant la Loi des salaires de certains officiers de justice et la Loi concernant les palais de justice et les prisons".

M. Elie propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité plénier.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et la rejette.

M. l'Orateur rend la décision suivante sur l'objection soulevée, le vendredi 2 mars dernier, sur la deuxième lecture du bill 179.—"Loi relative au fonds de l'Assistance publique".

Après avoir examiné le bill No 179.—"Loi relative aux fonds de l'Assistance Publique,—sur la régularité duquel j'ai réservé ma décision, j'en suis venu à la conclusion que l'objet de ce bill est identique à celui des bills numéros 158 et 159 que j'ai déclarés non conformes aux règlements le 4 février 1934, parce que leur effet était de constituer une affectation de deniers publics tirés du fonds consolidé de la province pour une fins spéciale, celle de l'Assistance Publique.

Mon opinion étant que ce bill a un objet similaire je le déclare donc en contravention avec les articles 447, 670 et 671 des règlements et je laisse à la Chambre le soin de le retirer de l'ordre du jour, l'article 449 lui en laissant seul le droit à ce stage de la procédure.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 184) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement aux droits annuels ou taxes sur certains commerces".

M. Casgrain propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics, en général.

L'honorable M. Perrault, du comité spécial des impressions, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi l'honorable M. Perrault pour son président et a décidé de faire imprimer les documents dont les numéros suivent: 63, 65, 70, 82, 83, 86, 90, 91, 92.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé, sans amendement, ses amendements aux amendements faits par le Conseil législatif, au bill No 100, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé, sans amendement, les amendements faits par l'Assemblée législative au bill B, intitulé: "Loi relative aux arrêtés en conseil mettant à effet la Loi des terres et forêts.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

Bill No 24, intitulé: "Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1934 et le 30 juin 1935, et pour d'autres fins du service public".

Sur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la Verge noire, M. l'Orateur et les députés de la Chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- B Loi relative aux arrêtés en conseil mettant à effet la Loi des terres et forêts.
- 8 Loi modifiant l'article 599 du Code de procédure civile concernant l'insaisissabilité de certains traitements et salaires.
- 10 Loi modifiant la Loi des mines de Québec.
- 11 Loi modifiant la Loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres.
- 14 Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations.
- 17 Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques pour confier au procureur général la surveillance et la poursuite des infractions.

-
- 18 Loi modifiant la Loi des convictions sommaires de Québec concernant les comparutions.
 - 19 Loi modifiant la Loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires et concernant la vente obligatoire de certains immeubles pour taxes.
 - 20 Loi modifiant la Loi des établissements industriels.
 - 25 Loi modifiant la Loi relative aux mécaniciens de machines fixes.
 - 28 Loi concernant certaines assemblées publiques dangereuses pour l'ordre public, social ou religieux.
 - 31 Loi modifiant la Loi de l'hygiène publique de Québec.
 - 32 Loi concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal.
 - 33 Loi modifiant la Loi du salaire minimum des femmes.
 - 37 Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail.
 - 38 Loi concernant l'établissement de fermes pour y recevoir les personnes à leur sortie de prison.
 - 39 Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles.
 - 40 Loi modifiant la Loi des employés publics relativement au cautionnement des officiers ou employés publics.
 - 41 Loi autorisant l'organisation d'une loterie pour fins éducationnelles et d'assistance publique.
 - 42 Loi modifiant la Loi du régime des eaux courantes relativement à certaines expropriations.
 - 43 Loi pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant.
 - 44 Loi relative aux opérations forestières et aux bûcherons.
 - 45 Loi modifiant la Loi des poseurs de tuyauterie.
 - 46 Loi modifiant le Code municipal.
 - 49 Loi modifiant la Loi des cités et villes.
 - 50 Loi modifiant la Loi de la Commission municipale de Québec.
 - 51 Loi concernant les conventions des corporations municipales ou scolaires avec leurs créanciers.
 - 52 Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement à la signature de certains jugements.
 - 57 Loi relative aux taux de l'électricité.
 - 58 Loi modifiant la Loi des pensions.
 - 59 Loi modifiant la Loi de l'assistance publique de Québec.
 - 60 Loi modifiant la Loi de l'instruction publique.
 - 61 Loi modifiant la Loi de la police et du bon ordre relativement à la prévention et à la répression d'infractions à des lois particulières.
 - 63 Loi modifiant la Loi des dettes et emprunts municipaux concernant les émissions d'obligations.
 - 64 Loi modifiant la Loi des produits laitiers.
 - 65 Loi concernant le rachat de terrains détenus en vertu d'un contrat de louage, d'un bail à rente ou constitué dans certains districts électoraux.
 - 66 Loi concernant la ville de Black Lake.
 - 68 Loi modifiant la Loi des assurances de Québec relativement aux sociétés de secours mutuels.

-
- 69 Loi modifiant la Loi du prêt agricole de Québec pour diminuer les frais d'enregistrement des actes et les frais sur les procédures.
 - 70 Loi modifiant la Loi des licences relativement aux distributeurs automatiques.
 - 71 Loi modifiant la Loi des renseignements sur les compagnies concernant les compagnies de cimetières.
 - 72 Loi concernant la municipalité scolaire de Low-Sud.
 - 73 Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.
 - 76 Loi modifiant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec.
 - 81 Loi modifiant la charte de la ville de Mont-Royal.
 - 84 Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme.
 - 88 Loi concernant la Maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal.
 - 90 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.
 - 91 Loi constituant en corporation la ville de Bourlamaque.
 - 95 Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.
 - 97 Loi concernant l'administration de certains biens de l'Union des municipalités de la province de Québec.
 - 98 Loi concernant la succession de feu dame Fortunée Blanchard.
 - 99 Loi modifiant la charte de la cité de Grand'Mère.
 - 100 Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.
 - 102 Loi concernant la charte de la cité de Montréal.
 - 103 Loi refondant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.
 - 104 Loi modifiant la charte de la corporation des révérends pères Oblats de l'Immaculée Conception de Marie.
 - 106 Loi concernant les coiffeurs pour dames de la province de Québec.
 - 107 Loi établissant et définissant les pouvoirs d'une corporation devant être connue sous le nom de "Syndics de l'église de l'Ascension de Notre-Seigneur, Westmount".
 - 112 Loi concernant la paroisse de Notre-Dame de Lourdes.
 - 113 Loi refondant la charte de la ville de Montréal-est.
 - 116 Loi modifiant la charte de la ville de Laval-des-Rapides.
 - 117 Loi concernant l'adoption de Rosa Mongrain.
 - 118 Loi modifiant la charte de la Corporation de crédit et d'entreposage.
 - 119 Loi permettant à Samuel Julius Smilovitz de changer son nom de famille en celui de Smiley.
 - 120 Loi permettant à Max Schwartz de changer son nom de famille en celui de Swards.
 - 121 Loi ratifiant certaines résolutions concernant les emprunts faits par les syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi.
 - 122 Loi concernant les substitutions créées au testament de feu Louis-Ovide Grothé.
 - 123 Loi concernant les terres en culture dans la ville de Montréal-ouest.
 - 124 Loi modifiant la charte de la "Montreal Trust Company".

-
-
- 125 Loi modifiant la charte de la cité de Québec.
 - 160 Loi modifiant l'article 27 de la Loi des véhicules-automobiles relativement aux bicycles.
 - 163 Loi modifiant l'article 123 de la Loi des cités et villes.
 - 171 Loi modifiant l'article 1150 du Code de procédure civile.
 - 172 Loi concernant la validation d'un règlement de la cité de Sherbrooke.
 - 173 Loi modifiant la Loi de l'instruction publique concernant les ventes d'immeubles pour taxes.
 - 175 Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec.
 - 177 Loi détachant certains lots de la paroisse de Saint-Ours, dans le district électoral de Richelieu, et les annexant à la paroisse de Saint-Bernard, dans le district électoral de Saint-Hyacinthe, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement.
 - 181 Loi modifiant le Code civil relativement aux baux de maisons.
 - 182 Loi modifiant le Code municipal relativement à la qualité d'électeur.
 - 185 Loi modifiant la Loi du salaire minimum des femmes.
 - 186 Loi modifiant l'article 227 du Code municipal.
 - 187 Loi modifiant l'article 83 du Code de procédure civile.
 - 190 Loi modifiant la Loi des exemptions de taxes municipales.
 - 191 Loi modifiant la Loi médicale de Québec relativement à la division de la province pour les fins de l'élection du Bureau provincial de médecine.
 - 192 Loi modifiant le Code de procédure civile concernant les immeubles saisis.
 - 193 Loi modifiant le Code municipal relativement à la compensation pour l'eau.
 - 194 Loi modifiant l'article 112 du Code municipal.
 - 195 Loi modifiant l'article 498a du Code municipal.
 - 196 Loi concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine.
 - 197 Loi modifiant les articles 15 et 554 du Code de procédure civile.
 - 243 Loi pour aider à la mise à effet, dans cette province, de toute loi fédérale ayant pour objet d'assurer des débouchés aux produits naturels du Canada, et de celle concernant la faillite en ce qui regarde les compromis entre créanciers et débiteurs.
 - 244 Loi concernant l'adoption par les corporations municipales de cités et de villes de tarifs affectant certains voituriers publics.
 - 245 Loi concernant le prix du lait et de la crème.
 - 246 Loi pour pourvoir à l'échange de certains terrains aux fins d'activer la colonisation.
 - 247 Loi autorisant la cité des Trois-Rivières et certaines autres municipalités à contribuer à la célébration du troisième centenaire de la fondation des Trois-Rivières.
 - 248 Loi modifiant la Loi des syndicats professionnels.

249 Loi relative à la réception, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu.

250 Loi modifiant la Loi des droits sur les successions.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit :

“Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.”

Alors, l'honorable Orateur de l'Assemblée législative s'adressant à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, lui a présenté le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction.

24 Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1934 et le 30 juin 1935, et pour d'autres fins du service public.

A ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants :

“Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.”

Après quoi il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de clore la troisième session de la dix-huitième Législature de la province de Québec, par le discours suivant :

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous avez étudié avec un soin tout particulier les mesures qui vous ont été soumises au cours de cette troisième session de la dix-huitième législature, et je vous en félicite.

C'est avec plaisir, croyez-le bien, que j'ai apposé la sanction royale aux lois que vous avez adoptées. J'ai la certitude que ces lois ne manqueront pas d'aider notre population à traverser les jours difficiles que nous vivons et contribueront à maintenir la province dans la bonne voie où elle est depuis longtemps engagée.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie d'avoir voté les crédits nécessaires à l'administration publique. Vous pourrez être assurés que ces crédits seront employés d'une façon judicieuse.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

A l'heure où vous vous proposez de retourner dans vos foyers, je fais des vœux pour votre bonheur personnel et pour le bonheur de vos familles. Je prie aussi la Providence de répandre ses bienfaits sur ceux dont vous êtes les représentants et sur toute la province.

Alors l'honorable Orateur du Conseil législatif dit :

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province que cette Législature soit prorogée *sine die*, et cette Législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

PRÉCIS DES DÉCISIONS PRONONCÉES PAR L'ORATEUR SUR DES QUESTIONS D'ORDRE OU DE RÈGLEMENT

Séance du 15 février 1934

Un bill dont l'objet principal est de régler l'emploi de deniers publics ne peut être présenté qu'après qu'une résolution ayant le même objet a été recommandée par le lieutenant-gouverneur, prise en comité plénier et agréée par la Chambre (art. 670, 671 et 447 du règlement).

Une fois présenté, un bill irrégulier ne peut être mis de côté par l'Orateur. C'est à la Chambre qu'il appartient d'en prononcer le retrait (art. 438 et 449 du règlement, et note 2 sous l'art. 449).

La procédure à suivre, pour faire disparaître du feuilleton un bill irrégulier, est de faire révoquer l'ordre en vertu duquel il est inscrit au feuilleton et de faire adopter une motion en demandant le retrait.

Séance du 20 février 1934.

Un amendement proposé à la motion "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour se former en comité des subsides" est irrégulier s'il se rattache à une disposition d'un bill inscrit au feuilleton (art. 155 du règlement).

Séance du 21 février 1934.

Un bill ne peut être présenté tant qu'il n'a pas été entièrement rédigé (art. 445 du règlement).

Séance du 27 février 1934.

Quand l'affectation de deniers publics est la disposition principale d'un bill, ce bill ne peut être présenté tant qu'une résolution ayant cette affectation pour objet n'a pas été recommandée par le lieutenant-gouverneur, adoptée en comité plénier et agréée par la Chambre (art. 447 du règlement).

Troisième séance du 18 avril 1934.

Un sous-amendement est régulier s'il se rapporte uniquement à l'amendement sur lequel il est proposé, s'il ne propose pas de remplacer tous les mots de l'amendement et s'il n'est pas en substance une répétition de la motion principale (art. 168-170 du règlement).

Première séance du 20 avril 1934.

Même décision que le 15 février.

ÉTAT DES TRAVAUX DE LA SESSION DE 1934

3e SESSION DE LA 18ième LÉGISLATURE

La session s'ouvre le 9 janvier 1934.

L'adresse en réponse au discours du trône est proposée par M. Rhéaume, secondé par M. McDonald.

Les Chambres sont prorogées le 20 avril 1934.

Séances	70
Pétitions présentées relativement à des bills	50
Documents déposés sur le bureau de la Chambre en réponse aux adresses et aux ordres de la Chambre	64
Bills présentés en premier lieu à l'Assemblée législative	187
Bill présenté en premier lieu au Conseil législatif	1
Bills sanctionnés	138
Séances de comités pléniers consacrées à l'étude de bills	180
Séances du comité des subsides	29
Rapport du comité spécial chargé de choisir les membres des comités permanents	1
Rapports du comité des bills privés en général	22
“ “ des chemins de fer, etc	1
“ “ des règlements	15
“ “ des bills publics en général	33
“ “ des comptes publics	1
“ “ des privilèges et élections	1
“ “ de l'agriculture, de l'immigration, etc	1
“ “ de l'industrie et du commerce	1
“ du code municipal	4
“ du comité des impressions législatives	1
“ du comité spécial relatif au rajustement des subsides fédéraux	1

E. R. ALLEYN,

Greffier des archives.

I N D E X

DES

Journaux de l'Assemblée législative

DE QUÉBEC

24 GEORGE V, 1934

ACCIDENTÉ:—Loi pour rétablir droit de l'—de choisir son médecin.—(Voir **BILLS**, *No 151*.)

ACCIDENTS DU TRAVAIL, 1931:—

1. Loi des—, concernant indemnités aux orphelins.—(Voir **BILLS**, *No 164*.)
2. Loi des—, et le recours de droit commun. (Voir **BILLS**, *No 165*).

ACTES ET DOCUMENTS:—Loi concernant certains—, dans Bonaventure et Gaspé.—(Voir **BILLS**, *No 3*.)

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE:—(Voir **JURÉS**; **OFFICIERS DE JUSTICE**; **TRIBUNAUX JUDICIAIRES**; **CODES**; **PROCUREUR GÉNÉRAL**.)

ADOPTION:—Loi de l'—relativement à l'inscription au registre de l'état civil.—(Voir **BILLS**, *No 36*.)

ADRESSE AU GOUVERNEUR-GÉNÉRAL:—(Voir **SUBSIDES FÉDÉRAUX**.)

ADRESSE EN RÉPONSE AU DISCOURS DU TRÔNE:—Proposée par M. Rhéaume, secondée par M. McDonald, 11; débat ajourné, 11; reprise du débat, 16; adoption de l'adresse, 16.

ADRESSES:—(Pour le dépôt de Rapports et de Documents, voir **DOCUMENTS DE LA SESSION**.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

AFFAIRES MUNICIPALES:—(Voir COMMISSION MUNICIPALE; DETTES ET EMPRUNTS; TAXES MUNICIPALES ET SCOLAIRES; CODE MUNICIPAL; CORPORATIONS MUNICIPALES OU SCOLAIRES.)

AGENTS DE RECouvreMENT:—Loi concernant les—relativement au cautionnement. (Voir *BILLS No 176.*)

AGRICULTEURS:—Loi de la Société coopérative fédérée des—. (Voir *BILLS, No 73.*)

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION (Comité de l'):—(Voir COMITÉS.)

AGRICULTURE:—(Voir SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES; SYNDICATS COOPÉRATIFS; SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES; SAINTE-ANNE DE LA POCAITIÈRE; LAIT; LAIT ET CRÈME.)

AIDE AUX CHÔMEURS:—(Voir CHÔMAGE.)

AJOURNEMENT DE LA CHAMBRE:—(Voir ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE; ORATEUR; LIEUTENANT-GOUVERNEUR; SÉANCES.)

ALBERT, (SA MAJESTÉ), ROI DES BELGES:—Lettre de M. Heyne, consul général de Belgique, remerciant l'Assemblée législative de s'être fait représenter par une délégation au service célébré, à Montréal, pour le repos de l'âme de—, 215.

ALIÉNÉS:—(Voir HÔPITAL SAINT-JEAN-DE-DIEU.)

AMUSEMENTS:—(Voir LICENCES.)

ANDERSON, C. JALMOR F.—Loi changeant nom de Jalmor Frederick Susta—en celui de—. (Voir *BILLS, No 75.*)

ARMAGH:—Loi concernant le canton d'—, Bellechasse, et Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud, Montmagny.—(Voir *BILLS, No 180.*)

ASCENSION DE NOTRE-SEIGNEUR, DE WESTMOUNT:—Loi concernant les Syndics de l'église de—. (Voir *BILLS, No 107.*)

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—

Se rend auprès du Lieutenant-Gouverneur, à l'ouverture de la session, 1; pour la sanction de certains bills, 226; à la clôture de la session, 450.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—*Suite.*

Ajourne à une heure plus tôt que celle fixée par le règlement, 430, 445; à une heure plus tard, 366.

Décide d'avoir deux séances par jour, 336; trois séances, 380.

Proclamation convoquant l'—, V.

Séance suspendue, 226; reprend séance, 227.

Ajourne à un autre jour que le jour suivant, 19; ajourne à une date éloignée, 26.

Ajourne sans motion à cet effet, 394.

Se proroge, 455.

Ajourne par respect pour décès de l'honorable M. Jules Tessier, ancien orateur, 8; de Madame T.-D. Bouchard, épouse de l'Orateur, 26.

(Voir ALBERT, SA MAJESTÉ; LIEUTENANT-GOUVERNEUR; SÉANCES; ORATEUR).

ASSEMBLÉES PUBLIQUES:—Loi concernant distribution de circulaires, dans cités et villes, pour—. (Voir **BILLS**, *No 28.*)

ASSISTANCE PUBLIQUE:—

1. Loi de l'—relativement au fonds de—. (Voir **BILLS**, *Nos 159 et 179.*)

2. Loi de l'—de Québec. (Voir **BILLS** *No 59.*)

3. (Voir **LOTÉRIE; HÔPITAUX.**)

ASSURANCES:—

1. Loi des—et l'ajustement des réclamations.—(Voir **BILLS**, *No 6.*)

2. Loi prolongeant d'une année la Loi des—, 1933. (Voir **BILLS**, *No 34.*)

3. Loi des—relativement aux sociétés de secours mutuels—(Voir **BILLS**, *No 68.*)

ASSURANCES SOCIALES:—(Voir **MÈRES NÉCESSITEUSES; PENSION DE VIEILLESSE.**)

AUTOMOBILES:—(Voir **VÉHICULES.**)

AVOCATS:—(Voir **BARREAU.**)

B**AIL A RENTE:—**(Voir **RACHAT DE TERRAINS.**)

BARREAU:—Loi concernant le—et Marcel Poulin. (Voir **BILLS**, *No 101.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BAUX DE MAISONS:—Loi relative aux—. (Voir *BILLS*, Nos 181 et 183.)

BELLECHASSE:—(Voir *ARMAGH*.)

BETTER BUSINESS BUREAU:—Loi concernant—. (Voir *BILLS*, No 78.)

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE:—

1. (Voir *COMITÉS*.)

2. Conseillers nommés par le Conseil législatif pour—, 16; députés nommés par l'Assemblée, 17.

3. Rapport du bibliothécaire, déposé, 98.

BICYCLES:—(Voir *VÉHICULES-AUTOMOBILES*).

BILLS:—

Bill B.—Loi relative aux arrêtés en conseil mettant à effet la Loi des terres et forêts.—Message du C. L. qu'il a voté bill et demande concours (l'honorable M. Kelly), 430. Ordonné 1ère lect. (M. Côté, Bonaventure), 430; ordre appelle 2e lect., motion, vote, 441; 2e lect; comité pl., rapporté avec un amdt, 1ère lect., 2e lect. et adoption sur div.; 3e lect. div., 442. Sanction, 450. (24 Geo. V, c. 19.)

No 1.—Loi relative à la prestation des serments d'office.—Présentation (M. Taschereau), 4.

No 2.—Loi modifiant les Lois concernant les compagnies de télégraphe et de téléphone.—Présentation (M. David), 18; renv. à comité, 23; rapporté, 44; comité pl., rapporté avec un amend., concours; 3e lect., 54. Message du C. L., 105. Sanction, 226. (24 Geo. V, c. 64.)

No 3.—Loi concernant certains actes et documents dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé.—Présentation (M. Stockwell), 18; renv. à comité, 24; rapporté, 44; comité pl., rapporté, 3e lect., 54. Message du C. L., 106. Sanction, 226. (24 Geo. V, c. 72.)

No 4.—Loi modifiant la Loi des licences en ce qui regarde les lieux d'amusements.—Présentation (M. Stockwell), 28; renv. à comité, 42; rapporté, 89; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 164. Message du C. L., 225. Sanction, 226. (24 Geo. V, c. 11.)

No 5.—Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques concernant les heures de fermeture.—Présentation (M. Stockwell), 18; renv. à comité, 24; rapporté, 44; comité pl., rapporté, 3e lect. sur div., 54. Message du C. L., 134. Sanction, 226. (24 Geo. V, c. 18.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 6.—Loi modifiant la Loi des assurances de Québec, en ce qui regarde l'ajustement des réclamations.—Présentation (M. Stockwell), 28; 2e lect.; comité pl., rapp. progrès; renv. à comité publics, 46. Résolution renv. à comité pl., 220; rapporté, 289; comité pl., recommandation, 307; 1ère lect. de res., 308; 2e lect. et adoption sur div., 311; bill comité pl., rapporté avec amds, concours, 311; 3e lect. div., 316.

No 7.—Loi modifiant la Loi des huissiers.—Présentation (M. Taschereau), 17; renv. à comité, 23; rapporté, 44; com. pl., rapporté, 3e lect. div., 65. Message du C. L., 126. Sanction, 226. (24 Geo. V, c. 7.)

No 8.—Loi modifiant l'article 599 du Code de procédure civile concernant l'insaisissabilité de certains traitements et salaires.—Présentation (M. Taschereau), 17; renv. à comité, 24; rapporté, 237; comité pl., rapporté, 3e lect., 261. Message du C. L., 368. Sanction, 450. (24 Geo. V, c. 78.)

No 9.—Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile concernant les jours fériés.—Présentation (M. Taschereau), 18; renv. à comité, 24; rapporté, 44; comité pl., rapporté, 3e lect., 54. Message du C. L., 106. Sanction, 226. (24 Geo. V, c. 74.)

No 10.—Loi modifiant la Loi des mines de Québec.—Présentation (M. Perrault), 18; résolution renv. à comité, 19; recomm., comité pl., progrès, 194; de nouveau en comité pl., 194; 1ère et 2e lect. de rés., 195. 2e lect. du bill, comité pl., progrès, 195; adoption résolution, 202. de nouveau comité pl. sur bill; rapporté avec amds, concours, 202. 3e lect. div., 205. Message du C. L. avec amds, 263; 1ère lect., 263; 2e lect. div., 269; adoption sur div., 277. Sanction, 450. (24 Geo. V, c. 29.)

No 11.—Loi modifiant la Loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres.—Présentation (M. Godbout), 21; renv. à comité, 32; rapporté, 89; appel du bill en comité pl., ordre révoqué; renv. au comité b. publics, 111; rapporté, 225; comité pl., rapporté, 3e lect., 251. Message du C. L. avec amds, 434. 2e lect. et concours sur div., 435. Sanction, 450. (24 Geo. V, c. 73.)

No 12.—Loi modifiant la Loi des jurés relativement à leur indemnité.—Résolution renv. à comité, 19; recommandation du L. G., comité pl., 46; 1ère lect., 47; 2e lect., 53; adoption, 65; bill présenté (M. Taschereau), 65; 2e, div., 3e lect. div. 79. Message du C. L., 134. Sanction, 226. (24 Geo. V, c. 45).

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 13.—Loi modifiant la Loi des convictions sommaires de Québec concernant la comparution des prisonniers.—Présentation (M. Taschereau), 21; à l'appel de 2e lect. l'ordre révoqué; bill retiré, 42.

No 14.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations.—Présentation (M. Stockwell), 59; rés. renv. à comité pl., 64; en comité pl., recomm., progrès, 136; de nouveau comité pl., progrès, 203; de nouveau en comité pl., progrès, 214; de nouveau en com. pl., 250; 1ère lect. de rés., 2e lect. div., 251; adoption sur div., 256. 2e lect. du bill, div., comité pl., rapporté avec amdts, 1ère lect., 257; 2e lect. div., 264; adoption, div., 269; 3e lect. div., 277. Message du C. L., 368. Sanction, 450. (24 Geo. V, c. 13.)

No 15.—Loi modifiant la Loi de la gazoline.—Présentation (M. Stockwell), 21; résolution renv. à comité, 93; 2e lect. div., comité pl., progrès, 111. Rés., recomm. du L. G., en comité pl., 1ère lect. de rés., 112; 2e lect. res. sur div., 136; adoption sur div., 163; bill en comité pl., progrès, 182; de nouveau comité pl., rapporté, 3e lect. div., 202. Message du C. L., 225. Sanction, 226. (24 Geo. V, c. 16.)

No 16.—Loi concernant la contribution du gouvernement pour assurer le succès des fêtes du troisième centenaire de la fondation de la cité des Trois-Rivières.—Résolutions renv. à comité, 18; comité pl., recommandation, concours, 84, 85. Bill présenté (M. Taschereau), 85; 2e et 3e lect., 85. Message du C. L., 126. Sanction, 226. (24 Geo. V, c. 5.)

No 17.—Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques pour confier au procureur général la surveillance et la poursuite des infractions.—Présentation (M. Stockwell), 184; 2e lect. div., renv. à comité, 379; rapporté, 382; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 402. Message du C. L., 434. Sanction, 450. (24 Geo. V, c. 17.)

No 18.—Loi modifiant la Loi des convictions sommaires de Québec concernant les comparutions.—Présentation (M. Taschereau), 22; renv. à comité, 55; rapporté, 57; en comité pl., rapporté, 3e lect. div., 116. Message du C. L. avec amdts, 309; 1ère lect., 2e lect. et concours sur div., 309. Sanction, 451. (24 Geo. V, c. 49.)

No 19.—Loi modifiant la loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires et concernant la vente obligatoire de certains immeubles pour taxes.—Présentation (M. Taschereau), 184;

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

motion de 2e lect., amdt proposé, rejeté, 2e lect. sur div. renv. à comité, 278; rapporté, 357; comité pl., progrès, 394; de nouveau comité pl., rapporté avec amdts, concours; motion pour 3e lect., amdt proposé, vote, 398; amdt rejeté; 3e lect. vote, 399. Message du C. L. avec amdts, 437; 1ère lect., 437; 2e lect. et concours sur division, 439. Sanction, 451. (24 Geo. V, c. 71.)

No 20.—Loi modifiant la Loi des établissements industriels.—Présentation (M. Arcand), 118; 2e lect. comité pl., progrès, ordre de renv. à comité b. publics, 171, 172; rapporté, 178; comité pl., rapporté avec amdts, concours, 3e lect., 222. Message du C. L. avec amdts, 293; concours, 293. Sanction, 451. (24 Geo. V, c. 55.)

No 21.—Loi modifiant la Loi de l'instruction publique concernant la perception des taxes scolaires.—Présentation (M. Taschereau), 22; renv. à comité, 32; rapporté, 44; comité pl., rapporté, 3e lect., 54. Message du C. L., 110. Sanction, 226. (24 Geo. V, c. 40.)

No 22.—Loi concernant la municipalisation de l'électricité.—Présentation (M. Taschereau), 22; l'ordre appelle 2e lect., motion; amndt proposé, débat ajourné sur amdt, 390; reprise du débat, 422; sous-amendement proposé; objection, l'orateur réserve décision, 423; l'orateur rend décision: sous amendement régulier, 425; reprise du débat sur sous-amdt, 439, rejeté sur div., 440; amdt., vote, rejeté, 440, 441; débat ajourné sur motion principale, 441.

No 23.—Loi modifiant la Loi des sociétés historiques.—Présentation (M. David), 23; renv. à comité, 32; rapporté, 44; comité pl., rapporté 3e lect., 55. Message du C. L., 106. Sanction, 226. (24 Geo. V, c. 68.)

No 24.—Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1934 et le 30 juin 1935 et pour d'autres fins du service public.—Présentation (M. Stockwell), 2e et 3e lect., 448. Message du C. L., 450. Sanction, 454. (24 Geo. V, c. 1.)

No 25.—Loi modifiant la Loi relative aux mécaniciens de machines fixes.—Présentation (M. Arcand), 118. 2e lect., renv. à comité pl., 183; en comité pl., rapporté avec amdts dans le titre et le dispositif; 1ère et 2e lect. des amdts, 208; adoption 214; 3e lect. div., 220. Message du C. L., 286. Sanction, 451. (21 Geo. V, c. 57.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 26.—Loi modifiant la Loi de la prévention des incendies.—Présentation (M. Francœur), 90; 2e lect. div., comité pl., rapporté; 112. L'ordre du jour appelle 3e lect., ordre révoqué, renv. au comité pl., en comité, rapporté amend., 1ère lect., 116; 2e lect. de l'amend., 123; amend. adopté; 3e lect., proch. séance, 136; 3e lect. divi., 151. Message du C. L., 194. Sanction, 226. (24 Geo. V, c. 54.)

No 27.—Loi modifiant la Loi des enquêtes sur les incendies.—Présentation (M. Francœur), 90; 2e lect., comité pl., rapporté avec amend., 3 lect. division, 116. Message du C. L., 134. Sanction, 226. (24 Geo. V, c. 53.)

No 28.—Loi concernant la distribution de circulaires, dans les cités et villes, pour fins d'assemblées publiques.—Présentation (M. David), 37; 2e lect., comité pl., rapp. progrès, renv. à comité b. publics, 65; rapporté, 89; l'ordre appelle b. en comité pl., ordre révoqué, renv. à comité b. publics, 133, 134; rapporté, 344; comité pl., rapporté avec certains amdts dont un dans le titre; 1ère lect. des amdts; 2e lect. et adoption sur div.; 3e lect. sur div. avec titre: "Loi concernant certaines assemblées publiques dangereuses pour l'ordre public, social ou religieux, 403. Sanction, 451. (24 Geo. V, c. 51.)

No 29.—Loi concernant les concours physiques.—Présentation (M. David), 37; renv. à comité, 66; rapporté, 74; comité pl., rapporté, 3e lect. div. 84. Message du C. L. avec amend., 135. Concours, 135. Sanction, 226. (24 Geo. V, c. 48.)

No 30.—Loi modifiant la Loi des véhicules automobiles.—Présentation (M. Stockwell), 59; rés. renv. à comité pl., 65; recommandation, comité pl., progrès, 279; de nouveau en comité pl., 280; 1ère lect., 281, 2e lect. et adoption sur div., 283. 2e lect. bill, div., comité pl., progrès, 283; comité pl., progrès, 389; de nouveau comité pl., rapporté progrès, 391; de nouveau comité pl., ordre révoqué, bill retiré, 442.

No 31.—Loi modifiant la Loi de l'hygiène publique de Québec.—Présentation (M. David), 48; renv. à comité, 97; rapporté, 178; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 194. Message du C. L. avec amdts, 418; 1ère lect.; 2e lect. et concours sur div., 418. Sanction, 451. (24 Geo. V, c. 58.)

No 32.—Loi concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal.—Présentation (M. David), 90; renv. à comité, 113; rap-

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

porté, 237; comité pl., rapporté, 3e lect., 261. Message du C. L. avec amdts, 365. 1ère lect., 2e lect et concours sur div., 366. Sanction, 451. (24 Geo. V, c. 43.)

No 33.—Loi modifiant la Loi du salaire minimum des femmes.—Présentation (M. Arcand), 119; 2e lect., comité pl., progrès, 164; de nouveau comité pl., rapporté avec amdts, concours, 208; l'ordre appelle 3e lect., amdt proposé, adopté; comité pl., rapporté avec un amdt, concours, 275. Sanction, 451. (24 Geo. V, c. 31.)

No 34.—Loi prolongeant d'une année la Loi des assurances de Québec, 1933, (dispositions temporaires).—Présentation (M. Stockwell), 91; 2e lect. div., comité pl., rapporté, 3e lect. div., 182. Message du C. L., 222. Sanction, 226. (24 Geo. V, c. 66.)

No 35.—Loi concernant le pont de la baie de Gaspé.—Rés. renv. à comité pl., 64; recom. du L. G., en comité pl., concours, 103 à 105. Bill présenté (M. Francœur), 105; 2e lect., 105; 3e lect. div., 111. Message du C. L., 169. Sanction, 226. (24 Geo. V, c. 3.)

No 36.—Loi modifiant la Loi de l'adoption relativement à l'inscription du jugement d'adoption au registre de l'état civil.—Présentation (M. Taschereau), 48; renv. à comité, 97; rapporté, 117; comité pl., rapporté, 3e lect., 134. Message du C. L., 194. Sanction, 226. (24 Geo. V, c. 60.)

No 37.—Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail.—Présentation (M. Arcand), 59; 2e lect., renv. au comité pl., 112; l'ordre appelle à comité pl., ordre révoqué, renv. à comité b. publics, 280; rapporté, 315; comité pl., rapporté, 3e lect., 325. Message du C. L. avec amdts, 401; 1ère lect. 2e lect. et concours sur div., 402. Sanction, 451. (24 Geo. V, c. 56.)

No 38.—Loi concernant l'établissement de fermes pour y recevoir les personnes à leur sortie de prison.—Présentation (M. Taschereau), 59; rés. renv. à comité pl., 65; recomm., comité pl., 257; concours, 258; 2e lect. du bill, comité pl., rapporté, 3e lect. div., 259. Message du C. L. avec amdts, 384; concours, 384. Sanction, 451. (24 Geo. V, c. 47.)

No 39.—Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles.—Présentation (M. Godbout), 87; motion pour 2e lect., vote, 182, adoptée,

BILLS:—*Suite.*

183; renv. à comité pl., 183; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 278. Message de C. L., 357. Sanction, 451. (24 Geo. V, c. 26.)

No 40.—Loi modifiant la Loi des employés publics relativement au cautionnement de ceux qui sont salariés par le gouvernement.—Présentation (M. Stockwell), 91; 2e lect. div., comité pl., progrès, 126. Résolution renv. à comité pl., 142; comité pl. (recommandation), 252; 1ère lect. de rés., 252; 2e lect., 257; adoption sur div., 263. Bill de nouveau comité pl., rapporté avec un amdt dans le titre; “Loi modifiant la Loi des Employés publics relativement au cautionnement des officiers ou employés publics”; 1ère lect., 263; 2e lect., div., 272; adoption sur div., 277; 3e lect. div., 277. Message du C. L., 357. Sanction, 451. (24 Geo. V, c. 8.)

No 41.—Loi autorisant l’organisation d’une loterie pour fins éducationnelles et d’assistance publique.—Présentation (M. David), 114. Résolutions renv. à comité pl., 115; recommandation, comité pl., 269; 1ère et 2e lect. des rés., 270; adoption, div., 277. 2e lect. bill, div., 277; 3e lect., div. 278. Message du C. L., 309. Sanction, 451. (24 Geo. V, c. 6.)

No 42.—Loi modifiant la Loi du régime des eaux courantes relativement à certaines expropriations.—Présentation (M. Mercier), 90; renv. à comité, 182; rapporté, 357; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 373. Message du C. L. avec amdts, 425; 1ère lect., 425; 2e lect. et concours sur div., 429. Sanction, 451. (24 Geo. V, c. 23.)

No 43.—Loi pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l’enregistrement de certains actes s’y rapportant.—Présentation (M. Mercier), 119; résolutions renv. à comité pl., 123; recommandation, comité pl., progrès, 165; de nouveau comité pl., progrès, 308; de nouveau comité pl., progrès, 317; de nouveau comité pl., 317; 1ère lect. rés., 318; ordre appelle 2e lect.; amdt proposé, vote, 334; rejeté; 2e lect., adoption sur div., 335; ordre appelle 2e lect., motion, vote, 341, adoptée, 2e lect., comité pl., progrès, 342; de nouveau comité pl., rapporté avec amdts, 1ère lect., 343; 2e lect. et adoption sur div., 352; motion de 3e lect. proposée; amndt proposé, 352 amdt rejeté sur vote, 353, 3e lect. après vote, 353. Message du C. L., 424. Sanction, 451. (24 Geo. V, c. 21.)

No 44.—Loi relative aux opérations forestières et aux bûcherons.—Présentation (M. Mercier), 90, résolutions renv. à comité pl., 161, recomm., comité pl., progrès, 206, de nouveau comité pl., progrès, 229, 230, 234, de nouveau comité pl., 1ère lect. des rés., 235, 236, 2e lect. div.,

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: “Documents de la Session” et “Questions”.

BILLS:—*Suite.*

248. 2e lect. du bill, comité pl., progrès, 249; adoption des rés. sur div., 262. Bill de nouveau comité pl., rapporté avec un amdt, concours, 272; motion de 3e lect., amdt proposé, vote, rejeté, 273; 3e lect., 274. Message du C. L. avec amdts, 418; concours, 418. Sanction, 451. (24 Geo. V, c. 22.)

No 45.—Loi modifiant la Loi des poseurs de tuyauterie.—Présentation (M. Arcand), 119; résolutions renv. à comité pl., 182; 2e lect. du bill sur div., renv. à comité pl., 183. Recomm. des rés., comité pl., 195; 1ère et 2e lect. des rés., 196; adoption de res. sur div., 198. Bill en comité pl., rapporté, 3e lect. div., 199. Message du C. L. avec amdts, 263; concours, 263. Sanction, 451. (24 Geo. V, c. 52.)

No 46.—Loi modifiant le Code municipal.—Présentation (M. Taschereau), 117; renv. à comité, 164; rapporté, 208; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 220. Message du C. L. avec amdts, 368; 1ère lect., 369; 2e lect. et concours sur div., 376. Sanction, 451. (24 Geo. V, c. 83.)

No 48.—Loi concernant l'approbation de certains plans et livres de renvoi par les autorités municipales.—Présentation (M. Taschereau), 117; renv. à comité, 163; rapporté, 197; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 205. Message du C. L., 226, comme suit: "Loi relative à l'approbation des subdivisions de terrains par les autorités municipales en ce qui concerne les rues et ruelles", 226, Sanction, 226. (24 Geo. V, c. 70.)

No 49.—Loi modifiant la Loi des cités et villes.—Présentation (M. Taschereau), 118; renv. à comité, 164; rapporté, 208; comité pl., rapporté, 3e lect., 221. Message du C. L., 264. Sanction, 451. (24 Geo. V, c. 33.)

No 50.—Loi modifiant la Loi de la Commission municipale de Québec.—Présentation (M. Taschereau), 118; renv. à comité, 249; rapporté, 321; comité pl., rapporté, 3e lect., div., 379. Message du C. L. avec amdts, 425; 1ère lect., 425; 2e lect., et concours sur div., 429. Sanction, 451. (24 Geo. V, c. 35.)

No 51.—Loi concernant les conventions des corporations municipales ou scolaires avec leurs créanciers.—Présentation (M. Taschereau), 118; renv. à comité, 164; rapporté, 321; comité pl., rapporté, 3e lect., 340. Message du C. L. avec amdts, 387; 1ère lect.; 2e lect. et concours, div., 387. Sanction, 451. (24 Geo. V, c. 36.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 52.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement à la signature de certains jugements.—Présentation (M. Taschereau), 115, renv. à comité, 123; rapporté, 197; comité pl., progrès, 205; de nouveau comité pl., rapporté, 3e lect., 215. Message du C. L., 261. Sanction, 451. (24 Geo. V, c. 44.)

No 54.—Loi concernant le rachat des obligations de la Province pour lesquelles aucun fonds d'amortissement n'a été établi.—Résolution renv. à comité pl., 123; recommandation, comité pl., 163; 1ère et 2e lect. de résol., 163. Adoption, 173. Bill présenté (M. Stockwell), 173; 2e lect., comité pl., progrès, 190; de nouveau comité pl., rapp. avec amnd., concours, 3e lect., 191. Message du C. L., 226. Sanction, 226. (24 Geo. V, c. 2.)

No 57.—Loi relative aux taux de l'électricité.—Présentation (M. Taschereau), 156; 2e lect. div., renv. à comité pl., 394; comité pl., rapporté avec un amdt, concours, 3e lect., div., 419. Message du C. L., 437. Sanction, 451. (24 Geo. V, c. 10.)

No 58.—Loi modifiant la Loi des pensions.—Résolution renv. à comité pl., 123. Motion pour présentation du bill (M. Stockwell); objection; l'orateur réserve décision, 178; décision, déclare motion irrégulière, 184. Recomm. de la rés., comité pl., 251; 1ère et 2e lect. de rés., 252; adoption sur div., 257. Bill présenté (M. Stockwell), 257; 2e lect. div., comité pl., rapporté avec un amdt, 1ère et 2e lect., 265; adoption sur div., 269. 3e lect., div., 277. Message du C. L., 357. Sanction, 451. (24 Geo. V, c. 9.)

No 59.—Loi modifiant la Loi de l'assistance publique de Québec.—Motion pour présentation (M. David), 165; objection, décision de l'Orateur, objection maintenue, 165. Présentation (M. David), 198; renv. à comité, 251; rapporté, 274; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 320. Message du C. L. avec amdts, 1ère lect., 2e lect. et concours sur div., 402. Sanction, 451. (24 Geo. V, c. 59.)

No 60.—Loi modifiant la Loi de l'instruction publique.—Résolution renv. à comité pl., 168. Bill présenté (M. David), 170. Rés. comité pl., recommandation; 1ère et 2e lect. de rés., 172, 173. 2e lect. du bill sur div., renv. à comité b. publics, 183. Adoption de rés. 194; renv. au comité chargé du bill, 194; bill rapporté, 237; comité pl., rapporté avec un amdt, concours, 3e lect., 261. Message du C. L. avec amdts, 293;

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

1ère lect. 294; 2e lect., concours sur div., 311. Sanction, 451. (24 Geo. V, c. 39.)

No 61.—Loi modifiant la Loi de la police et du bon ordre relativement à la prévention et à la répression d'infractions à des lois particulières.—Présentation (M. Taschereau), 156; résolutions renv. à comité pl., 161; 2e lect. du bill, renv. à comité b. publics, 355; rapporté, 368. Recommandation du L. G., comité pl. sur rés., 371; 1ère lect. des rés., 372; 2e lect. div., 376; adoption sur div., 380; bill en comité pl., rapporté, 3e lect. div., 389. Message du C. L., 424. Sanction, 451. (24 Geo. V, c. 50.)

No 62.—Loi modifiant la Loi du département du procureur général relativement à la direction des poursuites pour infractions à des lois particulières.—Présentation (M. Taschereau), 156; l'ordre appelle 2e lect., ordre révoqué, bill retiré, 265.

No 63.—Loi modifiant la Loi des dettes et emprunts municipaux concernant les émissions d'obligations.—Présentation (M. Taschereau), 274; 2e lect. div., comité pl., rapporté, 341; 3e lect. div., 342. Message du C. L., 387. Sanction, 451. (24 Geo. V, c. 34.)

No 64.—Loi modifiant la Loi des produits laitiers.—Présentation (M. Godbout), 253. Résolution renv. à comité, 256, recommandation, comité pl., progrès, 279; de nouv. comité pl., 318; 1ère lect. rés., 319; 2e lect., adoption div., 324; renv. à comité, 330; rapporté, 331, comité pl., progrès, 356. de nouveau comité pl., rapporté, avec amdts, concours 376; ordre appelle 3e lect., ordre révoqué, ordre que bill soit renvoyé de nouveau comité pl., comité pl., rapporté avec amdt., concours, 3e lect., 381. Sanction, 451. (24 Geo. V, c. 27.)

No 65.—Loi concernant le rachat de terrains détenus en vertu d'un contrat de louage, d'un bail à rente ou constitué dans certains districts électoraux.—Présentation (M. Taschereau), 185; renv. à comité, 207; rapporté, 321; comité pl., rapporté avec amdts, concours, 3e lect. div., 355. Message du C. L., 395. Sanction, 451. (24 Geo. V, c. 69.)

No 66.—Loi concernant la ville de Black Lake.—Présentation (M. Taschereau), 185; renv. à comité, 203; rapporté, 204; comité pl., rapporté, 3e lect. division, 215. Message du C. L., 357. Sanction, 451. (24 Geo. V, c. 103.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 68.—Loi modifiant la Loi des assurances de Québec relativement aux sociétés de secours mutuels.—Présentation (M. Stockwell), 217, renv. à comité, 253; rapporté, 289; comité pl., rapporté, 3e lect., div., 336. Message du C. L., 387. Snaction, 451. (24 Geo. V, c. 65.)

No 69.—Loi modifiant la Loi du prêt agricole de Québec pour diminuer les frais d'enregistrement des actes et les frais sur les procédures.—Présentation (M. Taschereau), 217. Résolution renv. à comité pl., 220; recommandation, comité pl., progrès, 324. 2e lect. du bill, renv. à comité bl publics, 325. Résolution de nouveau comité pl., 335; 1ère lect. rés., 2e lect. et concours, 335.; rapporté, 338; comité pl., rapporté, 3e lect., 372. Message du C. L., 395. Sanction, 452. (24 Geo. V, c. 25.)

No 70.—Loi modifiant la Loi des licences relativement aux distributeurs automatiques.—Présentation (M. Stockwell), 218. Résolution renv. à comité pl., 220; comité pl., 319; 1ère lect. rés., 320; 2e lect. et adoption, sur div., 325. 2e lect. du bill div., comité pl., rapporté, 329; l'ordre appelle 3e lect., ordre révoqué, ordre que bill soit renv. de nouveau à comité pl.; comité pl., rapporté avec un amdt, concours; 3e lect. div., 333. Message du C. L., 384. Sanction, 452. (24 Geo. V, c. 12.)

No 71.—Loi modifiant la Loi des renseignements sur les compagnies de cimetièrre.—Présentation (M. David), 321; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 340. Message du C. L., 395. Sancyion, 452. (24 Geo. V, c. 63.)

No 72.—Loi concernant la municipalité scolaire de Low-Sud.—Présentation (M. David), 368; renv. à comité, 376; rapporté, 377; comité pl., progrès; ordre que le bill soit de nouveau renv. à comité b. publics, 390; rapporté, 393; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 398. Message du C. L., 424. Sanction, 452. (24 Geo. V, c. 108.)

No 73.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.—Présentation (M. Godbout), 275; 2e lect., comité pl., rapporté, 330; 3e lect., 334. Message du C. L., 384. Sanction, 452. (24 Geo. V, c. 123.)

No. 75.—Loi permettant à Jalmor Frederick Susta, de changer son nom en celui de Charles Jalmor Frederick Anderson.—Pétition, 19; rapport, 27. Bill présenté (M. Drouin), 28; renv. à comité, 43; rapporté, 89; comité pl., rapporté, 3e lect., 113. Message du C. L., 169. Sanction, 226. (24 Geo. V, c. 138.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 76.—Loi modifiant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec.—Pétition, 27; rapport, 36. Bill présenté (M. Crête), 36; renv. à comité, 55; rapporté, 138; comité pl., rapporté, 3e lect., 153. Message du C. L. avec amdts, 232; concours, 232. Sanction, 452. (24 Geo. V, c. 124.)

No 77.—Loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre Thomas Joseph McNally au nombre de ses membres.—Pétition, 27; rapport, 57. Bill présenté (M. Gault), 58; renv. à comité, 79; rapporté, 89; comité pl., rapporté, 3e lect., 99. Message du C. L., 169. Remboursement tous frais add., 351. Sanction, 227. (24 Geo. V, c. 133.)

No 78.—Loi constituant en corporation *The Better Business Bureau of Montreal*.—Pétition, 57; rapport, 79. Bill présenté (M. Cohen), 80; 2e lect. div. renv. à comité, 88; rapporté, 231.

No 79.—Loi étendant les pouvoirs de la *International Advent Christian Conference*.—Pétition, 12; rapport, 20. Bill présenté (M. Tascheureau, Bellechasse), 20; renv. à comité, 32; rapporté, 74; comité pl., rapporté, 3e lect., 85. Message du C. L., 134. Sanction, 227. (24 Geo. V, c. 119.)

No 80.—Loi modifiant la charte de la cité de Hull.—Pétition, 11; rapport, 20. Bill présenté (M. Guertin), 21; renv. à comité, 32; rapporté, 156; comité pl., rapporté, 3e lect., 169. Message du C. L., 225. Sanction, 227. (24 Geo. V, c. 92.)

No 81.—Loi modifiant la charte de la ville de Mont-Royal.—Pétition, 35; rapport, 44. Bill présenté (M. Francœur, Montréal-Dorion), 44; renv. à comité, 55; rapporté, 331; comité pl., rapporté, 3e lect., 355. Message du C. L., 434. Sanction, 452. (24 Geo. V, c. 102.)

No 82.—Loi refondant la charte de la Corporation du Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière.—Pétition, 27; rapport, 36. Bill présenté (M. Casgrain), 37; renv. à comité, 55; rapporté, 89; comité pl., progrès, 99; de nouveau comité pl., rapporté, 3e lect., 100. Message du C. L., 169. Remboursement des droits, 233. Sanction, 227. (24 Geo. V, c. 112.)

No 83.—Loi constituant en corporation l'Ecole Supérieure d'Agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière.—Pétition, 27; rapport, 36; Bill présenté (M. Casgrain), 37; renv. à comité, 55; rapporté, 89; comité pl.,

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

rapporté, 3e lect., 100. Message du C. L., 169. Remboursement des droits, 233. Sanction, 227. (24 Geo. V, c. 113.)

No 84.—Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme.—Pétition, 35; rapport, 44. Bill présenté (M. Dansereau), 44; renv. à comité, 66; rapporté, 98; l'ordre appelle b. comité pl., ordre révoqué, renv. à comité b. privés, 134; rapporté, 138; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 154. Message du C. L. avec amdts, 293; 1ère lect., 294; 2e lect.; concours sur div., 312. Sanction, 452. (24 Geo. V, c. 98.)

No 85.—Loi validant certains actes concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque.—Pétition, 11; rapport, 20. Bill présenté (M. Bercovitch), 21; renv. à comité, 33; rapporté, 74; comité pl., progrès, 85; de nouveau en com. pl., rapporté, 3e lect. div., 113. Message du C. L. avec amend., 169; concours, 169. Sanction, 227. (24 Geo. V, c. 130.)

No 86.—Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.—Pétition, 35; rapport, 44. Bill présenté (M. Bercovitch), 44; renv. à comité, 55; rapporté, 109; ordre appelle b. comité pl., débat ajourné, 136; reprise du débat, 150; comité pl., 3e lect. div., 151. Message du C. L. avec amdts, 204; 1ère et 2e lect., 205; concours sur div., 214. Sanction, 227. (24 Geo. V, c. 95.)

No 87.—Loi changeant le nom de Andrew Dawes Porteous en celui de Andrew Dawes.—Pétition, 12; rapport, 20. Bill présenté (M. Taschreau, Bellechasse), 21; renv. à comité, 32; rapporté, 57; comité pl., 3e lect., 78. Message du C. L., avec amend., 169; concours, 170. Sanction, 227. (24 Geo. V, c. 135.)

No 88.—Loi concernant la Maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal.—Pétition, 35; rapport, 57. Bill présenté (M. Cohen), 58; renv. à comité, 79; rapporté, 184; comité pl., rapporté, 3e lect., 206. Message du C. L., 264. Remboursement droits ordinaires et spéciaux, 405. Message du C. L., 424. Sanction, 452. (24 Geo. V, c. 111.)

No 89.—Loi modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt.—Pétition, 27; rapport, 36. Bill présenté (M. Gabias), 36; renv. à comité, 55; rapporté, 79; comité pl., rapporté, 3e lect., 88. Message du C. L. avec amdts, 204; concours, 204. Sanction, 227. (24 Geo. V, c. 131.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 90.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.—Pétition 12; rapport, 57. Bill présenté (M. Vautrin), 58; renv. à comité, 78; rapporté, 138; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 162. Message du C. L. avec amdts, 232; concours, 232. Sanction, 452. (24 Geo. V, c. 42.)

No 91.—Loi constituant en corporation la ville de Lamaque.—Pétition, 27; rapport, 36. Bill présenté (M. Taschereau, Bellechasse), 37; renv. à comité, 55; rapporté, 344; comité pl., rapporté avec un amdt au titre, 1ère et 2e lect., adoption div., motion de 3e lect., vote, 374; 3e lect., avec changement dans le titre: “Loi constituant en corporation la ville de Bourlamaque”, 375. Message du Conseil Législatif “Loi constituant en corporation la ville de Bourlamaque, 424. Sanction, 452. (24 Geo. V, c. 105.)

No 93.—Loi modifiant la charte de l'Hôpital Notre-Dame, à Montréal.—Pétition présentée (susp. règl.), 56; lue et reçue, 73; rapport, 79. Bill présenté (M. Fauteux), 80; renv. à comité, 88; rapporté, 126; comité pl., rapporté, 3e lect., 151. Message du C. L., 198. Remboursement droits ord. et add., 340. Sanction, 227. (24 Geo. V, c. 110.)

No 94.—Loi concernant la succession de feu Charles Colmore Grant, baron de Longueuil.—Pétition présentée (susp. règl.), 56; lue et reçue, 73; rapport, 79. Bill présenté (M. Fauteux), 80; renv. à comité, 88; rapporté, 138; comité pl., rapporté, 3e lect., 153. Message du C. L., 198. Sanction, 227. (24 Geo. V, c. 128.)

No 95.—Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.—Pétition, 36; rapport, 44. Bill présenté (M. Lafleur), 45; renv. à comité, 78; rapporté, 138; comité, pl., rapporté, 3e lect. div., 162. Message du C. L., avec amdts, 275; 1ère lect., 276; 2e lect. et concours sur div., 284. Sanction, 452. (24 Geo. V, c. 90.)

No 96.—Loi concernant *The Church Society of the Diocese of Quebec*.—Pétition, 19; rapport, 27. Bill présenté (M. Gault), 28; renv. à comité, 43; rapporté, 57; comité pl., 3e lect., 78. Message du C. L., 134. Remboursement des honoraires, 261. Sanction, 227. (24 Geo. V, c. 117.)

No 97.—Loi concernant l'administration de certains biens de l'Union des municipalités de la province de Québec.—Pétition présentée, lue et reçue (susp. règl.), 97; rapport, 110. Susp. règl., bill présenté

BILLS:—*Suite.*

(M. Saintonge), 110; renv. à comité, 125; rapporté, 177; comité pl., rapporté avec amdts, concours, 3e lect., 223. Message du C. L., 357. Remboursement droits ord. et additionnels, 392. Sanction, 452. (24 Geo. V, c. 109.)

No 98.—Loi concernant la succession de feu dame Fortunate Blanchard.—Pétition, 27; rapport, 36; Bill présenté (M. Plante), 37; renv. à comité, 55; rapporté, 197; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 207. Message du C. L., 264. Sanction, 452. (24 Geo. V, c. 126.)

No 99.—Loi modifiant la charte de la cité de Grand'Mère.—Pétition, 19; rapport, 27. Bill présenté (M. Crête), 28; renv. à comité, 43; rapporté, 232; comité pl., rapporté, 3e lect., 248. Message du C. L., avec amdts, 365; concours, 365. Sanction, 452. (24 Geo. V, c. 97.)

No 100.—Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.—Pétition, 27. Pétition, the "*The Sisters of Service of Canada*" demandant amend. *re* article 362*b* de la charte, présentée, lue et reçue (susp. règl.), 73; rapport, 86. Bill présenté (M. Gabias), 86; renv. à comité, 113; rapporté avec amdts, et recommandation que le bill soit imprimé de nouveau pour la Chambre, 315; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 343. Message du C. L. avec amdts, 418; 1ère lect., 419, ordre appelle 2e lect. des amdts, 438; motion; amdt proposé, adopté sur div., 2e lect. des amdts du C. L., concours sur division, 438. Message du C. L. informant qu'il a agréé les amdts de l'Assemblée, 450. Sanction, 452. (24 Geo. V, c. 87.)

No 101.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Marcel Poulin, des cité et district de Montréal, à l'étude de la profession d'avocat, sans examen.—Pétition, 19; rapport, 27. Bill présenté (M. Dugas), 27; renv. à comité, 43; rapporté, 58; comité pl., rapporté, 3e lect., 78. Message du C. L., 134. Sanction, 227. (24 Geo. V, c. 132.)

No 102.—Loi concernant la charte de la cité de Montréal.—Pétition, 43; rapport, 48. Bill présenté (M. Rhéaume), 48; renv. à comité, 66; rapporté, 321; comité pl., rapporté, 3e lect., 336. Message du C. L. avec amdts, 425; 1ère lect., 425; concours, 429. Sanction, 452. (24 Geo. V, c. 89.)

No 103.—Loi refondant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.—Pétition, 43; rapport, 89; Bill présenté (M. Phaneuf), 90; renv. à comité,

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite*.

151; rapporté, 197; comité pl., rapporté avec amdt, 1ère et 2e lect., 223; adoption sur div., 230; 3e lect. div., 230. Message du C. L. avec amendts, 401; 1ère lect., 401; ordre appelle 2e lect. des amdt, ordre révoqué; ordre que bill tel qu'amendé par C. L. soit renvoyé au comité pl., comité pl., rapporté qu'il a examiné bill et amdt et qu'il les a adoptés; 2e lect. des amdt; concours, 413, 414. Sanction, 452. (24 Geo. V, c. 94.)

No 104.—Loi modifiant la charte de la corporation des révérends pères Oblats de l'Immaculée Conception de Marie.—Pétition, 12; rapport, 20. Bill présenté (M. Taschereau, Bellechasse), 20; renv. à comité, 32; rapporté, 217; comité pl., rapporté, 3e lect., 230. Remboursement de tous droits, 285. Message du C. L., 384. Sanction, 452. (24 Geo. V, c. 115.)

No 105.—Loi constituant en corporation "L'Orphelinat agricole de Saint-Ferdinand d'Halifax".—Pétition, 26; rapport, 57. Bill présenté (M. Bélanger), 58; renv. à comité, 78; rapporté, 89; en comité pl., rapporté, 3e lect., 105. Message du C. L., 169. Remboursement des droits, 193. Remboursement des droits add., 329. Sanction, 227. (24 Geo. V, c. 114.)

No 106.—Loi concernant les coiffeurs pour dames de la province Québec.—Pétition présentée (susp. règl.), 56; lue et reçue, 73; rapport, 79. Bill présenté (M. Fauteux), 80; renv. à comité, 88; rapporté, 156; comité pl., rapporté avec amend., concours, 3e lect., 172. Message du C. L. avec amdt, 263; 1ère lect., 263; 2e lect., concours sur div., 271. Remboursement tous droits add., 329. Sanction, 452. (24 Geo. V, c. 125.)

No 107.—Loi établissant et définissant les pouvoirs d'une corporation devant être connue sous le nom de "Syndics de l'église de l'Ascension de Notre-Seigneur de Westmount".—Pétition, 36; rapport, 57. Bill présenté (M. Smart), 58; renv. à comité, 78; rapporté, 98, l'ordre appelle b. en comité pl., ordre revoqué, renv. à comité b. publics, 134; rapporté, 155; comité pl., rapporté, 3e lect., 168. Remboursement des hon. ord. et add., 285. Message du C. L. avec amdt, 401; 1ere lect., 401; 2e lect. et concours, 406. Sanction, 452. (24 Geo. V, c. 118.)

No 108.—Loi modifiant les limites du territoire de la corporation scolaire de la paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice dans le comté de Saint-Jean.—Pétition, 35; rapport, 44. Bill présenté (M. Bouthillier), 45; renv. à comité, 66; rapporté, 267. Remboursement des hon. ord. et add., 285.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 109.—Loi modifiant la charte de la ville de Hampstead.—Pétition, 35; rapport, 57. Bill présenté (M. Bercovitch), 58; renv. à comité, 78; rapporté, 138; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 154. Message du C. L., 198. Sanction, 227. (24 Geo. V, c. 104).

No 110.—Loi concernant le testament de Louis-Jules Gaudry dit Bourbonnière.—Pétition, 43; rapport, 57. Bill présenté (M. Bachand), 58; renv. à comité, 78; rapporté, 117; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 135. Message du C. L. avec amdts, 204; concours, 205. Remboursement amendes, 340. Sanction, 227. (24 Geo. V, c. 127.)

No 111.—Loi constituant en corporation "l'Institut des Sœurs de Notre-Dame de Mont-Laurier".—Pétition, 36; rapport, 86. Bill présenté (M. Lortie), 86; renv. à comité, 94; rapporté, 117; comité p., rapporté, 3e lect., 135. Message du C. L., 225. Remboursement droits ord. et add., 424. Sanction, 227. (24 Geo. V, c. 116.)

No 112.—Loi concernant la paroisse de Notre-Dame de Lourdes.—Pétition, 43; rapport, 89. Bill présenté (M. Dugas), 90; renv. à comité, 113; rapporté, 204; comité pl., rapporté, 3e lect., 214. Message du C. L., 264. Remboursement des droits et amendes, 276. Sanction, 452. (24 Geo. V, c. 106.)

No 113.—Loi refondant la charte de la ville de Montréal-Est.—Pétition, 47; rapport, 89. Bill présenté (M. Filion, Laval), 93; renv. à comité, 109; rapporté, 156; comité pl., rapporté, 3e lect., 169. Message du C. L., avec amdts, 232; 1ère et 2e lect., 232; adoption, div.; 260. Sanction, 452. (24 Geo. V, c. 100.)

No 114.—Loi changeant le nom de *The Trafalgar Institute*.—Pétition (susp. règl.) présentée, 56; lue et reçue, 73; rapport, 86; Bill présenté (M. Gault), 86; renv. à comité, 94; rapporté, 117; comité pl., rapporté, 3e lect., 135. Message du C. L., 198. Remboursement des honoraires ordinaires et additionnels, 276. Sanction, 227. (24 Geo. V, c. 120.)

No 115.—Loi autorisant le changement d'un des coexécuteurs testamentaires de la succession de feu dame Marie-Blanche Rolland, épouse de Joseph-Henri Desrochers, médecin.—Susp. règl., pétition présentée et reçue, 155; rapport; adoption du rapport remise à prochaine séance, 225; rapport adopté sur div., 232. Règl. susp., bill présenté (M. Fortin),

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

1ère lect. sur division, 233; renv. à comité, 248; rapporté, 268. Remboursement hon. ord. et add., 285.

No 116.—Loi modifiant la charte de la ville de Laval-des-Rapides.—Susp. règl. Pétition présentée et reçue; bill présenté (M. Filion, Laval), 206; renv. à comité, 214; rapporté, 331; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 340. Message du C. L., avec amds, 434; 1ère lect., 435; concours, 438. Sanction, 452. (24 Geo. V, c. 101.)

No 117.—Loi concernant l'adoption de Rosa Mongrain.—Susp., règl. Pétition présentée et reçue, div., 207. Bill présenté, 208; renv. à comité, 214; rapporté, 308; comité pl., rapporté, 3e lect., 316. Message du C. L. avec amds, 401; 1ère lect., 402. Pétition de Rosa Mongrain *alias* Rosa Hardy lue et reçue, 404; 2e lect. et adoption sur div., 406. Remboursement amendes, 424. Sanction, 452. (24 Geo. V, c. 134.)

No 118.—Loi modifiant la charte de la Corporation de Crédit et d'entrepasage.—Susp. règl., pétition présentée et reçue. Bill présenté (M. Plante), 225, renv. à comité, 248; rapporté, 308; comité pl., rapporté 3e lect., 316. Message du C. L., 395. Sanction, 452. (24 Geo. V, c. 122.)

No 119.—Loi permettant à Samuel Julius Smilovitz de changer son nom de famille en celui de Samuel Julius Smiley.—Susp. règl., pétition présentée et reçue. Bill présenté (M. Bercovitch), 231; renv. à comité, 248; rapporté, 289; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 315. Message du C. L., 424. Remboursement amendes, 448. Sanction, 452. (24 Geo. V, c. 137.)

No 120.—Loi permettant à Max Schwartz à changer son nom de famille en celui de Max Herman Swards.—Règl. susp. Pétition présentée et reçue. Bill présenté (M. Bercovitch), 231; renv. à comité, 248; rapporté, 289; comité pl., progrès, 316; de nouveau comité pl., rapporté, 3e lect., 343. Message du C. L., 424. Remboursement amendes, 448. Sanction, 452. (24 Geo. V, c. 136.)

No 121.—Loi ratifiant certaines résolutions concernant les emprunts faits par les syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi.—Règl. susp. Pétition présentée et reçue. Bill présenté (M. Fortin), 260; renv. à comité, 266; rapporté, 289; comité pl., rapporté, 3e lect., 316. Remboursement droits ord. et add., 380. Message du C. L. avec amendts, 387; concours, 387. Sanction, 452. (24 Geo. V, c. 107.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 122.—Loi concernant les substitutions créées au testament de feu Louis-Ovide Grothé.—Règl. susp. Pétition présentée et reçue. Bill présenté (M. Dugas), 265; renv. à comité, 271. Remboursement de tous droits add., 329; rapporté, 357; comité pl., rapporté, 3e lect., 366. Message du C. L. avec amdts, 401; concours, 402. Sanction, 452. (24 Geo. V, c. 129.)

No 123.—Loi concernant les terres en culture dans la ville de Montréal-Ouest.—Règl. susp. Pétition présentée et reçue. Bill présenté (M. Rhéaume), 267; renv. à comité, 280; rapporté, 321; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 336. Remboursement amendes, 422. Message du C. L. avec amdts, 425; 1ère lect., 425; concours, 430. Sanction, 452. (24 Geo. V, c. 99.)

No 124.—Loi modifiant la charte de la "*Montreal Trust Company*".—Règl. susp. Pétition présentée et reçue sur div., 291; bill présenté (M. Plante), 291; renv. à comité, 312; rapporté, 357. comité pl., progrès, 366; rapporté, 377; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 393. Message du C. L., 434. Sanction, 452. (24 Geo. V, c. 121.)

No 125.—Loi modifiant la charte de la cité de Québec.—Règl. susp., bill présenté (M. Samson), 391; renv. à comité, 393; rapporté, 404; comité pl., rapporté, 3e lect., 407. Remboursement droits add., 421. Message du C. L. avec amdts, 434; 1ère lect., 435; concours, 438. Sanction, 453. (24 Geo. V, c. 87.)

No 150.—Loi modifiant la loi 23 George V, chapitre 98, ayant pour but de rétablir certaines indemnités.—Présentation (M. Bertrand), 22; 2e lect. proposée, vote, rejetée, 100.

No 151.—Loi modifiant la loi 23 George V, chapitre, 98, ayant pour but de rétablir le droit qu'avait l'accidenté de choisir son médecin.—Présentation (M. Duplessis), 22; ordre appelle 2e lect., vote, rejetée, 136, 137.

No 152.—Loi relative à l'enregistrement, en vertu de la Loi des véhicules automobiles, d'un véhicule automobile non utilisé.—Présentation (M. Fisher), 22; 2e lect. proposée, vote, rejetée, 42.

No 153.—Loi modifiant la Loi des salaires de certains officiers de justice et la loi concernant les palais de justice et les prisons.—Présentation (M. Elie), 28; renv. à comité, 47; rapporté, 237. Ordre que le bill soit inscrit au feuillet en comité pl., 285; ordre appelle considération

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

en comité pl., motion pour que la Chambre se forme en ledit comité, motion rejetée, 449.

No 154.—Loi relative à la préférence visée par l'article 2124 du Code Civil.—Présentation (M. Sauvé), 28; renv. à comité, 42; rapporté rejeté, 89.

No 155.—Loi abrogeant la loi 21 George V, chapitre 36.—Présentation (M. Sauvé), 28; motion de 2e lect. rejetée, 47.

No 156.—Loi abrogeant la loi 21 George V, chapitre 105.—Présentation (M. Sauvé), 29; 2e lect. rejetée, 47;

No 157.—Loi modifiant l'article 716 du Code de procédure civile.—Présentation (M. Duplessis), 29; renv. à comité, 42; rapporté à la Chambre, 156; ordre appelle considération en comité pl., motion pour que la Chambre se forme en ledit comité, rejetée, 449.

No 158.—Loi modifiant la loi 16 George V, chapitre 55, imposant la taxe d'hôpital.—Présentation (M. Duplessis), 29; l'ordre appelle 2e lect., point d'ordre; l'Orateur réserve décision, 115., décision de l'Orateur, 138; l'ordre appelle 2e lect., ordre révoqué sur div., motion pour retirer bill, div. adoptée, 154.

No 159.—Loi relative au "Fonds de l'assistance publique".—Présentation (M. Duplessis), 29; l'ordre appelle 2e lect., point d'ordre; l'Orateur réserve décision, 115; l'ordre appelle 2e lect., ordre révoqué sur div., bill retiré sur div., 154.

No 160.—Loi modifiant l'article 27 de la Loi des véhicules automobiles relativement aux bicycles.—Présentation (M. Caron), 48; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect. div., 97. Message du C. L. avec amdts, 275; 1ère lect., 275; 2e lect. et concours sur div., 292. Sanction, 453. (24 Geo. V, c. 15.)

No 161.—Loi modifiant l'article 27 de la Loi des véhicules automobiles relativement à certains véhicules.—Présentation (M. Caron), 48; 2e lect. div., amend. proposé pour renv. à comité agric., vote, 100; amd. rejeté, 101; motion principale adoptée, 102; 2e lect.; rapporté, 103; l'ordre appelle 3e lect., amend. proposé, vote, amend. rejeté, 130, 131; motion principale, vote, rejetée, 132.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 162.—Loi modifiant l'article 53 de la Loi des véhicules automobiles.—Présentation (M. Caron), 49; l'ordre appelle 2e lect., ordre révoqué, bill retiré, 205.

No 163.—Loi modifiant l'article 123 de la Loi des cités et villes.—Présentation (M. Bédard), 49; renv. à comité, 124; rapporté, 197; comité pl., rapporté, 3e lect., div., 207. Message du C. L., 264. Sanction, 453. (24 Geo. V, c. 32.)

No 164.—Loi modifiant la Loi des accidents du travail, 1931, concernant les indemnités payables aux enfants orphelins.—Présentation (M. Duplessis), 87; motion de 2e lect., vote, rejetée, 292.

No 165.—Loi modifiant la Loi des accidents du travail, 1931, pour rétablir, en faveur de l'accidenté, le recours de droit commun contre une personne autre que son employeur.—Présentation (M. Sauvé), 87; renv. à comité, 263; rapporté, 321; comité pl., rapporté, 3e lect., 332.

No 166.—Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques concernant la recherche des infractions.—Présentation (M. Sauvé), 87; motion de 2e lect., vote, rejetée, 283;

No 167.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, et le Code municipal, concernant l'éligibilité aux charges municipales.—Présentation (M. Casgrain), 118; renv. à comité, 181; rapporté, 197; comité pl., comité se lève, 213.

No 168.—Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à la vente en bloc de certains immeubles.—Présentation (M. Bachand), 110; renv. à comité, 124, rapporté, 156; comité pl., rapporté, 3e lect., 172.

No 169.—Loi modifiant la Loi du salaire minimum des femmes.—Présentation (M. Plante), 110;

No 170.—Loi modifiant la Loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité.—Présentation (M. Fautoux), 115; motion pour 2e lect., amend. proposé pour renv. à comité b. publics, vote, amend. rejeté, 166, 167; amend. proposé pour renv. à 6 mois, vote, adopté, 167, 168.

No 171.—Loi modifiant l'article 1150 du Code de procédure civile.—Présentation (M. Caron), 118; renv. à comité, 133; rapporté, 156; comité

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

pl., rapporté, 3e lect., 172. Message du C. L., 264. Sanction, 453. (24 Geo. V, c. 80.)

No 172.—Loi concernant la validation d'un règlement de la cité de Sherbrooke.—Présentation (M. Fortier), 152; renv. à comité, 165; rapporté, 178; comité pl., rapporté, 3e lect., 190. Message du C. L. avec amdts, 293; concours, 294. Sanction, 453. (24 Geo. V, c. 93.)

No 173.—Loi modifiant la Loi de l'instruction publique concernant les ventes d'immeubles pour taxes.—Présentation (M. Dugas), 156; renv. à comité, 172; rapporté, 289; comité pl., rapporté, 3e lect., 320. Message du C. L., 387. Sanction, 453. (24 Geo. V, c. 41.)

No 174.—Loi relative à l'émission de bons, obligations et dében-
tures.—Présentation (M. Duplessis), 157; motion de 2e lect., vote,
rejetée, 213.

No 175.—Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec.—Présen-
tation (M. Fauteux), 157; renv. à comité, 203; rapporté, 282; comité pl.,
progrès, 314; de nouveau comité pl., rapporté avec un amdt, 1ère lect.,
2e lect. et adoption sur div., 3e lect. sur div., 325. Message du C. L.
avec amdts, 434; concours, 435. Sanction, 453. (24 Geo. V, c. 62.)

No 176.—Loi modifiant la Loi des agents de recouvrement relative-
ment au cautionnement.—Présentation (M. Guertin), 170; renv. à co-
mité, 262; rapporté rejeté, 315.

No 177.—Loi détachant certains lots de la paroisse de Saint-Ours,
dans le district électoral de Richelieu, et les annexant à la paroisse de
Saint-Bernard, dans le district électoral de Saint-Hyacinthe, pour les
fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement.—Présen-
tation (M. Phaneuf), 178; 2e lect. div. renv. à comité pl., en comité,
rapporté, 3e lect., 197. Message du C. L., 357. Sanction, 453. (24 Geo.
V, c. 7.)

No 178.—Loi modifiant le Code civil relativement aux ventes à
tempérament.—Présentation (M. Dugas), 178; renv. à comité, 197;
rapporté rejeté, 308.

No 179.—Loi relative au Fonds de l'assistance publique.—Présen-
tation (M. Duplessis), 185; l'ordre appelle 2e lect., l'Orateur signale à la

BILLS:—*Suite.*

Chambre que bill contrevient au règl., réserve sa décision, 213; décision, 449.

No 180.—Loi détachant le deuxième rang du canton d'Armagh du district électoral de Bellechasse et l'annexant au district électoral de Montmagny, pour faire partie de la paroisse de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud, pour toutes les fins.—Présentation (M. Paquet), 185, renv. à comité, 235; rapporté, 268.

No 181.—Loi modifiant le Code civil relativement aux baux de maisons.—Présentation (M. Poulin), 185; renv. à comité, 204; rapporté, 268; en comité pl., rapporté, 3e lect., 278. Message du C. L., avec amdt., 368; 1ère lect., 368; 2e lect. et concours, 377. Sanction, 453; Titre: "Loi modifiant le Code civil relativement aux visites des maisons à louer". (24 Geo. V, c. 75.)

No 182.—Loi modifiant le Code municipal relativement à la qualité d'électeur.—Présentation (M. Taschereau, Bellechasse), 198; renv. à comité, 208; rapporté, 225; comité pl., rapporté, 249; 3e lect. div., 259. Message du C. L., 357. Sanction, 453. (24 Geo. V, c. 84.)

No 183.—Loi modifiant le Code de procédure civile concernant l'expulsion de locataires dans certains cas.—Présentation (M. Poulin), 185; renv. à comité, 204; rapporté rejeté, 274.

No 184.—Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement aux droits annuels ou taxes sur certains commerces.—Présentation (M. Casgrain), 209; renv. à comité, 449.

No 185.—Loi modifiant la Loi du salaire minimum des femmes.—Présentation (M. Guertin), 209; renv. à comité, 262; rapporté, 315; comité pl., rapporté avec un amdt, concours, 3e lect., 343. Message du C. L., 424. Sanction, 453. (24 Geo. V, c. 30.)

No 186.—Loi modifiant l'article 227 du Code municipal.—Présentation (M. Bédard), 209; renv. à comité, 221; rapporté, 225; comité pl., rapporté, 3e lect., 235. Message du C. L., 357. Sanction, 453. (24 Geo. V, c. 82.)

No 187.—Loi modifiant l'article 83 du Code de procédure civile.—Présentation (M. Dugas), 217; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 259. Message du C. L., 395. Sanction, 453. (24 Geo. V, c. 77.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 188.—Loi modifiant l'article 286 du Code de procédure civile concernant l'examen préalable.—Présentation (M. Duplessis), 217; renv. à comité, 235; rapporté rejeté, 274;

No 189.—Loi modifiant le Code civil concernant la prescription en matières commerciales.—Présentation (M. Desmarais), 217; renv. à comité, 266; rapporté rejeté, 274.

No 190.—Loi modifiant la Loi des exemptions de taxes municipales.—Présentation (M. Desmarais), 237; renv. à comité, 266; rapporté, 274; comité pl., rapporté avec un amdt. concours, 284; 3e lect. div., 292. Message du C. L., 387. Snaction, 453. (24 Geo. V, c. 38.)

No 191.—Loi modifiant la Loi médicale de Québec relativement à la division de la province pour les fins de l'élection du Bureau provincial de médecine.—Présentation (M. Taschereau, Bellechasse), 268; renv. à comité, 276; rapporté, 321; comité pl., rapporté, 3e lect., 332. Message du C. L., 387. Snaction, 453. (24 Geo. V, c. 61.)

No 192.—Loi modifiant le Code de procédure civile concernant les immeubles saisis.—Présentation (M. Rhéaume), 275; renv. à comité, 314; rapporté, 321; comité pl., rapporté, 3e lect., 332. Message du C. L., 387. Sanction, 453. (24 Geo. V, c. 79.)

No 193.—Loi modifiant le Code municipal relativement à la compensation pour l'eau.—Présentation (M. Taschereau, Bellechasse), 275; renv. à comité, 320; rapporté, 368; comité pl., rapporté, 3e lect., 375. Message du C. L., 434. Sanction, 453. (24 Geo. V, c. 85.)

No 194.—Loi modifiant l'article 112 du Code municipal.—Présentation (M. Bédard), 308; renv. à comité, 320; rapporté, 338; comité pl., rapporté, 3e lect., div., 351. Message du C. L., 434. Sanction, 453. (24 Geo. V, c. 81.)

No 195.—Loi modifiant l'article 498a du Code municipal.—Présentation (M. Piché), 339; 3e lect. div., comité pl., progrès, 363; rapporté, 368; comité pl., rapporté avec un amdt, 3e lect., 375. Message du C. L., 424. Sanction, 453. (24 Geo. V, c. 86.)

No 196.—Loi concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine.—Présentation (M. Grant), 378; renv. à comité, 380; rapporté, 382; comité pl.,

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

rapporté, 3e lect., 385. Message du C. L., 434. Sanction, 453. (24 Geo. V, c. 96.)

No 197.—Loi modifiant les articles 15 et 554 du Code de procédure civile.—Présentation (M. Casgrain), 387; renv. à comité, 392; rapporté, 393; comité pl., rapporté, 3e lect., 394. Message du C. L., 434. Sanction, 453. (24 Geo. V, c. 76.)

No 243.—Loi pour aider à la mise à effet, dans cette province, de toute loi fédérale ayant pour objet d'assurer des débouchés aux produits naturels du Canada, et de celle concernant la faillite en ce qui regarde les compromis entre créanciers et débiteurs.—Présentation (M. Taschereau), 382; résolution renv. à comité pl., 384; recommandation, comité pl., 388; 1ère lect., 389; 2e lect., adoption, 390. Bill 2e lect., div., comité pl., rapporté avec un amdt, concours, 3e lect. div., 392. Message du C. L., 424. Sanction, 453. (24 Geo. V, c. 24.)

No 244.—Loi concernant l'adoption par les corporations municipales de cités ou de villes de tarifs affectant certains voituriers publics.—Présentation (M. Stockwell), 378; 2e lect. div., comité pl., rapporté avec amdts; 1ère lect., 414; 2e lect. et concours sur div., 420; 3e lect., div., 422. Message du C. L., 437. Sanction, 453. (24 Geo. V, c. 37.)

No 245.—Loi concernant le prix du lait et de la crème.—Présentation (M. Godbout), 378; 2e lect., comité pl., rapporté avec amdts, concours, 3e lect., 394. Message du C. L., 424. Sanction, 453. (24 Geo. V, c. 28.)

No 246.—Loi pour pourvoir à l'échange de certains terrains aux fins d'activer la colonisation.—Présentation (M. Mercier), 357; ordre appelle 2e lect., motion, débat ajourné, 376; rés. renv. à comité, 379; recommandation, comité pl., progrès, 383; de nouveau comité pl., 385; 1ère lect., 385; 2e lect. et adoption sur div., 390. Reprise du débat sur 2e lect. du bill; 2e lect. sur div., renv. à comité pl., 391; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 391. Message du C. L., 424. Sanction, 453. (24 Geo. V, c. 20.)

No 247.—Loi autorisant la cité des Trois-Rivières et certaines autres municipalités à contribuer à la célébration du troisième centenaire de la fondation de Trois-Rivières.—Présentation (M. Taschereau), 354; 2e lect., comité pl., rapporté avec amdts, concours, 3e lect., 373. Message du C. L., 395. Sanction, 453. (24 Geo. V, c. 91.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 248.—Loi modifiant la Loi des syndicats professionnels.—Présentation (M. Arcand), 322; 2e lect. div., comité pl., rapporté, 341; 3e lect. div., 342. Message du C. L., 387. Sanction, 453. (24 Geo. V, c. 67.)

No 249.—Loi relative à la réception, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'Hôpital-Saint-Jean-de-Dieu.—Présentation (M. David), 321. Résolutions renv. à comité pl., 371; recommandation, comité pl., 395; 1ère et 2e lect. et adoption des rés., 397. Bill présenté; 2e et 3e lect. sur div., 397. Message du C. L., avec amdts, 425; 1ère lect., 426; 2e lect. et concours sur div., 429. Sanction, 454. (24 Geo. V, c. 4.)

No 250.—Loi modifiant la Loi des droits sur les successions.—Résolutions renv. à comité pl., 282; recommandation, comité pl., progrès, 403; de nouveau comité pl., 404; 1ère lect., 405; motion de 2e lect., vote, 407; 2e lect.; adoption, vote, 408. Bill présenté (M. Stockwell), 408; motion de 2e lect., vote, 414; 2e lect., comité pl., rapporté avec amdts; 1ère lect., 415; 2e lect. et adoption sur div., 419; 3e lect. div., 422. Message du C. L. avec amdts, 437; 1ère lect., 437; 2e lect. et concours sur div., 439. Sanction, 454. (24 Geo. V, c. 14.)

BILLS (PROCÉDURES INCIDENTES):—

Présentation d'un bill *pro forma*, avant la prise en considération du discours du trône, 4.

Deuxième lecture, renvoi à comité, 125.

Deuxième lecture sur division, renvoi à comité, 164.

Deuxième lecture, renvoi à comité pl., 112, 55.

Deuxième lecture, étude en comité pl., 3e lecture, 340.

Deuxième lecture appelée, ordre révoqué, bill retiré, 42.

Deuxième lecture, sur div., 3e lect., sur div. 265, 277.

Deuxième lecture, comité pl., rapporte progrès; renvoi à comité b. publics, 46.

Deuxième lecture, comité pl., rapporté avec amdts, concours, 3e lect., 373.

Deuxième lecture, bill rejeté par la Chambre, 47.

Deuxième lecture appelée; amdt proposé de renv. à comité Agriculture, rejeté, 100.

Deuxième lecture appelée, ordre révoqué sur div.; bill retiré sur div., 154.

Deuxième lecture appelée, vote, rejetée, 41.

Deuxième lecture sur division, renvoi à comité pl., en comité, progrès, 190.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS (PROCÉDURES INCIDENTES):—*Suite.*

- Rapport du comité élu que bill a été rejeté, 89.
- Bill retiré par la Chambre, 205;
- Bill rapporté à la Chambre, 156.
- Rapport du comité des bills privés recommandant de réimprimer bill pour étude en Chambre, 315.
- Renvoi à 6 mois proposé à la 2e lect., adopté, 168.
- Ordre pour étude en comité pl., révoqué; renvoi à comité des bills publics, 280.
- Réinscrit au feuilleton, 153.
- Comité pl., se lève, 213.
- Comité pl. fait rapport que travail avance (progrès), 316.
- Comité pl. rapporte bill avec amdts dans le titre et le dispositif, 208; dans le titre, 264.
- Comité pl. rapporte *b* avec amdt dans le titre, concours sur div.; 3e lect. proposée, vote, adoptée avec Titre, 375.
- Troisième lecture sur division, 403.
- Troisième lecture remise à proch. séance, 420.
- Troisième lecture appelée; amdt proposé pour renv. bill au comité pl. pour l'y amender, vote, rejeté; motion principale rejetée, 130.
- Troisième lecture appelée; amdt proposé de renvoyer bill de nouveau au comité pl., en comité pl., rapporté avec amdt, concours, 3e lect., 249.
- Amend, du C. L. adopté avec amend, par l'A. L., 437, 438, 450.
- Bill originé au C. L. (Voir **BILLS B.**)
- Titre de bill changé: par le comité pl., 208, 263, 375, 403; par le C. L., 226 (bill 48), 378 et 453 (bill 181).
- Remboursement des droits, 380, 405, 421, 422.
- Sanction, 226, 450.
- Bills retirés, rejetés ou qui ne deviennent pas lois, voir **BILLS Nos** 6, 13, 22, 30, 62, 78, 108, 115, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 161, 162, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 174, 176, 178, 179, 180, 183, 184, 188, 189.

BILLS PRIVÉS EN GÉNÉRAL (Comité des):—(Voir **COMITÉS.**)

BILLS PUBLICS EN GÉNÉRAL (Comité des):—(Voir **COMITÉS.**)

BLACK LAKE:—Loi concernant la ville de—. (Voir **BILLS, No 66.**)

BLANCHARD, FORTUNATE:—Loi concernant la succession de feu dame—. (Voir **BILLS, No 98.**)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BOIS:—(Voir TERRES ET FORÊTS; BÛCHERONS.)

BOIS DE CHAUFFAGE:—Motion de M. Poulin: Que cette Chambre est d'avis que le Gouvernement du Canada devrait encourager production du—en notre province, soit en ordonnant réduction du transport par voies ferrées, soit en accordant une prime; motion adoptée, 286.

BOIS DE SCIAGE:—Motion de M. Lafleur: Que cette Chambre recommande au gouv. d'adopter mesures pour établissement de scieries ou moulins à scie et l'industrie du—. Motion adoptée, 419.

BONAVENTURE:—(Voir ACTES ET DOCUMENTS.)

BONS, OBLIGATIONS ET DÉBENTURES:—Loi relative à l'émission de—.
(Voir BILLS, *No 174.*)

BOURBONNIÈRE, LOUIS-JULES:—(Voir GAUDRY dit—.)

BOURLAMAQUE:—(Voir LAMAQUE.)

BREFS D'ÉLECTION:—Émis pour Jacques-Cartier, Nicolet, Wolfe, 3, 4.

BÛCHERONS:—Loi relative aux opérations forestières et aux—. (Voir BILLS, *No 44.*)

BUDGET:—(Voir SUBSIDES; SUBSIDES FÉDÉRAUX; MANDATS SPÉCIAUX.)

BUREAU PROVINCIAL DE MÉDECINE:—(Voir MÉDECINS.)

CAP-DE-LA-MADELEINE:—Loi concernant la cité du—. (Voir BILLS, *No 196.*)

CAUTIONNEMENT:—

1. Loi des agents de recouvrement relativement au—. (Voir BILLS, *No 176.*)
2. (Voir EMPLOYÉS PUBLICS.)

CENTENAIRE:—(Voir TROIS-RIVIÈRES.)

CHEMINS DE FER:—(Voir COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER.)

CHEMINS DE FER ET AUTRES MOYENS DE COMMUNICATION (Comité des):
—(Voir COMITÉS.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

CHICOUTIMI:—(Voir SAINT FRANÇOIS-XAVIER de—.)

CHIRURGIE DENTAIRE:—(Voir COLLÈGE DES CHIRURGIENS DENTISTES.)

CHÔMAGE:—(Voir RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL; SALAIRES RAISONNABLES.)

CHRISTIAN CONFERENCE:—(Voir INTERNATIONAL ADVENT—.)

CHURCH SOCIETY OF THE DIOCESE OF QUEBEC:—Loi concernant *The*—.
(Voir BILLS, No 96.)

CIDRE DE POMMES:—Motion de M. Barré: Que cette Chambre exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre les moyens pour que la fabrication du cidre, même fermenté, soit permise par les lois et encouragée, motion proposée, 382; débat ajourné, 383; reprise du débat, 395; amendt proposé par M. Gauthier, amendt adopté, 395; la motion principale telle qu'amendée, adoptée, 395.

CIMETIÈRE:—Loi des renseignements sur les compagnies de—.(Voir BILLS, No 71.)

CIRCULAIRES:—(Voir ASSEMBLÉES PUBLIQUES.)

CITÉS ET VILLES:—

1. Loi des circulaires, dans les—, et les assemblées publiques.—
(Voir BILLS, No 28.)
2. Loi des—. (Voir BILLS, No 49.)
3. Loi modifiant art. 123 de la Loi des—. (Voir BILLS, No 163.)
4. Loi des—relativement aux taxes sur certains commerces.—
(Voir BILLS, No 184.)
5. Loi concernant les corporations municipales de—et tarifs des
voituriers publics.— (Voir BILLS, No 244.)
6. (Voir AFFAIRES MUNICIPALES; COMMISSION MUNICIPALE.)

CODE CIVIL:—

1. Loi modifiant le—et le Code de procédure civile concernant les
jours fériés.—(Voir BILLS, No 9.)
2. Loi relative à la préférence de l'art. 2124 du—.(Voir BILLS,
No 154.)
3. Loi modifiant le—relativement aux ventes à tempérament.—
(Voir BILLS, No 178.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

CODE CIVIL:—*Suite.*

4. Loi modifiant le—relativement aux baux de maisons.—(Voir *BILLS, No 181.*)
5. Loi modifiant le—concernant la prescription en matières commerciales.—(Voir *BILLS, No 189.*)

CODE DE PROCÉDURE CIVILE:—

1. Loi modifiant le—(art. 599) et l'insaisissabilité de certains traitements et salaires. (Voir *BILLS, No 8.*)
2. Loi modifiant le Code civil et le—concernant les jours fériés.—(Voir *BILLS, No 9.*)
3. Loi modifiant l'art. 716 du—. (Voir *BILLS, No 157.*)
4. Loi modifiant le—relativement à la vente en bloc de certains immeubles.—(Voir *BILLS, No 168.*)
5. Loi modifiant l'art. 1150 du—. (Voir *BILLS, No 171.*)
6. Loi modifiant le—concernant l'expulsion de locataires. (Voir *BILLS, No 183.*)
7. Loi modifiant l'art. 83 du—. (Voir *BILLS, No 187.*)
8. Loi modifiant art. 286 du—concernant l'examen préalable.—(Voir *BILLS, No 188.*)
9. Loi modifiant le—concernant les immeubles saisis.—(Voir *BILLS, No 192.*)
10. Loi modifiant arts. 15 et 554 du—. (Voir *BILLS, No 197.*)

CODE MUNICIPAL:—

1. Loi modifiant le—. (Voir *BILLS, No 46.*)
2. Loi modifiant le—concernant l'éligibilité aux charges municipales (Voir *BILLS, No 167.*)
3. Loi modifiant le—relativement à la qualité d'électeur.—(Voir *BILLS, No 182.*)
4. Loi modifiant art. 227 du—. (Voir *BILLS, No 186.*)
5. Loi modifiant le—relativement à la compensation pour l'eau. (Voir *BILLS, No 193.*)
6. Loi modifiant art. 112 du—. (Voir *BILLS, No 194.*)
7. Loi modifiant art. 498*a* du—. (Voir *BILLS, No 195.*)
8. Voir *CITÉS ET VILLES; MUNICIPALITÉS.*)

COIFFEURS POUR DAMES:—Loi concernant les—. (Voir *BILLS, No 106.*)

COLLECTION:—(Voir *AGENTS DE RECouvreMENT.*)

COLLÈGE DES CHIRURGIENS DENTISTES:—Loi concernant le—et Thomas-Joseph McNally. (Voir *BILLS, No 77.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

COLLÈGE SAINTE-ANNE-DE-LA-POCATIÈRE:—(Voir SAINTE-ANNE).

COLONISATION:—Loi concernant l'échange de terrains aux fins d'activer la—. (Voir BILLS, No 246.)

COMITÉS:—

Comités permanents, institués, 7.

Comité spécial nommé et chargé de préparer la liste des membres, des différents comités permanents, 7; rapport, 9; concours, 10.

Noms des députés composant les comités permanents, 9, 10.

Agriculture, immigration et colonisation:—1er rapport, 12.

Bibliothèque:—Comité mixte de la—nommé par l'Assemblée, 17; par le Conseil, 16.

Bills privés en général:—1er rapport, 12; 2e, 57; 3e, 74; 4e, 89; 5e, 98; 6e, 109 (délais prolongés); 7e, 117; 8e, 126; 9e, 138; 10e, 156; 11e, 184; 12e, 197 (délais prolongés); 13e, 217 (rapport adopté, 232; 14e, 232; 15e, 267 (délais prolongés); 16e, 289; 17e, 315 (rapport recommande que bill 100 soit réimprimé); 18e, 321; 19e, 331 (délais prolongés); 20e, 344; 21e, 386 (délais prolongés, rapport adopté sur division); 22e, 404.

Bills publics en général:—1er rapport, 12; 2e, 44; 3e, 57; 4e, 74; 5e, 79; 6e, 89; 7e, 98; 8e, 117; 9e, 138; 10e, 155; 11e, 177; 12e, 197; 13e, 204; 14e, 208; 15e, 225; 16e, 231; 17e, 237; 18e, ; 19e, 268; 20e, 274; 21e, 282; 22e, 289; 23e, 308; 24e, 315; 25e, 321; 26e, 331; 27e, 338; 28e, 344; 29e, 356; 30e, 368; 31e, 377; 32e, 382; 33e, 393.

Chemins de fer et autres moyens de communication:—1er rapport, 13.

Code municipal:—1er rapport, 13.

Comptes publics:—1er rapport, 13.

Impressions législatives:—Comité mixte des—et nommé par l'Assemblée, 17; par le Conseil, 74; premier rapport, impression de certains documents, 450.

Industries et commerce:—1er rapport, 13.

Privilèges et élections:—1er rapport, 12.

Règlements:—1er rapport, 12; 2e, 20; 3e, 27; 4e, 36; 5e, 44; 6e, 48; 7e, 57; 8e, 79; 9e, 86; 10e, 89; 11e, 110; 12e, 198 (délais prolongés); 13e, 225; 14e, 268 (délais prolongés); 15e, 331 (délais prolongés); 16e, 386 (délais prolongés).

Comité spécial chargé de rédiger adresse priant Son Excellence Gouverneur Général de prendre mesures de rajuster subsides aux provinces, 202; débat ajourné, 202; reprise du débat, 221; motion modifiée, adoptée, 221. Rapport du comité, 290; prise en considération remise, 290; en considération, 314. (Voir SUBSIDES FÉDÉRAUX.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

COMITÉS:—*Suite.*

Comité prolonge délais pour dépôt des bills, pour présentation de pétitions et de bills et pour réception de rapports, 109, 197, 267, 331, 386.

Comité recommande délais pour rapports sur bills privés, 267, 331, 386.

Comité élu fait rapport qu'un bill a été rejeté, 189, 308, 315.

Comité rapporte un bill à la Chambre, 156.

Comité plénier se lève, lors de l'étude d'un bill, 213.

Comité recommande de réimprimer bill pour étude à la Chambre, 437.

Comité plénier rapporte bill avec titre changé, 208, 264, 375, 403.

Comité plénier rapporte que le travail avance (progrès), 316.

(Voir **BILLS**, **PROCÉDURES INCIDENTES**.)

COMMERCE:—(Voir **PRESCRIPTION**; **TAXES SUR CERTAINS**—.)

COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL:—Loi concernant la—. (Voir **BILLS**, *No 90*.)

COMMISSION DES LIQUEURS:—(Voir **LIQUEURS ALCOOLIQUES**.)

COMMISSION MUNICIPALE:—

1. Loi de la—de Québec. (Voir **BILLS**, *No 50*.)

2. (Voir **AFFAIRES MUNICIPALES**; **CITÉS ET VILLES**; **DETTES ET EMPRUNTS MUNICIPAUX**; **CODE MUNICIPAL**; **MUNICIPALITÉS**.)

COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE :—(Voir **ASSURANCES**.)

COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER:—Motion de M. Francœur (Montréal-Dorion): Que cette Chambre a appris que certaines—congédisent des Canadiens du Québec qu'elles employaient et les remplacent par des gens venant d'ailleurs, et elle proteste contre ce favoritisme; motion adoptée, 286.

COMPARUTIONS:—(Voir **CONVICTIONS SOMMAIRES**.)

COMPENSATION POUR L'EAU:—(Voir **CODE MUNICIPAL**.)

COMPTES PUBLICS:—(Voir **COMITÉS**.)

CONCOURS PHYSIQUES:—Loi concernant les—. (Voir **BILLS**, *No 29*.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

CONSEIL LÉGISLATIF:—**1. Messages au Conseil:**

Désignant les députés qui feront partie des comités mixtes de la bibliothèque, 17; des impressions, 17.

Qu'un amdt du Conseil a été adopté par l'Assemblée, 365.

2. Messages du Conseil:

Désignant les conseillers qui feront partie des comités mixtes de la bibliothèque, 16; des impressions, 74.

Adoptant des bills de l'Assemblée législative, avec ou sans amendements, 368; avec titre amendé, 368 et 453.

Adoptant des amendements de l'Assemblée à ceux du Conseil, 437.

3. Bill originé au C.L. (Voir BILLS B.)**4. (Voir BILLS (Procédures incidentes.))**

CONSTITUT:—(Voir RACHAT DE CERTAINS TERRAINS.)

CONTRATS COLLECTIFS.—(Voir BILLS, No 37.)

CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL:—Loi de l'extension des—.
(Voir BILLS, No 37.)

CONVICTIONS SOMMAIRES:—Loi des—concernant les comparutions.—
(Voir BILLS, No 18.)

CORPORATIONS:—**1. Loi de la taxe sur les—. (Voir BILLS, No 14.)****2. (Voir COMPAGNIES.)**

CORPORATION DE CRÉDIT ET D'ENTREPOSAGE:—Loi concernant la—.
(Voir BILLS, No 118.)

CORPORATIONS MUNICIPALES OU SCOLAIRES:—Loi concernant les conventions des—avec leurs créanciers.—(Voir BILLS, No 51.)

COUPE DE BOIS:—(Voir PERMIS DE—.)

CRÉANCES HYPOTHÉCAIRES:—Loi suspendant l'exigibilité de certaines—.
(Voir BILLS, No 11.)

CRÉDIT AGRICOLE PROVINCIAL:—Motion de M. Barré: Que cette Chambre est d'avis que le gouv. devrait instituer un—pour réduire taux d'intérêt exigé par crédit agricole fédéral et réduire taux en général,

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

CRÉDIT AGRICOLE PROVINCIAL:—*Suite.*

203; débat ajourné, 203; reprise du débat, 221; débat de nouveau ajourné, 222; reprise du débat, 279; débat de nouveau ajourné, 279; reprise du débat, 294; débat de nouveau ajourné, 294; reprise du débat, 311; amendt proposé par M. Sauvé, 312; débat ajourné sur l'amendt, 312; reprise du débat sur l'amendt, 353; débat de nouveau ajourné sur l'amendt, 354; reprise du débat sur l'amendt, 355; sous-amendt proposé par M. Fortin, 356; débat ajourné sur le sous-amendt, 356; reprise du débat sur le sous-amendt, 360; sous-amendt adopté, 361; l'amendt tel qu'amendé adopté, 362; motion principale telle qu'amendée adoptée, 363.

CRÉDITS:—(Voir SUBSIDES.)

CRÉDIT ET ENTREPOSAGE:—(Voir CORPORATION DE—.)

CRÈME:—(Voir LAIT ET—.)

CULTIVATEURS:—(Voir FAILLITE; CRÉDIT AGRICOLE PROVINCIAL; EMPRUNTS PAR LES—.)

CULTURE PHYSIQUE:—(Voir CONCOURS PHYSIQUES.)

D**AWES, ANDREW:—(Voir PORTEOUS—.)**

DÉBENTURES:—(Voir BONS.)

DÉBOUCHÉS AUX PRODUITS NATURELS:—Loi concernant toute loi fédérale pour assurer—et concernant la faillite, les créanciers et débiteurs. (Voir BILLS, No 243.)

DÉCISIONS DE L'ORATEUR:—(Voir ORATEUR; QUESTIONS D'ORDRE; PRÉCIS DES—.)

DÉLAIS PROLONGÉS:—Résolution de la Chambre pour—présentation et réception de pétitions introductives de bills privés, 20; rapports de comités pour—, adoptés par la Chambre (Voir RÈGLEMENTS DE LA CHAMBRE. COMITÉS.)

DENTISTES:—(Voir COLLÈGE DES CHIRURGIENS—.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DÉPUTÉS:—Présentés, prennent séance, 4; vacances dans collèges électoraux, 2; rapports d'élection, 3, 4, 5. (Voir PROCLAMATION.)

DESROCHERS, J.-H.:—(Voir ROLLAND, MARIE-BLANCHE.)

DÉTROIT JACQUES-CARTIER:—(Voir JACQUES-CARTIER.)

DETTES ET EMPRUNTS MUNICIPAUX:—Loi des—et les émissions d'obligations.—(Voir BILLS, *No 63*.)

DETTES HYPOTHÉCAIRES:—(Voir CRÉANCES.)

DIMANCHE:—(Voir LOI DU—.)

DIOCESE OF QUEBEC:—(Voir CHURCH SOCIETY.)

DISCOURS DU TRÔNE:—A l'ouverture de la session, 4; à la clôture de la session, 454; motion pour prise en considération du—, 7. (Voir ADRESSE EN RÉPONSE AU—.)

DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES:—Loi relative aux—. (Voir BILLS, *No 70*.)

DOCUMENTS:—(Voir ACTES ET—.)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—

Accidents du travail:—

1. Copies ordres-en-conseil depuis 30 mars 1933, se rapportant à article 10 Loi des Accidents du Travail, 1931, 23 George V, chap. 98. Ordonné, 33; déposé, 59, (*No 34*).
2. Copies ordres-en-conseil depuis 1er février 1931, se rapportant à l'art. 72 du c. 100, 21 Geo. V, Loi des Accidents du Travail, 1931. Ordonné, 34; déposé, 158, (*No 55*).
3. (Voir *Travail; Travaux publics; Commission des—*.)

Agriculture:—

1. Rapport du ministre de l'— de la province de Québec, pour année finissant 30 juin 1933. Déposé 23. (*No 18*.)
2. (Voir *Écoles d'—; Loi 20 Geo. V, ch. 7. art. 1; Coopérative Fédérée; Voirie*.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.**Aide aux chômeurs:—*

1. Ordres-en-conseil adoptés se rapportant à la loi de l'Aide aux Chômeurs, 1930, 21 Geo. V, chap. 2. Ordonné, 40
2. Ordres-en-conseil adoptés se rapportant à l'article 14 de la loi de l'Aide aux chômeurs, 1931, 22 Geo. V, chap. 2. Ordonné, 40.
3. Ordres-en-conseil se rapportant à la loi de l'Aide aux Chômeurs, 1933, 23 Geo. V, chap. 2. Ordonné, 40.

*Affaires municipales:—*Rapport du ministre des—, 1932-33. Déposé, 13. (*No 14.*)

*Animaux à fourrure:—*Correspondance de 1933-34, relativement au congrès annuel des éleveurs de renards, en janvier 1934 et relativement au Service des— et de la Ferme Expérimentale des—. Ordonné, 374.

*Annuaire statistique:—*L'—de 1933. Déposé, 113. (*No 42.*)

*Aqueduc de Deschambault:—*Rapport fait 8 septembre 1933 au Service provincial d'Hygiène concernant l'—, Portneuf, par M. Léopold Fontaine et celui fait 20 novembre 1933, par M. René Cyr. Ordonné, 367; déposé, 388. (*No 85.*)

*Archiviste:—*Rapport de l'—de la province de Québec pour 1932-1933. Déposé, 260. (*No 80.*)

Assistance publique:—

1. Rapport du Directeur de l'—pour l'année finissant le 30 juin 1933. Déposé, 11. (*No 11.*)
2. Correspondance depuis 1er février 1933, se rapportant aux octrois promis et impayés et à même le fonds de l'Assistance Publique. Ordonné, 66; déposé, 158. (*No 51.*)
3. Copies ordres-en-conseil depuis 15 mars 1933, se rapportant au c. 76, 23 Geo. V, Loi de l'Assistance Publique. Ordonné, 41; déposé, 237. (*No 76.*)

Assurances:—

1. Rapport annuel du Surintendant des—de la Province de Québec, 1933. Déposé, 421. (*No 89.*)
2. (*Voir Compagnies d'—.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Auditeur de la province:—(Voir *Mandats spéciaux; Statuts refondus.*)

Beaux-Arts:—Copie ordre-en-conseil, 8 janvier 1934, No 55, se rapportant à la collection de tous comptes et rapports des—. Ordonné, 125; déposé, 159. (*No 59.*)

Betterave sucrière:—(Voir *Sucre de betteraves.*)

Bibliothèque de la législature:—Rapport de la—, janvier à décembre 1933. Déposé, 98. (*No 41.*)

Bois ou Pulpe, exportation:—

1. Copies ordres-en-conseil depuis 1er janvier 1933 au 10 janvier 1934, se rapportant à l'exportation du bois ou de la pulpe aux États-Unis. Ordonné, 25; déposé, 45. (*No 27.*)
2. (Voir *Droits de coupe; Limites forestières.*)

Bourget, P.-B.—(Voir *Poirier, l'abbé F.*)

Budget:—Des dépenses pour 1934 et 1935. Déposé, 84 et 406. (*Nos 1 et 1a.*) (Voir *Mandats spéciaux; SUBSIDES.*)

Cautionnements:—État des—fournis par les officiers publics du 11 janvier 1934 au 9 janvier 1934. Déposé, 13. (*No 15.*)

Charbon de bois:—Correspondance depuis 1922 au sujet vente du— dans la Province. Motion, 203; débat ajourné, 203; reprise du débat, motion adoptée, 222. Ordonné, 222.

Chemins:—(Voir *Colonisation; Route; Voirie.*)

Chemins de fer:—(Voir *Compagnies de—; C. P. R.; C. N. R.*)

Chômage:—(Voir *Aide aux chômeurs.*)

C. N. R.:—(Voir *Colonisation.*)

C. P. R.:—(Voir *Colonisation.*)

Colonisation, Chasse et Pêcheries:—Rapport du Ministère de la— pour l'année finissant le 30 juin 1933. Déposé, 8. (*No 7.*)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.**Colonisation:—*

1. Correspondance avec gouvernement fédéral ou C.N.R. ou C.P.R. re coût transport des colons, et tout ce qui a trait à la colonisation. Motion, débat ajourné, 264; reprise du débat, 266; adoption, 266. Déposé, 307. (*No 81.*)
2. État indiquant combien la Colonisation a dépensé dans comté Yamaska du 1er juillet 1932 au 20 juin 1933; ceux qui ont bénéficié; dans quelle paroisse résidait chacun d'eux; montant reçu. Ordonné, 315; déposé, 388. (*No 86.*)
3. (Voir *Messines.*)

*Commission des Accidents du travail:—*Sixième rapport annuel de la—. Déposé, 343. (*No 83.*)

*Commission des Eaux Courantes:—*Vingt-deuxième rapport de la—, 1933. Déposé, 237. (*No 77.*)

*Commission des liqueurs:—*Douzième rapport annuel 1932-1933. Déposé, 119. (*No 45.*)

*Commission des Services publics:—*Vingt-quatrième rapport annuel de la—, pour l'année finissant le 30 juin 1933. Déposé, 119, (*No 46.*)

Compagnies d'Assurance:—

1. Copies ordres en conseil depuis 1er janvier 1933, au 20 mars 1934, se rapportant aux taxes, permis ou licences concernant les—, les agents ou personnes s'occupant d'assurance. Ordonné, 329; déposé, 388. (*No 84.*)
2. Ordres en conseil adoptés depuis le 1er janvier 1931 au 1er janvier 1933, et se rapportant à des taxes, licences concernant les—. Ordonné, 406.
3. (Voir *Assurances.*)

Compagnies de chemins de fer:—

1. Rapports des—pour l'année expirée le 31 décembre 1932, article 4, chapitre 31. S.R.Q., 1925, Déposé, 29. (*No 21.*)
2. Statistiques des—au 31 déc. 1932, art. 187, c. 230. S.R.Q., 1925. Déposé, 29. (*No 22.*)

Comptes publics:—

État des—pour l'exercice finissant le 30 juin 1933. Déposé, 23. (*No 19.*)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Contribution annuelle:—(Voir *Loi 21 Geo. V, ch. 100.*)

Coopérative Fédérée:—

1. Correspondance avec la Coopérative Fédérée de Québec, quant à la vente des grains, depuis le 1er septembre 1933, au 1er avril 1934. Motion, 367; débat ajourné, 367; reprise du débat, motion adoptée, 418. (*No 88.*)
2. (Voir *Société.*)

Corporations:—(Voir *Taxe sur les—.*)

Corporations scolaires:—

1. État financier des—pour l'année finissant le 30 juin 1932. Déposé, 49. (*No 31.*)
2. (Voir *Instruction publique.*)

Coupe du bois:—(Voir *Droits de coupe; Bois ou Pulpe; Limites forestières.*)

Cultivateurs:—

1. Copies ordres-en-conseil depuis 1er janvier 1933, se rapportant à l'établissement des fils de—. Ordonné, 34; déposé 45. (*No 23.*)
2. (Voir *Agriculture; Colonisation; Chômage.*)

Débetures:—

1. État indiquant prix payé au fonds d'amortissement concernant débetures (état No 2, Comptes Publics 1932-33). Ordonné et déposé, 159. (*No 62.*)
2. État relatif aux fonds d'amortissement placés, à quelle date achetées débetures mentionnées (état No 2, Comptes Publics 1932-33). Ordonné et déposé, 256. (*No 78.*)

Démographie:—(Voir *Hygiène.*)

Droits de coupe:—Copies ordres-en-conseil depuis 25 janvier 1933 au 10 janvier 1934, se rapportant aux droits de coupe payables à la province. Adresse votée, 24; déposée, 46. (*No 28.*)

Eaux courantes:—(Voir *Commission des—.*)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Écoles:—(Voir *Corporations scolaires; Instruction publique; Statistiques.*)

Écoles d'Agriculture:—Certificats de l'Agriculture, depuis 4 avril 1930, se rapportant à la somme de six cent mille dollars, affectée aux écoles d'agriculture, en vertu de art. 1, c. 7, 20 Geo. V. Ordonné, 66; déposé, 193. (*No 67.*)

Emprunts temporaires:—

1. Copies ordres-en-conseil depuis 1er février 1933 au 10 janvier 1934, se rapportant aux emprunts temporaires contractés par la province. Ordonné, 25; déposé, 158. (*No 58.*)
2. Copie ordres-en-conseil, correspondance, etc., relativement à un emprunt temporaire, cité de Hull, de \$42,000.00, (1er septembre 1931). Ordonné, 125; déposé, 149. (*No 50.*)

Enfants:—(Voir *Vues Animées.*)

Enseignement:—

1. Statistiques de l'—pour 1932-33. Déposé, 49. (*No 30.*)
2. (Voir *Corporations scolaires, Instruction publique.*)

Fonds d'amortissement:—(Voir *Déventures.*)

Forêts:—(Voir *Terres et Forêts; Limites à bois; Bois ou Pulpe; Droits de coupe; Agriculture; Produits forestiers.*)

Grains:—(Voir *Coopérative Fédérée.*)

Grève des bûcherons à Rouyn:—

1. Rapport du sergent Turnbull, Police Provinciale, sur—, décembre dernier. Ordonné, 314; déposé, 317. (*No 82.*)
2. (Voir *Morin, Maxime et Louis.*)

Groux, Émile:—Correspondance depuis 1er janvier 1930, relativement au troupeau de M.—, Saint-Eustache. Ordonné, 77; déposé, 239. (*No 75.*)

Horticulture:—(Voir *Agriculture.*)

Hygiène:—Onzième rapport du Service provincial d'—1932-33, et de la Démographie pour 1932. Déposé, 29. (*No 20.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Hull, cité:—(Voir *Emprunts.*)

Hull, division du comté:—

1. Correspondances, résolutions, etc., relativement à division comté Hull pour fins électorales; création division d'enregistrement, comté Gatineau. Ordonné, 162; déposé, 260. (*No 79.*)
2. (Voir *Emprunts temporaires.*)

Imprimeur du roi:—Rapport de l'—. Présenté, 7. (*No 3.*)

Institutions:—(Voir *Octrois spéciaux.*)

Instruction publique:—

1. Rapport du Surintendant de l'—pour 1932-33. Déposé, 11. (*No 9.*)
2. État financier du Surintendant de l'—pour 1933. Déposé, 11. (*No 10.*)
3. (Voir *Corporations scolaires; Statistiques; Enseignement.*)

Journaux:—

1. État démontrant: Depuis date couverte par document No 70 de la deuxième session de la dix-huitième Législature au 30 juin 1933, noms des journaux, corporations, compagnies auxquels payé annonces, publicité, impression et reliure; combien à chacun. Ordonné et déposé, 186. (*No 64.*)
2. État démontrant: les noms des journaux, corporations, compagnies, etc., auxquels gouvernement a payé frais d'annonces, publicité, d'impression et de reliure, pendant les six premiers mois exercice en cours; combien payé à chacun: pour impression, reliure, annonces, autres frais. Ordonné et déposé, 186. (*No 65.*)

Lake St. John & Paper Co.:—Contrat ou acte entre la "Lake St. John Power & Paper Company, Limited" et les Terres & Forêts se rapportant à l'ordre-en-conseil du 3 mars 1933, No 379. Ordonné, 125; déposé, 193. (*No 68.*)

Le Soleil, Ltée:—État indiquant: date, diverses sommes que "Le Soleil, Limitée" a reçues pendant 1932-33 du département intéressé. Ordonné et déposé, 178. (*No 63.*) (Voir *Journaux.*)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Lieutenant-Gouverneur:—(Voir Statuts Refondus.)

Limites forestières:—

1. Copies ordres en conseil depuis 1er février 1933 au 10 janvier 1934, se rapportant aux concessions de limites forestières. Ordonné, 25; déposé, 46. (*No 29.*)
2. (*Voir Bois ou Pulpe; Droits de coupe.*)

Loi 19 Geo. V, c. 32:—(Voir Voirie.)

Loi 20 Geo. V, c. 7, art. 2:—

1. Copies ordres-en-conseil depuis 4 mars 1930, au 10 janvier 1934, se rapportant à article 2, chapitre 7, 20 Geo. V. Ordonné, 35; déposé, 149. (*No 48.*)
2. Copies des certificats de l'Agriculture, en vertu de l'ar. 2, c. 7, 20 Geo. V. Ordonné, 66; déposé, 193. (*No 66.*)

*Loi 21 Geo. V, c. 26:—Copies ordres-en-conseil depuis 15 janvier 1933 au 10 janvier 1934 se rapportant au c. 26, 21 Geo. V. Ordonné, 26; déposé, 158. (*No 57.*)*

*Loi 21 Geo. V, c. 28:—Copies ordres-en-conseil depuis 4 avril 1931 se rapportant au chapitre 28, 21 Geo. V. Ordonné, 98; déposé, 116. (*No 44.*)*

*Loi 21 Geo. V, c. 100, art. 72:—Copies ordres-en-conseil depuis 30 mars 1931 se rapportant à contribution annuelle \$100,000, art. 72, chap. 100, 21 Geo. V. Ordonné, 34; déposé, 158. (*No 56.*)*

*Mandats spéciaux:—Déposé, p. 14 et 15. (*No 16.*) Copies ordres-en-conseil relativement aux mandats spéciaux émis depuis 10 janvier 1933, au 10 janvier 1934. Ordonné, 26; déposé, 158. (*No 54.*)*

*Messines, (municipalité ou canton):—Correspondance, listes de paye, etc., avec municipalité de Messines, Gatineau, relativement à \$397.30 payé par la Colonisation, octobre 1931 pour travaux sur chemin entre rang 4 et 5, lots 37-38-39, canton de Messines. Ordonné, 193; déposé, 216. (*No 72.*)*

*Mines:—Rapport du ministre des—1932-33. Déposé 8. (*No 6.*) (*Voir Voirie.*)*

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Morin, Maxime et Louis:—Rapport de MM.—au sujet d'une grève de bûcherons, à Rouyn. Déposé, 207. (*No 70.*)

Municipalités:—(Voir *Corporations; Corporations scolaires; Statistiques; Voirie.*)

Nominations dans le Service civil:—Rapports du Conseil exécutif concernant—. Déposés, 8. (*No 4.*)

Octrois à diverses institutions:—

1. Copies ordres-en-conseil depuis 1er janvier 1932, au 10 janvier 1934, se rapportant aux—(fonds publics état No 5, des Comptes Publics 1932-1933). Ordonné, 33; déposé, 59. (*No 33.*)
2. Copies ordres-en-conseil depuis 1er janvier 1927 au 31 décembre 1931, se rapportant aux—(fonds publics, état No 5, des Comptes Publics, 1932-1933). Ordonné, 33, déposé, 60. (*No 36.*)
3. Copies ordres-en-conseil depuis 1er janvier 1921, au 31 décembre 1926, se rapportant—(fonds publics, état No 5, Comptes Publics 1932-1933). Ordonné, 33; déposé, 56, (*No 32*); 74, (*No 37.*)

Officiers publics:—(Voir *Cautionnements; Nominations dans le service civil.*)

Ouvriers forestiers:—Enquête concernant les salaires des ouvriers forestiers—Rapport, contrats, entrepreneurs, prix des marchandises, feuilles de temps. Déposé, 445. (*Nos 90, 91, 92, 93.*)

Passages à niveaux:—Copies ordres-en-conseil depuis 4 avril 1929, se rapportant aux passages à niveaux, 19 Geo. V, chap. 8. Ordonné, 35; déposé, 59. (*No 35.*)

Poirier, M. l'abbé F.:—Lettre de M.—, curé de Duhamel, à M. P.-B. Bourget, gérant de la compagnie "Singer", à Thurso, en date du 2 février 1934. Déposé, 209. (*No 71.*)

Produits agricoles:—

1. Copies ordres-en-conseil depuis 1er avril 1927 se rapportant à la vente des produits agricoles, 17 Geo. V, chap. 24. Ordonné, 34; déposé, 149. (*No 47.*)
2. (Voir *Agriculture.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Produits forestiers:—Copies ordres-en-conseil depuis 30 mars 1933 se rapportant à Loi de l'utilisation des produits forestiers, 23 George V, Chap. 21. Ordonné, 34; déposé, 45. (*No 26.*)

Pulpe:—(Voir *Bois ou—*.)

Rente foncière:—Copies ordres-en-conseil depuis 25 janvier 1933 au 10 janvier 1934, se rapportant à la rente foncière payable à la province. Ordonné, 25; déposé, 45. (*No 25.*)

Retour à la terre:—(Voir *Colonisation.*)

Routes:—(Voir *Colonisation; Voirie.*)

Route Montréal-Hull:—Listes de paye concernant travaux exécutés sur la—, en 1931, (Petit Brûlé), conformément réponse consignée aux Journaux de l'Assemblée législative, du 10 avril 1934. Ordonné, 385; déposé, 401. (*No 87.*)

Route Montréal-Sherbrooke:—Copies actes, contrats, conventions, depuis 25 mai 1930, se rapportant aux travaux de la route Montréal-Sherbrooke, entre Magog et Granby. Ordonné, 124; déposé, 159. (*No 60.*)

Secours aux chômeurs:—(Voir *Colonisation; Aide aux Chômeurs.*)

Secrétaire et registraire:—Rapport du—1932-33. Déposé, 13. (*No 12.*)

Service civil:—(Voir *Nominations.*)

Services publics:—(Voir *Commission des—*.)

Société Coopérative Fédérée:—

1. Copies ordres-en-conseil depuis 4 avril 1930, se rapportant à la somme de sept cent cinquante mille dollars relative à la Société Coopérative Fédérée de Québec, (article 3, chapitre 7, 20 Geo. V.) Ordonné, 35; déposé, 149. (*No 49.*)
2. (Voir *Coopérative Fédérée.*)

Statistiques:—

1. Municipales pour 1932. Déposé, 113. (*No 43.*)
2. Annuaire Statistique, 1933. Déposé 113. (*No 42.*)
3. De l'Enseignement pour 1932-33. Déposé 49. (*No 30.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Statuts:—(Voir *Imprimeur du roi.*)

*Statuts refondus, 1925, ch. 21, art. 8:—*Rapports faits par l'Auditeur en vertu de—, depuis le 19 février 1933 au 10 janvier 1934. Ordonné, 25; déposé, 158. (*No 53.*)

*Statuts Refondus, 1925, ch. 21, art. 9:—*Copies de rapports au lieutenant-gouverneur en Conseil, en vertu de l'article 9, c. 21, Statuts refondus, 1925, depuis 19 février 1933 au 10 janvier 1934. Adresse votée, 25; dépôt, 158. (*No 52.*)

Subsides:—(Voir *Octrois*; SUBSIDES.—)

Sucre de Betteraves:—

Correspondance relativement à la culture du—; motion proposée, débat ajourné, 365; reprise du débat, de nouveau ajourné, 367; reprise du débat, motion adoptée; ordonné, 379.

*Taxe sur les Corporations:—*Copies ordres-en-conseil se rapportant à la réduction des taxes imposées par loi de la taxe sur les corporations, depuis 10 janvier 1933 au 10 janvier 1934. Ordonné, 26; déposé, 45. (*No 24.*)

*Terres de la Couronne:—*Listes de concessions de—de la province de Québec, 1932-1933. Déposé, 13. (*No 13.*)

*Terres et forêts:—*Rapport du Ministre des—, pour année expirée le 30 juin 1933. Déposé, 96. (*No 40.*)

*Travail:—*Rapport du Ministre du—, pour l'année finissant le 30 juin 1933. Déposé, 23. (*No 17.*)

*Travaux publics:—*Rapport du Ministre des—pour l'année finissant le 30 juin 1933. Déposé, 8. (*No 8.*)

*Trésor:—*État relatif aux valeurs achetées par le Trésor depuis 1er juillet 1932 pour placer fonds d'amortissement de la dette de la province: détails sur ces valeurs, date, prix, somme totale, commission, etc. Ordonné, 228; déposé, 229. (*No 74.*)

*Trésorerie:—*Copies règlements de la Trésorerie depuis 19 février 1933 au 10 janvier 1934. Ordonné, 24; déposé, 159. (*No 61.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.**Vaillancourt, Almyra:—*

1. Copies de listes de paye, de la Voirie, concernant travaux de Saint-Placide, Deux-Montagnes, sous—, du 1er janvier 1930 à date. Ordonné, 66; déposé, 96. (*No 38.*)
2. Correspondance, avec—, depuis 1er janvier 1930 à date, re travaux de la Voirie ou de la Loi du chômage. Ordonné, 77; déposé, 96. (*No 39.*)

Voirie:—

1. Rapport du ministre de la—pour 1933. Déposé, 8. (*No 5.*)
2. Certificats de la Voirie, depuis 4 avril 1929, au 1er janvier 1934 se rapportant à la somme de \$17,000,000, mentionnée à la loi de la Voirie. Ordonné, 125; déposé, 193. (*No 69.*)
3. État relatif à \$12,424,258.64 dépensé en vertu de la Loi de la Voirie, depuis 4 avril 1929, au 1er janvier 1934, d'après réponse du 15 février 1934: à qui payée somme; total, coût travaux sans soumissions. Ordonné, 218; déposé, 219. (*No 73.*)
4. États indiquant sommes diverses mises à la disposition du ministère Voirie-Mines, d'après certificat de dates diverses, se rapportant à \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, "Loi modifiant la loi de la Voirie". Ordonnés, pages 345, 346, 347, 348, 349, 350 et 351. (N. B. Ordres de teneur identique, excepté quant à la somme mise à la disposition, excepté aussi à la date et au numéro du certificat, sont votés; voir dites pages 345 à 351.)
5. (Voir *Route Montréal-Sherbrooke; Vaillancourt.*)

*Vues animées:—*Correspondances concernant l'admission des enfants à des représentations familiales de vues animées éducationnelles. Ordonné, 449.

DROIT DE VOTE DES FEMMES:—(Voir FEMMES.)

DROITS SUR SUCCESSIONS:—(Voir SUCCESSIONS.)

EAU:—(Voir CODE MUNICIPAL.)

Eaux courantes:—(Voir RÉGIME DES—.)

ÉCOLES:—(Voir INSTRUCTION PUBLIQUE; CORPORATIONS MUNICIPALES OU SCOLAIRES.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL:—(Voir COMMISSION DES—.)

ÉCOLES PROTESTANTES:—Loi concernant le Bureau central des—. (Voir BILLS, *No 32.*)

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'AGRICULTURE:—(Voir SAINTE-ANNE-DE-LA-POCA-TIÈRE.)

ÉDUCATION:—(Voir LOTERIE; INSTRUCTION PUBLIQUE; ÉCOLES.)

ÉGLISE DE L'ASCENSION DE N.-S. (WESTMOUNT):—(Voir ASCENSION DE—.)

ÉLECTEUR:—Loi relative à la qualité d'—. (Voir BILLS, *No 182.*)

ÉLECTRICITÉ:—

1. Loi de la municipalisation de l'—. (Voir BILLS, *No 22.*)

2. Loi relative aux taux de l'—. (Voir BILLS, *No 57.*)

ÉLIGIBILITÉ AUX CHARGES MUNICIPALES:—(Loi concernant l'—. (Voir BILLS, *No 167.*)

EMPLOYÉS PUBLICS:—Loi des—et le cautionnement des salariés par le gouvernement.—(Voir BILLS, *No 40.*)

EMPLOYEURS:—(Voir RÈGLEMENTATION DU TRAVAIL; SALAIRES RAISONNABLES; ACCIDENTS DU TRAVAIL.)

EMPRUNTS MUNICIPAUX:—(Voir DETTES ET—.)

EMPRUNTS PAR LES CULTIVATEURS:—Motion de M. Élie: Que, vu que frais d'enregistrement et autres sont trop élevés, cette Chambre recommande de les diminuer en ce qui concerne les—pour besoins de leurs fermes; adoptée, 112.

ENFANTS:—(Voir ORPHELINS.)

ENQUÊTES SUR INCENDIES:—(Voir INCENDIES.)

ENREGISTREMENT:—(Voir PRÊT AGRICOLE; PERMIS DE COUPE DE BOIS.)

ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS:—Loi des—. (Voir BILLS, *No 20.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

EXAMEN PRÉALABLE:—Loi modifiant art. 286 du Code de procédure civile concernant l'—. (Voir *BILLS*, *No 188*.)

EXEMPTIONS DE TAXES MUNICIPALES:—Loi des—. (Voir *BILLS*, *No 190*.)

EXPROPRIATIONS:—(Voir RÉGIME DES EAUX COURANTES.)

FAILLITE:—Motion de M. Béique: Que cette Chambre recommande au gouv. de faire démarches auprès du Fédéral pour que les cultivateurs puissent bénéficier d'une prolongation de délai de paiement de dettes, et obtenir privilège de faire compromis avec leurs créanciers. Motion proposée, 433; amendt proposé par l'honorable M. Perrault, 433; amendt adopté, 434; motion principale telle qu'amendée adoptée, 434. (Voir DÉBOUCHÉS AUX PRODUITS NATURELS.)

FEMMES:—

1. Loi relative au droit de vote des—et à leur éligibilité. (Voir *BILLS*, *No 170*.)
2. Loi du salaire minimum des—. (Voir *BILLS*, *Nos 33, 169 et 185*.)

FERMES:—Loi pour l'établissement de—pour les personnes à leur sortie de prison. (Voir *BILLS*, *No 38*.)

FONDS D'AMORTISSEMENT.—(Voir RACHAT DES OBLIGATIONS.)

FONDS DE L'ASSISTANCE:—(Voir ASSISTANCE PUBLIQUE.)

FORÊTS:—(Voir TERRES ET FORÊTS; BÛCHERONS; PERMIS DE COUPE DE BOIS.)

GASPÉ:—(Voir ACTES ET DOCUMENTS; PONT DE LA BAIE DE—.)

GAUDRY DIT BOURBONNIÈRE, LOUIS-JULES:—Loi concernant le testament de—. (Voir *BILLS*, *No 110*.)

GAZOLINE:—Loi de la—. (Voir *BILLS*, *No 15*.)

GRAND'MÈRE:—Loi concernant la cité de—. (Voir *BILLS*, *No 99*.)

GRANT, CHARLES COLMORE:—(Voir LONGUEUIL.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

GREFFIER DE LA CHAMBRE:—Le—informe la Chambre que l'orateur est absent, et l'orateur suppléant prend le fauteuil. (Voir ORATEUR-SUPPLÉANT.)

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANĈELLERIE:—Mandats adressés au— pour brefs d'élection dans Jacques-Cartier, Nicolet, Wolfe, 2; Certificats d'élection du—, 3, 4.

GROTHÉ, LOUIS-OVIDE:—Loi concernant les substitutions de feu—. (Voir BILLS, *No 122.*)

HAMPSTEAD:—Loi concernant la ville de—. (Voir BILLS, *No 109.*)

HÔPITAL:—(Voir TAXE D'—.)

HÔPITAL NOTRE-DAME:—Loi concernant l'—, à Montréal.—(Voir BILLS, *No 93.*)

HÔPITAL SAINT-JEAN-DE-DIEU:—Loi relative aux aliénés dans l'—. (Voir BILLS, *No 249.*)

HÔPITAUX:—Motion de M. Poulin: Que cette Chambre invite le Gouvernement à faire enquête sur hôpitaux subventionnés, afin de rechercher si ceux-ci n'ont pas abusé de l'assistance publique; s'il ne serait pas opportun d'établir un système de comptabilité, et de contrôle qui empêche l'utilisation des lois publiques par toute personne non indigente; d'ouvrir ces—à tout médecin qualifié. Motion adoptée, 413.

HUISSIERS:—Loi des—. (Voir BILLS, *No 7.*)

HUILES:—(Voir GAZOLINE.)

HULL:—Loi concernant la cité de—. (Voir BILLS, *No 80.*)

HYGIÈNE PUBLIQUE:—Loi de—de Québec. (Voir BILLS, *No 31.*)

HYPOTHÈQUES:—(Voir CRÉANCES HYPOTHÉCAIRES.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

IMMACULÉE CONCEPTION DE MARIE:—(Voir OBLATS DE L'—.)

IMMEUBLES:—

1. Loi relative à la vente en bloc de certains—. (Voir *BILLS, No 169.*)
2. (Voir *CODE DE PROCÉDURE CIVILE.*)

IMPRESSIONS LÉGISLATIVES (COMITÉ DES).—(Voir COMITÉS.)

INCENDIES:—

1. Loi de la prévention des—. (Voir *BILLS, No 26.*)
2. Loi des enquêtes sur les—. (Voir *BILLS, No 27.*)

INDEMNITÉS:—

1. Loi 23 Geo. V, c. 98, pour rétablir certaines—. (Voir *BILLS, No 150.*)
2. (Voir *ACCIDENTS DU TRAVAIL; JURÉS.*)

INDIGENTS:—(Voir *ASSISTANCE.*)

INDUSTRIES:—(Voir *COMITÉS; PRODUITS LAITIERS.*)

INDUSTRIE ET REFUGE:—(Voir *MAISON PROTESTANTE D'—.*)

INFRACTIONS:—(Voir *LIQUEURS ALCOOLIKES; PROCUREUR GÉNÉRAL; POLICE ET BON ORDRE.*)

INSTITUT DES SŒURS:—(Voir *NOTRE-DAME DE MONT-LAURIER.*)

INSTRUCTION PUBLIQUE:—

1. Loi de—et perception des taxes scolaires.—(Voir *BILLS, No 21.*)
2. Loi de l'—. (Voir *BILLS, No 60.*)
3. Loi de l'—concernant les ventes d'immeubles pour taxes.—(Voir *BILLS, No 173.*)
4. (Voir *ÉCOLES PROTESTANTES; ÉCOLES.*)

INSTRUCTION PUBLIQUE:—(Voir *ÉCOLES PROTESTANTES.*)

INTERNATIONAL ADVENT CHRISTIAN CONFERENCE:—Loi concernant la—. (Voir *BILLS, No 79.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

JACQUES-CARTIER:—

1. Motion de M. Rochette: Que cette Chambre exprime l'avis que la Commission de Géographie de Québec devrait donner au bras de mer entre l'Ile d'Anticosti et la Côte Nord, le nom de "détroit de—" et à d'autres points toutes autres appellations propres à commémorer le quatrième centenaire de l'arrivée de—au Canada. Motion adoptée, 415.
2. Motion de M. Côté (Gaspé-Nord): Que cette Chambre exprime le vœu que les membres du Gouv. et de la législature prennent part au quatrième centenaire de—, et se rendent à Gaspé, 25 août; adoptée, 448.

JOURNALIERS:—(Voir SALAIRES RAISONNABLES; RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL.)

JOURS FÉRIÉS:—Loi concernant les—. (Voir BILLS, *No 9*.)

JUGEMENTS:—(Voir TRIBUNAUX JUDICIAIRES.)

JURÉS:—Loi des—relative à leur indemnité.—(Voir BILLS, *No 12*.)

JUSTICE:—(Voir PROCUREUR GÉNÉRAL; TRIBUNAUX JUDICIAIRES; JURÉS; POLICE ET BON ORDRE.)

LAIT:—

1. Loi concernant le—et les produits laitiers. (Voir BILLS, *No 64*.)
2. Loi concernant le prix du—(Voir BILLS, *No 245*.)

LAMAQUE:—Loi concernant la ville de—. (Voir BILLS, *No 91*.)

LAROCQUE, M. J. A. A.:—Loi concernant la substitution de—. (Voir BILLS, *No 85*.)

LAVAL-DES-RAPIDES:—Loi concernant la ville de—. (Voir BILLS, *No 116*.)

LICENCES:—

1. Loi des—des lieux d'amusements.—(Voir BILLS, *No 4*.)
2. Loi des—relativement aux distributeurs automatiques.—(Voir BILLS, *No 70*.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

LIEUTENANT-GOUVERNEUR:—

Discours du—à l'ouverture de la session, 4; à la clôture de la session, 454; prise en considération, 4; motion pour adresse en réponse au discours du trône, 7; débat, 16; motion adoptée, 16.

Requiert la présence des députés dans la salle des séances du Conseil à l'ouverture de la session, 1; pour la sanction de certains bills, 226; 450; à la clôture de la session, 450.

Transmission du rapport de l'imprimeur du Roi, 7.

Transmission du budget, 83; du budget supplémentaire, 406.

Transmission de rapports concernant certaines nominations dans le service civil, 8; état des cautionnements, 13.

Proroge les Chambres, 455.

LIEUX D'AMUSEMENTS:—(Voir LICENCES.)**LIQUEURS ALCOOLIQUES:—**

1. Loi des—concernant les heures de fermeture.—(Voir *BILLS, No. 5.*)

2. Loi des—, et la poursuite des infractions.—(Voir *BILLS, No 17.*)

3. Loi des—concernant la recherche des infractions.—(Voir *BILLS, No. 166.*)

LOCATAIRES:—

1. Loi concernant l'expulsion de—. (Voir *BILLS, No 183.*)

2. (Voir *BAUX DE MAISONS.*)

LOI 16 GEO. V, c. 55:—Loi imposant la "taxe d'hôpital". (Voir *BILLS, No 158.*)

LOI 21 GEO. V, c. 36:—Loi abrogeant la loi—. (Voir *BILLS, No 155.*)

LOI 21 GEO. V, c. 105:—Loi abrogeant la—. (Voir *BILLS, No 156.*)

LOI 23 GEO. V, c. 98:—

1. Loi modifiant la—pour rétablir certaines indemnités. (Voir *BILLS, No 150.*)

2. Pour rétablir droit à l'accidenté de choisir médecin. (Voir *BILLS, Nos 150 et 151.*)

LOI DU DIMANCHE:—Motion de M. Duplessis: Que cette Chambre, attendu résolution du 28 mars 1931, etc., invite le gouv. à nommer inspecteurs pour exercer surveillance efficace, assurer sécurité usines et obtenir observance de la—, adoptée, 171.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

LONGUEUIL, BARON DE:—Loi concernant la succession de Charles Colmore Grant,—. (Voir *BILLS, No 94.*)

LOTÉRIE:—

1. Loi autorisant une—pour fins éducationnelles et d'assistance publique.—(Voir *BILLS, No 41.*)
2. Motion de l'honorable M. Taschereau: Que cette Chambre invite le Gouvernement Fédéral à amender le Code criminel pour permettre à cette province d'organiser une—; motion adoptée, 317.

LOW-SUD:—Loi concernant la municipalité scolaire de—. (Voir *BILLS, No 72.*)

MACHINES FIXES:—(Voir *MÉCANICIENS.*)

MAISON PROTESTANTE D'INDUSTRIE ET DE REFUGE:—Loi concernant la—de Montréal.—(Voir *BILLS, No 88.*)

MANDATS SPÉCIAUX:—DÉPÔT, 14.

MARKETING:—(Voir *BILLS, No 243.*)

McNALLY, THOMAS JOS.:—Loi concernant le Collège des chirurgiens-dentistes et—. (Voir *BILLS, No 77.*)

MÉCANICIENS:—Loi relative aux—de machines fixes.—(Voir *BILLS, No 25.*)

MÉDECINS:—Loi médicale relative à l'élection du Bureau de médecine. (Voir *BILLS, No 191.*)

MÈRES NÉCESSITEUSES—Motion de M. Barré: Que, vu recommandation de commission des assurances sociales, cette Chambre est d'avis d'instituer régime d'assistance aux—et invite gouvernement à présenter législation. Motion proposée, 40; débat ajourné, 40; reprise du débat, 75; amendement de l'honorable M. David, qu'aussitôt position financière le permettra le gouv. considère possibilité de créer ce régime d'assistance, 75; amdt adopté sur vote, 76; motion telle qu'amendée adoptée sur vote, 77.

MINES:—Loi des—de Québec. (Voir *BILLS, No 10.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

MONGRAIN, ROSA:—Loi concernant l'adoption de—. (Voir *BILLS, No 117.*)

MONT-LAURIER:—(Voir *N.-D.-DE—*.)

MONTREAL:—Loi concernant la cité de—. (Voir *BILLS, Nos 100 et 102.*)

MONTREAL-EST:—Loi concernant la ville de—. (Voir *BILLS, No 113.*)

MONTREAL-OUEST:—Loi concernant les terres en culture dans la ville de—. (Voir *BILLS, No 123.*)

MONTREAL TRUST CO.:—Loi concernant la—. (Voir *BILLS, No 124.*)

MONT-ROYAL:—Loi concernant la ville de—. (Voir *BILLS, No 81.*)

MORATOIRE:—(Voir *CRÉANCES HYPOTHÉCAIRES.*)

MOULINS A SCIE:—(Voir *BOIS DE SCIAGE.*)

MUNICIPALISATION:—(Voir *BILLS, Nos 22 et 57.*)

MUNICIPALITÉS:—(Voir *AFFAIRES MUNICIPALES; CITÉS ET VILLES; CODE MUNICIPAL; COMMISSION MUNICIPALE; DETTES ET EMPRUNTS; TAXES MUNICIPALES ET SCOLAIRES; CORPORATIONS MUNICIPALES OU SCOLAIRES; ÉLIGIBILITÉ AUX CHARGES; RUES ET RUELLES; UNION DES—*.)

NOTAIRES:—(Voir *ACTES ET DOCUMENTS.*)

NOTRE-DAME-AUXILIATRICE, DE SAINT-JEAN:—Loi concernant la corporation scolaire de—. (Voir *BILLS, No 108.*)

NOTRE-DAME DE LOURDES:—Loi concernant la paroisse de—. (Voir *BILLS, No 112.*)

NOTRE-DAME DE MONT-LAURIER:—Loi concernant l'Institut des Sœurs de—. (Voir *BILLS, No. 111.*)

OBLATS DE L'IMMACULÉE CONCEPTION DE MARIE:—Loi concernant les révérends pères—. (Voir *BILLS, No 104.*)

OBLIGATIONS:—(Voir *BONS—ET DÉBENTURES; DETTES ET EMPRUNTS; RACHAT DES—*.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

OFFICIERS DE JUSTICE:—Loi des salaires de certains—. (Voir *BILLS*, *No 153*.)

OFFICIERS PUBLICS:—(Voir *EMPLOYÉS PUBLICS*.)

OPTOMÉTRISTES ET OPTICIENS:—Loi concernant l'Association des—. (Voir *BILLS*, *No 76*.)

ORATEUR:—

Donne lecture du discours du trône prononcé à l'ouverture de la session, 4; à la clôture de la session, 454.

Prononce l'ajournement de la séance, 401.

Rend décision sur des questions d'ordre; prend question en délibéré. (Voir *QUESTIONS D'ORDRE*.)

Précis des décisions de l'—, 456.

Dépose le rapport du bibliothécaire, 98.

ORATEUR-SUPPLÉANT:—

Prend le fauteuil, l'orateur étant absent, 1, 9, 11, 19, 43, 47, 56, 86, 152, 177.

ORDRES DE LA CHAMBRE:—

Ordre révoqué, 164.

Ordre révoqué et bill retiré, 442.

(Voir *QUESTIONS D'ORDRE*; *RÈGLEMENTS DE LA CHAMBRE*.)

ORDRES DU JOUR:—Ordonnant le dépôt de documents sur le bureau de la Chambre. (Voir *DOCUMENTS DE LA SESSION*.)

ORPHELINAT AGRICOLE:—(Voir *SAINT-FERDINAND D'HALIFAX*.)

ORPHELINS:—Loi des accidents du travail, 1931, et les indemnités aux—. (Voir *BILLS*, *No 164*.)

PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS:—Loi des—. (Voir *BILLS*, *No 153*.)

PÊCHERIES:—

1. Motion de M. Chouinard: Que cette Chambre est d'opinion d'établir pour nos—une coopération fédérale-provinciale sur système service d'agriculture de la Province, 229; débat ajourné, 229; reprise du débat, 379; amendt proposé par M. Rochette, débat ajourné sur l'amendt, 379; reprise du débat sur l'amendt, 381; amendt adopté, 381; motion principale telle qu'amendée adoptée, 381.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

PÊCHERIES:—*Suite.*

2. Motion de M. Duplessis: Que cette Chambre invite le gouvernement à adopter mesures pour obtenir la coopération entre le fédéral et provincial et afin d'accorder à nos pêcheurs protection et aide; motion adoptée, 382.

PENSION DE VIEILLESSE:—Motion de M. Guertin: Que, vu rapport Commission des assurances, cette Chambre est d'avis d'accepter, comme mesure temporaire, mise en vigueur loi fédérale, et invite gouvernement à présenter législation de—124; débat ajourné; 124; reprise du débat 133; amend. proposé par l'honorable M. David, que cette Chambre exprime vœu que le gouv. continue encouragement aux institutions charitables et religieuses, 133; débat sur l'amendt ajourné, 133; reprise du débat sur l'amendt, 142; sous-amendt proposé par M. Sauvé, rejeté, 144; débat se continue; sous-amendt proposé par M. Barré, rejeté, 145; l'amendt est adopté, 146; motion principale telle qu'amendée, adoptée, 147.

PENSIONS:—Loi des—. (Voir *BILLS, No 58.*)

PERMIS DE COUPE DE BOIS:—Loi pour la permanence des—et l'enregistrement d'actes. (Voir *BILLS, No 43.*)

PÉTITION:—Art. 510 du Règl. suspendu *re Trafalgar Institute*; pétition présentée, 56; *re Sisters of Service of Canada*, concernant art. 362b du bill 100, cité de Montréal, pétition présentée lue et reçue, 73; toutes règles suspendues, *re 117 re Rosa Mongrain*, pétition présentée, lue et reçue, première lecture du bill, 207.

(Voir *BILLS-PROCÉDURES INCIDENTES; DÉLAIS PROLONGÉS.*)

PHARMACIE:—Loi concernant la—. (Voir *BILLS, No 175.*)

POINTS D'ORDRE:—(Voir *QUESTIONS D'ORDRE.*)

POLICE ET BON ORDRE:—Loi de la—relativement à la répression d'infractions. (Voir *BILLS, No 61.*)

POMMES:—(Voir *CIDRE DE—.*)

PONT DE LA BAIE DE GASPÉ:—Loi concernant le—. (Voir *BILLS, No 35.*)

PORTEOUS, ANDREW DAWES:—Loi changeant le nom de—en celui de Andrew Dawes.— (Voir *BILLS, No 87.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

POSEURS DE TUYAUTERIE:—(Voir TUYAUTERIE.)

POULIN, MARCEL:—Loi concernant le Barreau et—. (Voir BILLS, *No 101.*)

PRATT, JOHN:—Loi concernant la succession de—. (Voir BILLS, *No 89.*)

PRÉCIS DES DÉCISIONS DE L'ORATEUR:—456. (Voir ORATEUR.)

PRESCRIPTION:—Loi concernant la—en matières commerciales. (Voir BILLS, *No 189.*)

PRÉSIDENT DES COMITÉS:—(Voir ORATEUR-SUPPLÉANT.)

PRÊT AGRICOLE:—Loi du—pour diminuer frais d'enregistrement et des procédures. (Voir BILLS, *No 69.*)

PRÉVENTION DES INCENDIES:—(Voir INCENDIES.)

PRISONS:—(Voir PALAIS DE JUSTICE ET—; FERMES.)

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS (Comité des):—(Voir COMITÉS.)

PROCÉDURE:—(Voir QUESTIONS D'ORDRE; CODE DE PROCÉDURE; BILLS.)

PROCLAMATION:—Convoquant la Législature, V.

PROCUREUR GÉNÉRAL:—Loi du département du—relativement aux poursuites pour infractions à lois particulières. (Voir BILLS, *Nos 61 et 62.*)

PRODUITS LAITIERS:—Loi des—. (Voir BILLS, *No 64.*)

PRODUITS NATURELS:—(Voir DÉBOUCHÉS AUX—.)

QUATRIÈME CENTENAIRE DE JACQUES CARTIER—(Voir JACQUES CARTIER.)

QUÉBEC:—Loi concernant la cité de—. (Voir BILLS, *No 125.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS (ET RÉPONSES):—

Accidents du travail:—Depuis le 30 mars 1931, à même \$100,000 annuellement, combien le total des contributions pour dépenses de la Commission des—, (21 Geo. V, chap. 100); 2. Contributions ont-elles été remboursées par Commission—; 60.

Affaires municipales:—(Voir *Municipalités; Taxes sur les corporations.*)

Agriculture:—1. Relativement à la somme de \$25,000.00 mise à la disposition de l'Agriculture, ordre en conseil approuvé le 13 juillet 1933, par le lieutenant-gouverneur, numéro 1495: à qui payée; pour quelles fins; comment répartie; quand payé chacun des item; 243. *NOTA BENE: Semblables questions, excepté quant à la somme, à la date et au numéro de l'ordre en conseil, apparaissent sur les pages 237 à 246 inclusivement, les réponses à ces questions sont parfois données à des groupes de questions;* 2. Relativement à la somme de \$18,241.15 mise à la disposition de l'Agriculture, d'après certificat approuvé le 4 août 1932, et portant le No 124 pour le département: à qui payée; pour quelles fins; comment répartie; quand payé chacun des item; 295. (*NOTA BENE:—Semblables questions, excepté quant à la somme, à la date et numéro du certificat, apparaissent sur les pages 295 à 306 inclusivement;* 3. Relativement à autorisation à l'Agriculture de se porter garant pour prêt \$100,000.00 par Banque Canadienne Nationale à la Société Coopérative Fédérée; (20 George V, c. 7, art. 3, approuvée 18 août 1932, ordre en conseil numéro 2800): combien de temps le ministre porté garant; taux d'intérêt payé, 313; 4. Pareille question, excepté quant au montant, à la date et au numéro de l'ordre en conseil, 313; 5. (Voir *Coopérative avicole; coopérative agricole; Coopérative Fédérée; Journal d'Agriculture; Loi 20 Geo. V, c. 7, c. 7, art. 1; art. 2; Produits Agricoles; Expositions Agricoles; Fermes de démonstration; Colonisation; Bulletin de la Ferme.*)

Aide aux chômeurs—1. La somme \$6,174,347.46 qui, (Comptes Publics 1932-33) paraît dépensée pour l'—, a-t-elle été payée à même le fonds consolidé; à même quel fonds a-t-elle été payée; 181; 2. (Voir *Chômage.*)

Amiesite:—(Voir *Asphalte; Bitume.*—)

Amusements:—(Voir *Licences; Assistance publique.*)

Annonces:—(Voir *Voirie.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Aqueduc de Deschambault:—Un rapport concernant l'—, a-t-il été fait, 1er janvier 1933; à quelle date et par qui; à quel département, 339.

Asiles, etc., subventionnés:—(Voir *Hôpitaux*.)

Asiles d'aliénés:—Les \$583,764.49 que municipalités ont payés et les \$95,484.61 que patients ont payés, pour les—, et des \$146,961.95 que municipalités ont payés pour écoles de réforme pendant 1932-33 ont-ils été versés au fonds consolidé du revenu, 211.

Asphalte:—Depuis 1er janvier au 31 décembre 1933 quelle quantité en tonnes, de produits asphaltiques "Macurban," "Macasphalt" et "Amiesite" a été employée par la Voirie, 276; 2. (Voir *Voirie*.)

Assemblée législative:—(Voir *Session de 1933; Procès-verbaux 1933*.)

Assistance publique:—1. A combien le total des contributions des municipalités, en vertu de la loi de l'—, du 1er juillet 1931 au 1er janvier 1933, au 10 janvier 1934, 39; 2. Relativement aux salaires des employés de l'—, combien somme totale payée ou payable à même son fonds, années 1931, 1932, 1933, 53; 3. Au cours année du 1er juillet 1932 au 30 juin 1933, montant des droits perçus: *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans toute la province, ont été versés au Trésor "fonds de l'assistance publique"; droits perçus: *a.* dans la cité de Montréal, (*b.*) dans toute la province année du 1er juin 1932 au 30 juin 1933, frais encourus par la province ou par les municipalités, 61; 4. Relativement à la somme de \$1,190,746, 27 (état 34 des Comptes Publics 1932-33, rubrique "Avances au fonds de l'Assistance Publique", 23 Geo. V, c. 76.) quelle date a été avancée la somme, a-t-elle été avancée à même fonds consolidé ou emprunt, a-t-elle été remboursée, quand, 87; 5. A part la somme de \$2,298,567.81, (réponse, Journaux du 24 janvier 1934) à combien les contributions des municipalités en vertu de la Loi de l'—, du 1er juillet 1931, au 1er juin 1933, 121; 6. Relativement aux droits du pauvre perçus par chaque municipalité en vertu de la loi des droits sur les divertissements (S. R. Q., 1925, chap. 125) au cours de l'année 1er juillet 1932, 30 juin 1933: *a.* combien perçus la cité de Montréal; *b.* combien transmis au trésorier au service de l'—; *c.* quels frais de perception encourus par Montréal, 122; 7. (Voir *Hospices; Hôpitaux*.)

Autobus:—(Voir *Véhicules-automobiles*.)

Avis ou publications:—(Voir *Gazette officielle*.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Banques:—(Voir *Comptes de*—.)

Barrett Co., Ltd.:—(Voir *Bitume; Voirie*.)

Beauharnois Light, Heat & Power Co.:—Quel montant des obligations de—, le Gouvernement a-t-il reçu pour paiement de loyers, tel que prévu par l'acte de fiducie, 421.

Bellefeuille:—La Voirie a-t-elle acheté gravier de M.—, de Pierre-ville, Yamaska, 371.

Bitume:—Du 1er janvier au 31 décembre 1933, quels prix la tonne payés pour produits bitumineux: couche lieuse; couche de surface, aux compagnies suivantes: 1. Macurban Asphalt, Ltd? 2. Amiesite Asphalt, Ltd? 3. Barrett Co., Ltd? 4. Canadian Bitumuls Co., Ltd? quantité employée dans chaque cas, 287.

Boulevard Alexandre Taschereau:—1. Outre les \$2,150,442.57 qu'ont coûté les 9.31 milles du "Boulevard Alexandre Taschereau", (réponse, Journaux 14 février 1933); quelles dépenses depuis, 127; 2. (Voir *Voirie*).

Bourses.—1. Combien ont coûté les —, pour suivre cours additionnels à Paris (10 George V, chapitre 9), depuis sanction de cette loi au 31 décembre 1933; combien d'élèves, combien sont établis dans la province, combien en Europe; 310; 2. (Voir *Pêcheries*.)

Bulletin de la Ferme:—1. Du 1er juillet 1932 au 30 juin 1933, à combien s'élèvent: octrois accordés au— par l'Agriculture; la publicité payée pour Coopérative Fédérée, 328; 2. Relativement aux \$6,000. accordés au—, (d'après page 352 Comptes Publics, 1932-33); pour quelles fins, 345.

Canada Power & Paper Corporation:—Relativement au merger—, depuis 30 novembre 1927: quelles compagnies en ont fait partie; étendue du domaine de la Couronne possédé par chacune; à titre de concessionnaires de coupes de bois; de premier acquéreur; à tout autre titre; à combien s'élève la somme totale payée, à titre de primes de transfert, par chacune, 188.

Canadian Bitumuls Co., Ltd.:—(Voir *Bitume*.)

Champs de démonstration:—(Voir *Fermes de*—.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Chantiers de bois:—Le gouvernement possède-t-il statistiques sur nombre d'enfants et de femmes dans les—; quel était, l'hiver dernier, nombre d'enfants moins de 16 ans; combien étaient en âge de fréquenter l'école, 328.

Chemins—(Voir *Voirie*).

Chemins de Colonisation:—1. Depuis 3 avril 1912 combien la Colonisation a dépensé pour chemins nouveaux dans chacun des comtés de colonisation, 369; pour l'amélioration des—, 369. (N. B.—*La réponse couvre les deux questions*); 2. (Voir *Colonisation*; *Voirie*.)

Chlorure de Calcium:—1. Quelle quantité de — le gouvernement a-t-il achetée en 1933; fournisseurs; montants payés ou à payer; pour 1934 est-ce acheté, 411. 2. Un autre produit a-t-il été employé pour abattre la poussière, 411.

Chômage:—1. Quelles sommes dues à date à la cité de Montréal pour: secours direct; travaux de —; pour chacun des mois de mai à décembre 1933, 153; 2. Coût mensuel total par personne pour les secours directs, chaque mois, depuis janvier 1933 dans chacune des villes suivantes: Montréal, Québec, Hull, Sherbrooke, Trois-Rivières, Chicoutimi, Verdun, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan-Falls, Joliette, Lachine, St-Hyacinthe, Sorel, Valleyfield, 255; 3. (Voir *Aide aux Chômeurs*; *Commission des liqueurs*; *Park et Pohénégamook*.)

Cie de Conserves de Napierville, Ltée:—1. A quelle date a été incorporée "La—; premiers directeurs; quels ont été, jusqu'à date, les directeurs; depuis 1er janvier 1929 au 15 février 1934, octrois, ont-ils été accordés, 254; 2. Relativement à \$5,016.64, payé à "La—, conformément à réponse du 13 mars, 1934: quand payée; à l'ordre de qui; à qui les chèques transmis, 307.

Colonisation:—1. Quelles sommes dépensées pour— depuis la Confédération au 1er juillet 1920, et depuis 1er juillet 1920 au 1er juillet 1933, 93; 2. Quels comtés sont considérés comme comtés de—, 125; 3. Quels sont les comtés, qui ne sont plus de colonisation mais où le département de— peut construire des ponts en bois, (réponse Procès-verbaux Assemblée législative, 13 février 1934 (page 134), 170; 4. Comment s'explique la différence entre montant global de 2,157 lots (réponse, Journaux, du 30 janvier 1934) et montant de 2,134 lots (rapport Colonisation, 1932-33, page 68, 359; 5. (Voir *Chemins de—*; *Comptes recevables*; *d'Est-*

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

court; Employés surnuméraires; Lots de colonisation; Primes de défrichement et de labour; Subventions ou octrois; Voirie.)

Commissions des accidents du travail:—(Voir Accidents du travail.)

Commission des Eaux Courantes:—(Voir Comptes Recevables.)

*Commission des liqueurs:—*1. Relativement aux sommes reçues de la—, à quelque titre que ce fût, de juillet 1932 à juillet 1933; à quelle date chacune reçue et quel montant, 30; 2. Depuis 1er juillet 1932, au 1er juillet 1933, combien de timbres (prévus par 22 Geo. V, c. 32), ont été imprimés; quelle somme; quant payée par la province ou par la Commission des Liqueurs, 31; 3. Depuis 1er juillet 1932 au 1er juillet 1933, quantité de timbres prévus par 22 Geo. V, c. 32, ont été apposés; somme globale; somme totale la Commission des Liqueurs a-t-elle achetée timbres, combien payé au Trésor, 31; 4. Combien a coûté le restaurant de la—, Pied-du-Courant, 1er mai 1932 au 30 avril 1933; combien a-t-il rapporté; coût du 1er mai 1933 à date, 61; 5. Combien la — a-t-elle dépensé pour gouvernement depuis la réponse du 30 mars 1933; quels travaux, construction, etc., et combien dans chaque cas, 75; 6. Quel montant des ventes de la—: du 1er mai 1932 au 30 avril 1933; du 1er mai au 31 décembre 1933; montant perçu des brasseries pour licences, permis, etc.; montant des licences de tavernes, d'hôtels, de restaurants, de clubs, etc.; montant des amendes; montant des saisies, 148; 7. Quel montant des ventes de la—, dans Montréal: du 1er mai 1932 au 30 avril 1933; du 1er mai au 31 décembre 1933; montant perçu des brasseries pour licences, permis, etc., dans Montréal; montant des licences de tavernes, d'hôtels, de restaurants, de clubs, etc., dans Montréal; montant des amendes, montant des saisies, 148; 8. Quel total des ventes de la—, ville de Hull, pour 1932-1933; montant de tavernes, d'hôtels, de restaurants, de clubs, etc., pour 1932-1933; amendes district de Hull pour 1932-1933; saisies district de Hull pour 1932-1933, 219; 9. La—, a-t-elle contracté des emprunts: du 1er janvier au 31 décembre 1930, 1931, 1932, 1933, 229; 10. À combien s'élève la valeur réelle des immeubles de la—; où se trouvent-ils; sont-ils affectés par privilèges ou hypothèques, 254; 11. Relativement à "Taxe du chômage", imposée par 22 Geo. V, c. 32, (timbre spécial) apposé sur chaque bouteille: quels sont: revenus bruts, nets, du 19 février au 31 décembre 1932, du 1er janvier au 31 décembre 1933, 268; 12. Pour février 1934, y a-t-il des magasins de la— dont dépenses ont excédé recettes; dans quelle cité ou ville, 291; 13. À la connaissance officielle du gouvernement, de la—, combien a été payé à M. Jules Desmarais, avocat, de Montréal: relativement aux causes en 1930, 31, 32, 33 et du 1er janvier au 25 mars 1934, 408.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Comptes à percevoir:—Relativement aux dix plus anciens—, par chacun des ministères mentionnés dans question (page 174 des Procès-verbaux 1934); par qui dûs; montants; depuis quelle date, 358.

Comptes de Banque:—1. Les— ont-ils été soutirés depuis 30 janvier au dimanche 18 février 1934; combien de temps; quand; quelle somme chaque jour; taux d'intérêt payé, 218; 2. A quelles banques étaient déposés le 30 juin 1933: les dépôts judiciaires; fonds d'amortissement non placés; municipaux *re* construction de logements ouvriers; taxes sur corporations pour 1933-34; à quel montant s'élevait chaque dépôt et quel numéro portait le compte, 227; 3. Relativement aux—, soutirés pendant 339 jours: depuis 10 février 1933 au 29 janvier 1934, (réponse page 130, Procès-verbaux 1934): quelle somme moyenne comptes soutirés; combien de temps et sur quelle somme province a-t-elle payé $5\frac{1}{2}$ pour cent d'intérêt; période inclut-elle dimanches et fêtes légales, 180; 4. Les—, de la province ont-ils été soutirés, depuis le 19 février au 13 mars 1934, inclusivement; combien de temps; quand; quelle somme chaque jour, etc., 427; 5. Et du 13 mars au 2 avril 1934, 428; 6. Relativement aux— du 10 février 1933 au 29 janvier 1934; somme la plus élevée desdits comptes soutirés; combien de temps, 120, 121; 7. Les— ont-ils été soutirés, et de combien: les 23, 24, 26, 27, 28, 29, 30 juin 1933, 121; 8. Relativement réponse 23 février 1934, et se rapportant aux—, soutirés, pendant 339 jours, du 10 février 1933 au 29 janvier 1934; quelles dates auxquelles ces comptes n'ont pas été soutirés; les 80 jours mentionnés dite réponse; total des intérêts au taux de $5\frac{1}{2}\%$, 210.

Comtés de Colonisation:—(Voir *Colonisation.*)

Comptes recevables:—1. Par qui dues sommes, rapport de Price Waterhouse, 8 octobre 1931, chapitre des—, comme réserve pour montants non-percevables, suivants: Terre & Forêts, Commission Eaux Courantes; Revenu; Secrétaire Provincial; Colonisation; Voirie, 165; 2. Sur quelles données, Price Waterhouse se sont-ils basés pour arriver à réserve pour sommes non-percevables, comprises dans les—, (p. 174 des Procès-verbaux); a-t-il été demandé de fournir état détaillé; par qui dus les dix plus anciens comptes, 211.

Conserves alimentaires:—(Voir *Fermes de démonstration.*)

Consolidated Paper Corporation, Ltd.:—Relativement au merger de—, depuis 1er juin 1931: quelles compagnies en ont fait partie; étendue du domaine de la Couronne possédé par chacune; à titre de conces-

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

sionnaire de coupes de bois; de premier acquéreur; à tout autre titre; à combien s'élève la somme totale payée, à titre de primes de transfert, par chacune, 186.

Contributions municipales:—(Voir *Assistance publique; Corporations municipales.*)

Contributions scolaires:—Quel pourcentage des— payées du 1er juillet 1931 au 30 juin 1932; et du 1er juillet 1932 au 30 juin 1933; a. par les contribuables; b. par la province, 49.

Coopérative avicole:—Le gouvernement depuis 1er septembre 1931, a-t-il subventionné la— des Trois-Rivières; quand; quelle somme, 67.

Coopérative Fédérée de Québec:—1. Quel montant payé ou accordé à la—, comme octrois, pour propagande, publicité, etc.: durant l'année 1er juillet 1932 au 30 juin 1933; depuis l'organisation de la—, à date, 153. 2. À quel montant s'élève les achats de marchandises faits à la—, par chacun des ministères durant année 1er juillet 1932 au 30 juin 1933, 209; 3. La—, a-t-elle cessé publication des prix des moulées alimentaires dans "Le Journal d'Agriculture", depuis 23 décembre 1933; demande a-t-elle été faite à l'Agriculture; par quelles personnes, 383; 4. Pour quel montant la province est-elle garante auprès des créanciers de la—, 73; 5. (Voir *Journal d'Agriculture.*)

Corporations:—(Voir *Taxes sur les—; Municipalités.*)

Corporations scolaires:—Quel montant exigé de chacune des—, autorisées à faire des emprunts en 1932-33 jusqu'à concurrence de \$920,343.72, (page 231 Annuaire Statistique, 1933,) 188.

Cultivateurs:—(Voir *Population des municipalités.*)

Courses:—(Voir *Amusements.*)

Défrichement:—(Voir *Primes de—.*)

Dépôts judiciaires:—(Voir *Comptes de Banque.*)

D'Estcourt, de Sully:—A qui a été concédé lot $\frac{2}{5}$ d'Estcourt, de Sully, Témiscouata; concessionnaire actuel était-il déjà détenteur d'un lot; d'autres ont-ils demandé ce lot; pourquoi concession faite au détenteur actuel, 92.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Desmarais, M. Jules:—(Voir *Commission des Liqueurs.*)

Dette de la province:—Quelle était, à la fin de chaque mois depuis 1er juillet 1932, montant non placé des fonds d'amortissement de la—, 210.

Divertissements:—(Voir *Assistance publique.*)

Droits de Coupe:—1. Du 1er janvier 1933 au 9 janvier 1934, le gouvernement a-t-il accordé des réductions de—, quand, combien, 37; 2. Le 20 janvier 1934, à combien s'élevait les—, la rente foncière impayée, 159.

Droits du pauvre:—(Voir *Amusements.*)

Eaux Courantes:—(Voir *Commission des—.*)

Écoles:—(Voir *Contributions scolaires.*)

Écoles de réforme:—(Voir *Corporations scolaires; Asiles d'Aliénés.*)

Écoles d'industrie ou de Réforme:—(Voir *Hôpitaux.*)

Écoles élémentaires:—Combien a été dépensé pour construction, agrandissement et amélioration des—en 1932-33, contribution du gouvernement, 255.

Employés surnuméraires dans Yamaska:—1. Combien chacun des ministères a-t-il eu d'employés surnuméraires pour tous travaux qu'il a fait exécuter: du 1er au 15 octobre 1933; les 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 octobre 1933; montant global des salaires payés depuis le premier octobre au 28 octobre 1933; montant global à payer le 29 octobre 1933, 128; 2. Même question comté de Wolfe. 129.

Employés surnuméraires dans Wolfe:—Combien le ministère de la Voirie a-t-il eu d'employés surnuméraires—, pour les travaux qu'il a exécutés: du 25 octobre au 3 novembre 1933 inclusivement; du 6 novembre au 18 novembre 1933 inclusivement; montant global des salaires ainsi payés ou à être payés depuis le 25 octobre au 18 novembre 1933 inclusivement; montant global de salaires restait-il à payer le 19 novembre 1933, 322.

Emprunts municipaux:—Depuis le 1er janvier 1921 au 1er janvier 1934: combien de règlements municipaux au sujet des— ont été autorisés

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

par les Affaires Municipales; combien relativement à la construction; des hôpitaux, hospices ou orphelinats, asiles d'aliénés, écoles d'industrie et de réformes, subventionnés, 140.

Emprunts scolaires:—(Voir Corporations—.)

*Emprunts temporaires:—*1. Relativement aux— contractés depuis 20 mars 1933, au 10 janvier 1934; montant de chacun; date; remboursement; taux d'intérêt; déficit du fonds consolidé à la date de chacun, 38; 2. Les \$32,000,000.00 empruntés sur bons du Trésor pendant 1932-33 ont-ils été versés au fonds consolidé du revenu, 210.

Études en Europe:—(Voir Pêcheries.)

*Expositions agricoles.—*Depuis janvier 1920 à 1934, quels octrois accordés chaque année pour les—: *a.* Québec; *b.* Trois-Rivières; *c.* Sherbrooke; *d.* Valleyfield; *e.* Ormstown, 30.

Exposition du tourisme et de l'hôtellerie:—(Voir Voirie.)

*Faillites:—*D'après statistiques combien de— dans province, du 1er janvier au 31 décembre 1933; combien de fabricants; de négociants; de cultivateurs, 179.

*Fermes de démonstration:—*1. Combien de fermes ont été et ont cessé de l'être; combien ont-elles coûté, 106; 2. Combien y a-t-il à date de—et qu'ont-elles coûté; quel en est le nombre depuis la réponse parue le 14 février 1933; noms des propriétaires, des paroisses et comtés; coût de chacune à date, 106; 3. Combien dépensé pendant 6 premiers mois de l'exercice en cours, pour les—; pour champs de démonstration; pour l'industrie des conserves alimentaires, 148; 4. Quelles sont les 21 fermes qui ont été et qui ont cessé de l'être; paroisses et comtés, 160; 5. Combien le gouvernement a-t-il de— dans comtés: Gatineau, Papineau, Pontiac; où sont ces— qui en sont les propriétaires, 328.

*Feux de forêts:—*Combien y a-t-il eu de—du 1er janvier au 31 décembre 1933; que représente en acres la perte causée par—; combien la perte, 219.

*Garde-feux:—*Relativement aux—: quelle échelle salaire payée: en 1933; 1932; 1931; même question pour journaliers de la Voirie; quelles heures de travail: par jour, par semaine, 219.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Gatineau:—(Voir *Licences.*)

*Gazette officielle:—*De janvier 1933, à 1934, combien a été payé à la—, pour avis parus et se rapportant à la vente de propriétés pour taxes municipales et scolaires; faillites ou cessions de biens; ventes du shérif, 39.

*Gazoline:—*1. Quelle somme globale les vendeurs (percepteur de la taxe) ont-ils perçue: du 1er janvier au 30 juin 1933; du 1er juillet au 31 décembre 1933, 61; 2. Depuis 1er janvier 1929 au 10 mars 1934, quelle quantité: d'huile; de — a été vendue à la province par: "Excel Petroleum, Limited", "Imperial Oil, Limited", McColl-Frontenac Oil Co., Limited", à quel prix, 286; 3. Combien de vendeurs qui perçoivent la taxe; combien dans cité de Montréal, 61; 4. (Voir *Véhicules automobiles.*)

*Grains de semence:—*Quant aux grains de semence, du 1er janvier au 31 décembre 1933: montant total dépensé; dépensé dans chacun comtés; combien payé à date, 179.

*Grenier, M. J.-A.:—*Au cours voyage en Europe, septembre-octobre 1933, —, sous-ministre de l'Agriculture, s'est-il occupé de la vente de laine produite dans la province; quel résultat; MM. Harison et Lemieux, représentants à Londres, ont-ils été au courant, 383.

*Grève des bûcherons de Rouyn:—*A quelle date a eu lieu la—; a-t-on dépêché police provinciale; a-t-on lu "Loi des Émeutes"; à quelle date a-t-on dépêché le registraire des différends ouvriers; nom, 291.

Hôpitaux:—(Voir *Emprunts municipaux; Assistance publique.*)

*Hôpitaux:—*1. Depuis 1er janvier 1921, total des contributions des municipalités relativement à construction ou agrandissement des hôpitaux, hospices ou orphelinats, asiles d'aliénés, écoles d'industrie, de réforme, subventionnés, 39; 2. Depuis le 1er janvier 1931, quel total des contributions des municipalités relativement à la construction ou agrandissements: des hôpitaux, hospices ou orphelinats, asiles d'aliénés, écoles d'industrie, écoles de réforme, qui sont suventionnés, 92; 3. Relativement à réponse, 15 février 1934, page 148 Procès-verbaux, depuis 1er juillet 1920 au 1er janvier 1934: à combien les subventions, corporations municipales, autorisées par Affaires Municipales et se rapportant aux hôpitaux, hospices, orphelinats, asiles d'aliénés, écoles d'industrie, écoles de réforme, subventionnés, 171.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Hospices:—(Voir *Emprunts municipaux*.)

Hôtellerie:—(Voir *Voirie*.)

Huile:—(Voir *Gazoline*.)

Hull:—(Voir *Commission des liqueurs; Licences*.)

Hygiène:—(Voir *Aqueduc de Deschambault; Unités Sanitaires*.)

Imprimeur du Roi:—1. Les \$61,921.16 dépensés par l'—, pendant 1932-33 ont-ils été payés à même le fonds consolidé du revenu, 210; 2. (Voir *Gazette Officielle*.)

Instruction publique:—(Voir *Contributions scolaires; Écoles*.)

Jardin Zoologique:—1. Relativement au— de Québec: combien dépensé à date: quant au terrain; constructions; l'ameublement et aménagement; combien payé à date; travaux sont-ils terminés; combien s'élèvera coût total, 96; 2. Relativement au—: quelle somme dépensée à date pour animaux sauvages; espèces ou variétés; coût d'entretien: du 1er janvier au 31 décembre 1933; 1er au 31 janvier 1934; 1er au 28 février 1934, 358.

Joliette:—La Commission municipale a-t-elle exigé de la Cité de— qu'elle perçoive taxes ou autres redevances dues et même pour l'année courante, 421.

Journal d'Agriculture:—1. Du 1er juillet au 31 décembre 1933, combien Le Journal d'Agriculture a-t-il coûté, 73. 2. A combien s'élève la publicité au— par la Coopérative Fédérée de Québec: juillet, août, septembre, octobre, novembre, décembre 1933, 148; 3. A combien s'élève la publicité par chacun des ministères au— durant: juillet, août, septembre, octobre, novembre, décembre 1933, 209; ; 4. (Voir *Coopérative Fédérée*.)

Labour:—(Voir *Primes de—*.)

Laine:—(Voir *Grenier, J.-A.*)

Licences:—1. Quels ont été les droits perçus au cours de l'année fiscale 1er juillet 1932, 30 juin 1933: a. dans la cité de Montréal; b. dans

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

toute la province, y compris Montréal, conformément à la loi des—de Québec, pour lieux d'amusements; pour pistes de courses; entrées aux pistes de courses; pour appareils des paris ou gageures, 122; 2. (Voir *Amusements; Autobus; Commission des liqueurs.*)

Licences dans comtés de Hull et Gatineau.—Quels droits perçus en vertu de la loi des— en 1932-1933: pour lieux d'amusements, pour licences de pistes de course et les droits d'entrée aux pistes de courses, honoraires de l'enregistrement des appareils pour les paris ou gageures sur les pistes de courses et les droits sur iceux, droits du pauvre, 212.

Licences de pistes de courses.—(Voir *Licences.*)

Licences des lieux d'amusements.—(Voir *Licences.*)

Licences d'hôtels, restaurants, etc.—1. Qu'a rapporté à la province dans le district de Montréal: *a.* exercice finissant le 30 juin 1933; *b.* 1er juillet au 31 décembre 1933, chacune des sources de revenus, rubrique: "Licences d'hôtels, restaurants, etc." formant total \$203,659.55 (appert page 38 Comptes publics 1932-1933), 62; 2. Qu'a rapporté à la province: *a.* exercice finissant 30 juin 1933, chacune des sources de revenus rubrique: "Licences d'hôtels, restaurants, etc.", page 15 Comptes Publics 1932-1933; *b.* du 1er juillet au 31 décembre 1933, 63.

Lieux d'amusements.—(Voir *Licences.*)

Liqueurs.—(Voir *Commission des—.*)

Loi 16 Geo. V, c. 55.—(Voir *Taxe d'hôpital.*)

Loi 17 Geo. V, c. 24.—(Voir *Produits agricoles.*)

Loi 19 Geo. V, c. 8.—(Voir *Passages à niveau.*)

Loi 19 Geo. V, c. 32.—(Voir *Voirie.*)

Loi 20 Geo. V, c. 7, art. 1.—A même les \$600.000. mentionnés article 1, chapitre 7. 20 Geo. V, combien dépensé: du 4 avril 1930 au 4 avril 1931; 4 avril 1931, au 4 avril 1932; 4 avril 1932, au 10 janvier 1934, 72.

Loi 20 Geo. V, c. 7, art. 2.—A même les \$500,000. affectés aux entrepôts pour produits agricoles, art. 2, c. 7, 20 Geo. V, combien dépensé,

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

du 4 avril 1930 au 10 janvier 1934; un ou plusieurs entrepôts construits, 72.

Loi 21 Geo. V, c. 100:—(Voir Accidents du travail.)

Loi 22 Geo. V, c. 32:—(Voir Commission des liqueurs.)

Loi de l'aide au chômage:—(Voir Chômage.)

*Loi de l'enseignement professionnel, 1931:—*Le gouvernement a-t-il conclu arrangement avec le fédéral relativement à la—; dans négative, négociations ont-elles été commencées; a-t-il étudié opportunité, 247.

*Loi des bons chemins:—*1. Relativement aux obligations contractées depuis le 3 avril 1912, par les municipalités en vertu de la Loi des bons chemins: total des contributions qu'il reste à verser par les municipalités de chacun des comtés; par les municipalités, 128; 2. Relativement aux obligations contractées depuis le 3 avril 1912, par les municipalités de cette province en vertu de la loi des bons chemins: à combien s'élève le total des contributions qu'il reste à verser à la province par les municipalités de la province, en intérêts ou autrement, en plus des montants déjà payés, 128; 3. Depuis 3 avril 1912, à combien s'élèvent les contributions des municipalités en vertu de la—, 150; 4. Depuis 3 avril 1912, à combien s'élèvent les contributions des municipalités de chacun des comtés en vertu de la—, 150. (*Voir Voirie.*)

*Lots de Colonisation:—*1. Durant année du 1er juillet 1932 au 30 juin 1933, combien de— accordés chacun des comtés: *a.* à des colons; *b.* à des nouveaux venus, 64; 2. (*Voir Colonisation.*)

Macasphalt:—(Voir Asphalte; Bitume.)

*Macurban Asphalt, Ltd.:—*1. A même \$3,753,374.08, payé à—par la Voirie, du 7 juillet 1927 au 27 mars 1934, (réponse Journaux, 27 mars 1934, page 332,) quel montant payé en vertu arrangements ou contrats: du 7 juillet 1927 au 25 avril 1929; du 25 avril 1929 au 27 mars 1934, 371; 2. (*Voir Asphalte; Voirie.*)

*Mandats:—*Au 31 décembre 1933, quelle somme représentaient les—, émis et non payés pour les premiers six mois de l'exercice en cours; balance en banque, le 31 déc. 1933, 122.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Marquette, Charles:—M.—, de Montréal, est-il à l'emploi de la province; depuis quelle date; à quel titre; somme globale à lui payée: du 1er janvier au 31 décembre des années 1930, 1931, 1932, 1933, 256.

Mesurage du bois:—La question de reviser la table de mesurement des billots a-t-elle été étudiée; quelle décision prise; depuis quand à l'étude, 333.

Municipalités:—Quel montant exigé de chacune des— autorisées à faire emprunts en 1932-33 jusqu'à concurrence de \$32,486,877.25 (page 220 Annuaire Statistique, 189.

Musée d'Histoire naturelle:—Relativement au—, Québec: combien dépensé à date: quant au terrain; aux constructions; objets d'art, etc.; combien payé à date: 339.

Paris ou gageures:—(Voir *Licences.*)

Park et Pohénégamook (Cantons):—Demande a-t-elle été reçue pour exécuter travaux chômage, sur route No 51, dans—; quand soumise au Fédéral; approuvée, 93.

Passages à niveau:—A même \$300,000 prévue par la loi des— combien: du 4 avril 1929 au 31 décembre 1929; 1er janvier au 31 décembre 1930, 1er janvier au 31 décembre 1931, 1er janvier au 31 décembre 1932, 1er janvier 1933 au 10 janvier 1934; total des contributions assumées par municipalités, 60.

Pêcheries:—Depuis 1er mars 1933, combien de jeunes gens envoyés en Europe pour étudier système des pêcheries; durée de ces études; coût total pour la province, 331.

Pistes de courses:—(Voir *Licences.*)

Ponts:—Quels sont les ponts qui, (rapport des Travaux publics, 1933, page 22) ont été construits de juillet 1932 à juillet 1933 et subventionnés; quels municipalité et comté; où; coût de ces 24 ponts; quelles subventions du gouvernement; contributions des municipalités, 50; 2. Quels sont les ponts qui, (rapport des Travaux publics 1933 page 22), étaient en construction au 1er juillet 1933; coût; quelles subventions du gouvernement; contribution des municipalités; ponts actuellement terminés, 52.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Ponts de péage:—1. Du 1er janvier au 31 décembre 1933, revenus bruts des—; revenus nets; ponts Taschereau, Galipeault, Batiscan, Sorel, St-François, Yamaska, 53; 2. Depuis 1er juillet 1933 au 31 janvier 1934, quelle somme globale de salaire a été payée aux gardiens à la perception des taux de péage pour chacun des six—; pendant période où gouvernement entretient chemins d'hiver pour véhicules-moteurs; avant cette période, 155; 3. Depuis 1er juillet 1933 au 31 janvier 1934, quelle somme globale salaires payée pour chaque mois aux gardiens à perception des ponts de péage, 181.

Ponts en bois:—(Voir *Colonisation*.)

Ponts-routes:—La somme \$723,172.65, qui, (Comptes publics 1932-33), paraît dépensée pour ponts-routes a-t-elle été payée fonds consolidé; à même quel fonds, 180.

Pont Caughnawaga:—1. Relativement au—: combien dépensé à date; payé à date; total des montants prévus; coût total lorsque complété, 80; 2. Relativement au—; soumissions ont-elles été demandées; par voix des journaux; nom de chaque soumissionnaire et montant de chaque soumission; à qui accordé contrat; montant prévu, 80.

Pont de l'Ile d'Orléans:—Relativement à la construction du— et aux travaux accessoires: combien dépensé à date; combien payé à date, 91.

Pont Montréal-Longueuil:—La somme de \$150,000 00 qui, (comptes publics 1932-33) a été dépensée pour couvrir déficit du pont Montréal-Longueuil, année 1932, a-t-elle été payée à même le fonds consolidé du revenu, 211.

Population des municipalités:—Quels étaient: en 1928; 1929; 1930; 1931; 1932: population des municipalités et nombre de cultivateurs, 180.

Population:—Quelle—, en 1933: des municipalités rurales; urbaines; combien par chaque groupe de 100 personnes, en 1933, dans les campagnes; dans les cités et villes, 371.

Prêt agricole:—1. En vertu de la loi du—, 18 Geo. V, c. 30, (22 mars 1928): a-t-il été créé conseil de la Commission du— canadien composé de quatre membres; les quatre personnes désignées ont-elles accepté; capital-actions; quels montants; 344; 2. Du 1er janvier au 31 décembre 1933, (loi— canadien (Statuts révisés du Canada, 1927, c. 66), et loi rela-

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

tive au— (18 Geo. V, c. 30), (22 mars 1928): combien de cultivateurs ont fait demandes d'emprunt; somme globale; refus, 357.

Primes de défrichement et de labour:—1. Quelle somme globale représentent dans chacun des comtés, les— dont paiement recommandé par les inspecteurs de la colonisation, année du 1er juillet 1932 au 30 juin 1933; 63; 2. Durant l'année 1er juillet 1932 au 30 juin 1933: combien de—accordées dans chacun des comtés, 140; 3. Relativement aux— au montant de \$95,213.23 payées durant année du 1er juillet 1932 au 30 juin 1933, (comptes publics 1932-33, page 303): montant est-il compris dans somme mentionnée, réponse Procès-verbaux 15 février 1934, 233.

Procès-verbaux (1933) de l'Assemblée législative:—Coût des—, 345.

Produits agricoles:—Relativement à la vente des—, (17 Geo. V, c. 24), quand dépensés argents de la province, à qui payés: du 1er avril au 31 décembre 1927, 1er janvier au 31 décembre 1928; 1er janvier au 31 décembre 1929; 1er janvier au 31 décembre 1930; 1er janvier au 31 décembre 1931; 1er janvier au 31 décembre 1932; 1er janvier 1933 au 10 janvier 1934, 67.

N. B. Mêmes questions quant au montant dépensé—(Voir *Loi 20 Geo. V, c. 7 art. 2.*)

Publicité:—(Voir *Journal d'Agriculture; Voirie.*)

Recettes et déboursés:—États des— de la province, pour six premiers mois de l'exercice en cours, comprenant mandats autorisés mais non payés au commencement et à la fin des six mois, 111.

Rente foncière:—1. Du 1er janvier 1933 au 9 janvier 1934, le gouvernement a-t-il accordé des réductions de rente foncière, quand, combien, 38. 2. (Voir *Droits de coupe.*)

Restaurant de la Commission des liqueurs:—(Voir *Commission des—.*)

Retour à la terre:—1. La somme de \$190,191.15 qui, (Comptes publics 1932-33), paraît dépensée pour le— a-t-elle été payée à même le fonds consolidé; à même quel fonds; 181; 2. Combien de fermes achetées par le gouvernement depuis la mise en vigueur de la Loi du— chapitre 41, 22 Geo. V; somme globale déboursée; ces terres, achetées, ont-elles été vendues, 211. (Voir *Colonisation.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—Suite.

Revenus:—(Voir Commission des liqueurs; Comptes recevables.)

*Route Dorion—Frontière d'Ontario:—*Depuis 1er juillet 1933 au 31 janvier 1934, quelle date le gouvernement a-t-il entretenu chemins d'hiver (circulation des véhicules-moteurs) sur—(route No 2), 209.

*Route Lévis-Saint-Lambert-Dundee:—*Relativement à section de Contrecoeur—, qui (rapport voirie, 1933 (page 38), a été redressée, élargie, etc., quelle somme dépensée; payée à date; somme convenue en expropriations; somme propriétaires riverains avaient-ils reçue 31 décembre 1933, 160.

*Route Mont-Laurier-Maniwaki:—*Le gouvernement a-t-il décidé construction de la— vers le nord à Senneterre ou Amos?; quel sera tracé; quand travaux doivent-ils commencer; sera-t-elle fait à forfait, 324.

*Route Montréal-Hull:—*La Voirie a-t-elle exécuté travaux sur la—, “Petit Brûlé”, Deux-Montagnes, été 1931; soumission sont-elles été demandées; contrats accordés; coût; date travaux commencés, 378.

*Route Montréal-Hull:—*Relativement aux travaux de voirie sur la— (“Petit Brûlé”), Deux-Montagnes, en 1931, (réponse aux Journaux de l'Assemblée législative, 10 avril 1934): nature des travaux; quand commencés; discontinués, 410.

*Route Montréal-Sherbrooke:—*Concernant travaux à la route—, entre Magog et Granby, depuis le 25 mai 1930; commencement des travaux; coût à date; coût total; soumissions demandées, 119.

*Route Montréal-Sherbrooke:—*Relativement aux travaux de la—, entre Magog et Granby, depuis le 10 août 1931 au premier décembre, 1933: sous-contrats ont-ils été accordés; à qui; somme totale chacun des sous-contrats; quel objet se rapporte chacun des sous-contrats, 190.

*Route Saint-Hyacinthe-Saint-Hubert:—*Est-ce l'intention de continuer par Saint-Hilaire la—; tracé et travaux ont-ils été approuvés par la Voirie; intention de construire pont sur Richelieu entre Saint-Hilaire et Belœil, 288.

*Route Shawinigan-Grand' Mère:—*Relativement à la—: est-ce l'intention construire nouvelle route; raison en faveur; dépenses prévues:

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: “Documents de la Session” et “Questions”.

QUESTIONS:—*Suite.*

pour expropriations; municipalités intéressées; y a-t-il eu des protestations; 288.

Secours directs:—(Voir Chômage.)

Secrétaire provincial:—(Voir Comptes recevables.)

Session de 1933, Assemblée législative:—A combien coût: total; quotidien; de la—; 345.

Sociétés Coopératives Agricoles:—1. Depuis sanction (en 1909) de la Loi des—, combien ont été incorporées; combien y en avait-il 31 décembre 1933, 234; 2. Avant 15 février 1934, combien de—; transmis à l'agriculture copie de l'état de leurs affaires pour exercice 31 décembre 1933, 234.

*Société Coopérative Fédérée de Québec:—1. Relativement à l'autorisation accordée de se porter garant pour un prêt \$60,000.00 par la Banque Canadienne Nationale à la—, (loi 20 George V, chapitre 7, article 3), ordre en conseil (numéro 50); combien de temps le ministre s'est-il porté garant; quel taux; société s'est-elle engagée à verser une somme pour amortir dette, 312; 2. (Voir *Bulletin de la Ferme.*)*

S. R. Q., 1925, ch. 26:—(Voir Taxes sur les corporations.)

S. R. Q., 1925, ch. 35:—(Voir Véhicules automobiles.)

St-Maurice Valley Corporation:—Relativement au merger de—, depuis 1er septembre 1925: quelles compagnies en ont fait partie; étendue du domaine de la Couronne possédé par chacune; à titre de concessionnaire de coupes de bois; de premier acquéreur; à tout autre titre; à combien s'élève somme totale payée, à titre de primes de transfert, par chacune, 187.

Subsides fédéraux:—Quel est total de tous les— payés à la province, du 1er janvier au 31 décembre 1933, 74.

Subventions ou octrois au comté de Wolfe:—1. Qu'ont coûté les— accordés et les travaux faits par chacun des ministères dans le comté de Wolfe: du 25 octobre au 5 novembre 1933; les 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18 novembre 1933; ces— ont-elles été payées; quel montant est encore dû, 127; 2. Outre la Voirie et la Colonisation quels autres

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

ministères ont accordé des—: du 25 octobre au 5 novembre 1933; du 6 au 18 novembre 1933, 359.

Subventions ou octrois au comté d'Yamaska:—1. Qu'ont coûté les— accordés et les travaux faits par chacun des ministères dans comté d'Yamaska: du 1er octobre au 15 octobre 1933: les 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 octobre 1933; ces subventions ont-elles été payées; quel montant est encore dû, 129; 2. Outre la Voirie et la Colonisation, quels autres ministères accordé des—; du 1er au 15 octobre 1933; du 16 au 28 octobre inclusivement, 359.

Tavernes:—(Voir *Commission des liqueurs.*)

Taxe d'hôpital:—Relativement à la—, (Loi 16 Geo. V, chapitre 55 et ses amendements): quels sont: revenus bruts; nets; du premier novembre au 31 décembre, 1931, 1932, 1933, 282.

Taxe du Chômage:—Concernant la— (22 Geo. V, c. 32), timbre spécial sur chaque bouteille; quels revenus 1932 et 1933. 268.

Taxes sur les Corporations:—Relativement aux—, compagnies, sociétés, etc., (S.R.Q., 1925, chap. 26, et ses amendements), quel est total des remises ou réductions de taxes, pour chacune des années 1930, 1931, 1932, 1933, 98

Terrains améliorés:—Quelle était: en 1925, 1930, 1931, 1932, surface des acres de—, 179.

Terres et forêts:—(Voir *Comptes recevables; Feux de forêts; Garde-feux; Mesurage du bois.*)

Timbres:—(Voir *Commission des liqueurs; Vente des— de loi.*)

Tourisme:—(Voir *Voirie.*)

Travail:—(Voir *Accidents du travail.*)

Travaux publics:—(Voir *Voirie.*)

Tuberculine:—1. Depuis la réponse du 14 février 1933, à combien d'animaux a-t-on fait subir l'épreuve de la tuberculine dans chaque comté; nombre d'animaux condamnés dans chaque comté; depuis la réponse du

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

22 mars 1933, quelle indemnité payée, (décrite page 86 Journaux de l'Assemblée, 2ième session de la 18ième législature), 106; 2. (Voir *Agriculture.*)

Unités sanitaires:—1. Coût du 1er juillet 1932 au 30 juin 1933, chaque unité sanitaire: *a.* au gouvernement; *b.* au comté ou groupe de comtés; depuis réponse parue, Journaux de l'Assemblée, 9 février 1933, combien d'unités sanitaires établies; quand; nombre de membres, 49; 2. Coût des—, à date: *a.* au gouvernement; *b.* aux comtés ou groupe de comtés, 50; 3. Relativement à la réponse du 26 janvier 1934, d'après laquelle les— auraient coûté \$1,461,896.35; cette somme comprend-elle octrois de la Fondation Rockefeller; la Fondation Carnegie; contribution de chacune, 92.

Valentine, M. James alias Jacques-E.:—Depuis janvier 1931 à date, M.—, de Québec: a-t-il été à l'emploi de la province; salaire, conditions, etc., 399.

Véhicules automobiles:—1. Du 1er janvier au 31 décembre 1933: quel revenu perçu de l'enregistrement des—: véhicules-automobiles privés, taxis, véhicules de commerce, motocyclettes, autobus, de la taxe sur la gasoline, 83; 2. Quel revenu brut des licences d'autobus (loi des—), du 1er janvier au 31 décembre 1933; nombre d'autobus et permis payés, 60.

Véhicules moteurs:—1. Quel était le nombre des— enregistrés, chaque année de 1928 à 1933 incl., 64. (Voir *Véhicules automobiles*); 2. Du 1er janvier au 31 décembre 1933, quels revenus de la Loi des véhicules moteurs perçus: d'après "livres de comptes, Trésor", (réponse Procès-Verbaux, 1er février 1934, page 91), 142.

Vente des Timbres de loi:—Les \$773,572.56 de la— pendant 1932-33 ont-ils été versés au fonds consolidé du revenu, 211.

Ventes au Shérif:—(Voir *Gazette officielle.*)

Ventes de propriétés:—(Voir *Gazette officielle.*)

Ventes pour taxes:—(Voir *Gazette officielle.*)

Voirie:—1. Depuis réponse du 31 mars 1933 (Journaux Assemblée législative, Vol. LXVII, page 276), à date: *a.* Combien contrats accor-

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

 QUESTIONS:—*Suite.*

dés, combien entreprises données relatifs à la—: somme totale de tous les contrats et entreprises: donnés après demandes de soumission publiques ou non et à combien, 81; 2. Qu'ont coûté: à la province; aux municipalités: en construction, réfection, amélioration, entretien et réparations les 18,806 milles de chemins de terre améliorés, (page 18 Rapport Voirie, 1933), 81; 3. Relativement aux 16,292 milles de "chemins améliorés de façon permanente" (page 18 Rapport Voirie, 1933): à combien de milles, les municipalités ont contribué; coût total pour les municipalités; combien ont dû être refaits; combien de milles, les municipalités ont-elles contribué: coût total; municipalités qui ont reçu lettres d'avocats; combien poursuivies, 82, 4. Qu'a coûté: à la province, aux municipalités: construction des 5,447 milles de chemins de première classe améliorés de façon permanente; des 5,528 milles de chemins de deuxième classe; des 5,364 milles de chemins de troisième classe (page 18 Rapport Voirie, 1933); combien refaits: *a.* dans première, *b.* deuxième; *c.* troisième classe; qu'a coûté: la réfection, l'entretien, 82; 5. Au cours exercice finissant 30 juin 1933, qu'ont coûté la publicité et annonces de la voirie: dans quotidiens, journaux, revues, magazines, guides et autres publications Canada et États-Unis, 91; 6. Qu'a dépensé la voirie: à l'exposition du tourisme et de l'hôtellerie tenue au Grand Central Palace, à New-York, novembre 1932, exposition sportive de la Nouvelle Angleterre, Boston, février, 1933; exposition internationale Grand Central Palace, à New-York, fin avril et mai 1933, 91, 7. Depuis réponse Journaux de l'Assemblée, 10 février 1933, p. 77, combien dépensé, par la —: pour travaux sans soumission, 120; 8. Relativement à \$17,000,000 (19 Geo. V, chap. 32), "Loi la Voirie": depuis 4 avril 1929 au 1er janvier 1934, combien dépensé; combien dépensé depuis 15 avril 1932 au 1er décembre 1933, 140; 9. Depuis 1er mai 1931, au 15 février, 1934, combien dépensé, pour travaux publics accordés sans soumissions: par la Voirie, la Colonisation, les Travaux Publics, 254; 10. Depuis date réponse 31 mars 1933 (Journaux Assemblée, Vol. LXVII, page 276) à date: contrats accordés; somme totale des dits contrats; donnés après soumissions publiques; combien sans soumissions, 289; 11. Quelles étaient les sommes dues à chacun des entrepreneurs de la Voirie: au 1er mars 1933 et 1934, 309; 12. Coût tous les travaux faits: du 1er avril au 31 octobre de 1930, 1931, 1932, 1933, 310; 13. Qu'ont coûté les subventions ou octrois accordés et les travaux faits par la Voirie dans le comté de Yamaska: du 1er octobre au 15 octobre 1933; du 16 octobre au 28 octobre 1933; sommes dues ont-elles été payées; quel montant encore dû, 322; 14. A combien se chiffre somme totale: payée et payable en vertu des contrats de la—à: Macurban Asphalt, Ltd., Macasphalt, Ltd., Canadian Rock Products, Ltd., Eastern Township Paving & Contrac-

QUESTIONS:—*Suite.*

tin Co, 323; 10. (Voir *Asphaltes; Bellefeuille; Bitume; Boulevard Alexandre Taschereau; Chlorure de Calcium; Comptes recevables; Garde-feux; Route Dorion-frontière, Ontario; Loi des bons chemins; Route Lévis-St-Lambert; Route Mont-Laurier-Maniwaki; Route Montréal-Sherbrooke; Route Montréal-Hull; Route Shawinigan-Grand'Mère; Route Saint-Hyacinthe-Saint-Hubert.*) (Voir *Documents de la Session.*)

Wolfe:—(Voir *Employés surnuméraires; Subventions ou Octrois, Voirie.*) 129.

Women's Institute of Quebec Province:—Concernant le nombre d'exemplaires du manuel de—, imprimé au cours de 1933; en 1932; coût d'impression; contribution; date rapport annuel pour 1932, 1933 était-il prêt, 108.

Yamaska:—(Voir *Employés surnuméraires; Subventions ou Octrois; Voirie.*) 323.

QUESTIONS D'ORDRE:—

Point d'ordre soulevé à la 2e lect. du bill (No 158) "Loi modifiant la loi 16 Geo. V, c. 55, imposant une taxe d'hôpital" et objection que ce bill est irrégulier parce qu'il porte affectation de deniers publics et qu'aux termes de l'art. 670 du règl. l'objet en devrait être recommandé par le L.-G. 115. L'Orateur réserve sa décision, 115.

Point d'ordre semblable soulevé à la 2e lect. du bill (No 159) "Loi relative au fonds de l'assistance publique", 115. L'orateur réserve sa décision, 115. L'Orateur rend sa décision au sujet des deux Points d'ordre ci-dessus, 138, 139 et 140. (Voir PRÉCIS DES DÉCISIONS PRONONCÉES PAR L'ORATEUR, séance du 15 février 1934, page 456.)

Point d'ordre soulevé et objection qu'un amendement, proposé à la motion pour se former en subsides, est irrégulier parce qu'il se rattache à une affaire inscrite au feuillet et contrevient ainsi à l'article 322 du règlement, 152. L'Orateur réserve sa décision, 152. L'Orateur rend sa décision: objection est maintenue, et déclare amend. hors d'ordre, 157. (Voir PRÉCIS DES DÉCISIONS PRONONCÉES PAR L'ORATEUR; séance du 20 février 1934; page 456.)

Point d'ordre soulevé à la 1ère lect. du bill (No 59) "Loi modifiant la Loi de l'assistance publique", objection que ce bill ne peut être présenté tant qu'il n'aura pas été rédigé, 165. L'orateur

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS D'ORDRE:—*Suite.*

maintient l'objection et déclare la motion irrégulière, 165. (Voir PRÉCIS DES DÉCISIONS PRONONCÉES PAR L'ORATEUR, *séance du 21 février 1934*, page 456.)

Point d'ordre soulevé à la 1ère lect. du bill (No 58) "Loi modifiant la loi des pensions", objection que le bill ne peut être présenté avant qu'une résolution, recommandée par le L.-G. ait été votée en comité pl. par la Chambre, 178. L'Orateur réserve sa décision, 178. L'Orateur rend sa décision: déclare motion de 1ère lecture irrégulière, 184. (Voir PRÉCIS DES DÉCISIONS PRONONCÉES PAR L'ORATEUR, *séance du 27 février 1934*, page 456.)

L'orateur, à l'appel de l'ordre de 2e lect. du bill (No 179) "Loi relative au fonds de l'assistance publique", signale à la Chambre que le bill lui paraît contrevenir à l'art. 447 du règl. et, après discussion, il réserve sa décision, 213. Décision de l'orateur: bill en contravention avec règl., 449. (Voir PRÉCIS DES DÉCISIONS PRONONCÉES PAR L'ORATEUR, *séance du 20 avril 1934*, page 456.)

Sur un amendement proposé à la motion que le gouv. devrait prendre mesures pour assurer salaire équitable aux journaliers, objection est faite: que l'amendement est irrégulier parce qu'il contrevient aux art. 140 et 142; l'orateur déclare amendt irrégulier, 272.

Point d'ordre soulevé à l'appel de la 2e lect. de résolution du Budget qu'un crédit de \$20,000 soit ouvert pour les parcs: \$35,000, moins \$15,000 applicable au capital, 412. Objection qu'il est irrégulier de ne faire voter que \$20,000 lorsqu'on déclare vouloir dépenser \$35,000; 412. L'orateur prend objection en délibéré, 412.

Point d'ordre soulevé sur sous-amendement proposé à l'amendement à la motion de 2e lect. du bill (No 22) "Loi concernant la municipalisation de l'électricité", objection que le sous-amendement est irrégulier, 423. L'orateur prend objection en délibéré, 423. L'orateur décide que le sous-amendement ne contrevient à aucune disposition du règl. et est régulier, 425. (Voir PRÉCIS DES DÉCISIONS PRONONCÉES PAR L'ORATEUR, *troisième séance du 18 avril 1934*, page 457.)

RACHAT DE TERRAINS:—Loi concernant le—détenus en vertu d'un contrat de louage, bail à rente ou constitut. (Voir **BILLS**, No 65.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

RACHAT DES OBLIGATIONS:—Loi concernant le—de la Province, aucun fonds d'amortissement n'ayant été établi. (Voir *BILLS*, *No 54.*)

RAJUSTEMENT DES SUBSIDES FÉDÉRAUX:—(Voir *SUBSIDES FÉDÉRAUX.*)

RECouvreMENT:—(Voir *AGENTS DE—.*)

REFUGE:—(Voir *MAISON PROTESTANTE DE—.*)

RÉGIME DES EAUX COURANTES:—(Voir *BILLS*, *No 42.*)

REGISTRE DE L'ÉTAT CIVIL:—(Voir *ADOPTION.*)

RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL:—Motion de M. Francœur (Montréal-Dorion): Que cette Chambre prie le Gouvernement de régler le travail de façon que dans le commerce et l'industrie, on soit tenu d'employer des pères de famille de préférence aux célibataires, des hommes de préférence aux femmes ou filles et de façon que le chômage se trouve ainsi réduit. Motion proposée, 259; débat ajourné, 259; reprise du débat, motion adoptée, 261.

RÈGLEMENT DE LA CHAMBRE:—(Voir *BILLS*, Procédures incidentes; *PÉTITION.*)

RÈGLEMENTS (Comité des):—(Voir *COMITÉS*; *QUESTIONS D'ORDRE.*)

RÉPONSES AUX QUESTIONS:—(Voir *QUESTIONS ET—.*)

REPOS DOMINICAL:—(Voir *LOI DU DIMANCHE.*)

ROLLAND, MARIE-BLANCHE:—Loi concernant la succession de feu—, épouse de Joseph-Henri Desrochers. (Voir *BILLS*, *No 115.*)

RUES ET RUELLES:—Loi relative aux subdivisions de terrains en ce qui concerne les—. (Voir *BILLS*, *No 48.*)

SAINTÉ-ANNE-DE-LA-POCATIÈRE:—

1. Loi concernant la Corporation du Collège—. (Voir *BILLS*, *No 82.*)
2. Loi concernant l'École d'agriculture de—. (Voir *BILLS*, *No 83.*)

SAINT-BERNARD:—(Voir *Saint-Ours.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

SAINT-FERDINAND-D'HALIFAX:—Loi concernant “L’Orphelinat agricole de—. (Voir *BILLS*, *No 105*.)

SAINT-FRANÇOIS-DE-LA-RIVIÈRE DU SUD:—(Voir *ARMAGH*.)

SAINT-FRANÇOIS-XAVIER DE CHICOUTIMI:—Loi concernant les emprunts de la paroisse de—. (Voir *BILLS*, *No 121*.)

SAINT-HYACINTHE:—Loi refondant la charte de la cité de—. (Voir *BILLS*, *No 103*.)

SAINT-JEAN:—(Voir *N.-D. AUXILIATRICE*.)

SAINT-JÉRÔME:—Loi concernant la ville de—. (Voir *BILLS*, *No 84*.)

SAINT-OURS:—Loi détachant lots de—district de Richelieu, et les annexant à Saint-Bernard, district de Saint-Hyacinthe. (Voir *BILLS*, *No 177*.)

SAISIE DES IMMEUBLES:—(Voir *CODE DE PROCÉDURE*.)

SALABERRY-DE-VALLEYFIELD:—Loi concernant la charte de la cité de—. (Voir *BILLS*, *No 86*.)

SALAIRE:—(Voir *EMPLOYÉS PUBLICS*; *TRAITEMENTS* et—; *OFFICIERS DE JUSTICE*.)

SALAIRE DES FEMMES:—Loi du—minimum des—. (Voir *BILLS*, *Nos 33, 169 et 185*.)

SALAIRES RAISONNABLES:—Motion de M. Francœur (Montréal-Dorion): Que cette Chambre considérant que des employeurs profitent du chômage pour payer salaires minimes, exprime l’avis que le Gouv. devrait prendre mesures pour assurer—aux journaliers, hommes, femmes, 222, 223; débat ajourné, 224; reprise du débat, 271; M. Guertin propose amendt, 271, 272; l’honorable M. Taschereau objecte que l’amendt est irrégulier; l’Orateur déclare amendt irrégulier, 272; motion principale adoptée, 272.

SANCTION DES *BILLS*,—226; 450.

SANTÉ:—(Voir *HYGIÈNE*.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: “Documents de la Session” et “Questions”.

SCHWARTZ, MAX:—Loi permettant à—à changer son nom en celui de Max Herman Swards. (Voir *BILLS, No 120.*)

SCIERIES:—(Voir *BOIS DE SCIAGE.*)

SÉANCES:—

1. Ajournement par respect décès de l'honorable M. Jules Tessier, ancien orateur de la Chambre, 8; ajournement par respect décès de Madame Téléphore-Damien Bouchard, épouse de l'Orateur de la Chambre, 26; la Chambre décide de tenir deux séances par jour, 336; trois séances par jour, 380. Députés prennent, séance, 4. (Voir *ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE; ORATEUR; LIEUTENANT-GOUVERNEUR.*)
2. Séances du soir: 94, 113, 206, 214, 223, 230, 236, 266, et ajourne après minuit;—271; dans la série de deux séances par jour: 342, 354, 366 celle-ci commencée à 9½ hrs; 374, 380, 384; dans la série des trois séances par jour: 391, 401, 410, 424, 437.
3. Séance suspendue, 226; séance reprise, 227.

SERMENTS D'OFFICE:—Loi relative à la prestation des—. (Voir *BILLS, No 1.*)

SESSION:—Ouverture, 9 janvier 1934, 1; clôture, 20 avril 1934, 455.

SHERBROOKE:—Loi concernant la cité de—. (Voir *BILLS, No 172.*)

SISTERS OF SERVICE OF CANADA:—(Voir *BILLS, No 100; PÉTITIONS.*)

SMILOVITZ, SAMUEL JULIUS (SMILEY):—Loi permettant à—de changer son nom en celui de Smiley— (Voir *BILLS, No 119.*)

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES:—Loi modifiant la Loi des—. (Voir *BILLS, No 39.*) (Voir *AGRICULTURE.*)

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE:—Loi de la—des agriculteurs. (Voir *BILLS, No 73.*)

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS:—Loi des assurances relativement aux— (Voir *BILLS, No 68.*)

SOCIÉTÉS HISTORIQUES:—Loi des—. (Voir *BILLS, No 23.*)

STATUTS REFONDUS, 1925:—Loi modifiant les—concernant l'éligibilité aux charges municipales. (Voir *BILLS, No 167.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

SUBDIVISIONS DE TERRAINS:—(Voir RUES ET RUELLES.)

SUBSIDES:—

Dépôt du budget de l'exercice 1935, et renvoi à comité des—, 83.
(*No 1.*)

Dépôt du budget supplémentaire pour 1934, 406, et renvoi à comité des—, 407. (*No 1a.*)

Constitution du comité des—, 16; du comité des voies et moyens, 16.

Motion pour formation du comité des—, 84, débat ajourné, 84; reprise du débat (suspension à 6 hrs), 93; débat se continue, le soir, 94; amendement (*M. Élie*), 94, rejeté sur vote, 95; motion adoptée, 95. Motion pour de nouveau en comité, 137; débat ajourné, 137; reprise du débat, 151; amendement (*M. Sauvé*), 151; objection, l'Orateur délibère, débat ajourné, 152; décision de l'orateur, objection maintenue, 157; reprise du débat, 173; amendement (*M. Lafleur*), 173, rejeté sur vote, 174; motion adoptée, 174. Motion pour de nouveau en comité, 326; amendement (*M. Élie*), 326, rejeté sur vote, 327; motion adoptée, 327. Motion pour de nouveau en comité, 336; amendement (*M. Béique*), 336, rejeté sur vote, 338. Motion pour de nouveau en comité, 364; amendement (*M. Smart*), 364, rejeté sur vote, 365; motion adoptée, 365. Motion pour de nouveau en comité, 416; amendement (*M. Béique*), 416, rejeté sur vote, 417; motion adoptée, 417.

AMENDEMENTS:

(*M. Élie*):

Recommande d'augmenter subsides à l'agriculture et à la Colonisation; assurer maintien des cultivateurs sur la terre; politique agricole, familiale; système de colonisation libre de parti; d'ouvrir à la colonisation terres en faisant disparaître entraves provenant de marchand de bois, 94.

(*M. Sauvé*):

Recommande d'adopter mesures pour réparer injustices dont les bûcherons ont été victimes, leur assurer salaire raisonnable pour travail accompli, au moins quant à saison 1933-34.—151.

(*M. Lafleur*):

Recommande d'adopter mesures pour réparer injustices dont bûcherons ont été victimes pendant période expirée de 1933-34.—173.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

AMENDEMENTS:—*suite.*(M. *Élie*):

Recommande d'établir Conseil consultatif chargé d'orienter politique provinciale vers restauration économique, 326.

(M. *Béique*):

Recommande, avant d'octroyer contrats ou entreprises, de toujours demander soumissions publiques par journaux de façon à assurer les meilleures conditions, 336.

(M. *Smart*):

Recommande adopter mesures pour que Comptes publics soient clarifiés; bilan soit établi sur revenus et recettes; état financier comprenne actif et passif; dépenses capital soient déterminées par comptabilité d'affaires; que l'année de la Commission des liqueurs corresponde avec celle de la province, 364.

(M. *Béique*):

Recommande de procéder au moyen d'un organisme offrant garanties de diligence, de compétence et d'impartialité, à séparer du domaine forestier celui de la colonisation, 416.

Formation du comité des—, 95; résolutions adoptées, 95; de nouveau, 3 résolutions, dont 2 adoptées et 1 en 1ère lect.; 2e lect. p. séance, 114; 2e lect. de la rés., 115; adoption, 123; de nouveau, résolutions adoptées, 175; 215; de nouveau, 2 résolutions dont 1 adoptée, l'autre en 1ère et 2e lect., adoption pro. séance, 224, adoption, 234; de nouveau, résolutions adoptées, 252; 262; 266; comité siège après minuit, 266; de nouveau, 281, une résolution, 1ère lect.; 2e lect. pro. séance, 281 et 282; 2e lect. et adoption, 283; de nouveau, progrès prés. séance, 327; de nouveau, 2 résolutions; 1ère lect.; 330; 2e lect. et adoption, 332; de nouveau, 1 résolution, 1ère lect., 338; 2e lect. et adoption, 339; de nouveau, progrès, pro. séance, 365; de nouveau, 1 résolution, adoptée, 367; de nouveau, rés. 1ère lect.; 373; 2e lect. et adoption, 375; de nouveau, rés. adoption, 377; de nouveau, progrès, pro. séance, 381; de nouveau, 1 rés. 1ère lect., 386; 2e lect. et adoption, 386; de nouveau, 3 rés. adoption, 392, 393, 400, 403, 404; de nouveau, 9 rés. 1ère lect., 409; 2e lect. et adoption de 7 des rés.; 2e lect. et adoption sur div. d'une autre; 411 à 413; objection au sujet de celle qui reste, orateur délibère, 412; de nouveau, rés. adoptée, 417; de nouveau, rés. adop. 419; de nouveau, progrès, pro. séance, 419; de nouveau, rés. adoptées, 423; 426; 430; 435; de nouveau, progrès, prés. séance, 437; de nouveau, balance des résolutions du budget 1935 et 1 rés. de

AMENDEMENTS:—*suite*.

1934 adoptées, 442; de nouveau, bal. résolutions 1934 adoptées, à l'exception d'une qui est lue 1ère fois; 2e lect. et adoption sur division, 445.

Formation du comité des voies et moyens, résolutions adoptées, 447, 448.

Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour 1934 et 1935. (Voir *BILLS, No 24.*)

SUBSIDES FÉDÉRAUX:—

Motion de M. Vautrin: que cette Chambre exprime l'avis de procéder à rajustement des—, devraient être répartis au *prorata* aux provinces; qu'un comité devrait rédiger adresse à cet effet au Gouverneur-général; motion proposée, 161; débat ajourné, 162; reprise du débat, 191; amendt proposé par M. Lafleur, que gouv. de Québec devrait convoquer conférence, etc., 191; ajournement du débat sur l'amendt; 192; reprise du débat sur l'amendt, 199; amendt rejeté sur vote, 201; motion adoptée, 201. Motion de M. Vautrin qu'un comité spécial soit chargé rédiger adresse, 202; débat ajourné sur cette motion, 202; reprise du débat, 221; motion modifiée, adoptée, 221. Rapport du comité spécial; projet de l'adresse produit, 290; prise en considération remise, 290, prise en considération du rapport, 314; motion qu'une adresse soit présentée au lieutenant-gouverneur pour l'informer que cette Chambre a voté une adresse au Gouverneur général relativement au rajustement des subsides, 314; ajournement du débat, 315; reprise du débat, 324; motion adoptée, 324. M. l'Orateur informe la Chambre que le secrétaire d'État a accusé réception de l'adresse votée au Gouverneur général, 399.

SUCCESSIONS:—Loi des droits sur les—. (Voir *BILLS, No 250.*)

SUFFRAGE FÉMININ:—(Voir *FEMMES.*)

SUSTA, JALMOR F.:—Loi changeant nom de Jalmor Frederick—en celui de Charles Jalmor Frederick Anderson. (Voir *BILLS, No 75.*)

SWARDS:—(Voir *SCHWARTZ.*)

SYNDICATS PROFESSIONNELS:—Loi des.—(Voir *BILLS, No 248.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

TAXE D'HOPITAL:—Loi relative à la—. (Voir *BILLS, No 158.*)

TAXES MUNICIPALES:—Loi des exemptions de—. (Voir *BILLS, No 190.*)

TAXES MUNICIPALES ET SCOLAIRES:—Loi prolongeant délai de prescription des—et la vente d'immeubles. (Voir *BILLS, No 19.*)

TAXES SCOLAIRES:—(Voir *INSTRUCTION PUBLIQUE.*)

TAXES SUR LES CORPORATIONS:—(Voir *BILLS, No 14.*)

TAXES SUR CERTAINS COMMERCEs:—Loi des cités et villes relativement aux—. (Voir *BILLS, No 184.*)

TAXES:—(Voir *VENTES D'IMMEUBLES.*)

TAXIS:—(Voir *VOITURIERS PUBLICS.*)

TÉLÉGRAPHE ET TÉLÉPHONE:—Loi concernant les compagnies de—. (Voir *BILLS, No 2.*)

TERRAINS:—(Voir *RACHAT DE—; IMMEUBLES.*)

TERRAINS DE COLONISATION:—Loi concernant l'échange de—. (Voir *BILLS, No 246.*)

TERRES ET FORÊTS.—Loi relative aux arrêtés en conseil et les—. (Voir *BILLS, B.*)

TRAFALGAR INSTITUTE:—Loi concernant The—. (Voir *BILLS, No 114.*)

TRAITEMENTS ET SALAIRES:—Loi concernant l'insaisissabilité de certains—. (Voir *BILLS, No 8.*)

TRAVAIL:—(Voir *ACCIDENTS DU—; CONVENTIONS COLLECTIVES; RÉGLEMENTATION DU—.*)

TRAVAUX DE LA SESSION:—Tableau des—, 458.

TRIBUNAUX JUDICIAIRES:—Loi des—relativement à la signature de certains jugements. (Voir *BILLS, No 52.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

TROIS-RIVIÈRES:—

1. Loi concernant contribution pour assurer les fêtes du troisième centenaire—. (Voir *BILLS, No 16.*)
2. Loi autorisant—et autres municipalités à contribuer au troisième centenaire de fondation de—. (Voir *BILLS, No 247.*)

TUYAUTERIE:—Loi des poseurs de—. (Voir *BILLS, No 45.*)

UNION DES MUNICIPALITÉS:—Loi concernant l'—de la province de Québec. (Voir *BILLS, No 97.*)

VACANCES DE COLLÈGES ÉLECTORAUX:—Notifications de—de Jacques-Cartier, Nicolet, Wolfe, 2.

VALLEYFIELD:—(Voir *SALABERRY-DE—.*)

VÉHICULES AUTOMOBILES:—

1. Loi des—. (Voir *BILLS, No 30.*)
2. Loi relative à l'enregistrement d'un—non utilisé. (Voir *BILLS, No 152.*)
3. Loi concernant art. 27 de la Loi des—relativement aux bicycles. (Voir *BILLS, No 160.*)
4. Loi concernant art. 27 de la Loi des—relativement à certains véhicules. (Voir *BILLS, No 161.*)
5. Loi concernant art. 53 de la Loi des—. (Voir *BILLS, No 162.*)
6. Motion de M. Fisher: Que cette Chambre invite le gouv. à accorder une réduction de 50% du coût des licences à ceux qui ne se servent de leurs—que 6 mois durant l'année; motion rejetée après vote, 325.

VENTES A TEMPÉRAMENT:—Loi relative aux—. (Voir *BILLS, No 178.*)

VENTES DES IMMEUBLES POUR TAXES:—

1. Loi modifiant le Code municipal concernant la vente en bloc—. (Voir *BILLS, No 168.*)
2. Loi de l'instruction publique relativement à la—. (Voir *BILLS, No 173.*)

VERDUN:—Loi modifiant la charte de la cité de—. (Voir *BILLS, No 95.*)

VILLES:—(Voir *CITÉS ET—.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

VOIES ET MOYENS:—

1. Constitution du comité des—, 16; formation en comité des—, 447; rapport de résolutions, concours, 448.
2. (Voir *BILLS*, *No 24*.)
3. (Voir *SUBSIDES*.)

VOIRIE:—(Voir *VÉHICULES-AUTOMOBILES*.)

VOITURIERS PUBLICS:—Loi concernant les cités ou villes et les tarifs affectant certains—. (Voir *BILLS*, *No 244*.)

VOTE:—(Voir *FEMMES*.)

VOTES:—41, 75, 76, 94, 99, 101, 102, 131, 132, 137, 143, 145, 146, 147, 166, 167, 174, 182, 201, 213, 273, 283, 292, 326, 327, 334, 337, 341, 353, 361, 362, 363, 364, 374, 398, 407, 414, 416, 433, 440, 441.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: “Documents de la Session” et “Questions”.